Université du Québec
École nationale d'administration publique

# L'ÉVOLUTION DES DISCOURS POPULISTES EN OCCIDENT ET SES CONSÉQUENCES SUR LES RELATIONS TRANSATLANTIQUES : LES CAS DES ÉTATS-UNIS ET DE LA FRANCE.

**THÈSE DE DOCTORAT**

Par **ABEL PLI**

Thèse présentée
En vue de l'obtention du grade de
Philosophiae Doctor (PhD)
en Administration publique

Abel PLI, 21 janvier 2026

Cette thèse intitulée :

L'évolution des discours populistes en Occident et ses conséquences sur les relations transatlantiques: Les cas des États-Unis et de la France

Présentée par
**Abel Pli**

A été évaluée par un jury composé ainsi qu'il suit :

**Jean-François Savard**
Membre du jury

**Stéphane Roussel**
Directeur de thèse

**Nelson Michaud**
Membre du jury

**Frédéric Boily**
Évaluateur externe

## RÉSUMÉ

Plusieurs pays membres de la communauté transatlantique sont gouvernés aujourd'hui par le populisme, ou du moins, le populisme constitue la première force d'opposition. Des États-Unis à la France, en passant par le Royaume-Uni, l'Italie et l'Allemagne, le populisme de droite joue un rôle prépondérant dans les prises de décision en matière de politique étrangère. Cette évolution n'est pas sans conséquences sur la cohésion de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN). En effet, les tenants de l'approche constructiviste ont soutenu que si, après la disparition de sa raison d'être, l'OTAN ne s'est pas effondrée comme l'ont prédit les néo-réalistes, c'est parce que les États membres ont en commun des valeurs de démocratie libérale.

Or, selon plusieurs auteurs, le populisme de droite représente une menace pour l'Alliance des démocraties libérales qu'est l'OTAN. La thèse traite la question suivante: ***comment le populisme menace-t-il la cohésion de l'OTAN?*** Les auteurs s'appuient sur les exemples du Brexit au Royaume-Uni et de la Turquie pour défendre leur hypothèse. En tenant pour acquis que le populisme de droite est une menace pour l'OTAN, l'objectif de cette thèse est de démontrer le processus par lequel une telle menace intervient. Pour y parvenir, la thèse analyse les discours de Donald Trump aux États-Unis et de Marine Le Pen en France, entre 2016 et 2024. Même s'il s'agit de deux pays fondateurs de l'Alliance et promoteurs de l'ordre libéral international de l'après-guerre, nous signifions que la thèse traite ces deux cas comme des cas distincts, en raison des contextes nationaux et de l'espace géographique différents.

Après analyse, la thèse révèle que les discours populistes sur les relations internationales sont porteurs d'une certaine vision du monde, une vision qui est axée sur l'intérêt national égocentrique, sur le bilatéralisme, le protectionnisme économique, le repli sur soi, sur le rejet des organisations supranationales comme l'Union européenne (UE) ainsi que l'OTAN. Cette vision qui comporte les caractéristiques ci-dessus est à l'antipode des valeurs libérales défendues par la Communauté atlantique.

La thèse soutient l'hypothèse selon laquelle ***la remise en question des valeurs libérales que constituent l'identité collective, l'interdépendance économique et le multilatéralisme, qui sont rejetées par le discours populiste, fragilise la cohésion de l'OTAN.*** Cette hypothèse tire son origine de la conclusion de l'approche constructiviste qui soutient que la convergence des valeurs libérales ci-dessus a assuré la continuité de l'OTAN, en dépit de l'absence de la menace commune. Si la convergence des valeurs libérales représente une source de cohésion pour l'OTAN, le raisonnement inverse serait que la menace des valeurs libérales fragiliserait la cohésion de l'Alliance. En introduisant le phénomène du populisme comme facteur de désintégration de l'alliance, la thèse apporte une contribution significative dans les débats théoriques sur les facteurs de cohésion et de survie des alliances.

Bien que les cas soient différents, l'analyse des discours des deux dirigeants aboutit à des conclusions similaires.

En ce qui a trait à Donald Trump, l'analyse révèle que ses discours ainsi que ses décisions qui s'en sont suivies ont fragilisé la cohésion de l'OTAN. Nous avons fait l'observation à travers les réactions importantes que ses discours ont suscitées dans le camp des Alliés. Un fait marquant est que l'arrivée au pouvoir d'un Président démocrate aux États-Unis, entre 2021 et 2024, a donné une nouvelle vie à l'Alliance. Cette revitalisation remet sur scène la pertinence de l'approche néo-

réaliste qui soutient que l'existence d'une menace extérieure commune constitue la source de cohésion d'une alliance.

En ce qui concerne Marine Le Pen, n'ayant jamais exercé le pouvoir d'État, les conséquences de ses discours ont été circonscrites au plan national. La thèse révèle que ses discours ont eu non seulement des impacts dans la classe politique de l'opposition, mais aussi au niveau du gouvernement Macron avec des glissements vers des tendances populistes dans ses prises de décision, notamment en ce qui concerne le protectionnisme économique. En somme, la thèse confirme non seulement la pertinence de l'approche constructiviste dans son explication sur le maintien en vie de l'OTAN grâce à la convergence des valeurs libérales, mais elle affirme aussi que l'approche néo-réaliste reste toute aussi pertinente.

La montée des discours populistes dans la Communauté transatlantique entraine plusieurs conséquences : le repli de l'Europe, l'intensification des discussions entre les membres de l'UE sur le développement de l'autonomie stratégique européenne, l'idée selon laquelle l'UE devrait développer des capacités qui lui permettraient d'être autonome vis-à-vis des États-Unis pour mener ses propres opérations ou encore la fragmentation du bloc de l'Ouest sont les conséquences probables d'un tel phénomène.

**Mots clés** : Donald Trump, Marine Le Pen, l'OTAN, discours populistes, valeurs cohésives.

**ABSTRACT**

Several countries in the transatlantic community are now governed by populism, or at least populism is the leading opposition force. From the United States to France, via the United Kingdom, Italy and Germany, right-wing populism plays a dominant role in foreign policy decision-making. This development is not without consequences for the cohesion of the North Atlantic Treaty Organization (NATO). Indeed, proponents of the constructivist approach have argued that the reason why NATO has not collapsed after the demise of its raison d'être, as predicted by the neo-realists, is because the member states share liberal democratic values.

Yet, according to several authors, right-wing populism represents a threat to the alliance of liberal democracies that is NATO. The thesis addresses the following question: ***How does populism threaten NATO cohesion?*** The authors use the examples of the UK's Brexit and Turkey to defend their hypothesis. Taking (assuming) for granted that right-wing populism is a threat to NATO, the aim of this thesis is to demonstrate the process by which such a threat intervenes. To achieve this, the thesis analyzes the speeches of Donald Trump in the United States and Marine Le Pen in France, between 2016 and 2024. Even though these are two founding countries of the Alliance and promoters of the post-war liberal international order, we mean that the thesis treats these two as distinct cases, due to the different national contexts and geographical space.

After analysis, the thesis reveals that populist discourse on international relations conveys a certain vision of the world, one that focuses on egocentric national interest, bilateralism, economic protectionism, inward-looking attitudes and rejection of supranational organizations such as the European Union (EU) and NATO. This vision, which includes the above characteristics, is the antithesis of the liberal values defended by the Atlantic Community.

The thesis supports the hypothesis that the challenge to the liberal values of collective identity, economic interdependence and multilateralism, which are rejected by populist discourse, undermines NATO's cohesion. This hypothesis stems from the conclusion of the constructivist approach, which maintains that the convergence of the above liberal values has ensured NATO's continuity, despite the absence of the common threat. If the convergence of liberal values represents a source of cohesion for NATO, the opposite reasoning would be that the threat of liberal values would weaken the Alliance's cohesion. By introducing the phenomenon of populism as a factor of alliance disintegration, the thesis makes a significant contribution to theoretical debates on the factors of alliance cohesion and survival.

Although the cases are different, analysis of the two leaders' speeches leads to similar conclusions. In the case of Donald Trump, the analysis reveals that his speeches and subsequent decisions have weakened NATO's cohesion. We have observed this through the significant reactions his speeches have provoked in the Allied camp. One striking fact is that the arrival in power of a Democratic President in the United States, between 2021 and 2024, has given new life to the Alliance. This

revitalization has put the spotlight back on the relevance of the neo-realist approach, which maintains that the existence of a common external threat is the source of an alliance's cohesion.

As far as Marine Le Pen is concerned, having never exercised state power, the consequences of her speeches have been confined to the national level. The thesis reveals that her speeches have had impacts not only on the opposition political class, but also on the Macron government, with shifts towards populist tendencies in her positions, particularly with regard to economic protectionism. In sum, the thesis not only confirms the relevance of the constructivist approach in its explanation of NATO's continued existence thanks to the convergence of liberal values but also asserts that the neo-realist approach remains just as relevant.

The rise of populist rhetoric in the transatlantic community has several consequences: the retreat of Europe, the intensification of discussions between EU members on the development of European strategic autonomy, the idea that the EU should develop capabilities that would enable it to be autonomous from the USA in conducting its own operations, or the fragmentation of the Western bloc are the likely consequences of such a phenomenon.

**Key words** : Donald Trump, Marine Le Pen, NATO, populist rhetoric, cohesive values.

**LISTE DES ACRONYMES**

| | | |
|---|---|---|
| **AECG** | : | Accord économique et commercial global |
| **AFD** | : | Alternative pour l'Allemagne |
| **ALENA** | : | Accord de libre-échange Nord-Américain |
| **ANZUS** | : | Australie-Nouvelle-Zélande-États-Unis |
| **AP-OTAN** | : | Assemblée parlementaire-OTAN |
| **CCNA** | : | Conseil de coopération Nord-atlantique |
| **CENTO** | : | Organisation du Traité central |
| **CETA** | : | *Comprehensive Economic and Trade Agreement* |
| **CSP** | : | Coopération structurée permanente |
| **FAA** | : | Force africaine en attente |
| **FED** | : | Fonds européen de défense |
| **IEI** | : | Initiative européenne d'intervention |
| **LFI** | : | La France insoumise |
| **NAFTA** | : | North American Free Trade Agreement |
| **OMC** | : | Organisation mondiale de commerce |
| **ONU** | : | Organisation des Nations Unies |
| **OSCE** | : | Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe |
| **OTAN** | : | Organisation du Traité de l'Atlantique Nord |
| **OTASE** | : | Organisation du Traité de l'Asie du Sud-Est |
| **PPP** | : | Partenariat Pour la Paix |
| **PTP** | : | Partenariat Transpacifique |
| **RN** | : | Rassemblement national |
| **SGUE** | : | Stratégie globale pour la politique étrangère et de sécurité |
| **TISA** | : | Trade in Services Agreement |
| **TPP** | : | Trans-Pacific Partnership |
| **TTIP** | : | Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement |
| **UA** | : | Union africaine |
| **UE** | : | Union européenne |

**Table des matières**

**Introduction**……..15

1. Les objectifs et la question de recherche……16
2. L'originalité de la recherche…….....20
3. Plan de la thèse……...21

**Chapitre I : LES OPINIONS SUR LA COHÉSION DE L'OTAN…….……24**

A. Le Brexit et la Turquie……..25
B. L'état de la question sur les facteurs de cohésion et de désintégration des alliances……....33

1. La logique réaliste……..33
2. La logique constructiviste……..48

a. L'élargissement de la définition du concept de la sécurité nationale…49
b. Les valeurs libérales comme facteurs de cohésion?.....55

3. Les caractéristiques du populisme……..59

1. Comment définir le populisme?.....59

a. L'approche socioculturelle…….60
b. L'approche politico-stratégique…….63
c. L'approche idéationnelle……66
d. Le populisme et les alliances: une position néoréaliste?……74

**Chapitre II- CADRE THÉORIQUE ET HYPOTHÈSE**……..79

A. CADRE THÉORIQUE: LE CONSTRUCTIVISME…….80

1. L'épistémologie du constructivisme……..80
2. Les valeurs cohésives…….85

a. Les normes communes de démocraties libérales comme l'identité collective des alliés……85
b. L'interdépendance économique dans la communauté transatlantique……..95
c. Le multilatéralisme comme principe de coopération en matière de sécurité à l'OTAN……..106

B. EXPLICATION DE L'HYPOTHÈSE……115

1. Le contenu des discours populistes et leurs relations avec les valeurs cohésives de l'OTAN……...116
   a. L'unilatéralisme, le bilatéralisme vs le multilatéralisme……116
   b. L'illibéralisme et l'antipluralisme……..118
   c. Le protectionnisme économique……122
   d. Contributions de la thèse……126

**Chapitre III : Méthodologie……..129**

1. Choix méthodologique : approche qualitative d'étude de cas…….130
2. Étude de cas distincts du populisme aux États-Unis et en France……...133
   a. L'histoire du populisme aux États-Unis……134
   b. L'histoire du populisme en France……142
3. Choix des leaders populistes: Donald Trump et Marine Le Pen…….148
   a. Pourquoi Donald Trump?.....149
   b. Pourquoi Marine Le Pen?.....150
4. L'analyse de discours……...151
5. Les données……..154
   a. États-Unis : Sources, période et stratégie de sélection des discours..154
   b. Technique de codage……..155
   c. France: Sources, périodes et stratégie de sélection des discours…...156

**Chapitre IV : ANALYSE DES DISCOURS DE DONALD TRUMP……...158**

1. Les étapes de l'analyse : lecture et codage des données…….159
2. Les périodes d'analyse des éléments de la politique étrangère du populisme……...163

   1. Première période d'analyse : Campagne 1…….163
      a. Le rejet du multilatéralisme…….163
      b. La pratique de la politique illibérale…….171
      c. Le protectionnisme économique……..177
      d. Le rejet de l'OTAN……..179
   2. Deuxième période d'analyse : l'exercice du pouvoir Trump 1 (2017-2021)……181
      a. Le rejet du multilatéralisme……182
      b. La pratique de la politique illibérale...188

c. Le protectionnisme économique……195

d. Le rejet de l'OTAN……197

e. Le rejet de l'Union européenne……...200

3. Troisième période d'analyse : Campagne 2 (2021-2024)…...202

a. Le rejet du multilatéralisme……202

b. Le protectionnisme économique……207

c. La pratique de la politique illibérale...209

d. Le rejet de l'OTAN et de l'UE……213

**Chapitre V : ANALYSE DES CONSÉQUENCES DE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DE DONALD TRUMP SUR LES VALEURS COHÉSIVES DE L'OTAN……216**

1. La matérialisation des discours dans les faits…….217

2. L'impact sur la cohésion de l'Alliance: les réactions de l'OTAN et des États membres……220

a) Les réactions des États membres……220

b) Les réactions des institutions: l'Union européenne et de l'OTAN……..239

3. Les valeurs de l'OTAN attaquées par les discours de Donald Trump…….244
4. La revitalisation de l'Alliance retrouvée sous l'Administration Joe Biden……..246

**CHAPITRE VI- LA MONTÉE DU RASSEMBLEMENT NATIONAL ET LES CONSÉQUENCES SUR LES VALEURS COHÉSIVES DE L'OTAN……..254**

A. ANALYSE DES DISCOURS DE MARINE LE PEN……..255

1. Pratique du protectionnisme économique……...257

2. Rejet de l'immigration……...262

3. La pratique l'unilatéralisme……...266

4. La défense de l'intérêt national égocentrique……267

5. La pratique de l'isolationnisme……..271

6. La promotion du bilatéralisme……...273

7. Le rejet de l'Union européenne……..274

8. La remise en cause de l'OTAN……..279

9. Les valeurs de l'OTAN attaquées par les discours de Marine Le Pen……..286

B. L'IMPACT DES DISCOURS DE MARINE LE PEN DANS LA CLASSE POLITIQUE FRANÇAISE……...290

**Conclusion……..320**

A. L'impact des discours de Donald Trump sur les relations transatlantiques……320

B. L'impact des discours de Marine Le Pen sur les relations transatlantiques…….325

C. Des limites de la thèse……326

D. Apports théoriques……327

E. Quelques orientations pour la poursuite de la recherche……328

**Bibliographie……..330**

DÉDICACE

*À mon père, parti trop tôt pour voir le début de cette thèse…*
*À ma mère partie trop tôt pour voir la fin…*
*Merci pour vos bénédictions continues de là où vous êtes…*

REMERCIEMENTS

Au terme de ce projet d'une vie que je caresse depuis ma tendre enfance, je tourne mes yeux vers l'Éternel, l'omnipotent, l'omniscient, Celui qui transforme toute tristesse en joie, tout échec en succès, rend toute chose impossible, réalisable, afin de Lui exprimer toute ma gratitude pour avoir permis d'aller jusqu'au bout.

À mon défunt père, qui a toujours rêvé de ce moment, mais malheureusement n'a pas pu voir le dénouement heureux de cette thèse. Avec des moyens modestes, il s'est toujours évertué à me soutenir au prix de mille sacrifices depuis l'école primaire jusqu'à ce jour. Je te suis éternellement reconnaissant.

À **Stéphane Roussel**, directeur de thèse pour m'avoir fait entièrement confiance, m'avoir proposé ce sujet lors d'un moment d'échanges à son bureau et m'avoir soutenu dans toutes mes entreprises. Plus qu'un directeur, nos relations sont allées au-delà du cadre académique. Il m'a considéré comme un ami, comme un collègue, m'a laissé la pleine liberté. Ses précieux conseils et les livres de référence qu'il m'a proposés m'ont été d'une grande utilité. Jamais un directeur n'a été aussi proche. Il reste sans aucun doute le meilleur superviseur de tous les temps dans le milieu académique.

La recherche et la rédaction de cette thèse n'ont pas été un long fleuve tranquille, marquées par des périodes de stress, d'anxiété et de doutes. Malgré tout, je trouvais un regain d'énergie, d'espoir et de courage grâce à mon directeur pour revenir et en faire une réalité. Le bout du tunnel semblait à la fois proche et lointain selon les retours de mon directeur. Un jour, il me dira : « *Abel, je pense qu'on va aller avec ça, car tu as tenu compte de toutes mes suggestions, sinon ça sera contre-productif. Les limites et critiques existeront toujours pour les travaux scientifiques et c'est le travail du jury* ». Étant donné qu'aucune œuvre humaine n'est parfaite, quels que soient ma volonté et mon dévouement à parfaire la rédaction de cette thèse, des limites demeureront. Je reste ouvert aux commentaires constructifs des membres du jury aux fins de la meilleure finalisation de la thèse.

À Messieurs **Jean-François Savard, Nelson Michaud** et **Frédéric Boily** pour avoir accepté d'être membre du jury.

Les professeurs que j'ai rencontrés durant ce parcours (Stéphanie Gagnon, Étienne Charbonneau, Linda Rey, Marie-Christine Therrien, etc.).

Aux autres professeurs que j'ai côtoyés avec plaisir dans les cours et conférences à l'ENAP.

À Monsieur **Jean-Philippe Thérien**, Professeur émérite au département de Sciences politiques de l'Université de Montréal, pour m'avoir proposé l'ENAP pour faire ma thèse.

Aux employé(e)s de l'ENAP, Karine Prévost-Privat pour le suivi des dossiers et sa pression subtile qu'elle mettait pour terminer rapidement mes cours afin d'entamer la recherche; Karine Lamontagne, Yves Brillon, De la Durantaye Félix, au service de la bibliothèque.

À des collègues et amis avec qui j'ai pu décompresser (Dr Emmanuel Saël, Dr Philippe Dumas, Fatou Beye, Mariana Castellanos, Itizez Slama, Anissa Adouane, Serguei Kimvi, Josiane Moulongo Epse Essoh, etc.)

À mes amis, Dr Aboubacar Maiga, pour ses commentaires et ses sources;  Dr Nabi Youla Doumbia pour ses encouragements; Marlène De Souza pour son soutien, ses prières.
À mon épouse, **Emirence Zike épouse Pli**, pilier de la famille, pour son amour, l'équilibre et la quiétude d'esprit qu'elle m'apporte et ses nombreuses interpellations lorsque mes communautaires m'absorbent, ce voyage ne saurait certainement pas possible sans ta présence, à mes côtés.

À mes adorables enfants, mes fidèles compagnons, qui ont vécu en temps réel tout le parcours et en qui ont souffert de mon absence en raison des charges de la recherche.
À ma famille et belle-famille, à ma grande sœur Kouamé Adjo Pierrette, merci pour vos prières.

Aux membres de mon Bureau exécutif et amis de la Communauté ivoirienne et africaine du Canada, Dr Serge Olivier Kotchi, Benjamin Pohé, Loua Diomandé, Dr Christophe Danumah, Carole Gballou, Didier Konan, Emmanuel Ankemah, Amon Félicien, Madame Henriette Mvondo, Madame Marie-Laure Konan, mon Révérend Toussaint Akochi, etc...
Dans l'impossibilité d'être exhaustif, que toutes les personnes qui, au cours de cette recherche, je dirai de ce long voyage m'ont encouragé et indiqué des sources importantes, m'ont soutenu à des moments de doute et de faiblesse, que toutes celles-là acceptent, se reconnaissent et reçoivent mes sincères remerciements.

Reconnaissance infinie…

# INTRODUCTION

Plusieurs observateurs s'accordent pour dire que les discours populistes sont en pleine croissance dans le monde. Le phénomène est beaucoup plus présent en Europe où, élection après élection, les populistes sont parvenus à prendre le pouvoir dans plusieurs pays d'Europe, particulièrement membres de l'Organisation de l'Atlantique Nord (OTAN). Représentants du « peuple », ils dirigent ou participent, en 2024, à un quart des vingt-huit gouvernements de l'Union européenne, et ce, avec des projets variés, mais souvent néfastes pour la démocratie (Lequeux, 2018).

Par exemple, en Italie, une coalition de l'extrême droite, dominée par les Frères d'Italie (FI) de Giorgia Meloni, qui défend des positions conservatrices sur différentes questions sociales et internationales, est au pouvoir depuis septembre 2022 (Lastennet, 2024). En Turquie, on note un regain du populisme depuis le coup d'État manqué de juillet 2016 et la réforme constitutionnelle d'avril 2017 (Massicard, 2018). En juin 2016, le Royaume-Uni a voté en faveur de la sortie du Brexit pour protester contre les politiques libérales mises en place par l'Union européenne (De Ville et Silles-Brügge, 2019). En Pologne, en Hongrie, en Turquie, au Royaume-Uni, en France, en passant par les États-Unis, nous assistons à une montée en puissance du populisme (Giurlando 2021; Coticchia et Vignoli, 2020; Bustikova et Guasti, 2017).

À long terme, ces discours populistes en Occident pourraient constituer une menace sur la cohésion de l'OTAN. En effet, ces discours sont porteurs d'une nouvelle vision du monde, qui est basée sur la défense de l'intérêt national égocentrique, sur le protectionnisme économique et la mise en place d'une politique étrangère isolationniste, axée sur l'unilatéralisme et le bilatéralisme. Il est important de rappeler que, depuis 1945, les États-Unis et leurs alliés occidentaux ont mis en place un ordre international libéral qui renvoie à un ensemble d'idées et d'institutions nées après la Seconde Guerre mondiale (Ikenberry, 2014 : 2). Le libre-échange et la libre circulation des flux de capitaux ont encouragé l'externalisation de la production. Cet ordre repose aussi sur un ensemble de croyances, de valeurs universelles, et d'institutions, qui négocient des normes en matière de commerce, de finance et bien d'autres domaines, et relient ces idées entre elles (Lind, 2017).

Selon les tenants de l'approche constructiviste, c'est cet ensemble de croyances et de valeurs libérales qui a permis à l'Alliance atlantique de rester en vie, et de maintenir sa cohésion entre les alliés occidentaux, lorsque le bloc de l'Est a disparu (Risse-Kappen, 1994; Risse, 2003; 2016; Adler et Barnett, 1998; Sjursen, 2004). Autrement dit, ce sont les principaux piliers sur lesquels repose l'ordre international libéral d'après-guerre qui a maintenu l'OTAN en vie en dépit de la disparition de sa principale raison d'être.

Alors que les auteurs néoréalistes prédisaient que les jours de l'Alliance étaient comptés, en raison de la disparition de sa raison d'être (Waltz, 1993 : 76), l'on a assisté plutôt, entre 1997 et 2004, à un élargissement aux anciens pays de l'Ex-Union soviétique, puis de la Finlande et de la Suède (2024). Selon Waltz (1993), une alliance doit disparaitre une fois que les conditions qui ont présidé à sa création. Selon Mearsheimer (1990 : 5) L'OTAN cesserait de jouer un rôle en tant qu'alliance:

> Voices are thereupon raised in the United States, Britain, and Germany, arguing that American and British military forces in Germany have lost their principal raison d'etre, and these forces are withdrawn from the Continent. NATO and the Warsaw Pact then dissolve; they may persist on paper, but each ceases to function as an alliance.

Cette prédiction néoréaliste ne s'est pas avérée comme nous le verrons dans le chapitre I.1, si ce sont plutôt les thèses constructivistes qui semblent offrir les explications les plus pertinentes.

## 1. Les objectifs et la question de recherche

La thèse analyse le contenu des discours populistes en matière de politique étrangère et leurs conséquences sur les relations transatlantiques. L'analyse se concentre principalement sur deux cas distincts : les États-Unis et la France, deux pays fondateurs de l'Alliance et promoteurs de l'ordre international libéral de l'après-guerre. L'objectif principal est de clarifier le processus par lequel le contenu des discours populistes sur les relations internationales constitue une menace pour la cohésion de l'OTAN. Le populisme est porteur d'une certaine vision du monde, axée sur l'intérêt national égocentrique, sur le bilatéralisme, le protectionnisme et le repli sur soi. Plusieurs auteurs ont soutenu cette assertion selon laquelle le populisme semble constituer une menace pour la cohésion de l'OTAN, et ce, à travers des exemples empiriques ou des courtes analyses (De Ville et

Silles-Brügge, 2019 ; Outhwaite, 2017; Yilmaz et Bashirov, 2018; Yılmaz et Turner, 2019). Cependant, parmi les auteurs qui soutiennent cette assertion, certains ne clarifient pas vraiment le processus par lequel une telle menace se matérialise; ou, lorsque d'autres parviennent à parler du processus, il n'est pas suffisamment élaboré.

En analysant séparément les deux cas distincts, où le populisme a déjà accédé au pouvoir (États-Unis) et leader de l'opposition (France), il s'agit de porter un regard critique sur les relations entre le populisme et la politique étrangère tout en observant leurs effets sur la cohésion et la survie de l'OTAN. Le cas des États-Unis sous l'ère Donald Trump sert d'exemple dans la pratique et le cas de la France se fait à travers l'analyse de la dimension internationale des programmes politiques du Rassemblement national sous Marine Le Pen.

Pour ce faire, deux objectifs président à cette thèse :

1. Identifier les facteurs de cohésion et de désintégration d'une alliance selon la perspective constructiviste.
2. Documenter et expliquer le processus par lequel le populisme menace la cohésion de l'OTAN.

Ces principaux objectifs visent à apporter une contribution théorique et empirique sur la question de l'avenir de l'Alliance atlantique au moment où plusieurs pays membres sont gouvernés par des régimes populistes. Pour ce faire, la question de recherche se formule comme suit :

***Comment le populisme menace-t-il la cohésion de l'OTAN?***

L'hypothèse formelle en réponse à cette question est la suivante:

***La remise en question des valeurs libérales que constituent l'identité collective, l'interdépendance économique et le multilatéralisme, qui sont rejetées par le discours populiste, fragilise la cohésion de l'OTAN.***

Remarquons que dans les années 1990, Risse-Kappen et plusieurs auteurs constructivistes ont suggéré que la cohésion d'une alliance découlait de l'existence et de la convergence des valeurs communes, notamment les valeurs libérales. Risse-Kappen (1994) dans « *Collective identity in a democratic community : the case of NATO* » avait identifié

des signes de fragilisation et de crises des valeurs libérales que constituent **l'identité collective, l'interdépendance économique et le multilatéralisme.** L'auteur avait fait référence à des exemples historiques, notamment la crise du Canal de Suez de 1956 et la crise de missile de Cuba de 1962, pour justifier la fragilisation de la cohésion au cours de cette époque. La question que nous sommes en droit de poser est la suivante : sommes-nous dans une situation similaire à celle de 1990 lorsque Risse-Kappen (1994) avait observé une menace aux valeurs cohésives à travers les deux exemples ci-dessus? Cette observation sera effectuée à la lumière des thèses populistes, où des auteurs estiment que le phénomène menace la cohésion de l'OTAN, sans toutefois clarifier le processus par lequel cela intervient. Cette question aide à comprendre notre hypothèse et permettra de valider ou invalider la thèse des constructivistes dans les années 1990 sur la cohésion de l'OTAN.

Présentons l'hypothèse plus en détail. Trois éléments sur lesquels les auteurs constructivistes se basent pour expliquer les facteurs de la cohésion de l'Alliance atlantique ressortent de cette hypothèse. Il s'agit de l'identité collective, du multilatéralisme et de l'interdépendance économique (Risse-Kappen, 1994; Risse, 2003).

Pour les tenants de l'approche constructiviste, les normes prennent le sens de valeurs ou de principes et les définissent comme des attentes partagées par une communauté d'acteurs (les États) à propos des comportements acceptables (Finnemore, 1996 : 22; Finnemore, 1993; Finnemore et Sikkink, 1998). En ce qui concerne l'OTAN, les éléments ci-dessus, identifiés dans Risse-Kappen(1994) ont pris le sens de valeurs et de principes pour participer à la détermination de l'identité collective et former par la suite la base des comportements des États membres. Elles sont principalement constitutives, c'est-à-dire qu'elles ne font pas qu'influencer le comportement des acteurs, mais elles participent aussi à la constitution de l'identité collective de l'Alliance atlantique. Il est important de préciser que, dans le cadre de cette thèse, ce ne sont pas toutes les valeurs qui peuvent avoir des effets de cohésion ou de survie sur la Communauté transatlantique. Les valeurs dont il est question ici sont des valeurs libérales qui jouent un rôle crucial dans la survie et le maintien de l'Alliance, c'est-à-dire que, si celles-ci sont en crise, l'avenir de l'OTAN l'est également. En somme, le contenu et la nature des valeurs sont importants; pour ce faire, il

s'agit des valeurs précises, notamment de démocratie, de multilatéralisme et de libre-échange que partagent les États de cette communauté occidentale.

Le multilatéralisme est défini de manière classique comme tout processus de coopération entre un minimum de trois États. En politique étrangère, l'engagement des États dans le multilatéralisme est opposé aussi bien à l'unilatéralisme, soit l'absence de coopération, qu'au bilatéralisme, c'est-à-dire la coopération exclusive entre deux États. Cette forme de coopération se déroule dans les organisations internationales autour d'enjeux globaux, comme la paix et la sécurité internationale dans le cadre de l'OTAN, par exemple. Le multilatéralisme est une valeur cardinale à l'OTAN. Il se caractérise par le processus de consultation inscrit à l'article 4 du Traité fondateur qui stipule que « Les parties se consulteront chaque fois que, de l'avis de l'une d'elles, l'intégrité territoriale, l'indépendance politique ou la sécurité de l'une des parties sera menacée » (OTAN, 1949c : art.4). Il permet aux Alliés d'échanger des avis et des informations, et de mener des débats avant de parvenir à un accord et de prendre les décisions. Le constructivisme reconnaît les effets du multilatéralisme sur les États membres et insiste sur les processus idéels, cognitifs et normatifs. Autrement dit, ce serait moins les intérêts des États qui commanderaient le multilatéralisme que des normes et valeurs partagées et diffusées à l'échelle internationale. En somme, l'OTAN est devenue un lieu de socialisation des Alliés, car, par la production et l'institutionnalisation de normes, celles-ci se trouvent à modifier ou à influencer dans une certaine mesure le comportement des États, et ce, en légitimant certaines pratiques et en délégitimant d'autres.

L'interdépendance économique comme troisième valeur qui a assuré le maintien en vie de l'Alliance atlantique représente le flux des échanges commerciaux dans la zone transatlantique, à travers la politique de libre-échange, la suppression des tarifs douaniers et l'économie libérale. Les Alliés s'efforcent d'éliminer toute contradiction dans leurs politiques économiques internationales et encouragent la collaboration économique. Les spécialistes des Relations internationales ont souvent étudié les relations entre l'interdépendance économique et la guerre, montrant que le commerce est un frein à la guerre ou que les alliances militaires déterminent les flux des relations commerciales. Meunier (2009) a analysé les conséquences économiques des désaccords des alliés sur

l'invasion unilatérale de l'Irak en 2003. Des deux rives de l'Atlantique, on s'attendait à ce que les désaccords politiques entre les alliés aient des répercussions sur leurs relations économiques. Les médias se faisaient écho de ce qui semblait être de vastes campagnes de boycott économique. En avril 2003, le *Washington Post* annonçait que « les tensions politiques transatlantiques, et les boycotts de consommateurs qui en découlaient pouvaient avoir de terribles conséquences économiques » (Hutton, 2003). La déclaration ci-dessus montre que les relations d'interdépendance économique dans la zone transatlantique restent difficilement dissociables des questions de sécurité et de défense collective, de commerce et de l'économie parmi les pays membres de l'OTAN.

## 2. L'originalité de la recherche

L'originalité de cette thèse réside dans le choix du sujet et dans son traitement. Le sujet aborde une composante importante qui traite de l'actualité politique internationale, plus précisément la politique étrangère du populisme. La montée en puissance des discours populistes en Occident et les conséquences sur la cohésion de l'OTAN.

Plusieurs auteurs ont analysé la politique étrangère du populisme (Verbeek et Zaslove, 2017 ; Chryssogelos, 2017 ; Destradi et Plagemann, 2019; Destradi et *al*., 2021). Rares sont les auteurs qui ont étudié ses conséquences sur la cohésion de l'OTAN. De même, les constats découlant des analyses ou des ouvrages sur la menace que constituerait le populisme pour l'OTAN demeurent sommaires. Les auteurs ne décrivent pas le processus par lequel le populisme représenterait une menace pour la cohésion de l'Alliance atlantique. Autrement dit, ces études n'expliquent pas comment cette menace intervient ou se produit.

Notons aussi que, depuis les études des auteurs constructivistes dans les années 1990, qui ont constaté la violation des valeurs cohésives de l'OTAN à travers les exemples historiques du Canal de Suez de 1956 et de la crise des missiles du Cuba de 1962, il n'existe aucun ouvrage ou d'articles scientifique en français, qui traite en profondeur de la solidité de la cohésion de l'Alliance. Cette problématique est d'autant plus pertinente que la présente thèse fait l'analyse à l'ère où une vague populiste traverse plusieurs pays membres

de l'Alliance, et où nombre de dirigeants populistes sont au pouvoir ou sont leaders d'opposition.

Par exemple, l'avènement de Donald Trump à la Maison-Blanche en 2016 a été longtemps considéré par plusieurs observateurs comme un accident ayant échappé aux sondages et aux médias. Alors que l'actualité politique nationale des États-Unis nous confirme qu'il s'agit plutôt d'une idéologie qui est en train de s'enraciner dans ce paysage politique (Sénécat et Ferrer, cité dans *Le Monde*, 2016). Les changements dans la politique américaine qui ont propulsé Donald Trump à la Maison-Blanche en 2017 n'ont pas disparu. L'on assiste au contraire à la persistance des idées que Trump avait défendues dans sa politique étrangère au cours de son mandat. En politique intérieure, le Parti républicain a connu une profonde dérive antidémocratique et illibérale sous l'impulsion de Trump et de son mouvement *Make America Great Again* (MAGA). Ces faits consolident davantage l'hypothèse de l'expansion du populisme en Occident et de la pertinence de traiter le sujet d'autant plus qu'il analyse les conséquences que cette nouvelle vision de la politique mondiale sur la cohésion de l'Alliance atlantique.

Pour ce faire, une grille d'analyse a été élaborée à partir des discours sur la politique étrangère de Donald Trump durant sa période de campagne et au cours de son mandat de 2016. Une autre grille a été élaborée distinctement aussi à partir des discours de Marine Le Pen. Ces deux grilles ont été opérationnalisées à partir de la méthode d'analyse de discours. Cette méthode d'analyse permettra d'identifier les éléments d'observation en vue d'élaborer le processus d'évaluation des conséquences des discours populistes sur la cohésion de l'OTAN. Cette thèse trouve donc toute son importance dans la recherche de la compréhension et de l'avenir de l'Alliance atlantique sous un angle totalement différent en faisant intervenir le populisme pour évaluer la cohésion entre les alliés.

### 3. Plan de la thèse

La thèse est divisée en six chapitres. Le premier chapitre portant sur les opinions sur la cohésion de l'OTAN se répartit en trois parties. La première s'appuie sur des auteurs et des exemples concrets du Brexit et de la Turquie pour soutenir que le populisme de droite représente une menace pour l'OTAN. Considérant l'hypothèse de la menace de l'OTAN

par le populisme de droite comme acquise, l'objectif est d'analyser et d'étudier le mécanisme ou le processus par lequel une telle menace se produit. La deuxième partie du premier chapitre fait l'état de la question sur les facteurs de cohésion et de désintégration des alliances. La partie expose la vision des approches réaliste et constructiviste sur les alliances. Tandis que l'approche réaliste présente l'absence d'une menace extérieure commune facteurs de désintégration d'une alliance, l'approche constructiviste soutient que la convergence des valeurs libérales sont sources de cohésion de l'alliance des démocraties qu'est l'OTAN. La troisième partie fait intervenir le populisme de droite comme phénomène menaçant la survie de l'Alliance et dont le schéma de pensée sur la formation des alliances est similaire à celui du néo-réalisme.

Le chapitre II comporte deux parties. La première présente le constructivisme comme cadre théorique de la thèse qui repose sur une vision idéelle de l'alliance. Pour cette approche, ce sont les normes et valeurs qui prédominent et qui ont préséance sur les facteurs matériels. À ce sujet, il affirme que le multilatéralisme, l'identité collective et l'interdépendance économique constituent les valeurs cohésives de l'OTAN. La deuxième partie du chapitre II explique l'hypothèse et analyse la relation entre les valeurs cohésives ci-dessus et les éléments qui composent la politique étrangère du populisme. Le chapitre III décrit la méthodologie utilisée dans le cadre de cette thèse. Il s'agit de la méthodologie qualitative d'étude de cas. Ce sont des cas distincts, à savoir le populisme de droite aux États-Unis et en France, qui est présent dans des contextes différents. L'objectif de la thèse n'est pas de comparer les deux cas, ceci en raison de leurs différences importances. Les deux cas se situant dans des espaces géographiques différents (l'Amérique du Nord vs l'Europe) et l'un étant revenu au pouvoir, l'autre n'en a jamais exercé. Après avoir présenté les données et les techniques de codage, nous analysons les discours de Donald Trump et Marine Le Pen, respectivement dans les chapitres IV et VI.

Le chapitre IV, comme mentionné, analyse les discours de Donald Trump. Ayant exercé le pouvoir, nous avons réparti le contexte de sa période d'analyse en trois : la campagne 1, l'exercice du pouvoir et la campagne 2. Son retour au pouvoir étant encore récent, nous n'avons pas inclus cette période dans l'analyse. Le chapitre permet de ressortir les éléments de sa politique étrangère. Le chapitre V analyse les conséquences de sa

politique étrangère sur les valeurs cohésives de l'OTAN. Il met en relation les éléments de la politique avec les différentes valeurs. Le chapitre VI analyse la montée du Rassemblement national (RN) en France et ses conséquences sur les valeurs cohésives de l'OTAN. Il est divisé en deux parties, dont la première analyse les discours de Marine Le Pen, ancienne Présidente du RN. Étant donné qu'elle n'a jamais exercé le pouvoir d'État, les discours se situent dans un contexte de campagne électorale uniquement. La deuxième partie analyse les impacts des discours sur les valeurs cohésives. En raison de son statut d'opposante continue, les impacts ont été évalués en tenant compte des réactions que ses discours ont suscitées aussi bien dans la classe politique française, qu'au niveau du gouvernement.

Nous tenons à préciser que la thèse ne couvre pas l'Administration Trump 2, car trop récente pour tirer des conclusions sur ce retour à la Maison-Blanche, depuis le 4 novembre 2025.

# Chapitre I

# LES OPINIONS SUR LA COHÉSION DE L'OTAN

Aujourd'hui, le populisme de droite est au pouvoir dans plusieurs pays membres de la communauté transatlantique, secouant ainsi les fondements de la démocratie libérale. La montée d'un tel phénomène n'est pas sans conséquences sur l'avenir de l'OTAN, dans la mesure où plusieurs écrits soutiennent que le populisme de droite représente une menace pour l'Alliance atlantique. Ce chapitre vise donc à analyser les opinions sur la cohésion de l'OTAN.

### A. Le Brexit et la Turquie

Dans cette section nous allons montrer que plusieurs auteurs estiment que le populisme de droite représente une menace pour la cohésion de l'OTAN. À travers deux exemples empiriques, nous allons pouvoir soutenir cette assertion. Il s'agit des auteurs qui ont analysé la politique britannique du Brexit ainsi que de ceux qui ont exploré la politique étrangère de la Turquie. Nous analyserons aussi dans les prochaines sections le cas des États-Unis et de la France.

Le vote en faveur du Brexit lors du référendum britannique sur l'appartenance du pays à l'UE, qui s'est tenu le 23 juin 2016, a suscité un intérêt scientifique considérable (De Ville et Silles-Brügge, 2019 :1; Outhwaite, 2017). Le Brexit a été un vote contre la mondialisation, contre les élites cosmopolites qui ont fait entrer la Grande-Bretagne dans l'Union européenne. Ce vote a été une sanction contre la classe qui a tiré profit des bénéfices de l'UE et qui méprisait la classe populaire, qui se sentait exclue des avantages de l'ouverture du marché. Quel est le rôle joué par le populisme dans la victoire du Brexit? Pour répondre à cette question, analysons les causes et les différents thèmes qui ont milité en faveur de la sortie. Nous observerons par la suite que les raisons ou thèmes évoqués sont les mêmes qui sont défendus dans les discours populistes. Le succès du Brexit s'explique par une politique étrangère basée sur les thèses populistes du gouvernement de l'époque : hostilité face à l'immigration, remise en question de la politique de libre-échange et recherche de l'autonomie nationale. Les partisans pour la sortie souhaitaient maintenir l'accès au marché unique européen des biens, des services et des capitaux, et donc de protéger les intérêts de la City et des secteurs manufacturiers, tout en réduisant le flux d'immigrants provenant principalement d'Europe de l'Est (Arnorsson et Zoega, 2018).

Gancia et *al*. (2022) affirment que la réponse politique à la mondialisation au cours des dernières décennies a été de renforcer le contrôle au niveau des frontières en créant des unions économiques, ce qui entraîne une réduction de la taille des pays.

Dans l'Union européenne, tous les pays sont soumis aux mêmes règles qui s'appliquent au marché unique. Arnorsson et Zoega (2018) affirment que les partisans de la sortie estimaient que les règles du marché unique empiètent trop sur la souveraineté du Royaume-Uni et sur sa capacité à satisfaire les souhaits de sa population, en particulier en matière d'immigration. Dans ce contexte, la décision des régions anglaises de quitter l'UE s'est expliquée par le fait que leurs habitants ont des attitudes différentes à l'égard de l'immigration ou qu'ils sont confrontés à une immigration plus importante que les autres régions (Arnorsson et Zoega, 2018).

Les partisans de la sortie ont mis en avant deux avantages principaux : le Royaume-Uni serait en mesure de contrôler l'immigration plus efficacement et pourra se débarrasser d'une législation et d'une réglementation trop intrusives, notamment en ce qui concerne les services financiers. On retient aussi que la défense de la souveraineté a occupé une place prépondérante dans le discours, même si certains pensaient que rien ne changerait beaucoup et que les négociations avec le bloc se poursuivraient de manière pacifique et prospère (Wang, Almeida, de Oliveira, 2017). Martill et Mesarovich (2024) abondent dans le même sens en affirmant qu'il était admis que le Brexit aurait des conséquences sur les relations internationales du Royaume-Uni, y compris avec l'UE, mais le débat lui-même était davantage axé sur les questions de souveraineté, d'immigration et de contributions au budget de l'UE.

En somme, si le vote en faveur du Brexit a eu lieu, c'est parce que les dernières raisons ci-dessus évoquées l'ont emporté sur les arguments de ceux qui militaient pour le maintien. Les arguments en faveur de la sortie sont des arguments populistes qui demandaient la fermeture des frontières à l'immigration ainsi qu'une politique économique protectionniste, tout en mettant en avant les effets néfastes de la mondialisation sur les produits locaux.

Un autre exemple est celui de la Turquie. Le pays, pourtant membre de l'OTAN, mène une politique étrangère qui menace les valeurs fondamentales de l'Alliance. Selon Kaliber et Kaliber (2019 : 5), les régimes populistes ont, la plupart du temps, des traits de similitudes dans la formulation, la narration et la communication de leur politique étrangère, dont certaines caractéristiques communes peuvent être identifiables. Ainsi, les dirigeants populistes ciblent souvent de manière explicite les bureaucraties en tant que structures élistes symbolisant l'ancien régime. Au niveau discursif, les similitudes de la tendance populiste de la politique étrangère turque avec les autres cas du Sud global (Plagemann et Destradi, 2019; Wehner et Thies, 2021; Dodson et Dorraj, 2008; Sagarzazu et Thies, 2019) sont encore plus manifestes. Il s'agit d'un fort accent mis sur la volonté populaire et la souveraineté nationale, un anti-occidentalisme sous couvert d'anti-impérialisme ou d'anti-américanisme, voire une méfiance vis-à-vis des institutions internationales comme menaces à la sécurité nationale, qui sont considérés comme des thèmes récurrents des discours populistes de politique étrangère dans le cas de la Turquie (Kaliber et Kaliber, 2019 : 6).

Özpek et Tanriverdi (2018 : 198) divisent la politique étrangère de la Turquie, sous l'ère du Parti de la justice et du développement ou (*Adalet ve Kalkınma Partisi*, AKP, un parti islamo-conservateur), en deux catégories qui sont démocratiques/pro-occidentales et autoritaires/islamistes. Kaliber et Kaliber (2019 : 6) parlent des périodes de populisme « mince » et de populisme « épais ». La période démocratique/pro-occidentale, ou populiste mince, a commencé au début des années 2000 et a été caractérisée par la démilitarisation de l'espace politique en vue de produire des positions plus coopératives dans le monde globalisé de l'après-guerre froide. Plus précisément, au cours de cette période, l'AKP a utilisé de manière pragmatique les valeurs démocratiques et les politiques intégrationnistes pour affaiblir l'armée (Ibid : 9; Taş, 2020 :1). La période définie comme de populisme épais, ou autoritaire/islamiste ou encore anti-occidentale, est marquée par des changements importants dans l'orientation de la politique étrangère de la Turquie. Selon Haugom (2019: 206), le changement d'orientation internationale s'est opéré sous l'ère du Président Recep Erdoğan, plus précisément après la tentative du coup d'État militaire de juillet 2016. Haugom (2019) affirme que, depuis 2014, la politique étrangère

de l'Administration du Président Recep Erdoğan présente au moins deux caractéristiques : l'autoritarisme, le populisme et la chute de la démocratie électorale (Yilmaz et Bashirov, 2018 : 1812; Yılmaz et Turner, 2019: 691; Yılmaz, 2020 : 265). On note un rapprochement entre la Turquie et les puissances orientales, en premier lieu la Russie. Dans le même temps, la Turquie et nombre de ses alliés occidentaux connaissent des tensions entraînant des conflits et des crises diplomatiques récurrents (Esen et Gumuscu, 2016 : 1581; Castaldo, 2018 : 467; Kesgin, 2020; Görener et Ucal, 2011). Par exemple, il y a eu la détérioration des relations avec les États-Unis et les principales nations européennes, telles que l'Allemagne, la France et les Pays-Bas (Bret et Laurençon, 2017).

En ce qui concerne l'OTAN, Kaliber et Kaliber (2019) affirment qu'il existe des défis qui sont associés à la politisation par la Turquie de son propre rôle dans l'Alliance, tant au niveau politique qu'au niveau militaire. L'auteur fait référence à l'incident qui a eu lieu lors de l'exercice *Trident Javelin* au Centre de guerre interarmées de l'OTAN à Stavanger, en Norvège, en novembre 2017. En effet, au cours de cet exercice, le Président Erdogan a été désigné par erreur comme un « ennemi ». Cet incident a provoqué des tensions dans la mesure où Tayyip Erdogan a refusé les excuses de l'Alliance transatlantique. Dans un discours diffusé à la télévision, il a fait la déclaration suivante : « Vous avez vu le comportement irrespectueux lors de l'exercice de l'OTAN hier. Il y a des erreurs qui ne sont pas commises par des imbéciles, mais seulement par des gens de base. Cette affaire ne peut pas être couverte par de simples excuses » (*Le Point*, 2017). Il avait annoncé le même jour le retrait de 40 militaires participant à l'exercice (*L'Express*, 2017).

Notons que la Turquie joue souvent les trouble-fêtes dans les relations transatlantiques. On pourrait la qualifier de mauvaise joueuse dans l'Alliance. Par exemple,

> Le fait qu'Ankara émette des réserves sur l'adhésion à l'OTAN de la Suède et de la Finlande a été mal perçu. Sans compter le choix de se procurer un système de défense antimissile russe S-400. Le renforcement du partenariat franco-hellénique agace également la Turquie, qui considère que Paris ignore les revendications turques en Méditerranée.
>
> (Zürcher et Lifar, cités dans *Open Diplomacy*, 2023).

Même si, depuis avril 2023 et mars 2024, la Finlande et la Suède sont devenues respectivement le 31e et le 32e pays membres de l'OTAN, il est important de souligner que la Turquie a posé son véto pour ralentir ou empêcher l'adhésion de ces deux pays. Une telle attitude peut être interprétée comme un manque de solidarité envers les alliés (*Le Devoir*, 2023).

Gil (2023) déclare que l'attitude de trouble-fête de la Turquie dans les relations transatlantiques n'est pas nouvelle, car lors de l'annexion de la Crimée par la Russie, en dépit des nombreuses condamnations, Ankara avait refusé d'appliquer les sanctions prises contre Moscou en 2014 par l'Union européenne et les États-Unis. Bien que membre de l'OTAN, la Turquie a développé des liens forts tant avec Moscou qu'avec Kiev en raison des considérations économiques et géostratégiques. La position ambivalente de la Turquie dans la crise russo-ukrainienne actuelle est révélatrice de la dépendance du pays vis-à-vis de Moscou (Gil, 2023). En raison des développements précédents, l'on peut confirmer la pertinence et l'importance de la thèse, car elle s'inscrit davantage dans l'actualité de la politique mondiale et met également en jeu les intérêts géostratégiques des grandes puissances.

À travers des exemples de pays membres de l'OTAN, cette partie tente de montrer que les dirigeants populistes peuvent mener une politique étrangère ou un programme politique qui menace la cohésion de l'Alliance. Les cas des pays d'Europe membres de l'OTAN, tels que ceux du  Royaume-Uni ou de la Turquie ci-dessus analysés, auxquels pourraient s' ajouter l'Italie, la Pologne ou de la Hongrie, ont permis d'identifier trois idéologies du populisme : le populisme de gauche, le populisme de droite et le populisme à caractère « anti-occidental » en Turquie. La documentation sur le populisme soutient que les gouvernements populistes « ne poursuivent pas des politiques étrangères identiques » (Verbeek et Zaslove, 2017 :384).

Les travaux sur le populisme surabondent. Le phénomène n'a jamais été autant analysé, questionné et présent dans les débats universitaires. Cependant, un aspect mérite qu'on y accorde une attention particulière, car il est moins étudié : celui de l'impact du populisme sur la politique étrangère des États et sur les relations internationales. Kandel

(2018) analyse cet aspect en prenant l'exemple de Donald Trump. L'auteur soutient que les deux premières années de sa présidence ont fourni des preuves tangibles permettant d'évaluer l'impact du leader populiste sur la politique étrangère des États-Unis. Pour défendre sa position, Kandel conçoit le populisme non seulement comme un style de discours, qui serait une expression de protestation, mais aussi comme un projet répondant à une crise du politique et des démocraties libérales.

Kandel examine l'influence du leader et ses traits personnels, plus précisément les critères biographiques (l'éducation, l'âge, l'origine familiale et géographique) sur la politique étrangère, ainsi que son parcours politique. La question fondamentale à laquelle Kandel tente de répondre, et qui guide par ailleurs la présente thèse, est de savoir si, une fois au pouvoir ou même dans l'opposition, les dirigeants populistes ont un impact sur la politique étrangère de leurs États ou les relations internationales. En d'autres termes, comment le populisme impacte-t-il la politique étrangère et les relations internationales?

Drevet (2017) a analysé la question et a souligné que les thèses populistes sont de plus en plus présentes dans la politique étrangère de certains dirigeants politiques. Selon lui, l'arrivée au pouvoir des dirigeants populistes en Europe et aux États-Unis a marqué un tournant dans les relations internationales, caractérisées par la prédominance d'un ordre libéral. Il s'appuie sur trois événements pour affirmer qu'il y a lieu de s'inquiéter de l'avenir de l'ordre international libéral. Premièrement, le Brexit, qui est le résultat selon lui d'une certaine forme de populisme, est susceptible d'isoler le Royaume-Uni sur la scène internationale. Deuxièmement, l'arrivée de Donald Trump au pouvoir en 2016, dont le comportement erratique sur le plan diplomatique a occasionné plus de crises qu'il n'en a résolu. Troisièmement, le basculement du pouvoir dans la Turquie de Recep Erdogan vers un régime autoritaire et populiste dont la politique étrangère constitue un trouble-fête pour l'OTAN.

Selon Drevet, ces trois événements ont fait évoluer directement ou indirectement les relations internationales, et la politique étrangère de ces dirigeants, conduite par des thèses populistes. Le point commun entre ces trois gouvernements à l'époque est la promotion et la défense de l'intérêt national égocentrique. Dans ces trois cas de figure,

remarquons qu'il s'agit du populisme de droite, qui est par essence contestataire. En fait, ce type de populisme fait planer une menace sur les démocraties libérales dans la mesure où il remet fondamentalement en cause des principes, tels que la primauté des droits de l'individu ou encore l'égalité de tous les citoyens (Werner, 2011: 3). En somme, selon Werner, le succès de ses représentants ébranle sérieusement les fondations des démocraties libérales et pluralistes en Europe.

Nombre de partis et mouvements populistes de droite glissent vers l'extrême droite et estompent par la même occasion la frontière qui les sépare (Werner, 2011 :4). L'auteur entend par populisme de droite:

> l'ensemble des idées, comportements et actions, organisés ou non, qui présupposent une inégalité sociale des hommes liés à la race ou à l'appartenance ethnique, qui aspirent à une homogénéité ethnique des peuples et refusent la proposition d'égalité contenue dans le Déclaration des droits de l'homme, qui souligne la primauté de la communauté sur l'individu, stipule la subordination du citoyen à la raison d'État et rejette le pluralisme des valeurs d'une démocratie libérale tout en voulant faire reculer la démocratisation.

À ces éléments ci-dessus énumérés, on peut ajouter l'autoritarisme et le culte de la personnalité, le nationalisme et la xénophobie, l'antiaméricanisme et la critique du capitalisme, une approche dichotomique amie ennemie très marquée et une nette tendance à exclure les minorités, sans oublier le révisionnisme historique. Selon Biscop (2018: 21), cette tendance autoritaire et de glissement vers l'extrême droite qui touche plusieurs pays de la Communauté transatlantique constitue une menace fondamentale à l'OTAN, car elle est en contradiction avec l'évolution de sa mission originale depuis la fin de la guerre froide. Aujourd'hui, l'objectif de l'Alliance est de défendre non seulement l'intégrité territoriale de ses membres, mais aussi le modèle de société qu'ils ont construit sur leur territoire. Un gouvernement qui sape la démocratie de son pays met donc ipso facto sa sécurité en danger. Plus un gouvernement devient autoritaire, plus il remet en question le lien de solidarité au sein de l'Alliance. En d'autres termes, quel gouvernement démocratique pourrait justifier devant ses citoyens le fait de mettre ses forces en danger pour défendre une éventuelle dictature dans un autre pays de l'OTAN ?

Schrank (2017) estime aussi que la montée du populisme au cours des dernières années, tant aux États-Unis qu'en Europe, remet en question l'existence même de l'OTAN. Selon l'auteur, l'Alliance dans sa forme actuelle est incompatible avec l'ère montante du populisme. Pour survivre, l'OTAN doit se réinventer en luttant contre les problèmes qui ont entraîné la montée du populisme, en se repliant sur ses frontières et en évitant la confrontation directe avec la Russie. L'auteur va plus loin pour dire que la montée du populisme a conduit certains à remettre en question la viabilité de l'ordre mondial libéral tel que nous le connaissons aujourd'hui. Au regard de ce qui précède, notamment les critiques insistantes du populisme de droite vis-à-vis de l'OTAN, nous nous posons la question suivante: le populisme de droite affecte-t-il réellement l'Alliance transatlantique? En nous basant sur les analyses précédentes, nous pouvons répondre par l'affirmative; toutefois, ceux-ci en disent très peu sur le processus ou le mécanisme par lequel le populisme peut parvenir à un tel résultat, c'est-à-dire menacer l'OTAN.

Nous avons vu que des auteurs ont défendu que le populisme est une menace pour l'OTAN. Mais ils le font de manière instinctive et peu élaborée. En d'autres termes, ils n'expliquent pas le processus ou le mécanisme qui mène à une telle assertion. La thèse va apporter cette contribution pour analyser davantage la question du comment, afin d'expliquer le mécanisme par lequel le populisme de droite affecte la cohésion de l'OTAN; tel que défendu par les auteurs précédents.

Nous rappelons que la présente thèse se positionne sous cet angle avec pour question centrale de recherche suivante:
*Comment le populisme menace-t-il la cohésion de l'OTAN?*

Dans le milieu du sport, nous entendons souvent les athlètes ou les observateurs parler de « l'unité » de leur équipe et de l'excellente entente qui règne entre eux. De manière générale, ces termes reflètent le concept de cohésion. Plusieurs auteurs ont tenté de définir le concept. Par exemple, Festinger *et al*, (1963, cités dans Degabriele et Cailie, 2023) définissent la cohésion comme « l'ensemble des forces qui incitent les membres à rester dans un groupe, y compris l'attrait du groupe et les moyens par lesquels un groupe

peut favoriser l'atteinte des objectifs de performance ». Gross et Martin (1952, cités dans Degabriele et Cailie, 2023) décrivent la cohésion comme la résistance aux perturbations ou aux conflits, en ce sens que les équipes très cohésives sont censées être plus résistantes. Degabriele et Cailie, (2023) définissent la cohésion comme le ciment qui maintient l'unité d'une équipe et, par conséquent, produit des résultats positifs pour les athlètes individuels. C'est cette définition que nous allons retenir dans le cadre de la présente thèse, car elle s'adapte mieux et est transposable à la réalité de l'OTAN. Ce qui représente la colle qui maintient l'unité pour l'équipe d'athlètes, ce sont les valeurs libérales pour l'Alliance transatlantique; et l'hypothèse de la thèse comme formulée dans la section précédente l'exprime clairement.

Pour répondre à la question de recherche ci-dessus, des réponses ont été avancées par les auteurs réalistes d'une part et d'autre part par les auteurs constructivistes.

Explorons cette question pour explorer le processus par lequel la menace contre la cohésion de l'OTAN est susceptible de se produire. Selon la littérature existante, deux pistes de réponse sont possibles. La première est liée aux facteurs de cohésion et désintégration selon deux approches (réaliste vs constructiviste) et la deuxième piste est celle liée au concept principal de la thèse, qu'est le populisme.

### B. L'état de la question sur les facteurs de cohésion et de désintégration des alliances

Dans cette partie, nous allons explorer deux approches qui analysent les facteurs de cohésion et de désintégration d'une alliance. Il s'agit des théories réaliste et constructiviste. Que savons-nous de la cohésion de la désintégration des alliances? Présentons les deux grandes écoles.

1- **La logique réaliste** : facteurs de cohésion (existence d'une menace commune) et de désintégration (absence de la menace commune) d'une alliance.

Dans cette section, notre analyse sera guidée par les questions suivantes : comment les chercheurs définissent-ils une alliance militaire? Pourquoi les États concluent-ils des alliances? Quelle est la raison d'être d'une alliance? Comment les alliances perdurent ou s'effondrent?

**Comment les chercheurs définissent-ils une alliance?**

L'alliance est un terme largement et abusivement utilisé en Relations internationales. Certains auteurs l'utilisent pour couvrir tout accord de coopération (Inkpen, 2000: 775), tandis que d'autres l'emploient surtout comme synonyme d'alignement (Wilkins, 2012: 53). Pour Russet (1971), l'usage prédominant se limite aux questions militaires, mais, même là encore, il existe une ambiguïté. Pour certains, une alliance serait un accord formel de coopération militaire; d'autres élargiraient le terme pour inclure des cas de coopération et de protection, même sans engagement militaire formel; d'autres encore incluraient deux puissances qui combattent du même côté dans une guerre, qu'il ait ou non un accord formel ou une coordination manifeste. Russet (1971: 262-263) donne une définition assez limitée d'une alliance militaire, comme « un accord formel entre un nombre limité de pays concernant les conditions dans lesquelles ils emploieront ou non la force militaire ». Par cette définition, l'auteur exclut explicitement les alignements non militaires et les coalitions militaires informelles ou implicites.

Pour Morrow (2000: 63-64), une alliance reste un traité conclu entre deux ou plusieurs États qui les oblige à prendre certaines mesures en cas de guerre. Elle représente des enregistrements explicites des attentes des alliés en matière d'action en cas de guerre, et elles spécifient les conditions dans lesquelles les obligations sont activées. Morrow (2000) tente de répondre à Stein (1990: 151) qui affirme que les alliances ne sont pas nécessaires à l'assistance efficace entre États. Si les alliances ne sont ni nécessaires ni suffisantes pour une intervention efficace dans les guerres au nom des États ayant des intérêts communs, et donc pour une dissuasion crédible avant la guerre, alors pourquoi les États déclarent-ils formellement leurs obligations militaires les uns envers les autres? On se demande « Pourquoi l'écrire? » (Morrow, 2000: 64). Selon lui, les alliances peuvent avoir des effets réels sur les décisions d'intervention dans les guerres, et peuvent donc augmenter à la fois la capacité d'intervention et la capacité de dissuasion. Par conséquent, elles peuvent accroître à la fois la dissuasion des menaces et la défense en cas de guerre.

Morrow (2000) accorde une place de choix à la crédibilité d'une alliance, qui, selon lui, est liée au fait qu'une nation vienne en aide à son allié lorsque celui-ci est attaqué. Par conséquent, les décisions d'intervenir ou non dans une guerre sont étroitement fonction des considérations liées à la formation, au maintien, à la cohésion et à la rupture d'une alliance. Bien que les définitions ci-dessus se recoupent, celle que nous retenons et à laquelle nous adhérons dans le cadre de cette thèse est celle qui la conçoit comme une assistance militaire apportée à un État en cas d'attaque, et ce, dans le cadre d'un Traité ou d'un Accord formel de coopération militaire. Le choix de cette définition s'explique par le fait qu'elle est conforme à l'idée de départ de l'OTAN. En effet, comme mentionné, les alliés occidentaux ont mis en place l'Alliance pour se protéger contre la menace soviétique. Une telle vision est illustrée dans le préambule du Traite de Washington de 1949, qui stipule que les alliés sont « Résolus à unir leurs efforts pour leur **défense collective** et pour la préservation de la paix et de la sécurité ». La définition permet d'analyser la question suivante :

**Quelle est la raison d'être d'une alliance? Ou encore pourquoi les États concluent-ils une alliance?**

Selon Russet (1971), les États concluent des alliances pour diverses raisons, dont la plus courante est la recherche de la sécurité militaire. Le plus souvent, les membres ont des objectifs communs, mais, dans d'autres cas, les objectifs sont simplement complémentaires. Selon l'auteur, dans de nombreuses circonstances, un État peut conclure une alliance non pas pour assurer nécessairement sa sécurité militaire, mais plutôt pour obtenir de son allié des concessions territoriales ou une aide économique. Il peut aussi exiger des conseillers militaires ou des livraisons d'armes non pas pour sa sécurité extérieure, mais pour mieux se protéger contre ses propres citoyens. Chiu (2003 : 123) abonde dans le même sens en affirmant qu'il existe des points critiques (des changements structurels qui interviennent dans le système international) qui sont liés de manière causale à la formation des alliances. L'auteur défend l'idée selon laquelle des changements structurels dans la politique internationale précipitent la formation des alliances. De ce fait, les États cherchent à se protéger contre l'incertitude de changements importants en ce qui a trait à leurs futurs rôles dans la politique internationale.

La documentation traditionnelle sur les alliances reste la chasse gardée des réalistes et des néoréalistes qui affirment que celles-ci sont formées pour équilibrer la puissance dans le système international anarchique (Waltz, 1979; Morgenthau, 1985: 201, cité dans Chiu, 2003: 124). Cette déclaration permet de porter notre réflexion sur le concept de l'équilibre des puissances (*Balance of Power*), qui fait généralement référence à la répartition des capacités entre deux ou plusieurs États ou groupes d'États (Knafo, 2019 : 175). Traditionnellement, on associe ce concept à l'approche réaliste en Relations internationales. Cependant, il convient de souligner la différence fondamentale entre la vision des réalistes classiques et des néoréalistes sur le sujet. Les premiers perçoivent l'équilibre des puissances comme étant un objectif de la politique étrangère (Knafo, 2019). Les auteurs néoréalistes, notamment Waltz (1979), soutiennent plutôt que la structure du système international tend elle-même vers un équilibre naturel et stable, surtout dans une situation de bipolarité.

Toutefois, définir exactement ce qu'est l'équilibre des puissances n'est pas chose facile, dans la mesure où le concept se prête à plusieurs interprétations. Hume (1994, cité dans Battistella *et al*,. 2012 : 193) affirme qu'il y a équilibre des puissances lorsqu'on est en présence d'une configuration des rapports de force au sein de laquelle aucun État ne « concentre entre ses mains des forces telles que les États voisins soient incapables de défendre leurs droits contre lui ». Les exemples de tels équilibres surabondent, qu'il s'agisse d'équilibres bipolaires, comme au moment de la Guerre froide, ou multipolaire, comme à l'époque du concert européen des puissances, constituent de parfaites illustrations. Selon certains réalistes, l'équilibre des puissances est l'état normal du système international, l'aboutissement logique de la politique des puissances menée par les États. Morgenthau (1948, cité dans Battistella, et *al*,. 2012 : 193) conclue qu'il s'agit de « l'aspiration à la puissance de la part de plusieurs nations, chacune essayant de maintenir ou de renverser le statu quo, aboutit nécessairement à une configuration appelée équilibre des puissances ».

Waltz (1979) affirme que la structure anarchique du système international incite les États à se comporter de telle façon qu'ils tendent à se créer des équilibres des puissances. L'auteur déduit que, lorsque « les capacités sont réparties de façon approximativement

égalitaires entre les différents États, aucun État ne peut espérer imposer sa volonté à autrui par le recours à la force, étant donné le résultat aléatoire d'un tel recours à la force ». En somme, selon la conception néoréaliste, la politique d'équilibre consiste à augmenter ses capacités et à pratiquer une diplomatie habile d'alliances pour empêcher tout autre État « d'accumuler des forces supérieures à celles de ses rivaux coalisés » (Battistella et *al*, 2012 : 193). La présente thèse adhère à cette conception néoréaliste du concept de l'équilibre des puissances pour deux raisons. Premièrement, la raison d'être de l'OTAN était de contenir la menace soviétique, dans une perspective d'augmentation des capacités militaires du bloc de l'Ouest, et deuxièmement, la conception néoréaliste de l'approche de l'équilibre des puissances permet de faire une transition sur un autre concept important des Relations internationales : l'équilibre des menaces (*balance of threat*) de Stephen Walt (1989).

Selon Chiu (Morgenthau, 1985: 201, cité dans Chiu, 2003: 124), une condition préalable à la cohésion d'une alliance est la présence d'une menace commune. Pour ce faire, l'auteur affirme que les alliances sont formées principalement contre une menace. Les États formeront des alliances que si les avantages d'une telle décision sont supérieurs aux coûts et aux risques potentiels. Snyder (1984: 462) affirme que les États décident de former des alliances en fonction de ce qu'ils perçoivent comme des gains relatifs attendus. Par conséquent, ceux-ci formeront ou rejoindront des alliances, car ils ont constamment à l'idée que les autres États peuvent représenter une menace, un gain pour un autre État étant perçu comme une perte pour les autres États. Remarquons que Stephen Walt est l'auteur qui apporte une contribution considérable à une telle perception des Relations internationales. Il commence par remettre en question la théorie de l'équilibre des puissances comme raison d'être des alliances.

La mise en contexte de Battistella et *al*. ( 2012) avec des exemples facilite la compréhension du concept. Ils rappellent que le principe d'équilibre des puissances est dicté par la prise en compte des capacités de l'adversaire potentiel et non par ses propres intentions. Pour ce faire, le seul fait pour un État d'augmenter ses capacités constitue une menace pour les autres États, les amenant à se liguer contre lui. Les auteurs se basent sur le scénario de l'unipolarité américaine d'après-guerre froide. Selon eux, suivant le principe

de la politique d'équilibre, l'unipolarité américaine de la période contemporaine devrait être contrebalancée par des alliances entre puissances secondaires. Selon Battistella et *al.*, les puissances secondaires n'ont pas affronté la puissance dominante américaine, elles se sont plutôt alliées avec elle, pratiquant ainsi la politique de « suivisme » (*bandwagonning*). Les auteurs font un tel constat depuis au moins la Première Guerre mondiale. Ils font le même constat aussi pour la Guerre froide, où, selon eux, pendant cette période, la France, la République Fédérale Allemande (RFA), la Grande-Bretagne et le Japon, qui « auraient dû, au nom de la politique d'équilibre des puissances, se liguer derrière l'URSS contre les États-Unis, sortis puissance dominante de la Seconde Guerre mondiale, se sont au contraire rangés derrière Washington contre Moscou ».

Ces différents constats constituent des paradoxes, voire une réfutation de la notion de la thèse de l'équilibre des puissances, qui peut trouver deux explications. Walt (1989; 1990) fait une suggestion de réponse avec sa notion d'équilibre des menaces. Cette théorie stipule que les puissances secondaires cherchent moins à équilibrer les capacités dont dispose un État prépondérant que la menace qu'il est susceptible de représenter. Selon Walt (1990), la conception de la politique d'équilibre devrait être revisée, car, traditionnellement, elle a été conçue en termes de capacités. Walt soutient qu'il est plus exact de dire que les États tendent à s'allier contre la puissance étrangère qui représente la plus grande menace. Par exemple, pendant la Première Guerre mondiale, la menace pour la France et la Russie, c'était l'Allemagne; et pendant la Guerre froide, la menace pour toute l'Europe occidentale et le Japon, c'était l'URSS. C'est ce deuxième exemple qui, selon la conception néoréaliste de la raison d'être des alliances, explique la formation de l'Alliance transatlantique.

Pour Walt (1989: 4), bien que plusieurs motifs puissent être identifiés, la principale raison de former une alliance est de faire face à une menace. Il justifie une telle assertion par le fait que nous sommes dans un monde anarchique de la politique internationale, où il n'existe aucune autorité suprême pour protéger les États les uns des autres. De ce fait, les États confrontés à une menace s'associeront à d'autres, afin de constituer une puissance suffisante pour dissuader ou vaincre une attaque. Les États menaçants finissent par inciter les autres à s'allier contre eux, uniquement parce que leurs capacités supérieures

représentent une menace pour les puissances les plus faibles. Selon Walt (1989: 4), la théorie de l'équilibre de la puissance ne peut dire pourquoi pratiquement tous les États stratégiquement importants du monde ont choisi de s'allier avec les États-Unis et contre l'Union soviétique, créant ainsi une coalition dont les capacités globales éclipsent celles de son principal rival. Pour l'auteur, une telle lacune peut être corrigée en reconnaissant que, bien que la puissance soit un élément important de leurs calculs, elle n'est pas le seul facteur qui explique le comportement des États dans la formation des alliances.

L'hypothèse basée uniquement sur la puissance ignore les autres facteurs que les dirigeants d'État prennent en compte lorsqu'ils identifient des menaces et des alliés potentiels. Plutôt que de s'allier en réponse à la seule puissance, il est plus exact de dire, comme mentionné plus haut, que les États s'allient avec ou contre la puissance la plus menaçante (Walt, 1985: 8). Pour Walt, les États peuvent s'équilibrer en s'alliant avec d'autres États forts, si une puissance plus faible est plus dangereuse pour d'autres raisons. Par exemple, l'auteur s'appuie sur l'exemple de la coalition qui a vaincu l'Allemagne au cours des deux guerres mondiales pour soutenir son argument. Selon lui, la coalition était largement supérieure en termes de ressources totales, mais elle reconnaissait que l'expansionnisme allemand représentait le plus grand danger. Rappelons que le « *balancing* », c'est lorsqu'un État ou un groupe d'États décide de s'allier pour s'opposer à la principale source de danger, et que le « *bandwagoning* » est le comportement où un État ou un groupe d'États s'allie avec un État ou un groupe d'États plus puissant pour assurer sa (leur) sécurité.

Selon Walt (1985), ces deux attitudes sont considérées comme des réponses aux menaces et mettent à la lumière des faits les facteurs qui affectent le niveau de menace que les États peuvent représenter. À cet effet, l'auteur identifie quatre sources de menace que sont :

- la puissance globale,
- la proximité,
- la capacité offensive
- et les intentions offensives.

Walt (1989: 5) développe davantage à propos des sources de menace en affirmant que toutes choses étant égales par ailleurs, les États proches sont plus dangereux que ceux qui sont éloignés; les États qui possèdent des forces militaires offensives représentent une plus grande menace que ceux qui ont des capacités purement défensives; et les États qui cherchent à transformer l'ordre international seront considérés comme plus inquiétants que ceux qui ne cherchent qu'à préserver le *statu quo*. Concernant la puissance de proximité, l'auteur illustre ses propos par le fait que le Royaume-Uni accordait plus d'attention à l'augmentation de la puissance navale de l'Allemagne qu'à un mouvement similaire au Brésil. Cela est sans doute dû à la proximité des côtes allemandes et à l'éloignement du Brésil.

Walt (1989: 7) s'appuie sur la situation des deux superpuissances de l'époque pour étayer davantage son argumentation. Selon lui, au moment de la création de l'OTAN, les États-Unis possédaient des capacités militaires aussi puissantes et une part bien plus importante de l'économie mondiale que l'URSS (40% du produit mondial contre 12,5% pour l'Union soviétique). En dépit de cette puissance globale nettement supérieure, les Soviétiques représentaient une menace bien plus grande pour les puissances moyennes d'Europe et d'Asie. Cette situation résulte principalement de la proximité géographique, car l'URSS comptait à l'époque quatorze pays à ses frontières, tandis que les États-Unis sont séparés de leurs principaux alliés de deux océans. Pour l'auteur, dans la mesure où l'URSS compensait ses atouts inférieurs en consacrant une plus grande part de sa richesse nationale à l'accumulation de puissance militaire, et que sa doctrine militaire était conçue pour une guerre offensive, ses voisins en dehors du Pacte de Varsovie étaient encore plus enclins à s'allier aux États-Unis.

Au regard du développement ci-dessus, force est de constater que l'existence de la menace est considérée comme la variable principale qui détermine la raison d'être des alliances et que les États s'équilibrent principalement contre les puissances les plus menaçantes. La menace commune serait le facteur qui conditionne la vie et la survie des alliances, voire le facteur de cohésion. Ce qui signifie qu'une fois la menace disparue ou diminuée, l'alliance devrait cesser ses activités. C'est l'hypothèse partagée par la plupart

des auteurs néoréalistes sur la durée et la vie des alliances, qui permet de poser la question suivante :

**Comment les alliances perdurent ou s'effondrent?**

Tertrais (2004: 139) affirme qu'historiquement, les alliances multilatérales permanentes d'après-guerre se sont avérées difficiles à maintenir parce que leurs membres ont choisi de se retirer lorsqu'ils étaient en désaccord avec la politique américaine et parce que la diminution des menaces a rendu leur cohésion plus difficile à maintenir. Selon l'auteur, ses deux facteurs se renforcent mutuellement. Il s'appuie sur l'examen de l'impressionnant réseau d'alliances mis en place dans les années 1950, par les États-Unis, contre le communisme et qui ont disparu une à une. Il s'agit de l'alliance franco-américaine dans la guerre d'Indochine entre 1953 et 1954 (David, 2007) (1); de l'Organisation du Traité de l'Asie du Sud-Est (OTASE), signée en 1954 à Manille (Philippines) entre la France, le Royaume-Uni, les États-Unis et cinq pays non communistes de la région (l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Pakistan, la Thaïlande et les Philippines) (Journoud, 2016: 30); l'Organisation du Traité central (CENTO), une alliance anticommuniste du Moyen-Orient créée par le Royaume-Uni et la Turquie, après que l'Iran et le Pakistan aient fait défection en raison de désaccords avec les politiques américaines (3); le Traité Australie-Nouvelle-Zélande-États-Unis, signé en 1951, devenu depuis 1986, une alliance bilatérale (4). Retenons que plusieurs de ces alliances conclues par le bloc occidental pendant la Guerre froide ont cessé d'exister au fur et à mesure que la menace soviétique s'affaiblissait dans les régions ci-dessus. Waltz (2000: 24-25) renchérit que, pendant près d'un siècle, la constance de la menace soviétique a entraîné une constance de la politique américaine.

Selon Waltz (2000), avec la disparition du bloc de l'Est, les États-Unis ne sont plus confrontés à une menace majeure pour leur sécurité. En effet, l'absence de menaces sérieuses à la sécurité américaine donne au pays une marge de manœuvre nécessaire dans les choix de sa politique étrangère. Une telle affirmation confirme l'idée selon laquelle un hégémon n'agit sur le plan international que lorsqu'il y tire un avantage. Par exemple, l'intervention des États-Unis suite à l'effondrement de l'ex-Yougoslavie n'a pas été faite

pour leur propre sécurité, mais plutôt pour maintenir leur position de leader en Europe. Pour les néoréalistes, le maintien de l'OTAN par les États-Unis, et ce, en dépit de la disparition de sa raison d'être, s'inscrit dans une volonté pour les Américains d'avoir une mainmise et un contrôle sur les questions stratégiques des États européens. Dans le même ordre d'idées, Waltz (2000: 26) affirme que la politique d'élargissement de l'OTAN illustre la façon dont l'absence de contraintes extérieures sur les États-Unis affecte la politique du pays. Les pays de l'Union européenne n'ont pas montré généralement d'enthousiasme pour l'expansion de l'OTAN vers l'Est et se sont montrés peu disposés à assumer une partie des coûts qu'elle implique.

Hellmann et Wolf (1993: 2) avaient, peu après la fin de la Guerre froide, réfléchi sur l'avenir de l'OTAN. Ils ont formulé trois scénarii *a priori* plausibles. Premièrement, l'Alliance pourrait continuer à fonctionner comme le principal cadre institutionnel pour la coordination des politiques de sécurité des pays membres. Selon cette option, l'OTAN n'élargirait pas le nombre de ses membres et ne modifierait pas fondamentalement son mandat, même si des adaptations mineures dues au nouvel environnement de sécurité pouvaient être mises en œuvre en ce qui concerne les spécificités de la structure des forces et de la doctrine. Deuxièmement, l'OTAN modifie sa mission et éventuellement sa composition. Dans ce scénario, l'Alliance intégrerait de nouvelles fonctions de sécurité (telles que le maintien de la paix, le rétablissement de la paix ou d'autres missions en vue d'un retour à la paix) et mettrait en retrait, sans l'abolir formellement, sa mission traditionnelle de pacte de défense mutuelle contre une menace commune. Troisièmement, l'OTAN pourrait soit éclater, soit se dissoudre progressivement en raison de divergences entre ses membres sur la manière de s'organiser pour la sécurité commune dans l'environnement à la fin de la Guerre froide. La plupart des États membres ne compteraient plus sur l'alliance comme institution centrale pour la coordination des politiques de sécurité nationale et les fondements institutionnels de l'alliance s'effilocheraient progressivement.

Remarquons que le troisième scénario repose sur les arguments des néoréalistes pour qui l'OTAN est susceptible d'éclater ou de se dissoudre progressivement. Lorsqu'ils font les prédictions sur l'avenir de l'alliance, ces auteurs font référence à la fin de la menace soviétique, mais ils accordent aussi une attention au comportement d'alignement des États

tiers et à la réduction des dépenses de la défense de l'Occident. Après la dissolution de l'Union soviétique, Hellmann et Wolf (1993: 21-22) affirmaient qu'à moins d'un revirement spectaculaire en Russie, nous pouvions supposer que les capacités militaires de la Russie continueront à décliner au moins aussi rapidement que celles des principaux États de l'OTAN, et ce, en se basant principalement sur le faible moral des forces russes à l'époque. Selon ces auteurs, il n'y avait aucune raison de croire que l'adaptation interne de l'OTAN pouvait atténuer les effets de la diminution de la menace extérieure. Il en va de même pour le comportement d'alignement des puissances tierces. Comme défendu par la théorie de l'équilibre des menaces, les pays voisins nouvellement indépendants de la Russie ont tendance à s'aligner contre elle plutôt qu'avec elle. En s'appuyant sur l'hypothèse de cette théorie selon laquelle les puissances régionales s'équilibrent davantage contre les menaces régionales que contre les puissances mondiales, des États tels que la Pologne, la Biélorussie et l'Ukraine sont susceptibles de chercher un équilibre contre la Russie parce qu'ils la perçoivent comme une plus grande menace que les membres ouest-européens de l'OTAN ou même les États-Unis. Partant sur cette perception, cela diminuerait encore toute menace russe à l'égard des membres européens de l'OTAN et accélérerait donc la désintégration de l'alliance.

On retient que les néoréalistes ont prédit la désintégration éventuelle de l'Alliance atlantique et certains d'entre eux l'ont même fait avant la dislocation du Pacte de Varsovie, et ce, à l'image de Walt (1989: 8-9) qui affirmait que:

> Un déclin progressif de la menace soviétique encouragera l'alliance occidentale à consacrer moins d'efforts à la dissuasion d'un défi militaire direct… L'OTAN pourra dépenser moins pour la défense et se préoccuper moins de s'engager dans des relations de coopération (par exemple, le commerce et l'aide) avec le bloc soviétique. La cohésion de l'alliance des deux côtés diminuera… et les négociations au sein de chaque alliance deviendront plus intenses.

Snyder (1990: 121-122) abonde dans le même sens en prédisant que les événements récents à l'époque en Europe recommanderaient que nous puissions nous diriger vers un monde multipolaire, avec l'affaiblissement d'une superpuissance, l'Union soviétique, et l'ascension d'un autre État, l'Allemagne, au statut de quasi-superpuissance. Si cela se

produit, l'OTAN et le Pacte de Varsovie pourraient s'effondrer ou être radicalement transformés. Dans un même ordre d'idées, Waltz (1993: 72-73) soutenait que, dans une période intermédiaire, le maintien de l'OTAN était logique. Mais à long terme, ce n'est pas le cas. Selon l'auteur, la présence de forces américaines à des niveaux plus élevés que symboliques deviendra un *irritant* pour les États européens, dont la sécurité n'est pas menacée. Cette présence, affirmait Waltz (1993), deviendrait également un fardeau pour les États-Unis eux-mêmes, qui agissent dans un monde qui devient plus compétitif politiquement et économiquement alors qu'il le devient moins militairement. L'auteur se demande comment une alliance peut-elle durer en l'absence d'un adversaire valable. Selon lui, le déclin de l'Union soviétique en Europe de l'Est a entraîné le déclin des États-Unis à l'Ouest. On retient que, sans la perception partagée d'une grave menace soviétique, l'OTAN n'aurait jamais vu le jour. L'Union soviétique a créé l'OTAN, et la disparition de la menace soviétique a libéré l'Europe, à l'Ouest comme à l'Est. Pour Waltz (1993:73), les jours de l'OTAN n'étaient pas comptés, mais ses années l'étaient.

De manière plus formelle, Hellmann et Wolf (1993: 23-24) tiraient quatre conclusions des néoréalistes dans leurs prédictions sur la désintégration de l'OTAN. Premièrement, à court terme, les membres de l'OTAN allaient renationaliser leurs politiques de défense, c'est-à-dire qu'ils réduiraient leurs efforts pour coordonner les politiques de sécurité, les stratégies militaires et la planification des forces. Parce qu'il deviendra plus facile d'assurer sa survie nationale à mesure que la menace soviétique diminuait, les membres de l'Alliance atlantique seront moins disposés à accepter les contraintes des procédures de planification conjointe. Deuxièmement, les membres allaient prendre des initiatives plus unilatérales sur des questions de politique étrangère, telles que la maîtrise des armements et les relations de sécurité avec Moscou, qui étaient auparavant coordonnées par l'OTAN. Troisièmement, les membres continueront les négociations. À mesure que la menace commune s'éloignera, ceux-ci prêteront davantage attention aux gains relatifs et à la répartition des coûts associés aux politiques et aux projets de l'Alliance. Les alliés allaient donc être plus enclins à renégocier les contrats et les décisions de l'Alliance, qu'ils perçoivent comme injustes (comme les accords de partage de fardeau, les dépenses pour les programmes d'infrastructures communes, etc.). Quatrièmement, il y aura

un déclin de l'intégration militaire et moins de projets de coopération entre les alliés. Il fallait s'y attendre pour deux raisons: (1) les membres de l'OTAN seront réticents sur les projets de coopération qu'ils perçoivent comme moins avantageuse pour leurs intérêts nationaux; (2) en raison de leur intérêt fondamental à renforcer leur autonomie, les membres se détourneront des arrangements et des projets qui pourraient les rendre dépendants de leurs partenaires de l'OTAN.

Walt (1997) apporte une contribution importante à la problématique de la survie et de l'effondrement des alliances. Deux questions guident son analyse: premièrement, pourquoi les alliances se dissolvent-elles? Quels sont les forces ou événements qui conduisent les États à abandonner les liens de sécurité qu'ils avaient autrefois adoptés? Deuxièmement, pourquoi certaines alliances persistent-elles face à des tensions? Ou encore, pourquoi certaines alliances survivent-elles même après que leur raison d'être initiales ait disparu? Selon l'auteur, une alliance est susceptible de se dissoudre si les États qui représentaient la menace initiale deviennent beaucoup plus faibles, car les membres de l'alliance auront moins besoin de soutien extérieur. Cette logique explique pourquoi les alliances en temps de guerre se dissolvent généralement une fois la victoire remportée. Cela constitue la base de la croyance selon laquelle les néoréalistes estiment que l'OTAN se dissoudra progressivement alors que la menace soviétique s'est évaporée. Walt (1997 : 170) soutient aussi que les alliances ont plus de chances de perdurer lorsqu'il y existe une grande asymétrie de puissance en leur sein, lorsque les alliés partagent des valeurs communes de gouvernance, et lorsque la relation est fortement institutionnalisée. Avec des telles alliances, il est plus facile pour les membres de s'adapter aux nouvelles conditions, voire au nouveau contexte, et elles sont mieux équipées pour faire face aux conflits d'intérêts qui peuvent survenir comme c'est souvent le cas. Les alliances ont une longue durée de vie lorsque les relations entre les États membres auront permis de susciter un fort sentiment d'appartenance à une identité commune, mais, selon l'auteur, ce type de transformation est extrêmement rare.

Walt (1997: 159-160) identifie plusieurs autres facteurs susceptibles, selon lui, de fragiliser ou mettre fin à la vie d'une alliance. Il s'agit (1) d'une crédibilité en déclin (2),

des tendances géographiques et sociales (3), de la concurrence intérieure (4), d'un changement de régime (5), des divisions idéologiques, et (6) d'une politique intérieure et l'instrumentalisation faites par les élites. Concernant la crédibilité en déclin, Walt affirme que, puisque les alliances sont formées principalement pour accroître la sécurité de leurs membres, tout ce qui jette le doute sur leur capacité à contribuer à cet objectif incitera les membres à réévaluer leur position. Pour l'auteur, même si le niveau de menace reste inchangé, une alliance se fragilisera si ses membres commencent à douter de l'engagement réel de leurs partenaires à fournir une assistance. Par exemple, pendant la guerre froide, les dirigeants américains craignaient continuellement qu'un seul revers puisse faire douter de la crédibilité de leur pays et inciter les alliés à adopter une position neutre, voire pro-soviétique. Pour ce qui est des tendances démographiques et sociales, ce facteur explique que, si une alliance existante repose dans une certaine mesure sur des liens transnationaux entre deux sociétés, telle qu'une origine ethnique ou culturelle commune, des expériences historiques partagées, alors, les changements dans une composition interne de l'une des sociétés dilueront cette force unificatrice. Ce facteur sous-entend que l'affirmation selon laquelle les changements démographiques et générationnels aux États-Unis pourraient saper leur engagement traditionnel envers l'Europe et encourager une participation plus active dans d'autres régions du monde. Selon cette perspective, les alliances ne sont pas seulement fondées sur des calculs étroits de puissance et de menace, mais aussi sur la perception d'un passé, de valeurs et d'un héritage commun. Cela signifie que tout ce qui dilue ce lien social pourrait être problématique pour la survie de l'alliance.

Parlant du facteur de la concurrence intérieure, l'auteur affirme qu'une telle défaillance est susceptible de se produire lorsque les avantages de l'alliance semblent privilégier certains membres ou si les termes de l'alliance impliquent des mesures qui sont perçues comme allant à l'encontre des valeurs de la souveraineté nationale. Pour étayer la pertinence de ce facteur, Walt (1997: 161-162) s'appuie sur les trois cas. La France, dont le Président d'alors, Charles de Gaulle, avait renforcé sa position intérieure en retirant le pays du commandement militaire intégré de l'OTAN en 1966 (Mullens, 1971), la Nouvelle-Zélande, où les politiciens de gauche ont sapé l'alliance ANZUS (Australie-Nouvelle-Zélande-États-Unis) en 1985 et 1986, en déclarant que les navires de guerre

américains ne pourraient pas entrer dans les ports néo-zélandais à moins de certifier qu'ils ne transportaient pas d'armes nucléaires. Le troisième cas est celui des Philippines, où les pressions intérieures ont conduit le gouvernement d'alors à insister pour que les États-Unis se retirent de la base navale et aérienne de Subic Bay, malgré sa contribution considérable à l'économie locale. En effet, cette base était la plus grande installation militaire à l'étranger des forces armées des États-Unis après celle de Clark (*Clark Air Base*) à Angeles (également aux Philippines) créée au cours de la guerre américano-philippine à l'été 1899. Sa fermeture a lieu en 1992 après d'intenses négociations entre les gouvernements américain et philippin, car le Sénat philippin a rejeté un nouveau traité sur une base militaire avec les États-Unis, « plongeant les Philippins dans une crise économique et politique » (Wallace, 1991).

Un autre facteur qui peut fragiliser une alliance a trait aux effets du changement de régime. Les intérêts de l'État n'étant pas fixes par nature, différents groupes au sein d'une société donnée peuvent définir ces intérêts différemment. Si la composition du gouvernement change, par des moyens légaux ou illégaux, la probabilité d'un réalignement augmentera. Walt (1997) souligne que l'effet sera moins puissant si le changement est relativement mineur, c'est-à-dire, lorsqu'un groupe de dirigeants est remplacé par une élection. En revanche, l'impact est susceptible d'augmenter s'il y a un changement fondamental dans la nature du régime. Non seulement les nouveaux dirigeants sont susceptibles de préférer des politiques très différentes de celles de leurs prédécesseurs, mais ils se sentiront probablement peu obligés de respecter les engagements antérieurs. Pour étayer son argumentaire, Walt (1997) fait référence à plusieurs exemples. Ainsi, il mentionne que la France révolutionnaire a abandonné son alliance de longue date avec l'Autriche au XVI$^{e}$ siècle. Il cite aussi les exemples de la Russie bolchévique qui a signé une paix séparée avec l'Allemagne et qui a rompu ses liens avec l'entente franco-britannique; des régimes révolutionnaires de Cuba (1959), d'Iran (1979) et du Nicaragua (1979) qui ont condamné les alliés de l'ancien régime (en particulier avec les États-Unis) et ont cherché à établir de meilleures relations avec plusieurs anciens adversaires. On retient que les engagements d'alliance existants ont peu de chances de survivre au transfert de pouvoir.

Le dernier facteur de dissolution ou de fragilisation des alliances est le conflit idéologique. Cette perspective attribue la fin des alliances aux désaccords qui surviennent entre les États épousant des idéologies différentes. Bien qu'une menace commune grave puisse permettre aux alliés de surmonter temporairement leurs différences idéologiques (comme ce fut le cas pendant la Deuxième Guerre mondiale), les différences fondamentales de valeurs et d'objectifs sépareront rapidement les anciens alliés une fois la menace disparue.

En résumé, cette section a tenté d'identifier les facteurs de cohésion et de fragilisation d'une alliance selon l'approche néoréaliste. Plusieurs conclusions importantes ressortent de l'analyse. L'une d'elles est que l'existence de menace commune est la principale raison qui incite un État ou un groupe d'États à former une alliance. La menace commune serait donc un facteur de cohésion. C'est cette raison qui a conduit les Occidentaux à mettre en place l'OTAN pour se prémunir contre la menace URSS durant la Guerre froide. À contrario, l'absence d'une menace commune constituerait un facteur de désintégration ou de fragilisation d'une alliance. C'est sur cette conception du système international que les néoréalistes se sont basés pour prédire la fin de l'Alliance atlantique dans la mesure où le monde faisait face à la dislocation du Pact de Varsovie. La section a identifié plusieurs autres facteurs de fragilisation, dont (1) une crédibilité en déclin (2), des tendances géographiques et sociales (3), de la concurrence intérieure (4), un changement de régime (5), des divisions idéologiques, et (6) d'une politique intérieure et l'instrumentalisation faites par les élites.

### 2- La logique constructiviste

L'objectif de cette section est d'analyser, selon l'approche constructiviste, les facteurs de cohésion et de fragilisation d'une alliance. Nous prendrons deux exemples historiques, à savoir la crise du Canal de Suez de 1956 et la crise des missiles de Cuba de 1962 pour identifier ces facteurs. Mais avant, il est important d'expliquer les changements importants apportés dans la définition du concept de sécurité. En effet, l'on est passé d'une conception traditionnelle, basée sur les facteurs matériels, à une conception idéelle, défendue par la perspective constructiviste.

### a- **L'élargissement de la définition du concept de la sécurité nationale**

Depuis la fin de la Guerre froide, plusieurs spécialistes ont contesté la conception néoréaliste de la sécurité basée sur les facteurs matériels et qui vise à assurer la survie de l'État (Waltz, 1979). Chez les néoréalistes, la sécurité se réduit donc à la défense militaire et les études de sécurité se confondent avec les études stratégiques (Macleod, 2004). Le changement du contexte international a permis de plaider en faveur de l'élargissement du concept de la sécurité nationale en prenant en compte les nouvelles menaces qui ont émergé dans divers secteurs de la vie. L'élargissement du concept de sécurité a apporté une contribution importante pour les tenants de l'approche constructiviste dans la mesure où cela a permis de mettre en avant les facteurs idéels, autrefois ignorés par les néoréalistes. Autrement dit, l'élargissement a permis au constructivisme d'émettre des hypothèses posant que les normes, les valeurs, les identités et les principes sont des facteurs de paix.

Adler, Barnett et Smith (1998) soutiennent les arguments constructivistes ci-dessus en ajoutant que les acteurs internationaux sont enchâssés dans une structure qui est à la fois normative et matérielle. Pour ces auteurs, une telle structure contient des règles et des ressources, et affirme que, sous des conditions appropriées, les acteurs peuvent générer des identités et des normes qui sont liées à une paix stable. On retient que c'est principalement sur cette base de la prise en compte des facteurs idéels que l'élargissement du concept de sécurité va se focaliser.

La conception classique de la sécurité étant liée aux États-nations et à la protection de leur territoire, elle a toujours été au cœur de la sécurité nationale et internationale. La défense nationale est une tâche essentielle de l'État-nation et, depuis des siècles, la souveraineté des États constitue le fondement de l'ordre juridique international. Au cœur de ce débat universitaire se trouve une dynamique de conflit qui oppose les études stratégiques traditionnelles, étroites et militarisées, à un ensemble diversifié de rivaux qui visent à élargir et approfondir le domaine (Miller, 2010: 639). Miller (2010) affirme que peu à peu les rivaux apparaissent et érodent la position hégémonique des traditionalistes. Ces nouvelles écoles de pensées qui cherchent à élargir et approfondir la base conceptuelle

des études de sécurité, c'est-à-dire une pléiade naissante de constructivistes, de post-structuralistes, de féministes, de chercheurs sur la paix, de post-colonialistes, d'analystes critiques, tous enclins à regarder au-delà de l'État et à remettre en question la centralité des questions de sécurité militaire.

Buzan et Hansen (2009) notent l'érosion inexorable de la position des traditionalistes à mesure que le champ s'élargit et s'approfondit grâce à l'institutionnalisation d'autres écoles de pensées. Ils affirment que lèon accorderait de moins en moins la priorité à l'agenda de sécurité politico-militaire de la Guerre froide. Le net recul des préoccupations en matière de sécurité militaire a en partie ouvert la voie à l'expansion de l'agenda de la sécurité au sens large. Pour les auteurs, « la perte d'un méga-événement », caractérisé par la bipolarité, l'armement nucléaire et la dissuasion dans le contexte d'une oscillation entre confrontation et détente, a joué un rôle essentiel dans la manière dont la sécurité a été conceptualisée et institutionnalisée dans les études de sécurité. On retient que la Guerre froide étant désormais de l'histoire ancienne, le noyau traditionnel des études de sécurité a été confronté aux questions fondamentales suivantes: comment survivre face au démantèlement pacifique et volontaire de l'ordre bipolaire? Ou comment le noyau traditionnel des études de sécurité pouvait-il expliquer la fin de la Guerre froide, et les études stratégiques avaient-elles un rôle à jouer dans l'ordre de l'après-guerre froide?

L'effondrement de la bipolarité a remis en question les hypothèses réalistes et néoréalistes selon lesquelles ce système était particulièrement durable. Buzan et Hansen (2009: 187) relèvent deux positions dans le débat qui entoure l'avenir des études de sécurité dans la période post-guerre froide. D'une part, il y a la position des traditionalistes qui militent pour les approches militaires centrées sur l'État. Et d'autre part, les « élargisseurs et les approfondisseurs » qui cherchent à élargir le concept de sécurité dans la mesure où l'étroitesse de l'agenda militaire centré sur l'État semblait problématique d'un point de vue analytique, politique et normatif. Selon les auteurs, la fin pacifique de la Guerre froide, l'augmentation des conflits intra-étatiques, la peur de l'immigration dans les sociétés occidentales et la dégradation de l'environnement ont démontré que le traditionalisme était incapable de relever les défis de l'après-guerre froide (Ibid, 2009). Ils affirment que la

remise en question de la définition du concept de la sécurité aux seuls aspects militaires et étatiques n'était pas nouvelle. Ce qui a reconfiguré le terrain des études de sécurité à la fin des années 1980 et 1990, c'est que les contestataires n'étaient plus identifiés comme des chercheurs sur la paix, et donc comme ayant une position politique particulière dans le paysage académique et politique contesté de la Guerre froide, mais comme des personnes faisant des études de sécurité.

L'analyse de Buzan et Hansen (2009) révèle que les adeptes de l'élargissement et de l'approfondissement ont plaidé, à des degrés divers et dans des combinaisons différentes, en faveur de l'approfondissement de l'objet référent au-delà de l'État, de l'élargissement du concept de sécurité à d'autres secteurs que le secteur militaire, de l'attribution d'une importance égale aux menaces intérieures et transfrontalières et de la transformation de la logique réaliste et conflictuelle de la sécurité internationale. Les théoriciens de l'École de Copenhague apportent une contribution importante dans leur volonté d'aller au-delà de la sécurité militaire et de l'intégrité territoriale et divisent la sécurité en cinq secteurs: militaire, environnemental, politique, économique et sociétal (Buzan, 2008: 18; McSweeney, 1996: 82-83; Buzan et Wæver, 1997: 242). Hirsch Ballin *et al*. (2020: 13) affirment qu'avec la mondialisation et l'émergence de nouvelles puissances économiques, la relation entre la sécurité économique et militaire est devenue une question beaucoup plus importante. Selon les auteurs, dans un monde de connexions transnationales, il ne suffit pas de protéger le territoire national contre des armées hostiles. Les questions transnationales, telles que la migration, le terrorisme et le changement climatique, signifient également que la sécurité est de plus en plus une affaire d'organisations régionales et internationales, telles que l'UE et l'OTAN. Par exemple, la politique de sécurité des Pays-Bas est élaborée en tenant compte de la politique de sécurité de l'Europe et de l'Atlantique Nord; toutefois, cela n'exclut pas que le pays fixe ses propres priorités en matière des questions stratégiques.

Retenons que l'interprétation de la notion de menace a également évolué. La politique de sécurité n'est plus uniquement axée sur la menace spécifique et connue d'une agression armée par un autre État. Autrement dit, la signification de la sécurité nationale et internationale a radicalement changé. Selon Borozna (2022: 10), l'approche réaliste

traditionnelle considère la menace comme « objectivement donnée » et se concentre généralement sur les différents types de réactions de l'État à la menace (telles que l'équilibrage des forces), mais néglige la question de l'émergence de la menace. Cohen (1978: 95) définit la perception de la menace comme une anticipation de la part d'un observateur ou d'un décideur, d'un préjudice imminent, généralement de nature militaire, stratégique ou économique, à l'État. Cependant, Wolfers (1952, cité dans Borozna, 2022: 10) reconnait qu'il n'est « jamais possible d'étudier la sécurité objectivement » puisque les évaluations subjectives jouent inévitablement un rôle dans les appréciations des États. Buzan (2008), McSweeney (1996), et Buzan et Wæver (1997) s'intéressent à la sécurité davantage comme une pratique discursive performative. La sécurité n'a donc rien de naturel : elle s'inscrit dans un ensemble de discours et de pratiques institutionnelles dont il convient de mettre à jour pour comprendre comment certains enjeux deviennent prioritaires dans l'agenda, alors que d'autres ne le sont pas (Macleod et Bonditti, 2019: 154). L'École de Copenhague part du principe qu'il existe désormais une dualité de sécurité : la sécurité de l'État et celle de la société (Macleod, 2004). Néanmoins, elle se concentre principalement sur la sécurité de la société (Hama, 2017: 5).

L'École confère à la sécurité sociétale le statut d'objet référent. Selon les théoriciens de l'École, la survie de la société est différente de la survie de l'État, et, dans certains cas, une menace extérieure contre l'État n'est pas perçue par la société comme une menace contre elle-même, mais plutôt comme une tentative de libérer une minorité ou une communauté opprimée au sein de l'État cible (Wæver, 1993: 46-47, cité dans Hama, 2017: 4). Wæver (1995, cité dans Skidmore, 1999: 1010) affirme que si, dans la politique mondiale, les États se sentent en sécurité dans leurs propres régions, l'identité sociétale est largement menacée. Cette position unique accordée à la sécurité a conduit Wæver *et al.* (1998, cités dans Hama, 2017: 5) à la définir comme « une question d'identité, de conception de soi des communautés et des individus s'identifiant comme des membres d'une communauté. Si une société ne peut protéger son identité, elle n'existera plus en tant que société ». Borozna (2022) attire l'attention sur les concepts de culture stratégique et de la perception de la menace pour souligner l'importance du contexte et des fondements culturels dans la formation de la politique étrangère. Définissant la culture stratégique

comme « une combinaison d'idées, de croyances, de traditions et d'institutions formées à la suite d'expériences historiques et d'interactions du pays et de son peuple avec d'autres États », Borozna (2022: 8) déclare que toute analyse d'un conflit, d'une guerre ou d'un acte d'agression qui ne prend pas en compte les antécédents historiques sera incomplète. Par conséquent, selon l'auteur, le modèle de formation de la politique étrangère est le fruit de la perception de l'environnement international, qui reste toujours subjective, puisqu'elle est toujours vue à travers le prisme de la culture stratégique d'un État particulier.

En analysant le concept de culture stratégique, Borozna (2022) démontre l'importance des facteurs immatériels dans la formation des perceptions de l'État sur l'environnement international, et souligne par la même occasion que ce ne sont pas seulement les capacités, mais plutôt la perception des intentions des autres États qui importent le plus (Ibid: 7). La prise en compte des facteurs immatériels, dans les études de sécurité, relève en partie de l'approche constructiviste proposée par Katzenstein (1996) et cela confirme davantage l'idée selon laquelle la sécurité ne se limite plus à la protection du territoire d'un État contre l'agression militaire d'un autre État. Autrement dit, la sécurité de l'État-nation n'est pas un but en soi, mais elle est au service de la société. Pour Katzenstein (1996, cité dans Buzan, 2009: 191-192), le constructivisme est l'approche d'élargissement la moins radicale, se situant dans une définition traditionnelle et étroite des études de sécurité dans laquelle la tâche consistait à s'appuyer sur le cas de la sécurité nationale, militaire et centrée sur l'État, et à l'expliquer par des facteurs idéationnels plutôt que matériels. Les constructivistes ont exploité l'incapacité des approches traditionnelles à expliquer des phénomènes dans leur contexte pour montrer l'importance causale des facteurs idéationnels, tels que les croyances, les normes, les valeurs et la culture.

Pour mettre en relief l'importance des normes dans les études de sécurité, Buzan (2009: 193) part de la question suivante: « Pourquoi les armes chimiques ne sont-elles pas utilisées lorsqu'elles peuvent être efficaces et que les armées sont prêtes à les utiliser »? Dans une perspective constructiviste, la question ne peut être résolue par des explications matérialistes réalistes, mais uniquement par une analyse idéationnelle qui retrace la genèse et l'évolution des normes. Pour Price (1995, cité dans Buzan, 2009), la non-utilisation

d'armes chimiques pendant la Seconde Guerre mondiale était liée à une constitution de nations « civilisées » et « non civilisées ». Outre les cinq secteurs de sécurité développés par les théoriciens de l'École de Copenhague, il y a eu l'essor du concept de sécurité humaine. Selon Masson et Munier (2019: 496), c'est la rencontre entre les notions de développement et de sécurité qui a permis de faire de l'individu, et non plus de l'État, l'objet référent de la sécurité. C'est au sein de cette littérature qu'on a assisté à l'émergence de la notion de sécurité humaine qui prend en compte les menaces non traditionnelles à la sécurité des individus, qui peuvent être autant d'origines économique, alimentaire, environnementale que sanitaire.

En résumé, cette section a tenté de montrer l'importance de l'élargissement de la définition du concept de la sécurité dans la prise en compte des facteurs idéels par le constructivisme. Dans le débat entre les « élargisseurs », l'École de Copenhague joue un rôle primordial dans sa volonté d'aller au-delà de la sécurité militaire en évoquant d'autres enjeux : environnementaux, politiques, économiques et sociétaux. Avec l'évolution de l'interprétation de la notion de menace, la sécurité ne peut être axée uniquement sur la menace spécifique de la défense nationale. Une telle conceptualisation de la sécurité a permis de faire référence à la notion de la sécurité globale. Il s'agit d'apporter des solutions globales à des problèmes économiques, sociaux, politiques ou écologiques qui transcendent les frontières étatiques, comme la transnationalisation des réseaux criminels, par exemple), des questions du désarmement, de la coopération régionale et multilatérale, de la démocratie et des initiatives issues de la société civile.

L'élargissement a permis non seulement d'aller donc au-delà des enjeux traditionnels de sécurité, mais aussi aux tenants de l'approche constructiviste d'introduire les notions d'intérêts, de valeurs, de normes et de principes dans le débat sur la sécurité et les menaces. Cette évolution est importante à tel enseigne que les constructivistes considèrent ces variables idéelles comme ayant assuré la survie d'une alliance politico-militaire qu'est l'OTAN. David (2006: 74) témoigne du glissement du champ vers des perspectives idéationnelles. En effet, l'auteur définit la sécurité comme « l'absence de

menaces militaires et non militaires qui peuvent remettre en question les valeurs centrales que veut promouvoir ou préserver une personne ou une communauté ».

### b.**Les valeurs libérales comme facteurs de cohésion de l'OTAN?**

Comme mentionné, nous analysons à présent les facteurs de cohésion et aussi de désintégration d'une alliance. Dans les années 1990, Risse-Kappen et plusieurs autres auteurs constructivistes ont soutenu que la cohésion d'une alliance découlait de l'existence ou de la convergence des valeurs communes, notamment des valeurs libérales, en ce qui concerne l'Alliance atlantique. Cette analyse permettra de mettre à la lumière des faits les tenants et les aboutissants d'une telle déclaration.

L'hypothèse de la thèse est un prolongement de ce débat sur l'impact des valeurs libérales sur l'Alliance transatlantique, débat survenu dans les années 1990 entre les tenants des approches constructiviste et néoréaliste. Comme mentionné plus haut, au cours de cette époque, des chercheurs néoréalistes, comme John Mearsheimer et Kenneth Waltz, avaient affirmé que la fin de la Guerre froide et du système international bipolaire qui en a résulté entraîneraient le lent déclin de l'alliance occidentale (Mearsheimer 1990; Waltz 1993). L'argument découlait directement de la théorie structuro-réaliste des relations internationales : les alliances sont des partenariats de convenance et d'intérêt commun visant à équilibrer la puissance d'un adversaire. Une fois que la puissance de l'adversaire s'est effondrée, les forces qui lient une alliance diminuent. Nous avons vu aussi que Walt a développé le concept d'équilibre des menaces pour apporter des nuances. Plus de trois décennies après la fin de la Guerre froide, l'OTAN est toujours en vie et elle continue d'accepter de nouveaux membres. Quoi qu'il en soit, le réalisme structurel semble trop indéterminé pour nous dire grand-chose sur l'avenir de la relation transatlantique.

Selon Risse (2003), les débats sur la longévité de l'OTAN négligent pour la plupart du temps le fait important que le monde occidental est constitué de démocraties libérales et capitalistes. Les démocraties libérales durables se battent rarement, voire jamais, les unes contre les autres et, par conséquent, le dilemme de la sécurité est pratiquement absent des

interactions entre elles. Selon l'auteur, les attentes de changements pacifiques parmi les membres de l'Alliance transatlantique passent par trois valeurs, les trois « I », à savoir:

1. une identité collective;
2. des interactions stables et interdépendantes entre les sociétés créant des intérêts sociaux forts pour le bien-être de chacun;
3. une forte institutionnalisation des relations créant un ordre social et des normes durables parmi les membres de la communauté.

En somme, pour Risse (2003), la communauté transatlantique de sécurité est toujours intacte, car elle repose sur une combinaison de valeurs libérales d'identité collective (fondée sur des valeurs communes de démocraties libérales), d'interdépendance économique, fondée sur des intérêts matériels communs, et sur le multilatéralisme. Néanmoins, pour mieux comprendre et justifier notre hypothèse, nous allons procéder par l'analyse de son antithèse de chacune de ses composantes . En effet, l'élaboration de l'hypothèse est en rapport avec la montée des discours populistes en Occident. On sait que ces discours populistes sont porteurs d'une nouvelle vision du monde. De manière plus spécifique, la vision alternative que proposent les discours populistes est axée sur l'intérêt national égocentrique, sur le bilatéralisme, le protectionnisme, l'unilatéralisme et le repli sur soi.

L'interprétation libérale que propose Risse (1994) sur les origines de l'OTAN permet de ressortir les facteurs de cohésion de l'Alliance occidentale. Selon l'auteur, la « soviétisation » de l'Europe de l'Est représentait à l'époque une menace sur les démocraties occidentales, et par ricochet sur les valeurs cohésives de l'OTAN. Pour Risse, la menace soviétique a certainement renforcé le sentiment d'appartenance à la communauté transatlantique, elle n'a pas créé véritablement l'identité collective. Selon lui, l'OTAN a institutionnalisé la communauté de sécurité transatlantique, car le comportement de Staline et son refus d'adhérer à l'ordre libéral ont confirmé que l'Union soviétique n'était pas digne de confiance. La nature multilatérale de l'organisation, fondée sur des principes démocratiques et des règles de prise de décision, a reflété les valeurs communes et l'identité collective.

Selon Risse, les normes réglementaires du multilatéralisme et de la prise de décision conjointe n'étaient pas seulement une rhétorique couvrant l'hégémonie américaine, mais elles ont façonné les relations interalliées. L'auteur évoque des exemples où les normes ont été observées et ont maintenu la cohésion. Par exemple, pendant la guerre de Corée, les normes de consultation ont eu un effet restrictif global sur les décisions américaines concernant la restriction de la guerre en Corée plutôt qu'un élargissement à la Chine, le non-recours aux armes nucléaires et la consultation des négociations d'armistice (Risse, 1996). On retient que les Européens de l'Ouest ont également eu un impact considérable sur les premières étapes du contrôle des armes nucléaires, notamment lors des négociations sur l'interdiction des essais, lorsque les Britanniques en particulier ont poussé et tiré les États-Unis vers un accord. En ce qui concerne les décisions de l'OTAN relatives à la sécurité européenne, la prise de décision conjointe est rapidement devenue la norme. Cela s'est avéré vrai dans la plupart des cas cruciaux, tels que les décisions relatives à la stratégie et aux déploiements nucléaires.

Risse (1996) évoque deux différends qui ont opposé les Alliés pendant la guerre froide et qui ont mis en mal la cohésion de l'Alliance. Le premier est la crise du Canal de Suez en 1956 et le second est la crise des missiles de Cuba en 1962. Selon l'auteur, la crise de Suez a entrainé une rupture temporaire de la communauté des alliés, lorsque les États-Unis ont contraint la Grande-Bretagne, la France et Israël par le biais de pressions économiques, à renoncer à leurs tentatives de reprendre le contrôle du canal de Suez. Selon l'auteur, la pression exercée par les Américains sur les alliés a créé un sentiment mutuel de trahison de la communauté, qui a conduit à la violation des normes de consultation et à l'effondrement temporaire de la communauté elle-même. Risse soutient que la violation des normes pendant la crise de Suez a, en bout de piste, renforcé plutôt que réduit les liens transatlantiques. En ce qui concerne l'OTAN en général, la crise a conduit à une réforme de ses procédures de consultation. Le Rapport du Comité des Trois sur la coopération non militaire au sein de l'OTAN réaffirme la nécessité d'une consultation en temps entre les alliés sur les questions de politique étrangère. Selon l'auteur, alors que les dirigeants français s'étaient déjà montrés plus optimistes que les Britanniques à l'égard du conflit

interallié, la crise a déclenché une tendance à l'affaiblissement progressif des liens transatlantiques entre Paris et Washington.

Notons que cette désinstitutionnalisation a culminé avec la décision du Général De Gaulle, en 1966, de se retirer du commandement militaire de l'OTAN (tout en restant partie au traité et aux institutions politiques). L'auteur poursuit pour dire que les États-Unis et le Royaume-Uni ont dénoncé le comportement des alliés durant la crise du canal de Suez et ont travaillé à restaurer la confiance. Le deuxième différend est la crise des missiles de Cuba de 1962 qui, selon Risse, représente la plus grave confrontation américano-soviétique de la Guerre froide et met en exergue l'identité collective de la Communauté transatlantique. L'auteur soutient que les alliés n'ont pas été suffisamment consultés alors que les décisions du gouvernement américain affectaient directement leur sécurité. Les décideurs à Washington étaient convaincus que les intérêts nationaux suprêmes des États-Unis étaient en jeu. Ces derniers ne se sont pas souciés de l'avis des alliés dans la mesure où la survie nationale était menacée. Le comportement des États-Unis au cours de cette crise renforce l'idée selon laquelle le réalisme n'est pas en mesure de prédire le comportement des alliés sur la consultation lorsque la survie du chef de l'alliance est perçue comme en jeu. Le réalisme n'offre pas une meilleure compréhension de ces préoccupations que la théorie libérale.

Risse affirme que la crise des missiles de Cuba pose également un problème pour les propositions libérales concernant la communauté de valeurs et de normes des alliés, dans la mesure où les États-Unis ont violé ces règles au cours de la première semaine de la crise. Il y avait un consensus sur le fait que l'inaction des États-Unis face au déploiement des missiles soviétiques à Cuba serait désastreuse pour leur crédibilité vis-à-vis de leurs alliés. La réputation du gouvernement américain était perçue comme étant en jeu, tant sur le plan de la politique intérieure que sur celui des alliances.

Au terme de cette analyse, nous avons exploré les réponses de deux approches théoriques sur la question sur les facteurs de cohésion et de fragilisation des alliances, en rapport avec la question de recherche de la présente thèse, à savoir comment le populisme menace-t-il la cohésion de l'OTAN. Selon les néoréalistes, c'est la présence d'une menace

commune qui renforcerait la cohésion d'une alliance. Cette conception du système international est défendue par Stephen Walt avec son concept d'équilibre des menaces, qui stipule que les puissances secondaires chercheraient moins à équilibrer les capacités dont dispose un État prépondérant que la menace qu'il est susceptible de représenter. Le néoréalisme porte l'accent sur les facteurs matériels. Quant à l'approche constructiviste, elle met l'accent sur les valeurs, plus précisément les valeurs libérales, qui renforceraient la cohésion dans le cadre de l'OTAN. Ceci dit, comment les dirigeants populistes perçoivent les alliances? Explorons cette vision dans la prochaine section.

## 3. Les caractéristiques du populisme

Cette section analyse les différentes approches du populisme et tente d'explorer par la même occasion l'opinion des dirigeants populistes sur la formation des alliances. L'analyse révèle trois approches (socioculturelle, politico-stratégique et idéationnelle) que nous allons développer au cours de la section, et souligner celle à laquelle nous adhérons dans le cadre de cette thèse. Mais avant, il est important de savoir ce qu'est le populisme.

### a. Comment définir le populisme?

Selon Müller (2017), le concept de populisme recouvre trop souvent des phénomènes qui sont étrangers à sa logique structurelle, faisant l'objet d'étirement conceptuel. À la question « Qu'est-ce que le populisme? » l'auteur répond que les chercheurs battent tout de suite en retraite et que les critères de définition de populisme communément admis sont trompeurs (Ibid: 30). En tentant de délimiter avec précision ce phénomène qu'est le populisme pour mieux le distinguer des autres phénomènes, il défend la thèse selon laquelle « la critique des élites est un critère de définition du populisme qui est nécessaire, mais en rien suffisant » (Ibid: 31). Autrement dit, une attitude antisystème ou anti-élitisme est une condition nécessaire, mais pas suffisante pour définir correctement le populisme, car à cela, doit encore s'ajouter l'anti-pluralisme. Il poursuit que la revendication fondamentale de tous les populistes consiste à affirmer constamment ceci: « Nous et seulement nous représentons le peuple véritable ».

Pour leur part, De Cleen (2017: 348) et De Cleen et Stavrakakis (2017) définissent le populisme comme un discours centré sur le peuple et l'élite dans lequel le sens donné aux deux concepts est construit à travers un antagonisme bas haut, où le peuple constitue un grand groupe impuissant, tandis que l'élite ne constitue qu'un petit groupe illégitime et puissant. Le concept est défini comme un type de discours politique, une idéologie, un leadership, un mouvement, un phénomène, une stratégie, un style ou un syndrome, selon le contexte. Le caractère polysémique du concept s'explique certainement par le fait que plusieurs disciplines étudient le phénomène, notamment l'histoire de l'Art, la criminologie, l'économie, l'éducation, la sociologie et la science politique. Même au sein d'une seule discipline, comme la science politique, les chercheurs sont fondamentalement en désaccord sur l'essence et l'utilité du concept de populisme (Gherghina, 2013: 1). Néanmoins, la littérature scientifique distingue trois approches ou manières d'étudier le populisme. Il s'agit de l'approche socioculturelle (Ostiguy, 2017; 2020), de l'approche politico-stratégique (Weyland, 2001) et de l'approche idéationnelle (Mudde, 2004; Mudde & Kaltwasser, 2012).

### b. L'approche socioculturelle

Cette approche propose une conception du populisme fondamentalement relationnel, soulignant une dimension socioculturelle souvent ignorée dans les études politiques, ainsi qu'une composante sociologique du phénomène, absente dans les conceptualisations de Weyland (2001) et Mudde (2004). Elle introduit une dimension essentielle dans les discours politiques qualifiés de « haut » et « bas », et qui permettent de comprendre non seulement ce qu'est le populisme, mais aussi de positionner une telle idéologie sur le continuum de l'espace politique (gauche vs droite). Ostiguy conceptualise le populisme comme une forme particulière de relation politique entre les leaders et une base sociale établie et entretenue par des discours. Ceux-ci sont accueillis positivement dans certaines classes de la société, en raison de leurs particularités historiques, culturelles et sociologiques. Pour l'auteur, le populisme se résume en une courte expression de « Flaunting of the low » (Étalage du bas) (Ibid: 73).

En tant qu'une configuration socioculturelle, le populisme peut être abordé comme un imaginaire dont les contenus varient en fonction des cultures nationales, c'est-à-dire « un ensemble de représentations et de croyances relativement identifiables dans un tel ou tel cadre national et susceptible de faire une tradition » (Taguieff, 2007: 10; 2012). L'approche ne réduit pas le phénomène à la manipulation ou à l'instrumentalisation du peuple, ni à la démagogie, c'est-à-dire l'acte de flatter la « partie basse du peuple » pour faire accepter son discours populiste sous la condition qu'il dénonce les responsables présumés des maux de la société, soit les élites en place. Elle met l'accent sur la personnalité du leader et considère le phénomène comme birectionnel, défini principalement par les revendications articulées par le peuple et le lien établi entre celui-ci et le leader populiste. La relation présente à la fois une composante socioculturelle et politico-culturelle. Le populisme porte des connotations normatives chargées et dans certains contextes, il est souvent associé à la droite, à la droite radicale ou encore à un projet émancipateur populaire à gauche. Pour la majorité des chercheurs européens, le populisme reste un phénomène indésirable pour la démocratie, le pluralisme, les valeurs libérales et républicaines, la tolérance ou même pour la rationalité.

Selon Ostiguy (2017), la composante socioculturelle fait référence aux manières, aux comportements, aux façons de parler, de manier la langue, d'utiliser le vocabulaire et aussi aux attitudes affichées en public. Pour cette composante, le populisme n'est pas un ensemble d'idées déconcertantes ou une idéologie, mais une façon d'être et d'agir en politique, incarnant dans les discours et la praxis les cultures populaires d'une manière antagoniste, en faisant le culte de personnalité comme mode d'autorité concret. La composante culturelle du populisme tire ses racines dans la théorie de la formation des clivages (Bartolini, 2005), de la sociologie de la distinction et des analyses sociopolitiques.

Ostiguy (2017) répartit les leaders politiques populistes en deux catégories. La catégorie « d'en haut », qui regroupe, selon l'auteur, les leaders éduqués, polis dans leur présentation en public et ont tendance à utiliser soit un discours rationaliste, soit un discours éthiquement orienté. Ceux de la catégorie du « bas » de l'échelle utilisent souvent un langage qui comprend des expressions et des métaphores argotiques ou folkloriques, ils

sont plus démonstratifs dans leurs expressions corporelles ou faciales, ainsi que dans leurs comportements et jouissent d'une popularité. Ces types de politiciens sont capables d'être plus désinhibés en public et sont aussi en mesure d'utiliser un langage grossier, populaire, sans réserve, avec une personnalité plus affichée. Ostiguy précise que l'utilisation de l'expression « bas » de l'échelle en politique n'est pas synonyme de pauvreté ou d'appartenance aux couches sociales inférieures. Pour mieux étayer son argument, l'auteur s'appuie sur l'exemple de Ross Perot et Al Gore aux États-Unis, dont le premier était de loin plus riche que le second, qui faisait pourtant partie du « haut » de l'échelle. Un exemple similaire s'est produit en Italie entre Monti (en haut de l'échelle) et Berlusconi, appartenant à la catégorie de « bas » et pourtant plus fortunée. La seconde composante de l'axe « haut-bas » en politique a une caractéristique politico-culturelle. Cette composante porte sur les formes de leadership et les modes de décisions privilégiés en politique. Dans les hautes sphères, les appels politiques consistent en des revendications en faveur des types d'autorité formels, impersonnels, juridiques et institutionnellement médiatisés; tandis qu'au bas de l'échelle, les appels politiques mettent l'accent sur un leadership personnel, fort et souvent masculin.

Cette approche conceptualise le populisme comme une catégorie ordinale, et cela est particulièrement utile en analyse politique. Le populisme en tant que catégorie ordinale se réfère à une vision politique où la société est divisée en deux camps antagonistes : le « peuple pur » et l' « élite corrompue ». Cette conceptualisation permet de positionner ou situer les discours populistes sur le continuum politique, c'est-à-dire de chercher à savoir si ces discours peuvent être classifiés comme de l'extrême gauche, de l'extrême droite ou toute autre position sur l'axe. À travers son espace bidimensionnel (haut et bas), qui lui est central, la vision d'Ostiguy (2017) sur le populisme peut être combinée avec une approche idéologique ancrée dans la notion de gauche et de droite. À l'instar de la gauche et de la droite, elle considère le populisme comme une catégorie ordinale, alors que la plupart des définitions du populisme le considèrent comme une catégorie nominale, c'est-à-dire qui est populiste et qui ne l'est pas. L'idée de conceptualiser le populisme à travers les caractéristiques sociales et culturelles accorde une considération importante aux contextes nationaux, ce qui ne donne pas d'éléments nécessaires pour appliquer cette approche à tous

les cas de populisme à travers le monde. Cette conception du populisme reste circonscrite à une région particulière, ce qui signifie que le contenu du populisme peut varier d'une région à l'autre ou d'une culture à l'autre.

### c. L'approche politico-stratégique

Weyland (2001:14) est le principal promoteur de l'approche politico-stratégique. Selon l'auteur, le populisme se conçoit comme une stratégie politique au moyen de laquelle un leader charismatique cherche ou exerce le pouvoir d'État, en se basant sur un soutien direct d'un grand nombre d'adeptes non organisés et en dehors de tout cadre institutionnel. L'approche a été en partie en réaction contre les biais conceptuels existants dans la littérature scientifique sur le populisme à la fin du XX$^{e}$ siècle, qui s'appuyait principalement sur le structuralisme et l'historicisme socio-économique (Weyland, 2017; 2021; Rueda, 2020: 168). Selon l'auteur, cette littérature n'a pas été en mesure d'intégrer les nouvelles variables, telles que l'existence des traits caractéristiques des leaders populistes qui ont mené des réformes orientées vers le marché. À l'instar de Weyland, Barr (2009: 38) considère aussi le populisme comme une approche centrée sur le leader ou un mouvement de masse dirigée par un outsider ou un anti-conformiste cherchant à gagner ou à maintenir le pouvoir en recourant à des appels anti-élitistes et à des liens plébiscitaires.

Selon l'auteur, les élections, les plébiscites, les manifestations de masse et les sondages d'opinion sont les instruments cruciaux avec lesquels les leaders populistes mobilisent et démontrent leur pouvoir distinctif. L'approche ne se concentre pas sur ce que disent les populistes, mais sur ce qu'ils font réellement, en particulier sur la façon dont ils obtiennent et gèrent le pouvoir politique. Le populisme perçoit le pouvoir comme émanant du peuple, mais estime que cet agrégat est beaucoup trop hétérogène et amorphe pour agir seul. Pour qu'il y arrive, il incombe à un leader charismatique et exceptionnel de donner une orientation et mobiliser les adeptes pour les objectifs identifiés comme la volonté populaire du peuple. Avec un leader qui établit un lien unificateur, la relation avec les adeptes semble quasi directe, voire personnelle.

Selon Weyland (2001), les leaders contactent directement leurs soutiens à travers des rassemblements de masse et renoncent à l'intermédiation des institutions. Pour maintenir ces connexions non institutionnalisées, les leaders donnent une intensité importante en attaquant des « ennemis dangereux » et en mobilisant les soutiens à des actes héroïques. Les leaders appellent aussi leurs adeptes à faire preuve de sentiment d'appartenance à une communauté forgée par un engagement ferme envers eux. Le charisme n'est pas une caractéristique du populisme en soi, mais peut renforcer la relation quasi directe entre le leader et les partisans qui constituent le noyau du populisme. Pour l'auteur, le populisme comme stratégie politique est la meilleure conceptualisation, dans la mesure où elle fait ressortir le rôle réel du peuple et du leader encensé et permet de saisir aussi le lien distinctif entre le leader et la masse populaire qui le soutient (Ibid: 12).

Le populisme en tant que stratégies politiques se concentre sur les méthodes et les instruments de la conquête et de l'exercice du pouvoir. Le succès de ces stratégies dépend le plus souvent du leadership du dirigeant et de la façon dont il les met en œuvre . Elles constituent un ensemble cohérent d'approches et de mécanismes pour structurer la participation politique, renforcer le soutien et exercer l'autorité gouvernementale. Autrement dit, une stratégie qui détermine les principaux moyens par lesquels un acteur politique saisit le gouvernement et fait appliquer des décisions faisant autorité. Weyland (2001) se demande comment l'acteur politique ou le dirigeant assure le soutien du gouvernement et des citoyens. Il identifie deux composantes importantes de stratégie politique, à savoir le type d'acteur politique qui est en quête du pouvoir et en mesure de l'exercer, et la « capacité de puissance principale » qu'a cet acteur politique pour mobiliser sa base de soutien.

Le type d'acteur reste une des pierres angulaires de la stratégie politique qui s'efforce de gagner et d'exercer le pouvoir. Principalement, ce type d'acteur peut-être les individus (c'est-à-dire un leader charismatique), les groupements informels ou les organisations formelles, en particulier les partis politiques institutionnalisés (Ibid: 13). Vu dans une telle perspective, centrée sur ces différents types d'acteurs, le populisme est une stratégie politique qui se concentre seulement sur la personne du politicien. Le populisme repose sur une direction ou une orientation personnelle, cherche à renforcer son autonomie

et son pouvoir, conteste et domine d'autres types d'acteurs, tels que les factions d'élite et les partis politiques classiques. Les leaders populistes combattent la classe politique existante et tentent de s'élever au-dessus.

La « capacité de puissance principale » désigne l'autre stratégie que les acteurs utilisent pour gagner l'influence et maintenir leur autorité. Les leaders s'appuient sur le nombre, l'influence économique ou la coercition militaire. Dans cette perspective, le populisme préfère le nombre. Pour avoir un grand nombre, il mobilise constamment le peuple, considéré comme la grande majorité de la population. L'approche politico-stratégique met en évidence le rôle crucial du leadership du dirigeant populiste, qui est soutenu politiquement par la mobilisation de la masse populaire. Au regard de la personnalité du leader et de l'hétérogénéité de la population, la connexion avec le peuple se fait en dehors de tout cadre institutionnel et repose sur un contact direct. Weyland résume que, lorsque la nature du leader, la masse populaire ainsi que la « capacité de la puissance principale » se conjuguent, le populisme forme une stratégie politique cohérente qui a souvent servi à gagner et à maintenir le pouvoir politique.

L' approche politico-stratégique fait ressortir les caractéristiques personnelles du leader et établit un lien direct entre celui-ci et le peuple. Le leader part du principe selon lequel le pouvoir émane du peuple, mais que ce peuple est si amorphe qu'il ne peut agir seul. Il a besoin d'un leader fort, charismatique, capable de donner une orientation à la volonté populaire à travers des mobilisations autour d'idéal commun. L'approche présente les leaders populistes comme des politiciens qui cherchent le pouvoir et qui agissent de manière rationnelle pour maximiser leurs profits, mesurés en soutien populaire.

Rueda (2020) remet en question une telle approche et souligne des biais méthodologiques et conceptuels importants qui rendent difficiles son application à l'analyse du phénomène du populisme à deux niveaux. Premièrement, étant donné que le populisme peut être conceptualisé et analysé sur la base des traits caractéristiques des leaders, les dynamiques institutionnelles et historico-culturelles ont tendance à être négligées. Deuxièmement, Rueda soutient que l'approche comporte un biais normatif dans la mesure où les politiques populistes sont systématiquement condamnées, même si

l'objectif de la recherche de Weyland n'est pas lié aux considérations normatives (Ibid: 168).

En fait, l'approche politico-stratégique de Weyland part de l'observation selon laquelle, au début du 21e siècle, à une époque où de nombreux analystes du populisme latino-américain considéraient qu'il s'agissait simplement d'une série de politiques économiques liées aux particularismes nationaux, il était important de redéfinir le concept comme une catégorie politique pouvant s'engager dans différents programmes économiques. Cela semble devenu un axiome et une telle conception du phénomène s'est avérée limitée, principalement en raison de son avancée (à la fois de droite et de gauche) dans différentes parties du monde et de l'expansion résultante de l'objet d'étude. Le cadre d'analyse de Weyland est clairement ancré dans la dynamique politique latino-américaine et concède clairement une forme de rationalité intéressée aux leaders populistes, tout en négligeant de nombreux aspects du phénomène, et se basant sur une série de prémisses normatives problématiques (Rueda, 2020 : 180). Aujourd'hui, le constat est que la vague populiste aux formes idéologiques diverses déferle sur tous les continents. Avec des cadres d'analyse inspirés des idées et discours, aux pouvoirs plus explicatifs qu'élaborent aujourd'hui les chercheurs, l'approche de Weyland semble dépassée (Ibid : 180).

### d. L'approche idéationnelle

L'approche idéationnelle du populisme a gagné du terrain, particulièrement en politique comparée. La majorité des spécialistes du populisme européen utilisent de manière explicite ou implicite l'approche idéationnelle (Abts et Rummens, 2007; Acemoglu *et al*., 2013; Stanley, 2008; Rooduijn, 2013). Mudde (2004) est porteur de cette approche et elle est la plus utilisée dans les recherches d'aujourd'hui. Cette approche conçoit le populisme comme « une idéologie qui considère que la société est finalement séparée en groupes homogènes et antagonistes, le peuple pur contre l'élite corrompue, et qui soutient que la politique devrait être une expression de la volonté générale du peuple » (Mudde, 2004: 543). Le populisme ainsi défini révèle deux concepts importants, à savoir l'élitisme et le pluralisme. L'élitisme est le point de référence du populisme. Il partage la distinction manichéenne du populisme entre l'élite et le peuple, en adoptant une vision opposée concernant la moralité de chacune des entités. Il suppose que le peuple devrait être conçu

comme une foule dangereuse tout en dépeignant l'élite comme un groupe réduit d'acteurs qui, en raison de leur supériorité intellectuelle et morale, ont la capacité de diriger les gouvernements.

En revanche, le pluralisme rejette l'homogénéité du populisme et l'élitisme, considérant la société comme un ensemble hétérogène de groupes et d'individus ayant souvent des opinions et des désirs fondamentalement différents (Ibid: 545). Il adopte une vision universaliste de la nature humaine, tout en tenant pour acquise la diversité des idées et des intérêts dans la société. Ainsi, ceux qui adhèrent au pluralisme sont normalement enclins à considérer la souveraineté populaire comme un processus dynamique et ouvert, plutôt que comme une volonté fixe et unifiée du peuple (Espejo, 2011: 3). Hawkins et Kaltwasser (2017: 514) soutiennent également que le populisme devrait être défini en termes idéologiques, soit un ensemble d'idées susceptibles d'être combinées à d'autres idéologies politiques. Selon ces auteurs, cette définition semble se confondre à la définition discursive de Laclau (2005: 103). Une telle définition réduit le phénomène à un noyau commun et minimal, le considérant comme un discours politique qui mène une lutte cosmique entre une volonté réifiée du peuple et une élite conspirante. Le populisme dans ce sens idéologique existe dans le cadre d'une typologie plus large de cadres discursifs et l'approche défend que les caractéristiques organisationnelles des mouvements populistes ainsi que leurs conditions structurelles sont des aspects contingents qui l'accompagnent.

Mudde et Kaltwasser (2013: 151) résument que l'approche idéationnelle du populisme repose sur trois concepts centraux, à savoir l'élite, le peuple et la volonté populaire. En répartissant les gens en deux catégories, le peuple pur et l'élite corrompue, le populisme présuppose que l'élite vient du même groupe que le peuple, mais a délibérément choisi de le trahir en plaçant ses intérêts particuliers et la morale inauthentique au-dessus de ceux du peuple. Pour Mudde (2004), une telle distinction est fondée sur la moralité et non sur la classe. Une définition de chacun des concepts est utile pour mieux comprendre les différentes facettes du phénomène du populisme.

**Idéologie**

Mudde utilise le terme idéologie de façon inclusive et l'assimile à un ensemble d'idées normatives relatives à la nature de l'être humain et de la société, ainsi qu'à l'organisation et aux buts de cette société. Selon l'auteur, le populisme est une idéologie « mince » qui ne possède pas le même niveau de raffinement intellectuel et de cohérence que, par exemple, le socialisme ou le libéralisme. Selon Freeden (2003 : 96), les idéologies minces ont une ambition et une portée plus limitée que les idéologies « épaisses »; elles ne disposent pas d'une marge de manœuvre importante pour apporter des solutions aux grandes questions sociopolitiques.

Mudde (2004 :544) reprend que le populisme n'est qu'une idéologie étriquée. Son concept central est le « peuple » et définit son identité par rapport au concept de l'élite (étant son contraire). En tant qu'idéologie mince et centrée, il peut être facilement combiné à d'autres idéologies très différentes, tels le communisme, l'écologisme, le fascisme ou le nationalisme. Mudde affirme que le populisme est moralisateur plutôt que programmatique. La distinction normative entre le peuple et l'élite est essentielle au discours populiste. Celui-ci présente une perspective manichéenne dans laquelle il n'y a que des amis et des ennemis. Les adversaires ne sont pas seulement des gens avec des priorités et des valeurs différentes; ils sont mauvais. Par conséquent, le compromis est impossible, car il corrompt la pureté.

Stanley (2008 : 95) conclut que le populisme doit être considéré comme une idéologie distincte dans la mesure où il a une manière particulière d'interpréter la politique dans l'interaction spécifique de ses concepts fondamentaux. Il poursuit que l'affirmation selon laquelle le populisme est une idéologie exige une relation dialectique matérielle idéationnelle par laquelle les idées jouent un rôle indépendant dans l'observation des résultats et sont capables de produire des effets matériels démontrables (Ibid : 98). Dans une relation dialectique, les idées existent à travers les circonstances sociales et historiques. Elles émergent et évoluent grâce aux interactions entre les acteurs et à travers leurs actions stratégiques. Selon Stanley, consciemment ou non, les acteurs adoptent et adaptent les idées établies et partagent dans le monde dans lequel ils se perçoivent. Une telle posture

ontologique implique l'affirmation selon laquelle, une fois les idées reçues, les acteurs interprètent le monde dans lequel ils se trouvent. En somme, le populisme est une idéologie au sens propre du terme qui donne sens à l'expérience vécue des individus qui l'adoptent. Dans le cadre de cette thèse, nous nous positionnons sur la définition du concept d'idéologie de Mudde (2004), car l'auteur en fait une utilisation inclusive, en l'étendant au concept de nationalisme qui est important dans l'analyse des discours populistes. De plus, l'auteur met l'accent sur l'aspect moralisateur en ressortant la distinction normative entre le peuple et l'élite, qui est essentielle au discours populiste et que nous analysons à la section suivante.

**Le peuple**

Qui est le peuple dans la politique populiste? Selon Meny et Surel (2001: 299), le populisme pose d'abord le primat absolu de la souveraineté du peuple dans l'ordre politique, ce qui suppose une méfiance face aux représentants toujours susceptibles de trahir leurs mandants et en abuser. Plusieurs auteurs estiment que le peuple n'existe pas réellement et qu'il relève principalement d'une construction du populisme. Selon Mudde le concept de peuple est très flexible. Étant donné que le populisme est essentiellement basé sur une division morale du peuple pur et que la pureté est un terme assez vague, toute compréhension spécifique du peuple est déterminée culturellement. Selon lui, le peuple fait référence à une conception idéalisée de la communauté. La définition du peuple est fonction des caractéristiques clés de l'auto-identification de la communauté. La perception populiste du peuple est généralement liée à l'auto-perception ou l'auto-idéalisation du peuple concerné.

Selon Espejo (2017a; 2017b), certains imaginent que le populisme crée un peuple par le biais de mouvements populaires qui arrachent le pouvoir aux élites. D'autres voient le peuple comme des masses organisées par un dirigeant autoritaire. Lorsque les détracteurs du populisme parlent du peuple, ils semblent nier que le peuple est ce que les populistes prétendent être et que le peuple peut régner. La démocratie aussi fait appel au peuple autant que le populisme. On peut se demander si cela revient à nier la légitimité de la démocratie. Comment le peuple émerge comme une entité unique? Quand le peuple peut-il décider?

Qui parle au nom du peuple? Selon Espejo (2017a), les critiques ou jugements que les chercheurs portent sur le populisme dépendent de comment ces derniers conçoivent le peuple et son rôle dans l'ordre contemporain démocratique.

Notons que la question des frontières du peuple avait été analysée auparavant par Ferguson (2007 : 33). L'auteur écrit son ouvrage dans un contexte de débats sur l'identité qui faisaient rage en philosophie politique à l'époque. Ferguson se pose les questions suivantes afin de mieux identifier les frontières du peuple : comment les groupes acquièrent-ils une identité collective? Est-ce une question de biologie? Ou est-ce une question de performance? Selon lui, ces deux modes ne sont pas exclusifs, car les peuples sont constitués sur la base de ce que les individus croient être essentiellement, autant que sur la base de ce qu'ils font. Ainsi, la race et la performance peuvent effectivement être liées dans l'acquisition de l'identité collective, mais ces caractéristiques ne sont pas suffisantes. Pour Ferguson, une condition nécessaire à la création de l'identité collective d'un peuple est le partage d'un jugement esthétique. Aujaleu (1997 : 1-2) définit le jugement esthétique comme un jugement de valeur et il le distingue d'un jugement de fait. « Dire qu'un tableau a été peint par Poussin ou par Dughet est un jugement de fait; mais dire qu'il est beau, ou laid est un énoncé esthétique. Le jugement esthétique comporte un processus d'appréciation, de partage de la même vision. »

Ferguson (2007) affirme que ce qui est essentiel dans la constitution de l'identité collective d'un peuple, c'est que les membres soient en mesure d'adopter une vision commune face à des attributs identifiés comme faisant partie des caractéristiques fondamentales du groupe. Remarquons que Ferguson ne parle pas de cultures, de communautés ou des groupes d'appartenance : il parle de peuple (Espajo, 2017 : 96). Espajo se demande pourquoi les communautés que nous créons par le biais d'un jugement esthétique partagé sont-elles des « peuples » plutôt que des cultures ou des communautés ? L'un des traits que l'auteur considère importants pour l'identité est un jugement esthétique que l'on partage avec de nombreuses personnes avec lesquelles nous avons une grande affinité. Une autre question que l'on se pose est la suivante : quelle est la raison pour laquelle les communautés décrites par Ferguson sont effectivement des peuples?

Espajo (2017b) répond que, dans la tradition dominante de la pensée politique, ce qui fait l'affinité d'un groupe à un candidat au statut de peuple est l'aspiration à la souveraineté populaire. De ce fait, ce qui distingue traditionnellement un peuple de ceux qui partagent simplement des goûts ou des intérêts communs, c'est l'idée d'autodétermination politique et de droits territoriaux.

Espajo (2017b) ajoute que les peuples définissent leur appartenance et leur identité collective par opposition à d'autres groupes du même type, et en termes de revendication d'un territoire et de droit d'en exclure d'autres. Ainsi, si le jugement esthétique est compatible avec des sociétés plurielles, parler de peuple politise l'identité et génère l'exclusion, tant le concept de « peuple légitimement souverain » est étroitement lié à la notion de peuple. Espajo résume en disant que, lorsqu'on identifie un peuple à une culture politique, il a tendance à exiger l'autodétermination, sa souveraineté et le droit d'exclure les personnes auxquelles celui-ci ne s'identifie pas. Il n'y a qu'un pas entre ce que nous pourrions appeler l'affirmation d'un peuple culturel et la revendication de ce que nous pourrions appeler un peuple souverain.

L'objectif de cette section est de montrer comment le concept de « peuple » peut être diversement interprété et que, bien que l'on attribue généralement son utilisation abusive aux populistes, le concept reste tout aussi central en démocratie. La conception selon laquelle le peuple reste un concept flexible dont la définition dépend du contexte et de la culture dans laquelle nous nous situons reste la plus pertinente. Nous adoptons une telle conception dans la mesure où elle nous permet de soutenir que le populisme crée « son peuple » par le biais de mouvements populaires et qui arrachent le pouvoir aux élites « corrompus ».

### L'élite

Le populisme est aussi une affirmation de la lutte entre une immense majorité saine et dominée de la population contre une minorité corrompue et impure. L'élite est l'antithèse du peuple et, théoriquement, le populisme distingue le peuple de l'élite sur la base de la seule dimension de la moralité. En pratique, les populistes s'associent à d'autres idéologies politiques en vue de donner différents sens au peuple sur la base de la classe. Par exemple,

Mudde (2004) souligne que les populistes conservateurs dressent le peuple contre les gens de classe aisée, c'est-à-dire les propriétaires d'une certaine catégorie de voitures, les consommateurs de sushi ou les lecteurs du *New York Time.* Selon l'auteur, ce n'est pas toujours le cas lorsque le populisme s'associe au nationalisme, la distinction des groupes se fait sur la base du nativisme. Ainsi, les minorités ethniques et les immigrés sont principalement exclus du peuple sur la base de critères ethniques plutôt que moraux, une conséquence du nativisme.

Dans le même temps, le populisme exclut l'élite en général, principalement sur la base des critères moraux plutôt qu'ethniques. L'auteur poursuit que, même lorsque les populistes nativistes attaquent l'élite en mettant les intérêts des minorités ethniques avant ceux de la majorité autochtone, le rejet de l'élite est d'abord moral et non ethnique. Selon Mills et Wolfe (2000: 74), l'élite du pouvoir (« The power elite ») est composée d'hommes et de femmes dont les positions sociales leur permettent de transcender l'univers quotidien des hommes et des femmes ordinaires; ils sont en position de décisions aux conséquences majeures. Selon les auteurs, qu'ils prennent ou non des décisions est moins important que le fait qu'ils occupent de telles positions centrales : leur défaut d'agir est en soi-même un acte qui est souvent plus important que les décisions qu'ils prennent.

Ces hommes et femmes commandent les principales hiérarchies et dirigent les organisations internationales et les grandes sociétés modernes. Ils font marcher la machine de l'État et défendent ses prérogatives. Ils dirigent l'appareil militaire et occupent aussi des postes de commandement stratégiques de la structure sociale où sont centralisés les moyens efficaces d'exercer le pouvoir et de devenir riche et célèbre. L'élite au pouvoir est une équipe. Les consultants et les conseillers, les porte-parole et les décideurs sont souvent les capitaines de leur pensée supérieure et de leur décision (Ibid. : 75). Par exemple, Simon (2018) utilise le concept de l'élite déviante (*Élite Deviance*) pour dénoncer une série de scandale et de corruption dans l'administration américaine sous plusieurs présidents. L'auteur le définit comme un énorme problème mondial et social qui présente un degré d'immoralité supérieur, imbriqué dans un ensemble institutionnalisé de pratiques de déviance.

L'auteur estime que la notion d'élite déviante est inhérente à la vie américaine. Elle représente des actes criminels et déviants commis par les plus grandes sociétés et les organisations politiques les plus puissantes. Elle provient d'un système d'économie politique dans lequel le pouvoir et la richesse sont concentrés dans les mains de l'élite au pouvoir.

La prochaine section analyse la troisième acceptation du populisme en tant qu'idéologie mince: la question de la volonté populaire. Cette section permet de présenter les débats autour du concept d'élite. Ce qui est important à retenir est que ces débats ne sont pas contradictoires, ils sont plutôt complémentaires et permettent d'approfondir davantage notre compréhension du concept.

**La volonté populaire**

Le concept de volonté populaire, étroitement lié à la définition du peuple comme étant homogène, est essentiel à la politique populiste. Le concept se base sur l'argument selon lequel la politique devrait suivre la volonté populaire. Le peuple étant pur et homogène, toutes les divisions internes y sont rejetées comme artificielles et non pertinentes, car le peuple partage les mêmes intérêts et préférences. Selon Mudde, la croyance en une volonté populaire est liée à deux concepts importants de l'idéologie populiste, à savoir le bon sens et l'intérêt particulier. Les populistes prétendent fonder leur politique sur le bon sens, fruit des priorités honnêtes et logiques du peuple. Quiconque s'oppose au bon sens est, par définition, déviant et fait partie de l'élite corrompue. Les solutions de bon sens du populisme sont en harmonie avec la volonté populaire, tandis que les solutions proposées par l'élite sont des représentations des intérêts particuliers ou spéciaux. Par conséquent, l'élite est décrite comme la voix d'intérêts particuliers, en opposition aux populistes qui sont la voix authentique du peuple.

L'approche idéationnelle du populisme offre plusieurs avantages. Elle peut être appliquée à toutes formes de populisme à travers le monde. Selon Mudde et Kaltwasser (2013: 154), en définissant le populisme comme une idéologie et non comme une stratégie politique, il est possible de comprendre que l'émergence et la longévité des mouvements populistes sont liées aux facteurs de l'offre et de la demande, c'est-à-dire qu'ils prennent forme dans les pays dans des contextes particuliers et selon les besoins de la population.

Selon les auteurs, définir le populisme comme une stratégie politique met trop l'accent sur le leader alors que l'idéologie est d'abord ce qui mobilise le peuple. Les leaders peuvent se succéder, mais l'idéologie demeure et constitue en quelque sorte l'identité des mouvements populistes. Mudde et Kaltwasser continuent que la force politique des mouvements populistes est liée non seulement au leadership fort, mais aussi au développement d'une idéologie populiste flexible pour inclure les opinions et besoins des adeptes.

Dans le cadre de cette thèse, nous choisissons l'approche idéationnelle pour plusieurs raisons. Elle distingue clairement ce qui est populiste de ce qui ne l'est pas (distinction); elle permet la construction de taxonomies logiques (la catégorisation); et elle permet des analyses transnationales et transrégionales, dans la mesure où elle est applicable à différents niveaux d'analyse et à tous les pays. La distinction faite par l'approche entre ce qui est populiste de ce qui ne l'est pas est important. L'absence de cette distinction dans certaines définitions ou approches a laissé place à la confusion et l'une des critiques était de générer un concept trop vague et ambigu. L'approche idéationnelle tente d'apporter une réponse à la critique en proposant une ligne de démarcation entre l'élitisme et le pluralisme. Avec cette approche, le populisme prend l'élite comme point de départ pour formuler ses critiques. Une autre force de l'approche idéationnelle est que, de manière fondamentale, elle affirme que le populisme est directement opposé au pluralisme. Là où le populisme considère le peuple comme essentiellement homogène, le pluralisme croit qu'il est divisé en groupes différents. Le pluralisme exploite les divisions sociétales et conçoit la politique comme l'Art du compromis, tandis que le populisme rejette les divisions sociétales et dénonce les groupes sociaux comme des intérêts particuliers. L'approche idéationnelle permet de se positionner au niveau de l'idéologie des partis populistes. Après avoir exposé les différentes conceptions du populisme, il y a lieu d'analyser les principes qui guident sa politique étrangère.

### d. Le populisme et les alliances : une position néoréaliste?

Les sections précédentes ont étudié les facteurs de cohésion et de désintégration d'une alliance selon les perspectives néoréalistes et constructivistes. L'objectif de celle-ci

est d'explorer la conception du populisme sur la formation des alliances. Pour y parvenir, il est important d'analyser la position du concept en matière de politique étrangère.

Giurlando (2021 : 253) pose quatre questions qui sont susceptibles de donner des informations importantes sur la politique étrangère populiste. Le populisme représente-t-il, dans le domaine de la politique étrangère, une rupture substantielle avec les partis traditionnels? Les populistes de droite se distinguent-ils des populistes de gauche en matière de politique étrangère? De quelle manière les institutions nationales limitent-elles ou permettent-elles l'action populiste sur la scène internationale? Les opportunités et les contraintes internationales qui découlent de la position géopolitique d'un pays au sein du système international, sont-elles déterminantes en matière de politique étrangère du dirigeant populiste? Les conclusions générales tirées de l'étude Giurlando (2021 : 263) sont que la politique étrangère du populisme représente une rupture substantielle avec les orientations politiques internationales des partis traditionnels; qu'il existe des différences entre les partis et mouvements populistes de gauche et ceux de la droite, mais qu'en matière de politique étrangère, il existe plusieurs points importants de similitudes. L'une des conclusions les plus importantes aussi est que les institutions nationales peuvent restreindre ou favoriser la politique étrangère populiste dépendamment du domaine et du contexte international.

On retient que les institutions nationales interagissent avec les structures internationales et l'influence relative de chacune d'entre elles dépend de la position structurelle des pays dans le système international. Si le populisme accède au pouvoir dans un pays qui à une position structurelle importante, la politique étrangère d'un tel gouvernement risquerait d'avoir plus d'impact sur la scène internationale.

Une des conclusions du travail de Giurlando (2021: 253) est que les populistes tendent à avoir un discours qui s'inscrit dans une perspective qui s'apparente à celle des néoréalistes, lesquels priorisent les intérêts nationaux au détriment de l'intérêt commun. Le populisme conçoit les relations internationales en termes de jeu à somme nulle, c'est-à-dire que les gains du vainqueur correspondent aux pertes du vaincu. Dans les relations transatlantiques, les partis populistes en Europe, aussi bien ceux de la droite comme de la

gauche, adoptent des attitudes pro-russes. Selon Giurlando (2021), le régime russe est considéré comme la valeur suprême de la souveraineté nationale et le symbole de la contestation l'hégémonie américaine (Ibid: 259). Varga et Buzogány (2020: 6) affirment qu'il n'est pas juste de considérer la politique étrangère des populistes comme étant « inexpérimentée », « irresponsable » ou « subordonnée aux intérêts russes », mais plutôt comme l'expression de convictions idéologiques et d'une intensification des perceptions de la menace façonnée dans des réseaux et des débats de droite plus larges.

Pour leur part, Coticchia et Vignoli (2020) analysent la position des partis populistes en fonction de leur idéologie sur les questions de politique étrangère, tels l'utilisation de la force militaire et le multilatéralisme. Ils affirment que les partis populistes de gauche s'opposent généralement à l'utilisation de la force militaire à l'étranger afin d'atteindre des objectifs politiques (Ibid: 526). Cette attitude reflète une approche isolationniste de la politique étrangère qui vise à ne pas intervenir lorsque les intérêts nationaux du pays ne sont pas menacés. Les auteurs apportent une nuance pour dire que la gauche populiste peut soutenir des opérations militaires multilatérales dans le cadre du rétablissement de la paix et aussi des missions humanitaires. Les partis populistes de gauche défendent aussi l'idée d'égalité entre les citoyens. Ils prolongent une telle conception d'égalité au niveau international en faisant l'apologie de l'égalité entre les nations dans les accords multilatéraux. Pour cette raison, les partis de gauche soutiennent généralement l'aide internationale dans les pays du Sud (Thérien et Noël, 2000: 152). Ils adoptent une conception large de la société internationale qui leur permet d'adopter une approche multilatérale pour aborder les questions internationales. Wagner et *al.* (2018: 538) soutiennent que la remise en cause des engagements militaires internationaux occupe une place de choix dans le programme politique des partis populistes en Europe. Les décisions sur le déploiement des forces armées sont systématiquement contestées par les partis populistes, qu'ils soient au pouvoir ou dans l'opposition. Coticchia et Vignoli soulignent que les partis populistes de droite ont une vision similaire de la politique étrangère en matière de défense et de sécurité, mais les auteurs précisent que les raisons qui pourraient motiver les deux tendances du populisme à s'engager dans une opération militaire à l'étranger ne sont pas les mêmes.

Rathbun (2004: ix) défend que la politique étrangère des partis populistes de droite est dictée par une interprétation étroite de l'intérêt national. Ceux-ci accordent la priorité à la défense des intérêts nationaux au détriment des intérêts communs qui sont généralement défendus dans les actions multilatérales au sein des alliances. Selon lui, les dirigeants populistes pourraient conclurent des alliances si et seulement s'ils estiment que les intérêts vitaux de leurs pays sont menacés. Sur les questions de sécurité et de défense commune, Coticchia et Vignoli (2020: 526) estiment que le populisme de droite est plus sceptique à la formation des alliances internationales comme solution pour équilibrer les menaces. Les auteurs expliquent une telle position par le fait que chaque pays étant souverain, il devrait poursuivre ses propres objectifs en matière de politique étrangère de manière automne. L'action multilatérale saperait une partie de la souveraineté des États.

En résumé, il est important de souligner que les études qui ont analysé la conception du populisme sur la formation des alliances sont très rares, ce qui explique cette trop courte section. De plus, les rares études qui se sont aventurées sur cet aspect du populisme et des Relations internationales n'ont pas vraiment parlé d'alliance suivant la définition que nous lui avons attribuée dans la section sur le néoréalisme. En effet, dans cette thèse, nous avons adhéré à la définition de l'alliance comme une assistance militaire apportée à un État en cas d'attaque, et ce, dans le cadre d'un Traité ou d'un Accord formel de coopération militaire.

Les études parlent donc plus tôt des actions ou des opérations multilatérales à l'étranger. Il convient de préciser que toute opération militaire dans le cadre d'une alliance s'inscrit en général dans une action multilatérale. En revanche, toute intervention militaire multilatérale peut se faire en dehors d'un cadre formel de coopération militaire. L'exemple des pays qui ont pris part à la coalition internationale mise en place dans le cadre de l'opération « Tempête du désert » de 1991, contre l'Irak, pendant la Guerre du Golfe, ne l'ont pas fait dans le cadre d'alliance.

L'une des contributions de la thèse sera aussi de combler ce vide dans la littérature, notamment le manque de recherches sur la perception du populisme sur la formation des

alliances. Le chapitre suivant vise à présenter le cadre théorique et à expliquer de quelle approche nous avons tiré notre hypothèse.

# CHAPITRE II

# CADRE THÉORIQUE ET HYPOTHÈSE

## A. Cadre théorique : le constructivisme

L'objectif de ce chapitre est d'expliquer pourquoi le constructivisme semble l'approche la mieux adaptée pour conduire cette thèse, pour construire le cadre théorique et pour expliquer la pertinence de l'hypothèse. Nous avons présenté, dans la section sur les alliances, le débat entre les approches néoréaliste et constructiviste sur les facteurs de cohésion et de désintégration d'une alliance. Pendant que les auteurs néoréalistes, à l'image de Waltz et Meirsheimer, ont estimé qu'une alliance tient sa raison d'être et sa cohésion grâce à l'existence d'une menace commune, les constructivistes ont mis de l'avant les facteurs idéels, notamment les normes communes, pour expliquer le maintien en vie d'une alliance. Plus précisément, les néoréalistes avaient prédit que l'OTAN n'existerait plus, puisque la principale menace qui avait motivé sa création venait de disparaitre en 1991, alors que les auteurs constructivistes ont fait remarquer que la survie de l'OTAN s'explique par la convergence des valeurs entre les alliés, et plus spécifiquement les valeurs libérales. Ce chapitre vise donc à identifier ces valeurs, qui sont l'identité collective, l'interdépendance économique et le multilatéralisme. Nous allons analyser ces valeurs sous l'angle de l'approche constructiviste.

### 1. L'épistémologie du constructivisme

> Il serait dangereux et délétère de permettre aux Alliés de singer ceux à qui nous nous opposons, à savoir les ennemis de la démocratie libérale. Nous devons faire preuve d'autodiscipline pour être à la hauteur des valeurs que nous partageons : démocratie, libertés individuelles et respect de la primauté du droit.
>
> Gérard Connolly, Rapport-Commission Politique de l'Assemblée Parlementaire de l'OTAN (2019 : 11).

> L'attachement aux valeurs de démocratie, de liberté individuelle, des droits humains et d'État de droit continu de définir l'identité de l'Alliance.
>
> Ulla Schmidt, Rapporteur général-Commission sur la Dimension civile de la sécurité, de l'Assemblée Parlementaire de l'OTAN (2019).

> À l'heure où l'autocratie accélère sa progression partout dans le monde, ce nouveau concept stratégique doit réaffirmer les valeurs défendues par l'OTAN et placer ces valeurs démocratiques communes au cœur de sa réponse aux défis de notre époque
>
> Gérard Connolly, Contribution de l'Assemblée Parlementaire de l'OTAN au concept stratégique 2022 de l'OTAN (2022).

Présenté comme une façon d'étudier les relations sociales, le constructivisme explore les problématiques sociologiques négligées par les néoréalistes et les institutionnalistes néolibéraux. C'est vers le début des années 1990 que le constructivisme est devenu populaire et fit son entrée en Relations internationales. Selon Macléod et Bonditti (2020 : 80), les auteurs constructivistes mettent l'accent sur la notion charnière d'intersubjectivité qui « renvoie aux structures de sens que les agents mettent eux-mêmes en place en constituant et en reconstituant le monde social (Thibault, 1998 : 147). Pour Thibault (1998), les sens intersubjectifs donnent aux agents un langage commun pour parler de la réalité sociale et une compréhension commune de certaines normes. Macléod et Bonditti (2020 : 80) continuent pour dire que la « démarche constructiviste s'intéresse essentiellement aux compréhensions et aux interprétations que les agents sociaux se font du monde, des compréhensions et représentations qui sont largement partagées ».

En ce qui concerne l'épistémologie, Macleod et *al*., (2016) et Macleod et Bonditti (2020) la définissent comme un domaine de la philosophie qui s'intéresse à la façon dont on acquiert des connaissances et dont on tente de tracer la ligne de démarcation entre la connaissance valide et invalide. Pour ces auteurs, un des débats fondamentaux en théorie des Relations internationales oppose, d'une part, ceux qui cherchent à expliquer les Relations internationales, et d'autre part, à ceux qui cherchent à les comprendre. Ceux qui cherchent à expliquer les Relations internationales adoptent une position selon laquelle « la production de connaissances doit mettre en évidence des relations causales entre des variables. Il s'agit de la perspective positiviste qui soutient que l'étude de ces relations causales devrait être orientée au moyen de modèles théoriques afin de prédire des événements » (Macleod et Bonditti (2020 : 170). C'est la position que défend l'approche réaliste et néo-réaliste des Relations internationales.

Pour ceux qui cherchent à comprendre, ce n'est pas tellement la prédiction d'événements futurs qui est importante (comme l'ont fait les néo-réalistes, dans le cas de la survie de l'OTAN), « mais plutôt la compréhension du sens que des agents attribuent à leurs actions et à celles des autres agents » (Macleaod et Bonditti, 2020 : 170). C'est la position que nous choisissons dans le cadre de notre thèse à travers l'approche constructiviste. On note que l'approche constructiviste est perçue en tant qu'entreprise

« d'historicisation » et de « contextualisation » qui se pose la question du *comment* plutôt que celle du *pourquoi*. C'est ce qui la distingue des approches traditionnelles des Relations internationales. La perspective constructiviste « emprunte une approche interprétative visant à comprendre les sens et significations que les agents sociaux confèrent aux phénomènes et à leurs environnements, puisque ces compréhensions sont partagées, et que celles-ci seraient à la source de leurs pratiques » (Hollis et Smith, 1990 : 91, cités dans Macleod et Bonditti, 2020 : 81). Pour ce faire, en adoptant la perspective constructiviste, la thèse ne cherche donc pas à mettre en évidence les relations causales entre discours populistes et cohésion de l'OTAN. Nous plutôt dans une démarche de compréhension desdits phénomènes.

Sur le plan ontologique, la théorie constructiviste défie les conceptions rationalistes de la nature et des actions humaines, et souligne au contraire la construction sociale des identités des acteurs, ainsi que l'importance de l'identité dans la constitution des intérêts et des actions (Battistella, 2015 : 314; Packer et Goicoechea, 2000; Aspers, 2015). Elle conçoit le monde des relations internationales comme un projet en construction continue et comme un processus en devenir plutôt qu'un état de fait (Adler, 2013). Le constructivisme va à l'encontre des néoréalistes, tels que Kenneth Waltz, qui n'ont pas été capables de prévoir les changements importants qu'a connus la politique mondiale avec la fin de la Guerre froide, parce qu'ils excluent le changement dans leur champ d'études. Cette théorie offre une perspective de changement par les agents.

En postulant que la réalité des relations internationales est socialement construite, la théorie constructiviste met de l'avant trois aspects de la politique mondiale (O'Meara, 2010 : 243) : (1) l'importance de prendre en compte les règles, des normes, des valeurs et des idéologies dans la pratique des relations internationales, (2) le processus de construction des identités sociales des acteurs (agents) de la politique mondiale est essentielle pour comprendre leurs intérêts et leurs actions et, (3) les façons dont les structures idéationnelles et les agents interagissent, se forment et s'influencent réciproquement, et ces différentes interactions sont caractérisées par la co-constitution de l'agence et de la structure. Les auteurs constructivistes, tels Finnemore (1996), Katzenstein

(1996) et Onuf (1998) résument ces trois postulats de l'ontologie de la théorie en les termes suivants.

Premièrement, la politique mondiale est déterminée par une structure cognitive composée des idées, croyances, normes, valeurs et institutions partagées de manière intersubjective par les acteurs, et ce, contrairement aux approches positivistes qui défendent une structure objective de rapports de force matériels. Deuxièmement, la structure idéelle que constituent les normes partagées contraignent et affectent non seulement les comportements des acteurs, mais permet de constituer les acteurs, de façonner leur identité et leurs intérêts à travers les interactions sociales. Troisièmement, les structures et les agents se co-constituent, car même s'il est vrai que les structures façonnent les intérêts et les identités des acteurs, celles-ci n'existent pour autant pas indépendamment des acteurs, mais peuvent au contraire être changées par ces derniers, dans la mesure où elles sont aussi issues des pratiques et discours des agents.

En mettant l'accent sur les variables idéelles, telles que les règles et les normes libérales, les constructivistes soutiennent que l'on ne serait pas en mesure de cerner toutes les facettes de l'OTAN, si on la perçoit uniquement sous une perspective matérialiste. Pour ce faire, il est pertinent de tenir compte de la dimension idéologique de l'Alliance et privilégier davantage ses différentes fonctions afin d'avoir une vision complète sur celle-ci. Selon cette théorie, ce sont ces facteurs idéologiques et sociaux qui ont permis à l'OTAN de survivre après avoir atteint son triple objectif, exprimé dans la formule de Lord Ismay, premier Secrétaire Général de 1952 à 1957, à savoir : « Keeping the Americans in, the Russians out and the German down » (OTAN, 1952). Pour comprendre les facteurs de survie de l'OTAN à la suite de la disparition du Pacte de Varsovie, le constructivisme examine attentivement les identités de l'Alliance, comment elles se sont construites et consolidées à travers le temps, et comment elles ont changé après la Guerre froide. Wendt (1999) est reconnu comme l'auteur qui a milité pour la prise en compte de l'identité comme facteur susceptible d'influencer les choix des acteurs sur leurs intérêts et leurs préférences.

Quels sont donc, selon les constructivistes, les facteurs qui ont maintenu la cohésion de l'OTAN en dépit de la disparition de la menace commune dans les années 1990?

## 2. Les valeurs cohésives

### a. Les normes communes de démocraties libérales comme identité collective des Alliés

Flockhart (2015:141) affirme que, pour cerner tous les aspects de l'OTAN, il est important de l'analyser au-delà de la perception des néoréalistes qui ont une conception matérialiste de l'institution. Il faut prendre en compte la dimension idéologique de l'Alliance ainsi que ces différentes fonctions. Wendt (1999: 224) développe davantage une telle vision en mettant l'accent sur l'identité en tant que principale influence constitutive sur les intérêts et les préférences. À cet égard, il distingue quatre catégories d'identité : l'identité personnelle corporative (*corporate identity*), l'identité de type (*type identity*), l'identité de rôle (*role identity*), l'identité collective (*collective identity*). Wendt affirme que les deux premières catégories sont liées à « ce qu'est l'agent », alors que les deux dernières se concentrent sur « ce que fait l'agent ». Dans la conception de Wendt, l'identité personnelle/corporative et l'identité de type sont des qualités essentialistes dites intrinsèques aux caractéristiques corporelles spécifiques de l'agent en question. L'identité de rôle et l'identité collective, quant à elles, sont relationnelles et constituées par l'interaction avec les autres.

Wendt (1999) explique que l'identité corporative renvoie aux éléments spécifiques de l'État comme entité sociale permettant de le distinguer des autres structures sociales, telles que les entreprises, les familles ou les tribus. L'identité de type réfère au régime politique d'un État, son mode de gouvernance, son système économique, en somme des éléments permettant d'identifier les caractéristiques propres à chaque État. Selon l'auteur, ces éléments distinctifs sont de nature sociale, dans la mesure où un État est démocratique ou autoritaire par rapport et aux yeux d'un autre qui l'est ou ne l'est pas lui-même. Concernant l'identité de rôle, Wendt (1999) fait allusion aux propriétés qui caractérisent les relations d'un État avec les autres États, qui le perçoivent, par exemple, comme une puissance hégémonique ou comme un État satellite. Quant à l'identité collective, il affirme qu'elle a trait à la distinction qui existe entre deux ou plusieurs États lorsque « *ego* ne considère plus *alter* comme autrui, mais comme une part de lui-même, et à l'égard de qui

il se comporte non plus de façon égoïste, mais altruiste ». Les trois dernières identités sont façonnées par les interactions entre un État et les autres États.

Selon Flockhart (2015 : 142), les quatre catégories d'identité apparaissent dans l'évolution et la survie de l'OTAN. Cependant, il n'est pas évident de savoir comment chacune d'entre elles se construit et se met en place. Ce qui est important à retenir est que toutes les identités sont constitutives d'intérêts et de préférences et, de ce fait, conditionnent l'action dans des domaines particuliers (Hopf, 1998 : 175). Pour comprendre ce qu'est l'OTAN et à quoi elle sert, les constructivistes ont examiné attentivement comment l'identité de l'Alliance a été construite, maintenue et parfois changée. Ils regardent aussi la façon dont l'identité a été observée dans la pratique. Flockhart (2015) déclare qu'au cours des quarante premières années de son existence, l'OTAN était considérée comme une alliance défensive. C'était son identité de type; son identité de rôle était, était exprimée à l'article 5 du Traité de l'Atlantique Nord. En en effet, l'article stipule que « les parties conviennent qu'une attaque armée contre l'une ou plusieurs d'entre elles survenant en Europe ou en Amérique du Nord sera considérée comme une attaque dirigée contre toutes les parties… » (OTAN, 1949c : art.5).

Les différentes dispositions de défense collective à l'Article 5 sont inscrites dans des concepts stratégiques[1] dont l'objectif était de fournir à l'Alliance une orientation stratégique et qui permettaient de prendre des décisions sur l'environnement sécuritaire de l'époque (Ringsmose et Rynning, 2011: 7). Tous les concepts stratégiques élaborés pendant la Guerre froide définissaient clairement l'OTAN comme une alliance défensive ayant pour rôle de protéger ses membres face à la menace évidente que représentait le Pacte de Varsovie. Flockhart (2015) indique que l'OTAN avait deux identités de type, car en plus de celle d'une Alliance défensive, l'auteur qualifie l'institution de forum de dialogue et de coopération entre alliés. De ce fait, si nous posons les questions suivantes : « Qu'est-ce que l'OTAN » et « À quoi sert l'OTAN », les réponses seraient très différentes. L'auteur défend une telle position, car l'article 2 du Traité précise que l'OTAN contribuerait à des

[1] Les concepts stratégiques sont des documents officiels qui décrivent la nature et les objectifs de l'OTAN ainsi que ses tâches de sécurité fondamentales. Ils identifient les éléments centraux du nouvel environnement de sécurité et les composantes de l'approche de l'Alliance en matière de sécurité, et ils fournissent des orientations pour l'adaptation des forces militaires de l'OTAN.

relations internationales pacifiques et amicales en renforçant un ordre international fondé sur des règles et en promouvant les principes sur lesquels repose cet ordre (OTAN, 1949c: art.2).

Flockhart qualifie cette deuxième identité de type d'«identité de Partenaire » ou d'identité secondaire de type, la primaire de type étant l'alliance de défense. Kupchan et Trubowitz (2007) remarquent que, bien que l'identité secondaire de type (l'identité de Partenaire) ait été moins clairement définie que l'identité primaire de type (l'identité Alliance de défense), les deux identités de types correspondaient à la grande stratégie américaine qui mettait l'accent sur la puissance et le partenariat. Selon ces auteurs, au début de l'histoire de l'OTAN, son identité de Partenaire était principalement visible de l'intérieur, dans la mesure où l'Alliance était un forum de dialogue et de coopération entre ses membres. Ces dialogues tournaient parfois autour des conditions d'adhésion des nouveaux membres. Cela s'est manifesté avec l'adhésion de la Grèce et de la Turquie en 1952, de l'Allemagne de l'Ouest en 1954 et de l'Espagne en 1982. Avec la détente entre l'Est et l'Ouest au début des années 1960 jusqu'à la fin des années 1970, l'OTAN a continué de développer son identité de partenaire. Le développement de cette identité s'est fait dans une approche plus coopérative de ses relations avec les membres du Pacte de Varsovie.

Les conclusions du Rapport Harmel[2] de 1967 sur les futures tâches de l'Alliance consolident cet argument. En effet le rapport souligne que « La voix de la paix et de la stabilité en Europe consiste notamment à utiliser l'Alliance dans un esprit constructif dans l'intérêt de la détente. La participation de l'URSS et des États-Unis sera nécessaire pour le règlement des problèmes politique en Europe ». Il convient de reconnaître que, tout au long de la Guerre froide, la dimension externe de « l'identité de Partenaire » a été secondaire par rapport à sa dimension interne. En raison de ce qui précède, l'on peut affirmer que la

[2] Le rapport du Conseil de 1967 sur les futures tâches de l'Alliance, également connu sous le nom de « Rapport Harmel » (du nom du ministre belge des Affaires étrangères qui a été à l'origine), est un document majeur dans l'histoire de l'OTAN. Il réaffirme les principes de base de l'Alliance et introduit véritablement la notion de dissuasion et de détente, préparant le terrain pour les premiers pas de l'OTAN vers une approche plus coopérative des questions de sécurité, qui allait voir le jour en 1991.

primauté a toujours été accordée à l'identité « d'alliance de défense » compte tenu du contexte de Guerre froide qui prévalait. L'identité de partenaire de l'Alliance, c'est-à-dire celle qui privilégiait la coopération avec l' « Autre » n'était que secondaire. La priorité était accordée à la dimension militaire de l'OTAN, à savoir une alliance de défense collective en raison de l'existence de la menace. Au regard de l'analyse des deux identités de types, l'on peut soutenir que l'Alliance se résumait en un ensemble de risques et de fardeaux partagés qui servait non seulement les intérêts de ses membres, mais aussi leur fournissait une défense contre une menace militaire.

Flockhart (2015) estime qu'il existe aussi deux identités de rôle connexe qui impliquaient les relations aussi bien avec les alliés qu'avec les ennemis. L'identité primaire de rôle étant la défense collective des membres conformément à l'article 5 du Traité de Washington, l'identité secondaire de rôle reste le rapport d'adversité avec les autres États. Pour Flockhart (2015 : 146), même si l'OTAN a mis en avant l'identité de type et de rôle, la principale force de l'Alliance au cours de la Guerre froide fut l'identité de corporative et l'identité collective qui ont défini « l'Autre » menaçant et visible. En somme, l'auteur affirme que l'OTAN a résisté parce que les alliés ont accepté volontairement leur statut de membre du « Groupe social ». À travers le statut de membre nait un fort sentiment d'appartenance dans un monde profondément divisé en différentes sphères et/ou le refus d'appartenir au groupe social (qu'est l'OTAN) peut engendrer des effets néfastes, non seulement sur l'identité des États membres, mais aussi sur leur dispositif de défense.

La fin de la Guerre froide a plongé l'Alliance dans une profonde crise identitaire, car les identités corporative et collective de l'OTAN avaient fondamentalement changé. Ce changement représentait un tournant critique qui a affecté la structure idéationnelle existante. L'OTAN était dans une période d'incohérence cognitive, et l'on s'inquiétait pour sa survie (Flockhart 2015 : 146-147). La dislocation du Pacte de Varsovie a nécessité non seulement un rééquilibrage dans la répartition des capacités matérielles, mais aussi a représenté un changement majeur dans la structure de la puissance du système international, une structure principalement constituée de facteurs matériels selon les néoréalistes. Selon les constructivistes, le rééquilibrage ne concernait pas uniquement les

aspects matériels (puissance, commerce, richesse), car, suivant une vision idéelle de la structure, l'URSS ne pouvait plus être perçue comme l'ennemi menaçant. Les anciens États communistes d'Europe centrale et orientale ont été reconstitués en amis. La fin de la Guerre froide sous-entendait que les identités de corps et collectives ainsi que les identités de défense et de rôle de l'OTAN ont été fondamentalement altérées. Suivant une perspective constructiviste, ces différents changements ont constitué un moment critique (*critical juncture*) ayant transformé l'aspect idéologique de la structure du système international, et mis l'Alliance dans une période d'incertitude quant à sa survie.

Le Sommet de Londres de juin 1990 a été un tournant dans les relations Est-Ouest dans la mesure où il a été question du devenir de l'Alliance et les débats entre les chefs d'États et de gouvernements ont tourné autour des deux identités de types. L'identité secondaire de type (l'identité de partenaire) est devenue l'identité principale, tandis que l'identité primaire de type (l'identité de la défense) a été mise en arrière-plan. La déclaration du Sommet justifie la nouvelle orientation donnée par les Alliés :

> Cette Alliance doit s'adapter et elle s'adaptera. Notre Alliance doit être encore plus un agent de changement. Elle peut aider à construire les structures d'un continent plus uni, en soutenant la sécurité et la stabilité grâce à la force de notre foi commune en la démocratie, les droits de l'individu et le règlement pacifique des différends. Nous réaffirmons que la sécurité et la stabilité ne résident pas uniquement dans la dimension militaire (OTAN, 1990 : Articles 1 et 2).

Dans son allocution d'ouverture au Sommet de Londres de 1990, le Secrétaire général Manfred Wörner déclarait :

> Le Sommet de Londres a montré que la nouvelle Allemagne s'intégrerait à une Alliance neuve et transformée; une Alliance qui souhaite la coopération et non la confrontation, et qui tend une main amicale à l'Union soviétique et à toutes les autres nations de l'Europe du Centre et de l'Est. (OTAN, 1990b).

Ces différentes déclarations montrent que l'Alliance s'est inscrite désormais dans une dynamique de reconstruction de la menace d'hier pour en faire un ami et mettre en place les bases d'une paix durable. Ce processus de reconstruction répond aux hypothèses constructivistes selon lesquelles la signification que les acteurs confèrent aux données matérielles est plus importante que les données elles-mêmes, dans la mesure où la matière ne détermine un objet social que par l'intermédiaire de l'idée que les humains s'en font :

« Un fusil dans la main d'un ami n'est pas la même chose qu'un fusil dans la main d'un ennemi; l'inimité est une relation sociale, non pas matérielle » (Wendt, 1995). Le Sommet a jeté les fondements d'une OTAN nouvelle et modernisée, car l'année suivante, les Alliés ont créé le Conseil de coopération Nord-atlantique (CCNA) pour établir un forum de dialogue et de coopération avec les anciens pays membres du Pacte de Varsovie. Ce forum, qui avait un caractère novateur dans la mesure où il permettait une consultation et une coopération politique multinationales, et un renforcement de la confiance entre l'OTAN et ces pays, constituait une parfaite manifestation d'une « main amicale » tendue.

Dans le même ordre d'idées, le Partenariat Pour la Paix (PPP) a vu le jour à partir de 1994 pour permettre une coopération pratique bilatérale avec des partenaires euroatlantiques. Fondé sur un attachement aux principes démocratiques, le PPP vise à renforcer la stabilité, à réduire les menaces pesant sur la paix, à consolider les relations de sécurité qui unissent les Alliés et les pays de la zone euro atlantique qui ne sont pas membres de l'OTAN. Depuis lors, l'OTAN possède un réseau flexible de partenariats avec les pays non membres dont l'objectif est de projeter la stabilité grâce à la coopération multilatérale et d'adopter une vision large de la sécurité. Cette vague importante de partenariats tissés en vue de promouvoir la paix et la stabilité illustre clairement que l'Alliance s'est inscrite dans une dimension autre que « l'Alliance de défense » dans l'après-guerre froide, en faisant prévaloir son identité de partenariat.

L'identité de partenariat a favorisé également l'élargissement de l'OTAN et la porte ouverte. La politique de la « porte ouverte » de l'Alliance s'appuie sur l'Article 10 du Traité fondateur qui stipule que :

> « Les parties peuvent, par accord unanime, inviter à accéder au Traité tout autre État européen susceptible de favoriser le développement des principes du présent Traité et de contribuer à la sécurité de la région de l'Atlantique Nord. Tout État ainsi invité peut devenir partie au Traité en déposant son instrument d'accession auprès du gouvernement des États-Unis d'Amérique. Celui-ci informera chacune des parties du dépôt de chaque instrument d'accession ».

En reformulant sa perception de la menace en une menace multidimensionnelle et multidirectionnelle, l'OTAN a tout de même gardé un rôle militaire important pour faire face aux nouveaux défis dans un nouvel environnement de sécurité. Elle a pris l'initiative

d'élargir l'éventail des défis de sécurité pour y inclure la résolution et la gestion des conflits « hors zone », les rivalités ethniques et les différends territoriaux susceptibles de déboucher sur les conflits armés. L'extension rapide des guerres dans l'ex-Yougoslavie au début des années 1990 fut l'élément déclencheur de la première mission de l'Alliance en dehors de son territoire. Ce fut le premier test de la capacité de l'OTAN à planifier et à conduire des opérations multinationales et à déployer et à utiliser des forces dans un environnement géographique peu familier, et dans les circonstances opérationnelles évolutives. En moins d'un an, l'OTAN s'était profondément impliquée dans trois importantes opérations dans la même région (*Maritime Monitor*[3]*, Maritime Guard*[4]*, et Sharp Guard*[5]), sur la base de mandats successifs de l'ONU, dans les premières tentatives de la communauté internationale pour endiguer le conflit de la Bosnie qui s'élargissait.

Ces premières opérations d'envergure après la Guerre froide ont donné non seulement une nouvelle légitimité à l'Alliance, mais elles ont démontré aussi que les Européens ne pouvaient plus se passer de l'appui américain pour régler les crises sur le Vieux Continent. Autrement dit, le déséquilibre de puissance qui a existé tout au long de la Guerre froide au détriment des Européens s'est encore aggravé, et ces derniers, débarrassés de la menace soviétique, mais non des crises européennes, n'ont encore gagné leur indépendance militaire (Guéhenno, 2000 : 106). Aux yeux des États-Unis, les débuts de la guerre dans les Balkans a démontré que, laissée face à ses responsabilités, l'Europe était incapable d'assumer seule sa sécurité. À travers l'OTAN, ce furent les États-Unis, par

[3] *Maritime Monitor* fut une opération de l'OTAN pendant la guerre de Bosnie dont l'objectif était de veiller au respect des sanctions imposées à l'ex-Yougoslavie en vertu des différentes résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies. L'opération a débuté en juillet 1992 et s'est poursuivie jusqu'en novembre 1992. Sous le contrôle maritime, des navires de l'OTAN, la force navale permanente de l'Alliance dans la Méditerranée et de l'Atlantique patrouillaient dans les eaux internationales au large des côtes du Monténégro.

[4] *Maritime Guard* était un blocus de l'OTAN dans les eaux internationales de la mer Adriatique de l'ex-Yougoslavie. L'opération a commencé en novembre 1992 et faisait suite à l'opération de surveillance maritime de l'Alliance et soutenait les décisions du Conseil de sécurité qui appelait les États à appliquer les embargos sur le pays. Elle autorisait l'OTAN à utiliser la force et prévoyait l'arrêt, l'inspection et le détournement des navires à destination du pays.

[5] *Sharp Guard* était également un blocus naval conjoint dans la mer Adriatique par l'OTAN et l'Union de l'Europe occidentale (UEO) sur les expéditions vers l'ex-Yougoslavie. Débutée en 1993, a remplacé les blocus navals de l'opération *Maritime Guard* et *Sharp Fence* (de l'UEO) sous une seule chaîne de commandement et de contrôle. En bloquant les expéditions vers l'ex-Yougoslavie, le but était de faire appliquer les sanctions économiques, l'embargos d'armes et de matériel militaire contre le pays.

le biais des Accords de Dayton, qui en décembre 1995, imposa la paix en Bosnie-Herzégovine (Hamdouni, 2005).

En dépit des ambiguïtés du concept stratégique de Rome de 1991 qui a défini les tâches fondamentales de l'Alliance, celui-ci a tout de même laissé transparaître l'identité d'alliance de rôle ou d'alliance de gestion de crise. Depuis ses premières interventions dans les Balkans, l'OTAN n'a fait qu'accroître le rythme et la diversité de ses opérations au point de devenir un acteur de premier plan de la paix et de la sécurité sur la scène internationale; ce nouveau rôle a probablement contribué à la survie de l'Alliance après la disparition de la menace. En parallèle, l'OTAN a construit son identité collective qui garantit sa cohésion interne et reste de ce fait la plus importante, car elle attribue à l'Alliance le rôle d'agent de socialisation de normes et valeurs démocratiques. Rappelons que la Guerre froide est un conflit idéologique entre les États-Unis et l'URSS. D'un côté, une démocratie libérale, défendant la liberté des peuples et leurs civilisations, « les principes démocratiques, les libertés individuelles et le règne du droit », qui constituent les fondements de l'OTAN, et de l'autre, un régime communiste fondé sur la collectivisation.

En raison de ce qui précède, nous sommes en droit d'affirmer que ce qui unit, renforce, solidifie et maintient les Alliés ensemble, ce sont les valeurs démocratiques libérales. Ces valeurs qui forment l'identité collective de l'Alliance créent par la même occasion un fort sentiment d'appartenance à un « Groupe social » de solidarité entre les États membres. L'OTAN n'est pas seulement une alliance militaire unie par le sens d'une menace externe commune, mais aussi et surtout une communauté de normes et de valeurs libérales démocratiques (Sjursen 2004 : 687).

Les travaux de Risse se concentrent sur les normes qui régissent les processus décisionnels démocratiques et établissent la résolution pacifique des conflits, axées sur le compromis, l'égalité des citoyens, la règle de la majorité, les droits des minorités et l'acceptation de la diversité d'opinions (Risse, 2016 : 83). Pour l'auteur, ces normes sont fermement ancrées dans la culture politique des États libéraux membres de l'Alliance et façonnent l'identité des acteurs politiques à travers des processus de socialisation, de communication, d'apprentissage et de diffusion des normes. L'idée de faire de l'OTAN

une organisation de sécurité regroupant toutes les démocraties qui partagent les mêmes valeurs en vue de donner un nouvel élan aux liens qui unissent les alliés est restée la principale mission de l'Alliance (Irondelle et Lachmann, 2011). Les démocraties ne se font pas la guerre, car elles se perçoivent mutuellement comme étant pacifiques en raison des normes démocratiques régissant leurs processus décisionnels nationaux. Cette assertion découle de la théorie de la paix démocratique, laquelle, selon Levy (1988 : 659; 1994; 1998) serait « ce qui approche le plus d'une loi empirique dans le champ des Relations internationales ».

La thèse principale est que deux États démocratiques en conflit privilégieront une résolution pacifique des différends, c'est-à-dire la négociation et le compromis plutôt que l'usage de la force militaire (Russett et Oneal, 2001; Doyle; 2005 : 463; Lebow, 2000). Suivant cette théorie, la conception de la démocratie se confond au libéralisme politique. C'est pourquoi on utilise indifféremment les expressions « paix démocratique » et « paix libérale ». La démocratie se définit comme un régime politique où les acteurs politiques sont élus au suffrage et représentent les intérêts des citoyens (Dalton, Sin et Jou, 2007 : 143). Le pluralisme politique est institutionnalisé à travers l'existence de différents partis politiques. La thèse de la paix démocratique se fonde sur deux principaux arguments. Premièrement, les arguments structuro-institutionnels défendent que deux démocraties ne se font pas la guerre en raison des contraintes institutionnelles imposées aux processus de décision politique dans les démocraties qui limitent l'usage de la force dans la résolution des conflits internationaux (Macleod et Bonditti, 2019 : 375). Le peuple portant le coût social des conflits armés, il sera enclin à privilégier des processus de résolution pacifique. De plus, dans des États démocratiques, les acteurs politiques redevables de leurs actions devant l'électorat, pour ce faire, ceux-ci doivent composer avec le coût politique de leurs décisions.

Deuxièmement, les arguments culturels et normatifs connus sous le nom de théorie « dyadique » de la paix démocratique (puisqu'elle implique une dyade de deux États), soutiennent que, puisque la résolution de conflit dans une société démocratique se fait par la négociation en vue d'un compromis, « les États démocratiques entre eux auront tendance à reproduire ce type de processus » (Ibid : 375). Cependant, il est important de noter le

caractère belliqueux des démocraties envers les États non démocratiques. Les États membres de l'OTAN, au nom des valeurs communes de démocratie libérale, définissent leurs identités collectives par rapport aux autres (Deutsch *et al.*,1957). Autrement dit, ces identités caractérisent non seulement qui « Nous sommes », mais elles délimitent aussi les frontières avec les « Autres ». Elles prescrivent alors des normes de comportement appropriées envers ceux perçus comme faisant partie du « nous » aussi bien envers « l'Autre » (Ibid : 84).

Risse (2016) distingue les identités collectives selon deux dimensions. D'une part, la distinction faite entre « nous » et « eux » ou « dans le groupe-hors du groupe », et d'autre part, le degré d'engagement des membres à assurer leur appartenance ou loyauté au groupe. Les membres d'une communauté libérale de sécurité s'engagent dans des constructions identitaires suivant la distinction « soit-autre » qui est fonction des normes et valeurs que ceux-ci ont en commun. Pour être éligibles comme membre de la communauté de sécurité, les États doivent accepter et suivre le processus d'apprentissage et de socialisation des normes démocratiques. Par exemple, la politique étrangère des États-Unis est basée sur la construction identitaire faite entre « nous-eux », pour distinguer les États qui refusent le processus de démocratisation.

Une telle distinction explique pourquoi les États non démocratiques sont considérés comme « des empires du mal » et les dirigeants autocratiques souvent diabolisés. O'Meara et Sobhee (2004 : 100) repensent la notion d'identité collective et la sécurité en termes de processus de construction. Pour ce faire, la notion d'identité reste fondamentalement liée à la notion d'altérité, avec la construction de « l'autre » en tant qu'entité distincte de « soi-même ». Les États membres de l'OTAN représentent cette différence de façon rhétorique comme une menace contre les valeurs fondamentales de l'Alliance. La différence ainsi évoquée entre les États non démocratiques ou autocratiques est perçue comme remettant en question la survie de l'OTAN, aussi bien au sein de l'alliance qu'à l'extérieur. Pour les auteurs, un discours sur la différence sécurisée s'intègre dans l'imaginaire sécuritaire des États membres, défini comme « une construction de significations et de relations sociales bien établies à partir desquelles est créée une représentation du monde des relations sociales ».

Les démocraties libérales font une construction identitaire « sacrée » et invitent d'autres régimes à se convertir, c'est-à-dire devenir aussi des démocraties libérales. C'est sur la base d'une telle logique que des comparaisons ont été faites avec le régime de Saddam Hussein, ce qui a justifié l'invasion américaine de mars 2003. Dans la même logique que nous avons décrit Oussama Ben Laden comme un « mal personnifié » et aussi fait référence à l'intervention de l'OTAN en Libye en mars 2011 pour combattre un régime qualifié de « dictatorial ». C'est pourquoi, dans sa reconstruction de la menace soviétique en amis, l'OTAN a étendu ses critères d'adhésion à plusieurs de ces anciens pays du Pacte de Varsovie, avec des conditions de réforme politique, économique et sociétale pour chacun des candidats. Autrement dit, l'élargissement à ces nouveaux membres est un moyen d'expansion des valeurs libérales qui ont toujours caractérisé l'Alliance (Barany et Rauchhaus, 2011 : 292-293).

Schimmelfennig (2014: 100) affirme que, si l'OTAN est encore en vie, c'est que les États membres ont des valeurs politiques communes qui reposent sur des valeurs libérales. Celles-ci ont été réaffirmées et ont acquis une légitimité internationale à la fin de la Guerre froide. L'Alliance représente une communauté de sécurité pluraliste institutionnalisée de démocraties libérales et les États membres y développent une identité collective facilitant la création d'institutions de coopération. Ces institutions sont caractérisées par des normes démocratiques et des règles décisionnelles que les Alliés ont tendance à externaliser dans leurs interactions. Pour l'auteur, la diffusion de ces normes et règles renforce le sens de la communauté et l'identité collective des États. L'OTAN illustre les modèles d'interaction et les identités collectives communes pour la sécurité qui distinguent les alliances démocratiques des autres relations de sécurité.

### b. L'interdépendance économique dans la communauté transatlantique

L'OTAN a toujours accordé une place de choix à la coopération économique. La déclaration du Président des États-Unis, Harry Truman, lors de la signature du traité instituant l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord, le 4 avril 1949, témoigne de l'intérêt que les Alliés consacrent aux relations économiques. Il affirme ceci : « Il existe, entre les nations représentées ici, des liens déjà fort anciens. Nous sommes liés par un héritage commun de démocratie, de liberté individuelle, et par le règne du Droit. Ce sont là des liens d'un mode de vie pacifique. Par ce Traité, nous ne faisons que les reconnaître officiellement ». Il poursuit en disant que « Nous sommes unis dans un vaste effort de coopération économique pour établir un monde de ce genre ». L'article 2 du Traité de Washington stipule que les États membres « s'efforceront d'éliminer toute opposition dans leurs politiques économiques internationales et encourageront la collaboration économique entre chacune d'entre elles ou entre toutes » (Luxembourg Center for Contemporary and Digital History, 2013). Ces déclarations permettent de comprendre que le destin de l'Alliance n'est pas lié aux tensions spécifiques sur le plan de la sécurité qui ont présidé à sa création, mais encouragent les Alliés à l'économie de marché. Autrement dit, l'OTAN met l'accent sur le libre-échange, l'ouverture des frontières et la suppression des tarifs douaniers en vue de favoriser l'interdépendance économique entre les États membres.

Selon Macleod et Bonditti (2019 : 293), l'interdépendance fait référence à une relation de dépendance mutuelle entre plusieurs États. L'interdépendance économique à l'OTAN découle de la densité des interactions et des volumes d'échanges commerciaux entre les États membres et leurs effets sur le comportement de ceux-ci. L'idée d'interdépendance économique à l'OTAN sous-entend que les démocraties sont particulièrement susceptibles de s'allier parce qu'elles ont des niveaux d'échanges commerciaux plus élevés les unes avec les autres (Lai et Reiter, 2000 : 202). Selon les auteurs, l'interdépendance économique reste un facteur crucial de pacification des relations et aussi un moyen d'éviter la guerre à travers la coopération entre les États membres. Ils poursuivent que les démocraties ont des niveaux plus élevés d'interdépendance économique parce que les sociétés et les marchés sont encadrés par des institutions politiques fiables qui offrent des environnements attrayants et propices pour les

investissements nationaux et les multinationales. Les régimes démocratiques respectent l'État de droit et les droits de propriété qui favorisent un environnement économique stable. En raison de l'interdépendance économique entre les Alliés, les gouvernements démocratiques sont soucieux de protéger leurs partenaires commerciaux.

Robertson (1999 : 863) affirme que « sécurité et interdépendance sont intimement liées ». Selon l'auteur, l'interdépendance économique contribue à bâtir la prospérité et la confiance entre les alliés qui commençaient à peine à se relever après plusieurs années de guerre. Autrement dit, l'interdépendance favorise le développement de la sécurité et garantit la stabilité. Notons que l'idée des États membres de l'OTAN d'éliminer tout obstacle dans leurs politiques économiques internationales remonte au concept de « doux commerce » de Montesquieu (Larrère, 2014: 22) qui établit une relation entre paix et commerce : « Le commerce guérit des préjugés destructeurs et c'est presque une règle générale que, partout où il y a des mœurs douces, il y a du commerce; et que, partout où il y a du commerce, il y a des mœurs douces ». Selon Larrère (2014), « l'effet naturel du commerce est de porter à la paix » et d'unir les nations. Son raisonnement repose sur l'idée selon laquelle la multiplication des échanges et des voyages rapprocherait les sociétés et les États, favorisant ainsi la tolérance envers l'altérité.

Le Traité de Washington s'est inspiré de ce paradigme de « doux commerce » tout en mettant en avant le principe du libre-échange, d'économie de marché en vue d'éliminer les facteurs de conflits susceptibles de se produire entre les Alliés. Milloy (2006 : 3-6) soutient que le Traité a été l'expression claire de la recherche par l'Occident d'une sécurité militaire après le début de la Guerre froide. Cependant, l'auteur reconnait que la sécurité par le biais d'une alliance militaire traditionnelle n'était pas le seul objectif des dirigeants occidentaux. Selon lui, la lutte contre les ennemis de l'intérieur était tout aussi prioritaire. Par exemple, dans certains pays, comme la France et l'Italie, l'existence des mouvements communistes importants représentait un danger immédiat à la survie de l'Alliance. Même dans les pays où il n'avait pas de partis communistes importants, les graves difficultés économiques portaient en elles les germes de la désintégration politique.

Selon Milloy (2006), les États-Unis et le Canada, bien que relativement épargnés par la guerre, ont compris le danger d'une Europe occidentale politiquement instable et appauvrie. Pour ce faire, il est apparu que la sécurité économique, politique et psychologique était nécessaire pour contrer l'attrait du communisme. Ces sentiments ont été exprimés dans le Traité par le biais de son deuxième article qui mentionne que :

> Les parties contribueront au développement de relations internationales pacifiques et amicales en renforçant leurs libres institutions, en assurant une meilleure compréhension des principes sur lesquels ces institutions sont fondées et en développant les conditions propres à assurer la stabilité et le bien-être. Elles s'efforceront d'éliminer toute opposition dans leurs politiques économiques internationales et encourageront la collaboration économique entre chacune d'entre elles ou entre toutes.

Cet article représente la conviction que, pour que l'alliance survive, elle devait célébrer et renforcer la relation spéciale qui existait entre les pays de la zone en raison de leurs croyances, idéaux et traditions communs. Milloy rappelle que la plupart des rédacteurs du Traité ne considéraient pas initialement l'article 2 comme une caractéristique essentielle. L'auteur affirme que l'article a fait l'objet d'une opposition considérable de la part de ceux qui pensaient qu'il pourrait faire double emploi ou interférer avec les efforts d'unification de l'Occident par le biais d'autres organisations. Selon lui, il a finalement été inclus grâce aux efforts des négociateurs canadiens, qui ont insisté pour en faire l'une de leurs conditions principales d'adhésion au Traité.

L'économie libérale, caractérisée par la mondialisation que prône l'ensemble des États membres de l'OTAN, vise à rapprocher les sociétés de la communauté atlantique, à augmenter la demande des consommateurs, à encourager l'investissement et la croissance, et aide à faire un monde sûr pour la démocratie. Fontanel (2014 : 59) affirme que le commerce international favorise la démocratie libérale et donc la paix. Selon lui, l'économie du marché réduit non seulement les facteurs de conflits, mais joue aussi un rôle important dans le maintien de la sécurité dans une alliance. Les relations commerciales rendent dépendants les consommateurs et les dirigeants d'entreprise, acteurs qui souhaitent dès lors éviter la guerre. Fontanel continue en disant que « les accords d'intégration économique entre États conduisent à l'amélioration du commerce international « interne » et renforcent les relations de coopération politique ». Le principe de l'économie libérale

favorise une production industrielle impliquant les échanges commerciaux entre les Alliés, ce qui rend les guerres trop coûteuses pour toutes les parties au regard des avantages acquis, et permet à la communauté transatlantique de s'inscrire durablement dans la paix libérale.

Mousseau (2019 : 160-162) renforce notre argumentaire. Il commence par répondre à Allison (2017 : 11) qui voit en la montée de la Chine un « piège de Thcydide », en référence à l'affirmation de l'ancien Grec selon laquelle la peur de Sparte face à la puissance croissante d'Athènes a conduit à la guerre du Péloponnèse. Mousseau soutient qu'il n'y a pas de piège de Thucydide dans la politique internationale, mais qu'au contraire, le monde évolue rapidement vers une paix permanente. L'auteur s'appuie sur la théorie des normes économiques pour montrer que ce qui apparaît parfois comme piège de Thucidide peut au contraire être fonction de facteurs strictement internes aux États et que ces facteurs varient d'un État à un autre. Selon lui, les dirigeants des États dotés d'une économie de marché avancée ont tout intérêt à ce que le principe de l'autodétermination soit appliqué à tous les États, grands et petits, car il constitue le fondement d'un marché mondial robuste.

Pour Mousseau, la guerre entre ces États, et même les préparatifs de guerre, n'est pas possible, car ils forment une alliance naturelle pour préserver et protéger l'ordre mondial. En revanche, les dirigeants des États, dont l'économie, peu développée ou faible, ne s'intéressent guère au marché mondial; ils cherchent à s'enrichir non par le commerce, mais par des guerres d'expansion et des demandes de tribut. Selon l'auteur, pour ces États, la puissance est synonyme de menace et ils ont donc tendance à s'opposer à la puissance de tous les États. Craignant les États plus puissants, les puissances mineures dont l'économie est faible ont tendance, pour des raisons de sécurité, à se rallier aux puissances relativement bienveillantes axées sur le marché (Mousseau : 161). L'auteur déclare que cette hiérarchie libérale mondiale soutient involontairement, mais systématiquement, l'adoption par les États des normes et valeurs du marché qui, si elle n'est pas interrompue, est susceptible d'aboutir à une paix mondiale permanente.

Son argument remet ainsi en question l'affirmation néo-réaliste selon laquelle les grandes puissances sont engagées dans une compétition intemporelle pour le leadership

mondial, car l'hégémonie ne peut exister parmi les grandes puissances dont les marchés sont faibles.

Meunier (2009 : 87) abonde dans le même sens et affirme que les relations entre l'interdépendance économique et la guerre montrent que le commerce est un frein à la guerre ou que les alliances sécuritaires déterminent les flux de relations commerciales. L'auteur met l'accent sur l'hypothèse de la « primauté de l'économique », inspirée des théories libérales qui ont développé l'argument de la « paix commerciale ». L'idée défendue par les libéraux est que l'interdépendance économique crée des intérêts établis qui empêchent les conflits politiques. La théorie affirme la primauté de l'économique sur le politique et soutient que le commerce encourage la paix. Selon Meunier, la « paix commerciale » s'obtient à travers trois mécanismes. Premièrement, l'interdépendance économique rend les conflits armés obsolètes, dans la mesure où elle les remplace par la course à l'acquisition des ressources nécessaires à la croissance et à la sécurité. Deuxièmement, les acteurs qui bénéficient des activités commerciales tentent d'empêcher leur pays de s'engager dans un conflit, en influençant les dirigeants par des moyens démocratiques, comme les élections et le lobbying. « Troisièmement, les liens transnationaux obtenus grâce au commerce et à l'investissement étrangers réduisent la probabilité de conflit en accroissant la compréhension mutuelle entre les sociétés » (Ibid : 94). En somme, ces arguments libéraux soutiennent que, si les tensions politiques ont des effets néfastes sur l'économie, les acteurs économiques exercent des pressions sur les acteurs politiques afin que celles-ci s'atténuent et que leurs effets économiques soient amortis.

Gartzke et Boehmer (2001: 400) soutiennent que l'interdépendance économique favorise la paix et la coopération entre les nations à travers deux arguments. Premièrement, l'augmentation du volume des échanges commerciaux instaure l'interdépendance économique, qui favorise à son tour la pacification des rapports entre les Alliés. En augmentant le coût de la guerre, le commerce la rend irrationnelle et donc moins probable. La prospérité des pays membres de l'Alliance dépendant en grande partie des échanges commerciaux dans la zone transatlantique minerait leur propre prospérité s'ils entraient en guerre. Montesquieu explique l'effet pacificateur du doux commerce à travers un tel

argument (cité dans Berns, 2019: 174). Deuxièmement, l'interdépendance encourage la circulation d'informations crédibles sur les comportements des États, et cela crée la confiance entre les acteurs tout en éliminant ou inhibant les comportements conflictuels. Macleod et Bonditti (2019) portent leur réflexion sur le resserrement des liens économiques et l'approfondissement de l'intégration mondiale.

Au sein de l'OTAN, ces liens économiques s'observent par l'existence d'interactions et leurs effets, à travers l'intégration qui se repose sur la présence de liens de solidarité et sur l'existence et l'application effective des normes communes libérales dans la communauté transatlantique. Les États membres sont liés par leurs actions, ce qui favorise le processus d'intégration politique par le principe de l'effet de débordement (*Spillover Effect*). Cooper (cité dans Macleod et Bonditti, 2019 : 294) affirme qu'en matière d'économie, l'interdépendance repose sur « une sensibilité des transactions économiques entre nations ou plus aux développements internes de ces mêmes nations », lorsque l'intégration décrit la composition d'un marché mondial structuré par des règles communes et au sein duquel « les prix des mêmes biens tendent facilement et rapidement vers l'égalité ». Russett et Oneal (2001) évoquent la notion de la paix triangulaire entre les nations en établissant une relation entre l'interdépendance économique, la démocratie et les institutions internationales, notamment les alliances, réduisant ainsi la probabilité des conflits militaires interétatiques.

Les auteurs s'appuient sur les travaux de « Projet de paix perpétuelle » d'Immanuel Kant (1796, dans Percharman, 2002) pour analyser les effets des variables identifiées par ce dernier sur la paix, à savoir la démocratie, l'interdépendance économique et l'appartenance à une institution internationale. Selon eux, ces variables sont interreliées, c'est-à-dire que chacune d'entre elles permet de produire les conditions de la création des deux autres. Leur analyse permet de confirmer que les États qui entretiennent des relations d'interdépendance économique tendent à éviter de se battre avec leurs partenaires commerciaux. Ceux-ci affirment que les trois variables produisent un effet systémique, dans la mesure où, plus les trois critères sont présents, plus ils sont corrélés avec l'absence de la guerre. Dans le cadre de l'OTAN, nous sommes en droit de soutenir que les trois critères sont réunis, c'est-à-dire une Alliance des démocraties, l'appartenance des pays à

l'institution commune qu'est l'OTAN et l'existence de liens solides économiques qui justifient sa longévité et sa continuité.

Russett et Oneal se basent sur les approches libérales et constructivistes pour étayer leur thèse. Ils soutiennent, par exemple, suivant les hypothèses libérales, que le libre-échange, l'investissement direct étranger et l'interdépendance économique peuvent favoriser la paix entre les États en créant un intérêt commercial conjoint qui serait détruit par la guerre. Les institutions internationales ou les alliances internationales peuvent contribuer à la paix en sanctionnant les États membres qui contreviennent aux normes, en proposant des médiations entre les parties, en diminuant les coûts de transactions et en diminuant les incertitudes grâce à la circulation des informations. Parmi ses trois variables, la présence de la démocratie reste une condition *sine qua non*, car elle favorise la production des deux autres. Rappelons que les démocraties sont favorables au libre-échange et suscitent l'interdépendance économique, et restent plus pacifiques dans leurs relations diplomatiques avec les autres démocraties. Si un État membre de l'alliance ou de l'institution internationale ne respecte pas les normes d'ouverture de marché, ce dernier peut être sanctionné.

Russett et Oneal poursuivent en disant que les États qui ont une économie forte jouissant de la prospérité et connaissant la croissance économique sont peu enclins à se combattre. Selon les auteurs, leurs populations seront probablement satisfaites du *statu quo* économique et politique, et, comme les auteurs libéraux l'ont souligné, les conflits armés sont incompatibles avec les relations financières et commerciales. En somme, ils confirment l'existence de relations solides et cohérentes qui attestent que l'interdépendance économique, à l'instar des alliances et des normes démocratiques, réduit considérablement le risque que les États entrent en conflit. La démocratie et le libre-échange renforcent non seulement les libertés individuelles et la prospérité, mais aussi inhibent les facteurs de conflits. Du point de vue constructiviste, les trois facteurs permettent le développement d'une communauté de sécurité transatlantique avec un sens partagé de l'identité servant à « modifier les perceptions et les préférences, favoriser la dispersion de normes et le développement de valeurs communes » (Paquin, 2013 :111).

Retenons que la variable économique reste importante dans l'analyse des relations transatlantiques dans la mesure où l'aide économique fournie à l'Europe par les États-Unis sous la forme du Plan Marshall a joué un rôle prépondérant dans le rétablissement de l'économie européenne de l'après-guerre. Le Plan a jeté l'un des premiers fondements de la coopération économique entre les deux rives de l'Atlantique (Bayley, 2014). La clé de voûte de l'Alliance reste donc un système politique démocratique fonctionnel, basé sur l'économie de marché, et un traitement équitable des minorités au sein de leurs populations. La politique économique libérale mise en place par les États membres a été un catalyseur du phénomène de la mondialisation visant l'ouverture des frontières et le libre-échange dans les transactions commerciales, dans le flux migratoire, et dans la circulation des biens et des personnes.

Le rapport de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN (AP-OTAN) à la célébration du 65$^{e}$ anniversaire de l'Alliance confirme l'importance de l'interdépendance économique entre les Alliés. Par exemple, Bayley (2014: 1) affirme que « Parallèlement au renforcement de la sécurité transatlantique par le biais de l'OTAN, il nous faut également consolider nos liens économiques. Des accords ambitieux sur le commerce et les investissements entre l'Union européenne et les États-Unis, ainsi qu'entre l'Union européenne et le Canada vont venir relancer notre compétitivité, générer de la croissance et nous donner des moyens supplémentaires d'établir des normes internationales pour l'économie mondiale ». Il poursuit en disant que le lien transatlantique reste le socle de la liberté, de la prospérité et du mode de vie des alliés. Pour ce faire, il est primordial de continuer à investir dans celui-ci, aux plans politique, militaire et financier. La fin de la Guerre froide n'a pas anéanti la raison d'être de l'organisation en tant qu'alliance défensive des démocraties libérales partageant des conceptions identiques.

Aujourd'hui, au regard du volume d'échanges et d'investissements transatlantiques, on est en droit d'affirmer que la solidité et la vitalité du lien transatlantique sont particulièrement frappantes et qu'il existe une forte coopération économique grâce à l'ouverture des frontières entre les deux rives de l'Atlantique. Hamilton et Quinlan (2014)

donnent un aperçu des chiffres dans « The Transatlantic Economy 2013 »[6]. Le marché transatlantique est très intégré. Les États-Unis et l'Union européenne constituent non seulement les partenaires économiques les plus importants les uns des autres, mais aussi les deux principales puissances économiques du monde. Ils sont en grande partie garants du maintien et de la stabilité de l'ordre économique libéral contemporain fondés sur le multilatéralisme et les mécanismes de règlement des différends établissant l'état de droit.

Le rapport de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN (AP-OTAN) lors du 70e anniversaire de l'Alliance en 2019 sous le thème : « Après 70 ans de défense de la démocratie, la protection de nos valeurs est cruciale pour l'unité de l'OTAN », consolide cet argument (Connolly, 2019). Les parlementaires ont déclaré ceci : « Si nous, les Alliés, nous ne respectons pas la démocratie et les libertés individuelles, nous risquons de détruire le lien qui nous unit. Nous devons adopter une approche plus proactive dans la promotion des valeurs démocratiques ». Selon eux, l'OTAN devrait réaffirmer ses valeurs essentielles de sorte à renforcer son unité face à l'augmentation des défis venant de l'extérieur et de l'intérieur. Un autre rapport a été produit en 2019 par la Commission politique sur les relations transatlantiques de l'AP-OTAN sur le thème : *70 ans de l'OTAN : pourquoi l'alliance demeure-t-elle indispensable?* Les points 3, 44 et 46 du document résument parfaitement les secrets de longévité de l'Alliance autour des valeurs de démocraties libérales, de multilatéralisme et de l'interdépendance économique. Le point 3 mentionne que « … les succès de l'OTAN ne se doivent pas seulement à ses capacités militaires, mais aux valeurs que partagent ses membres et sur lesquelles elle repose. Le rapport insiste afin que les pays membres de l'Alliance défendent les principes fondateurs démocratiques et

[6] 50% : Ensemble, les États-Unis et l'Europe représentent quelque 50 % du produit intérieur brut mondial.
1/3 : Ensemble, les États-Unis et l'Europe interviennent pour près d'un tiers dans le commerce mondial.
1/3 : Selon la Commission européenne, un tiers des échanges transatlantiques consiste en transferts à l'intérieur d'une même entreprise. L'interdépendance économique transparaît donc aussi dans l'intégration des milieux d'affaires et forces de travail européens et américains. De surcroît, la plupart des étrangers travaillant pour des entreprises américaines à l'extérieur des États-Unis sont européens, tandis que la plupart des étrangers travaillant pour des entreprises européennes à l'extérieur de l'Union européenne sont américains.
$ 125 milliards : Les États-Unis investissent davantage en Europe que n'importe où ailleurs dans le monde, et l'inverse est vrai aussi. Par exemple, en 2011, l'Europe a investi aux États-Unis aux alentours de 125 milliards de dollars, soit, grosso modo, huit fois plus qu'en Chine.
$ 220 milliards : Toujours en 2011, les États-Unis ont investi plus de 220 milliards de dollars en Europe ; dans le même temps, ils désinvestissaient *de facto* en Chine.

considèrent le soutien aux institutions démocratiques comme une condition au maintien ou à toute future adhésion à l'Alliance ».

Rappelons que les thèses qui découlent du concept de « doux commerce » de Montesquieu (Larrère, 2014: 22), développée dans cette section, établissant une relation entre paix et commerce sont des thèses libérales. Cependant, les tenants de l'approche constructiviste ne remettent pas en cause de telles hypothèses. La précision que les constructivistes apportent est que les échanges commerciaux ne sont pas directement les causes de la paix, mais plutôt l'identité commune qui se crée à travers ces échanges.

### c. Le multilatéralisme comme principe de coopération en matière de sécurité à l'OTAN

En tant qu'alliance des démocraties libérales, l'OTAN se caractérise aussi par la coopération multilatérale en matière de sécurité. Les États membres peuvent s'appuyer sur un fort sentiment d'appartenance à la communauté, entretenu par les valeurs libérales de leurs institutions nationales respectives. La fin de la Guerre froide a apporté de profonds changements dans la structure institutionnelle de l'Alliance et a permis de faire ressortir davantage son aspect multilatéral en matière de sécurité.

L'on se demande si l'organisation est devenue, après la Guerre froide, moins multilatérale dans sa forme et sa pratique au cours de sa transformation. Selon Schimmelfennig (2008), en raison de plusieurs décisions prises de façons unilatérales, notamment par les États-Unis, l'Alliance est devenue moins multilatérale que celle qu'elle était pendant la Guerre froide. Le multilatéralisme est à la base de la création de l'Alliance dans la mesure où les États membres sont liés par le principe de consultation et des comportements à adopter pour préserver la sécurité de tous, conformément à l'article 4 stipulant que « Les parties se consulteront chaque fois que, de l'avis de l'une d'elles, l'intégrité territoriale, l'indépendance politique ou la sécurité de l'une des parties sera menacée ».

La documentation sur le multilatéralisme propose trois définitions. La première est de Keohane (1990: 731), qui perçoit le concept en termes quantitatifs, c'est-à-dire la « pratique de la coordination de politiques nationales en groupes de trois États ou plus, à travers des arrangements *ad hoc* ou par le biais des institutions ». Une telle définition ne permet pas d'établir une distinction entre le multilatéralisme en tant qu'institution en soi, et le multilatéralisme en tant que pratique ou processus (Thérien, 2002: 235; Duffield, 2007 : 3). La nuance est importante, car elle permet d'identifier les objectifs recherchés lorsque les États décident de se mettre ensemble. Dans la deuxième définition, le multilatéralisme se distingue non pas tant par le nombre d'États que par la nature des relations entre ceux-ci (Macleod et Bonditti, 2019: 355). On peut le concevoir comme l'extrémité d'un continuum allant de l'unilatéralisme au multilatéralisme en passant par le

bilatéralisme, fondé sur des normes et des règles qui assurent la prévisibilité dans le système international et sauvegardé avec succès (relativement) par les États-Unis et leurs alliés à l'OTAN (Tago, 2017 : 3). Il contraint les États à adopter et respecter les normes et les institutions internationales.

Enfin, plusieurs auteurs, à l'instar de John Ruggie, optent pour une définition qualitative qui décrit comme une « une forme institutionnelle qui coordonne les relations entre trois États ou plus sur la base d'un ensemble de règles ou de principes qui déterminent le comportement à adopter pour une série d'actions sans égards aux intérêts particularistes des parties ou des exigences qui peuvent exister dans toute situation spécifique » (Ruggie, 1992: 571; 1993 : 11). Notons que les fondements de l'ordre international libéral que les États-Unis souhaitaient dans l'après-guerre reposent sur cette dernière conception du multilatéralisme. C'est aussi la même idée qui a animé les États-Unis et leurs alliés européens en créant l'Alliance transatlantique. Ruggie distingue le multilatéralisme des autres types de relations interétatiques (l'unilatéralisme et le bilatéralisme) de trois façons. Premièrement, parce qu'elle implique la coordination des relations au sein d'un groupe d'États, elle ne peut être comparée à des ententes bilatérales et à des ententes impériales. Deuxièmement, les termes d'une relation donnée sont définis par des règles et des principes convenus. Troisièmement, le multilatéralisme entraine une certaine réduction de l'autonomie politique, puisque les choix et les actions des États participants sont, du moins dans une certaine mesure, limités par les règles établies (Ruggie, 1992: 568).

Ruggie (1992 : 569-570) analyse un système qui est généralement reconnu pour incarner les principes multilatéraux : un système de sécurité collective. Selon l'auteur, il repose sur le principe que la paix est indivisible, de sorte qu'une guerre contre un État est *ipso facto* considérée comme une guerre contre tous. La communauté des États est donc tenue de répondre à une menace d'agression ou à une agression réelle, d'abord par des moyens diplomatiques, puis par des sanctions économiques et, enfin, par l'usage collectif de la force si nécessaire. On retient que, face à la perspective d'une telle réponse communautaire, tout agresseur potentiel rationnel serait dissuadé et renoncerait. Ainsi, l'incidence de la guerre diminuerait progressivement. L'auteur continue pour dire qu'un

système de sécurité collective coordonne certainement les relations de sécurité entre trois États ou plus.

Selon Ruggie, ce qui distingue un système de sécurité collective, c'est qu'il comprend une alliance potentielle permanente contre un ennemi inconnu, et au nom de victime inconnue. Il résume la différence institutionnelle entre une alliance et un système de sécurité collective de la manière suivante : dans les deux cas, l'État A s'engage à venir en aide à B si celui-ci est attaqué par C. Dans un système de sécurité collective, cependant, A s'engage également à venir en aide à C si C est attaqué par B. Par conséquent, A ne peut pas se considérer comme l'allié de B plus que de C, parce que, théoriquement, la question de savoir si, en cas d'acte de guerre, B ou C serait l'agresseur, reste ouverte. De même, B à des obligations indéterminées envers A et C, et C envers A et B, et ainsi de suite avec un grand nombre de variantes au fur et à mesure que le système s'étend à un nombre croissant d'États. Pour Ruggie, c'est précisément cette différence entre un système de sécurité et une alliance qui a finalement scellé le destin de la Société des Nations au Sénat américain.

L'auteur fait une telle affirmation, car les États-Unis ont fréquemment invoqué le modèle de sécurité collective pour diriger la coalition anti-Irak dans la crise du Golfe persique et ensuite dans la guerre, bien que les conséquences institutionnelles permanentes éventuelles de cet effort restent à déterminer. Il soutient aussi que l'OTAN reflète une version tronquée du modèle, dans laquelle un sous-ensemble d'États a organisé un programme d'autodéfense collective d'une durée indéterminée, *de jure* contre tout agresseur potentiel, mais *de facto* contre un seul agresseur. Néanmoins, ajoute-t-il, sur le plan interne, le système reposait sur deux principes multilatéraux. Le premier était l'indivisibilité des menaces pesant sur la collectivité, c'est-à-dire qu'il importait peu que ce soit l'Allemagne, le Royaume-Uni, les Pays-Bas ou la Norvège qui soient attaqués, ni en théorie par qui, et le second était l'exigence d'une réponse collective inconditionnelle. Avec de telles précisions, Ruggie affirme être en mesure d'être plus précis sur la signification fondamentale du multilatéralisme, dont, selon lui, le terme « multilatéral » est un adjectif qui modifie le nom « institution ». Ainsi, « le multilatéralisme décrit une forme institutionnelle générique dans les relations internationales ».

Selon Schimmelfennig (1998; 2005) l'OTAN a connu une transformation institutionnelle après la Guerre froide et cela l'a rendue moins multilatérale, notamment dans la nature de sa coopération. À l'interne, l'Alliance a développé diverses structures avec l'Union européenne pour répondre à la montée des nouveaux risques et défis plus diversifiés et imprévisibles pour la sécurité de ses membres. Les questions de sécurité étroite, telles que la planification de la défense, du contrôle des armements, du maintien de la paix et, plus encore, de la lutte contre le terrorisme, sont désormais abordées avec les anciens pays de l'Est. Les activités concernent également les questions de l'économie, les problèmes environnementaux émanant des installations liées à la défense, la protection militaire des monuments culturels, les urgences civiles, les interventions en cas de catastrophe naturelle, le droit international humanitaire ainsi que la coopération scientifique. Le succès de telles activités nécessite une action multilatérale, car elle permet de partager les informations au sein d'une alliance et de maintenir la confiance entre les membres. Cela a manqué au Pacte de Varsovie dans lequel les pays satellites étaient sous contrôle autoritaire soviétique, dans un régime totalitaire. Dans ces conditions, une grande flexibilité de la structure de l'organisation est importante pour avoir des connaissances et regagner la confiance.

La coopération multilatérale à l'OTAN a été plus forte lorsque les normes et valeurs fondamentales de la communauté transatlantique libérale étaient menacées, comme ce fut le cas dans le nettoyage ethnique dans les Balkans. Cette coopération a été plus forte aussi lors des débats sur l'élargissement de l'adhésion aux anciens pays de l'Union soviétique, où les Alliés étaient animés par la question de la réaffirmation des valeurs. Selon Schimmelfennig, la principale transformation institutionnelle subie par l'OTAN a été possible grâce à la flexibilité de sa structure, définie comme les conditions sous lesquelles les règles de fonctionnement et les accords au sein de l'Alliance permettent aux États membres d'opérer des choix vis-à-vis de leur niveau d'engagement et de participation.

Suivant la définition de Ruggie (1992), le multilatéralisme a fortement baissé dans les pratiques de l'OTAN après la Guerre froide. La structure institutionnelle de l'organisation est moins basée sur des principes de conduite générale et sur la politique de consultation, mais laisse plutôt place aux intérêts particuliers des alliés, aux choix dans la

coopération et aux avantages particuliers en matière de sécurité. Dans une perspective fonctionnaliste des institutions internationales, l'auteur affirme que la conception institutionnelle d'une organisation varie selon la nature et l'importance de la coopération internationale. Koremenos *et al.* (2001 : 762) affirment que, quelle que soit la nature de la coopération (i.e en matière du commerce, de la sécurité ou de l'économie), les États se servent des institutions internationales pour atteindre leurs intérêts particuliers. Schimmelfennig (2005) précise que, dans le cas des organisations de sécurité, la conception des alliés varie en fonction de la nature de la menace et des problèmes de coopération qui en résultent. Avant la Guerre froide, la principale menace était clairement identifiée et commune à tous les États membres : l'Union soviétique. Cependant, avec l'effondrement du Pacte de Varsovie, la nature de la menace ainsi que les questions liées à la coopération ont fondamentalement changé. La Russie a hérité de ses armes nucléaires, mais souffre de la perte d'une grande partie de son territoire, de sa population et de ses principaux alliés.

L'OTAN a adopté deux principales politiques qui ont fortement remis en cause ses pratiques multilatérales après la Guerre froide : l'élargissement aux anciens pays de l'Est et les interventions militaires en Bosnie-Herzégovine, au Kosovo, en Afghanistan et en Lybie. Au cours de cette période, les décisions prises par l'Alliance ont rarement fait l'unanimité. Concernant l'élargissement, il y a eu une résistance au départ de la part de certains alliés. S'agissant des interventions dans les pays ci-dessus mentionnés, les décisions ne rencontraient pas l'assentiment de tous, et l'on a assisté à des réactions mitigées. Pendant que certains alliés demandaient l'application de l'Article 5 visant la légitime défense collective, d'autres manquaient de solidarité. En effet, après la disparition de la menace commune, les alliés ont dû négocier dans chaque cas pour savoir s'ils avaient besoin d'intervenir ou s'ils étaient en mesure de trouver des consensus.

Selon Risse (2003: 9), la région transatlantique regroupe les deux institutions politiques, économiques et de sécurité les plus solides en termes de robustesse des normes, des règles et des procédures de prise de décision, soit l'UE et l'OTAN. Ces institutions multilatérales servent à gérer les conflits à l'intérieur d'une telle communauté de sécurité. L'auteur affirme que de solides normes de consultations mutuelles et de coordination des politiques font en sorte que les membres de l'Union doivent avoir régulièrement leurs mots

à dire et exercer une influence sur les processus d'élaboration des politiques. Ces normes et réglementations procédurales sont parmi les principaux outils d'atténuation des asymétries de puissance entre les membres de la communauté. Tago (2017) affirme que, dans le système multilatéral, les règles sont applicables à tous les États, et elles ne doivent pas être une exception pour les États puissants. Il explique cette déclaration par le fait que les grandes puissances, en raison de leurs capacités matérielles (ressources militaires et économiques), peuvent atteindre leurs objectifs sans le soutien des autres États; pour cette raison, elles sont susceptibles de mener une politique étrangère qui va à l'encontre des normes internationales prescrites dans le système multilatéral.

En d'autres termes, les États-Unis sont plus enclins à se passer d'une action militaire multilatérale (sans leurs alliés) parce qu'ils ont les capacités matérielles de le faire. Ce fut le cas dans l'invasion irakienne de 2003 lorsque le pays s'est engagé sans le soutien de l'OTAN (Corbetta et Dixon, 2004: 5). Fordham et Poast (2016: 840) soutiennent que la formation d'une alliance relève d'un processus multilatéral et que celle-ci vise à rechercher la défense collective dans un système multiétatique. Sayle (2019: 2) fait remarquer que la formation de l'Alliance atlantique est l'aboutissement d'une fascinante histoire de multilatéralisme politique et militaire, de la coopération multilatérale chez les alliés occidentaux durant la Seconde Guerre mondiale. En effet, au lendemain de la guerre, l'Europe de l'Ouest, ayant été affaiblie par le conflit, craignait moins les chars de l'Armée rouge que la menace de subversion posée par les partis communistes locaux. Dans ce contexte, l'OTAN était non seulement un rempart militaire contre une invasion soviétique, mais aussi l'assurance dont avaient besoin les sociétés ouest-européennes pour résister aux troubles politiques intérieurs (Rühle, 2019a; Risso, 2019 : 588). Dans son analyse, Rühle (2019a) soutient que l'Alliance reste une œuvre sur le multilatéralisme dont les acteurs s'efforcent constamment de trouver le plus grand commun dénominateur entre les intérêts nationaux souvent divergents tout en essayant de façonner ensemble l'environnement stratégique.

Selon Keohane, Macedo et Moravcsik (2009: 9), le multilatéralisme renforce la qualité de la démocratie au sein de la communauté transatlantique, car il fait prévaloir l'intérêt commun au détriment des intérêts particularistes (en particulier des États

puissants), rend la démocratie plus inclusive sur le plan national en protégeant les droits des personnes et des minorités, et favorise les délibérations collectives. Lai et Reiter (2000: 203) établissent un lien entre la nature des régimes politiques et les comportements des États dans des alliances internationales. Ils tirent les conclusions suivantes : une paire de démocraties est plus susceptible de s'allier que des États ayant un autre régime politique; une paire d'États de régime similaire est susceptible de s'allier plus qu'une paire d'États issue de régimes différents; deux États membres d'un groupe culturel commun sont susceptibles d'être alliés; des États qui font face à une menace commune sont susceptibles d'être alliés; un couple d'États est plus susceptible d'être allié si l'un ou les deux est une grande puissance. Ces conclusions permettent de comprendre davantage la nature des relations dans la communauté transatlantique et montrent à quel point la politique intérieure et les types de régimes sont importants dans le respect des engagements multilatéraux et aussi dans la survie de l'OTAN.

Weber (1992: 634) affirme que la mise en place de l'OTAN a répondu au besoin d'une institution de sécurité de défense collective des deux rives de l'Atlantique, basée sur le multilatéralisme et sur l'équilibre des puissances. Selon l'auteur qui, dans la vision de la politique étrangère des États-Unis, favoriserait le développement d'un pôle européen autonome, première phase vers un système international multipolaire. Il poursuit qu'en politique mondiale, le multilatéralisme encourage l'évolution vers la multipolarité. Morse et Keohane (2014: 387) évoquent la notion de « multilatéralisme contesté » (*Contested Multilateralism)* qui implique le recours à différentes institutions multilatérales en vue de remettre en question les règles, les pratiques ou les missions des institutions existantes. Selon les auteurs, un tel phénomène se produit lorsque des États réorientent leur attention d'une institution multilatérale vers une autre ou en créent pour concurrencer celles déjà existantes. Dans les relations transatlantiques, plusieurs dirigeants européens se sont prononcés en faveur de l'affirmation d'une identité européenne dans l'OTAN, et ceux-ci militent constamment en faveur de la création d'une force commune de défense européenne. Plusieurs auteurs estiment que la faiblesse de l'Alliance multilatérale réside dans son déséquilibre (Europe vs États-Unis), c'est-à-dire la trop grande faiblesse de l'Europe, trop grande puissance des États-Unis (Lefebvre, 2009: 54).

Moreau Defarge (2004 : 575) donne une autre définition qualitative du multilatéralisme, qui serait « l'application des principes démocratiques aux rapports inter étatiques, en vue de créer une société des États » et se compose de quatre éléments (Ibid : 579-580) : (1) un pacte social qui doit être inclusif et dont le bon fonctionnement dépend de l'intégration de toutes les parties prenantes (ici, il s'agit des États); ce pacte multilatéral est égalitaire, accorde aux États les mêmes droits et obligations, mais, dans la pratique intègre une dimension inégalitaire, qui reflète la réalité des rapports de force dans le système international. (2) L'égalité des droits et obligations des États au sein du multilatéralisme lui confère sa nature démocratique; (3) le multilatéralisme doit envisager des mécanismes de résolution des différends entre les États ou de rétablissement de l'ordre en cas de violation des règles prescrites; (4) enfin le multilatéralisme recommande que tout pôle de pouvoir, y compris les États, soit sous son contrôle. L'auteur reconnaît qu'en dépit de ses prétentions égalitaristes, le multilatéralisme ne peut ignorer les réalités des rapports de force entre les États, comme c'est le cas à l'OTAN, où Lefebvre (2009) note un déséquilibre entre les États-Unis et l'Europe.

Kahler (1992 : 684-686) qualifie l'inégalité des rapports de force des États au sein du multilatéralisme, de *minilatéralisme*, c'est-à-dire une forme de coopération plus restreinte menée par un petit nombre d'États puissants, à l'intérieur du système.

Selon Macleod et Bonditti (2019), de toutes les formes de coopération en matière de la défense et de la sécurité, les États-Unis préfèrent le bilatéralisme au multilatéralisme, comme c'est le cas avec ses alliés de l'Asie de l'Est et du Sud-Est. Au sein de l'Alliance atlantique, le pays entretient depuis l'ère de la Guerre froide des relations bilatérales stratégiques avec plusieurs États. Le cas de l'Allemagne en est une parfaite illustration (Asmus, 1997 : 247; 2002). Depuis la fin de la Guerre froide, nous assistons à une crise du multilatéralisme, qui touche également les autres piliers de l'ordre libéral international, c'est-à-dire la démocratie, l'interdépendance économique, et la remise en question de l'hégémonie ou le leadership des États-Unis (Flockhart, 2020 : 226-230; Koivisto et Dunne, 2010 : 615).

Au regard de ce qui précède, nous sommes en droit d'affirmer que le multilatéralisme reste une valeur fondamentale à la survie de l'Alliance, car elle renforce la nature démocratique de celle-ci. Pourtant, ce principe de fonctionnement fait face à deux défis majeurs : de l'extérieur, celui provenant des États révisionnistes, tels que la Chine et la Russie, qui contestent l'hégémonie des États-Unis; et de l'intérieur, celui de la dernière décennie par la montée des forces populistes et du nationalisme, non seulement aux États-Unis, mais aussi en Europe, qui perçoit le multilatéralisme comme une menace à la souveraineté nationale et qui favorise l'unilatéralisme et le bilatéralisme (Ikenberry, 2011 : 3; Ikenberry, 2018 : 7; Guéhenno, 2014 : 56; Lupel, 2019). Pour ce faire, Sayle (2019) affirme à juste titre que, dans la perception des États fondateurs, l'OTAN avait non pas un, mais deux défis, puisque, outre la menace soviétique, il fallait également tenir compte du soutien l'opinion publique des pays occidentaux face aux dépenses de défense, qui représentait, selon l'auteur, la plus grande menace à l'existence de l'Alliance. Rühle poursuit que la plus grande crainte des Alliés était de « voir constamment les populations des pays membres retirer leur soutien à l'Alliance et d'être poussés par les urnes à adopter des politiques nuisibles à la cohésion occidentale. Autrement dit, le plus grand danger pour l'équilibre des forces en Europe n'était pas une invasion soviétique, mais le glissement des lignes de forces politiques ».

On retient que trois types de réponses ont été explorées dans le chapitre précédent la question de savoir comment le populisme menace la cohésion de l'OTAN. La première réponse a été analysée selon l'approche néoréaliste, la deuxième sous l'angle constructiviste et la troisième était basée sur les réflexions populistes sur les alliances. Nous avons vu les néoréalistes défendent l'idée selon laquelle l'existence d'une menace commune est facteur de cohésion au sein d'une alliance. L'absence de cette menace, qui est la raison d'être de l'alliance, peut fragiliser la cohésion. Il existe une ressemblance dans les schémas de pensée entre les dirigeants populistes et les tenants de l'approche néo-réalistes, notamment sur leur vision aussi bien sur les Relations internationales que sur les alliances. Pour le constructivisme, ce sont les valeurs, plus précisément la convergence des valeurs libérales qui maintient la cohésion des alliances, et plus spécifiquement pour l'alliance des démocraties qu'est l'OTAN.

## B. PRÉSENTATION DE L'HYPOTHÈSE

L'hypothèse que nous défendons découle, d'une part, de la synthèse du débat tenu dans le chapitre I entre les approches néoréaliste et constructiviste sur les facteurs de cohésion et de désintégration des alliances, et d'autre part, de la définition idéationnelle du populisme. Nous avons par la suite introduit le populisme pour analyser ses prises de position sur la formation des alliances. Une des conclusions importantes que nous avons tiré est que le populisme a tendance à avoir une conception des alliances qui rappelle celle du néoréalisme. Le dirigeant populiste peut accepter de participer à des opérations militaires multilatérales à l'extérieur si, et seulement si, les intérêts nationaux de son pays sont menacés. Cependant, nous avons nuancé les propos pour dire que la littérature sur la l'attitude du populisme à l'égard des alliances reste encore limitée.

Une autre conclusion importante est que, dans les années 1990, des auteurs constructivistes comme Risse-Kappen ont soutenu que la convergence des valeurs libérales constituait le principal facteur de cohésion de l'Alliance transatlantique. C'est ce qui explique le maintien en vie de l'OTAN, malgré la disparition de la menace soviétique. Cette explication constituait en quelque sorte une réfutation des prédictions néoréalistes. Si la convergence des valeurs constitue la source de cohésion de l'OTAN, le raisonnement à contrario serait que la disparition de telles valeurs fragiliserait la cohésion. En d'autres termes, on est en droit de se demander ce qui se passerait si de telles valeurs cohésives sont menacées? Cette question nous amène à formuler l' hypothèse de la présente thèse selon laquelle:

***La remise en question des valeurs libérales que constituent l'identité collective, l'interdépendance économique et le multilatéralisme, qui sont rejetées par le discours populiste, fragilise la cohésion de l'OTAN.***

Pour mieux expliquer l'hypothèse ci-dessus, nous allons nous concentrer sur le raisonnement inverse, c'est-à-dire la disparition des valeurs communes fragiliserait la cohésion de l'OTAN. Pour ce faire, quels sont les éléments que portent les discours populistes et qui pourraient laisser croire que ceux-ci rejettent les valeurs centrales de l'OTAN? Cette question permet d'identifier les principaux concepts qui composent les discours populistes, en matière de politique étrangère. Nous avons mentionné dans les

sections précédentes que les discours populistes sont porteurs d'une nouvelle vision du monde basée sur la défense d'intérêt national égocentrique, l'unilatéralisme, le bilatéralisme, le protectionnisme économique, l'illibéralisme et l'antipluralisme. Les concepts proviennent de l'approche idéationnelle du populisme de Mudde (2004). Nous mettons ensuite ces différents concepts en relation avec les valeurs qui ont assuré la survie de l'OTAN, telles qu'identifiées dans Risse-Kappen (1994) et Risse (2003).

## 1. Le contenu des discours populistes et leurs relations avec les valeurs cohésives de l'OTAN.

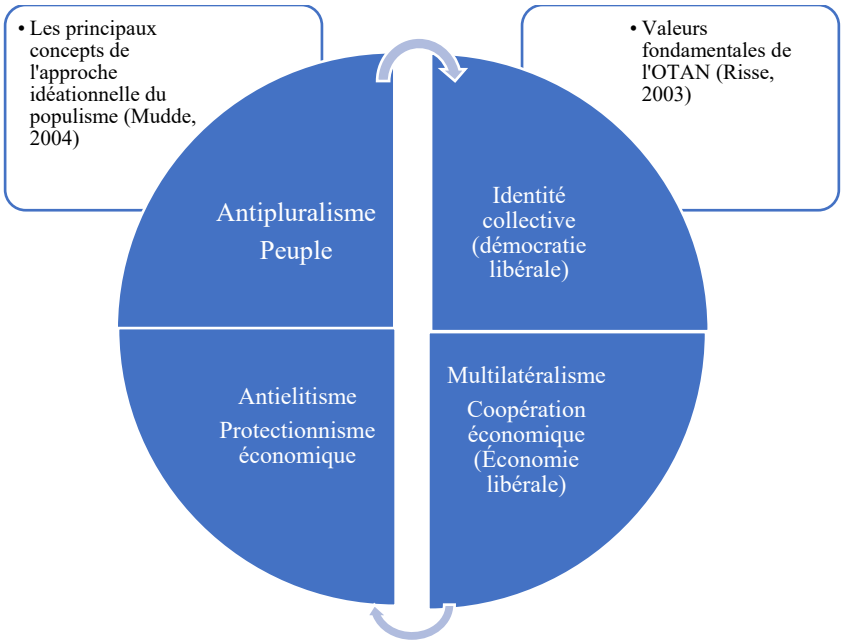
### a. L'unilatéralisme, le bilatéralisme vs multilatéralisme

Rappelons que, dans la section sur les valeurs cohésives ou centrales, nous avons désigné le multilatéralisme par la coopération de trois États ou plus, dans un domaine donné des relations internationales. Comme l'a suggéré John Ruggie (1993), ce qui caractérise cette forme de coopération, c'est la pratique consistant à coordonner les relations entre les parties sur la base de « principes de conduite généralisés », c'est-à-dire de « principes qui spécifient la conduite appropriée pour une catégorie d'actions, sans tenir compte des intérêts particuliers des parties ou des exigences stratégiques qui peuvent exister dans un cas spécifique ». En conséquence, Malone et Khong (2002) soutiennent que le multilatéralisme est « une forme institutionnelle très exigeante »; il n'est pas surprenant que les grandes puissances trouvent que ces principes de conduite généralisés sont contraignants. Selon ces auteurs, les cadres multilatéraux peuvent varier en fonction d'un certain nombre d'aspects. Il s'agit notamment de leur niveau d'institutionnalisation, qui peut aller de coalitions *ad hoc* à des régimes internationaux, en passant par des organisations multilatérales formelles; de la nature des engagements et des obligations qu'ils impliquent, qu'ils soient volontaires ou juridiques (comme dans le cas des Traités internationaux ou des Conventions). Selon Malone et Khong (2002), les cadres multilatéraux peuvent être aussi caractérisés par leur équilibre entre égalitarisme et hiérarchie, c'est-à-dire s'ils fonctionnent sur la base de l'égalité de traitement entre les membres (comme l'Assemblée générale des Nations unies), ou s'ils accordent certains

privilèges à leurs membres les plus puissants, comme c'est le cas au sein de l'OTAN, où l'on note le leadership reconnu des États-Unis.

En revanche, Malone et Khong (2002) désignent l'unilatéralisme comme la tendance à se retirer d'un cadre multilatéral (existant ou proposé) ou à agir seul pour relever un défi mondial ou régional particulier, plutôt que de choisir de participer à une action collective. La documentation sur l'unilatéralisme et le bilatéralisme associe ces types d'orientation à la politique étrangère des États-Unis. Selon Malone et Khong (2002), les États se retirent d'un cadre multilatéral ou agissent seuls parce qu'ils ne souhaitent pas se soumettre aux principes de conduite généralisés qui sont négociés ou appliqués, ou parce qu'ils estiment que ces principes vont à l'encontre de leurs intérêts nationaux. Il existe de nombreuses gradations possibles entre les deux orientations, et il peut y avoir des situations complexes où des éléments d'unilatéralisme et de multilatéralisme coexistent.

Selon Skidmore (2005), les États-Unis préfèrent agir unilatéralement parce qu'ils le peuvent et l'Europe cherche, en réponse, à contenir la liberté des États-Unis par le biais d'institutions internationales plus fortes et plus universelles. Selon l'auteur, pendant la guerre froide, les États-Unis étaient forts et l'Europe faible ; pourtant, les États-Unis ont investi massivement dans la création et le soutien d'un ordre institutionnel élaboré. Ce qui a changé au cours de la dernière décennie, ce n'est pas l'écart de puissance entre les États-Unis et l'Europe (qui était plus important à la fin des années 1940 qu'aujourd'hui), mais la disparition de la menace soviétique. On note que la puissance permet aux États-Unis d'agir unilatéralement, mais cette orientation dépend de la manière dont les décideurs politiques définissent les intérêts américains. Selon Skidmore, ce n'est pas seulement l'«unilatéralisme» qui caractérise la politique étrangère des États-Unis, mais aussi la nature souvent « ambivalente », « incohérente » et « sélective » du multilatéralisme américain.




Le populisme et les valeurs centrales de l'OTAN (figure 1)

### b. L'illibéralisme et l'antipluralisme

Le pluralisme rejette l'homogénéité du populisme et de l'élitisme, considère la société comme un ensemble hétérogène de groupes et d'individus ayant souvent des opinions et des intérêts fondamentalement différents (Mudde, 2004). Le pluralisme est perçu comme un système d'opinions, de courants d'idées et de comportements divers, en matière politique, économique, sociale ou religieuse. Chacune des composantes du système pluraliste fait preuve de tolérance, de respect envers les autres, favorisant une coexistence harmonieuse. Dans le cadre de cette thèse, nous concevons le pluralisme sur le plan politique et la définissons comme un système d'organisation qui reconnaît et accepte la diversité des courants d'opinions, de leurs représentants et des partis politiques. Il reste l'un des fondements de la démocratie libérale ainsi que de ses valeurs. S'opposant à l'autoritarisme, au monopartisme ou au bipartisme, il sous-entend la liberté d'opinion et d'expression, ainsi que la reconnaissance des partis politiques.

Galston (2018: 12) soutient que, dans des circonstances de liberté, les groupes sociaux auront des intérêts, des valeurs et des origines différentes. Kaltwasser (2014 : 470; 2012 : 184) soutient que le populisme est une pathologie de la démocratie, car il cherche à construire un système politique dépourvu de règles de droit et rejetant le pluralisme. Selon

l'auteur, s'il est vrai que le populisme entretient une relation ambivalente avec la démocratie libérale, peu d'attention a été accordée à la légitimité des questions soulevées par ces mouvements. Les manifestations actuelles du populisme offrent des réponses spécifiques à deux dilemmes qui n'ont pas de solutions démocratiques claires, à savoir le problème des frontières (comment définir le peuple?) et celui de la définition des limites de l'autonomie (comment contrôler les contrôleurs?).

Kaltwasser conclut que le populisme est préjudiciable à la démocratie, et qu'il s'agit d'un syndrome qui permet la montée des forces chauvines et fondamentalistes cherchant à démanteler les freins et contrepoids, à renoncer à la règle de droit et à instaurer un nouveau régime où le pouvoir repose sur la volonté unifiée du peuple plutôt que sur des représentants et des organes non élus. Les acteurs populistes ont un impact négatif sur la qualité de la démocratie lorsqu'ils sont au gouvernement, mais ils influencent positivement la démocratie lorsqu'ils sont dans l'opposition, où ils peuvent fonctionner comme correctifs (Kaltwasser : 2012 : 200). Schoor (2017: 665) dresse un tableau comparatif en suivant les traits distinctifs du populisme, du pluralisme, de l'élitisme, du peuple, des politiciens ainsi que de la démocratie. Ce tableau renforce davantage les arguments selon lesquels le populisme rejette le multilatéralisme et permet d'aborder le même temps le deuxième modèle explicatif de la figure 1.

Tableau 1: Le Populisme, le pluralisme et l'élitisme comparés à trois traits fondamentaux (Schoor (2017:665)

| **Ideological style / traits** | Populism | Pluralism | Elitism |
|---|---|---|---|
| 1 The people | The people are one and good/capable (exclusion of 'others') | The people are multiple groups with different interests (inclusion) | The people are one and bad/ignorant |
| 2 Politicians | Politicians are incapable and corrupt<br><br>(exclusion of politicians) | Politicians are, like all people, likely to do good but also likely to abuse power (inclusion) | Politicians are proficient and good (exclusion of the people) |
| 3 Democracy | Democracy is selfgovernment of the people (power to the people) | Democracy is majority rule, respecting minority rights (power to no one) | Democracy is electing an elite government (power to the elite) |
| 4 Politics | Conflict | Negotiation (conflict as well as cooperation) | Cooperation |

Kane et McCulloch (2017: 39) relèvent deux implications majeures du populisme sur la politique étrangère. Premièrement, la rhétorique nativiste et les politiques proposées par les dirigeants populistes accentuent les divisions dans les attitudes de politique étrangère dans l'électorat et rendent difficiles les compromis des législateurs. Deuxièmement, les exigences antiélitistes des populistes favorisent l'émergence de nouveaux fonctionnaires inexpérimentés et de la politique étrangère, produisant un appareil politique inconstant et inefficace, en particulier dans les situations de crise. Les revendications antiélitistes peuvent mener à une infusion de nouveaux membres dans le gouvernement, qui peut avoir un impact négatif sur la mise en place d'une politique étrangère cohérente et efficace (Ibid : 45).

Les populistes perçoivent les dirigeants établis comme faibles, corrompus et opposés aux intérêts du peuple; ils alimentent le sentiment d'opposition à l'élite au pouvoir, délégitiment le statu quo politique et dénoncent l'action multilatérale. Pour notre part, nous estimons que, si le multilatéralisme en matière de commerce est critiqué par le populisme et considéré comme une soumission, la coopération en matière de sécurité au sein d'une alliance internationale comme l'OTAN l'est également, dans la mesure où le domaine de la sécurité relève du domaine régalien de l'État.

Schrank (2017: 55) renforce cet argumentaire en affirmant que la politique étrangère des populistes américains est basée sur l'idée selon laquelle les États-Unis ne peuvent continuer de soutenir l'ordre libéral qu'ils ont créé. Sur le plan intérieur, les populistes soutiennent que le gouvernement existe à cause du peuple et uniquement pour le peuple. Pour ce faire, toute action militaire ou toute action multilatérale doit viser à protéger ou à renforcer les droits des citoyens ou à préserver la patrie. Sur le plan de la politique étrangère, ceux-ci adoptent la posture du réalisme hobbesien où ils voient chaque nation comme une entité souveraine qui ne devrait pas être violée, à moins que ladite nation viole ses propres responsabilités internationales (Ibid : 55).

Nye (2017 : 10) met en relief d'autres critiques qui ont fait valoir que les coûts du maintien de l'ordre l'emportent sur ses avantages et que Washington ferait mieux de traiter ses relations avec d'autres pays au cas par cas en s'assurant qu'il gagne plutôt qu'il perde

dans chaque entente ou accord. Les États-Unis préconisent ainsi le bilatéralisme aux dépens du multilatéralisme pour des raisons ci-dessus. Nye (2017) soutient également que la fourniture des biens publics a été trop répandue et que les citoyens des pays comme les États-Unis croient que les biens fournis par le gouvernement devraient être pour eux et eux seuls. Il va encore plus loin pour dresser un bilan décevant des interventions militaires récentes des États-Unis, ce qui a miné le soutien interne à tout engagement international. Alors qu'à une telle époque de terrorisme transnational, il n'est ni possible ni souhaitable de se tenir à l'écart de toute intervention dans les affaires intérieures d'autres pays. L'invasion et l'occupation, qui à leur tour, augmentent les coûts de l'intervention tout en réduisant les chances de succès, ce qui encore le soutient du public à une politique étrangère plus engagée (Ibid : 8).

En se basant sur l'antiélitisme et l'antipluralisme, Plagemann et Destradi (2019 : 283) affirment que le phénomène du populisme permet de comprendre les aspects procéduraux de l'élaboration de la politique étrangère ainsi que dans sa communication. Selon les auteurs, la politique étrangère sous la direction populiste est fortement centralisée et personnalisée. Selon les auteurs, les populistes au pouvoir utilisent une rhétorique qui fait explicitement référence à la volonté populaire et établissent un lien direct entre leur politique étrangère et un engagement envers le peuple. Cette insistance particulière sur la volonté du peuple entraîne une priorisation particulièrement forte de l'intérêt national. Ainsi, les populistes seraient moins susceptibles de faire des concessions sur les questions de gouvernance mondiale qui impliquent des coûts élevés par rapport aux gouvernements non populistes.

Le populisme circonscrit d'abord sa conception du peuple au territoire national avant de l'étendre au-delà des frontières. Une fois au pouvoir, les populistes peuvent être incités à traduire leur attachement national et leur référence habituelle au peuple aux affaires étrangères en élargissant leur notion du peuple qu'ils prétendent représenter. Une telle posture souligne l'expression des tentatives populistes de faire la politique étrangère moins élitiste. Plusieurs populistes visent à parler au nom d'un peuple transnational plus large par opposition à une puissance oppressante ou une élite dans la politique mondiale qui est en faveur de la coopération internationale et du multilatéralisme. En fait, les auteurs

précisent que le populisme préconise le bilatéralisme par rapport au multilatéralisme et qu'il est plus facile d'abandonner les institutions internationales pour une grande puissance, comme les États-Unis que pour des pays moins puissants, comme l'Inde, par exemple. Cette assertion consolide davantage la deuxième hypothèse de la thèse et nous guide vers la troisième sur le protectionnisme économique du populisme et la mondialisation.

### c. Le protectionnisme économique

Pastor et Veronesi (2021 : 2857) affirment que les populistes accordent la priorité aux intérêts nationaux au détriment de la coopération internationale, au leadership fort plutôt qu'à la diplomatie et au protectionnisme qu'au libre-échange. Ils imposent des barrières douanières et les contrôles de l'immigration. Les chercheurs soutiennent que la montée du populisme est liée à l'insécurité économique découlant de l'exposition à la mondialisation. Sampson (2017 : 173) affirme pour sa part que les arguments économiques ont eu une valeur explicative dans le vote pour le Brexit. Ceux-ci se sont concentrés sur l'idée de quitter l'union douanière de l'Union européenne pour permettre au Royaume-Uni de conclure de nouveaux accords commerciaux avec des pays tiers, et aussi quitter le marché unique qui permettrait au pays de déréglementer son économie.

Selon l'auteur, les électeurs ont également priorisé l'argument de la « primauté de l'État-nation ». Les Britanniques s'identifient comme citoyens du Royaume-Uni et non de l'Union européenne. Par conséquent, ils estiment que le pays devrait être gouverné en tant qu'État-nation souverain. L'adhésion à l'UE érode la souveraineté de la Grande-Bretagne. Particulièrement, cela empêche le pays de contrôler l'immigration et l'oblige à mettre en œuvre les lois adoptées par l'UE. Selon cet argument, les Britanniques ont voté pour le Brexit en vue de reprendre le contrôle de leurs frontières et de leur pays. Colantone et Stanig (2018 : 936) défendent que la mondialisation semble moins viable en raison de l'absence de politiques de redistribution appropriées visant à compenser les « perdants », c'est-à-dire la frange des citoyens qui supportent la plupart des coûts d'adaptation du commerce international, les travailleurs des entreprises qui ferment en raison de la concurrence des importations et les régions qui, compte tenu de leur spécialisation

sectorielle, font face à des coûts d'adaptation particulièrement élevés (Acemoglu et Robinson, 2001).

Acemoglu et Robinson (2001) notent que le partage inégal des gains découlant du processus de mondialisation a donné lieu à des préoccupations généralisées et à une opposition générale au libre-échange. Un tel sentiment est interprété et promu, en particulier par les partis populistes, nationalistes ainsi que les partis de la droite radicale, dont les politiques économiques tendent à regrouper le soutien aux politiques nationales de libre marché avec des positions protectionnistes fortes, avec l'apparition de la question du « nationalisme économique » dans le débat public. Au fur et à mesure que ces partis connaîtront de plus en plus de succès, nous allons inexorablement vers la fin de processus d'intégration de l'économie mondiale (Ibid : 649). Selon les auteurs, la mondialisation provoque une poussée du soutien aux partis politiques de droite nationalistes et radicaux et cela menace la survie de la politique d'ouverture de marchés prônée par l'ordre libéral.

En fait, les partis et candidats proposant des plates-formes de nationalisme économique sont fermement opposés au commerce international et, à mesure qu'ils deviennent plus influents, ils sont susceptibles de promouvoir un programme protectionniste coordonné dans de nombreux pays. Les auteurs trouvent une relation entre les effets néfastes de la mondialisation et l'idéologie des partis politiques. Lorsque les impacts négatifs de la mondialisation sont plus présents, on observe une augmentation du soutien aux partis nationalistes, un changement général vers l'extrême droite dans l'électorat ainsi qu'une augmentation du soutien aux partis radicaux et aux partis populistes.

Mughan et McAllister (2003: 618) vont dans le même sens et affirment que le soutien populaire aux partis populistes de droite est associé à l'insécurité de l'emploi que ses dirigeants ont attribué à l'approfondissement de l'intégration économique internationale, ou la mondialisation économique. Concernant le soutien de masse au populisme, Inglehart et Norris (2016 : 1) appuient l'argument de l'insécurité économique qui souligne les conséquences des changements profonds qui transforment la main-d'œuvre et la société dans les économies postindustrielles. La vulnérabilité économique est

propice à la solidarité au sein du groupe, à la conformité aux normes du groupe et au rejet des étrangers.

Selon les auteurs, lorsque des groupes se sentent menacés, ils pensent aux dirigeants forts et autoritaires pour les protéger de ce qui est perçu comme des étrangers dangereux considérés comme une menace pour les emplois et ses avantages (Ibid : 11). En fait, l'anxiété suscitée par les évènements contemporains, l'afflux de migrants, des images des suites d'actes de terrorisme internes dans les différentes capitales occidentales ainsi des mesures d'austérité sont blâmée pour exacerber les griefs économiques liés à l'inégalité croissante des revenus, la perte d'emplois manufacturiers et les salaires stagnants. Les auteurs défendent aussi l'idée du contrecoup culturel qui mentionne que le soutien au populisme peut être expliqué principalement comme un phénomène psychologique social, reflétant une réaction nostalgique de la frange de la population âgée dans l'électorat, cherchant un rempart contre le processus de changement de valeurs, « la révolution silencieuse », qui a transformé les cultures occidentales à la fin du vingtième siècle (Ibid :13).

Le soutien au populisme sera particulièrement fort chez ceux qui conservent les valeurs traditionnelles, ainsi que les personnes âgées et les groupes moins instruits laissés pour compte par les marées culturelles progressistes. Rodrik (2018 : 1) fait la distinction entre les variantes populistes de gauche et de droite, qui diffèrent par rapport aux clivages sociaux mis en évidence par les politiciens populistes. L'auteur lie les différentes réactions aux formes sous lesquelles les chocs de la mondialisation se font sentir dans la société. Il est plus facile pour les populistes de mobiliser en fonction des clivages ethno-nationaux culturels lorsque le choc de la mondialisation devient perceptible sous la forme de l'immigration et de l'afflux de réfugiés. C'est en grande partie l'histoire des pays développés d'Europe (Ibid : 2). La mobilisation se fait lorsque le choc prend la forme de commerce, de finance et d'investissements étrangers. C'est le cas de l'Europe du Sud. Les États-Unis, où les deux types de chocs sont devenus très importants récemment, ont été un terreau fertile pour les populistes, tels Bernie Sanders et Donald Trump.

Nous avons tenté de produire des arguments pour expliquer pourquoi les populistes adoptent une posture protectionniste en matière de politique économique. La conclusion générale qu'on tire des auteurs est que le populisme mobilise autour des arguments de l'insécurité économique, de la perte d'emplois et des menaces contre les valeurs traditionnelles par les étrangers, ce qui est contraire aux politiques économiques internationales des alliés au sein de l'OTAN, et ce, conformément à l'article 2 du Traité fondateur. Il est vrai que la plupart des arguments produits concernent l'Union européenne et non une organisation internationale de sécurité. Néanmoins, nous estimons que ces arguments sont tout aussi valables pour l'OTAN, puisque l'ordre libéral d'après-guerre mis en place par les États-Unis préconise le multilatéralisme aussi bien en matière de sécurité (le Conseil de sécurité) que dans le commerce international (à travers l'Organisation internationale du Commerce).

Le tableau 2 présente les différents aspects de la politique étrangère des partis populistes en fonction de leur idéologie (Verbeek et Zaslove, 2017 : 384). Les partis populistes d'extrême droite prônent l'isolationnisme, le protectionnisme en matière de politique économique, l'opposition aux institutions multilatérales et aux interventions militaires multilatérales en matière de la politique étrangère. Ces caractéristiques idéologiques de la politique étrangère du populisme sont en relation avec les éléments qui composent notre hypothèse.

| | Populist Radical Right | Populist Market Libéral | Populist Regionalist | Populist Left-Wing |
|---|---|---|---|---|
| General attitude | Isolationnist-opposed to multilateral deployement of the military | Economic Cosmopolitan open to multilateralism | Undefined-foreign policy should serve the region | Social cosmopolitan-international arrangements to protect the weak and to counter the existing hegemony |
| Regional (Including European)integration | Opposed to Europeanization | In favor of open market | Depending on how the EU affects their goals for more autonomy | Critical of Europeanization, but more willing to engage with international organizations than the PRR |
| Trade and finance | Protectionist | Open | Depending on whether globalization serves prosperity in the region | Protectionist because of labor displacement |
| Transborder migration | Opposed | Not necessarily opposed | Unclear | Not necessarily opposed |

Tableau 2 : Les positions des partis populistes face aux questions importantes en politique étrangère (Verbeek et Zaslove, 2017 : 395).

Le tableau illustre le rapprochement idéologique entre le Parti républicain aux États-Unis et le Rassemblement national en France, deux partis dont les dirigeants font la promotion des valeurs de l'extrême droite.

Le contexte international dans lequel le populisme exerce la politique étrangère est important. La fin de la guerre froide, l'approfondissement de l'intégration et l'intensification de la mondialisation ont tous considérablement accru les interdépendances et brisé les frontières traditionnelles entre la politique nationale et la politique étrangère. La distinction entre l'intérieur et l'extérieur est devenue moins claire, puisque les décisions prises dans la politique intérieure ont une répercussion sur la politique étrangère, de même que les évènements internationaux affectent les affaires internes. La politique étrangère est du domaine des États souverains et elle est axée sur la sécurité physique de l'État et de ses habitants. Bien que celle-ci soit principalement l'acte des États souverains, elle reste aussi le produit de nombreux acteurs (nationaux et internationaux) qui sont affectés par les évènements provenant du contexte international. Par conséquent, un parti populiste peut avoir un impact important sur la politique étrangère du pays, même s'il n'est pas au pouvoir.

On peut s'attendre à ce que les partis populistes développent un intérêt dans de nombreux domaines politiques qui pourraient être considérés comme objet de la politique étrangère d'un État. Ces partis peuvent influencer la politique étrangère en étant dans des gouvernements de coalition ou en façonnant le discours politique dans l'opposition. Leur impact sur la politique étrangère et, par extension, sur la politique internationale est encore plus immédiat lorsqu'ils sont au pouvoir. En analysant le tableau 2, on retient que leur influence va au-delà du cadre national et que ceux-ci peuvent avoir du soutien international ou établir des connexions à l'échelle transnationale conformément à leur orientation idéologique.

### d. Contributions de la thèse

Cette recension des écrits fait le résumé sur les facteurs de cohésion et de désintégration des alliances, notamment de l'alliance des démocraties libérales qu'est l'OTAN. L'étude sur la cohésion de l'Alliance remonte aux années 1990 (Risse-Kappen,

1994), lorsque les auteurs constructivistes ont défendu la thèse selon laquelle la convergence des valeurs, plus spécifiquement des valeurs libérales, renforçait la cohésion de l'OTAN. Cependant, ces auteurs n'ont pas suffisamment exploré l'hypothèse inverse, c'est-à-dire la disparition des valeurs libérales entrainerait la désintégration de l'Alliance atlantique. Avec la montée du populisme depuis cette dernière décennie dans les pays membres de l'OTAN, la contribution de cette thèse est d'explorer une telle hypothèse selon l'approche constructiviste. En adoptant une telle position, l'approche constructiviste réfute ainsi les thèses néo-réalistes qui postulent que c'est plutôt l'existence de la menace commune qui constitue la source de cohésion. C'est sur la base d'un tel raisonnement que ces derniers ont estimé que l'OTAN était appelée à disparaitre dans la mesure où le monde venait d'assister à la dislocation de l'Alliance du Pacte de Varsovie, principale menace à l'Alliance atlantique.

De plus, la documentation sur les alliances reste presque muette sur la perception du populisme concernant la formation des alliances. Les rares auteurs qui ont exploré cette problématique ne l'ont pas testée sur des alliances (Coticchia et Vignoli, 2020). Il s'agissait plutôt d'intervention dans le cadre des actions multilatérales, comme ce fut le cas pour l'opération « Tempête du désert » en 1990, qui était une coalition internationale entre janvier et février 1991, sous le commandement des États-Unis et avec l'aval des Nations-Unies, contre l'Irak, en vue de libérer le Koweït. Une autre contribution de la thèse est le fait de mener une analyse approfondie sur la politique étrangère du populisme. La documentation sur la relation entre l'OTAN et le populisme est limitée.

Malgré la montée des discours populistes dans la communauté transatlantique depuis ces dix dernières années, très peu de recherches analysées leurs impacts sur la cohésion de l'Alliance transatlantique. Les rares écrits recensés soutiennent que le populisme constituerait une menace pour l'OTAN (Schrank (2017; Biscop (2018). Cependant, non seulement, ces recherches ne sont pas suffisamment vérifiées empiriquement, mais aussi elles n'ont pas présenté ni exploré le mécanisme qui permet de démontrer et soutenir une telle assertion. Notre recherche présentera et analysera un tel processus. D'un autre côté, ce travail présente un grand intérêt dans la mesure où elle présente un modèle théorique qui permettra de mieux connaître et comprendre la source de

la longévité et de la cohésion de l'OTAN, la plus vieille alliance de la période contemporaine. Cette thèse nous donne aussi l'occasion de mettre à la lumière les conséquences des discours populistes qui ont été jusque-là très mis en relation avec l'Alliance atlantique.

# CHAPITRE III

# MÉTHODOLOGIE

En nous référant aux éléments identifiés dans les écrits scientifiques et aux aspects développés dans notre cadre théorique, nous avons découvert plusieurs valeurs, dont leur remise en question peut fragiliser la cohésion de l'alliance des démocraties libérales qu'est l'OTAN. Parmi celles-ci, nous rappelons l'identité collective, le multilatéralisme et l'interdépendance économique. Comme nous l'avons souligné dans le premier chapitre, des études ont montré que le populisme représentait une menace pour la cohésion de l'OTAN (Verbeek et Zaslove, 2017; Drevet (2017; Schrank, 2017; Kandel, 2018; Biscop, 2018). Cependant, tel que nous l'avons déjà affirmé plus haut, celles-ci n'ont pas montré les preuves empiriques suffisantes, encore moins le processus permettant de soutenir une telle hypothèse. Dans ce chapitre, nous jugeons utile de préciser la méthodologie que nous allons utiliser pour conduire cette recherche en vue de répondre à la question de recherche.

## 1. Choix méthodologique : approche qualitative d'étude de cas

La méthodologie permet d'analyser des hypothèses dans une approche particulière de la recherche (Carter & Little, 2007: 2). Elle facilite aussi l'étude, la description et la compréhension d'un projet de recherche (Kaplan, 1964 : 18, cité dans Carter & Little, 2007: 3). Dans le cadre de cette thèse, nous allons choisir la méthodologie qualitative. Le choix de cette méthodologie s'explique par le fait qu'elle aide à comprendre non seulement le contexte dans lequel les discours se tiennent, mais aussi de cerner plusieurs paramètres pouvant faciliter l'analyse des discours. De manière plus spécifique, nous choisissons l'approche par étude de cas qui est définie selon Creswell (2013) comme :

> La recherche par étude de cas explore un ou des systèmes délimités contemporains et réels (des cas) au fil du temps, par le biais d'une collecte de données impliquant de multiples sources d'informations (par exemple, des observations, des entretiens, du matériel audiovisuel, des documents et des rapports, des discours), et rend compte d'une description et de thèmes liés au cas. L'unité d'analyse de l'étude de cas peut être constituée de plusieurs cas (étude multisite) ou d'un seul cas (étude intrasite) (Creswell, 2013: 97).

La définition de Gustafsson (2017) est encore mieux adaptée à notre étude, car elle conçoit cette approche comme une étude intensive sur une personne ou un groupe de personnes, et dont l'objectif est d'explorer ou de décrire un contexte ou un phénomène, en vue d'en faire progresser la compréhension.

Creswell (2016) distingue trois variantes d'étude de cas, à savoir l'étude de cas intrinsèque, l'étude de cas multiples et l'étude de cas unique. Selon Cousin (2005), dans la recherche par étude de cas intrinsèque, l'intérêt du chercheur est simplement de comprendre le cas en question. L'étude de cas intrinsèque est également appropriée à l'étude d'une personne particulière en tant que cas. Dans une recherche d'étude de cas instrumentale, le chercheur se concentre sur une question ou une préoccupation, puis sélectionne un cas délimité pour illustrer cette question.

Dans une étude de cas collectif, le chercheur sélectionne plusieurs cas pour obtenir la représentativité. Il est important de noter que les chercheurs en études de cas ne s'intéressent pas à un processus strict d'« échantillonnage » ; en effet, les cas doivent également être sélectionnés en fonction de leur facilité d'accès à la recherche, ce qui ne produit pas toujours un échantillon représentatif (Cousin, 2005). La recherche par études de cas vise la profondeur et si un site ne peut pas y parvenir en raison d'un accès limité aux acteurs, aux événements et aux contextes, elle ne produira pas une « description suffisamment détaillée » d'un cas.

L'approche du cas unique se concentre sur une analyse approfondie d'un cas. Cette approche, qui comprend deux objectifs fondamentaux, est particulièrement pertinente dans le cadre de la présente thèse. Elle permet d'obtenir une compréhension approfondie et détaillée d'un phénomène particulier. Elle permet aussi d'explorer en profondeur les processus et les dynamiques spécifiques à un cas particulier. L'approche met aussi l'accent sur la compréhension du contexte dans lequel le cas unique évolue. Cette contextualisation est importante pour interpréter les résultats de manière significative. L'approche d'étude de cas unique s'impose lorsque le chercheur fait face à des cas distincts ou particuliers, et que l'objectif est de donner une description approfondie et complète du phénomène étudié (El Mabrouki, 2024). Pour notre part, nous considérons deux cas uniques, que nous qualifions dans cette recherche d'étude de cas distincts, qui se prêtent difficilement aux principes de la comparaison, et ce, en raison de leurs différences importantes. En les considérant ainsi, nous les analyserons distinctement en tentant de répondre à la question de comment le populisme fragilise la cohésion de l'OTAN. Les contextes dans lesquels nous étudions le phénomène du populisme sont différents.

En effet, en étudiant le populisme aux États-Unis et en France, nous nous situons dans des continents et pays différents; avec des contextes sociaux, culturels, historiques et politiques différents. Ces contextes sont essentiels pour interpréter les résultats avec précision. Pour parvenir à une description approfondie et complète du phénomène, il est crucial donc de considérer nos deux cas individuellement, de manière distincte. En effet, les cas ont été choisis en raison de leurs différences, en termes de contexte, de lieu (le populisme aux États-Unis avec Donald Trump et en France avec Marine Le Pen). En d'autres termes, bien que les cas aient une certaine similitude, c'est-à-dire la présence du populisme de droite, ils comportent plus d'éléments qui les rendent différents. En 1994, Risse-Kappen avait déjà utilisé un tel modèle d'études de cas, c'est-à-dire des cas non comparables pour démontrer la crise des valeurs au sein de l'OTAN. Il s'agit des cas de la crise du Canal de Suez de 1956 et de la crise des missiles de Cuba de 1962.

Pour défendre son hypothèse, l'auteur a exploré les origines de l'OTAN et a analysé par la suite les interactions transatlantiques lors de deux crises majeures "hors zone" de la Guerre froide (la crise de Suez en 1956 et la crise des missiles de Cuba en 1962), ainsi que la persistance de l'OTAN après la fin de la Guerre froide. Risse-Kappen met l'accent sur les caractéristiques de chaque cas. Il décrit le contexte, le lieu de chacun des différends, les principaux acteurs. Les distinctions entre les deux cas sont nombreuses. Comme nous avons mentionné, il s'agit d'une étude de cas distincts. En effet, les contextes sociaux, culturels, historiques et politiques de l'Égypte ne sont pas similaires à ceux du Cuba. Les cas étudiés se situent dans des lieux géographiquement différents, deux pays différents, la crise du Canal de Suez en Égypte et la crise des missiles de Cuba. Les acteurs des deux crises sont différents; dans le premier cas, il y a l'Égypte, les États-Unis, la France, le Royaume-Uni et Israël, tandis que, dans le second, on note le Cuba, l'URSS, le Cuba et les États-Unis.

Risse-Kappen fait une description détaillée de chaque crise. Dans le cas du canal de Suez, l'auteur montre comment les intérêts nationaux des pays impliqués étaient menacés et chaque pays agissait dans le seul but de protéger et défendre ses intérêts. Les gouvernements britannique et français n'ont pas soutenu les efforts des États-Unis pour

une solution diplomatique de la crise. Chaque pays s'est senti trahi. Selon l'auteur, le Rapport du Comité des Trois sur la coopération non militaire au sein de l'OTAN, rédigé après les événements, réaffirme la nécessité d'une consultation en temps utile entre les alliés sur les questions de politique étrangère en général, et pas seulement sur celles relatives à la sécurité européenne. Ce cas de la crise du canal de Suez montre que les interprétations que font les acteurs d'événements spécifiques peuvent conduire à des changements dans la façon dont ils perçoivent leur identité, ce qui se traduit ensuite par une modification de leurs pratiques. En résumé, la confrontation entre les États-Unis et leurs alliés s'explique par le fait que chaque partie s'est sentie trahie. Risse-Kappen applique la même technique dans le cas de la crise des missiles de Cuba avec les États-Unis, qui vise à retracer les faits en mettant en lumière la violation des normes. Dans les deux cas, nous étions dans le contexte de la Guerre froide où la rivalité entre les blocs de l'Est et de l'Ouest battait leur plein. La prochaine section expose nos deux cas uniques ou extrêmes.

## 2. Étude de cas distincts du populisme aux États-Unis et en France

Rappelons que la thèse utilise une approche d'étude de cas qualitative sur le populisme aux États-Unis et en France. En raison des différences importantes entre les deux pays, nous avons trouvé important de considérer ces deux études de cas comme étant distinctes. La recherche analyse l'impact des discours populistes de Donald Trump et de Marine Le Pen sur la cohésion de l'OTAN. Plusieurs raisons expliquent la distinction des cas. Nous analysons les discours populistes, non seulement dans deux pays (les États-Unis et la France), mais aussi dans des continents différents (l'Europe et l'Amérique du Nord). Dans les cas analysés, le populisme a été déjà au pouvoir (États-Unis), tandis qu'en France, ça n'a pas été le cas (du moins, jusqu'à présent). Cette différence peut expliquer le déséquilibre des données, car aux États-Unis, où le populisme a été déjà au pouvoir, nous avons plus de discours disponibles qu'en France. Dans les deux pays, on constate une montée en puissance du populisme, notamment le populisme de droite. Afin de mieux présenter les cas, il est important de contextualiser le phénomène. L'objectif de la section est de montrer que le populisme dans les deux pays est en constante progression, et que le populisme aux États-Unis ne se résume pas au trumpisme, et que Marine Le Pen n'est pas la première figure du phénomène en France.

### a. L'histoire du populisme aux États-Unis

La manifestation du populisme dans la vie politique américaine n'est pas un phénomène récent. Il est aussi ancien, sinon plus, que la République elle-même. De nombreux chercheurs voient une grande part de populisme dans le mouvement anti-fédéraliste qui s'est formé en opposition à la Constitution telle qu'elle a été présentée à la Convention constitutionnelle de Philadelphie en 1787 (Brewer, 2016). Selon Rae et Porteere (2012), le populisme aux États-Unis a pris la forme de révoltes périodiques contre les élites politiques et l'*establishement* dominant du moment. La première manifestation du populisme dans le pays remonte au milieu des années 1780 avec la «Révolte de Shays» puis la «Révolte du Whisky» du début des années 1790. Selon Harris (2010), toutes les révoltes populistes de l'histoire se sont vues engagées dans une rébellion justifiée contre une élite dirigeante arrogante.

Le concept du populisme apparait pour la première fois dans la presse aux États-Unis avec le Parti du Peuple (*People's Party*), créé par les fermiers qui se sentaient lésés par les élus à la fin du XIX$^{e}$ siècle. Le mouvement était hostile à *l'establishment* des chemins de fer et des banques ainsi que des politiciens à Washington, et rassemblait fermiers, artisans, ouvriers et des anti-monopoles autour d'un programme pour les droits des travailleurs, dans un contexte particulier de chute des prix agricoles. Favorable aux réformes gouvernementales des monopoles et des conditions de travail, le *People's Party* a remporté la majorité des suffrages dans le Kansas, le Dakota du Sud et le Nebraska lors des élections locales de 1890. Melandri (1997 : 186) parle de la « protestation des pillés contre les pillards ». L'auteur se demande si les hommes politiques américains ne seraient pas tous ou presque des populistes, car, selon lui, la rhétorique populiste est partagée depuis les origines entre les Démocrates et les Républicains.

Kaltwasser *et al.* (2017) soulignent que c'est dans les zones rurales et les petites villes des États-Unis que le concept du populisme a été inventé dans les années 1890, et ce, en réaction aux élites à Washington et à Wall Street. Mais avant, des attitudes populistes étaient déjà présentes avant la guerre de Sécession (1861-1865) lorsque la société commençait à s'industrialiser et à s'urbaniser. Andrew Jackson (septième président, 1829-

1837), reste la première grande figure populiste aux États-Unis et il s'attaquait surtout aux Autochtones, en les qualifiant de voleurs de terre pour les cultivateurs blancs.

Kazin (1995, cité dans Brewer, 2016) affirme que la définition la plus élémentaire et la plus fondamentale du populisme américain implique une vision du monde dans laquelle les gens issus de la classe moyenne sont opposés aux élites dans le cadre d'un conflit politique, économique et social. On note que la rhétorique populiste tend à valoriser les personnes dites ordinaires, les considérant comme de simples, mais nobles défenseurs d'un accord juste et approprié qu'un groupe d'élite tente de bouleverser, souvent par des moyens illicites ( Berlet et Lyons, 2000; Harris, 2010). Retenons que le sentiment anti-élite a une longue histoire aux États-Unis, ce qui constitue une base solide pour l'opposition entre le peuple et les élites qui sous-tend le populisme américain.

La perception d'un conflit entre le peuple et les élites reste l'élément commun à tous les mouvements populistes américains. L'on peut discerner cet élément dans l'opposition anti-fédéraliste la plus radicale à la ratification de la Constitution (Michael, 2014). Remarquons qu'au cours des élections présidentielles de 1800, Thomas Jefferson a fait face à un mécontentement populaire face un régime jugé centralisateur de George Washington, Alexander Hamilton, et John Adams. Le mécontentement s'est particulièrement répandu dans les États frontaliers de l'Ouest et du Sud, avant que Thomas Jefferson le transforme en une victoire présidentielle en sa faveur (Wilentz, 2005, cité dans Rae et Porteere, 2012: 112).

Wilentz (2005, cité dans Rae et Porteere, 2012) affirme que, vers la fin des années 1820, le Président Andrew Jackson a, à son tour, conduit une autre révolte populaire, qui était également soutenue par les États frontaliers, contre un autre establishment politique au pouvoir et centralisateur, tenu par le Président Quincy Adams. On note que le Parti républicain est né dans les années 1850, à l'issue d'une révolte populaire dans les États qui composaient la frontière du Nord-Ouest, c'est-à-dire Wisconsin, Illinois, et le Michigan. Selon Wilentz (2005, cité dans Rae et Porteere, 2012:113) « ces Républicains craignaient que les compromis permanents avec le Sud esclavagiste n'étendent cette pratique singulière aux États du Nord-Ouest et ne viennent menacer la liberté du travail ».

Rae et Porteere (2012) affirment que, depuis la guerre de Sécession, les mouvements populistes américains ont influencé les grands partis et eu un effet sur l'orientation des politiques publiques, mais qu'aucun de ces mouvements n'a bénéficié du soutien populaire ou de la longévité nécessaires pour supplanter un des deux grands partis. Ils expliquent une telle situation par les changements structurels dans la configuration politique américaine (l'accès au suffrage) qui rendent difficile la disparition d'un parti politique reconnu comme majoritaire (Burnham, 1981, cité dans Rae et Porteere, 2012: 113). Toutefois, Rae et Porteere ajoutent que les mouvements sociaux populistes ont toujours joué un rôle majeur, dans la mesure où, affirment-ils, ils ont « souvent réussi à influencer le cours de la politique américaine et de l'opinion publique, avec des conséquences durables à la fois sur le plan régional et national ».

Ce qui fait souvent l'objet de critique ou de colère du populisme américain, c'est la fortune des élites, considérée comme injustement obtenue. Les mouvements populistes américains ont tendance à faire une distinction nette entre ceux qui travaillent pour gagner leur vie, généralement considérée comme des producteurs, et ceux qui gagnent leur pain grâce aux efforts d'autrui (Kazin, 1995, cité dans Brewer, 2016). Selon Brewer, la colère du populisme se manifeste à l'égard des riches et des grandes entreprises qui s'enrichissent du dur labeur des autres en contrôlant et en manipulant les finances et les marchés, comme ce fut le cas avec les disciplines du père Coughlin et de Huey Long dans les années 1930. Il peut également se manifester sous la forme d'un retentissement populiste à l'égard de groupes de la société considérés comme bénéficiant de prestations sociales qu'ils ne méritent pas, comme ce fut le cas pour les partisans populistes de George Wallace dans les années 1960 et dans le mouvement du *Tea Party* (Williamson et *al*., Coggin, 2011).

Brewer (2016) continue en disant que la nature anti-élite du populisme américain engendre aussi souvent une peur profonde de l'autorité centrale, notamment le gouvernement fédéral. Pour les populistes américains, le pouvoir central constitue un outil pour priver le peuple de son pouvoir, dans la mesure où il est contrôlé par les élites (l'ennemi du peuple). Le populisme aux États-Unis défend régulièrement le contrôle local et le maintien du pouvoir de l'État aussi près que possible du peuple (Siemers, 2003, cité dans Brewer, 2016). Dans la perception du populisme, le peuple est vertueux, ce qui n'est

pas le cas des élites. Par conséquent, le fait de maintenir le pouvoir au niveau local, entre les mains et sous la supervision du peuple, contribue grandement à prévenir la corruption qui s'installe lorsque des élites lointaines mettent la main sur le pouvoir. Selon Harris (2010), les populistes aux États-Unis évoquent souvent la théorie du complot à l'égard de l'autorité centrale. Dans la perception populiste, les élites qui constituent l'ennemi sont engagées dans une conspiration visant à nuire au peuple, à lui prendre ce qui lui revient de droit et à détruire son mode de vie.

Le populisme aux États-Unis est antiélitiste, a peur de l'autorité centrale et a tendance à voir des conspirations contre le peuple. On note que, si les élites ne sont pas elles-mêmes des expertes, elles possèdent des moyens et ont la possibilité d'engager les experts pour faire avancer leur cause. Les autorités centrales se tournent souvent vers les experts pour formuler des politiques visant à contrôler et maintenir la classe moyenne dans sa position. Les experts sont considérés comme intelligents, et l'intelligence semble utile lorsque l'on veut s'engager dans une conspiration, affirme Brewer (2016). Selon l'auteur, ce mépris pour les experts renvoie à un autre point commun du populisme américain : la défense du statu quo.

Brewer continue pour dire que, lorsque le gouvernement ou un groupe d'élite fait appel à des intellectuels, il leur demande d'utiliser leur expertise pour résoudre un problème perçu. Les experts sont engagés pour conduire le changement. Les populistes considèrent le changement comme la cause du problème plutôt que la solution. Tout allait bien avant, puis, sous la direction des élites et des experts, la société s'est éloignée de ce qui fonctionnait, causant ainsi un problème. Selon Brewer, cet élément particulier du populisme américain se manifeste par l'exaltation de la tradition et une résistance farouche au changement. Il se manifeste notamment par des appels à la société pour qu'elle s'accroche aux fondements religieux et aux définitions traditionnelles de la moralité (Harris, 2010). Le soutien à la tradition et la résistance au changement peuvent également expliquer pourquoi le populisme américain a généralement été associé aux communautés rurales et agraires, bien que les accords économiques défavorables à la population soient aussi importants à cet égard (Hofstadter 1955; McMath, 1992, cités dans Brewer, 2016).

Le populisme soutient aussi la loi et l'ordre. Une telle vision peut être classée dans la même catégorie que son soutien au statu quo, car ceux qui enfreignent la loi et/ou violent

les normes sociétales perturbent le statu quo et transgressent ce que les populistes considèrent comme des limites morales acceptées et légitimes (Carter, 1995, cité dans Brewer, 2016). Pris dans leur ensemble, tous ces éléments peuvent être considérés comme révélateurs de la tendance du populisme américain à résister à la modernité, qui pour les populistes, est l'affaire des élites et des intellectuels. Ces éléments témoignent également que le populisme soutient l'ordre.

| | **Earliest** | **Most Recent** |
|---|---|---|
| Ordinary people vs. elites | | |
| Federal government run by a few big interests | 29 (1964) | 79 (2012) |
| Government officials don't care what people like respondent think | 35 (1952) | 61 (2012) |
| Unfair economic arrangements | | |
| Rate big business coolly | 17 (1964) | 44 (2012) |
| Rate people on welfare coolly | 47 (1976) | 44 (2012) |
| Better or worse off financially in past year (populist response is "worse") | 19 (1962) | 46 (2012) |
| Fear of centralized authority (usually federal government) | | |
| Rate federal government coolly | 46 (1980) | 59 (2012) |
| Trust federal government to do what is right (populist response is "some of the time") | 24 (1958) | 76 (2012) |
| How many government officials are crooked (populist response is "quite a few") | 24 (1958) | 51 (2008) |
| Defending national ideals from threat | | |
| Rate illegal immigrants coolly | 67 (1988) | 62 (2012) |
| Number of immigrants allowed to come to US should be decreased | 47 (1992) | 44 (2012) |
| Anti-intellectual | | |
| How much government pays attention to what people think (populist response is "not much") | 23 (1964) | 20 (2004) |
| Support for traditional arrangements | | |
| Rate blacks coolly | 17 (1964) | 20 (2012) |
| Rate gays coolly | 69 (1984) | 33 (2012) |
| Newer lifestyles are contributing to the breakdown of our society | 68 (1986) | 59 (2012) |
| Should adjust view of moral behavior based on changes in the world | 44 (1986) | 46 (2012) |
| Should be more emphasis on traditional family ties | 81 (1986) | 67 (2012) |
| Should be greater tolerance of different moral standards | 24 (1986) | 24 (2012) |

Tableau 3 : Pourcentage d'Américains adoptant une position populiste face à diverses questions, de 1948 à 2012. Source: ANES Cumulative DataFile, 1948–2012.

Nous avons ainsi un aperçu global de ce qu'est le populisme aux États-Unis, sur une longue période, entre 1948 et 2012. La question que l'on est en droit de se poser est la suivante : quelle est la place du populisme dans la politique contemporaine des États-Unis? Le tableau ci-dessus, dont les données sont extraites de *American National Élection Studies* (ANES) entre 1948 et 2012 et comportant les indicateurs du populisme, tente d'apporter la réponse à cette question, en montrant l'évolution du populisme dans la vie politique américaine (Brewer, 2016). Les indicateurs du populisme sont regroupés sous des thématiques et présentés dans le tableau. Une analyse superficielle de la dernière colonne à droite indique qu'il existe des attitudes populistes importantes aux États-Unis depuis plusieurs années. Selon Brewer (2016), les opinions qui incarnent les gens ordinaires contre les élites, la crainte de l'autorité centrale et, dans la moindre mesure, le mécontentement face à des accords économiques injustes ont considérablement augmenté depuis que l'ANES a posé ces questions pour la première fois. Brewer (2016) affirme que les thèmes contenus dans le tableau ont été exploités par les candidats, tels Bernie Sanders, mais aussi, dans une moindre mesure, Ted Cruz et Ben Carson dans la campagne présidentielle de 2016.

Le populisme est aussi ancien que la Constitution des États-Unis de 1787, car, dans son préambule, on peut lire: « Nous, le peuple des États-Unis, afin de former une union plus parfaite, d'établir la justice, d'assurer la tranquillité intérieure, de pourvoir à la défense commune… ordonnons et établissons la présente Constitution pour les États-Unis d'Amérique ». Dans l'histoire politique des États-Unis, on observe que deux tendances du populisme ont longtemps prospéré (Kazin, 2016 : 17) : le populisme de gauche et celui de droite. Pour Kazin (2016), la distinction entre ces deux tendances n'est pas aussi importante. Selon l'auteur, le populisme de gauche s'attaque aux élites corporatives et aux corrompues du gouvernement qui auraient trahi les intérêts des hommes et femmes qui font le travail essentiel. Ce type de populisme adopte une conception du peuple basée sur la classe sociale et évite de s'identifier comme partisan ou opposant d'un groupe ethnique particulière. Il appartient à un courant libéral dans la vie politique des États-Unis et met en avant une version du « nationalisme » civique. L'auteur définit le nationalisme civique comme la croyance en l'égalité fondamentale de tous les êtres humains, en tous les droits

inaliénables à la vie, à la liberté et à la recherche du bonheur, et en un gouvernement démocratique qui tire sa légitimité du consentement du peuple.

Le populisme de droite dénonce les élites dans les grandes entreprises et le gouvernement, qu'il estime avoir confisqué les intérêts économiques et les libertés politiques du peuple. La définition du peuple est plus restrictive et plus étroite, car centrée sur les aspects ethniques. La tendance de droite se caractérise par le « nationalisme racial », car elle soutient qu'il existe une alliance néfaste entre les forces du mal d'en haut et les gens à la peau foncée d'en bas. Une telle distinction met en péril les intérêts et les valeurs de la majorité patriotique (blanche) qui se situe au milieu du continuum. Pour Kazin, les deux traditions du populisme américain ont toujours évolué de façon concomitante. Leur apparition est en réaction contre un système économique qui favorise les riches, la peur de perdre des emplois au profit des nouveaux immigrants, et des politiciens qui se soucient plus de leur carrière que du bien-être de la majorité.

Au niveau des hommes et femmes politiques populistes américains, il existe, d'un côté, des alliés des monopoles, de grands groupes et les sociétés anonymes (en particulier celles des chemins de fer) recherchant la faveur des lois qui appauvrissent le peuple. De l'autre, on note les agriculteurs, les commerçants et toutes les autres catégories sociales qui produisent la richesse et la fiscalité (Kazin, 2016). Cette vision manichéenne de la société américaine des années 1890, portée par le Parti du Peuple, justifie sa détermination à s'organiser pour mener les contestations. Deux formes de populisme cohabitent dans le pays au fil du temps. Premièrement, le populisme inclusif qui rejette les élites économiques et politiques tout en s'adressant à tous les Américains, peu importe leur origine ethnique ou leur culture. Les manifestations altermondialistes de 1999 à Seattle, contre la conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) pour le lancement d'un nouveau cycle commercial, s'inscrivent dans cette tradition et constituent l'acte fondateur de l'altermondialisme (Fougier et Dimitrova, 2019).

Deuxièmement, le populisme exclusif, qui à l'instar du populisme inclusif, rejette l'élite, mais à la différence, donne une définition restrictive du peuple. Généralement xénophobe, cette forme de populisme privilégie les citoyens américains blancs et rejette les autres groupes sociaux sur la base des critères ethniques ou raciaux (les Noirs, les

Latino-Américains, les Asiatiques) et religieux (les musulmans). Entre 1960 et 1970, les idées populistes refont surface lorsque le pays commence à se désindustrialiser, et atteignent le paroxysme dans les années 2000 avec la mondialisation. La campagne présidentielle de 2016 a montré très clairement que le populisme peut être partout aux États-Unis, à droite comme à gauche, car, outre les discours populistes du candidat républicain, Bernie Sanders, candidat défait à la primaire démocrate, ne s'est pas privé de tomber dans le populisme au cours de la même campagne. Il déclare que « si les milliardaires le détestent, tant mieux ».

On retient que le populisme aux États-Unis remontant au XVIII$^{e}$ siècle est né d'une protestation populaire, conduite par les agriculteurs, les mineurs, les femmes issues des milieux sociaux modestes et plusieurs autres couches également dérivées parmi les paysans (Hermet, 2013 : 103). Selon Hermet, ce populisme était plus réformiste que subversif, étant donné qu'il se contentait de dénoncer les abus commis par la classe politique et les magnats du commerce. Il s'agissait d'un courant ethnique de populisme, traduisant la peur de la décadence sociale vécue par la population « blanche », convaincue d'être les seuls vrais descendants d'une véritable première vague d'immigration en provenance d'Europe du Nord. Le populisme aux États-Unis a proclamé son allégeance aux institutions existantes et a eu recours à des stratégies électorales plutôt qu'à des manifestations de rue, comme ce fut le cas dans d'autres pays, comme en Russie et en France, par exemple. Électoralistes et légalistes, les populistes américains des années 1890 prétendaient exprimer la volonté du peuple, sans toutefois affirmer, qu'ils en étaient les seuls porte-parole, et ce, dans un esprit pluraliste plutôt que plébiscitaire.

Brewer (2016) confirme que le populisme a sans aucun doute une longue histoire dans la politique des États-Unis et qu'il a considérablement influencé la politique américaine de diverses manières. Balz (2015) renchérit en disant que le concept a été utilisé pour définir et expliquer des évolutions de certains mouvements, comme le Tea Party, l'ascension de la sénatrice du Massachusetts Elisabeth Warren et l'essor de Black Lives Matter depuis 2013. Selon Brewer, il serait erroné de croire que la montée en puissance du populisme dans la politique américaine est un phénomène récent. Pour l'auteur, les anciens présidents George Bush, Bill Clinton et Ronald Reagan ont été décrits comme adoptant des attitudes populistes.

Selon Brewer, la politique étrangère de Trump est une continuité de la tradition populiste aux États-Unis. Ses dénonciations de l'injustice économique, l'anti-immigration, la perte du statu quo et les théories du complot sont autant d'éléments qui justifient davantage que le populisme aux États-Unis est en constante progression. Après avoir exploré l'histoire du populisme aux États-Unis, nous allons chercher à savoir comment le phénomène a évolué en France.

### b. L'histoire du populisme en France

L'objectif de cette partie est de montrer que le Rassemblement national n'est pas la première manifestation du populisme en France. Certaines pratiques des dirigeants politiques de l'époque comportaient déjà des indices du populisme. Cette partie permettra aussi d'explorer l'histoire de l'extrême droite en France depuis les années 1800 jusqu'à la création du Rassemblement national, en 1972.

Nous jugeons utile de faire un tour sur quelques manifestations de l'extrême droite, qui est en quelque sorte les mouvements précurseurs de la mise en place des idées du Rassemblement national d'aujourd'hui (Lebourg, 2011). Selon Lebourg (2011), l'expression «extrême droite » apparaît pour la première fois dans les années 1820 pour désigner les partisans ultras de la Restauration de la monarchie qui considèrent que les institutions et les élites sont déconnectées du peuple. Pour l'auteur, la fin du Second Empire fait passer les bonapartistes du côté de la droite. De plus, ce changement donne naissance au revanchisme (un sentiment nationaliste entretenu par l'opinion publique), puis à la Ligue des patriotes (un des mouvements pionniers du nationalisme français), en 1882, qui devient plus tard la matrice du nationalisme naissant (Berstein, 2017). Selon Duroselle (1955), progressivement, bonapartistes comme monarchistes disparaissent peu à peu pour laisser place au nationalisme, dont « le boulangisme a dressé l'acte de naissance » et « l'Affaire Dreyfus[7] son acte de baptême ». Le boulangisme est alors un précurseur du nationalisme, mais aussi du populisme (Richard, 2023).

[7] « Crise politique majeure sous la IIIème République, l'affaire Dreyfus implique un officier français de confession juive dans une histoire d'espionnage. Alimentant divers rebondissements, "l'Affaire" va scinder la France entre "dreyfusards" et "antidreyfusards" pendant plusieurs années» (Ministère de la justice, 2011).

On retient que les origines du populisme en France remontent au moins à l'ère du boulangisme (1886-1891), période au cours de laquelle le mouvement se développe suite au limogeage et à la mise à la retraite du Général Boulanger (Hermet, 2013; Winock, 2017). Selon Winock, le programme du Général Boulanger tient en trois mots : « Dissolution, Révision, Constituante », et avait pour finalité le changement du régime politique, jugé inefficace, corrompu et accaparé par une oligarchie séparée du peuple. Le boulangisme se veut moralisateur, car il juge la « Fondation de l'ordre constitutionnel de la IIIe République » de 1875 insuffisamment républicaine. Le mouvement s'opposait à la République parlementaire (bonapartistes, monarchistes, catholiques antilaïques), car il portait en lui une protestation légitime contre les « chefs parlementaires » qui ont abusé le peuple.

Moraliser la vie publique était donc un leitmotiv pour le mouvement. Il s'opposait à un régime jugé inefficace : absentéisme des députés, manque de cohérence de la politique générale, absence de réforme. Il dénonce l'accaparement du pouvoir par les opportunistes, ces républicains modérés, anticléricaux, aventurés dans une entreprise coloniale qui détourne les Français de la Revanche, qui sont également rejetés par les tenants d'une politique sociale, les adversaires des lois laïques et les patriotes (Winock, 2017). Winock 2017: 34) continue pour dire que:

> Le boulangisme s'affirme enfin comme un nationalisme avant la lettre. Le culte des provinces perdues induit une diplomatie anti-allemande active, l'alliance franco-russe, le détachement de l'Italie de la Triple Alliance. Pareille politique exige l'unité nationale et le dépassement des clivages sociaux et politiques, ce qui nous ramène au préalable de la révision constitutionnelle. Au total, le boulangisme paraît bien répondre à la définition du populisme protestataire défini par P.-A. Taguieff : anti-élitisme (ceux d'en bas/ceux d'en haut), confiance dans le peuple, méfiance à l'endroit du régime représentatif (antiparlementarisme), appel au peuple par voie de référendum, « hyperpersonnalisation du mouvement à travers la figure charismatique du leader « viril » et « honnête », discours interclassiste, idéologie de l'unité nationale.

Selon Hermet (2013: 85), le mouvement avait une faible structure organisationnelle, mais il jouissait d'une popularité nationale, et se caractérisait particulièrement par sa manière de stimuler le populisme, dans le sens de lui transmettre une capacité de mobilisation à travers le charisme d'un chef encensé. Il a émergé dans un contexte de récession économique prolongée, exacerbée par le libéralisme commercial, qui avait exposé l'industrie et l'agriculture de la France à une concurrence internationale à laquelle elle n'avait pas pu faire face. Le contexte était favorable à l'émergence de foyers populistes en Europe et plus tard dans les pays qui entreraient dans l'ère industrielle. Joly

(2022) analyse et établit les causes profondes du Boulangisme dans la France des années 1880. Selon l'auteur, le régime politique instauré au lendemain de la chute du Second Empire ne convient à personne. Le système représentatif est en crise et est alors contesté tant à gauche qu'à droite de l'échiquier politique.

Selon Joly (2022), le compromis constitutionnel de 1875 a établi un régime qui n'accordait aucune souveraineté au peuple; il le privait de tout moyen de se faire entendre. À cela s'ajoute l'instauration d'une présidence de la République et d'un Sénat qui conduisaient inéluctablement à un blocage constitutionnel et portaient en leur sein le germe du futur mouvement boulangiste. Plusieurs événements ont fait douter les Français de l'excellence des institutions publiques et de la moralité des dirigeants républicains. La crise économique et sociale va frapper de plein fouet la France à partir de 1882. La peur du socialisme et la montée du marxisme inquiètent le plus grand nombre.

Selon l'auteur, l'année 1885 est un tournant pour les partis politiques français. À droite, les monarchistes et les bonapartistes se désespèrent de pouvoir restaurer, chacun sur le trône, leur prétendant. Au sein de la majorité républicaine, les opportunistes ne parviennent pas à donner à la France un gouvernement stable. Pour leur part, les radicaux ne s'entendent pas sur la nature du régime, tandis que les différents courants socialistes s'affrontent. Ce contexte fut façonné par les situations de crise engendrée par les mutations et les périodes de faiblesse des sociétés démocratiques modernes (Hermet, 2013).

C'est dans ce contexte que le boulangisme a mis en lumière les prémisses de mutation populiste, en passant de la gauche idéaliste à la droite radicale ainsi que les différentes transformations des discours nationalistes. C'est à la fin des années 1890, lorsque le général Georges Boulanger, l'une des figures politiques importantes sous la Troisième République, défendait les travailleurs tout en cherchant à renverser le régime parlementaire existant en l'accusant de corruption et d'être déconnecté d'avec le peuple. Il a fait appel aux paysans, ouvriers et socialistes radicaux et ses attaques étaient dirigées contre l'élite considérée largement comme monarchiste. Le mouvement est principalement urbain et les bases populaires sont plus les petites bourgeoisies que la paysannerie, dont le programme politique est à la fois essentiellement nationaliste et plus plébiscitaire que démocratique.

Au cours du dernier tiers du XIX$^{e}$ siècle, on assiste à l'émergence à la fois du nationalisme et de l'extrême droite, mais aussi d'un antisémitisme porté par cette même droite, qui se manifeste en particulier par l'Affaire Dreyfus (Richard, 2023). Parmi les mouvements de l'extrême droite qui voient le jour au cours de cette période, on note la Ligue des patriotes, l'un des mouvements pionniers du nationalisme français, créée en 1882, la Ligue de la patrie (une association militante d'orientation nationaliste, devenue un parti politique, fondée en 1898) et la Ligue d'Action française (une des principales ligues d'extrême droite du XXe siècle), fondée en 1905.

Guinet (2017) souligne que le premier apogée de l'extrême droite est intervenu pendant les années 1930 et au début 1940, au travers du succès des différentes ligues. Les idées de l'extrême droite atteignent leur consécration sous le régime de Vichy, où de nombreux membres et sympathisants des ligues ou des mouvements monarchistes adhèrent aux idéologies fascistes. Plusieurs autres membres rejoignent les mouvements de résistance à l'occupation par nationalismes et antigermanisme (Lebourg, 2013). Dans l'après-guerre, l'extrême droite était morcelée face aux guerres de décolonisation. L'un des rares groupes d'orientation néofasciste qui existait au cours de cette période est Jeune Nation, fondé en 1949. Après sa dissolution en 1958, les membres se réfugièrent derrière le syndicalisme estudiantin, créé en 1960: la Fédération des étudiants nationalistes. Au cours de la même période, on assiste à la création de l'Organisation de l'armée secrète (OAS) dont l'objectif est de faire avancer la cause de l'Algérie française, et pour ce faire, commet plusieurs attentats à l'encontre des responsables gaullistes et communistes (Lebourg, 2013).

Entre 1960 et 1970, plusieurs autres mouvements d'extrême droite ont vu le jour et les tentatives d'unification de ces groupes qui se sont succédés au fil des décennies. Selon Lebourg (2013; 2018), une première tentative de rassemblement a eu lieu lors de l'élection présidentielle de 1965. Selon les auteurs, les militants des extrêmes droites ont soutenu la candidature de Jean-Louis Tixier-Vignancour avec la création des comités et ayant comme directeur de campagne Jean-Marie Le Pen, député à l'époque, qui allait créer plus tard le Front national. Pour Lebourg (2018), cette volonté d'unification de l'extrême droite française n'a pas fonctionné. La Fédération des étudiants nationalistes et sa revue Europe-Action prônent la fin de l'activisme qu'elles jugent stérile. Cette position a suscité plusieurs

scissions avec la création du Front universitaire européen, puis du mouvement Occident en 1964 (Lebourg, 2013; 2018).

Selon Lebourg (2013), le mouvement Occident a subi à son tour une dissolution en de multiples groupuscules qui ont connu plusieurs tentatives d'unification. L'unification intervient en novembre 1969 sous le nom d'Ordre nouveau (ON), dont la stratégie de base vise la provocation afin d'occuper une place prépondérante dans le milieu d'extrême droite (Lebourg, 2013). Ordre nouveau apparaît, en 1970 et 1971, comme l'organisation efficace qui rassemble la plupart des forces d'extrême droite, et reprend le projet d'un parti politique rassemblant les différentes tendances nationalistes. Pour ce faire, Jean-Louis Tixier-Vignancour rencontre Jean-Marie Le Pen en 1971 pour discuter de la création d'un Front national.

Rappelons qu'en dépit de l'existence de l'Ordre nouveau, une quantité importante de groupuscules créés par les anciens cadres de l'Occident subsistaient encore et étaient dispersés dans toute la France. Ces mouvements se sont structurés et dotés de trois syndicats: un syndicat étudiant (Groupe union défense), un syndicat lycéen (Union des lycéens nationalistes) et un syndicat professionnel (Union Générale des travailleurs), (Lebourg, Preda et Beauregard, 2014). Ces mouvements ont favorisé la création de l'Ordre nouveau, qui est à la base de la naissance du Front national avec Jean-Marie Le Pen. La création du Front national (aujourd'hui le Rassemblement national) est l'aboutissement d'une décennie de tentatives de rassembler l'extrême droite française, et qui se sont toutes soldées par un échec auparavant (Lebourg (2013). Le parti est créé en juin 1971. Plusieurs militants d'Ordre nouveau marquent leur désaccord face à ce qu'ils considèrent comme un reniement des valeurs de leur mouvement, en raison de l'appellation « Front national pour l'unité française ». Ils souhaitaient le nommer «Front national pour un ordre nouveau» pour ce faire, les cadres d'ON multiplient les réunions en vue de clarifier leur position et maintenir l'indépendance d'ON (Lebourg, Preda et Beauregard, 2014).

À la fin de 1972, Jean-Marie Le Pen devint le Président, avec comme vice-président Georges Bidault, représentant d'Ordre nouveau. Après la défaite aux élections législatives de 1973, les luttes intestines entre radicaux et lepénistes éclatent, Jean-Marie Le Pen dissout alors l'ON dans le Front national. Le Front national reste au cours de cette époque

le seul parti à se réclamer ouvertement de droite et axe alors sa doctrine sur l'anticommunisme jusqu'en 1978 (Berger, 2024). Kauffmann (2016: 12) affirme qu'aux yeux d'Ordre nouveau, Jean-Marie « Le Pen incarne au premier chef ces nationaux dégainés pour leur conservatisme social, leur populisme électoral et leur vaine nostalgique du poujadisme ». L'auteur continue pour dire que « Le Pen est alors un pur produit de la tradition poujadiste et de l'Algérie française pétri d'anticommunisme et d'antigaullisme. Une droite décomplexée, autoritaire, voire musclée, mais respectueuse des institutions ».

Dans ses mémoires, Jean-Marie Le Pen déclare sur de Gaulle que celui-ci « reste une horrible source de souffrance pour la France » (Forcari, 2020). Selon Kauffmann (2016), de Gaulle était devenu l'homme à abattre, au sens propre comme au sens figuré. Forcari fait une telle déclaration, car selon lui, les franges les plus radicales de la droite française, dont Jean-Marie Le Pen, sont regroupées autour du combat pour l'Algérie française et par un anti-gaullisme violent. En effet, ce combat a alimenté l'hostilité des Français d'Algérie à l'encontre du Fondateur de la V$^{e}$ République, qu'ils accusent de trahison. L'hostilité atteint son paroxysme en août 1962, lorsqu'avec l'OAS (Organisation de l'armée secrète) et les activistes de l'Algérie française tirent sur le cortège de de Gaulle. Le Front national se construit en opposition au gaullisme (Forcari, 2020). Selon l'auteur, un nombre important d'anciens membres de l'OAS ont activement contribué à la création du Front national en 1972. Forcari (2020) déclare ceci:

> Quand se crée le Front national en 1972, parmi ses fondateurs se trouvent bon nombre d'anciens de l'OAS. La figure du patron de la France libre n'y était alors pas en odeur de sainteté. Mais l'Algérie n'est pas la seule raison de cette opposition à l'homme de Londres. Parmi les pères fondateurs du FN figuraient également d'anciens nostalgiques de Vichy, des admirateurs du maréchal Pétain et quelques anciens collabos non repentis. Bref, il n'a pas grand-chose en commun avec les activistes du mouvement Ordre nouveau.

Kauffmann (2016) estime que le Front national (FN) puise ses origines dans le terreau du « nationalisme révolutionnaire », idéologie portée par les jeunes néofascistes du mouvement Ordre nouveau (ON). Boily (2005: 23) abonde dans le même sens en explorant les sources idéologiques du Front national. L'auteur résume son analyse de la manière suivante:

> On note, au sein du Front national (FN) de Jean-Marie Le Pen, la coexistence de plusieurs courants politiques, ce qui donne au parti une image d'éclectisme idéologique. Or, cela fait que l'on a parfois tendance à négliger les idées avancées par le FN. […]. L'analyse montre,

> dans un premier temps, que le discours du FN s'abreuve aux sources du traditionalisme politique pour, dans un second temps, insister sur sa dimension populiste. En somme, l'efficacité du FN sur le marché politique s'explique, en partie, par le mariage du traditionalisme et du populisme. Boily (2005: 23)

Selon l'auteur, le parti s'abreuve à plusieurs courants, de l'intégrisme catholique au néolibéralisme, sans oublier le nationalisme maurrassien et la nouvelle droite. Il analyse comment se structure, au-delà de l'hétérogénéité du discours, l'univers idéologique des frontistes. On retient que l'idéologie frontiste est un mélange du traditionalisme et du populisme qui permet au parti de mettre à la lumière des faits les rancœurs politiques ressenties par les électeurs français. Pour Boily (2005: 22), cette idéologie repose sur quelques piliers traditionalistes que « le populisme permet de moderniser le discours à l'aide d'une rhétorique de dénonciation des élites qui épouse les critiques du système politique, présentes dans l'univers intellectuel français ».

Notons que c'est sur la base du mélange de telle idéologie que Jean-Marie Le Pen s'est présenté à cinq reprises à une élection présidentielle en France, soit de 1974 (scrutin anticipé, faisant suite à la mort du président Georges Pompidou) jusqu'en 2007. Il fait son meilleur score au scrutin de mai 2002, où il obtient 17,79% des suffrages exprimés contre 82,21% pour son adversaire (Jacques Chirac). Son résultat aux élections de 2007 confirme son déclin politique avant de passer la main à sa fille Marine Le Pen en 2011.

Cette section a permis de retracer les origines du Front national. Nous avons observé que le parti est le produit de plusieurs mouvements nationalistes révolutionnaires, depuis l'association Jeune nation, au mouvement Ordre nouveau en passant par l'Occident et la Fédération des étudiants nationalistes. Les prises de position récentes du parti maintenant baptisé Rassemblement national sur les questions nationales et internationales portent encore les idéologies des extrêmes droites françaises. La prochaine section se concentre sur la politique de Marine Le Pen. De manière générale, elle vise à justifier le choix de nos deux dirigeants populistes, Marine Le Pen et Donald Trump, dans le cadre de cette thèse.

### 3. Choix des leaders populistes : Donald Trump et Marine Le Pen

Cette section explique pourquoi nous portons notre choix sur ces deux leaders populistes, dont les programmes politiques et discours font référence aux concepts

d'extrêmes droites (Dionne, 2021). Comme mentionné dans les sections précédentes, il ne s'agit pas d'établir une comparaison entre ces deux leaders, puisque ce sont des cas distincts. En effet, même s'il existe quelques similitudes entre les deux dirigeants (le fait qu'ils soient populistes de l'extrême droite), ils sont distincts à plusieurs égards. Donald Trump a l'expérience du pouvoir et a obtenu un second mandat aux États-Unis, tandis que Marine Le Pen est cheffe de l'opposition en France.

### a. Pourquoi le choix de Donald Trump?

Donald Trump est le 47e Président des États-Unis. Il vient d'être réélu pour un second mandat après avoir perdu les élections en 2020. Le choix porté sur sa personne s'explique par le fait qu'en dépit de sa non-réélection en 2020, ses idées continuent de prendre de l'ampleur dans l'électorat américain. Par ailleurs, quatre ans après avoir quitté la Maison-Blanche, il revient et fait mieux que lors de sa première élection. Selon Maillot (2024), il s'agit d'une victoire nette et sans bavure du point de vue du collège électoral, mais aussi du vote populaire, puisque, contrairement à 2016, Donald Trump l'a également remporté. L'auteur affirme que les détracteurs du président ne pourront plus dire qu'il a été «mal élu», puisqu'il a battu le record de voix à une élection présidentielle pour un candidat républicain. Avec un total net de 74 263 792 suffrages décomptés (Associated Press, 2024), le président dépasse son total de l'élection de 2020, au cours de laquelle il avait cumulé 74 223 975 de voix malgré sa défaite. Trump a également obtenu 11 millions de voix de plus que son élection de 2016, où il avait perdu le vote populaire face à Hillary Clinton avec 62 984 828. Selon l'auteur, certes, la population américaine augmente d'un à deux millions par an, pourrait expliquer le score en hausse. Il note que la population des États-Unis a d'ailleurs gagné 13 millions d'habitants entre 2016 et 2024. Mais pour Maillot (2024), ce score de Donald Trump s'explique par l'élargissement de son socle électoral. Par exemple, Maillot souligne que Donald Trump a gagné des voix chez les latinos (+13 points), les jeunes (+6 points), les non-diplômés (+4 points), les femmes (+2 points) et les hommes noirs (+1 point). On note la progression de Trump chez l'électorat des minorités.

Avant sa victoire de novembre 2024, plusieurs sondages avaient soutenu la popularité croissante de Donald Trump, malgré ses ennuis judiciaires au cours de cette époque. En effet, depuis août 2023, la plupart des enquêtes Reuters/Ipsos avaient révélé qu'il

bénéficiait du soutien de la moitié de l'électorat républicain (Sullivan et Lange, cités dans Reuters, 2024). Les sondages avaient souvent montré qu'il n'y avaient pas eu des changements majeurs au niveau des grandes lignes de la course, même si les problèmes juridiques de Trump se sont multipliés et que ses rivaux avaient continué de faire campagne. Desmonceaux (2024) soutient que Trump n'a pas perdu sa popularité, il était à égalité des intentions de vote avec Joe Biden, et sa réélection en novembre 2024 vient confirmer une telle assertion. Selon Bonzom (cité dans *Le Devoir*, 2024), « les 91 chefs d'accusation visant Donald Trump n'ont fait le renforcer ». Selon l'auteur, le président a non seulement réussi à conserver son électorat, mais aussi à élargir par rapport à 2017. Trump a continué de gagner du terrain parmi les jeunes, les noirs et les latinos qui, pourtant, constituent les trois grands piliers de la coalition électorale du parti démocrate. Ces principaux développements confirment que l'élection de Trump à la Maison-Blanche loin de constituer un « choc sans précédent » est plutôt une nouvelle vision du monde que partagent la plupart des Américains.

Au regard de ce qui précède, le président américain reste un choix intéressant pour nous permettre de répondre aux objectifs de la thèse, c'est-à-dire analyser l'impact des discours populistes sur les valeurs de l'OTAN. Il fait la une de l'actualité politique internationale. Pour comprendre en profondeur sa pensée, son idéologie, sa politique sur l'alliance atlantique,  nous allons analyser ses discours durant son premier mandat.

**b. Pourquoi le choix de Marine Le Pen?**

Marine Le Pen a succédé à son père en tant que présidente du Front national en 2011, et devenu Rassemblement national et a dirigé le parti jusqu'en 2022. Elle s'est présentée à trois reprises à une élection présidentielle en France, soit depuis 2012 jusqu'en 2022. Arrivée en troisième position au premier tour de l'élection présidentielle de 2012, elle obtint 17,9% des suffrages exprimés. De nouveau candidate à l'élection présidentielle de 2017, elle perd au second tour face à Emmanuel Macron avec 33,9% des voix. Elle quitte la présidence du parti en 2021 et dépose sa candidature pour l'élection présidentielle de 2022. Elle se qualifie à nouveau au second tour et est à nouveau battue par Emmanuel Macron, mais avec 42,5% des voix, ce qui constitue son résultat le plus élevé lors d'un scrutin présidentiel pour le parti depuis sa création. Nous avons vu dans la section

précédente que l'histoire du Rassemblement national ou de l'extrême droite en France s'est construite en opposition au gaullisme, alors que Marine Le Pen revendique l'héritage du Général de Gaulle (Soullier, 2020). Au cours d'un meeting le 5 février 2017 à Lyon, Marine Le Pen a cité, un extrait du discours du Général de Gaulle, lors de son appel à la résistance du 18 juin 1940 à Londres :

> Face au grand péril, le salut n'est que dans la grandeur, écrivait le général de Gaulle dans ses Mémoires de guerre. Il n'y a rien pour nous de plus beau que la France. Il n'y a rien pour nous de plus grand que la France, Il n'y a rien pour nous de plus utile au monde que la France. Général de Gaulle, cité dans Snégaroff, 2017).

Alors que nous avons vu dans la section sur l'histoire du populisme en France que le Rassemblement national s'est construit en opposition au gaullisme, l'on observe que Marine Le Pen se réfère parfois au général de Gaulle dans ses discours et revendique sa ligne idéologique en matière de politique étrangère. Ce glissement de position peut s'expliquer par les revendications souverainistes et indépendistes du parti vis-à-vis des États-Unis, à travers l'OTAN. Mais c'est quoi le gaullisme? Quelle était la politique étrangère de de Gaulle? La section sur l'analyse développera en profondeur les aspects stratégiques de la politique étrangère de de Gaulle. Le choix de Marine Le Pen s'explique par le faite qu'elle représente, avec son parti, la première force d'opposition et concentre l'actualité politique internationale. La dirigeante prend régulièrement position vis-à-vis des questions sur la communauté atlantique, sur les alliés et sur les États-Unis. Nous analyserons également les discours de Marine Le Pen afin de mieux saisir sa position sur l'OTAN ainsi que la dimension internationale de son programme.

## 4. Analyse de discours

L'analyse de discours est une approche multidisciplinaire qualitative et quantitative qui permet d'étudier un discours de façon précise (Claude, 2020). Nous appliquons cette méthode pour analyser des discours politiques à caractère populiste. Les recherches qui se réclament de l'analyse du discours politique connaissent un développement important dans le monde (Shenhav; 2005; Seignour, 2011; Tian, 2006; Fairclough, 2013; Weiss & Wodak, 2003; Billig, 2003; Špadijer, 2020). Dans cette thèse, nous définissons le populisme comme une idéologie politique dont nous étudions les impacts sur les valeurs cohésives de l'Alliance transatlantique. Dijk (2006 : 21) établit une analogie entre les idéologies

politiques et les discours politiques. Selon l'auteur, si le domaine politique est profondément idéologique, il en est de même pour les pratiques politiques, et par conséquent pour les discours politiques. « La politique est l'un des domaines de la société où les pratiques sont presque exclusivement discursives; la cognition politique est, par définition, basée sur l'idéologie; et les idéologies politiques sont en grande partie reproduites par le discours » (Dijk 2006: 1). Selon Chilton (2004: 201), le discours politique fonctionne comme une interaction et constitue l'utilisation du langage d'une manière que les humains, en tant qu'animaux politiques, ont tendance à reconnaître comme politique.

Dijk (2006: 21) renchérit que les idéologies politiques prennent part à la production et à la compréhension des discours politiques et autres pratiques politiques. Selon l'auteur, les discours rendent les idéologies « observables », dans la mesure où ce n'est qu'à travers le discours que celles-ci peuvent être exprimées ou formulées de manière explicite. Autrement dit, c'est grâce au discours que les idéologies politiques sont acquises, apprises, propagées et contestées. Face à l'objet de discours politique, Le Bart (2003 : 97) adopte l'approche stratégique qui étudie les logiques de positions dans le champ politique. Plus spécifiquement, l'approche est attentive aux rapports de force internes au champ politique et aux stratégies des acteurs, mettant ainsi en relation les positions occupées et les discours produits. L'auteur définit le discours politique de façon restrictive comme le discours émanant des seuls acteurs investis dans le champ politique et qui apparait particulièrement marqué par la singularité du jeu politique. Un tel discours est perçu comme prévisible, codé, voire mensonger, plus intéressé qu'intéressant, suscitant ainsi la méfiance des citoyens.

En termes plus scientifiques, Le Bart (2003: 98) affirme que ces discours présentent des caractéristiques d'un genre, avec ses contraintes, ses obligations ainsi que ses interdits. L'auteur affirme que le discours politique existe comme produit d'une activité discursive spécifique qui émane d'un champ social singulier. Son approche identifie des stratégies ou des tactiques discursives liées à des intérêts ponctuels, personnels ou collectifs. Si l'approche analyse toute prise de parole dans le champ politique comme variation autour de concepts clés, elle souligne que chaque professionnel de la politique a un style particulier qui lui est propre et une position objective qu'il occupe dans ledit champ qui lui

permet de faire observer son idéologie politique à ses discours. Pour ce faire, tout discours politique doit être analysé à la fois structurellement comme reflet de la position relative occupée par le locuteur. La thèse adopte l'approche stratégique qui se focalise sur les logiques de position dans le champ politique dans la mesure où les professionnels de la politique dont nous analysons les discours n'occupent pas la même position dans le champ politique international (Donald Trump, ancien Président des États-Unis vs Marine Le Pen, Cheffe de l'opposition en France). L'impact de leur discours sur leur vision de l'Alliance transatlantique varie certainement en fonction de leur position relative dans le champ politique aussi bien sur le plan national qu'international. Cette précision est importante, car l'acteur dans l'opposition n'a pas les moyens de traduire son discours en des actions concrètes; ce qui est différent pour celui qui exerce ou a exercé le pouvoir.

C'est pourquoi Seignour (2011) affirme que « parler » consiste non seulement à échanger des informations, mais aussi à effectuer un acte, régi par des règles précises, dont l'objectif est de transformer la situation du récepteur et modifier son système de croyances et/ou son attitude comportementale (Kerbrat-Orecchioni, 1980: 84, cité dans Seignour 2011: 30-31). Selon Seignour, énoncer un discours, c'est vouloir agir sur autrui. Seignour rejoint Austin lorsque, dans les années 1950, celui-ci, tout en élaborant le concept d'énonciation performative, affirme que « dire c'est faire » (Benchekroun, 2022). Il a proposé une distinction entre deux types d'énonciations : les énonciations constatives, telles que « Georges a promis de venir » qui constituent une déclaration, décrivent une situation et sont vraies ou fausses, et les énonciations performatives qui ne sont ni vraies ni fausses, mais accomplissent l'action à laquelle elles font référence (Austin, 1970, cité dans Culler, 2016: 135). En reprenant les propos d'Austin (1970), Culler ajoute que dire « Je promets de payer » ne revient pas à décrire une situation, mais à accomplir l'acte de promettre : l'énonciation est l'acte même.

Prenant un autre exemple, Culler écrit que si le prêtre ou l'officier d'état civil demande lors d'une cérémonie de mariage: « Consentez-vous à prendre cette femme pour épouse légitime? » et que le futur époux répond « oui, je le veux », ce dernier ne rend compte de rien, il le fait; « il ne fait pas le compte-rendu d'un mariage: il se marie » (Austin, 1970: 41, cité dans Culler, 2016: 135). Les énonciations performatives ne décrivent pas, mais accomplissent l'action qu'elles désignent. C'est donc en prononçant ces mots que le

locuteur promet qu'il ordonne ou qu'il se marie. Selon l'auteur, la différence entre le performatif et le constatif recouvre une distinction importante entre les types d'énonciations et cela atteste dans quelle mesure le langage accomplit les actions plus qu'il les rapporte. Le discours a ainsi un objectif performatif qui constitue un acte volontariste d'influence. Seignour (2011) qualifie les discours politiques d'énoncés argumentatifs dont la finalité est de faire adhérer le destinataire. Autrement dit, « un discours argumentatif vise à intervenir sur les opinions, attitudes ou comportements d'un interlocuteur ou d'un auditoire en rendant crédible ou acceptable un énoncé » (Adam, 1992: 116, cité dans Seignour, 2011: 31).

## 5. Les données

Pour comprendre en profondeur les décisions stratégiques ou les politiques des deux dirigeants, nous sommes allés rechercher leurs discours (les discours écrits ou les vidéos). Pour ce qui concerne les vidéos, nous les avons transcrits afin de faciliter l'analyse, évitant ainsi l'analyse de la gesticulation, mais plutôt le fondement de la pensée.

### a. États-Unis : sources, période et stratégie de sélection des discours

Nous analysons les discours tenus exclusivement par Donald Trump. Ils proviennent de plusieurs sources: les sites internet (@rev.com), des sites internet du gouvernement des États-Unis, des conférences de presse et des interviews. Nous avons extrait les discours des articles de presse également. Les discours sont pour la plupart du temps des discours de campagne, des discours tenus lors des Assemblées générales des Nations-Unies (de 2017 à 2020), des transcriptions des débats présidentiels entre Donald Trump et Hillary Clinton en 2016 et aussi entre Donald Trump et Joe Biden en 2020, le discours d'investiture ainsi que les discours sur l'état de l'Union. Les transcriptions ont été faites automatiquement par YouTube. Nous avons par la suite exporté les textes dans un fichier Word en format (.docx), puis PDF. La période d'étude s'étend de 2016 à 2024.

Nous avons choisi la stratégie d'échantillonnage par quotas pour sélectionner les discours (Raïssi et Poncelet, 2008). En effet, cette approche vise à obtenir une subdivision de la population, en précisant quels discours doivent être choisis et sur la base de quels

critères. Nous avons choisi à la fois sur la base des périodes et du contenu des discours. Nous avons analysé au total trente (30) discours durant le premier mandat de Trump entre 2016 et 2020 et nous l'avons étendu jusqu'à 2024, lors de la campagne pour son retour au pouvoir. Plus précisément, nous avons retenu en 2016, durant la période de campagne six (6) discours. Ce nombre s'explique par le fait que, durant les campagnes, les candidats sont en quête de l'électorat et cherchent à convaincre les électeurs. Pour ce faire, ils multiplient les rencontres et discours. Durant les quatre (4) ans d'exercice du pouvoir, soit de 2017 à 2020, inclusivement, nous avons retenu treize (13) discours. En 2017, il y a eu trois (3) discours, en 2018, trois (3), en 2019, cinq (5), en 2020, deux (2), en 2021, deux (2), en 2022, deux (2), en 2023, trois (3) et en 2024, quatre (4) discours.

Les discours analysés portent sur la politique étrangère de Donald Trump et nous avons été guidés par le contexte et le contenu des discours, par les thèmes abordés et leurs rapports avec le populisme ainsi qu'avec les valeurs cohésives de l'OTAN. Le premier discours analysé remonte au 27 avril 2016. Il a été à tenu l'hôtel *the Mayflower Hotel in Washington, D.C,* et ayant pour titre *Republican presidential frontrunner Donald Trump outlined an "America first" foreign policy approach in what was billed as a major address*. Donald Trump a présenté au cours de ce discours, son approche de la politique étrangère basée le principe de *America First*. La longueur moyenne des discours analysés tourne autour de 1500 mots. En somme, l'ensemble des discours analysés composent les catégories suivantes : les discours marquant des événements commémoratifs (discours d'investiture,  avec public national), les discours internationaux (prononcés devant un public de ressortissants étrangers à l'extérieur du pays) et les discours célèbres (discours largement diffusés qui représentent le dirigeant sous son meilleur jour).

**b. Technique de codage**

`

Il existe plusieurs techniques de codage de données qualitatives. Dans le cadre de cette thèse, nous avons utilisé le codage déductif. Cette technique applique un schéma de codage prédéfini aux données. En d'autres termes, l'on définit un guide de codage en amont et l'applique à chaque discours (Schwab, 2024). La méthode est basée sur les théories ou hypothèses existantes qui guident l'analyse, tout en se servant du guide d'entretien et de la revue de littérature pour développer la grille de codage. Elle comporte plusieurs avantages.

Elle est efficace, fiable et réplicable (Schwab, 2024). Elle est structurée et accélère le processus d'analyse. En utilisant les codes établis, le codage déductif minimise l'influence du biais du chercheur, améliorant ainsi l'objectivité et la fiabilité des résultats. La nature standardisée du codage déductif facilite la réplication de la recherche et la comparaison des résultats à travers les différentes études (Schwab, 2024).

En dépit de ces avantages, nous sommes conscients que cette technique comporte quelques inconvénients. Elle peut négliger des thèmes ou modèles importants non anticipés dans le schéma de codage initial, omettant potentiellement des *insights* significatifs (Schwab, 2024). Ce type de codage est moins facilement adaptable aux nouvelles informations qui ne correspondent pas aux catégories prédéfinies. Cela limite son utilité dans la recherche exploratoire.

En adoptant cette approche, nous avons élaboré une grille de codage à partir de la littérature en se basant sur les concepts populistes précédemment analysés dans notre hypothèse. La grille de codage provient donc de la synthèse de l'approche idéationnelle de Mudde (2004) sur le populisme et des études de Verbeek et Zaslove (2017 : 395), présentées dans le tableau 2 sur les positions des partis populistes face aux questions importantes en politique étrangère. Ces concepts sont les suivants : l'intérêt national égocentrique, l'unilatéralisme, le bilatéralisme, le protectionnisme économique, l'illibéralisme et l'antipluralisme. Nous mettrons ensuite ces différents concepts en relation avec les valeurs qui ont assuré la survie de l'OTAN, telles qu'identifiées dans Risse-Kappen (1994) et Risse (2003) qui sont : l'interdépendance économique, le multilatéralisme et l'identité collective.

### c. La France: sources, période et stratégie de sélection des discours

Dans le cas de la France, nous analysons les discours tenus exclusivement par Marine Le Pen. Ils ont été extraits principalement du site international du parti Rassemblement national : https://rassemblementnational.fr. Notons que d'autres discours de Marine Le Pen, étant des vidéos YouTube, nous les avons retranscrits pour des fins d'analyse. Les discours sont pour la plupart du temps des discours de campagne, des discours tenus lors des cérémonies commémoratifs, la transcription des débats présidentiels entre Marine Le Pen et Emmanuel Macron en 2017, etc. Les transcriptions ont été faites

automatiquement par YouTube. Nous avons par la suite exporté les textes dans un fichier Word en format (.docx). Tous les discours ont été donc compilés dans un fichier Word. La longueur moyenne des discours est d'environ 6000 mots. La période d'étude s'étend de 2016 à 2022. Nous avons étiré jusqu'à 2022 afin de recueillir le fond des pensées de la dirigeante pour les dernières élections présidentielles. Nous savons que Marine Le Pen participe aux élections présidentielles en France depuis 2012, mais nous avons choisi 2016 afin d'avoir une base commune et rester dans le même contexte que le cas des États-Unis, même si nous sommes dans une étude de cas non comparables, distincts.

Comme mentionné dans le cas de Donald Trump, nous avons choisi aussi la stratégie d'échantillonnage par quotas pour sélectionner les discours de Marine Le Pen (Raïssi et Poncelet, 2008). Nous avons choisi à la fois sur la base des périodes et du contenu des discours. Nous avons analysé vingt-trois (23) discours entre 2016 et 2024. Plus précisément, nous avons retenu 3 discours en 2016 (3); 3 en 2017 (3); 4 en 2018 (4); 3 en 2019 (3); 2 en 2020 (2); 2 en 2021 (2), 3 discours 2022 (3), et 3 en 2024 (3). Les discours analysés portent généralement sur la dimension internationale du programme du programme du parti et de la dirigeante, et nous avons été guidés par le contenu des discours, sur les thèmes abordés et leurs rapports avec le populisme ainsi qu'avec les valeurs cohésives de l'OTAN. Il est important de signifier que, sur l'ensemble des 23 discours analysés, les discours en date du 10 octobre 2016, tenu sur France 24 lors de l'émission *Mardi Politique,* 17 avril 2017 à Paris et le 12 janvier 2020, lors de la Convention nationale des municipales de 2020, à la maison de Chimie à Paris, n'ont pas pu être transcrits pour des raisons techniques.

Après cette description des données, il est important de procéder à l'analyse des données. Nous présenterons les différentes étapes de l'analyse.

# CHAPITRE IV
# ANALYSE DES DISCOURS DE DONALD TRUMP

L'objectif de ce chapitre est d'analyser les discours présentés dans la section précédente. Pour y parvenir, nous avons fait une lecture intégrale de tous les discours sélectionnés. Nous avons utilisé **Dedoose,** qui est un logiciel d'analyse de données qualitatives, conçu pour faciliter l'analyse rigoureuse et systématique des données textuelles, visuelles et multimédias. Le logiciel offre plusieurs avantages. Il fournit une plate-forme collaborative et intuitive permettant aux chercheurs d'explorer, de coder et d'analyser efficacement leurs données.

Plusieurs aspects importants méritent d'être soulignés. En effet, Dedoose permet au chercheur de créer des codes pour catégoriser des segments de données. L'on peut appliquer ces codes aux fichiers texte, images, audio et vidéo, permettant une organisation systématique et une analyse thématique. Le logiciel est aussi accessible via les navigateurs Web, ce qui le rend pratique pour les utilisateurs sur différents appareils et systèmes d'exploitation (FasterCapital, 2024). Avec ce logiciel, les chercheurs peuvent collaborer de manière transparente, même s'ils se trouvent dans des espaces géographiques différents. Dedoose est adapté aussi pour une approche mixte, c'est-à-dire qu'il est en mesure de prendre en charge les données qualitatives ainsi que les données quantitatives. Le chercheur peut intégrer les réponses à l'enquête, les transcriptions des entretiens, les notes de terrain et les données numériques au sein du même projet (FasterCapital, 2024). Une telle flexibilité permet une compréhension globale des phénomènes complexes. Il génère aussi des visualisations graphiques, et nuages de mots, pour résumer les données codées, permet d'explorer les tendances, comparer les thèmes. Les représentations visuelles améliorent la communication et facilitent la prise de décision (FasterCapital, 2024). En raison de tous ces avantages, nous estimons que Dedoose est bien adapté pour analyser nos données.

## 1. Les étapes de l'analyse des données : lecture et codage des données pertinentes

Après une lecture attentive des discours, nous avons ressorti une quantité importante d'informations. Certaines de ces informations sont pertinentes, d'autres moins. Certains codes ou certaines thématiques ont émergé dès cette première étape. Nous avons procédé à un élagage et identifié les données qui permettent d'apporter des éléments de réponse à notre question de recherche qui est intitulée de la manière suivante :

***Comment le populisme menace-t-il la cohésion de l'OTAN?***

Tel que développé dans le chapitre II-B, nous avons identifié, à travers la littérature, les éléments porteurs des discours populistes en matière de politique étrangère. Après lecture attentive des discours et de la documentation scientifique, nous avons construit sept codes parents, suivis des codes enfants grâce au logiciel Dedoose. Le tableau ci-dessous présente les différents codes. Rappelons que les codes parents sont les principaux concepts ressortis de la littérature, tandis que les codes enfants découlent des concepts principaux.

| Codes parents | Codes enfants |
|---|---|
| Rejet du multilatéralisme | 1. Promotion du bilatéralisme,<br>2. Intérêt national égocentrique<br>3. Pratique de l'isolationnisme<br>4. MAGA |
| Protectionnisme économique | 1. Imposer les tarifs douaniers |
| Pratique de politique illibérale | 1. Rejet de l'immigration<br>2. Rejet du système libéral<br>3. Prise de décision unilatérale |
| Rejet de l'Union européenne | 1. Réduire la balance commerciale<br>2. L'UE affaiblit les États-nations |
| Remise en cause de l'OTAN | 1. Soumission à la puissance américaine<br>2. Le partage égalitaire du fardeau |
| Opinion sur les autres grandes puissances | 1. Opinion sur la Russie<br>2. Opinion sur la Chine<br>3. Opinion sur l'Allemagne<br>4. Opinion sur la Guerre Russo-ukrainienne |

Tableau 4 indiquant les codes introduits dans le logiciel Dedoose

Pour parvenir à cette étape de synthèse, nous avons regroupé les codes homologues en fonction des idées qu'ils défendent, c'est-à-dire sous un concept plus large ou plus abstrait. Par exemple, « contre le libre-échange », « contre les accords multilatéraux commerciaux », « les effets nuisibles de la mondialisation » sont regroupés sous le thème « protectionnisme économique »; « Isolationnisme ou le repli sur soi », « Promotion du bilatéralisme » et « Intérêt national égocentrique », se regroupent sous la thème « Rejet du multilatéralisme »; « Rejet de l'immigration », « Opinion sur le terrorisme » et « Rejet des principes de la vision libérale » se regroupent sous le thème « Illibéralisme ». Concernant l'illibéralisme, Bherer (2023) affirme que le rejet de l'immigration et celui des droits des minorités sexuelles constituent deux aspects particulièrement répandus de ce concept. Cette conception de l'illibéralisme explique notre choix d'intégrer l'idée du refus de

l’immigration. La « soumission à la puissance américaine » et le « partage égalitaire du fardeau » se rattache à « Rejet de l’OTAN ».

**L'analyse des discours**

Le tableau suivant présente les proportions générales des codes ou extraits des discours qui caractérisent les positions de Donald Trump pour chacune des catégories. On note que, dans ses discours, Trump met régulièrement l'accent sur la « Pratique de la politique illibérale ». Cette catégorie représente 35,46% des commentaires retenus, suivie du « Rejet du multilatéralisme » et de l' « opinion sur les autres grandes puissances » avec plus de 19% et de 16%. Donald Trump émet aussi souvent des commentaires sur le « Protectionnisme économique » et sur le « Rejet de l'OTAN ». Les proportions de ces deux catégories sont respectivement 16,31% et 15,6%. Il parle dans une moindre mesure du « Rejet de l'Union européenne ». Celui-ci aborde aussi d'autres sujets, notamment sa position sur Israël ainsi sur le terrorisme. La proportion de la catégorie est de 6,14%. Dans un autre tableau, nous établirons les détails pour chacune des catégories avec les commentaires retenus.

| **Les positions du populisme** | **Nombre d'extraits** | **Fréquence (%)** |
|---|---|---|
| Pratique de la politique de l'illibérale | 150 | 35,46 |
| Rejet du multilatéralisme | 82 | 19,38 |
| Opinion sur les autres grandes puissances | 69 | 16,31 |
| Protectionnisme économique | 66 | 15,6 |
| Rejet de l'OTAN | 40 | 9,45 |
| Rejet de l'Union européenne | 16 | 3,78 |
| Opinion autres sujets | 22 | 6,14 |
| Total | 419 | 100% |

Tableau 5: La fréquence ou la hiérarchisation des éléments composant les discours de Donald Trump en matière de politique étrangère

Après cette hiérarchisation, nous allons analyser le contenu des discours à l'intérieur de chaque catégorie ainsi que leurs proportions respectives. Le tableau ci-dessus les différentes positions.

## 2.Les périodes l'analyse des éléments de la politique étrangère du populisme.

Pour mieux structurer notre analyse, nous déterminons trois périodes en fonction du contexte. On note: *Campagne 1*, qui est définie entre avril et novembre 2016*, Trump I*, durant le premier mandat, 2017 à 2021 et *Campagne 2* qui s'étend de janvier 2021 à novembre 2024.

### 1. Première période d'analyse: Campagne 1

La première période d'analyse se fait dans le contexte de la première campagne de Donald Trump. Comme mentionné, nous avons choisi cinq discours selon la répartition suivante : avril, juillet , août, septembre et octobre 2016. Puisque nous nous situons dans une période de campagne, les discours se tiennent devant les militants et sympathisants de Donald Trump. Ces discours se sont tenus respectivement à Washington, Ohio, Michigan, Philadelphie et Arizona. Notons que trois de ces États étaient des États clés (Ohio, Michigan et Arizona). En effet, dans le contexte des élections présidentielles aux États-Unis, un État clé est un État des États-Unis où aucun des deux grands partis américains, le Parti démocrate et le Parti républicain, ne gagne systématiquement. Ils balancent d'un côté ou l'autre, selon l'élection. Le choix de Donald Trump de tenir des discours dans trois États clés sur les cinq États de notre échantillon s'explique par des raisons stratégiques. Étant donné que nous sommes dans un contexte de campagne, le temps du verbe utilisé est le futur simple, car le candidat n'avait pas encore accédé au pouvoir. Passons dès à présent à l'analyse des éléments.

#### a. Le Rejet du multilatéralisme

Nous avons défini le multilatéralisme comme « une forme institutionnelle qui coordonne les relations entre trois États ou plus sur la base d'un ensemble de règles ou de principes qui déterminent le comportement à adopter pour une série d'actions sans égards

aux intérêts particularistes des parties ou des exigences qui peuvent exister dans toute situation spécifique » (Ruggie, 1992: 571; 1993 : 11). C'est une telle conception de l'ordre libéral d'après-guerre qui a animé les États-Unis et leurs Alliés européens à mettre en place l'Alliance transatlantique. Le tableau ci-dessous nous indique trois composantes du rejet du multilatéralisme, à savoir la « Défense de l'intérêt national égocentrique », le MAGA, l'isolationnisme et la Défense du bilatéralisme, respectivement avec 10%, 4,29%, 2,86% et 2,38% de l'ensemble des discours analysés. Explorons la vision de Trump pour chacun des éléments à travers ses discours.

**La Défense de l'intérêt national égocentrique**

Retenons que ce qui guide la vision de la politique étrangère de Donald Trump, ce sont principalement les intérêts nationaux. Sur les 29 discours de Donald Trump analysés, 12 font référence à la « Défense de l'intérêt national égocentrique », soit environ 41,37% des discours. Lors de son discours du 27 avril 2016, au *Mayflower Hotel in Washington, D.C,* auquel étaient conviés ses militants, la presse et les spécialistes de la politique étrangère, le favori de l'investiture républicaine pour la Maison-Blanche avait tenté de définir sa vision du monde, fondé sur le principe de « l'Amérique d'abord », dans ce qui était présenté comme une adresse majeure. Dans ce discours « *Trump's 'America First' Foreign Policy Speech* », qui a duré environ quarante minutes, Trump a d'abord formulé les thèmes qui ont fait son succès électoral, à savoir priorité aux intérêts américains, protectionnisme économique et rétablissement du prestige américain à l'étranger pour, selon lui, une Amérique plus forte:

> I'd like to talk today about how to develop a new foreign policy direction for our country, one that replaces randomness with purpose, ideology with strategy, and chaos with peace. It's time to shake the rust off America's foreign policy. It's time to invite new voices and new timeless principle. My foreign policy will always put the interests of the American people and American security above all else. It has to be first. Has ti be. That will be the foundation of every single decision that I will make.(Trump, cité dans Time, 2016a).

Ce discours aux accents isolationnistes reste par moment incohérent, lorsque Trump tente de rassurer les alliés en déclarant que L'Amérique « redeviendra un allié formidable et fiable. Elle redeviendra une amie » alors que, dans le même discours, le dirigeant soutient que :

> Americans must know that we're putting the American people first again on trade No country has ever prospered that failed to put its own interests first. Both our

> friends and our enemies put their countries above ours and we, while being fair to them, must start doing the same. We will no longer surrender this country or its people to the false song of globalism. The nation-state remains the true foundation for happiness and harmony. I am skeptical of international unions that tie us up and bring America down and will never enter…(Trump, cité dans Time, 2016a).

L'intérêt national reste au cœur de la politique étrangère de Trump dans la mesure où il considère « le monde à travers le prisme clair des intérêts américains ». Au cours de cette période, Trump est resté constant sur sa position pour la défense de l'intérêt national égocentrique. En septembre 2016, lors d'un discours tenu à Philadelphie, en présence de plusieurs partisans, il a mis l'accent sur la sécurité nationale. Dans ce discours *Trump's speech on national security in Philadelphia*, il souhaite un monde pacifique par l'imposition de la paix par la force, tout en remettant en cause la politique de son adversaire à l'époque, Barack Obama:

> I am proposing a new foreign policy focused on advancing America's core national interests, promoting regional stability, and producing an easing of tensions in the world. This will require rethinking the failed policies of the past (Trump, cité dans The Hill, 2016).

La défense de l'intérêt national s'inscrit dans la même vision que le slogan « Make America Great Again » (MAGA), qui reste aujourd'hui la marque déposée de Donald Trump. La prochaine section explore l'utilisation de slogan au cours de la campagne du candidat.

### Make América Great Again-MAGA

Notons que Ronald Reagan a été le premier candidat à utiliser cette expression dans les années 1980 et le slogan était *Let's Make America Great Again.* Dans le cas du candidat Trump, l'utilisation du slogan remonte à 2015. Descendant de l'escalier de sa Tour, à New York, il se déclare candidat: « Malheureusement, le rêve américain est mort…Je vais rendre à l'Amérique sa grandeur ». Make America Great Again (Rouleau, 2024). Pour tenter de mettre davantage la priorité sur les intérêts du peuple américain, le candidat utilise aussi, outre le slogan MAGA, America First. Il l'emploie dans son discours d'avril 2016 en affirmant que « L'Amérique d'abord sera le thème majeur et prédominant de mon administration. » (Trump, cité dans Time, 2016a). Il reprend cette expression lors d'un rassemblement de campagne en octobre 2016, en Caroline du Nord, où le candidat a tenté de répliquer personnellement à plusieurs femmes qui l'avaient accusé de harcèlement ou d'agression sexuelle: « Nous allons avoir une politique : l'Amérique d'abord ». (Time,

2016b). En juillet 2016, dans un des États clés, comme l'Ohio, pendant plus d'une heure, devant ses amis, ses délégués et ses militants, Donald Trump commence d'abord par dire:

> Friends, delegates and fellow Americans: I humbly and gratefully accept your nomination for the presidency of the United States. Together, we will lead our party back to the White House, and we will lead our country back to safety, prosperity, and peace. We will be a country of generosity and warmth. But we will also be a country of law and order. Our Convention occurs at a moment of crisis for our nation. (Trump, cité dans Politico, 2016a)

La Convention nationale républicaine est une convention de nomination présidentielle au cours de laquelle les délégués du parti choisissent les candidats du parti aux postes de président et de vice-président lors de l'élection présidentielle. Il s'agit donc d'un moment important pour le candidat pour présenter sa vision de la politique nationale, mais aussi surtout de la politique étrangère. En acceptant cette nomination en 2016, Donald Trump a rassuré ses partisans en déclarant que: « Nous rendrons l'Amérique forte à nouveau. Nous rendrons l'Amérique à nouveau fière. Nous allons rendre l'Amérique à nouveau sûre. Et nous rendrons à l'Amérique sa grandeur » (Trump, cité dans Politico, 2016a).

Le slogan MAGA a été fondé sur la conviction que les États-Unis étaient autrefois un « grand » pays, mais qu'ils ont perdu ce statut en raison de l'influence étrangère, tant à l'intérieur de leurs frontières (à travers l'immigration), qu'à l'extérieur (à travers la mondialisation, ou l'intégration accrue de multiples économies nationales). Les partisans du MAGA estiment que cette déchéance peut être inversée grâce à des politiques « America First » susceptibles d'assurer un plus grand degré de protectionnisme économique, de bilatéralisme et d'isolationnisme dans l'optique de mettre la priorité sur l'intérêt du peuple américain. Concernant le bilatéralisme, Trump affirme qu'il s'« engage à ne jamais signer d'accord commercial qui porte préjudice à nos travailleurs ou qui diminue notre liberté et notre indépendance. Au lieu de cela, je conclurai des accords individuels avec chaque pays » (Trump, cité dans Politico, 2016a). Il préfère les accords bilatéraux au détriment des accords multilatéraux, car il estime que les intérêts sont mieux défendus dans de tels accords. Notons que, pendant la Campagne 1, les propos de Trump font rarement référence à la promotion du bilatéralisme.

Trump promet aussi une Amérique non interventionniste, isolationniste, et d'accorder la priorité à son principe *America First*, en mettant fin aux guerres déclenchées

par ses prédécesseurs. Il pourra intervenir si et seulement s'il juge que les intérêts vitaux des États-Unis sont menacés. Ses déclarations suivantes justifient davantage notre argument:

> I will never sent our finest into battle unless necessary, and I mean absolutely necessary, and will only do so if we have a plan for victory with a capital V. After losing thousands of lives and spending trillions of dollars, we are in far worst shape in the Middle East than ever, ever before. I challenge anyone to explain the strategic foreign policy vision of Obama/Clinton. It has been a complete and total disaster (Trump, cité dans Time, 2016a).

Il avait tenté de nuancer ses propos en disant que:

> Our goal is peace and prosperity, not war and destruction. The best way to achieve those goals is through a disciplined, deliberate and consistent foreign policy. With President Obama and Secretary Clinton we've had the exact opposite a reckless, rudderless and aimless foreign policy, one that has blazed the path of destruction in its wake. (Trump, cité dans Time, 2016a).

Il revient à charge quelques semaines des élections pour dénoncer les interventions en Libye, en Irak et en Égypte à travers les déclarations suivantes:

> In 2009, pre-Hillary, ISIS was not even on the map. Libya was cooperating. Egypt was peaceful. Iraq was seeing a reduction in violence. Iran was being choked by sanctions. Syria was under control. After four years of Hillary Clinton, what do we have? ISIS has spread across the region, and the world. Libya is in ruins, and our Ambassador and his staff were left helpless to die at the hands of savage killers. Egypt was turned over to the radical Muslim brotherhood, forcing the military to retake control. Iraq is in chaos. (Trump, cité dans Politico, 2016a).

Cette section a permis de mettre à la lumière des faits, la vision du candidat des élections de 2016 sur le multilatéralisme avec principal slogan le MAGA. Selon les adeptes, les principes du MAGA réduiraient considérablement l'immigration, en particulier celle en provenance des pays du Sud, et font respecter les valeurs américaines traditionnelles. Certaines politiques soutenues par le MAGA appelant à une fermeture totale et complète des musulmans entrant aux États-Unis. Trump établit parfois une relation entre l'immigration, Islam radical et le terrorisme. Cette section nous permet d'analyser un autre élément de la politique étrangère que le candidat Donald Trump prévoyait au cours de cette période de campagne.

| Les positions du populisme | La composition des discours | Nombre d'extraits | Fréquence (%) | Commentaires ou extraits des discours |
|---|---|---|---|---|
| Pratique de la politique illibérale | Rejet de l'immigration | 65 | 15,51 | «We must stop importing extremism through senseless immigration policies. We have no idea where these people are coming from. There's no documentation. There's no paperwork. There's nothing. We have to be smart. We have to be vigilant » (Trump, cité dans Time, 2016a).<br><br>« Unemployment among Hispanic Americans, where we're doing really well, you know why? Because they want a strong border. They want it because they understand the border better than anybody. They want that strong border. They want that wall that's being built right now. They want that wall, and they really do. They understand the border better than anybody, and they don't want criminals coming in. They don't want crime coming, they don't want to lose their jobs. They like the fact that their salaries are going up, their wages are going up, they understand it better » (Trump, cité dans Rev, 2019b).<br><br>«Look, we had the safest border in the history of our country. The border – all he had to do was leave it. All he had to do was leave it.He decided to open up our border, open up our country to people that are from prisons, people that are from mental institutions, insane asylum, terrorists. We have the largest number of terrorists coming into our country right now. All terrorists, all over the world – not just in South America, all over the world. They come from the Middle East, everywhere. All over the world, they're pouring in. And this guy just left it open.» (Trump, cité dans CNN, 2024). |
| | Pratique de l'unilatéralisme | 40 | 9,54 | «Just imagine how many more automobile jobs will be lost if the TPP is actually approved. That is why I have announced we will withdraw from the deal before that can ever happen. Hillary Clinton will never withdraw from the TPP. She is bought, controlled and paid-for by her donors and special interests.» (Trump cité dans *Fortune Editors*, 2016)<br><br>« Iran's neighbors have paid a heavy toll for the region's [regime's] agenda of aggression and expansion. That is why so many countries in the Middle East strongly supported my decision to withdraw the United States from the horrible 2015 Iran Nuclear Deal and re-impose nuclear sanctions » (Trump, cité dans Politico, 2018a).<br><br>« The Paris Accord, I took us out because we were going to have to spend trillions of dollars and we were treated very unfairly. When they put us in there, they did us a great disservice, they were going to take away our businesses. I will not sacrifice tens of millions of jobs, thousands and thousands of companies because of the Paris Accord, it was so unfair.» (Trump cité dans Rev, 2020). |
| | Rejet du modèle libéral | 23 | 5,48 | «. They just kept coming and coming. We went from mistakes in Iraq to Egypt to Libya, to President Obama's line in the sand in Syria. Each of these actions have helped to throw the region into chaos and gave ISIS the space it needs to grow and prosper. Very bad. It all began with a dangerous idea that we could make western democracies out of countries that had no experience or interests in becoming a western democracy.» (Trump, cité dans *Time*, 2016a) |
| Rejet du multilatéralisme | Défense intérêt national égocentrique | 42 | 10 | « My foreign policy will always put the interests of the American people and American security above all else. It has to be first. Has to be.That will be the foundation of every single decision that I will make. America…America first will be the major and overriding theme of my administration » (Trump, cité dans Time, 2016a).<br><br>« From now on, our security interests will dictate the length and scope of military operations, not arbitrary benchmarks and timetables set up by politicians. » (Trump, cité dans ONU, 2017). |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| | | | | « The free world must embrace its national foundations. It must not attempt to erase them or replace them. Looking around and all over this large, magnificent planet, the truth is plain to see: If you want freedom, take pride in your country. If you want democracy, hold on to your sovereignty. And if you want peace, love your nation. Wise leaders always put the good of their own people and their own country first » (Trump, cité dans ONU, 2019). |
| | MAGA | 18 | 4,29 | «We Will Bring Back Our Jobs. We Will Make America Strong Again. We Will Make America Safe Again. And We Will Make America Great Again » (Trump, cite dans The Hill, 2016).<br><br>«We have made America strong again. We have made America proud again! We have made America safe again, and we will make America great again! » (Trump, cité dans Roll Call, 2020).<br><br>«In conclusion, our MAGA movement is by far the greatest political movement in the history of our country, and if it wasn't for those very dishonest people back there would say it loud and clear. Together, we're standing up against some of the most sinister forces, entrenched interests, and vicious opponents our people have ever seen. » (Trump, cité dans Roll Call, 2022a). |
| | Pratique de l'isolationnisme | 12 | 2,86 | « I was the only president in decades who didn't start a war. You know that. Everyone said, "Oh, he's going to start a war," because they said I had that personality to start a war. Remember that? "Oh, we can't vote for him. He's going to start a war." No. I used my personality that we didn't have to have wars.» (Trump, cité dans Roll Call, 2023b).<br><br>«There is no circumstance under which the United States will allow international [entities] to trample on the rights of our citizens, including the right to self-defense. That is why, this year, I announced that we will never ratify the U.N. Arms Trade Treaty, which would threaten the liberties of law-abiding American citizens. The United States will always uphold our constitutional right to keep and bear arms. » (Trump, cité dans ONU, 2019).<br><br>«They would just keep walking. And the mother was on the coffin. And this is for Afghanistan and for Iraq and for these other places where so many mistakes were made, where we shouldn't be. » (Tump, cité dans Roll Call, 2021). |
| | Défense du bilatéralisme | 10 | 2,38 | «. As a general matter, we believe that these goals can be best accomplished by focusing on bilateral negotiations rather than multilateral negotiations and by renegotiating and revising trade agreements when our goals are not being met. » (Trump, cité dans United States Trade Representative, 2017).<br><br>« I pledge to never sign any trade agreement that hurts our workers, or that diminishes our freedom and independence. Instead, I will make individual deals with individual countries. » (Trump, cité dans *Politico*, 2016a). |
| Protectionnisme économique | Protectionnisme économique | 66 | 15,75 | « Nous avons probablement négocié les accords commerciaux les plus mauvais de l'histoire du monde et cela commence avec l'ALENA. Et maintenant, ils veulent passer au TPP, l'un des plus grands désastres » (Trump, cité dans The American Precidency Projet, 2016).<br><br>« Hillary Clinton's Trans-Pacific Partnership (TPP) will be an even bigger disaster for the auto industry. In fact, Ford Motor Company has announced its opposition to the deal. According to the Economic Policy Institute, the U.S. trade deficit with the proposed TPP member countries cost over 1 million manufacturing jobs in 2015. By far the biggest losses occurred in motor vehicles and parts, which lost nearly 740,000 manufacturing jobs.Michigan ranks first for jobs lost as a share of state workforce due to the trade deficit with TPP members » (Trump, cité dans Fortune Editors, 2016).<br><br>« We turned the page on decades of globalist sellouts, and one-sided trade deals, lifted millions out of poverty, and together we built the greatest economy in the history of the world. When the virus hit our shores, I took |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| | | | | decisive action and saved lives and the US economy. » (Trump, cité dans Roll Call, 2022b).<br><br>« We're doing tariffs on other countries. Other countries are going to finally, after 75 years, pay us back for all that we've done for the world. And the tariff will be substantial in some cases. I took in billions and billions of dollars, as you know, from China. In fact, they never took the tariff off because it was so much money, they can't. It would totally destroy everything that they've set out to do. » (Trump, cité dans ABC News, 2024). |
| | Chine | 30 | 7,15 | « I will gain total independence from China economically. I'll hold the Chinese Communist Party accountable for unleashing the China virus upon the world. And nobody can pay the cost of what that cost. The lives, number one. The lives all over the millions and millions of lives. You're talking about $50 trillion to $60 trillion.» (Trump, cité dans. Roll Call, 2023b).<br><br>« The United States lost over 3 million manufacturing jobs, nearly a quarter of all steel jobs, and 60,000 factories after China joined the WTO. And we have racked up $13 trillion in trade deficits over the last two decades. » (Trump, cité dans Politico, 2018a). |
| | Sur la guerre en Ukraine | 18 | 4,29 | « I will END every single International Crisis that the current administration has created—including the horrible war with Russia and Ukraine, and the war caused by the attack on Israel, both of which would never have happened if I were president.» (Trump, cité dans NBC Boston, 2024).<br><br>« I will have that war settled between Putin and Zelenskyy as president-elect before I take office on January 20th. I'll have that war settled.» (Trump, cité dans CNN, 2024). |
| | Russie | 16 | 3,81 | « Some say the Russians won't be reasonable. I intend to find out. If we can't make a deal under my administration, a deal that's great not good, great for America, but also good for Russia, then we will quickly walk from the table. It's as simple as that. We're going to find out.» (Trump, cité dans Time, 2016a). |
| Rejet de l'OTAN | Partage équitable du fardeau | 40 | 9,54 | « Early in my term, I will also be requesting that all NATO nations promptly pay their bills, which many are not doing right now. Only 5 NATO countries, including the United States, are currently meeting the minimum requirement to spend 2% of GDP on defense. Additionally, I will be respectfully asking countries such as Germany, Japan, South Korea and Saudi Arabia to pay more for the tremendous security we provide them.» (Trump cité dans The Hill, 2016).<br><br>« Vous ne payez pas vos factures. » Et je les ai fait payer. Vous savez, ils m'ont demandé quelque chose qui n'a pas été rapporté, mais les médias le savent. Nous avons eu une réunion des 28 pays. À l'époque, 28 pays, et ils m'ont dit : « Dites-vous, monsieur… » Parce que j'ai dit : « Vous devez payer vos factures. » « Dites-vous, monsieur, que vous ne nous protégerez pas contre la Russie si nous ne payons pas ? » J'ai dit : « Désolé de vous dire que c'est ce que je dis » vous savez ce qui s'est passé ? (Trump, cité dans Meet the Press, 2019)<br><br>« Look, we're in for 250 billion or more because they don't ask Europe, which is a much bigger beneficiary to getting this thing done than we are. They're in for $150 billion less because Biden and you don't have the courage to ask Europe like I did with NATO. They paid billions and billions, hundreds of billions of dollars when I said either you pay up or we're not going to protect you anymore. So that may be one of the reasons they don't like me as much as they like weak people. But you take a look at what's happening. We're in for 250 to 275 billion. They're into 100 to 150. They should be forced to equalize.» (Trump, cité dans ABC News, 2024). |
| Rejet de l'Union européenne | Déficit de balance commerciale avec les États-Unis | 16 | 3,81 | « Je dois juste dire que je me suis retrouvé dans une situation où l'Union européenne accumulait entre 100 et 150 milliards de dollars par an de déficits par rapport aux États-Unis. Ils gagnaient du terrain. Nous perdions de l'argent, nous devions donc faire quelque chose de juste, pas de grave. Je pense que c'est juste. Nous perdons des sommes énormes. Comme vous le savez, l'Union européenne est très forte en matière de barrières. Les barrières signifient que certains de nos produits ne peuvent pas entrer, y compris les produits agricoles. Ils ne peuvent tout simplement pas entrer. Nous ne |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| | | | | pouvons pas les vendre, et pourtant l'Union européenne vend ouvertement aux États-Unis et généralement sans être taxée ou taxée à un niveau faible » Trump, cité dans Rev, 2019b).<br><br>«So we were getting ripped off on trade. OK. And on top of it, we were protecting them militarily. And how about Germany? They pay Putin, they pay Russia billions of dollars for energy. And then we protect Germany from Russia. How does that work? Think of it. They pay Russia billions and billions for the pipeline that nobody even knew was being built, until I started making it a big case, because I said, why are you doing this? » (Trump, cité dans Roll Call, 2021). |
| Opinion sur autres sujets (la guerre en Ukraine, la Russie, la Chine) | Terrorisme | 22 | 5,25 | « For instance, we will discuss how we can upgrade NATO's outdated mission and structure, grown out of the Cold War to confront our shared challenges, including migration and Islamic terrorism » (Trump, cité dans Time, 2016a)<br><br>« L'OTAN était censée s'intéresser à l'origine à l'Union soviétique, aujourd'hui à la Russie. Mais nous avons aussi d'autres choses à examiner, que ce soit le terrorisme islamique radical, la croissance phénoménale de la Chine. Il y a beaucoup d'autres choses » (Trump, cité dans. Rev, 2019b). |

Tableau 6: Quelques extraits des discours de Donald Trump sur les éléments de sa politique étrangère

### b. La Pratique de la politique illibérale

Le tableau 7 indique que cet élément arrive en première position de toutes les catégories avec une fréquence de 35,46% de l'ensemble des codes. Une telle fréquence signifie que, pour l'échantillon analysé, la « Pratique de la politique illibérale » reste l'élément auquel Donald Trump fait le plus régulièrement référence dans ses discours. Comme mentionné dans la littérature, le rejet de l'immigration, les prises de décisions de manière unilatérale ainsi que le rejet du modèle libéral constituent les principales composantes de cet élément.

#### Le rejet de l'immigration

L'immigration est le sujet de prédilection de Donald Trump, car c'est l'une des proportions les plus élevées de tous les discours réunis. Malbranque (2023) affirme que les frontières se rapportent à plusieurs questions, selon la forme qu'elles prennent. Lorsqu'il s'agit des produits, c'est la question du libre-échange et du protectionnisme qui se trouve en jeu. La question de l'immigration fait référence à l'idéal de la liberté de déplacement. Le rejet de l'immigration par la pratique de politique illibérale remet donc en question les principes de la vision libérale. Sur les 29 discours de Donald Trump analysés, 22 font référence à la catégorie « Rejet de l'immigration », soit environ 75% des discours. Il est important de souligner que, dans chacun de ces discours, Donald Trump revient au moins

trois fois sur les questions d'immigration. Cela atteste l'importance que le dirigeant accorde à cette thématique.

En effet, Trump rejette l'immigration et qualifie les personnes immigrantes de criminelles, de terroristes et d'être à l'origine du chômage. Pendant la Campagne 1, le candidat a déclaré ceci:

> We are going to build a great border wall to stop illegal immigration, to stop the gangs and the violence, and to stop the drugs from pouring into our communities. I have been honored to receive the endorsement of America's Border Patrol Agents, and will work directly with them to protect the integrity of our lawful immigration system. By ending catch-and-release on the border, we will stop the cycle of human smuggling and violence. Illegal border crossings will go down. Peace will be restored. By enforcing the rules for the millions who overstay their visas, our laws will finally receive the respect they deserve. (Trump, cité dans Time, 2016a).

La sécurité et l'immigration ont été évoquées, tout au long de la campagne présidentielle, des questions centrales qui ont suscité de vives réactions. Le candidat demandait, dans ce discours d'avril 2016 en Caroline du Nord, de réévaluer les choses afin d'éviter « le prochain San Bernardino ou bien pire ». En effet, Trump fait référence à la fusillade survenue le 2 décembre 2015 à San Bernardino, près de Los Angeles, en Californie, où deux tireurs ont fait irruption dans un centre destiné à accueillir des personnes au chômage ou sans-abri. Cette fusillade a fait 14 morts et 24 blessés. Les services de police ont qualifié la fusillade d'« acte de terrorisme ». Pour justifier davantage son rejet de l'immigration, Donald Trump évoque l'attaque du World Trade Center du 11 septembre 2001, comme l'une des plus grandes catastrophes. L'une de ses promesses de campagne est de renforcer la lutte contre le terrorisme pour justifier davantage la relation entre l'immigration et la sécurité nationale.

Pour ce faire, il a promis d'augmenter le nombre d'agents de police aux frontières : « Nous allons également embaucher 5 000 agents supplémentaires de la police des frontières, et 16 500 agents m'ont donné leur soutien » (Trump, cité dans The American Precidency Projet, 2016). Il prévoit également adopter plusieurs lois pour durcir ou restreindre les conditions d'entrée aux États-Unis. Selon lui, dès sa prise de fonction, il adoptera la « Loi Kate », en l'honneur de Kathryn Steinle. On rappelle que Kathryn a été abattue le 1er juillet 2015, à l'âge de 32 ans, par un immigrant illégal, à San Francisco, en Californie. L'homicide a suscité controverse et débat politique sur San

Francisco et son statut de ville sanctuaire. Au cours de sa campagne de 2016, Donald Trump envisageait aussi de proposer une loi portant le nom du détective Michael Davis et du shérif adjoint Danny Olivier, en hommage aux agents de police assassinés par un autre immigrant, qui a été expulsé plus tard, avait-il déclaré (Trump, cité dans The American Precidency Projet, 2016).

Le candidat dépeint la population immigrante comme étant à la base du chômage de ses concitoyens. Ses déclarations dures se présentent alors comme des solutions à ces problèmes afin de redonner aux États-Unis son image de prestige d'antan, comme le stipule son slogan de campagne « Make America Great Again » (Bissonnette, 2016). Son discours de juillet 2016 à l'Ohio justifie davantage nos propos:

> Decades of record immigration have produced lower wages and higher unemployment for our citizens, especially for African-American and Latino workers. We are going to have an immigration system that works, but one that works for the American people. On Monday, we heard from three parents whose children were killed by illegal immigrants Mary Ann Mendoza, Sabine Durden, and Jamiel Shaw. On January 21st of 2017, the day after I take the oath of office, Americans will finally wake up in a country where the laws of the United States are enforced. We are going to be considerate and compassionate to everyone. (Trump, cité dans Politico, 2016a)

Ce qui est important à retenir est que le candidat attaque les pratiques du système libéral. Outre la fermeture des frontières en raison de l'immigration, il dénonce les opérations militaires multilatérales dont l'objectif recherché est de « promouvoir » les valeurs démocratiques dans d'autres parties de la planète. Il critique le manque d'objectifs et de vision de la politique étrangère sous les démocrates et leur attitude trop interventionniste.

### Le Rejet du modèle libéral

Lors de son discours d'avril 2016, Trump a soutenu que, depuis la fin de la Gerre froide, la politique étrangère des États-Unis a fondamentalement changé. Selon lui, le pays n'a pas réussi à adapter sa politique étrangère au changement intervenu au niveau du système international. Au fil du temps, la logique a fait place à la bêtise et à l'arrogance, ce qui a conduit à une politique étrangère désastreuse pendant plusieurs années. Il résume son argument dans les termes suivants:

> History will not forget what he did. A very special man and president. Unfortunately, after the Cold War our foreign policy veered badly off course. We failed to develop a new vision for a new time. In fact, as time went on, our foreign policy began to make less and less sense. Logic was replaced with foolishness and arrogance, which led to one foreign policy disaster after another. We went from mistakes in Iraq to Egypt to Libya, to President Obama's line in the sand in Syria. Each of these actions have helped to throw the region into chaos and gave ISIS the space it needs to grow and prosper. Very bad. It all began with a dangerous idea that we could make western democracies out of countries that had no experience or interests in becoming a western democracy. (Trump, cité dans Time, 2016a).

Donald Trump envisage d'entreprendre des réformes pour donner une nouvelle vision à la politique étrangère des États-Unis. Compte tenu de l'ampleur des réformes, le candidat reconnait que les élites pourraient s'y opposer. Il poursuit pour dire que « Je suis engagé dans la sphère politique pour que les puissants ne puissent plus s'en prendre à ceux qui ne peuvent pas se défendre. Personne ne connaît mieux le système que moi, c'est pourquoi je suis le seul à pouvoir le réparer. J'ai pu constater de mes propres yeux comment le système est truqué contre nos citoyens, tout comme il l'a été contre Bernie Sanders, il n'a jamais eu sa chance » (Trump, cité dans Politico, 2016a). Selon lui:

> On the economy, I will outline reforms to add millions of new jobs and trillions in new wealth that can be used to rebuild America. A number of these reforms that I will outline tonight will be opposed by some of our nation's most powerful special interests. That is because these interests have rigged our political and economic system for their exclusive benefit. Big business, elite media and major donors are lining up behind the campaign of my opponent because they know she will keep our rigged system in place. They are throwing money at her because they have total control over everything she does. She is their puppet, and they pull the strings. (Trump, cité dans Politico, 2016a)

Selon lui, l'establishment politique corrompu est une machine, il n'a pas d'âme, et qui sait que « nous sommes une menace pour son entreprise criminelle ». Il qualifie le système de structure de pouvoir mondial qui est responsable des décisions économiques qui ont volé la classe ouvrière, dépouillé les États-Unis de sa richesse et mis cet argent dans les poches d'une poignée de grandes entreprises et d'entités politiques. À ses partisans, il déclarait que « Nous voterons pour la politique que nous voulons et nous voterons pour mettre hors d'état de nuire ce cartel gouvernemental corrompu. Seules les élites déconnectées de la réalité pensent que le plus gros problème auquel l'Amérique est confrontée aujourd'hui, c'est qu'il y a 11 millions d'immigrés illégaux qui n'ont pas de statut légal ». (Trump, cité dans The American Precidency Projet, 2016).

À quelques jours des élections présidentielles de 2016, Trump a tenu ce discours de vingt-huit minutes, en Caroline du Nord, un des États clés. Il accusait l'establissement d'être à la base de tous les problèmes du pays. Il fait la promesse de remplacer le système dit « corrompu et défaillant », par un nouveau gouvernement totalement contrôlé par le peuple américain. Selon lui, le pouvoir de Washington et les sociétés financières et médiatiques qui les financent n'existent que pour une seule raison: se protéger et s'enrichir. Son message soutient que le système a des milliers de milliards de dollars en jeu dans cette élection et que sa campagne représente une menace pour ceux qui contrôlent les leviers du pouvoir à Washington, une menace qu'ils n'ont jamais vue auparavant. Le candidat déclarait à l'époque qu'il ne s'agissait pas simplement d'une énième élection de quatre ans. Selon lui, il s'agissait d'un moment important dans l'histoire de la civilisation américaine pour mettre fin au rôle de l'élite responsable des mauvais accords commerciaux et des flux d'immigrants qui envahissent notre pays. Pour lui :

> Our jobs are fleeing the country. They're going to Mexico. They're going to many other countries. You look at what China is doing to our country in terms of making our product. They're devaluing their currency, and there's nobody in our government to fight them. And we have a very good fight. And we have a winning fight. Because they're using our country as a piggy bank to rebuild China, and many other countries are doing the same thing. (Trump, cité dans *Politico*, 2016b)

Pour Donald Trump, le système a dépouillé ces villes de leurs richesses et que la « machine Clinton » était au centre de cette structure de pouvoir. Il affirmait au cours de ce discours que: « Nous l'avons vu de nos propres yeux dans les documents de WikiLeaks, dans lesquels Hillary Clinton rencontre en secret des banques internationales pour planifier la destruction de la souveraineté américaine afin d'enrichir ces puissances financières mondiales, ses amis et ses donateurs. C'est tellement vrai » (Trump, cité dans *Politico*, 2016a).

### La Pratique de l'unilatéralisme

Comme défini dans la partie sur la présentation de l'hypothèse, la « Pratique de l'unilatéralisme » est l'acte de se retirer des accords multilatéraux quelque soit leur nature; c'est-à-dire des accords multilatéraux en matière de commerce (comme l'Accord de libre-échange nord-américain - ALENA), de sécurité (l'Accord de Vienne sur le nucléaire iranien), ou sur l'environnement, etc. Donald Trump promet de retirer les États-Unis de tous ces accords dans la mesure où, selon lui, ils ne garantissent pas les intérêts du peuple

américain. Par exemple, l'une de ses promesses majeures est de sortir les États-Unis de l'Accord de Vienne sur le nucléaire iranien. En effet, l'Accord a été le 14 juillet 2015, par huit parties suivantes: l'Iran, les cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies, auxquels s'ajoutent l'Allemagne et l'Union européenne. Cet Accord-cadre avait pour but de contrôler le programme nucléaire iranien et de permettre la levée progressive des sanctions économiques qui touche le pays. Trump attaquait ses adversaires, notamment Barack Obama en disant:

> Not only have our citizens endured domestic disaster, but they have lived through one international humiliation after another. We all remember the images of our sailors being forced to their knees by their Iranian captors at gunpoint. This was just prior to the signing of the Iran deal, which gave back to Iran $150 billion and gave us nothing it will go down in history as one of the worst deals ever made. Another humiliation came when president Obama drew a red line in Syria – and the whole world knew it meant nothing. Iran is on the path to nuclear weapons. (Trump, cité dans Politico, 2016a)

Selon lui, « l'accord nucléaire met l'Iran, premier soutien du terrorisme islamique radical, sur la voie de l'acquisition d'armes nucléaires ». Il affirme que « Si nous ne parvenons pas à un meilleur accord, nous nous retirerons » (Fortune Editors (2016). Il envisage également des changements au niveau la politique commerciale afin de redonner de la vigueur à l'économie nationale et remettre le peuple américain au premier plan. Dans sa vision, l'État-nation reste le véritable fondement du bonheur et de l'harmonie. Pour ce faire, il reste sceptique à l'égard des unions internationales qui, selon lui, lient et font tomber l'Amérique et auxquelles il n'entrera jamais: « Sous mon administration, nous n'impliquerons jamais l'Amérique dans un accord qui réduirait notre capacité à contrôler nos propres affaires » (Trump, cité dans Time, 2016a).

Pour lui, l'ANELA a été un désastre total pour les États-Unis, car il a littéralement vidé les États de leur industrie et de leurs emplois. Le candidat soutient davantage son argument en affirmant:

> NAFTA, as an example, has been a total disaster for the United States and has emptied our states literally emptied our states of our manufacturing and our jobs. And I've just gotten to see it. I've toured Pennsylvania. I've toured New York. I've toured so many of the states. They have been cleaned out. Their manufacturing is gone. Never again, only the reverse and I have to say this strongly never again; only the reverse will happen. We will keep our jobs and bring in new ones. There will be consequences for the companies that leave the United States only to exploit it later(Trump, cité dans Time, 2016a).

Cette déclaration permet d'explorer la vision de Trump sur la politique commerciale. Il envisage le protectionnisme économique qui reste compatible avec son principe de *America First*.

### c. Le Protectionnisme économique

Le protectionnisme économique consiste à mettre en place des droits de douane, des quotas d'importation ou encore des normes spécifiques pour diminuer les importations. Ce principe vise à favoriser les entreprises et travailleurs nationaux. Selon Donald Trump, la différence fondamentale entre son plan et celui de ses adversaires est qu'il accordera la priorité à l'Amérique. L'américanisme, et non le mondialisme, sera son crédo. Dans son discours d'avril 2016, il dit avoir visité des ouvriers licenciés et des communautés dont il estime avoir été écrasés par les accords commerciaux « horribles et injustes ». Sa promesse est de transformer ces « mauvais » accords en de bons accords. Il continue pour dire que les États-Unis ont perdu près d'un tiers de ses emplois dans le secteur manufacturier depuis 1997, suite à la mise en place d'accords commerciaux « désastreux » soutenus par Bill et Hillary Clinton. « Rappelez-vous, c'est Bill Clinton qui a signé l'ALENA, l'un des pires accords économiques jamais conclus par notre pays » (Trump, cité dans Politico, 2016).

Donald Trump accusait son adversaire de soutenir pratiquement tous les accords commerciaux qui, selon lui ont détruit la classe moyenne. Lors de cet important discours à la Convention républicaine du 21 juillet 2016, à l'Ohio, où il a accepté la nomination, Trump a dénoncé l'entrée de la Chine dans l'Organisation mondiale du commerce (OMC) qu'il a qualifié d'erreur de l'ancien président Bill Clinton. Il est revenu à nouveau sur Hillary Clinton pour dire:

> She supported the job killing trade deal with South Korea. She has supported the Trans-Pacific Partnership. The TPP will not only destroy our manufacturing, but it will make America subject to the rulings of foreign governments. I pledge to never sign any trade agreement that hurts our workers, or that diminishes our freedom and independence. Instead, I will make individual deals with individual countries. No longer will we enter into these massive deals, with many countries, that are thousands of pages long – and which no one from our country even reads or understands. We are going to enforce all trade violations, including through the use of taxes and tariffs, against any country that cheats. (Trump, cité Politico, 2016a)

La promesse de Trump à ses partisans était de mettre un terme au « vol scandaleux » de propriété intellectuelle par la Chine, ainsi qu'à son dumping « illégal » de produits et à

sa manipulation monétaire dévastatrice. Tout en insistant sur le caractère « horribles » des accords commerciaux avec la Chine et avec bien d'autres pays, il prévoit une renégociation totale afin d'obtenir de bien meilleurs accords pour l'Amérique; à défaut, il se retirera unilatéralement. Donald Trump a tenté de relancer sa campagne en prononçant, en août 2016 à Détroit, un discours en faveur du protectionnisme économique. Il a déclaré que les États-Unis devaient lutter contre la mondialisation et les accords commerciaux qui, selon lui, ont conduit au déclin de l'industrie manufacturière. « En bref, la ville de Détroit est l'exemple vivante de l'échec du programme économique de mon adversaire » (Trump, cité dans Fortune Editors, 2016).

Le candidat républicain à la présidence de 2016 a annoncé que « la prochaine trahison sera le Partenariat Transpacifique » (TPP), car, selon lui, voter pour Hilary Clinton, c'est voter pour le TPP, et c'est aussi voter pour l'ALENA. En effet, le TPP est un accord commercial multilatéral entre plusieurs pays d'Asie-Pacifique et les États-Unis, signé le 4 février 2016, visant à intégrer les économies des deux régions. Il favorise le développement du commerce international en supprimant les barrières nationales tarifaires. Donald Trump continue pour dire que le déficit commercial annuel en bien avec le Mexique est passé de près de zéro en 1993 à près de 60 milliards de dollars. Notre déficit commercial total en bien a atteint près de 800 milliards de dollars l'année dernière (Trump, cité dans Fortune Editors, 2016).

En s'appuyant sur les chiffres du *Bureau of Labor Statistics*, Trump avait affirmé qu'avant l'entrée en vigueur de l'ALENA, il y avait 285 000 travailleurs de l'automobile dans le Michigan, aujourd'hui, ce nombre n'est plus que de 160 000. Il a renchéri pour dire que:

> Right now, 70 million American women and children live in poverty, or near the brink of poverty.America has lost one-third of its manufacturing jobs since Bill and Hillary's NAFTA. America has lost 70,000 factories since China entered the World Trade Organization. We are living through the greatest jobs theft in the history of the world. Hillary's goal is to send millions and millions more jobs out of our country. Hillary is going to raise taxes up to 45 percent, massively expand regulation, shut down American energy, and push through terrible trade deals that offshore our jobs for the benefit of her donors. Her policies will cause a major recession, or even a depression. A Trump Administration will stop TPP, renegotiate NAFTA, and we are going to stand up to China on Currency Manipulation. (Trump, cité dans The American Precidency Projet, 2016).

Au cours de ses discours de campagne, Trump n'hésitait pas à attaquer directement l'OTAN. En effet, le candidat a une vision transactionnelle, voire mercantiliste de l'Alliance. C'est pourquoi, dans son discours d'avril 2016, il a, selon lui, souligné les faiblesses de la politique étrangère des États-Unis sous l'Administration de Barack Obama, dont les principales sont : Premièrement, il a estimé que les ressources des États-Unis sont totalement surexploitées, que le président Obama a affaibli l'armée en affaiblissant l'économie. Deuxièmement, «  nos alliés ne paient pas leur juste part, et j'en ai beaucoup parlé récemment. Nos alliés doivent contribuer financièrement, politiquement et humainement à notre énorme fardeau sécuritaire. Mais beaucoup d'entre eux ne le font tout simplement pas » (Trump, cité dans Time, 2016a).

### d. Le Rejet de l'OTAN

Depuis sa période de campagne 2016, Donald Trump a commencé à remettre en question la défense systématique des alliés de l'OTAN. Il a de nouveau affirmé, lors de son discours du 27 avril 2016 au *Mayflower Hotel in Washington,* que, s'il devenait Président, une intervention américaine pour aider un pays de l'OTAN en danger n'irait pas de soi, et que le coût de l'Alliance devait être mieux partagé. Alors que les pays baltes semblent inquiets face à l'évolution de l'attitude russe, Donald Trump a expliqué au cours de son discours que, si la Russie les attaquait, il déciderait de faire intervenir les États-Unis seulement après avoir vérifié que ces pays ont bien respecté leurs obligations vis-à-vis des États-Unis:

> They look at the United States as weak and forgiving and feel no obligation to honor their agreements with us. In NATO, for instance, only 4 of 28 other member countries besides America, are spending the minimum required 2 percent of GDP on defense. We have spent trillions of dollars over time on planes, missiles, ships, equipment, building up our military to provide a strong defense for Europe and Asia.
> The countries we are defending must pay for the cost of this defense, and if not, the U.S. must be prepared to let these countries defend themselves. We have no choice. (Trump, cité dans Time, 2016a).

Notons qu'un des principes de base de l'OTAN est l'article 5 du Traité de l'Atlantique Nord, qui prévoit que « Les parties conviennent qu'une attaque armée contre l'une ou plusieurs d'entre elles survenant en Europe ou en Amérique du Nord sera considérée comme une attaque dirigée contre toutes les parties ». Les États-Unis ont fait valoir cet article après les attentats du 11 septembre 2001. L'article a justifié également

l'intervention de l'OTAN en Afghanistan. Donald Trump a redit au cours de ce discours de campagne qu'il comptait bien forcer les alliés à assumer leur part de coût de l'OTAN, supporté principalement par les États-Uns depuis la création de l'Alliance. Il a fait la déclaration dans les termes suivants:

> Early in my term, I will also be requesting that all NATO nations promptly pay their bills, which many are not doing right now. Only 5 NATO countries, including the United States, are currently meeting the minimum requirement to spend 2% of GDP on defense. Additionally, I will be respectfully asking countries such as Germany, Japan, South Korea and Saudi Arabia to pay more for the tremendous security we provide them. (Trump, cité dans The Hill, 2016).

Les alliés devront donc s'adapter à la nouvelle approche américaine, une approche transactionnelle. Il a dit vouloir respecter les anciennes alliances, mais, pour ce faire, les alliés devraient cesser de profiter de la « largesse » des États-Unis. Trump a fait savoir de nouveau sa vision sur l'OTAN lors de son discours sur la sécurité nationale à Philadelphie, déclarant que:

> After I'm elected president, I will also call for a summit with our NATO allies and a separate summit with our Asian allies. In these summits, we will not only discuss a rebalancing of financial commitments, but take a fresh look at how we can adopt new strategies for tackling our common challenges. For instance, we will discuss how we can upgrade NATO's outdated mission and structure, grown out of the Cold War to confront our shared challenges, including migration and Islamic terrorism. (Trump, cité dans Time, 2016a).

Notons que le premier débat présidentiel entre Donald Trump et Hillary Clinton a eu lieu le 26 septembre 2016, à l'Université Hofstra à Hempstead, New York. Il a duré 90 minutes, et était reparti en six segments de quinze minutes chacun. Il a exploré les thèmes suivants : l'atteinte de la prospérité ; la gouvernance de l'Amérique ; et la sécurité de l'Amérique. Au cours de ce débat, Trump confirme davantage sa vision transactionnelle sur l'OTAN en déclarant que :

> I said well, I'll tell you, I haven't given lots of thought to NATO, but two things: Number 1, the 28 countries of NATO, many of them aren't paying their fair share. Number 2, and that bothers me, because we should be, yes, we're defending them, they should be at least paying us what they are supposed to be paying by treaty and contract.
> And number two, I said and very strongly, NATO could be obsolete, because, and I was very strong on this, and it was actually covered very accurately in the New York Times, which is unusual for the New York Times to be honest, but I said they do not focus on terror. And I was very strong. And I said it numerous times. And about four months ago, I read on the front page of the Wall Street Journal that NATO is opening up a major terror division, and I think that's great. (Trump, cité dans Politico, 2016b)

Notons que le candidat qualifiait l'OTAN d'alliance « obsolète », car ne luttant pas suffisamment contre le terrorisme. Pour ce faire, il a salué la décision de création d'une division de lutte contre le terrorisme. Il avait promis le soutien des États-Unis à cette division. Il a affirmé qu'en tant qu'homme d'affaires :

> And I think we should get, because we pay approximately 73 percent of the cost of NATO. It's a lot of money to protect other people. But I'm all for NATO. But I said they have to focus on terror also. And they're going to do that. And that was, believe me, I'm sure I'm not going to get credit for it, but that was largely because of what I was saying and my criticism of NATO. I think we have to get NATO to go into the Middle East with us. In addition to surrounding nations, and we have to knock the hell out of ISIS. And we have to it fast.(Trump, cité dans *Politico*, 2016b).

Pour expliquer davantage sa vision sur l'Alliance, Donald Trump se pose par la suite les questions suivantes:

> Pourquoi l'OTAN n'est-elle pas remise en question? Pourquoi ne paient-ils pas? Ils doivent payer. Nous devons dire à l'Allemagne, à tous ces pays, à la Corée du Sud, nous devons dire: "Vous devez nous aider » (Cité dans Politico, 2016d).

C'est avec une telle vision sur l'OTAN que nous terminons l'analyse des discours de Donald Trump pour cette première période que nous avons qualifiée de Campagne 1, car elle concerne les discours de la première campagne avant son retour au pouvoir en novembre 2025. Nous analysons dès à présent les discours tout en mettant l'accent sur les mêmes éléments de la politique étrangère, au cours de la période 2017 à 2021, qui caractérise la période d'exercice du pouvoir après son élection en novembre 2016. Quelle politique étrangère mènera Donald Trump, une fois au pouvoir en 2016?

## 2. Deuxième période d'analyse : l'exercice du pouvoir Trump 1

Donald Trump, élu 45e Président des États-Unis le 8 novembre 2016, a prêté serment, suivi de son discours inaugural le 20 janvier 2017 à Washington. Pendant plus de dix-huit minutes d'allocution, en présence de nombreux partisans, mais aussi des milliers d'opposants, le nouveau Président a fait un portrait « sombre » de la politique interne et internationale, et promis (comme pendant la période de campagne) à ses compatriotes de faire des intérêts de son pays sa priorité (*America First*).

### a. Le Rejet du multilatéralisme

#### La Défense d'intérêt national égocentrique

Pour sa première adresse à l'Assemblée générale des Nations unies, à New York, le l9 septembre 2017, Donald Trump a porté son message *d'America First.* La vision du monde exposée au cours de son discours est centrée sur l'exaltation de la « souveraineté ». Ce discours du président républicain envoyait un message au reste du monde que, sous son administration, les États-Unis ne feraient plus quelque concession que ce soit au nom des grands principes de la coopération internationale; ils n'agiront uniquement qu'en fonction de leurs propres intérêts. Dans son discours, non seulement il a énoncé ce principe comme le seul fondement valable de l'action des États-Unis, mais aussi il encourage tous les autres pays à faire de même, c'est-à-dire mettre la souveraineté et l'autonomie nationales à l'avant-plan de leur propre approche des relations internationales (Martin, cité dans *Le Journal de Montréal*, 2017). Cette déclaration consolide davantage notre argumentaire:

> We do not expect diverse countries to share the same cultures, traditions, or even systems of government. But we do expect all nations to uphold these two core sovereign duties: to respect the interests of their own people and the rights of every other sovereign nation. This is the beautiful vision of this institution, and this is foundation for cooperation and success. Strong, sovereign nations let diverse countries with different values, different cultures, and different dreams not just coexist, but work side by side on the basis of mutual respect. Strong, sovereign nations let their people take ownership of the future and control their own destiny. And strong, sovereign nations allow individuals to flourish in the fullness of the life intended by God. (Trump, cité dans ONU, 2017).

En déclarant qu' « À partir de ce jour, une nouvelle vision va gouverner notre pays. À partir de ce jour, ce sera seulement "l'Amérique d'abord" », Donald Trump veut tenir sa promesse faite au cours de sa campagne, selon laquelle il accorderait la priorité à l'intérêt national égocentrique. Il a prévenu que toutes les décisions sur le commerce, la fiscalité, les taxes, l'immigration et les affaires étrangères seront prises en fonction des intérêts du peuple américain. Il a soutenu que : « Nous suivrons deux règles simples : achetez américain et embauchez américain. Ensemble, nous rendrons l'Amérique à nouveau forte. Nous allons rendre l'Amérique à nouveau riche. Nous rendrons l'Amérique à nouveau fière. Nous allons rendre l'Amérique à nouveau sûre. Et oui, ensemble, nous rendrons à l'Amérique sa grandeur » (Trump, cité dans ONU, 2017).

Sa vision du monde repose sur l'existence des nations diverses qui sont susceptibles de « coopérer pour protéger leur souveraineté, préserver leur sécurité et promouvoir leur prospérité ». Selon lui, le succès des peuples dépend d'une coalition de nations fortes et indépendantes qui assument leur souveraineté pour promouvoir la sécurité, la prospérité et la paix pour elles-mêmes et pour le monde (Trump, cité dans ONU, 2017). Pour lui, tous les dirigeants responsables ont l'obligation de servir en premier lieu leurs propres citoyens, et l'État-nation reste le meilleur moteur pour élever la condition humaine. Sa première intervention à la tribune des Nations unies devant les chefs d'État et de gouvernements et de plusieurs diplomates a lancé un appel pour l'éveil des États-nations, au respect de leur souveraineté, ainsi qu'à la défense de leurs intérêts, gages de succès pour un monde meilleur :

> Now we are calling for a great reawakening of nations, for the revival of their spirits, their pride, their people, and their patriotism. History is asking us whether we are up to the task. Our answer will be a renewal of will, a rediscovery of resolve, and a rebirth of devotion. We need to defeat the enemies of humanity and unlock the potential of life itself. Our hope is a word and world of proud, independent nations that embrace their duties, seek friendship, respect others, and make common cause in the greatest shared interest of all: a future of dignity and peace for the people of this wonderful Earth. This is the true vision of the United Nations, the ancient wish of every people, and the deepest yearning that lives inside every sacred soul. (Trump, cité dans ONU, 2017).

Son respect de la souveraineté est aussi un appel à l'action, car, selon lui, tous les citoyens méritent un gouvernement qui se soucie de leur sécurité, de leurs intérêts et de leur bien-être, y compris de leur prospérité. Dans le domaine des affaires étrangères, « nous renouvelons notre soutien au principe fondateur de la souveraineté. Le premier devoir de notre gouvernement est envers son peuple, envers nos citoyens : répondre à leurs besoins, assurer leur sécurité, préserver leurs droits et défendre leurs valeurs » (Trump, cité dans ONU, 2017). Il a rappelé à l'Assemblée que l'histoire des Nations Unies, c'est l'histoire des héros, des patriotes qui ont combattu en premier lieu pour leurs nations respectives. Pour ce faire, il a encore une fois recommandé au respect de leur souveraineté. Il a prononcé ce mot au moins vingt et une fois. Il a traduit sa vision dans les termes suivants :

> In remembering the great victory that led to this body's founding, we must never forget that those heroes who fought against evil also fought for the nations that they loved. Patriotism led the Poles to die to save Poland, the French to fight for a free France, and the Brits to stand strong for Britain. Today, if we do not invest ourselves, our hearts, and our minds in our nations, if we will not build strong families, safe communities, and healthy societies for ourselves, no one can do it for us. (Trump, cité dans ONU, 2017).

Il a insisté pour dire que pour se poser les questions suivantes: « *The true question for the United Nations today, for people all over the world who hope for better lives for themselves and their children, is a basic one : Are we still patriots? Do we love our nations enough to protect their sovereignty and to take ownership of their futures? Do we revere them enough to defend their interests, preserve their cultures, and ensure a peaceful world for their citizens?* ». Cette politique qui vise à prioriser l'intérêt national égocentrique des États-Unis tire ses origines dans la tradition de la politique étrangère d'Andrew Jackson, septième Président des États-Unis, qui mettait l'accent sur les valeurs populistes et la force militaire ( (McKay, 2019; 535-536; Mead, 2017: 2). Plusieurs auteurs révèlent des similitudes de la politique étrangère de Donald Trump à celle de l'administration d'Andrew Jackson (Jones et Khoo, 2017; Cha, 2016; Clarke et Ricketts, 2017; Hamilton, 2017). En effet, la tradition de la politique étrangère jacksonienne repose sur le principe selon lequel les États-Unis prennent part aux opérations militaires multilatérales si et seulement si les intérêts vitaux sont menacés (Mead, 2017; Rolf, 2021).

Le jacksoniniasme offre une explication sur les fondements de la rhétorique « America First » de cette Administration. L'hypothèse fondamentale de la vision de Trump en matière de politique étrangère est que les États-Unis vivent dans un monde à somme nulle. Quand d'autres États gagnent en politique internationale, les États-Unis perdent. En se basant sur une telle vision de la politique mondiale en tant que système hautement concurrentiel fait d'intérêts indépendants, Trump met en pratique sa doctrine d'« America First » qui signifie que l'intérêt national des États-Unis est la seule priorité. (Toma, 2018; Restad, 2020; Olsen, 2021). Il est important de souligner que le discours de Donald Trump, prononcé à la 72e session de l'Assemblée générale de l'ONU en 2017, reste cohérent avec son principe de *Make America Great Again* (MAGA) et d'*America First*.

**Make America Great Again (MAGA)**

Outre la défense de l'intérêt national et de la souveraineté, Donald Trump a annoncé plusieurs autres éléments de sa politique étrangère au cours de son discours inaugural du 20 janvier 2017, dont le MAGA. Il a prévenu l'Assemblée qu'« à partir de maintenant, ce sera l'Amérique d'abord ». Il a affirmé que l'« Amérique va recommencer à gagner, à gagner comme jamais auparavant ». Le nouveau président a continué à égrener la liste de

ses promesses, à savoir ramener les emplois, la richesse et le rêve américain. Sa politique étrangère sera conduite par « deux principales règles : achetez américain et embauchez américain ». Trump a renchéri pour dire qu'il continuera de rechercher l'amitié et la bonne volonté de toutes les nations du monde, mais en précisant que toutes ces nations ont le droit de faire passer leurs propres intérêts en premier. Ce passage de son discours justifie davantage sa position :

> Ensemble, nous rendrons l'Amérique à nouveau forte. Nous allons rendre l'Amérique à nouveau riche. Nous rendrons l'Amérique à nouveau fière. Nous allons rendre l'Amérique à nouveau sûre. Et oui, ensemble, nous rendrons à l'Amérique sa grandeur. (Trump, cité dans ONU, 2017).

Notons que le 21 juin 2019, Donald Trump a accordé une interview à la chaîne NBC News, d'une durée d'environ trente minutes à la Maison-Blanche, avec comme modérateur Charles David Todd, journaliste politique américain et directeur du département politique de NBC News. Lorsque David Todd a voulu connaitre les raisons de sa candidature à sa propre succession, alors qu'il était confronté à quatre inculpations, Donald Trump a déclaré ceci : « Eh bien, c'est une réponse simple et je peux la donner facilement. Elle s'appelle Make America Great Again. Notre pays est en grande difficulté (Trump, cité dans Meet the Press, 2019). Un mois plus tard après cette interview, précisément en juillet 2019, Trump a tenu un rassemblement « MAGA » à Greenville, en Caroline du Nord. Il était déjà en campagne pour les élections de novembre 2020. Face à des « milliers de patriotes » qui scandaient « USA! USA! USA!... », Donald Trump a commencé par remercier l'ensemble des militants, dont Mike Pence, son Vice-président à l'époque, avant de déclarer que « L'Amérique est à nouveau respectée, et parce que nous mettons enfin l'Amérique en premier (Trump, cité dans Rev, 2019a). Après trois ans d'exercice du pouvoir, Donald Trump a tenté de faire le bilan du principe MAGA:

> You know that our usaement stands for patriotism, confidence, excellence, liberty, justice, support for our military. Love for America, and loyalty to our nation and all of its people. We're together. We all stand together for American greatness. Even at such a young age, the members of your generation are proving that our hearts and souls are all wound together, we are unbridled in our love for our country, we are truly American patriots. Remember that. Keep America great. (Trump, cité dans Rev, 2019a).

Il a souligné que les États-Unis sont « tellement respectés » à nouveau et que le pays a pu se hisser si haut dans l'esprit du reste du monde. Convaincu qu'il a rendu l'Amérique à nouveau grande par la principe du MAGA, Donald Trump a annoncé au cours de ce

rassemblement que le nouveau slogan de sa campagne est « Keep America Great ». À travers ce slogan, le président sortant des élections de 2020 tentait de rassurer ses partisans qu'il n'était pas question d'abandonner le MAGA. Il fallait maintenir la tendance avec ce nouveau slogan ci-dessus. En octobre 2020, Trump a tenu, à Montoursville, en Pennsylvanie, l'un de ses derniers discours avant les élections de novembre 2020 face à un « public formidable » qui réclamait « Quatre années de plus ». Il a rassuré ses concitoyens que : « Nous avons rendu l'Amérique forte à nouveau. Nous avons rendu l'Amérique fière à nouveau ! Nous avons rendu l'Amérique sûre à nouveau, et nous rendrons l'Amérique grande à nouveau ! ». (Trump, cité dans Roll Call, 2020).

Mahmood et Cheema (2018) affirment que les alliés coopèrent là où leurs intérêts convergent, mais l'approche fondamentalement isolationniste et unilatérale de l'administration Trump sur les questions impliquant les intérêts de ceux-ci sape leur confiance. Les États-Unis, sous l'ère Trump, exacerbent les tensions avec les alliés. "America First " constituant la doctrine de la politique étrangère de Trump et laisse croire que les États-Unis envisagent faire cavalier seul. Cette posture remet en cause le leadership du pays dans le système international. Mahmood et Cheema poursuivent pour souligner que la réticence des États-Unis à prendre en compte les sensibilités de leurs alliés européens sur une multitude de questions bilatérales et multilatérales est une tendance qui a pris de l'ampleur sous l'Administration Trump. Par exemple, la faible réaction du président à l'opération militaire russe en Syrie et son attitude unilatérale qui exclut les alliés européens dans les négociations dans la crise ukrainienne sème le doute sur la fiabilité de l'allié américain.

**La pratique du bilatéralisme**

Comme mentionné, Donald Trump a montré à travers ses déclarations qu'il accordait la priorité aux accords bilatéraux, où il estime que les intérêts des États-Unis y sont mieux défendus. Il a soutenu une fois de plus, pour sa deuxième fois à la tribune des Nations-Unies, lors de la 73e session de l'Assemblée générale, où « il a pourfendu toute forme de multilatéralisme » et de globalisme, en défendant la souveraineté et le bilatéralisme (Paris, cité dans *Le Monde*, 2018). Il ne croit pas à la diplomatie multilatérale et les différentes actions bilatérales entreprises, énumérées au cours de son discours, justifient davantage

notre argument. En affirmant : « Nous vous demandons seulement de respecter notre souveraineté en retour », Donald Trump souhaitait envoyer un message d'indépendance totale de son pays face au reste du monde. Selon lui, l'ensemble des pays présents à l'Assemblée générale ont dénoncé la politique commerciale de l'Organisation mondiale du commerce, accusée de violer ses propres principes:

> Last month, we announced a groundbreaking U.S.-Mexico trade agreement. And just yesterday, I stood with President Moon to announce the successful completion of the brand new U.S.-Korea trade deal. And this is just the beginning. Many nations in this hall will agree that the world trading system is in dire need of change. For example, countries were admitted to the World Trade Organization that violate every single principle on which the organization is based. While the United States and many other nations play by the rules, these countries use government-run industrial planning and state-owned enterprises to rig the system in their favor. They engage in relentless product dumping, forced technology transfer, and the theft of intellectual property. (Trump, cité dans Politico, 2018a).

Une autre preuve qui montre que Donald Trump accorde la priorité aux relations bilatérales au détriment du multilatéralisme est le dialogue engagé, unilatéralement avec la Corée Nord « pour remplacer le spectre du conflit par un nouvel effort audacieux en faveur de la paix ». Il a soutenu au cours de son discours que :

> In June, I traveled to Singapore to meet face to face with North Korea's leader, Chairman Kim Jong Un. We had highly productive conversations and meetings, and we agreed that it was in both countries' interest to pursue the denuclearization of the Korean Peninsula. Since that meeting, we have already seen a number of encouraging measures that few could have imagined only a short time ago. The missiles and rockets are no longer flying in every direction. Nuclear testing has stopped. Some military facilities are already being dismantled. (Trump, cité Politico, 2018a).

En matière commerciale, tout en dénonçant l'Accord de libre-échange, qui lie les États-Unis, le Mexique et le Canada, Donald Trump a annoncé la signature prochaine d'un accord bilatéral entre son pays et le Japon: « Demain, je rejoindrai le Premier ministre japonais Abe pour poursuivre nos progrès vers la finalisation d'un formidable nouvel accord commercial » (Trump, cité dans ONU, 2019). Il a fait cette annonce au cours de la 74$^{e}$ session de l'Assemblée générale des Nations unies, où il intervenait pour la troisième en qualité de Président des États-Unis. Il a continué à défendre le bilatéralisme en annonçant une étroite collaboration en matière commerciale avec le Royaume-Uni qui s'apprêtait, à l'époque à mettre en application le Brexit:

> As the United Kingdom makes preparations to exit the European Union, I have made clear that we stand ready to complete an exceptional new trade agreement with the UK that will

> bring tremendous benefits to both of our countries. We are working closely with Prime Minister Boris Johnson on a magnificent new trade deal. (Trump, cité dans ONU, 2019).

Pour Krieger (2019: 972), la politique illibérale de Trump est de nature à rejeter le multilatéralisme. Les forums multilatéraux offrent un cadre permettant aux différents acteurs de formuler leurs demandes ainsi que leurs revendications sur les valeurs de la gouvernance mondiale. Krieger ajoute qu'en revanche, les structures bilatérales ou unilatérales semblent faciliter la réalisation de ce qu'un dirigeant populiste conçoit comme le bien commun. L'accent mis par l'Administration Trump sur les accords commerciaux bilatéraux et régionaux témoigne d'une telle approche. L'attitude antisystème du populisme renforce le scepticisme envers les institutions internationales qui sont dépeintes par le populisme comme des manifestations de l'élite technocratique mondiale.

### b.**La pratique de la politique illibérale**

#### La pratique de l'isolationnisme

Trump a effectivement mis en pratique sa politique isolationniste. Son discours à la 73e session de l'Assemblée générale des Nations Unies en 2018 a illustré cette vision. Johns et Wellhausen (2019: 731) attestent le caractère isolationniste et non-interventionniste de la politique étrangère de Donald Trump, entrainant ainsi le repli du pays sur lui-même, et dénonçant par les accords multilatéraux. Cette vision isolationniste s'explique par son désintérêt de la bureaucratie internationale, dont il accuse de piétiner la souveraineté des États-nations. L'exemple de la remise en cause des compétences de la Cour pénale internationale est une parfaite illustration de sa doctrine. En effet, dans son discours, Donald Trump dénonçait l'immobilisme du Conseil des droits de l'homme de l'ONU, car, selon lui, cet organe ne prend aucune mesure pour punir les auteurs de violations des droits de l'homme. Pour ce faire, il a annoncé que:

> For similar reasons, the United States will provide no support in recognition to the International Criminal Court. As far as America is concerned, the ICC has no jurisdiction, no legitimacy, and no authority. The ICC claims near-universal jurisdiction over the citizens of every country, violating all principles of justice, fairness, and due process. We will never surrender America's sovereignty to an unelected, unaccountable, global bureaucracy.(Trump, cité dans Politico, 2018).

Selon lui, les États-Unis n'abandonneront jamais la souveraineté de l'Amérique à une bureaucratie internationale non élue et irresponsable. Il a continué pour dire que les États-Unis sont gouvernés par les Américains et pour les Américains, et a soutenu que son administration rejette l'idéologie du mondialisme et embrasse la doctrine du patriotisme. Partout dans le monde, les nations responsables doivent se défendre contre les menaces à la souveraineté, non seulement de la part de la gouvernance mondiale, mais aussi d'autres formes nouvelles de coercition et de domination, avait-il déclaré. La pratique isolationniste de Donald Trump a atteint plusieurs domaines de la politique internationale. Sur la base du principe de la souveraineté, il a rappelé ceci: « We recognize the right of every nation in this room to set its own immigration policy in accordance with its national interests, just as we ask other countries to respect our own right to do the same -- which we are doing.. » (Trump, cité dans Politico, 2018). Pour Donald Trump, « That is one reason the United States will not participate in the new Global Compact on Migration. Migration should not be governed by an international body unaccountable to our own citizens ».

On retient que Trump ne souhaite pas se soumettre aux principes et normes des organisations multilatérales, quels que soient leurs domaines de compétences. C'est pourquoi il a affirmé, au cours de son discours à la 73e session de l'Assemblée générale, que « les migrations ne devraient pas être régies par un organisme international qui n'a aucun compte à rendre à nos propres citoyens. La seule solution à long terme à la crise migratoire est d'aider les gens à construire un avenir plus prometteur dans leur pays d'origine. Rendre leur pays à nouveau grand » (Trump, cité dans Politico, 2018). Il a réitéré pour dire que

> That is why America will always choose independence and cooperation over global governance, control, and domination. I honor the right of every nation in this room to pursue its own customs, beliefs, and traditions. The United States will not tell you how to live or work or worship. We only ask that you honor our sovereignty in return. (Trump, cité dans Politico, 2018)

Rappelons que les discours que nous analysons dans cette partie de la thèse se situent dans le contexte du premier mandat de Donald Trump. Le refus de son administration de participer au nouveau Pacte Mondial sur les migrations, nous permet d'analyse l'élément de sa politique étrangère, décrite comme la « Pratique de la politique illibérale ».

**Le rejet de l'immigration**

Dans la première partie d'analyse qualifiée de « Campagne 1 » en 2016, nous avons constaté que Donald Trump avait une position très hostile à l'immigration, et le refus de participer au Pacte Mondial sur les migrations est une parfaite illustration. À la 72e session de l'Assemblée générale des Nations unies, il n'a pas manqué de souligner les problèmes migratoires auxquels son pays fait « face depuis des décennies ». Selon lui, une migration incontrôlée est profondément injuste, tant pour les pays d'origine que pour les pays d'accueil. Pour les pays d'origine, ils sont privés du capital humain sur lequel reposent les programmes de développement. Pour les pays d'accueil, les coûts substantiels d'une migration incontrôlée sont supportés en grande majorité par les citoyens à faible revenu dont les préoccupations sont souvent ignorées par les médias et le gouvernement (Trump, cité dans ONU, 2017).

Au cours de son discours, il a préconisé une solution nationale. Pour ce faire, il dit avoir rencontré plusieurs démocrates et républicains pour élaborer une approche bipartite pour une réforme de la loi sur l'immigration. « Sur la base de ces discussions, nous avons présenté au Congrès une proposition détaillée qui devrait être soutenue par les deux partis ». Parmi les quatre piliers du plan de gouvernement présenté par Donald Trump, le deuxième tente de faire une proposition sur la crise migratoire. En effet, la proposition consiste:

> To completely secure the border. This means building a wall on the southern border and hiring more heroes to keep our communities safe. Our plan aims to close the terrible loopholes that criminals and terrorists exploit to enter our country, and put an end to the dangerous practice of "catch and release". It's time to reform these outdated immigration rules and finally bring our immigration system into the 21st century. These four pillars represent an intermediate compromise that will create a safe, modern and legal immigration system. For over thirty years, Washington has tried in vain to solve this problem. Congress can finally do it. (Trump, cité dans Politico, 2018)

Alors qu'il a refusé la participation de son pays au nouveau Pacte mondial sur l'immigration, Donald Trump préfère plutôt s'inscrire dans une solution nationale. Selon lui, il est temps de réformer ces règles d'immigration obsolètes et de faire enfin entrer notre système d'immigration dans le 21e siècle. Il a espéré trouver un compromis intermédiaire qui créera un système d'immigration sûr, moderne et légal. Il a accusé l'immigration clandestine d'être à la base du financement des réseaux criminels, des gangs impitoyables et de trafic de drogues mortelles. Il a réitéré pour dire que l'immigration clandestine

exploite les populations vulnérables, nuit aux citoyens qui travaillent dur et a engendré un cercle vicieux de criminalité, de violence et de pauvreté. « Ce n'est qu'en défendant les frontières nationales et en détruisant les gangs criminels que nous pourrons briser ce cercle et établir de véritables bases pour la prospérité » (Trump, cité dans ONU, 2018). En juillet 2019, lors de son discours à Greenville, en Caroline du Nord, ayant pour titre « MAGA », Donald Trump a reconnu la nécessité d'améliorer les lois sur l'immigration aux États-Unis. Pour ce faire, il a déclaré que:

> And we know that strong nations must have strong borders, and we're building a strong border against so much. You have no idea. Every time I announce, as an example, a section of wall, I get lawsuits. They sue me. You know who sues me? Congressmen. Congressmen. I get sued by Nancy Pelosi. We won that suit. Can you believe it? I won one. (Trump, cité dans Rev, 2019a).

Les différentes réformes entreprises par Donald Trump semblent avoir porté fruit. En effet, lors de sa troisième participation à la tribune de l'ONU, plus précisément à la 73e session de l'Assemblée générale, le 25 juillet 2019, à New York, il s'est adressé aux candidats potentiels à l'immigration vers les États-Unis pour dire que le pays a pris des mesures nécessaires pour arrêter le flux d'immigration illégale. Il ajoute que, tant qu'il sera Président, les États-Unis appliqueront ses lois qui protègent ses frontières (Trump, cité dans Rev, 2019a).

Notons que le 22 octobre 2020, à l'Université Belmont à Nashville (Tennessee), s'est tenu le dernier débat présidentiel entre l'ancien vice-président d'alors, Joe Biden, et le Président sortant, Donald Trump. Selon les recommandations de la Commission des débats présidentiels qui sponsorise le débat, le public doit rester silencieux. Il ne doit pas avoir d'acclamations, de hués ou d'autres interruptions. Au cours de ce débat, modéré par Kristen Welker de NBC News, Donald Trump a tenté de faire le bilan de son premier mandat au niveau de ses promesses au sujet de l'immigration: « Nous avons maintenant une frontière plus hermétique que jamais. Nous avons plus de 640 kilomètres de mur flambant neuf, vous voyez les chiffres, et nous laissons entrer les gens, mais ils doivent entrer légalement » (Trump, cité dans Rev, 2020). Ainsi, il reste cohérent avec sa déclaration faite lors de la 73e session de l'Assemblée générale en 2018, qui reconnaît le droit de chaque nation à définir sa propre politique d'immigration, en fonction de ses intérêts nationaux. Il a affirmé

que « nous avons commencé la construction d'un grand mur frontalier et nous avons considérablement renforcé la sécurité à la frontière » (Trump, cité dans ONU, 2018).

**Rejet du modèle libéral**

Selon Drezner (2019: 723), le populisme de Trump a réussi à affaiblir les institutions bureaucratiques qui incarnent l'internationalisme libéral, en particulier le département d'État, afin de réduire les contraintes sur ses actions en politique étrangère. Comme mentionné, sa période de campagne en 2016, Donald Trump a critiqué avec véhémence la politique menée par les démocraties libérales. Depuis son discours inaugural du 20 janvier 2017, il n'a cessé d'attaque l'establishement, le système en place. Il a commencé par décrire le caractère particulier de la cérémonie. Selon lui, il n'agit pas d'un simple moment de transfert de pouvoir : « Today's ceremony, however, has very special meaning, because today we are not merely transferring power from one administration to another, or from one party to another, but we are transferring power from Washington, D.C., and giving it back to you, the people ». Il a poursuivi en déclarant que:

> For too long, a small group in our nation's capital has reaped the rewards of government, while the people have borne the cost. Washington flourished, but the people did not share in its wealth. Politicians prospered, but the jobs left and the factories closed. The establishment protected itself, but not the citizens of our country. Their victories have not been your victories. Their triumphs have not been your triumphs, and while they celebrated in our nation's capital, there was little to celebrate for struggling families all across our land.(Trump, cité dans Politico, 2017).

Il rejette le système libéral qui, selon lui, impose les valeurs occidentales au reste du monde. À la 72e session de l'Assemblée générale des Nations-Unies, Donald Trump a déclaré que « In America, we do not seek to impose our way of life on anyone, but rather to let it shine as an example for everyone to watch. This week gives our country a special reason to take pride in that example. » (Trump, cité dans ONU, 2017) . Une année plus tard, à la même tribune des Nations-Unies, plus précisément à la 73e session de l'Assemblée générale, il a réitéré sa vision en annonçant que: « Each of us here today is the emissary of a distinct culture, a rich history, and a people bound together by ties of memory, tradition, and the values that make our homelands like nowhere else on Earth. » (Tramp, cité dans Politico, 2018a).

Selon lui, la politique américaine est fondée sur des principes du réalisme. Pour ce faire, les États-Unis « ne seront pas des otages de vieux dogmes d'idéologies discréditées et de soi-disant experts qui se sont trompés au fil des ans. Cela est vrai non seulement en matière de paix, mais aussi en matière de prospérité » (Trump, cité dans Politico, 2018). Donald Trump a aussi mis en pratique sa politique unilatérale, qui a consisté à prendre des décisions sans consulter les alliés des États-Unis.

**La pratique de l'unilatéralisme**

Notons qu'en quatre ans d'exercice du pouvoir, Donald Trump a désengagé les États-Unis de plusieurs accords signés par ses prédécesseurs et a quitté certaines instances internationales, et ce, de manière unilatérale (D'Alançon, cité dans Lacroix, 2019). Ce sont le Partenariait Trans-Pacifique, l'accord de Paris sur le climat, l'Organisation des Nations unies pour l'éduction, la science et la culture (UNESCO), l'Initiative pour la transparence des industries extractives, le Pacte Mondial sur les migrations, l'accord sur le nucléaire iranien, le Conseil des droits de l'homme de l'ONU, le Traité sr les forces nucléaires intermédiaires (FNI). Selon Trump, ces organisations imposent des normes contraires les intérêts des États-Unis. Ses discours ci-dessous permettent de mettre à la lumière des faits, les motivations qui ont milité en faveur du retrait des États-Unis de ces accords multilatéraux, de manière unilatérale.

Rappelons que l'OTAN est certes une alliance, mais reste avant tout un forum multilatéral de sécurité. Pour ce faire, en général, toutes les décisions sont prises par consensus, après échange de vues et consultation entre les pays membres. L'annonce d'une décision au sein de la communauté atlantique exprime dès lors la volonté collective de tous les États souverains membres de l'Alliance (OTAN, 2023). Un an après son investiture, Trump s'est adressé au Congrès des États-Unis, à l'occasion de son discours sur l'état de l'Union, le 30 janvier 2018.

> When the people of Iran rose up against the crimes of their corrupt dictatorship, I did not stay silent. America stands with the people of Iran in their courageous struggle for freedom. I am asking Congress to address the fundamental flaws in the terrible Iran nuclear deal. (Trump, cité dans Global Public Affairs, 2018).

Au cours de son intervention à la 73e session de l'Assemblée générale de l'ONU, il a justifié le retrait unilatéral des États-Unis de l'Accord sur le nucléaire iranien, quelques mois plutôt, plus précisément, le 8 mai 2018:

> We cannot allow the world's leading sponsor of terrorism to possess the planet's most dangerous weapons. We cannot allow a regime that chants "Death to America," and that threatens Israel with annihilation, to possess the means to deliver a nuclear warhead to any city on Earth. Just can't do (Trump, cité dans Politico, 2018a).

Donald Trump avait déclaré auparavant, à la 72e session de l'Assemblée Générale de l'ONU que le soutien iranien au terrorisme contrastait fortement avec l'engagement de nombre de ses voisins de lutter contre le terrorisme et de mettre un terme à son financement. (Trump, cité dans ONU, 2017). Il a utilisé la même approche pour retirer, de manière unilatérale, les États-Unis du Conseil des droits de l'homme de l'ONU, le 18 juin 2018. Trois mois plus tard, lorsqu'il se rend à la 73e session de l'Assemblée générale de l'ONU, Trump n'a pas manqué de justifier sa décision:

> I spoke before this body last year and warned that the U.N. Human Rights Council had become a grave embarrassment to this institution, shielding egregious human rights abusers while bashing America and its many friends.Our Ambassador to the United Nations, Nikki Haley, laid out a clear agenda for reform, but despite reported and repeated warnings, no action at all was taken. So the United States took the only responsible course: We withdrew from the Human Rights Council, and we will not return until real reform is enacted.(Trump, cité dans Politico, 2018a)

De manière unilatérale, il a aussi décidé de réduire le budget des États-Unis destiné aux opérations de maintien de la paix, qui était de 25% auparavant. Une telle décision encouragerait, selon lui, d'autres pays à prendre leurs responsabilités et à partager cette « charge très lourde » (Trump, cité dans Politico, 2018a). Selon lui, son pays travaillait à transférer une grande partie du financement vers des ressources américaines sur les programmes ayant les meilleurs résultats. Donald Trump n'a pas hésité de retirer aussi, de manière unilatérale, les États-Unis de l'accord de Paris sur le climat. En effet, il a qualifié l'accord, d'accord injuste pour les États, en comparaison avec ses concurrents, telles la Chine, la Russie, l'Inde…:

> Look at China, how filthy it is, look at Russia, look at India, it's filthy, the air is filthy. The [Paris Accord, I took us out because we were going to have to spend trillions of dollars and we were treated very unfairly. When they put us in there, they did us a great disservice, they were going to take away our businesses. I will not sacrifice tens of millions of jobs, thousands and thousands of companies because of the Paris Accord, it was so unfair. China doesn't kick

in until 2030, Russia goes back to a low standard, and we kicked in right away, it would have been… (Trump, cité dans, Rev, 2020)

### d. Le Protectionnisme économique

Comme dénoncé lors de sa campagne en 2016, Donald Trump reste très critique des règles édictées par l'Organisation mondiale du commerce, basées sur le libre-échange. Il l'a fait savoir dès sa prise de fonction à l'occasion de son discours d'investiture le 20 janvier 2017 devant un parterre de personnalités. Le discours d'investiture est un moment qui vise à donner les grandes orientations de la politique étrangère du Président élu. Au cours de ce moment, Donald Trump a affirmé que chaque décision concernant le commerce, les impôts, l'immigration, les affaires étrangères sera prise dans l'intérêt des travailleurs américains et des familles américaines. « We must protect our borders from the ravages of other countries making our products, stealing our companies and destroying our jobs. Protection will lead to great prosperity and strength. » (Trump, cité dans Politico, 2017).

En mars 2017, l'Administration Trump a élaboré les grandes lignes de sa politique commerciale. Après avoir soutenu qu'elle concentrera ses efforts sur les négociations bilatérales pour atteindre ses objectifs, l'Administration a rejeté l'idée selon laquelle les États-Unis devraient, pour des raisons géopolitiques, fermer les yeux sur des pratiques commerciales déloyales qui désavantagent les travailleurs, les agriculteurs, les éleveurs et les entreprises américaines sur les marchés mondiaux (Trump, cité dans United States Trade Representative, 2017). Il s'agit d'appliquer strictement les lois commerciales américaines pour empêcher que le marché américain ne soit faussé par des importations faisant l'objet d'un dumping et/ou de subventions qui nuisent aux industries et aux travailleurs nationaux.

Selon les grandes lignes de cette politique commerciale, l'Administration Trump ne tolérera pas les pratiques commerciales déloyales qui nuisent aux travailleurs américains, aux agriculteurs, aux éleveurs, aux prestataires de service et aux autres entreprises, grandes et petites. Son Administration soutient que, depuis des années, les États-Unis enregistrent des déficits commerciaux importants avec leurs partenaires commerciaux de l'Accord de

libre-échange nord-américain (ALENA). Selon Donald Trump, le déficit commercial des États-Unis combiné avec le Canada et le Mexique s'élevait à plus de 74 milliards de dollars en 2016. (Trump, cité dans United States Trade Representative, 2017).

À sa première participation à l'Assemblée générale des Nations-Unies, en septembre 2017, Donald Trump à déclaré à maintes reprises:

> For too long, the American people were told that mammoth multinational trade deals, unaccountable international tribunals, and powerful global bureaucracies were the best way to promote their success. But as those promises flowed, millions of jobs vanished and thousands of factories disappeared. Others gamed the system and broke the rules. And our great middle class, once the bedrock of American prosperity, was forgotten and left behind, but they are forgotten no more and they will never be forgotten again. (Trump, cité dans ONU, 2017).

Une année plus tard, précisément à la 73e session de l'Assemblée générale, Trump a défendu la même position en expliquant que, pendant plusieurs décennies, les États-Unis ont ouvert leur économie, sans poser de condition particulière. Selon lui, les États-Unis ont autorisé les marchandises étrangères du monde entier à traverser librement ses frontières. Pourtant, d'autres pays ne lui ont pas accordé en échange un accès équitable et réciproque à leurs marchés, a-t-il déclaré. « En conséquence, notre déficit commercial a grimpé à près de 800 milliards de dollars par an. C'est pour cette raison que nous renégocions systématiquement les accords commerciaux rompus ou mauvais » (Trump, cité dans Politico, 2018a). Il a mis en garde l'Assemblée en annonçant que:

> We will never surrender America's sovereignty to an unelected, unaccountable, global bureaucracy. America is governed by Americans. We reject the ideology of globalism, and we embrace the doctrine of patriotism. Around the world, responsible nations must defend against threats to sovereignty not just from global governance, but also from other, new forms of coercion and domination.Trump, cité dans Politico, 2018a)

Alors que son premier mandat tirait à sa fin, Donald Trump a pris part au Sommet *Turning Point USA*, le 23 juillet 2019 au *Marriot Marquis Washington, DC*, pour s'adresser à des milliers de jeunes « patriotes » rassemblés. En effet, *Turning Point USA* est un association américaine à but non lucratif, fondée le 5 juin 2012, qui a pour objectif d'identifier, éduquer, former et organiser les étudiants à promouvoir la responsabilité budgétaire et les marchés libres. Il s'agit d'un groupe conservateur. Pour Donald Trump c'est une cible importante pour faire passer son message visant à mettre en pratique une politique commerciale protectionniste. Il a déclaré que les États-Unis ont retrouvé leur performance économique sous son mandat. Pour atteindre un tel résultat, il a affirmé que:

> The deals we made were the dumbest deals in the history of this world. It was unbelievable. 60,000 factories and plants and businesses closed up. Think of it. 60,000, you would say, "How is that possible?" You get a map, take 60,000 ... You would say it's impossible. 60,000 factories, plants, companies destroyed. Not destroyed, they went a different way. They were given no incentives to stay here. Some of the dumbest legislation ever passed, NAFTA. The World Trade Organization has been a horrible thing for us. (Trump, cité dans Rev, 2019a).

On peut reconnaitre à Donald Trump sa constance sur sa vision du monde et son souhait de réformer la politique du commerce international. Lors de la 74e session de l'Assemblée générale de l'ONU, il a déclaré que l'avenir n'appartient pas aux mondialistes. Selon lui, il appartient aux patriotes, aux nations souveraines et indépendantes qui protègent leurs citoyens, respectent leurs voisins et honorent les différences qui rendent chaque pays spécial et unique.

> C'est pourquoi nous nous sommes lancés aux États-Unis dans un programme passionnant de renouveau national. Au cœur de notre vision du renouveau national se trouve une campagne ambitieuse visant à réformer le commerce international. Depuis des décennies, le système commercial international est exploité à bon escient par des nations de très mauvaise foi. Le mondialisme a exercé une influence religieuse sur les dirigeants du passé, les poussant à ignorer leurs propres intérêts nationaux. L'Organisation mondiale du commerce a été une chose horrible pour nous. (Trump, cité dans Meet the Press, 2019).

Donald Trump n'a pas attaqué seulement les accords multilatéraux ou les fondements du multilatéralisme au cours de son premier mandat. Il a aussi et surtout remis en cause l'Alliance atlantique. Par ailleurs, pendant sa campagne, il s'est montré hostile à cette alliance.

### e. Le rejet de l'OTAN

Outre sa politique économique ou commerciale protectionniste axée sur le bilatéralisme, les attitudes de Donald Trump sur les relations transatlantiques en matière de politique de défense et de sécurité amènent les alliés européens à s'interroger sur l'avenir de l'OTAN. C'est à juste titre que Wagner *et al*., (2018: 539) affirment que la remise en cause des engagements militaires internationaux existants occupe une place de choix dans le programme de gouvernement de Donald Trump. Pour sa part, Jenne (2021; 343) qualifie Donald Trump d'ethnopopuliste dont l'Administration s'engage dans un révisionnisme systémique, politisant le département d'État en se retirant de plusieurs institutions internationales libérales et d'Accords multilatéraux.

Trump a affirmé que les États-Unis n'assisteraient les alliés de l'OTAN qu'à une seule condition : ceux-ci devaient s'acquitter de leur juste part de la défense. Il a exprimé un intérêt à tirer le pays hors de l'Alliance en citant des réserves sur l'article 5 sur la défense mutuelle et le partage inéquitable du fardeau des dépenses militaires. Bien que les administrations précédentes aient également exercé des pressions sur les alliés en ce qui concerne le partage du fardeau, la rhétorique Trump diffère de celle de ses prédécesseurs en associant l'engagement américain envers l'Alliance (notamment l'application de l'article 5 du Traité) directement aux dépenses de défense des membres européens.

Selon Oztig (2020: 308), sous l'Administration Trump, les tensions entre les États-Unis et ses alliés de l'OTAN sont entrées dans une nouvelle phase dans la mesure où les calculs coûts-avantages l'ont souvent emporté sur l'importance des normes de la solidarité et de la solidité de l'Alliance transatlantique. L'Administration Trump estimait que leur part de dépenses dans le budget total de l'OTAN dépassait largement les contributions de l'ensemble des autres États membres. Selon l'auteur, suite aux engagements pris par les États membres de l'OTAN d'augmenter leur budget de défense en 2018, Donald Trump avait commencé à remettre sur la table l'engagement des États-Unis envers l'OTAN et l'importance de l'article 5. L'Administration a explicitement minimisé l'importance des relations entre les États-Unis et l'OTAN, allant jusqu'à qualifier l'OTAN d'alliance désuète et de vestige de guerre froide (Kaufman, 2017: 251; Brands, 2017: 15; Yarhi-Milo, 2018; Benitez, 2019: 179) à travers laquelle le pays aurait subventionné les armées d'autres pays, épuisant ainsi les forces armées américaines. Oztig (2020) affirme que les politiques incohérentes de Trump envers l'OTAN, et ses critiques répétées sur la question du partage du fardeau ont installé un climat de méfiance des pays européens vis-à-vis des États-Unis. Sperling et Webber (2019 : 525-526) vont plus loin et soutiennent que les positions de Trump sur l'OTAN et les alliés ont été teintées par l'égo, les préjugés, le sexisme et la flatterie.

Selon eux, l'Administration Trump a permis aux alliés de mettre la question du partage de fardeau et de l'augmentation du budget de défense au premier plan. Une posture transactionnelle qui a caractérisé une grande partie de sa politique étrangère. Or, poursuivent Sperling et Webber (2019), le transactionnalisme est dangereux parce qu'il est

conflictuel, oppose les intérêts d'un acteur aux autres et qu'il ne tient pas compte des avantages de la construction d'institutions où les intérêts peuvent être négociés et ajustés. Plusieurs Européens affirment qu'il est injuste pour l'Administration Trump de croire que l'importance de l'OTAN est proportionnelle au budget que les États européens allouent à l'Alliance (Oztig, 2020: 306).

Pour sa première participation au Sommet de l'OTAN, le 28 mai à Bruxelles, Donald Trump a fait la leçon aux « mauvais payeurs de l'Alliance », avant d'avoir menacé de la quitter quelques jours auparavant (Wagner, dans France24, 2017). Au cours de l'interview qu'il a accordé au journaliste Charles David Todd, de CBC New à la Maison-Blanche, le 23 juin 2019, Trump a déclaré:

> Trump est arrivé et a dit : « Vous ne payez pas vos factures. » Et je les ai fait payer. Vous savez, ils m'ont demandé quelque chose qui n'a pas été rapporté, mais les médias le savent. Nous avons eu une réunion des 28 pays. À l'époque, 28 pays, et ils m'ont dit : « Dites-vous, monsieur… » Parce que j'ai dit : « Vous devez payer vos factures. » « Dites-vous, monsieur, que vous ne nous protégerez pas contre la Russie si nous ne payons pas ? » J'ai dit : « Désolé de vous dire que c'est ce que je dis. » Vous savez ce qui s'est passé ? Ils ont commencé à nous envoyer de l'argent. Et on ne m'en a jamais donné le crédit. Mais sans moi, l'OTAN n'existerait même pas. (Trump, cité dans Meet the Press, 2019).

Trump faisait le compte rendu de ses échanges avec ses alliés. Il est revenu à la charge pour exiger que les pays européens paient leur part de budget dans le soutien à l'Ukraine. Il avait jugé l'attitude des dirigeants européens injuste, car, selon lui, les États-Unis étaient à 200 milliards de dépenses, tandis que l'Europe n'était à seulement 20 ou 25 milliards de dollars. Selon lui, après ses déclarations, les pays européens ont immédiatement décaissé 430 milliards de dollars. (Trump, cité dans Meet the Press, 2019)

En marge d'un rassemblement organisé le 17 juillet 2020, avec ses partisans, à Greenville, en Caroline du Nord, Donald Trump a déclaré que les États-Unis entretenaient de bonnes relations avec ses alliés, sauf que maintenant ils « ne sont plus des dupes » (Trump, cité dans Rev, 2020). Il a fait allusion à l'OTAN et a mentionné ceci:

> we protect them with NATO. So, they rip us off on trade, and we protect them with military, but here's the problem with the protection. They're not paying their bills. So, they United States, I've got a $100 billion more on the last two years, 100 billion. I got them to pay. I said, "You got to pay." Nobody else has ever done that. It was like this with every other president. They rip us in trade, and then, we protect them, and they rip us on that, too, and they don't pay their bills. Other than that, it's a wonderful deal. So, we're getting it straightened out, folks. We're getting it straightened out.(Trump, cité dans Rev, 2019a)

On note que Donald Trump adopte une approche agressive, transactionnelle, voire comptable sur l'Alliance. Il associe les questions stratégiques au « déficit commercial » avec l'Union européenne et décrit l'Alliance comme un d'accord, à l'instar des autres accords multilatéraux ou commerciaux. Ses déclarations suivantes faites lors d'un Sommet organisé par le groupe conservateur *Turning Point USA* en juillet 2019 confirment et consolident nos arguments :

> That, I can tell you. So, we've got to be doing something right, but think of this. So, they weren't paying their bills. So, we're paying for close to 100% of NATO. So, here's the story. They rip us off on trade. They have trade barriers that make it impossible for certain groups like farmers and others to go in. They rip us in trade, and then, we protect them, and they rip us on that, too, and they don't pay their bills. Other than that, it's a wonderful deal. So, we're getting it straightened out, folks. We're getting it straightened out. Somebody said, "President Obama is much more popular in Germany than Donald Trump." Well, he should be. He should be because Germany is the biggest offender. They don't pay. They're paying one percent. We're paying 4.3% of a much bigger GDP. Germany doesn't want to pay. They're supposed to pay two percent. They're paying one percent, and I say, "You got to pay, Angela. You've got to pay, Angela. Please pay, Angela." (Trump, cité dans Rev, 2019a).

Donald Trump et Emmanuel Macron se sont rencontrés le 3 décembre 2019, à Londres, à la veille de la cérémonie marquant les 70 ans de l'Alliance atlantique. La rencontre bilatérale, qui a traité des questions liées à l'OTAN, a montré des visions différentes de l'Alliance. Donald Trump répondait au président français dans les termes suivants:

> I appreciate you saying the United States for decades have been paying really way, way disproportionately too much, and you have other countries paying far too little that are very directly benefited by it and by the United States' involvement. We're changing that around somewhat, it's important. But, we're a very important player. I think without us, NATO certainly is not the same thing as we discussed, and discuss it at length.(Trump, cité dans Rev, 2019c).

Au cours de son premier mandat, Donald Trump accusait régulièrement l'Union européenne qui, selon lui, abuserait des États-Unis en accumulant des excédents commerciaux importants. Il conditionne l'application de l'article 5 du Traité de Washington au rééquilibrage de la balance commerciale avec l'UE.

### f. Le rejet de l'Union européenne

Hafner-Burton et *al*. (2019: 707) qualifient Donald Trump d'antimondialiste, de nativiste, de nationaliste axé sur les seuls intérêts américains et dont la substance de la

politique étrangère est de nature à alimenter la rivalité, la haine et la menace de saper l'ordre libéral international. Selon les auteurs, cette Administration mène une politique populiste, moralisatrice et émotionnelle. Donald Trump critique régulièrement l'« excédent » commercial avec l'Europe (Kane et McCulloch, 2017; Wojczewski, 2020; Destradi et *al.*, 2021). En 2017, les États-Unis ont imposé des taxes douanières supplémentaires sur les importations d'aluminium et d'acier en provenance d'Europe. Il menaçait également d'imposer des taxes supplémentaires sur les voitures européennes, ce qui vise directement les constructeurs allemands. L'Allemagne est considérée comme l'épicentre des sentiments anti-Trump sur le continent européen (Von Sikorski, 2022; Bureas et Janning, 2018). Les produits en provenance du pays avaient régulièrement fait l'objet d'imposition de tarifs douaniers par l'Administration Trump en raison de ses excédents commerciaux avec les États-Unis. Toutes ces mesures sont allées à l'encontre des principes de libre-échange et aussi de l'article 2 du Traité de Washington. Dans la pratique, l'approche « America First » exprime un profond scepticisme quant aux avantages d'une économie mondiale ouverte et interdépendante, tout en rejetant les accords commerciaux multilatéraux de libre-échange (Abrams, 2017: 15; Dufour et Ducasse, 2017: 51).

Donald Trump et Emmanuel Macron ont eu une rencontre bilatérale le 3 décembre 2019, en marge du 27e Sommet de l'OTAN à Londres. Au cours de cette rencontre qui a duré environ quarante minutes, le président américain avait été très critique envers l'Union européenne. Il ne dissocie pas la question de l'OTAN à celle de la balance commerciale avec l'Union européenne et considère la garantie de la sécurité de l'Europe comme un marchandage qui peut se révéler « juteux ». Sa déclaration suivante confirme davantage notre position :

> I just have to say that I came into a position, where the European Union was making anywhere from 100 to 150 billion dollars a year in deficits to the United States. They were making it. We were losing it, so we had to do something that is fair, not severe. I think fair. We're losing tremendous amounts of money. As you know, the European Union is very strong on barriers. Barriers meaning certain of our products can't come in, including agriculture product. It just can't come in. We can't sell it, and yet the European Union sells openly to the United States and generally untaxed or taxed at a low level. (Trump, cité dans Rev, 2019c).

Il a continué pour dire qu'il a hérité d'une balance commerciale très injuste et déséquilibrée avec l'UE, et que cette organisation a été créée pour améliorer et tirer profit des États-Unis. Notons que l'« excédent » commercial de l'UE constitue le point de départ de la colère de

Donald Trump contre l'organisation. La déclaration suivante résume parfaitement notre argument :

> Mais nous avons une situation commerciale très injuste, dans laquelle les États-Unis sont défavorisés depuis plusieurs années. Nous estimons les pertes annuelles à plus de 150 milliards de dollars. Nous allons adopter une approche plus dure qui permettrait d'équilibrer cette balance. (Trump, cité dans Rev, 2019b).

Trump avait accordé auparavant une interview avec la chaîne NBC News, le 23 juillet 2019, à la Maison-Blanche et avait déjà défendu cette position, c'est-à-dire que l'UE ne faisait pas assez d'effort financier. Selon lui, l'Europe doit faire davantage, car les États-Unis dépensent plus de 200 milliards de dollars, et l'Europe seulement 25 milliards de dollars. Il avait estimé que Joe Biden devrait interpeller les dirigeants européens afin de rattraper leur retard, car le conflit russo-ukrainien affecte directement l'Europe que les États-Unis, avait-il déclaré (Trump, cité dans , Meet the Press, 2019)

C'est sur cette déclaration que nous terminons l'analyse des discours de Donald Trump pendant son premier mandat, concernant l'Alliance atlantique. Nous explorons dès à présent ses discours pendant sa reconquête du pouvoir que nous avons décrit comme Campagne 2, et ce, à la lumière des différents éléments de sa politique étrangère.

### 3. Troisième période d'analyse, retour pour la reconquête du pouvoir: Campagne 2 (2021-2024)

Comme mentionné, la période d'analyse Campagne 2 caractérise la période au cours de laquelle Donald Trump a perdu le pouvoir et part à sa reconquête. Elle se situe entre 2021 et 2024.

#### a. Le rejet du multilatéralisme

Nous analysons dans les discours de Trump à la lumière des éléments de la politique étrangère précédemment mentionnés. Pour ce qui concerne le rejet du multilatéralisme, nous avons quatre dimensions, le MAGA, la pratique de l'isolationnisme, la pratique du bilatéralisme et la défense de l'intérêt national égocentrique.

**La pratique de l'isolationnisme**

Après avoir perdu le pouvoir en 2021, Donald Trump a continué sa campagne de reconquête sur les mêmes thèmes de 2016 : priorité absolue aux intérêts nationaux des États-Unis, avec une politique non interventionniste et isolationniste. Nous avons qualifié cette période d'analyse de Campagne 2, comprise entre 2021 et 2024. Lors de la conférence annuelle des Conservateurs américains CPAC (*Conservative Political Action Conference*), organisée le 4 mars 2023 à *National Harbor*, dans le Maryland, Donald Trump a prévenu qu'il était le seul candidat capable de sauver les États-Unis de la politique « belliciste » de ses adversaires démocrates. Il a déclaré ceci:

> Instead of spending hundreds of billions of dollars to defend the borders of distant foreign countries. Under my leadership, we will defend our borders first. Three years ago, we had the safest border in the history of our country, and I will quickly do that again. As you know, I built hundreds of miles of wall and completed that task as promised. (Trump, cité dans Roll Call, 2023a)

Candidat pour reconquérir le pouvoir perdu en 2020, Donald Trump a promis, au cours de cette conférence annuelle des Conservateurs mettre fin aux guerres coûteuses et sans fin qu'avait déclenchées son prédécesseur : « Nous devons y mettre un terme ». Selon lui, les États-Unis ne peuvent pas continuer à dépenser des centaines de milliards de dollars pour protéger des gens qui n' aiment pas le pays. Au cours de ce discours qui a duré plus d'une heure trente minutes, il a affirmé qu'il a été le seul président depuis des décennies à ne pas avoir connu de guerre. De plus, il a souligné avoir mis fin aux guerres dont il avait hérité, en faisant référence au califat de l'État islamique, qui, selon lui, estime avoir vaincu ce mouvement terroriste. Il a aussi fait référence à l'actualité politique internationale, notamment le conflit russo-ukrainien, en déclarant qu'il était le seul président à mettre fin à ce conflit et empêcher « la troisième Guerre mondiale ». Donald Trump a saisi l'occasion pour partager sa vision sur certaines autres puissances, telles que la Russie et la Chine:

> And we've done something else that's terrible. From the time I'm a young man, I learned never allow Russia and China to get together to wed. Never, ever allow it. And we've not only allowed it, we've made them bosom buddies. We've made them -- we forced them together. And you can add another group in there, a nuclear armed Iran. We truly had a policy of peace through strength. This was a serious, powerful policy and we didn't have to lose our loved ones fighting wars in countries that nobody's ever heard of. I stood firm against the forces of anarchy and decay. I arrested the Marxist who toppled statues of our great heroes in Washington, DC. We arrested them. (Trump, cité dans Roll, 2023a).

Après avoir fait l'objet d'une tentative d'assassinat survenue le 13 juillet 2024, lors d'un rassemblement politique à Meridian, près de Butler, en Pennsylvanie, Donald Trump

a repris sa campagne en tenant son premier discours, au cours d'un événement important le 19 juillet 2024. Il s'agit de la cérémonie du RNC (Republican National Convention) qui marque son acceptation à l'investiture du GOP (Grand Old Party). Au cours de cette cérémonie, Donald Trump a continué à remettre en cause la politique « interventionniste » de Joe Biden:

> I was the first president in modern times to start NO NEW WARS. There was peace in Europe and the Middle East. Under President Bush, Russia invaded Georgia. Under President Obama, Russia took Crimea. Under the current administration, Russia is after all of Ukraine. Under President Trump, Russia took nothing. (Trump, cité dans Boston, 2024).

Il a déclaré avoir arrêté des tirs de missiles depuis la Corée du Nord. Il a aussi souligné que l'Iran était affaibli, ruiné et que ce pays était sur le point de conclure un accord pour renoncer à l'arme nucléaire. Aujourd'hui, l'Iran peut avoir l'arme nucléaire en quatre-vingt-dix jours et il dispose de 300 milliards de dollars pour répandre la terreur dans la région, avait-il déclaré. Donald Trump veut endosser l'attitude d'un homme pacifiste, car, selon lui, son successeur, Joe Biden, a hérité d'un monde en paix et l'a transformé en une planète de guerres, avait-il poursuivi (Trump, cité dans Boston, 2024). Notons que, le 26 mars 2022, Donald Trump terminait sa visite à Commerce, en Géorgie, lors d'un «  Rallye pour sauver l'Amérique », au Banks County Dragway.

Le public auquel Donald Trump s'était adressé ce jour était en majorité des athlètes. Il a couvert plusieurs thématiques. Il avait parlé de la guerre en Ukraine, de son adversaire Joe Biden et des athlètes transgenres. Il est important de noter que plusieurs autres candidats républicains à l'époque, notamment l'ancien Sénateur David Perdue qui faisait campagne pour le poste de Gouverneur, et Herschel Walker, candidat pour le Sénat des États-Unis, étaient présents pendant ce discours. La ville de Commerce s'est forgée une réputation d'acteur majeur du marché textile, avec des usines et des fabricants de vêtements situés au cœur du réseau ferroviaire. Trump est revenu sur sa politique isolationniste en déclarant:

> I was the only president in four decades who did not get America into any new conflicts. Instead, I brought our troops back home from Syria, Iraq, Somalia, and many other places and would have done it and would have done it very quickly from Afghanistan. We were all set. And, you know, we didn't lose one soldier in Afghanistan for 18 months. (Trump, cité dans Roll Call, 2022a).

Donald Trump tenait déjà ce discours quelques années auparavant. En effet, le 15 novembre 2022, il annonçait officiellement qu'il se présentait pour reprendre la Maison-Blanche en 2024. L'annonce faite dans son club de Floride Mar-a-Lago est intervenue à un moment où Donald Trump semblait fragilisé. En effet, les candidats soutenus par Donald Trump aux élections de mi-mandat n'avaient pas eu la confiance des électeurs. Les élus républicains avaient imputé à Donald Trump la responsabilité des contre-performances du parti, et ses adversaires au sein du parti envisageaient déjà ouvertement le défier pour l'investiture (Arnsdorf et Scherer, cités dans *The Washington Post*, 2022). Il a répondu à ses adversaires en des termes suivants :

> My opponents made me out to be a warmonger and just a terrible person who would immediately go into war. They said during the 2016 campaign that if he becomes president, there will never be a war within weeks and we will have wars like you've never seen before. It will happen immediately. And yet I've gone decades, decades without a war.(Trump, cité dans Roll Call, 2022b).

**Le slogan du MAGA**

Nossal (2023) soutenait, avant les élections de novembre 2024, qu'en cas de retour de l'Administration « America First », combiné aux assauts conjoints de la Russie et de la Chine contre les États-Unis, nous risquons d'assister à la fin de l'hégémonie américaine. Selon l'auteur, l'impact de la doctrine *America First* persistera, quelle que soit l'identité du Président républicain, car le Parti est profondément attaché aux idées clés de la politique étrangère de Donald Trump. Il confirme que cette doctrine remet en question les accords multilatéraux, aussi bien en matière de commerce que dans le domaine de la sécurité. Au cours de son discours du 15 novembre 2022 au Club de Floride Mar-a-Lago, où il a fait l'annonce officielle de son retour dans la course à la Maison-Blanche, Donald Trump avait aussi mis en avant le slogan MAGA. À la seizième minute de son discours, il a justifié son retour par la poursuite du rêve américain. Il a déclaré que: « In order to make America great and glorious again, I am tonight announcing my candidacy for president of the United States.». Il a affirmé que le MAGA est le seul mouvement capable de s'attaquer aux forces les plus « corrompues et aux intérêts enracinés ». Selon lui, le pays est dans un « état épouvantable et en grande difficulté ». Pour ce faire, la tâche n'incombe pas à un parti politique ou à un candidat conventionnel, mais plutôt à un grand mouvement qui incarne le courage, la

confiance et l'esprit du peuple américain (Trump, cité dans Roll Call, 2022b). Il a décrit le MAGA comme:

> This is a movement. This is not for any one individual. This is a job for tens of millions of proud people working together from all across the land and from all walks of life, young and old, black and white, Hispanic and Asian, many of whom we have brought together for the very, very first time. If you look at the numbers, if you look at what's happened with Hispanic, with African American, with Asian, and just look at what's happening, this is a party that has become much bigger, much stronger, much more powerful. (Trump, cité dans Roll Call, 2022b).

Dans son discours du 26 mars 2022 à Commerce, Donald Trump a continué de glorifier son mouvement MAGA. Selon lui, rien ne peut arrêter un tel mouvement, car il représente une seule famille et une seule glorieuse nation américaine. Pour lui :

> It was patriots like you who built this country, and it is patriots like you who are going to save our country. And together, we will make it more exceptional than ever before. We will make it better, bigger, stronger. Because now we've watched what they can do, and we see how bad it is. We knew it.(Trump, cité dans Roll Call, 2022a).

Donald Trump a prononcé un discours lors d'un événement de campagne à Manchester, dans le New Hampshire, le 27 juillet 2023. Il s'agissait de son premier événement public de campagne dans le New Hampshire, où devrait se tenir la première primaire présidentielle du GOP en 2024, depuis qu'il a annoncé sa campagne peu après les élections de mi-mandat de 2022. Au cours de son discours, il tentait de répondre à son adversaire démocrate, qui, selon lui, le MAGA représenterait «  une menace pour la démocratie ». (Trump, cité dans Roll Call, 2023). Il a défendu le mouvement en déclarant que :

> In it, he says he's running because Trump and MAGA pose a threat to democracy. Can you believe that? Better explain. MAGA is Make America Great Again, right? Nope. No threat there. No. It's Biden who poses the threat to democracy because he is grossly incompetent, has no idea what he's doing, and basically, he doesn't have a clue. (Trump, cité dans Roll Call, 2023).

Selon Donald Trump, le MAGA est un mouvement sans précédent dans l'histoire de la politique américaine. Pour ce faire, il affirmait que ses opposants veulent le détruire « Our opponents do anything they can to hurt me politically because they're afraid of me and they're afraid of you. » . (Trump, cité dans Roll Call, 2023). Comme ce fut le cas lors de la

première campagne en 2016, Trump a aussi promis accorder la priorité au bilatéralisme pour sa reconquête du pouvoir.

**La Pratique du bilatéralisme**

Nous avons mentionné que, depuis sa première campagne en 2016, il a fait savoir qu'une fois au pouvoir, il n'adhérait pas au Pacte Mondial sur les migrations, proposé par les Nations-Unies. Lors des 72e et 73e session de l'Assemblée Générale des Nations Unies, respectivement en 2017 et 2018, étant encore au pouvoir, il a tenu sa promesse en refusant cet accord intergouvernemental. Rappelons que, lors de son discours à la 73e session de l'Assemblée Générale, il a défendu la position selon laquelle l'ont doit reconnaitre le droit de chaque nation à définir sa propre politique d'immigration, en fonction de ses intérêts nationaux (Trump, cité dans Politico, 2018a). Alors que Trump a refusé de discuter des questions sur les migrations dans une structure multilatérale, il a préféré traiter ces questions dans des accords bilatéraux. Sa déclaration lors de la Convention du Parti républicain, tenue le 5 juin à Greenville, en Caroline du Nord, justifie notre argument:

> They may not have gone to the greatest business schools, but they're the greatest negotiators. But we negotiated historic agreements with Mexico, Honduras, Guatemala, El Salvador to stop illegal immigration. We ended asylum and asylum fraud. The fraud of what was going on at our border was unbelievable.(Trump, cité dans le Roll Call, 2021).

Lors de l'annonce de son retour pour course à la Maison-Blanche, faite le 15 novembre à Mar-a-Lago, Trump a tenté de rappeler son bilan sur le plan commercial. Après avoir dénoncé l'ALENA, comme étant le pire accord commercial jamais conclu, il s'était félicité de la signature de plusieurs accords commerciaux bilatéraux avec différents pays:

> NAFTA, the worst trade deal ever made. That's why the farmers love Trump because we did a great job but manufacturers also, and we did a deal. We restructured our terrible deal with terrible deal with Japan. And I did it with Prime Minister Abe, a great man who unfortunately is so sad. He was a great friend of mine, but a great man, loved his country so much.
> But we restructured and made it a really terrific deal. And with South Korea and so many other countries, and the best of all was what we did to China, we made an incredible deal. But after COVID, I don't even bother talking about it, because the devastation that that caused for the entire world was too much to bear.(Trump, cité dans Roll Call, 2022b)

**b. Le protectionnisme économique**

Dès les premières seconds de son discours annonçant son retour dans la course aux élections présidentielles de novembre 2024, Trump a tenté de faire un bref bilan de son

premier passage à la Maison-Blanche. Au plan commercial, il avait affirmé que, lorsqu'il quittait ses fonctions, il était sur le point de rentrer dans son âge d'or. Selon lui, la nation était au Sommet de sa puissance et de sa prospérité, dominant tous ses rivaux, vainquant tous ses ennemis et avançant vers l'avenir. Il n'y a jamais eu une telle période, car pour lui :

> We turned the page on decades of globalist sellouts, and one-sided trade deals, lifted millions out of poverty, and together we built the greatest economy in the history of the world. When the virus hit our shores, I took decisive action and saved lives and the US economy.
> The leaders, they used to make deals for our country like you wouldn't believe. It was one. Give me the next one. Give me the next one. And we got him to stop taking advantage of our country that every nation took advantage of our country. We renegotiated deals with Mexico and Canada, USMCA. We got rid of the worst trade deal ever made, ever made. (Trump, cité dans Roll Call, 2022b).

Selon lui, grâce aux tarifs douaniers imposés sous son premier mandat, les États-Unies ont enregistré des performances économiques, a-t-il poursuivi. « Nous sommes le meilleur Président de l'histoire. Je vais créer une véritable politique commerciale nationale, pour rendre à nouveau notre économique, la plus puissante au monde », a-t-il soutenu lors de la Convention nationale des Conservateurs (CPAC) au Maryland le 4 mars 2023. Donald Trump avait tenu un tel discours, deux ans et demi après avoir quitté ses fonctions de la Maison-Blanche en janvier 2021. Il avait affirmé que:

> That period of two and a half years was -- there's never been anything like it. And I'll tell foreign nations where we spend billions of dollars on military protection, that if American products do not receive preferential treatment in their markets, our military is packed up and leaving. (Trump, cité dans Roll, 2023a).

En continuant sur son bilan commercial, il a affirmé avoir mis fin à l'ALENA, « le pire accord commercial jamais conclu », l'a remplacé par l'Accord Canada-États-Unis-Mexique (AEUMC), dont il a décrit comme le meilleur accord commercial jamais conclu par les États-Unis. Il avait ajouté que le Mexique et le Canada tentaient maintenant de le renégocier avec l'administration Biden (Trump, cité dans Roll Call, 2023b). Trump a aussi parlé de « *Trump Reciprocal Trade and Tariffs* ». En effet, la Maison-Blanche avait demandé au Bureau du Représentant américain au commerce et au ministère du Commerce de lancer une enquête sur les pratiques tarifaires et autres pratiques commerciales dans le monde, afin d'établir les nouveaux taux tarifaires américains réciproques. Cette requête a été faite, car Donald Trump avait estimé qu' il était « temps d'être réciproque. Vous entendrez

souvent ce mot. S'ils nous facturent, nous les facturons », avait-il déclaré (Trump, cité dans Roll, 2023a). Le Conseiller commercial Peter Navarro a déclaré que l'administration allait d'abord « examiner tous nos partenaires commerciaux, en commençant par ceux avec lesquels nous avons les déficits commerciaux les plus importants » (Alden et Hillman, cités dans Council on Foreign Relations, 2025)

Selon Donald Trump, ce manque de réciprocité est l'une des causes du déficit commercial annuel important et persistant des États-Unis dans le domaine des marchandises. Les marchés fermés à l'étranger réduisent les exportations américaines et les marchés ouverts à l'intérieur du pays, entraînant ainsi des importations importantes. Il est revenu à nouveau sur la question du déficit commercial au cours du premier débat présidentiel, organisé par le réseau CNNA, avec Joe Biden le 28 juin 2024, à Atlanta, en Géorgie. Il a affirmé que: « Tous les pays nous imposent des taxes et des barrières commerciales, l'Inde, la Chine et toute l'Europe » (Trump, cité dans CNN, 2024). Après le désistement de Joe Biden pour la course à la Maison-Blanche de novembre 2024, Donald Trump a participé au premier débat présidentiel avec la candidate démocrate Kamala Harris le 10 septembre 2024, à Philadelphie, au *National Constitution Center.* Au cours de son intervention, il a fait les déclarations suivantes:

> First of all, I have no sales tax. That's an incorrect statement. She knows that. We're doing tariffs on other countries. Other countries are going to finally, after 75 years, pay us back for all that we've done for the world. And the tariff will be substantial in some cases. I took in billions and billions of dollars, as you know, from China. In fact, they never took the tariff off because it was so much money, they can't. It would totally destroy everything that they've set out to do. They've taken in billions of dollars from China and other places. They've left the tariffs on. When I had it, I had tariffs and yet I had no inflation. Look, we've had a terrible economy because inflation has which is really known as a country buster. It breaks up countries. (ABC News, 2024).

Au cours des trois périodes d'analyse, c'est-à-dire les périodes de Campagne 1, de Pouvoir 1 et Campagne 2, on a vu que Donald Trump attaquait systématiquement les pays qui, selon lui, font les excédents commerciaux avec les États-Unis. Il n'hésitait pas à retirer unilatéralement ou à renégocier les accords commerciaux. La prochaine section met l'accent sur la pratique de la politique illibérale avec le rejet de l'immigration, du rejet du modèle libéral et de la pratique de l'unilatéralisme.

### c. La pratique de la politique illibérale

**La pratique de l'unilatéralisme**

Comme mentionné, le consensus est le principe fondamental reconnu comme seul fondement de la prise de décision à l'OTAN depuis sa création. C'est ce qui fonde le caractère démocratique de l'Alliance. Or, depuis la période de Campagne 1, Donald Trump avait promis de retirer unilatéralement les États-Unis de tous les accords multilatéraux si ceux-ci ne garantissaient pas les intérêts nationaux de son pays. L'analyse des discours au cours de la deuxième période, c'est-à-dire au moment de l'exercice du pouvoir de Donald Trump, nous a montré que celui-ci a tenu sa promesse. Effectivement, il a retiré, de manière unilatérale, les États-Unis de plusieurs instances internationales. C'est sur la base des mêmes promesses qu'il a commencé sa Campagne 2 pour la reconquête du pouvoir depuis de 2021. Lors de son discours du 5 juin 2021, à Greenville, en Caroline du Nord, à la Convention des Républicains, il s'était félicité d'avoir retiré les États-Unis de l'accord sur le nucléaire iranien, d'avoir mis fin aux guerres déclenchées par ses prédécesseurs. Il a aussi remis en cause la décision de Joe Biden qui a permis de réintégrer les États-Unis dans l'accord de Paris sur le changement climatique:

> We withdrew from the disastrous Iran nuclear deal.We ended the forever wars in Iraq and Syria and Somalia and Afghanistan. We brought them back home. And this is just the finishing little. We brought them back home. We're down to very few soldiers in any of those places, and I'm very proud of it.
> It's going to cost you a lot more, imposing a stealth tax on hardworking Americans and especially on middle income Americans. Biden reentered the job killing Paris climate accord, a terrible deal that his pro-China, pro-Russia and Anti-america and will cost America trillions of dollars over the years. This is a deal that is so one sided against us like practically no other deal, but they're all bad. (Trump, cité dans Roll Call, 2021).

Deux ans plus tard, lors de la Convention CPAC au Maryland, Donald Trump est revenu sur les guerres déclenchées à l'extérieur. Il a rassuré qu'avec lui, il n'y aura pas de nouvelles guerres et qu'il s'attèlera à mettre fin unilatéralement à celles qui sont déjà en cours. Il répond ainsi à ses adversaires démocrates qui, selon lui, le décrivait comme « belliciste »:

> No new wars. I finished some old wars. Remember when the Democrats and my Republican opponents would often look at me during the debates or whatever and they'd say, "No, no, he's going to bring us into World War III." Because it's a personality type. They said it had the personality. No, I had the personality type that kept us out of wars because people knew that they weren't going to mess around here. (Trump, cité dans Roll, 2023a).

Au cours de son discours, Donald Trump s'est attaqué aussi à l'Organisation mondiale de la santé. Selon lui, les États-Unis versaient à cette organisation 450 millions de dollars par an. Il a retiré cette contribution. En avril 2023, plus précisément à Manchester, au New Hampshire, il avait également fait mention du retrait du Partenariat Transpacifique, qui selon lui, aurait détruit des milliers d'emplois :

> Don't let them renegotiate. I withdrew from the job-crushing Trans-Pacific Partnership. That would have totally destroyed this country. They were all set to sign. Obama, Barack Hussein Obama, they were all set to sign it. And I stood up to China like no administration has ever done before, bringing in hundreds and hundreds of billions of dollars pouring into our Treasury from China when no other president had gotten even $0.10. Not one president got and I literally mean not $0.10. We got hundreds of billions of dollars.(Trump, cité dans Roll, Call, 2023b)

Le constat que nous avons aussi est que l'immigration reste le thème de prédilection de Donald Trump. Quel que soit la période ou le contexte de l'analyse, ce thème revient régulièrement dans les discours. La prochaine section permettra de connaitre davantage la position du candidat au cours de cette période de Campagne 2.

**Le rejet de l'immigration**

Lors du même discours du 5 juin 2021, à Greenville, en Caroline du Nord, à la Convention des Républicains, Donald Trump a aussi abordé la question d'immigration. Selon lui, lorsqu'il quittait ses fonctions en janvier 2021, il a fait hériter à la nouvelle Administration, la frontière la plus sûre de l'histoire des États-Unis, grâce à la signature des accords bilatéraux. Il a affirmé avoir signé des accords historiques avec le Mexique, le Honduras, le Guatemala et le Salvador pour mettre un terme à l'immigration illégale.

> Après avoir instauré ces politiques, le nombre d'immigrés illégaux traversant notre frontière a diminué de 91 %. Sans frontière solide, il ne peut y avoir de grandes nations. Je veux éviter une explosion démographique de nos villes. (Trump, cité dans Roll Call, 2021).

Il est revenu sur la question de la frontière au cours de son discours du 26 mars 2022 au Commerce, en Géorgie, en accusant l'Administration de Joe Biden d'avoir établi la « pire » frontière de l'histoire du pays. Selon lui, une telle frontière a permis une « entrée massive des migrants » :

> We have a border that's the worst. We have people coming into our country. They're let out of prisons from many countries, not just the four that I've always named, but from many, many countries. Last week, you know, , we have a man named Tom Homan someplace around here. Where the hell is Tom Homan? Where's the great Tom Homan?

> That didn't work out too well for him. The Biden border crisis is also fueling a crime wave, the likes of which our country has never seen. Already in 2022, murders are up over 40% in Atlanta over last year's high of this was we're seeing murders in our big cities, all Democrat-run, all Democrat-run, including, I hate to say, Atlanta.(Trump, cité dans Roll Call, 2022a).

Pour ce faire, il a fait la promesse de restaurer et sécuriser les frontières à nouveau, au moment de sa campagne. Selon lui, « *in restoring border security, we will stop the flow of deadly drugs and horrible human trafficking, which both have been set upon us like never before. The human trafficking. You think of it as an ancient thing. It's not ancient. Because of the Internet, human trafficking is worse than it's ever been in history*. » (Trump, cité dans Roll Call, 2022b). En avril 2023, il avait déclaré avoir expulsé des criminels « illégaux » par dizaines de milliers. « Nous avons battu des records chaque semaine » (Trump, cité dans Roll, 2023a). Il a continué pour dire que:

> Quand je serai de retour à la Maison-Blanche, le tout premier projet de loi de réconciliation que je signerai concernera une augmentation massive de la police des frontières et une augmentation colossale du nombre d'agents d'expulsion de l'ICE. Je tiens à remercier la police des frontières. Ce sont des gens incroyables et je tiens à remercier l'ICE. Et en particulier, je tiens à remercier Brandon Judd, la police des frontières, et Tom Homan, qui font partie du casting principal. (Trump, cité dans Roll Call, 2023a).

Il est resté constant durant la majorité de ses discours de campagne, en affirmant qu'il rétablira la frontière, en achevant le mur, dont il a déjà construit la majeure partie. Il a soutenu que les migrants sont à la base de la plupart des crimes commis. Il a défendu cette position lors du premier débat présidentiel avec Joe Biden le 28 janvier 2024, à Atlanta, en affirmant que :

> There have been many young women murdered by the same people he allows to come across our border. We have a border that's the most dangerous place anywhere in the world considered the most dangerous place anywhere in the world. And he opened it up, and these killers are coming into our country, and they are raping and killing women. And it's a terrible thing. He decided to open up our border, open up our country to people that are from prisons, people that are from mental institutions, insane asylum, terrorists. We have the largest number of terrorists coming into our country right now. All terrorists, all over the world – not just in South America, all over the world. They come from the Middle East, everywhere. (Trump, cité dans CNN, 2024).

Alors que la campagne présidentielle tirait à sa fin, l'issue des élections était incertaine, dans la mesure où les deux candidats se tenaient au coude à coude dans les sondages. Les candidats avaient tenu plusieurs discours dans les États clés. Quant à Donald Trump, il s'était rendu en Pennsylvanie, un des sept États qui pouvaient décider de l'issue

de l'élection. Au cours de son discours, qui a duré plus d'une heure, il avait, une fois de plus, affirmé que les migrants étaient à la base des crimes commis aux États-Unis:

> It's called migrant crime, and it's as vicious as there's ever been. It's a level of viciousness and I put up tapes, but, you know, the problem is the fake news never puts the tapes on. A friend of mine a friend of mine calls me, and he says, "I watch you, all your rallies. They're the greatest rallies. But, you know, when you put those tapes up, the cameras..." (Trump, cité dans Roll Call, 2024).

### d. Le rejet de l'OTAN et de l'Union européenne

Outre les éléments ci-dessus de la politique étrangère Donald Trump analysés au cours des deux premières périodes, nous avons observé que celui-ci n'a pas manqué d'attaquer directement l'OTAN et l'Union européenne. Quelques mois après avoir quitté la Maison-Blanche, la vision mercantiliste, comptable et transactionnelle de Donald Trump n'a pas changé sur l'Alliance. Par exemple, en juin 2021, au cours de son discours à la Convention des Républicains (GOP), à Greenville, en Caroline du Nord, Donald Trump a fait la déclaration suivante:

> I got other countries with NATO to pay. We were paying for NATO. We were paying for NATO. I got them to pay $430 billion. Nobody knows nobody. You don't read about that. The head of NATO is probably my single biggest fan, the secretary general of NATO. They couldn't believe, you know, if you look at NATO, they're spending.(Trump, cité dans Roll Call, 2021).

Concernant l'Union européenne, il a défendu que les États-Unis se font arnaquer par ses alliés européens, avant d'affirmer que l'Allemagne enrichit la Russie :

> « So we were getting ripped off on trade. OK. And on top of it, we were protecting them militarily. And how about Germany? They pay Putin, they pay Russia billions of dollars for energy. And then we protect Germany from Russia. How does that work? Think of it. They pay Russia billions and billions for the pipeline that nobody even knew was being built, until I started making it a big case, because I said, why are you doing this? (Trump, cité dans Roll, 2021).

Au cours d'un rassemblement le 26 mars 2022, à Commerce, en Géorgie, Donald Trump avait déclaré que l'Europe ne dépensait assez pour sa défense. Pour ce faire, il a estimé temps de corriger une telle « injustice »:

> " You know, if it wasn't for me, remember, NATO, they weren't paying their bills. So, we were doing it, and they weren't paying their bills. And one of the heads of one of the countries, 28 countries, including us, said to me: They said, "Sir, does that mean that if we don't pay

> our bills, if we're attacked by Russia, used to be for the Soviet Union, now we say it's for Russia, similar? if we're attacked by Russia, if we don't pay our bills, will you protect us?" I said, "So, you're not paying your bills and you want us to protect you? No, the answer is we will not protect you if you're attacked by Russia." And you know what happened the next day, the money started flowing in. That money came in. Because Obama would go there, make a speech, and Bush would go there and make a speech. Remember, Bush gave up Georgia. Obama gave up Crimea. I gave up nothing. Trump, cité dans Roll Call, 2022a).

Remarquons que c'est une première dans l'histoire des relations transatlantiques qu'un président Américain menace de ne pas appliquer l'article 5 du Traité de Washington en cas de menace extérieure, notamment venant de la Russie. Trump reste donc le président des États-Unis qui remet en cause cet article, comparativement à ces prédécesseurs, tels Barack Obama, Georges Bush. À la Convention CPAC du 4 mars 2023 dans la ville de Maryland, il affirmé avoir réussi à collecter 440 milliards de dollars auprès « des pays qui ne payaient pas auparavant ». Il est parvenu à tirer la conclusion selon laquelle l'OTAN n'existerait pas sans lui. Lors du débat présidentiel avec Joe Biden, le 28 juin 2024, il a mentionné qu'il ne soutiendrait pas l'OTAN si les autres États membres ne payaient pas leurs factures (Trump, cité dans CNN, 2024). Lorsque la candidate démocrate Kamala Harris a tenu son premier débat présidentiel, à la suite du désistement de Joe Biden, cela a été l'occasion pour Donald Trump de clarifier davantage sa position sur la guerre en Ukraine. En effet, David Muir, journaliste de la chaîne ABC World News, a posé la question suivante à Donald Trump:

> Mr. President, it has been the position of the Biden administration that we must defend Ukraine from Russia, from Vladimir Putin, to defend their sovereignty, their democracy, that it's in America's best interest to do so, arguing that if Putin wins he may be emboldened to move even further into other countries. You have said you would solve this war in 24 hours. You said so just before the break tonight. How exactly would you do that? And I want to ask you a very simple question tonight. Do you want Ukraine to win this war? (Muir, cité dans ABC News, 2024).

Après avoir mentionné qu'il mettrait fin à cette guerre en 24 heures, il a essayé de nuancer ses propos au cours de son premier débat avec Joe Biden, le 28 juin 2024, en disant : « *People being killed so needlessly, so stupidly, and I will get it settled and I'll get it settled fast, before I take office*» (Trump, cité dans CNN, 2024). Pour Donald Trump, compte tenu de l'importance de la distance géographique entre les États-Unis et l'Ukraine, les pays

européens devraient investir plus d'argent . Sa déclaration suivante confirme notre argument:

> Look, we're in for 250 billion or more because they don't ask Europe, which is a much bigger beneficiary to getting this thing done than we are. They're in for $150 billion less because Biden and you don't have the courage to ask Europe like I did with NATO. They paid billions and billions, hundreds of billions of dollars when I said either you pay up or we're not going to protect you anymore. So that may be one of the reasons they don't like me as much as they like weak people. But you take a look at what's happening. We're in for 250 to 275 billion. They're into 100 to 150. They should be forced to equalize. (Trump, cité dans ABC News, 2024).

L'analyse des discours de Donald Trump a permis de sortir des traits caractéristiques de sa politique étrangère, de sa vision du monde, mais aussi et surtout de sa position sur les relations transtalantiques. Il s'agit d'une vision unilatéraliste et isolationniste de la défense de l'intérêt national égocentrique, de protectionnisme économique et du rejet du modèle libéral. Il adopte aussi une approche transactionnelle, mercantiliste et comptable de l'Alliance atlantique. Par ailleurs, plusieurs études corroborent cette position. Retenons que Donald Trump ne s'est pas contenté uniquement des discours. Il est passé à l'acte, c'est-à-dire qu'il a mis en application ses promesses faites en campagne, à savoir, retirer les États-Unis de tous les accords multilatéraux qui ne garantissent pas les intérêts nationaux du pays. Le prochain chapitre résume les différentes actions prises, qui ont permis le retrait effectif des États-Unis de plusieurs accords multilatéraux et d'autres instances internationales. Il s'agit de l'analyse des impacts des discours de Donald Trump sur les relations transatlantiques.

# CHAPITRE V

# ANALYSE DES CONSÉQUENCES DE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DE DONALD TRUMP SUR LES VALEURS COHÉSIVES DE L'OTAN

Rappelons que l'objectif de cette thèse est de montrer le processus par lequel le populisme de droite menace les valeurs cohésives de l'OTAN. Pour ce faire, nous avons analysé les discours de Donald Trump en fonction de trois contextes. Premièrement, nous avons analysé les discours pendant sa première campagne (Campagne 1), deuxièmement pendant son exercice du pouvoir (Trump 1), et troisièmement pendant sa reconquête du pouvoir (Campagne 2). Nous avons ressorti plusieurs traits distinctifs de la politique étrangère de Donald Trump, à savoir le rejet du multilatéralisme, la pratique du protectionnisme économique, la pratique de l'illibéralisme et la remise en cause du modèle libéral.

## 1. La matérialisation des discours dans les faits

L'objectif de cette section est de montrer que Donald Trump a traduit dans les faits ses discours tenus pendant les trois contextes d'analyse. Le tableau 8 expose les faits observables de Donald Trump. On note le retrait, de manière unilatérale des États-Unis, de plusieurs accords multilatéraux, la renégociation des accords commerciaux déjà existants et la remise en cause des institutions multilatérales. Ces institutions multilatérales promeuvent les valeurs libérales et défendent les intérêts communs aussi bien en matière économique et commerciale (le libre-échange) que dans le domaine de la sécurité. Ces différentes actions sont aux antipodes des valeurs de l'OTAN. Elles constituent, non seulement le rejet du multilatéralisme, mais aussi, et surtout, la violation de la valeur de l'identité collective, dans la mesure où les prises de décisions se font de manière unilatérale, sans une consultation préalable des alliés.

Notons que l'OTAN reste une institution multilatérale de sécurité. Pour ce faire, elle possède les caractéristiques similaires à celles des autres institutions mises en place par le bloc occidental au sortir de la Seconde Guerre mondiale. Deux arguments permettent de justifier l'assertion selon laquelle l'OTAN est semblable aux autres institutions multilatérales. Le premier est que les institutions multilatérales sont porteuses des valeurs libérales qui, selon les auteurs constructivistes, ont assuré la continuité de l'Alliance transatlantique, et ce, en dépit de la disparition du bloc soviétique, sa principale menace. Si les discours de Donald Trump attaquent les institutions, car selon lui, celles-ci ne garantissent pas les intérêts nationaux, l'OTAN est aussi visée puisqu'elle promeut en son

sein ces mêmes valeurs libérales. Le deuxième argument soutient que l'unilatéralisme du Président concernant le retrait des États-Unis de ces institutions multilatérales est contraire aux valeurs défendues dans les relations transatlantiques.

Par exemple, dans son discours d'investiture du 20 janvier 2017, analysé dans la section précédente, Donald Trump dévoile ses grandes lignes d'action politique et ses objectifs au niveau du multilatéralisme. Comment ses discours sur le multilatéralisme se traduisent-ils dans les faits? Il s'agit d'observer le retrait unilatéral des États-Unis de certains accords internationaux ou des institutions multilatérales ou de mener des actions qui visent à les affaiblir. Avec les Nations Unies, la pierre angulaire de la coopération multilatérale, Donald, Trump a dénoncé un « poids financier injuste » en raison de la contribution des États-Unis qui s'élève à 22% au budget total de l'organisation. Pour ce faire, l'Administration Trump a préparé des décrets en vue d'ouvrir la voie à une réduction drastique du rôle des États-Unis au sein des Nations unies et d'autres organisations internationales, ainsi qu'au lancement d'un processus de révision et d'abrogation potentielle de certaines formes de traités multilatéraux (*The New York Time*, 2017). « Les États-Unis assurent 28 % du financement des opérations de maintien de la paix menées par les Nations Unies, dont le budget annuel est de 7,8 milliards de dollars. Au total, les États-Unis fournissent 22 % du budget opérationnel de l'ONU, une enveloppe distincte qui monte à 5,4 milliards de dollars pour la période comprenant les années 2016 et 2017 » (Trump, cité dans Le Devoir, 2017).

L'Administration Trump est passée de la parole aux actes, car, depuis 2018, des mesures prises ont abouti à une diminution de budget de 285 millions de dollars (Bouvier-Auclair, cité dans Radio-Canada, 2018). Il existe une liste importante des désengagements américains aux institutions multilatérales sous l'ère Trump I. Les États-Unis se sont retirés du Conseil des droits de l'Homme des Nations Unies (CDH) depuis juin 2018, et cela constitue le reflet de la politique unidimensionnelle et unilatérale du Président. L'Administration Trump qualifiait l'institution d'«hypocrite », d' « égoïste », de « source d'embarras » pour les États-Unis (Paris, 2018).

| Institutions multilatérales, régionales ou accords internationaux | Arguments ou déclarations des États-Unis | Effets ou mesures prises (Retrait ou affaiblissement des institutions) | Réactions des alliés |
|---|---|---|---|
| Nations-Unies | • « Poids financier injuste pour le budget » (Bouvier-Auclair , cité dans Radio-Canada, 2018).<br>• « Défense de la souveraineté des États » (Cité dans Politico, 2018a).<br>• « L'avenir n'appartient pas aux globalistes, l'avenir appartient aux patriotes » (Cité dans Politico, 2018a).<br>• « Il revient aux alliés de s'acquitter de leur juste part du fardeau de défense » (Cité dans Time, 2016a). | Diminution de budget (22% de la contribution) de 285 millions de dollars (Bouvier-Auclair, cité dans Radio-Canada, 2018). | « Le multilatéralisme est critiqué précisément au moment où nous en avons le plus besoin. Notre avenir repose sur la solidarité. Nous de ons revigorer notre projet multilatéral » (Guterres, cité dans ONU, 2018).<br>« Nous ne le gagnerons au XXIe siècle qu'en restaurant un multilatéralisme fort, capable de régler ses conflits de manière pragmatique, mais aussi et plus largement de nous attaquer aux causes de ces dérèglements » (Macron, cité dans Élysée, 2018). |
| Accord de libre-échange Trans pacifique | • « Accord horrible, désastreux et injuste pour le peuple américain » (Cité dans White House, 2018a).<br>• « Les États-Unis se font toujours avoir dans les grandes négociations multilatérales » (Cité dans Politico, 2017).<br>• « Every decision on trade, on taxes, on immigration, on foreign affairs will be made to benefit American workers and American families » (Cité dans Politico, 2017).<br>• La priorité est de négocier des partenariats individuels. | « This letter is to inform you that the United States does not intend to become a party to the Trans-pacific Patnership Agreement. Accordingly, the United States has no legal obligations arising from its signature on February 4, 2016. The United States requests that New Zealand notify the other signatories. The United States remains committed to taking measures designed to promote more efficient markets and higner levels of economic growth, both in our country and around the word. We look forward to further discussions as to how to achieve» (María Pagán, 2017).<br>30 janvier 2017 | « L'Accord de Partenariat transpacifique global et progressiste: Un groupe de 11 pays - dont des alliés majeurs des États-Unis, comme le Japon, le Canada et l'Australie - a signé en mars 2018, à Santiago, un vaste accord commercial qui remet en question la vision de Trump selon laquelle le commerce est un jeu à somme nulle où il y a des gagnants et des perdants » (Londoño et Motoko, 2018). |
| Accord sur le nucléaire iranien | • « En plus d'être le premier État à financer le terrorisme au monde, l'Iran alimente aussi les guerres en Syrie et au Yémen » (Cité dans ONU, 2019).<br>• « L'Amérique ne cédera plus au chantage sur le nucléaire iranien. Nous ne permettrons pas que les villes américaines soient menacées de destruction. Et nous ne permettrons pas à un régime qui scande « Mort à l'Amérique » d'avoir accès aux armes les plus meurtrières de la planète » (Cité dans Maison-Blanche, 2018b).<br>• « En matière de terrorisme, nous ferons tout ce qui est nécessaire pour protéger notre nation » (Cité dans Maison-Blanche, 2018b).<br>• « Au fil des années, l'Iran et ses mandataires ont bombardé des ambassades et des installations militaires américaines, assassiné des centaines de militaires américains et kidnappés, emprisonnés et torturés des citoyens américains » (Cité dans Maison-Blanche, 2018c). | « Pour empêcher l'Iran d'acquérir des armes nucléaires et des missiles, j'ai retiré les États-Unis du terrible accord sur le nucléaire iranien » (Trump, cité dans ONU, 2019)<br>Retrait des États-Unis de l'accord de manière unilatérale (2018) | « L'Union européenne regrette profondément l'annonce par le Président des États-Unis du retrait de l'accord conjoint sur le plan d'action. L'UE est déterminée à travailler avec la communauté internationale pour le préserver. Au regard des dernières décisions de Donald Trump, on pourrait même penser : avec des amis comme cela, qui a besoin d'ennemis ? Mais franchement, l'UE devrait être reconnaissante. Grâce à lui, nous sommes débarrassés de toute illusion. Nous réalisons que, si nous avons besoin d'une main aidante, c'est au bout de notre bras que nous la trouverons. L'accord sur le nucléaire n'est pas un accord bilatéral et il n'appartient à aucun pays isolément d'y mettre fin unilatéralement». (Mogherini, cité dans Normandie pour la paix, 2018) |
| Retrait des soldats américains de l'Allemagne | • « Nous en sommes à 52 000 soldats en Allemagne, c'est un nombre énorme de soldats, cela représente un coût énorme pour les États-Unis. L'Allemagne, comme vous le savez, est très en retard dans ses paiements à l'OTAN » (Politico, 2020).<br>• « Trump a déclaré qu'il avait dirigé cette décision parce qu'il estimait que l'Allemagne ne dépensait pas assez pour la défense »(Browne et Cohen, 2020). | « Ils sont en défaut de milliards de dollars, et cela depuis des années. "Nous estimons donc ce chiffre à 25 000 soldats » (Politico, 2020). | • Le retrait des troupes américaines était « totalement inacceptable. Les relations germano-américaines pourraient être gravement affectées par une telle décision du président américain (Beyer, cité dans Paygne, 2020).<br>• « Ces projets montrent que l'administration Trump néglige une tâche élémentaire de leadership, celle d'associer les partenaires de la coalition aux processus décisionnels »<br>«Tout le monde profite de la cohésion de l'alliance, seules la Russie et la Chine profitent de la discorde. Washington devrait y prêter davantage attention » (Wadephule, cité dans Oltermann 2020) |

Tableau 7: Le rejet du multilatéralisme et l'unilatéralisme de Donald Trump

Il a adopté la même position concernant l'accord de Vienne sur le nucléaire, signé en 2015 sous l'égide des Nations Unies, visant à éviter que l'Iran ne se dote de l'arme atomique. Il a été négocié sous l'Administration du Président Barack Obama. Les principaux signataires les États-Unis, la France, le Royaume-Uni, la Chine, la Russie ainsi que l'Allemagne. On note que l'Union européenne y a joué un rôle clé dans les négociations. L'Administration Trump a retiré des États-Unis du Plan d'action multilatérale globale 2018, affirmant que l'accord ne couvre pas toutes les menaces potentielles que pourrait représenter l'Iran. Il poursuit que le Plan a fourni à ce pays des ressources financières supplémentaires pour poursuivre son programme de missiles balistiques et soutenir les activités malveillantes qui ne garantissent pas la sécurité des États-Unis.

## 2. L'impact sur la cohésion de l'Alliance: les réactions de l'OTAN et des États membres

Jusque-là, les sections précédentes ont tenté de mettre à la lumière des faits les principaux éléments qui caractérisent la politique étrangère de Donald Trump. Nous avons noté des faits, gestes, actions et déclarations qui sont aux antipodes des valeurs fondamentales de la communauté transatlantique. Il s'agit du rejet du multilatéralisme, de l'interdépendance économique et de l'identité collective. La question est de savoir comment observer les impacts des décisions de Trump 1 sur la cohésion de l'OTAN. L'analyse des réactions des États membres de l'Alliance d'une part, et de l'OTAN en tant qu'institution, d'autres part. Lors d'un point de presse avec Donald Trump, le 3 décembre 2019 à Londres, Jens Stoltenberg, Secrétaire général de l'Alliance, déclarait que :

> But, as you know, historically, NATO has been focused on the Soviet Union and Russia, so it's not something new that we now are also addressing the implications for our security by the rise of China. But we have to do that because China is now the second-largest defense spender in the world, after the United States. (Stoltenberg, cité dans OTAN, 2019a)

L'analyse des discours a montré que Donald Trump accuse également l'Union européenne d'accumuler des excédents commerciaux importants dans ses transactions commerciales avec les États-Unis. En raison de ce qui précède, l'idée d'analyser la réaction de l'UE sur une fragilisation interne de l'alliance constitue un autre indice important.

### a. Les réactions des États membres

Kandel (2019: 33) affirme que : « les changements importants apportés à la politique étrangère des États-Unis ont un impact fondamental dans l'évolution des relations transatlantiques ». L'auteur soutient que nous assistons à présent à la baisse du leadership américain dans les relations transatlantiques. Il établit par la suite un parallèle entre l'approche trumpienne (America First, décrite dans le *National Security Strategic*, 2017) et le débat stratégique britannique de la fin du XIX$^{e}$ siècle. Selon Kandel, ce débat stratégique opposait en Grande-Bretagne d'un côté les partisans d'une stratégie « continentale » donnant la priorité aux alliances et à une coopération soutenue avec les États européens, à ceux d'une stratégie maritime (*blue water policy*) qui souhaitaient se détourner de l'Europe pour adopter une stratégie globale tout en utilisant la position géographique pour accroître la puissance britannique. Au regard de l'analyse du document de la Stratégie nationale de Sécurité (2017), Kandel (2019) confirme que cette seconde vision est plus proche de la ligne idéologique adoptée par l'Administration Trump en matière de politique étrangère.

L'analyse du document *national Security Strategy* (Maison Blanche, 2017: 46) révèle aussi que la stratégie américaine sous Donald Trump a fait ses choix de la manière suivante: l'Asie avant l'Europe, le réalisme au détriment de l'internationalisme libéral, la puissance et l'influence des États-Unis avant le multilatéralisme et la coopération internationale. Remarquons que l'Europe ne vient qu'en seconde position et qu'elle fait l'objet d'enjeux de rivalité entre de grandes puissances, dans la mesure où la Russie tente de fragiliser la communauté transatlantique et les institutions et gouvernements européens, tandis que la Chine cherche à s'implanter stratégiquement sur le Vieux Continent. Remarquons que l'injonction de l'Administration de Trump aux Européens pour l'augmentation des dépenses militaires reste une constante dans les relations transatlantiques depuis plusieurs décennies. Cependant, l'idée du refus de l'application de l'article 5, c'est-à-dire que les Européens doivent se défendre seuls, n'était pas apparue dans le document stratégique de sécurité nationale avant l'accession de Trump à la Maison-Blanche.

C'est à juste titre que Herszenhorn (cité dans *Politico* 2018b) affirme que, pendant son premier mandat, des dizaines de postes importants concernant les relations

transtlantiques sont restés vacants, laissant leurs homologues européens bloqués et à la recherche d'interlocuteurs, sur tous les sujets, notamment de la politique commerciale aux sanctions russes. Herszenhorn l'exprime clairement en ces termes :

> Trump has still not appointed U.S. envoys to numerous United Nations institutions in Europe, nor to the Organization for Security and Co-operation in Europe, which has a crucial role monitoring the conflict in eastern Ukraine. Meanwhile, the U.S. ambassador in Estonia, a career diplomat, announced he is retiring, partly in response to Trump's negative comments about the EU.The disarray has had a direct effect on the delicate process of setting agendas for transatlantic meetings some of which, such as a NATO leaders' meeting in 2017, were foreshortened for lack of an agenda and others, like the recent disastrous G7 summit in Quebec, collapsed due to what many Europeans regard as the inability of any of Trump's aides and advisers to make policy commitments on behalf of the president ahead of such conclaves. (Herszenhorn, cité dans Politico 2018b).

Selon Kandel (2019), de nombreux pays européens dépendent toujours des États-Unis pour leur sécurité. La grande majorité des pays européens préfère la collaboration classique, c'est-à-dire avoir les États-Unis comme le parapluie protecteur, et faire « un effort supplémentaire des dépenses militaires en achetant les équipements militaires américains, comme la Pologne et plusieurs autres anciens pays du Bloc de l'Est ». Nossal (2023 : 113) utilise le terme « monde post-américain » de Fareed (2008) pour qualifier le monde post-Trump. Mais Nossal n'a pas la même perception de cette ère post-américaine envisagée par Zakaria en 2008. Dans ce monde, le changement de pouvoir mondial est marqué par la montée en puissance des autres pays non occidentaux, tandis que, dans le portrait de Zakaria, les États-Unis étaient le leader mondial et l'Occident était toujours une force importante dans la politique mondiale (Zakaria, 2018, cité dans Nossal, 2023: 13). En revanche, pour Nossal (2023), le monde post-américain qui devrait émerger dans les années 2020 sera marqué non seulement par l'absence de leadership américain, mais aussi par la fragmentation de l'Occident en tant que force géostratégique relativement unifiée dans la politique mondiale.

L'*European Council on Foreign Relations* (ECFR) a réalisé une étude sous la conduite de Pardijs et Shapiro (2017) sur « le sens transatlantique de Trump et la façon dont les Européens se sont adaptés et réagissent face à cette administration » durant son premier mandat. L'étude révèle l'existence de trois catégories des « effets Trump » sur les relations

transatlantiques : l'effet Régence, l'effet Messie et l'effet Antéchrist. Les auteurs tirent les conclusions suivantes de leur étude:

- L'effet Régence domine, c'est-à-dire que les alliés, dans leur grande majorité, espéraient que les « régents » autour de Trump veilleraient à ce que la relation transatlantique familière se poursuive sans la moindre dégradation.
- D'autres dirigeants européens voyaient en Trump une figure de "Messie" ou Antéchrist". Pour une partie, il est un leader déterminé à restaurer les valeurs occidentales conservatrices et chrétiennes; tandis que, pour un autre camp, il est une figure à laquelle il faut s'opposer.
- Une politique post-américaine en Europe est possible et même nécessaire, mais ne verra le jour que si les États membres de l'UE en reconnaissent la nécessité.

Le tableau ci-dessous résume les différentes réactions des pays en fonction des "effets Trump".

| Types d'effets | Pays membres de l'OTAN |
|---|---|
| Effet Régence | Autriche, Belgique, Bulgarie, Croatie, Chypre, Danemark, Finlande, Allemagne, Grèce, Italie, Lettonie, Lituanie, Malte, Roumanie, Slovaquie, Espagne, Suède, Royaume-Uni |
| Effet Messie | République tchèque, Hongrie, Pologne, Royaume-Uni<br>Partis d'opposition en Belgique, France, Bulgarie, Allemagne, Italie, Malte, Pays-Bas et Slovénie |
| Effet Antéchrist | Estonie, France, Irelande, Luxembourg, Portugal, Pays-Bas |

Tableau 8: Répartition des effets Trump en fonction de la réaction des pays (Shapiro et Pardijs, 2017: 4)

Le tableau indique que les alliés européens ont affiché une grande variété de réactions à l'Administration Trump. Shapiro et Pardijs (2017) tentent d'expliquer chaque effet et établir une relation avec la gouvernance de Trump.

### L'effet Régence

Shapiro et Pardijs (2017) représentent l'Administration Trump à travers l'image d'un roi fou qui attire sans cesse l'attention, alors que derrière le trône ses régents tiennent des propos rassurants à leurs homologues européens. Les auteurs font allusion à l'aristocratie

britannique à la fin du XVIII$^{e}$ siècle, qui soupçonnait l'existence des troubles mentaux chez son roi, George III, car exacerbé par sa détresse de perdre les colonies américaines. Ces histoires reflètent un sentiment général selon lequel les affaires d'État n'étaient pas entre des mains compétentes ou saines d'esprit. Pour pallier à une telle problématique, l'élite britannique s'est tournée vers l'idée d'une régence en habilitant « le prince de Galles à agir en tant que régent avec les pleins pouvoirs du roi, alors même que George III continuait, techniquement, à régner » (Shapiro et Pardijs, 2017 : 3).

Lorsque nous faisons une analogie avec le cas de Trump, nous affirmons que la stabilité de sa santé mentale a été évoquée et remise en question à plusieurs reprises (Robinson 2016; 2017). Aussi bien en Europe qu'aux États-Unis, les chefs d'États et de gouvernement ont gardé l'espoir que l'effet de régence se produirait dans la gouvernance de Trump comme, c'est-à-dire, plutôt que de gouverner, celui-ci sera gouverné par ses conseillers, le Congrès, les tribunaux et la société civile américaine en général. Remarquons qu'avant même les élections de 2016, certains dirigeants européens ont jugé la candidature de Trump dangereuse dans les termes les moins diplomatiques, et ce, à l'instar de l'ancien Premier ministre britannique David Cameron, qui a qualifié la proposition de Donald Trump d'interdire les musulmans de voyager aux États-Unis de « divisant, de stupide et d'erronée» (Mackey, 2016). Shapiro et Pardijs (2017) affirment qu'après l'élection de Trump, ces images apocalyptiques ont laissé place à une approche attentiste et optimiste, dans la mesure où la vision de la plupart des gouvernements était que « Trump lui-même n'était pas l'élément clé pour comprendre la politique étrangère américaine sous son Administration. Ce qui importait, c'étaient les personnes qu'il nommait aux postes clés et les rapports de force entre eux, la politique de la régence » (Shapiro et Pardijs, 2017 : 3)

Selon Shapiro et Pardijs (2017), après l'élection de Trump, les variants de l'effet de régence étaient courants au point où les chefs d'État et de gouvernements européens se sont empressés d'établir des contacts avec le personnel de la nouvelle administration « avec laquelle ils n'avaient eu que très peu de contacts ou d'ententes préalables ». En dépit de l'espérance et de la croyance en l'effet de régence, Donald Trump a retiré les États-Unis de l'Accord de Paris sur le climat ainsi que de l'accord sur le nucléaire iranien. Toutefois, nombre de ses conseillers avaient toujours cherché de manière systématique à rassurer les

alliés européens. C'est dans ce contexte qu'il avait dépêché son Vice-Président Mike Pence et ses secrétaires d'État à la Défense, Rex Tillerson et James Mattis en février 2017 à Munich à la Conférence de la sécurité. Il s'agit d'un moment de rendez-vous annuel important rassemblant près de 80 ministres de la Défense et des Affaires étrangères, ainsi que quelques chefs d'États et de gouvernements. Ceux-ci ont continué à Bruxelles avec des réunions de haut niveau à l'OTAN, à l'UE et au G20, avec un message clair d'« approfondir et consolider l'alliance de transatlantique » : ne pas faire attention aux propos du Président des États-Unis (Revise, 2017).

Notons que les responsables européens qui croient en l'effet de régence estiment que les attaques de Donald Trump ont eu très peu d'impact sur la politique américaine. Ils prennent la politique sur la Russie comme l'exemple le plus frappant de la disjonction entre la rhétorique guerrière et la réalité politique (Shapiro et Pardijs, 2017). Selon les auteurs, beaucoup d'observateurs aussi bien en Europe qu'aux États-Unis soutiennent que ce manque de mise en œuvre jumelé à d'autres développements au cours de son mandat, notamment le remplacement de certains conseillers (Michael Flynn, Steve Bannon) par des personnes pragmatiques (McMaster, James Kelly) consolide davantage l'effet de régence. Dans l'optique de renforcer ce point de vue, plusieurs dirigeants européens s'évertuent à faire la différence entre la relation de longue date qu'entretiennent leur pays avec les États-Unis et la relation jugée temporaire avec l'administration Trump. C'est le cas d'Angela Merkel qui soulignait ceci :

> Germany and America are bound together by values democracy, freedom, respecting the rule of law, people's dignity regardless of their origin, the color of their skin, religion, gender, sexual orientation or political views. On the basis of these values, I am offering to work closely with the future President of the United States Donald Trump. (Merkel, citée dans Reuters, 2016).

**L'effet Messie**

Même si Shapiro et Pardijs (2017) ne croient pas nécessairement en la qualification de Trump comme « Messie », sa première accession à la Maison-Blanche est perçue par certains pays membres de l'OTAN comme l'avènement d'une nouvelle ère d'espoir dans les relations transatlantiques. Des pays tels que la République tchèque, la Pologne, la Hongrie et même le Royaume-Uni étaient dans cette mouvance pendant le premier mandat

de Trump. Quant à la France, à la Bulgarie, à l'Allemagne, à l'Italie, au Pays-Bas, à la Slovénie et à la République de Malte, leurs partis d'opposition ont adhéré à l'approche de Donald Trump sur la politique étrangère. Par exemple, le premier ministre hongrois Viktor Orbán avait salué l'investiture de Donald Trump comme « la fin du multilatéralisme », comme « événement historique, dans lequel la civilisation occidentale semble réussir à se libérer des limites d'une idéologie » (Orban, cité dans Robinson, 2016), en poursuivant que « Nous avons reçu l'autorisation, de la position la plus élevée au monde, nous pouvons donc désormais nous placer également à la première place » (Orban, cité dans Batchlor, 2017).

Le premier ministre, qualifié de nationaliste eurosceptique, affirmait que son pays ainsi que plusieurs autres ont désormais carte blanche pour faire passer leurs propres intérêts avant ceux de leurs voisins. Les propos du Prémier ministre hongrois font suite à la déclaration de Donald Trump au moment de son discours d'investiture de son premier mandat qui affirmait que Washington « recherchera l'amitié et la bonne volonté avec les nations du monde », poursuit-il « Mais nous le faisons en sachant que c'est le droit de toutes les nations de faire passer leurs propres intérêts en premier » (Orbán, cité dans Batchlor, 2017). Viktor Orbán s'était réjoui de la déclaration, car la qualifiant de moment de grande liberté. Selon lui, l'Europe devrait mettre une alliance militaire pour se défendre sans avoir à compter sur les États-Unis à travers le bloc de l'OTAN, tout en soutenant que « La clé de la solution est très simple et s'appelle la coopération militaire franco-allemande, une armée commune, un système de sécurité commun » (Orbán, cité dans Batchlor, 2017).

La Hongrie n'est pas un cas isolé, puisque, partout en Europe, les partis et mouvements d'extrême droite, anti-immigrants, anti-systèmes se sont sentis encouragés et soutenus. C'est le cas de la Ligue du Nord en Italie avec son leader Matteo Salvini, qui avait auparavant rencontré Donald Trump et soutenu aux États-Unis pendant les primaires républicains qui à réagi de la manière suivante:

> C'est un coup porté à la globalisation et la revanche du peuple, du courage, de l'orgueil, des thèmes du travail et de la sécurité, au nez et à la barbe des banquiers, des spéculateurs, du show-biz, des journalistes et des instituts de sondage. Le peuple bat les pouvoirs forts 3 à 0. Tosseri (2016).

Les dirigeants d'extrême droite en Belgique et aux Pays-Bas ont tous salué la victoire de Donald Trump et gardaient l'espoir de l'expansion d'un nouveau mouvement patriotique à toute l'Europe. Le leader néerlandais du Parti pour la Liberté, Geert Wilders avait qualifié la première élection de Donald Trump de « printemps patriotique » tout en appelant à une révolution en Europe après le vote du Brexit. Les gens prennent leur pays, nous aussi (Deden, 2016). Dans une interview accordée à *Russia Today* (RT), Wilders a affirmé que la première victoire de Trump représentait une victoire pour les électeurs ordinaires. L'Amérique avait retrouvé sa souveraineté nationale, son identité, elle avait récupéré sa propre démocratie, c'est pourquoi je l'ai appelé une révolution. La leçon pour les Européens est que regardez l'Amérique, ce que l'Amérique peut faire, nous pouvons le faire aussi » (Russia Today, 2016). Il poursuit pour dire que:

> Now there is a leader, despite all the negativity spread about him by the political elite and the press, that has only one concern, and that is the national interest of the voters of America who are concerned about immigration, who are concerned about the job loss as a result of globalization, who are concerned about the Islamisation of their society. And he tends to say the truth and convince people that if they start moving, anything is possible, and I believe the historical event of yesterday will have an enormous effect on European politics as well." (Wilders, cité dans Russia Today, 2016).

Quant au parti Alternative pour l'Allemagne (AFD), il a fait la déclaration suivante à travers ses leaders de l'époque, Frauke Petry et Joerg Meuthen:

> Au nom du parti Alternative pour l'Allemagne (AfD), nous sommes ravis de vous féliciter pour votre entrée en fonction aujourd'hui en tant que 45e Présidence des États-Unis d'Amérique. Puisse vos espoirs se réaliser en tant qu'être humain et puissiez-vous atteindre vos objectifs en tant que président des États-Unis. Sur la base des déclarations que vous avez faites jusqu'à présent, nous, en tant qu'Allemands et Européens, suivons avec espoir vos positions de politique étrangère, car elles diffèrent agréablement du cours des dernières décennies. Ils annoncent un chemin de non-ingérence, de solutions et d'ordre. Ils reconnaissaient la fonction stabilisatrice des frontières comme un acquis de la civilisation. Sur tous ces points, vous nous voyez, l'alternative pour l'Allemagne, comme un allié naturel à vos côtés, car nous sommes le seul parti allemand à s'opposer clairement aux mauvaises politiques de la chancelière Merkel, dont le gouvernement cause des dommages durables à l'Allemagne et à l'Europe. Petry et Meuthen (cités dans Russia Today, 2016).

La Pologne, à l'instar des pays précédemment mentionnés, affirme que Trump représente le peuple authentique des États-Unis, qui s'est rebellé au nom des valeurs occidentales chrétiennes et conservatrices contre la dictature des droits des homosexuels et de l'immigration libérale (Shapiro et Pardijs (2017). C'est l'un des rares pays de l'Union européenne à lui être favorable, car, selon Kauffmann (2017), Donald Trump partage avec

les dirigeants de ce pays, emmenés par Jaroslaw Kaczynski, le chef du parti Droit et justice (PiS), un certain nombre de valeurs et de postures populistes : le sentiment anti-immigration, les déclarations hostiles aux musulmans, l'euroscepticisme, le souverainisme, le nationalisme. Il est nettement plus proche des idées de Kaczynski que de celles de l'ancienne chancelière allemande Angela Merkel.

Remarquons que le tableau 9 indique que le Royaume-Uni est à la fois dans la catégorie "effet Régence" et "effet Messie"; cela signifie que le gouvernement britannique a adopté globalement une approche de régence vis-à-vis de Trump à l'époque, mais nous avons aperçu tout de même les éléments de l'effet messie. Sa doctrine de "America First", sa politique commerciale protectionniste et sa volonté d'imposition des barrières douanières sont arrivées au bon moment pour l'ancienne première ministre britannique Theresa May dans les négociations sur le Brexit. Retenons que Theresa May a été la première dirigeante étrangère reçue par Donald Trump lors de son premier mandat, avec la promesse de conclure un accord commercial solide avec le Royaume-Uni. La visite de trois jours effectuée par Trump à Londres du 3 au 5 juin 2019, et ce, en plein débat sur le Brexit et sur la succession de May n'a pas été bien accueillie, notamment par le Parti travailliste, dont le chef Jeremy Corbyn a boudé le banquet royal en l'honneur de Donald Trump. Néanmoins, l'existence de l'effet Messie de Trump au Royaume-Uni est tout à fait justifiée, car, dans un contexte particulier de Brexit, Trump plaidait pour une sortie de l'Union sans entente. En effet, pour lui, le gouvernement britannique d'alors « devrait tout simplement arrêter de discuter et claquer la porte du club européen sans payer la facture du divorce convenue dans l'accord conclu avec Bruxelles en novembre » (*Le Journal de Montréal*, 2019)**.** « Si vous n'obtenez pas l'accord que vous voulez, je quitterais la table des négociations. Si j'étais eux, je ne paierais pas 50 milliards de dollars» (Trump, cité dans *Sunday Times*, 2019). Une telle position a permis au gouvernement britannique de gagner en confiance dans sa stratégie de Brexit dur ou de faillite.

Shapiro et Pardijs (2017) soutiennent que l'effet de régence implique que les politiciens traditionnels toléreront les rhétoriques de la part de Trump, dans l'espoir de maintenir leurs relations bilatérales et de « faire affaire avec les gardiens de Trump jusqu'à

ce que la tempête passe ». Mais en attendant, l'effet Messie a eu des effets néfastes dans l'arrière-cour, car, selon les auteurs, Donald Trump porte plusieurs idées qui vont à l'encontre des valeurs de la Communauté transatlantique. Il s'agit notamment du protectionnisme dans l'économie libérale, de la démocratie illibérale, du rejet de l'immigration, du rejet des accords multilatéraux, etc., tels que promus par les partis d'extrême droite au pouvoir en Pologne, Droit et Justice, ou par les Partis d'opposition en France, le Rassemblement national, etc.

**L'effet Antéchrist**

Le messie de l'un est toujours l'Antéchrist de l'autre, c'est-à-dire l'idée d'un messie donne un exemple à exalter et à imiter, tandis que l'Antéchrist représente un défi clair et donne aux opposants un espace politique pour adopter de nouvelles approches radicales (Shapiro et Pardijs, 2017). Selon certains dirigeants européens, l'accession de Donald Trump à la Maison-Blanche a constitué une période de réforme des institutions politiques européennes. Le premier à exploiter politiquement les déclarations et décisions de Donald Trump est Emmanuel Macron. Nous analyserons dans la prochaine section la réaction de la France et l'Allemagne.

**La France**

Les États membres de l'Alliance sont eux qui ressentent les effets immédiats des discours de Donald Trump. C'est pourquoi leurs réactions sont le plus souvent spontanées. Les agissements de Trump ont suscité plusieurs réactions chez les États membres. En France, par exemple, dans un entretien accordé à *The Economist* en 2019, Emmanuel Macron estime que « quand on regarde ce qu'est et devrait être l'OTAN, c'est d'abord un fardeau que nous partageons, et le président Trump vient de vous rappeler quelques chiffres » (Macron, cité dans *The Economist*, 2019). Le Président français ne partage pas la conception transactionnelle et comptable du partage du fardeau de Trump dans la mesure où, selon lui, « quand on parle de l'OTAN, ce n'est pas qu'une question d'argent. Nous devons être respectueux de notre service. Le premier fardeau que nous partageons, le premier coût que nous payons, c'est la vie de nos soldats » (Macron, cité

dans *The Economist*, 2019). Selon lui, les alliés paient le fardeau dans certaines circonstances. Emmanuel Macron s'appuie sur la présence des soldats français et d'autres pays européens sur les différents théâtres d'opérations, comme c'était le cas en Syrie et en Irak. Suivant le raisonnement vis-à-vis de la réaction de la France, le partage du fardeau de l'Alliance ne peut être limité uniquement à l'aspect financier. Il est donc « impossible de simplement dire que nous devons mettre de l'argent, nous devons mettre des soldats. Nous nous engageons à être clairs sur les principes fondamentaux de ce que l'OTAN devrait être » (Macron, cité dans The Economist, 2019).

| Types d'acteurs | Indices de la fragilisation de la Communauté transatlantique |
|---|---|
| États membres<br><br>France | 1. « Je sais que mes déclarations ont suscité des réactions et prennent un peu... Je reste là, et je dois dire que, quand on regarde ce qu'est et devrait être l'OTAN, c'est d'abord un fardeau que nous partageons, et le président Trump vient de vous rappeler quelques chiffres » (Macron, cité dans Rev, 2019b).<br><br>2. « Mais, quand on parle de l'OTAN, ce n'est pas qu'une question d'argent. Nous devons être respectueux avec notre service. Le premier fardeau que nous partageons, le premier coût que nous payons, c'est la vie de nos soldats » (Macron, cité dans Rev, 2019b).<br><br>1. « Je crois que, dans certaines circonstances, nous payons. Nous devons payer pour une sécurité de qualité. Quand je regarde la situation en Syrie, en Irak, la France est bien présente. Il n'y a pas que la France. C'est qu'il faut prendre des éclaircissements stratégiques à faire » (Macron, cité dans Rev, 2019b).<br><br>2. « Il est impossible de simplement dire que nous devons mettre de l'argent, nous devons mettre des soldats. Nous nous engageons à être clairs sur les principes fondamentaux de ce que l'OTAN devrait être, et ce n'est pas le cas pour moi » (Macron, cité dans Rev, 2019b).<br><br>3. « C'était impensable il y a cinq ans. S'épuiser sur le Brexit comme on le fait, avoir une Europe qui a tellement de mal à avancer, avoir un allié américain qui nous tourne le dos aussi vite sur des sujets stratégiques, personne n'aurait cru que c'était possible » (Macron, cité dans The Economist, 2019).<br><br>4. « L'Europe a été construite essentiellement pour être le partenaire junior des Américains. C'est ce qui se cache derrière le plan Marshall depuis le début. Et cela allait de pair avec des États-Unis bienveillants, garants ultimes d'un système et d'un équilibre de valeurs fondés sur la préservation de la paix mondiale et la domination des valeurs occidentales. Il y avait un prix à payer pour cela, celui de l'OTAN et du soutien à l'Union européenne. Mais leur position a changé » (Macron, cité dans The Economist, 2019).<br><br>5. « Donc les États-Unis regardent ailleurs, ils regardent la Chine et le continent américain. Cela a engendré un problème et un affaiblissement. Tout cela a conduit à une fragilité exceptionnelle de l'Europe qui, si elle ne peut pas se considérer comme une puissance mondiale, disparaîtra parce qu'elle subira un coup dur. » (Macron, cité dans The Economist, 2019).<br><br>6. « Pour la première fois, nous avons un président américain qui ne partage pas l'idée du projet européen, et la politique américaine se désaligne de ce projet. On doit en tirer les conséquences. C'est pourquoi notre défense, notre sécurité, les éléments de notre souveraineté doivent être pensés en propre » (Macron, cité dans The Economist, 2019).<br><br>7. « Je pense donc que la première chose à faire est de retrouver la souveraineté militaire. J'ai mis les questions européennes de défense au premier plan dès ma prise de fonction, au niveau européen, au niveau franco-allemand » (Macron, cité dans The Economist, 2019).<br><br>8. « Nous avons lancé l'Initiative européenne d'intervention et qui s'est concrétisée : le 14 juillet dernier, nous avions ici les neuf autres États membres. Depuis, l'Italie nous a rejoints et la Grèce veut également rejoindre cette initiative. Cela montre qu'il y a une prise de conscience du sujet défense » (Macron, cité dans The Economist, 2019).<br><br>9. « Ont rejoint cette initiative des pays comme la Finlande ou l'Estonie, qui jusqu'alors vivaient leur relation, pour l'un dans une méfiance à l'égard de l'OTAN, pour l'autre, dans une défiance russe qui était « Je me livre totalement à l'OTAN. L'instabilité du partenaire américain et la montée des tensions font que l'idée d'une Europe de la défense s'installe progressivement » (Macron, cité dans The Economist, 2019).<br><br>10. « J'ajoute que nous devrons à un moment faire le bilan de l'OTAN. Ce qu'on est en train de vivre, c'est pour moi la mort cérébrale de l'OTAN. Il faut être lucide. » Macron, cité dans The Economist, 2019).<br><br>11. « Vous avez des partenaires qui sont ensemble dans une même région du globe, et vous n'avez aucune coordination de la décision stratégique des États-Unis d'Amérique avec les partenaires de l'OTAN. Il n'y en a pas. Nous assistons à une agression menée par un autre partenaire de l'OTAN, qui est la Turquie, dans une zone où nos intérêts sont en jeu, sans coordination. Il n'y a pas eu de planification ni de coordination par l'OTAN. » Macron, cité dans The Economist, 2019).<br><br>12. « Nous avons décidé d'une coopération renforcée entre plusieurs États membres, ce qui est une mise en commun, une clause de solidarité qui existe entre États. On a mis en place un Fonds européen de la défense. Nous avons l'Initiative européenne d'intervention, pensée en complémentarité avec l'OTAN » Macron, cité dans The Economist, 2019). |

Tableau 9: Indice de fragilisation des États membres la France

Pour la France, « C'était impensable il y a cinq ans avoir un allié américain qui tourne le dos à l'Europe aussi vite sur des sujets stratégiques, personne n'aurait cru que

c'était possible » (Macron, cité dans *The Economist*, 2019). Le constat est que le pays estime que « Pour la première fois, nous avons un président américain qui ne partage pas l'idée du projet européen, et la politique américaine se désaligne de ce projet. On doit en tirer les conséquences » (Macron, cité dans *The Economist*, 2019). Cette réaction s'explique par le fait que l'Administration Trump considère l'Union européenne comme un « ennemi des États-Unis », dans la mesure où, selon celle-ci, l'« Union européenne empêche nos agriculteurs, nos travailleurs et nos entreprises de faire des affaires en Europe (déficit commercial de 151 milliards de dollars américains) » (Trump, cité dans *Meet the Press*, 2019) Une autre raison qui pousse la France à soutenir l'hypothèse selon laquelle Donald Trump rejette le projet européen, et ce, une première dans l'histoire des Présidents des États-Unis, est que l'attitude de celui-ci concernant le vote sur le Brexit. En effet, une semaine seulement après son discours d'investiture, Trump a tenu une conférence de presse (le 27 janvier 2017) à la Maison-Blanche avec le Premier ministre britannique Theresa May, au cours de laquelle il fit l'éloge du vote en faveur d'une sortie de l'Union européenne. Le Brexit fut une belle opportunité pour Donald Trump au moment de sa campagne présidentielle, dans la mesure où les thèmes des pro-Brexit faisaient écho à sa propre campagne, c'est-à-dire l'hostilité envers les élites, le rejet des politiques d'accueil des réfugiés et des immigrés, critique des effets du libre-échange et de la mondialisation (Langlois, 2018: 1).

Comme mentionné par Emmanuel Macron, en soutenant un tel projet, Trump s'inscrit en rupture avec tous ses prédécesseurs qui, sans exception, ont soutenu l'idée d'un Royaume-Uni engagé dans l'Union européenne. Donald Trump est un dirigeant qui s'embarrasse de l'histoire et des traditions. Les seules raisons qui motivent ses prises de décisions se sont les intérêts nationaux des États-Unis. Selon Langlois (2018), étudier la relation de Donald Trump au Brexit et plus largement à l'Union européenne révèle les constantes structurelles : opportunisme, populisme et imprévisibilité. Au cours de la conférence du 27 janvier 2017 à la Maison-Blanche, avec le premier Ministre britannique, Trump déclare ceci:

> I think Brexit's going to be a wonderful thing for your country. I think when it irons out, you're going to have your own identity, and you're going to have the people that you want in your country and you're going to be able to make free trade deals without having

> somebody watching you and what you're doing. And I had a very bad experience. I had something when I was in my other world. I have something in another country, and getting the approvals from Europe was very, very tough. Getting the approvals from the country was fast, easy and efficient. Getting the approvals from the group I call them the consortium was very, very tough. But I thought Brexit – I think and I think it'll go down that it will end up being a fantastic thing for the United Kingdom. I think in the end it will be a tremendous asset, not a tremendous liability. (Trump, cité dans Gov.UK, 2017).

Cette déclaration de Trump comporte à la fois plusieurs thèses. Premièrement, elle exprime le rejet du multilatéralisme. Deuxièmement, elle défend le bilatéralisme, car l'administration estime qu'il est plus facile de « conclure des accords de libre-échange entre seulement deux pays ». Troisièmement, les deux précédentes thèses mises ensemble constituent les principaux arguments des pro-Brexit. Ce développement sur le Brexit consiste à appuyer la réaction de la France affirmant que, lors de son premier mandat, l'Administration Trump a participé à la fragilisation du projet européen. Dans la même dynamique de la réaction et face à l'attitude peu orthodoxe, anti-européenne et anti-transatlantique de Trump, Emmanuel Macron a mis en avant la souveraineté, la défense et la sécurité européenne. Pour ce faire, il ajoute que « Nous avons lancé l'Initiative européenne d'intervention (IEI) et qui s'est concrétisée : le 14 juillet 2018, nous avions ici les neuf autres États membres. Depuis, l'Italie nous a rejoint et la Grèce veut également rejoindre cette initiative. Cela montre qu'il y a une prise de conscience du sujet défense » (Macron, cité dans *The Economist*, 2019).

Notons que l'IEI tire son origine dans le discours sur l'Europe prononcé le 26 septembre 2017 à la Sorbonne par Emmanuel Macron. Au cours de ce discours, il avait proposé « une initiative européenne d'intervention visant à développer cette culture stratégique partagée. Au débat de la prochaine décennie, l'Europe devra ainsi être dotée d'une force commune d'intervention, d'un budget de défense commun et d'une doctrine commune pour agir » (Macron, cité dans Élysée, 2017). L'IEI constitue une première concrétisation des propositions formulées dans le cadre de son « initiative pour l'Europe », pour une Europe souveraine, unie et démocratique. Le Président soutient qu'« avec l'instabilité du partenaire américain et la montée des tensions l'idée d'une Europe de la défense s'installe progressivement ». Il formule une série de propositions qu'il décrit comme les « six clés de la souveraineté européenne, dont la première se résume en une

Europe qui garantit la sécurité dans toutes ses dimensions ». (Macron, cité dans Élysée, 2017).

Nossal (2023: 115) avait déjà prédit les conséquences du retour d'une administration « America First », car, selon lui, même si un républicain autre que Trump accède à la Maison-Blanche, il ne faut pas s'attendre à une grande différence de politique. Pour Nossal (2023) le retour de Donald Trump à la Maison-Blanche démontrerait clairement à tous les autres États occidentaux que l'on ne peut plus faire confiance à l'allié américain. Cela pourrait même convaincre les amis et alliés occidentaux de l'Amérique à adopter une nouvelle approche, pouvant conduire à la fragmentation de l'Occident en tant qu'entité géostratégique singulière. Pour Emmanuel Macron, l'Europe doit se doter d'une force commune d'intervention, d'un budget de défense commun et d'une doctrine commune pour agir. Pour parvenir à réaliser cela, il convient d'encourager la mise en place au plus vite du Fonds européen de défense, de la coopération structurée permanente et de les compléter par une initiative européenne d'intervention dont l'objectif est de mieux intégrer les forces armées à toutes les étapes.

Concernant cet aspect de la sécurité, Emmanuel Macron soutient que les pays européens doivent permettre le rapprochement de leurs capacités de renseignement en créant une Académie européenne du renseignement. Autrement dit, la sécurité doit être assurée, ensemble, dans toutes les dimensions; il faut doter l'Europe d'une force commune de protection civile. Au départ, il y avait neuf États signataires de la lettre d'intention, qui sont l'Allemagne, la Belgique, l'Espagne, les Pays-Bas, le Portugal, le Danemark, l'Estonie, le Royaume-Uni et la France. Macron affirme que, depuis lors, « Ont rejoint cette initiative des pays comme la Finlande ou l'Estonie qui, jusqu'alors, vivaient leur relation, pour l'un dans une méfiance à l'égard de l'OTAN, pour l'autre, dans une défiance russe qui était « Je me livre totalement à l'OTAN ».

Il dénonce le manque de consultation et de coordination au moment de prendre les décisions stratégiques importantes de l'Alliance par les États-Unis de Donald Trump. C'est ce qui caractérise le manque de démocratie et qui remet en question l'identité collective de l'Alliance. Emmanuel Macron le traduit en ces termes « Vous avez des partenaires qui sont

ensemble dans une même région du globe, et vous n'avez aucune coordination de la décision stratégique des États-Unis d'Amérique avec les partenaires de l'OTAN. Il n'y en a pas » (Macron, cité dans Élysée, 2017). En réaction à une telle attitude, il affirme que les États européens signataires du programme « Initiative pour l'Europe » ont décidé d'une coopération renforcée entre plusieurs États membres, ce qui est une mise en commun, une clause de solidarité qui existe entre États. Pour ce faire, ces États ont « mis en place un Fonds européen de la défense. Nous avons l'Initiative européenne d'intervention ». En raison de ce qui précède, Emmanuel Macron « ajoute que nous devrons à un moment faire le bilan de l'OTAN. Ce qu'on est en train de vivre, c'est pour moi la mort cérébrale de l'OTAN. Il faut être lucide » (Macron, cité dans Élysée, 2017).

Par ailleurs, Nossal (2023 : 116) confirme davantage la volonté de l'Europe de prendre son autonomie vis-à-vis des États-Unis. Selon l'auteur, en Europe, l'une des conséquences probables de la reprise de la politique étrangère « America First » sera l'intensification des discussions entre les membres de l'Union européenne sur le développement de l'autonomie stratégique européenne. Il s'agit de l'idée selon laquelle l'UE devrait développer des capacités qui lui permettraient d'être autonome par rapport à d'autres puissances et suffisamment autonome pour mener ses propres opérations. Nossal soutient que, par le passé, certains Européens ne considéraient pas l'autonomie stratégique comme un moyen de renforcer la relation transatlantique. Toutefois, étant donné que Trump avait déclaré en 2018 que l'Union européenne était un "ennemi" des États-Unis, il est probable qu'une administration « America First » poussera les Européens à réfléchir à la manière de parvenir à une plus grande autonomie qui ne soit pas nécessairement liée aux États-Unis. De même, parmi les membres européens de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord, il est possible que la discussion entamée lors de l'élection de Trump s'intensifie.

**L'Allemagne**

Outre la France, les discours ou déclarations de Donald Trump ont suscité des réactions dans d'autres pays membres de l'Alliance transatlantique, tels que l'Allemagne. « L'Allemagne pressée de tourner la page Trump », car Trump en avait fait un bouc

émissaire sur les questions économiques et de défense (Foulkes, 2020). On a vu que Donald Trump a déclaré lors du Sommet de l'Alliance en juillet 2018 que « Si vous regardez bien, l'Allemagne est aux mains de la Russie. Ils se sont débarrassés de leurs centrales au charbon, de leurs centrales nucléaires. La majeure partie du pétrole et du gaz d'Allemagne proviennent de Russie » (Trump, cité dans OTAN, 2018). C'est dans ce contexte que Mongrenier (2019: 41), affirme que l'Allemagne a longtemps tardé avant de répondre à *L'Initiative pour l'Europe* d'Emmanuel Macron, car absorbée par la formation d'une nouvelle coalition de gouvernement à la dernière élection législative de septembre 2017. Selon l'auteur, l'idée d'une défense européenne intégrée est reprise et finalement acceptée par l'ancienne chancelière allemande, Angela Merkel, en raison du fait que le vote du Brexit et ses conséquences, plus encore, la première élection de Donald Trump ait semé le doute sur les vertus de l'atlantisme. Dès lors, le renforcement du « couple franco-allemand », socle d'une défense européenne intégrée, semble devoir s'imposer (Ibid, 2019).

La remise en question des relations transatlantiques de l'Administration Trump a fragilisé la confiance des alliés européens qui tentent de trouver d'autres options de protection. C'est le cas pour l'Allemagne qui, après des moments d'hésitation, a fini par rejoindre le projet Initiative pour l'Europe, dont le but est de parvenir à une l'Europe souveraine et indépendante des États-Unis qui ne semblent plus un allié fiable. Le projet français d'une défense européenne intégrée, fondée sur un noyau dur d'États volontaires, intervient donc dans un contexte d'incertitude sur l'avenir des relations de la l'Alliance atlantique (Mongrenier, 2019: 47). En septembre 2016, les ministres de la Défense de la France et de l'Allemagne, respectivement Jean-Yves Le Drian et Ursula von der Leyen proposent de recourir au mécanisme de la Coopération structurée permanente (CSP) pour institutionnaliser à un tel projet. L'objectif de la CSP est d'accroître leur efficacité pour relever les défis en matière de sécurité et d'œuvrer à l'intégration et au renforcement de la coopération de défense au sein de l'UE. Il est vrai que la défense n'a toujours pas été une priorité pour l'Union européenne, mais le Brexit et l'élection de Donald Trump semblent être à l'origine de la relance de l'Europe de la défense.

Dans le cadre de la présente thèse, l'adhésion de l'Allemagne au projet « Initiative pour une Europe » souveraine d'Emmanuel Macron, et ce, après des moments d'hésitation,

constitue une réaction et, par ricochet, un indice des impacts de la menace de l'administration Trump sur les relations transatlantiques. Par ailleurs, c'est à juste titre qu'Angela Merkel répondait, lors du 26e Sommet de l'OTAN à Bruxelles à Donald Trump, qui déclarait que l'Allemagne était captive de la Russie : « ni prisonnier de la Russie ni prisonnier des États-Unis ». L'Allemagne est « l'un des garants du monde libre ». Elle continue pour dire ceci « J'ai moi-même vécu dans une partie de l'Allemagne occupée par l'Union soviétique. Je suis très heureuse que nous soyons aujourd'hui unis, dans la liberté, en tant que République fédérale d'Allemagne. Nous pouvons par conséquent mener nos propres politiques, nous pouvons prendre des décisions indépendantes » (Merkel, citée dans *Ouest France*, 2018). À l'accusation de Trump selon laquelle l'Allemagne ne paierait pas suffisamment pour sa défense, l'ex-Chancelière répond que « l'Allemagne fait aussi beaucoup pour l'OTAN. Nous sommes le deuxième plus grand fournisseur de troupes, nous mettons la plupart de nos capacités militaires au service de l'OTAN » (Merkel, citée dans *Ouest France*, 2018).

Déçue des positions de Donald Trump sur l'OTAN, elle déclarait en campagne électorale à Munich en 2017 que « l'époque où nous pouvions entièrement compter les uns sur les autres est quasiment révolue. C'est mon expérience de ces derniers jours » (Merkel, citée dans La Tribune, 2017). Elle faisait ainsi allusion à la relation entre l'Europe et les États-Unis, mise à rude épreuve par Donald Trump lors des derniers Sommets de l'OTAN et du G7 (Ninon, 2020). La Chancelière poursuit que « Nous, Européens, devons prendre notre destin en main. Nous devons nous battre pour notre propre destin » (Merkel, citée dans La Tribune, 2017).

Ninon (2020) analyse les résultats d'un sondage réalisé par *Pew Research Center* en partenariat avec la *Fondation Körber* en 2020 sur l'appréciation des relations entre l'Allemagne et les États-Unis sous l'ère Trump I. Les résultats indiquent que le premier mandat de Trump a profondément effrité la cohésion les relations entre les membres de la

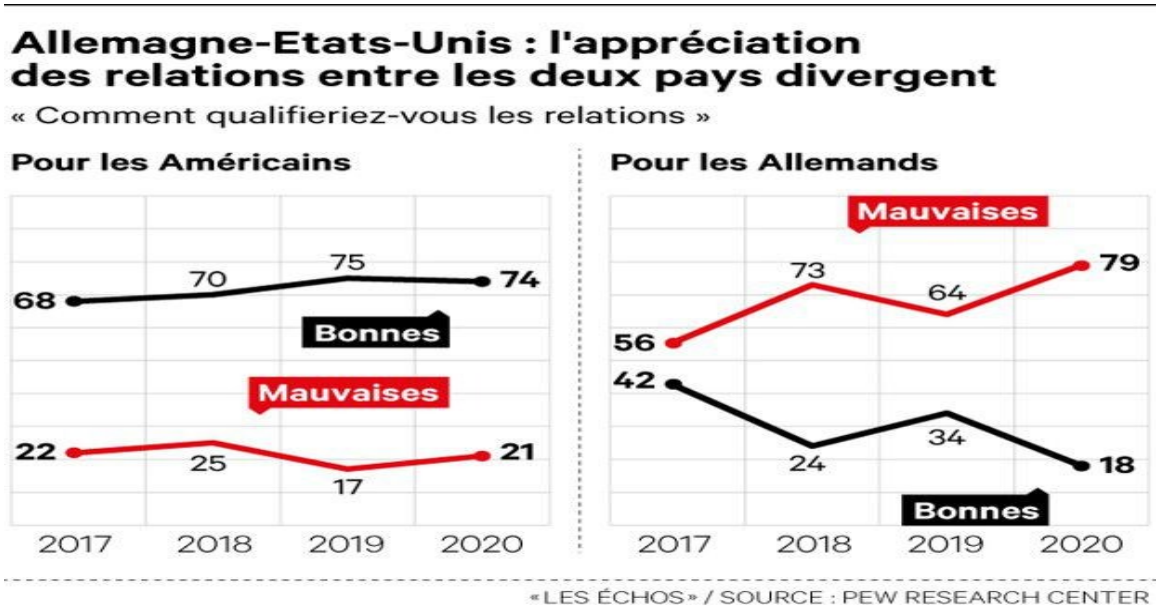



Figure 1: L'appréciation des relations entre les États-Unis et l'Allemagne sous l'ère Trump

Communauté transatlantique. La proportion des Allemands qui estiment que leur relation transatlantique est mauvaise a bondi de 23 points en trois ans, à 79 %. À l'inverse, les Américains estiment leur relation avec l'Allemagne bonne à 74 %, soit une progression de 6 points au cours de la même période. On note que la forte dégradation perçue en Allemagne explique pourquoi les attentes de Berlin vis-à-vis du Président Joe Biden sont si fortes. Ninon (2020) affirme que, depuis les élections américaines, la proportion des Allemands qui considèrent les États-Unis comme leur partenaire clef a bondi de 13 points à 23 %, contre un recul de 10 points en faveur de la France, qui conserve 43 % de suffrages.

Selon le sondage, les Américains sont moins soucieux du fait que l'Allemagne passe derrière le Royaume-Uni et la Chine, à égalité avec Israël, quand il s'agit de classer leurs partenaires par ordre d'importance politique. La majorité des Allemands estiment ne pas pouvoir compter sur les États-Unis sur les sujets importants, par exemple, les négociations avec la Chine, la protection de l'environnement, en passant par la promotion du libre-échange, de la démocratie ou des droits de l'homme.

| Types d'acteurs | Indices de la fragilisation de la Communauté transatlantique |
|---|---|
| Allemagne | 1. « J'ai vécu moi-même dans une Allemagne contrôlée par l'Union soviétique et je suis très heureuse, aujourd'hui, de vivre dans une Allemagne réunifiée. Je peux donc affirmer que nous sommes en mesure de choisir nos propres politiques et de prendre nos propres décisions et c'est très bien comme ça » (Merkel, citée dans Ouest France, 2018).<br>2. « Ni prisonnier de la Russie ni prisonnier des États-Unis ». L'Allemagne est « l'un des garants du monde libre » (Merkel, citée dans Ouest France, 2018). |
| OTAN | 3. « Nous faisons de réels progrès, surtout en ce qui concerne le partage des charges. Et votre leadership en matière de dépenses de défense a un impact réel. Depuis 2016, le Canada et ses alliés européens ont ajouté 130 milliards de dollars de plus aux budgets de la défense, et ce chiffre passera à 400 milliards de dollars américains d'ici 2024. C'est sans précédent » (Stoltenberg cité dans OTAN, 2019b).<br>4. « Pour la première fois de notre histoire, nous avons des troupes prêtes au combat dans la partie orientale de l'Alliance. Les alliés européens et le Canada investissent également davantage dans des capacités haut de gamme » (Stoltenberg, cité dans OTAN, 2019b).<br>5. « Mais, comme vous le savez, historiquement, l'OTAN s'est concentrée sur l'Union soviétique et la Russie, donc ce n'est pas quelque chose de nouveau que nous abordions également les implications pour notre sécurité de la montée de la Chine. Mais nous devons le faire parce que la Chine est maintenant le deuxième plus grand dépensier de défense au monde, après les États-Unis » (Stoltenberg, cité dans OTAN, 2019a).<br>6. « Ils ont récemment présenté de nombreux nouveaux systèmes d'armes militaires avancés, notamment de nouveaux missiles balistiques intercontinentaux capables d'atteindre l'ensemble de l'Europe et des États-Unis; armes hypersoniques, planeurs; et ils ont également déployé des centaines de missiles à portée intermédiaire qui auraient violé le traité INF si la Chine avait fait partie de ce traité. Prendre en compte le fait que la Chine se rapproche de nous » (Stoltenberg cité dans OTAN, 2019b).<br>7. « Nous devons être une alliance équitable. Et par conséquent, les Alliés doivent investir davantage dans la défense. Vous avez un message très clair à ce sujet, et votre message a un impact clair. Parce que les Alliés commencent maintenant à investir davantage. Après des années de déclin, nous avons vu tous les Alliés investir davantage dans la défense » (Stoltenberg cité dans OTAN, 2019b)<br>8. Et depuis 2016, ils ont déjà ajouté plus de 40 milliards de dollars. D'ici 2020, ce sera, comme vous l'avez dit, 100 milliards de dollars. Et puis, nous nous attendons à ce que cela continue de croître. Nous devons faire plus, et par conséquent, le partage des charges et les investissements dans la défense sont pour moi une priorité absolue dans tous mes engagements avec différents alliés de l'OTAN (Stoltenberg, cité dans OTAN, 2019b). |

Tableau 9: Les indices de fragilisation avec les États membres (Allemagne-Canada) et l'OTAN.

### b. Réactions des institutions : l'Union européenne et de l'OTAN

Le premier mandat de Trump a été ponctué par de nombreux sujets de désaccord dans les relations transatlantiques qui ont eu un impact sur les institutions, telles que l'UE et l'OTAN. Son attitude a poussé l'Europe à renforcer la coopération dans le domaine de

la sécurité et de la défense (Dimitrova, 2020). Cela se reflète dans la *Stratégie globale pour la politique étrangère et de sécurité* (SGUE), présentée au Conseil européen, le 28 juin 2016, par Federica Mogherini, la Haute Représentante de l'Union pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité. On note que cette présentation est intervenue quelques jours seulement après le résultat du Brexit, soit le 3 juin 2016, qui soulignait la nécessité de parvenir à une autonomie stratégique des Britanniques. Selon Weiller (2017), il n'y a rien d'anodin dans cette succession d'évènements contradictoires. En raison de ce contexte de tensions dans les relations transatlantiques, provoquées par les attaques de Donald Trump depuis sa campagne présidentielle en 2016, c'est à juste titre que l'Union européenne approfondisse davantage les projets d'intégration militaire dans le cadre de la politique de sécurité et de défense commune (PSDC), telle que la Coopération structurée permanente (CSP). En effet, la réaction de Donald Trump aux résultats du Brexit, en 2016, qu'il saluait comme étant une « grande victoire portée par les Britanniques ayant exercé leur droit sacré, annonçaient déjà les couleurs pour des relations tendues avec les alliés » (Trump, cité dans *The Guardian*, 2016).

Comme le mentionnait Emmanuel Macron en 2019 lors de son interview avec *The Economist*, « Pour la première fois, nous avons un président américain qui ne partage pas l'idée du projet européen, et la politique américaine se désaligne de ce projet. On doit en tirer les conséquences. C'est pourquoi notre défense, notre sécurité, les éléments de notre souveraineté doivent être pensés en propre » (Macron, cité dans *The Economist*, 2019). La SGUE apparait à la fois comme une autre conséquence des attaques répétées de Donald Trump et une des réponses de l'Europe dans sa quête d'autonomie stratégique. En effet, elle vise à améliorer l'efficacité de la défense et de la sécurité de l'Union et de ses États membres, la protection des civils, la coopération entre les différentes forces armées des États membres, la gestion migratoire, la gestion des crises, etc. À cela, s'ajoute l'entrée en lice de la Commission européenne dans le champ de la défense grâce à une vision plus politique voulue par son ancien Président Jean-Claude Junker, avec son plan d'action européen de la défense en novembre 2016, et sa proposition d'un Fonds européen de la défense (FED) en juin 2017, une première initiative pour laquelle des fonds

communautaires seront utilisés pour soutenir directement des projets de défense (Giuliani et *al.*, 2018).

En mai 2022, la Commission a adopté le deuxième programme de travail du FED en allouant un financement total de 924 millions d'euros pour investir ensemble et mieux dans les capacités de défense stratégique. En outre, le programme de travail introduit une série de nouveaux outils visant à promouvoir l'innovation dans le domaine de la défense, sous un nouveau cadre, le programme d'innovation de l'UE en matière de défense (EUDIS). Le programme de travail porte sur un total de 33 thèmes, structurés en huit appels à propositions, afin de lancer un certain nombre de grands projets importants, passant de la cybersécurité à l'espace ou encore au combat naval. Il cible les technologies et capacités de défense, conformément aux priorités de l'UE en matière de capacités définies d'un commun accord par les États membres et précisées dans la boussole stratégique. Ce développement illustre la volonté politique des Européens avec un investissement important pour prendre en charge les questions stratégiques, et ce, face à un allié américain devenu peu fiable. Retenons que, même si l'idée d'une Europe de la défense remonte bien avant l'ère Trump, l'arrivée de celui-ci à la Maison-Blanche a non seulement consolidé la position des alliés et accéléré le processus.

Par ailleurs, en octobre 2018, la revue *Foreign Affairs* a publié les résultats d'une enquête réalisée auprès d'un large éventail d'experts (44), dans le domaine des relations transatlantiques sur l'impact de la première présidence de Donald Trump sur la question suivante : L'Alliance transatlantique a-t-elle été irrémédiablement endommagée ? (*Foreign Affairs*, 2018). La majorité d'entre eux affirmaient que l'Alliance avait été impactée par la rhétorique négligente et destructrice du Président, par ses actions unilatérales et controversées liées notamment au commerce, à l'OTAN, ainsi qu'au retrait des États-Unis de l'accord nucléaire iranien et de l'accord de Paris sur le climat. En mettant l'accent sur la poursuite des intérêts nationaux comme un but ultime et en rejetant les fondements de l'ordre international libéral, l'approche de la politique étrangère de Donald Trump a en effet contribué à une altération des relations au sein de l'OTAN (Sifaoui et Sureau, 2020). Pour ce faire, l'effet Trump ne saurait être sous-estimé. Sur la base de l'analyse ainsi décrite, on

est en droit de conclure qu'il est devenu urgent pour l'Europe de réduire sa dépendance sécuritaire vis-à-vis des États-Unis en renforçant ses propres capacités de défense.

**L'OTAN**

Outre les réactions des États membres, les discours de Donald Trump semblent avoir eu des répercussions sur les perspectives de défense de l'Union européenne, et plus largement, de l'OTAN. Le Secrétaire général de l'OTAN cette assertion en affirmant que :

> We are making real progress, most importantly on the burden sharing. And your leadership on defense spending is having a real impact. Since 2016, Canada and European allies have added $130 billion more to the defense budgets, and this number will increase to 400 billion U.S. dollars by 2024.This is unprecedented. This is making NATO stronger. And it shows that this Alliance is adapting, responding when the world is changing. (Stoltenberg, cité dans OTAN, 2019b)

À travers ces déclarations le Secrétaire général de l'OTAN confirme ainsi l'impact de Donald Trump sur les relations transatlantiques au cours de son premier mandat. À cela, il rajoute que :

> And since 2016, they have added more than $40 billion already. By 2020, it will be, as you said, $100 billion. And then we expect that to continue to grow. We need to do more, and therefore, burden sharing and the defence investments is a top priority for me in all my engagements with different NATO Allies. .(Stoltenberg, cité dans OTAN, 2019a).

Le Secrétaire général de l'OTAN a pris fonction en octobre 2014. Ses propos laissent croire que, depuis la création de l'Alliance, jamais un Président américain n'avait eu un tel impact sur les relations transatlantiques, aussi bien dans l'augmentation des dépenses de la défense que dans la fragilisation de la cohésion. Jens Stoltenberg est en phase avec les discours de Donald Trump lorsqu'il souligne que « l'Europe a accepté de faire davantage pour intensifier ses investissements, en raison des demandes du Président Trump, et nous voyons désormais les résultats avec une augmentation prévue de 100 milliards de dollars » (Stoltenberg, cité dans OTAN, 2019b). Selon lui, « nous devons être une alliance équitable. Et, par conséquent, les Alliés doivent investir davantage dans la défense. Vous avez un message très clair à ce sujet, et votre message a un impact clair. Parce que les Alliés commencent maintenant à investir davantage. Après des années de déclin, nous avons vu tous les Alliés investir davantage dans la défense » (Stoltenberg, cité dans OTAN, 2019b).

On observe également l'effet Trump du côté des États-Unis, où après des rumeurs concernant un éventuel retrait du pays de l'OTAN, envisagé par Donald Trump, une loi bipartite, *NATO Support Act* (« loi de soutien de l'OTAN ») a été approuvée en janvier 2019 à la majorité par la Chambre des représentants, et portée par le Congrès, interdisant le retrait des États-Unis de l'Alliance. En effet, cette loi mentionne en son point « Seconde. 4. Énoncé De Politique » que c'est la politique des États-Unis de :

(1) rester membre en règle de l'OTAN ;
(2) rejeter tout effort visant à retirer les États-Unis de l'OTAN, ou à se retirer indirectement de l'OTAN en condamnant ou en réduisant les contributions aux structures, activités ou opérations de l'OTAN, d'une manière qui crée un retrait de facto ;
(3) continuer à travailler avec les membres de l'OTAN pour respecter leurs engagements pris en 2014 dans le cadre de l'Engagement d'investissement pour la défense du Pays de Galles;
(4) soutenir le financement solide des États-Unis pour l'Initiative européenne de dissuasion, qui augmente la capacité des États-Unis et de ses alliés à dissuader et à se défendre contre l'agression russe (H.R.676-NATO Support Act, 2019).

Un sondage réalisé par *Pew Research Center* en 2019 sur l'opinion publique des États membres exprime un avis favorable de ceux-ci envers l'Alliance dans le cas des États-Unis (Fagan et Poushter, 2020). La loi de soutien de l'OTAN vient appuyer ce que pensent les Américains malgré les attaques du Président. On note qu'il n'y a pas eu une grosse fluctuation dans la période Trump : 53%, 62%, 64% et 52% (à partir de 2016), comparée à la période d'avant son arrivée au pouvoir.

**NATO favorability over time**

*% who have a favorable opinion of NATO*

| NATO member countries | 2007 % | 2009 % | 2010 % | 2011 % | 2012 % | 2013 % | 2014 % | 2015 % | 2016 % | 2017 % | 2018 % | 2019 % |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| U.S. | - | 53 | 54 | 54 | 51 | 49 | - | 49 | 53 | 62 | 64 | 52 |
| Canada | - | - | - | - | - | 57 | - | 56 | 56 | 66 | - | 66 |
| France | - | 71 | 68 | 70 | 67 | 58 | - | 64 | 49 | 60 | - | 49 |
| Germany | - | 73 | 57 | 60 | 65 | 59 | - | 55 | 59 | 67 | 63 | 57 |
| Greece | - | - | - | - | 20 | 25 | - | - | 25 | 33 | - | 37 |
| Italy | - | 64 | - | - | 61 | 60 | - | 64 | 59 | 57 | - | 60 |
| Netherlands | - | - | - | - | - | - | - | - | 72 | 79 | - | 72 |
| Spain | - | 56 | 53 | 62 | 45 | 42 | - | 47 | 44 | 45 | - | 49 |
| UK | - | 63 | 60 | 63 | 62 | 59 | - | 60 | 61 | 62 | - | 65 |
| Bulgaria | 54 | 54 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 42 |
| Czech Rep. | 60 | 66 | - | - | 51 | 56 | - | - | - | - | - | 54 |
| Hungary | - | 57 | - | - | - | - | - | - | 57 | 60 | - | 48 |
| Lithuania | - | 59 | - | 65 | - | - | - | - | - | - | - | 77 |
| Poland | 72 | 75 | 77 | 72 | 70 | 64 | - | 74 | 70 | 79 | - | 82 |
| Slovakia | 53 | 59 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 51 |
| Turkey | - | - | - | 18 | 15 | 25 | 19 | 23 | - | 23 | - | 21 |
| **Non-NATO countries** | | | | | | | | | | | | |
| Sweden | - | - | - | - | - | - | - | - | 58 | 65 | - | 63 |
| Russia | 30 | 24 | 40 | 37 | 22 | 27 | - | 12 | - | - | - | 16 |
| Ukraine | 34 | 31 | - | 34 | - | - | - | 58 | - | - | - | 53 |

Source: Spring 2019 Global Attitudes Survey. Q8g. Germany's 2018 results from Körber-Stiftung survey conducted there Sept. 13-26, 2018.
"NATO Seen Favorably Across Member States"

**PEW RESEARCH CENTER**

Figure 2 : L'OTAN vue par les États membres (Fagan et Poushter, 2020)

En revanche, les opinions diffèrent sur l'Alliance selon l'affiliation politique dans le pays. Les Démocrates et les Indépendants à tendance démocrate sont plus susceptibles d'avoir une opinion favorable à l'OTAN que les Républicains et les indépendants à tendance républicaine. Cela se confirme en 2019, puisque 61% des démocrates restent sur une opinion positive à l'Alliance, contre 45% des Républicains.

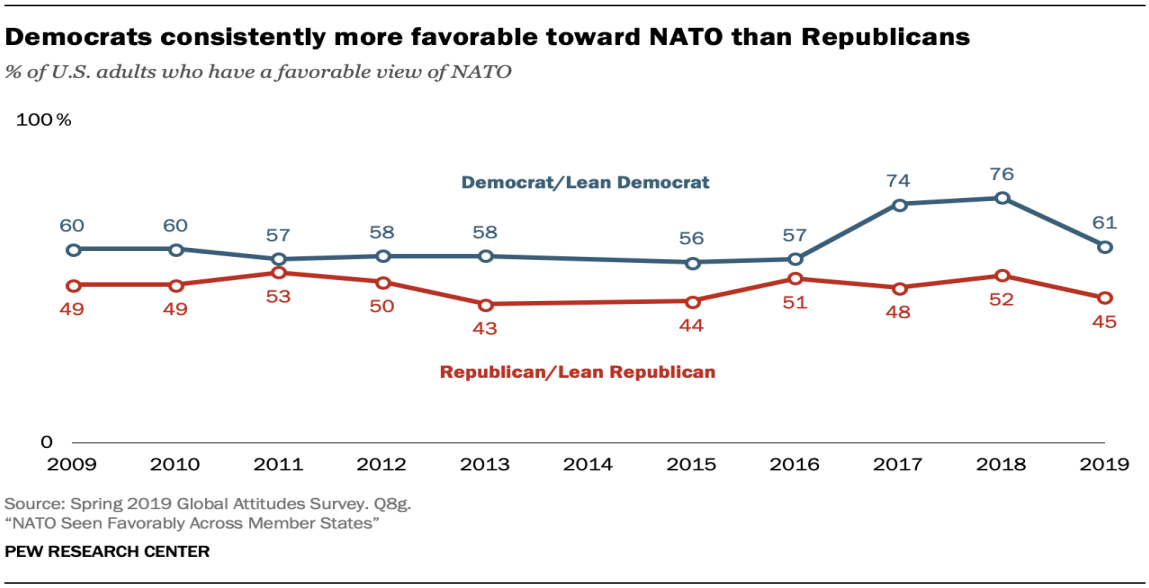



Figure 3 : Les opinions des Américains sur l'OTAN selon leur affiliation politique (Fagan et Poushter, 2020).

La figure 3 indique qu'en 2017, 74% des Démocrates et 48% des Républicains avaient une opinion favorable à l'Alliance, soit une différence de 26 points de pourcentage. En outre, depuis 2018, les opinions des États-Unis sur l'OTAN ont diminué parmi les partisans des deux parties. Les opinions positives parmi les Démocrates ont chuté de 15 points, tandis que les opinions parmi les Républicains ont chuté de 7 points. Les attaques de Donald Trump contre les valeurs de la communauté transatlantique en général remontent certainement à l'idéologique politique de celui-ci. Républicain, son attitude populiste ajoute une couche supplémentaire au rejet des trois valeurs de la communauté transatlantique en général et en particulier de l'OTAN.

## 3. Les valeurs de l'OTAN attaquées par les discours de Donald Trump

Rappelons que cette thèse tente de répondre à la question suivante : comment le populisme menace-t-il la cohésion de l'OTAN? Pour ce faire, l'hypothèse défendue est : ***La remise en question des valeurs libérales que constituent l'identité collective, l'interdépendance économique et le multilatéralisme, qui sont rejetées par le discours populiste, fragilise la cohésion de l'OTAN.*** Comme mentionné, elle provient de la thèse des auteurs constructivistes des années 1990, qui ont défendu que la convergence des valeurs libérales renforçait la cohésion de l'OTAN. Ils ont par la suite identifié trois valeurs, dont le multilatéralisme, l'interdépendance économique et l'identité collective, qui, selon eux, ont assuré la continuité de l'OTAN, en dépit de la disparition de la menace. Si la convergence des valeurs libérales renforce la cohésion de l'OTAN, qu'est-ce qui arrive si ces valeurs sont menacées ? Notre thèse a tenté de montrer le processus par lequel le populisme devient une menace pour la cohésion de l'OTAN.

L'analyse des réactions des États membres nous laisse croire que les discours de Donald Trump ont eu des impacts sur la cohésion de l'OTAN. Nous pouvons approfondir l'analyse des conséquences des discours. Le tableau 10 identifie, pour chaque élément du populisme, la ou les valeurs cohésives de l'OTAN remises en cause.

| Les positions de la politique étrangère du populisme de droite | Valeurs cohésives de l'OTAN | | |
|---|---|---|---|
| | Multilatéralisme | Interdépendance économique | Identité collective |
| Rejet de l'immigration | | | X |
| Pratique de l'unilatéralisme | | | X |
| Rejet du modèle libéral | | | X |
| Défense intérêt national égocentrique | X | | |
| MAGA | X | | |
| Pratique de l'isolationnisme | X | | |
| Défense du bilatéralisme | X | | |
| Protectionnisme économique | | X | |
| Chine | | | X |
| Sur la guerre en Ukraine | | | X |
| Rejet de l'OTAN | X | | X |
| Rejet de l'Union européenne | X | X | |

Tableau 10 : les valeurs de l'OTAN attaquées par les discours de Donald Trump

Le rejet de l'immigration, la pratique de l'unilatéralisme et le rejet du modèle libéral, se regroupant au sein de la pratique de la politique illibérale, sont opposés à la valeur Identité collective. La défense de l'intérêt national égocentrique, la doctrine du MAGA, la

pratique de l'isolationnisme ainsi que la promotion du bilatéralisme attaquent la valeur du multilatéralisme, tandis que le protectionnisme économique remet en question le libre-échange ou l'interdépendance économique.

## 4. La revitalisation de l'Alliance retrouvée sous l'Administration Joe Biden

Alors que, pendant le premier mandat de Trump, plusieurs alliés se plaignaient du comportement de l'allié américain, allant jusqu'à décrire l'OTAN en « état de mort cérébrale », l'arrivée de Joe Biden entre 2021 et 2024 constitue une période de revitalisation de l'Alliance (Regnier, cité dans Le Soir, 2021). L'auteur a affirmé que le Secrétaire général de l'OTAN a survécu en louvoyant aux missiles lancés par Donald Trump contre l'Alliance, en plaidant que : « maintenant, on se projette dans l'avenir ». Pour Regnier, sous l'Administration Biden, les États-Unis étaient de retour: « La nouvelle Administration Biden a formellement signifié son intention de reprendre toute sa place, celle du leadership au sein de l'OTAN, après quatre années de philippiques inouïes menées par l'Administration Trump ».

Le Secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg s'était entretenu le 26 janvier avec le Président Joe Biden, nouvellement élu à l'époque, quelques jours après son investiture le 21 janvier 2021. Selon lui, l'arrivée de l'Administration Biden témoigne avec force la solidité de la démocratie américaine et des valeurs communes, et marque par la même occasion le début d'un nouveau chapitre dans l'histoire de l'Alliance transatlantique (OTAN, 2021a). Le Secrétaire avait salué l'accent mis par le Président Biden sur la reconstruction de l'Alliance, indiquant que l'OTAN est l'endroit où Européens et Américains se rencontrent chaque jour, afin de relever des défis qu'aucun des pays membres ne peut affronter seul. Au cours de leurs conversations, les deux personnalités ont évoqué de nombreux défis auxquels les pays de l'OTAN sont confrontés, comme la lutte contre le terrorisme et la conduite à tenir face à une Russie qui se fait davantage menaçante (OTAN, 2021a). Ils ont aussi abordé les implications de la montée en puissance de la Chine pour la sécurité internationale.

Au cours de son premier Sommet de l'OTAN, tenu le 14 juin 2021 à Burexelles, « Joe Biden veut insister sur les menaces russes et chinoises » (Vincent et Stroobants, cités

dans Le Monde, 2021a). Au cours de ce 28e Sommet de l'Alliance, il n'y avait que, selon les auteurs, des accolades et des sourires, effaçant ainsi le souvenir « terrible » du Sommet qui s'était déroulé au même endroit en 2018 qui avait été marqué par les menaces de Donald Trump. Selon eux, les chefs d'État et de gouvernement des États membres de l'OTAN voulaient simplement se tenir au simple plaisir de retrouvailles entre les alliés européens et une Amérique revenue à de meilleurs sentiments à leur égard. Les auteurs affirment que les dirigeants des institutions burexelloises ont tenu à recevoir le président Joe Biden avant la rencontre. Les alliés souhaitaient ainsi tourner la page de quatre années marquées par des menaces de Donald Trump contre les Européens, et l'Allemagne en particulier, « accusés de vivre aux crochets de leur protecteur » (Vincent et Stroobants, cités dans Le Monde, 2021a).

Ce 28e Sommet a été celui d'un retour au calme alors que le précédent, à Londres en 2019, s'était déroulé dans un environnement de «Mort cérébrale » de l'OTAN, dénoncée par Emmanuel Macron, au cours de ce Sommet, le président français s'est limité à plaider pour « requalification des valeurs communes » (Vincent et Stroobants, cités dans Le Monde, 2021a). À l'issue de ce 28e sommet, face aux ambitions déclarées de la Chine en Europe et « la menace grandissante » du renforcement militaire de la Russie, les États membres de l'OTAN, sous le leadership des États-Unis, ont serré les rangs (Le Monde, 2021b). Les alliés avaient décidé de faire front commun contre « les menaces » et la déclaration adoptée lors de ce Sommet témoigne de la revitalisation de l'Alliance. Au cours de ce 28e Sommet, le Secrétaire général de l'OTAN a fait la déclaration suivante : « Nous allons adresser un message important à Moscou. Nous restons unis et la Russie ne saura nous diviser » (Stoltenberg, cité dans Le Monde 2021a).

L'Administration Biden multipliait des actions pour tourner la page de Donald Trump, avec une volonté affichée de revitaliser l'Alliance, et en maintenant une présence occidentale en Afghanistan. On se souvient que, sous l'Administration Trump, le retrait américain de l'Afghanistan a été décidé sans concertation avec ses alliés, et cette décision avait mis à mal la crédibilité des États-Unis. Le Secrétaire général de l'OTAN a, au cours de ce 28e Sommet, plaidé en déclarant que « l'Alliance doit se consulter davantage et mieux investir » (Stoltenberg, cité dans Le Monde 2021a). Les alliés ont produit un Communiqué

conjoint, comportant soixante-dix-neuf (79) points, à l'issue du 28e Sommet à Bruxelles, et publié le 14 juin 2021. Après avoir rappelé le contexte précédent de doute et de tensions créées par l'Administration Trump au cours du premier mandant, les alliés ont pris plusieurs décisions et l'une des plus importantes est celle qui figure au point 6.a du Communiqué. À ce point, les chefs d'États et de gouvernements avaient décidé de :

> de réaffirmer que l'OTAN est l'unique forum transatlantique, essentiel et indispensable, pour les consultations et l'action commune sur toutes les questions touchant à notre sécurité individuelle et collective. Nous nous engageons à renforcer et à élargir nos consultations et à faire en sorte que l'OTAN demeure souple et efficace pour la conduite d'opérations militaires au service de notre sécurité commune. Nous réaffirmons les principes démocratiques communs de l'Alliance ainsi que notre attachement à l'esprit et à la lettre du Traité de l'Atlantique Nord. Nous nous engageons à renforcer les consultations lorsque la sécurité ou la stabilité d'un Allié sont menacées ou lorsque nos valeurs et nos principes fondamentaux sont en péril; (OTAN, 2021b).

Ce point est important, car il vient restaurer la valeur de l'Identité collective qui avait été altérée sous la première Administration Trump. En effet, nous avons vu que l'identité collective garantit la démocratie au sein de l'Alliance en respectant le principe de prise de décisions par consensus. Ce qui n'avait pas été le cas sous la première Administration de Donald Trump. Nous avons observé que les décisions étaient prises de manière unilatérale, et ce, sans se soucier de l'impact que celles-ci pourraient avoir sur les alliés. Avec l'Administration Biden, nous avons assisté à une nouvelle vie de l'OTAN. Le Sommet a aussi souligné la résurgence de la menace commune russe, qui est restée, dans la conclusion adoptée de ce 28e Sommet, la préoccupation numéro un de l'Alliance atlantique:

> Le renforcement militaire croissant de la Russie, sa posture plus affirmée, ses nouvelles capacités militaires innovantes et ses activités provocatrices, notamment à proximité des frontières de l'OTAN (…), constituent une menace grandissante pour la sécurité de la zone euroatlantique et contribuent à l'instabilité le long des frontières de l'OTAN et au-delà (Le Monde, 2021b).

Les alliés ont bien eu raison de tirer une telle conclusion à l'issue du 28e Sommet, dans la mesure où l'année d'après, plus précision en février 2022, la menace s'est concrétisée avec l'invasion de l'Ukraine par la Russie. À la suite de cette invasion, la Finlande et la Suède, craignant pour leur sécurité, ont demandé, le 18 mai 2022, leur intégration à l'Alliance. Notons que ce conflit Russo-ukrainien a été un tournant majeur dans le renforcement des relations transatlantique. Le 29e Sommet, tenu du 28 au 30 juin

2022, qui a vu la participation d'une cinquantaine de chefs d'État, témoigne de l'unité et de la cohésion retrouvées au sein de l'Alliance (Bauer, cité dans Les Échos, 2022). À l'issue de ce 29e Somment, tous les chefs d'État ont confirmé qu'ils se tiendraient au côté de l'Ukraine aussi longtemps qu'il le faudra (Bauer, cité dans Les Échos, 2022). Le Secrétaire général de l'OTAN s'est réjoui en déclarant que : nous concluons un Sommet de profonde transformation (Bauer, cité dans Les Échos, 2022).

L'Alliance semblait plus soudée et forte que jamais. Les dirigeants des États étaient tous alignés sur une volonté: apporter du soutien à l'Ukraine, un leitmotiv qui est revenu dans les discours de l'ancien président des États-Unis Joe Biden, de la France et d'autres pays (Bauer, cité dans les Échos, 2022). Le 29e Sommet a adopté une nouvelle feuille de route stratégique afin d'accepter les demandes d'adhésion de la Suède et de la Finlande. L'Alliance avait lancé un nouveau renforcement défensif de son front Est, avec des promesses d'augmentation budgétaire pour son fonctionnement (Bauer, cité dans Les Échos, 2022). L'ancien président Joe Biden avait déclaré, au cours de ce Sommet: « J'avais averti à plusieurs reprises Vladimir Poutine que toute attaque contre l'Ukraine n'affaiblirait pas, mais renforcerait l'OTAN ». Il avait poursuivi pour souligner sa détermination « à défendre chaque pouce du territoire de l'Alliance » (Biden, cité dans Les Échos, 2022). La Finlande a rejoint l'OTAN le 4 avril 2023.

Avec l'Administration Biden, les alliés parlaient un langage commun. On se souvient qu'au cours d'une rencontre bilatérale avec Donald Trump, Emmanuel Macron avait fait allusion à la mort cérébrale de l'OTAN. Au cours du Sommet de 2022, les alliés ont développé un concept stratégique qui prenait acte du nouvel environnement de sécurité, créé par la guerre en Ukraine. Emmanuel s'est réjoui que le document consacre la coopération structurante entre l'Union européenne et l'OTAN (Bauer, cité dans Les Échos, 2022). Pour soutenir l'OTAN face à la Russie, les États-Unis ont annoncé, à l'occasion du Sommet de Madrid, le renforcement de ses effectifs en Pologne, par l'envoi d'une quarantaine d'avions F-35 au Royaume-Uni et par l'ajout de deux destroyers en Espagne (Vincent et Piétralunga, cités dans Le Monde, 2022). Ce 29e Sommet a été marqué par l'annonce de nouveaux renforts militaires américains en Europe, des renforts terrestres, maritimes et aériens. Toutes ces actions témoignent de la volonté des États-Unis de rassurer

ses alliés et de renforcer les capacités de défense de l'OTAN face à la Russie (Vincent et Piétralunga, cités dans Le Monde, 2022).

Les 11 et 12 juillet 2023, les chefs d'États et de gouvernement des pays de l'OTAN avaient tenu le 30e Sommet à Vilnius, en Lituanie. En raison du nouvel environnement de sécurité créé par le conflit ukrainien, ce Sommet reste comme l'un des plus importants de l'histoire de l'Alliance, qui a donné un signal fort d'unité, de solidarité et de cohésion retrouvées (OTAN, 2023f). Pour marquer leur ferme soutien à l'Ukraine, les alliés ont accueilli le président Zelensky à la réunion inaugurale du Sommet (OTAN, 2023f). La sécurité de l'Europe était un enjeu primordial qui avait fait l'objet de discussions approfondies au cours de ce Sommet. Pour les alliés, la sécurité du continent passe par le soutien absolu à l'Ukraine. Pour ce faire, l'OTAN:

> s'est engagée avec raison à maintenir son soutien à ce pays. Les Alliés ont pris des décisions et donné des assurances à l'Ukraine concernant la fourniture de moyens tant létaux que non létaux, d'un soutien financier et d'une aide en matière de renseignement ainsi que la poursuite de la formation des soldats qui seront amenés à utiliser les équipements livrés. En plus d'envoyer un message rassurant à l'Ukraine, cet engagement indique à Moscou et à d'autres acteurs ne partageant pas les intérêts de l'OTAN en matière de sécurité que l'Alliance restera attachée à sa mission et qu'elle empêchera des dirigeants criminels de compromettre ses intérêts ou de causer des fractures internes. (Weaver, cité dans OTAN, 2023g).

Au cours du Sommet, les alliés ont décidé de renforcer encore la posture de dissuasion et de défense de l'OTAN. Selon Weaver, (cité dans OTAN, 2023g), cette décision s'explique en partie par la menace de confrontation nucléaire, devenue plus inquiétante à l'issue de la suspension de la Russie du nouveau traité sur le désarmement nucléaire en février 2023 (France24, 2023). La Russie brandit régulièrement la menace nucléaire dans le contexte de la guerre en Ukraine, occasionnant ainsi la détérioration de la situation sur les armes nucléaires et leur utilisation potentielle (Weaver, cité dans OTAN, 2023g). Les principales conclusions de ce Sommet, traduites dans le communiqué, sont les suivantes :

> Le renforcement du soutien de l'Alliance à l'Ukraine : suppression du plan d'action pour l'adhésion de l'Ukraine pour ouvrir une voie plus directe à son intégration au sein de l'OTAN, mention de l'intention des Alliés d'adresser une invitation à l'Ukraine « quand les conditions le permettront et que les alliés le décideront et que les conditions seront remplies », et mise en place d'un plan de soutien pluriannuel pour soutenir les forces

> armées ukrainiennes dans leur processus de modernisation et ainsi les aider à se rapprocher des standards de l'OTAN.
> Des avancées sur l'adhésion de la Suède à l'OTAN avec l'engagement de la Turquie à transmettre le protocole d'accession de la Suède à l'OTAN à son parlement.
>
> L'engagement a renforcé notre effort de défense en consacrant chaque année au moins 2% de notre PIB à la défense, ce que la France assurera par le vote de la loi de programmation militaire 2024-2030.
>
> La reconnaissance de l'importance d'une défense européenne, plus forte et plus performante, qui contribue utilement à la sécurité transatlantique et mondiale, en complémentarité avec l'action de l'OTAN. (OTAN, 2023f)

Le tableau 11 compare les comportements des Administrations Trump et Biden par rapport à leur vision sur l'OTAN, ainsi que les réactions des alliés pour chacune des Administrations. Le constat est que, à travers ses déclarations, l'Administration Trump a créé des moments de doute et fragilisé la confiance au sein de l'Alliance. Les discours de cette Administration tournaient autour d'une approche comptable, transactionnelle. En somme, les principales revendications se concentraient sur le partage équitable du fardeau et de la balance commerciale entre l'Europe et les États-Unis, qu'il jugeait déficitaire pour son pays. Les réactions des alliés nous font croire que les discours ont attaqué les principales valeurs cohésives de l'Alliance, fragilisant ainsi, par ricochet, la cohésion.

| Administration | Déclarations ou faits | Réactions des alliés |
|---|---|---|
| Trump-2017-2021 | « Les pays que nous défendons doivent payer le coût de cette défense, et dans le cas contraire, les États-Unis doivent être prêts à laisser ces pays se défendre eux-mêmes. Nous n'avons pas le choix . ». (Trump, cité dans Time, 2016a).<br><br>« L'OTAN est obsolète, et j'étais très fort là-dessus. Ils ne se concentrent pas sur le terrorisme, et j'étais très fort et je l'ai répété à plusieurs reprises. (Trump, cité dans Politico, 2016b)<br><br>« Vous devez payer vos factures. » « Dites-vous, monsieur, que vous ne nous protégerez pas contre la Russie si nous ne payons pas ? » J'ai dit : « Désolé de vous dire que c'est ce que je dis. ». (Trump, cité dans Meet the Press, 2019).<br><br>« Vous nous arnaquez sur le commerce, et vous ne payez pas vos factures militaires. Ce n'est pas un bon accord pour les États-Unis. » (Trump, cité dans Rev, 2019a)<br><br>« L'Allemagne est le plus grand fautif. Ils ne paient pas. Ils paient un pour cent. Nous payons 4,3 % d'un PIB beaucoup plus important. L'Allemagne ne veut pas payer. Ils sont censés payer deux pour cent. Ils paient un pour cent, et je dis : « Tu dois payer, Angela. Tu dois payer, Angela. Veuillez payer, Angela . ». (Trump, cité dans Rev, 2019c).<br><br>«Ils nous arnaquent sur le commerce. Ils ont des barrières commerciales qui empêchent certains groupes, comme les agriculteurs et d'autres d'entrer. Ils nous arnaquent dans le commerce, et puis nous les protégeons, et ils nous arnaquent là-dessus aussi, et ils ne paient pas leurs factures . » (Trump, cité dans Rev, 2019c). | « Mais, quand on parle de l'OTAN, ce n'est pas qu'une question d'argent. Nous devons être respectueux avec notre service. Le premier fardeau que nous partageons, le premier coût que nous payons, c'est la vie de nos soldats » (Macron, cité dans Rev, 2019b).<br><br>« Pour la première fois, nous avons un président américain qui ne partage pas l'idée du projet européen, et la politique américaine se désaligne de ce projet. On doit en tirer les conséquences. C'est pourquoi notre défense, notre sécurité, les éléments de notre souveraineté doivent être pensés en propre » (Macron, cité dans The Economist, 2019).<br><br>« J'ajoute que nous devrons à un moment faire le bilan de l'OTAN. Ce qu'on est en train de vivre, c'est pour moi la mort cérébrale de l'OTAN. Il faut être lucide. » Macron, cité dans The Economist, 2019).<br><br>« L'Allemagne fait aussi beaucoup pour l'OTAN. Nous sommes le deuxième plus grand fournisseur de troupes, nous mettons la plupart de nos capacités militaires au service de l'OTAN » (Merkel, citée dans *Ouest France*, 2018).<br><br>« L'époque où nous pouvions entièrement compter les uns sur les autres est quasiment révolue. C'est mon expérience de ces derniers jours » (Merkel, citée dans La Tribune, 2017)<br><br>« Nous, Européens, devons prendre notre destin en main. Nous devons nous battre pour notre propre destin » (Merkel, citée dans La Tribune, 2017) |
| Biden-2021-2024 | « Le renforcement des effectifs de l'armée américaine en Pologne, par l'envoi d'une quarantaine d'avions F-35 au Royaume-Uni et par l'ajout de deux destroyers en Espagne. » (Vincent et Piétralunga, cités dans Le Monde, 2022).<br><br>« Nouveaux renforts militaires américains en Europe, des renforts terrestres, maritimes et aériens. Toutes ces actions témoignent de la volonté des États-Unis de rassurer ses alliés et de muscler les capacités de défenses de l'OTAN face à la Russie . » (Vincent et Piétralunga, cités dans Le Monde, 2022).<br><br>« Les Alliés ont pris des décisions et donné des assurances à l'Ukraine concernant la fourniture de moyens tant létaux que non létaux, d'un soutien financier et d'une aide en matière de renseignement ainsi que la poursuite de la formation des soldats qui seront amenés à utiliser les équipements libres . ». (Weaver, cité dans OTAN, 2023g).<br><br>« Nous devons nous rappeler que l'engagement sacré que nous prenons envers nos alliés, à savoir défendre le moindre pouce de territoire de l'OTAN, renforce aussi notre propre sécurité et donne aux États-Unis un rempart qui n'a pas d'équivalent dans le monde . » (Biden, cité dans LA Presse, 2024)<br><br>« L'OTAN est la plus grande alliance militaire qui ait jamais existé. Mais ce n'est pas arrivé par accident et cela n'était pas non plus acquis d'avance » (Biden, cité dans LA Presse, 2024) | « Le début d'un nouveau chapitre pour l'Alliance transatlantique, sur la reconstruction des alliances ". Ensemble, nous pouvons relever des défis qu'aucun de nos pays ne peut affronter seul »(Stoltrngberg, cité dans Actus, 2021)<br><br>Nous nous engageons à renforcer les consultations lorsque la sécurité ou la stabilité d'un Allié sont menacées ou lorsque nos valeurs et nos principes fondamentaux sont en péril; (OTAN, 2021b).<br><br>« L'Alliance doit se consulter davantage et mieux investir » (Stoltenberg, cité dans Le Monde 2021a).<br><br>« La reconnaissance de l'importance d'une défense européenne, plus forte et plus performante, qui contribue utilement à la sécurité transatlantique et mondiale, en complémentarité avec l'action de l'OTAN ». (OTAN, 2023f)<br><br>« Vous vous en souvenez, en 2019, j'avais demandé avec force - parfois en bousculant les schémas établis pour que les choses bougent parce que c'était nécessaire - que l'Alliance conduise une réflexion stratégique en profondeur sur ses missions, ses objectifs et son rôle. Ce travail a été conduit — je veux en remercier le secrétaire général, remercier aussi tous celles et ceux qui ont participé au rapport des Sages et aux avancées de ces derniers mois » (Macron, cité dans Élysée 2022)/ |

Tableau 11: Comparaison de la vision des Administrations Trump I et Biden sur l'OTAN et quelques réactions des alliés

En revanche, au regard du tableau 11, l'arrivée de l'Administration Biden a constitué une période de revitalisation de l'Alliance. Les premiers pas de cette Administration et les décisions qui s'en sont suivies ont redonné confiance aux alliés. Les réactions compilées dans le tableau témoignent du respect des valeurs cohésives de l'Alliance, notamment la reprise des consultations avant les prises de décisions collectives. Toutes ces actions ont renforcé à nouveau la cohésion, l'unité ainsi que la solidarité qui ont été ébranlées par l'Administration Trump. La résurgence de la menace commune russe a été le point catalyseur qui a permis aux alliés de resserrer les rangs. Le prochain chapitre analyse les discours de Marine Le Pen et leurs impacts potentiels sur les valeurs de l'OTAN.

# CHAPITRE VI- LA MONTÉE DU RASSEMBLEMENT NATIONAL ET LES CONSÉQUENCES SUR LES VALEURS COHÉSIVES DE L'OTAN

La section présente analyse les discours de Marine Le Pen et leurs conséquences potentielles sur les valeurs cohésives de l'OTAN. Contrairement au cas de Donald Trump où nous avons reparti l'analyse en trois périodes, nous ne serons pas en mesure de faire une telle répartition dans le cas de Marine Le Pen. La raison est que celle-ci n'ayant jamais été au pouvoir, elle demeure durant toute la période de l'étude dans l'opposition, ou bien en campagne. Rappelons qu'elle a participé à trois élections présidentielles, à savoir en 2012, où elle est éliminée au premier, face à François Hollande et Nicolas Sarkozy, en 2017 et en 2022, elle atteint le deuxième tour, mais battue à chaque fois par Emmanuel Macron.

## A. ANALYSE DES DISCOURS DE MARINE LE PEN

Le tableau 12 ci-dessous présente les proportions générales des extraits des discours de Marine Le Pen pour chacune des catégories. On note que, dans ses discours, Le Pen met régulièrement l'accent sur le « Protectionnisme économique ». Cette catégorie représente 27,17% des extraits retenus, suivie du « Rejet du multilatéralisme » et du « Rejet de l'Union européenne », respectivement avec plus de 21% et de 18%. La Pratique de la politique illibérale est aussi un autre élément qui intéresse Marine Le Pen, avec une proportion de 16,84%, suivie du Rejet de l'OTAN avec 8,15%. La dirigeante de l'extrême droite en France s'est prononcée aussi sur des sujets d'autres grandes puissances, telles que la Russie et l'Allemagne, ainsi que sur la guerre en Ukraine. Cette catégorie regroupe 7,6% des proportions. Dans un autre tableau, nous établirons les détails pour chacune des catégories avec les commentaires retenus.

| Les positions du populisme | Nombre d'extraits | Fréquence (%) |
|---|---|---|
| Protectionnisme économique | 50 | 27,17 |
| Rejet du multilatéralisme | 40 | 21,17 |
| Rejet de l'Union européenne | 34 | 18,47 |
| Pratique de la politique de l'illibérale | 31 | 16,84 |
| Rejet de l'OTAN | 15 | 8,15 |
| Opinion sur les autres grandes puissances | 14 | 7,6 |
| Total | 184 | 100% |

Tableau 12 : La fréquence ou la hiérarchisation des éléments composant les discours de Marine Le Pen en matière de politique étrangère

Après cette hiérarchisation, nous allons analyser le contenu des discours à l'intérieur de chaque catégorie ainsi que leurs proportions respectives. Le tableau 13 ci-dessus présente quelques extraits correspondants à chacun des éléments de la dimension internationale du programme de Marine. L'analyse des discours permettra de comprendre davantage la position de Marine Le Pen sur ces questions internationales.

| Les positions du populisme | La composition des discours | Nombre d'extraits | Fréquence (%) | Commentaires ou extraits des discours |
|---|---|---|---|---|
| Protectionnisme économique | Protectionnisme économique | 50 | 27,17 | Les négociations sur le TAFTA, mais aussi sur le CETA avec le Canada ou le Traité TISA de libéralisation des services, ne visent qu'à amplifier un phénomène qui a déjà fait tant de mal à notre économie : le libre-échange mondial et sans contrôle. (Le Pen, citée dans Rassemblement national, 2016a).<br><br>Le mondialisme économique et financier invoque la liberté du commerce, la liberté de circulation, la liberté d'installation ; tous ceux qui s'avisent de révéler ses échecs sont taxés d'ignorance, accusés de je ne sais quelle dérive idéologique, frappés d'opprobre moral. (Le Pen, citée dans Rassemblement national, 2017).<br><br>Les accords de libre-échange signés par l'Union européenne sans que le peuple n'ait son mot à dire se succèdent. Inutile de chercher d'autres causes à la dégradation continue de notre balance commerciale depuis 20 ans. De fil en aiguille c'est la notion même de souveraineté nationale que nos gouvernements successifs ont coupablement en réalité renoncée. (Le Pen 2021). |
| Pratique de la politique illibérale | Rejet de l'immigration | 12 | 6,52 | L'immigration est un phénomène de grande ampleur qui emporte tout. Nous le savons puisqu'elle met en péril nos systèmes économiques, nos systèmes sociaux et nos identités. Ce que n'avaient pas prévu les immigrationnistes de l'UE c'est que cette vague va également mettre à bas leurs institutions hors sol en provoquant la révolte légitime des peuples (Le Pen, citée dans Rassemblement national, 2018d).<br><br>Ce Pacte pour les Migrations de l'Union européenne, c'est la mise sous tutelle et sous contrôle des Nations européennes pour l'accueil, la répartition, et le séjour des migrants. Ce pacte pour les migrations facilitera l'apparition de nouvelles filières d'immigration ainsi que des possibilités accrues de régularisation. (Le Pen, citée dans Rassemblement national, 2021). |
| | Pratique de l'unilatéralisme | 11 | 5,6 | Si l'Union européenne ne se soumet pas, alors je demanderai aux Français de voter au référendum pour se démettre de ce cauchemar et redevenir libres. (Le Pen, citée dans Rassemblement national, 2017). |
| Rejet du multilatéralisme | Défense intérêt national égocentrique | 34 | 18,47 | L'argent des Français doit d'abord revenir aux Français. Nous n'avons plus les moyens d'accueillir, de loger, de soigner, de nourrir la terre entière. Protéger la France, c'est aussi préserver notre patrimoine naturel, nos lacs, nos rivières, nos forêts, nos côtes, tout ce qui fait de la France un pays d'une incomparable richesse. (Le Pen, citée dans Rassemblement national, 2018c).<br><br>Le seul fil conducteur qui nous guide, c'est l'intérêt national, parce que ce qui nous porte, c'est l'amour de la France et des Français. (Rassemblement national (2019b). |
| | Pratique de l'isolationnisme | 2 | 2 | L'idéologie est européiste, mais les réalités sont nationales. Ce traité qu'Emmanuel Macron s'apprête à signer comme celui de Marrakech, qu'il a approuvé de manière clandestine et honteuse, constituent l'illustration de son projet pour l'Europe : un projet. (Le Pen, citée dans Rassemblement national, 2019d)<br><br>En matière de représentation diplomatique, ce traité aura des conséquences irréparables. L'article 8 du traité avance significativement sur le partage avec l'Allemagne du siège permanent de la France au Conseil de sécurité. (Le Pen, citée dans Rassemblement national, 2019d) |
| | Défense du bilatéralisme | 6 | 3,26 | Ma politique de restauration de la place de la France dans le concert des nations dans le concert des nations, si les Français m'élisent le 24 avril prochain, sans |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| | | | | bien sûr renoncer au multilatéralisme, j'insisterai sur l'approfondissement du bilatéralisme aujourd'hui trop négligée au profit du multilatéralisme et qui doit être au cœur de notre action diplomatique. (Le Pen, citée dans France24, 2022)<br><br>Dans ce retour au bilatéralisme, permettez-moi d'illustrer mon projet par l'évocation non exhaustive de plusieurs des pays avec lesquels la France entretient des relations privilégiées. Tout d'abord, le Levant, le Liban est cher à mon cœur et constituera l'une de mes priorités. (Le Pen, citée dans France24, 2022). |
| | Allemagne | 4 | 2,17 | Dans le domaine de la défense, l'Allemagne a des intérêts divergents des nôtres. Elle considère l'OTAN comme le pilier naturel de sa sécurité, aujourd'hui comme hier, ce qui l'amène à acheter américain, défense sol-air, avion de patrouille maritime et avions de combat pour la mission nucléaire de l'OTAN et à ne pas s'être dotée d'un modèle d'armée complet (Le Pen, cite. |
| | Russie | 5 | 2,7 | Nous devons entretenir des rapports apaisés avec la Russie, conformes à nos intérêts diplomatiques et commerciaux ; c'est la raison pour laquelle nous devons mettre fin aux sanctions économiques qui nous sont préjudiciables. (Le Pen, citée dans Rassemblement national, 2018d). |
| Rejet de l'OTAN | Soumission à la puissance américaine | 15 | 8,15 | Il appartient à chaque pays de trouver les voies politiques de défense de ses intérêts nationaux. Je me réjouirai du succès des partis nationaux partout où ils se produisent en Europe. Nous devons nous affranchir de la tutelle américaine et sortir de la logique d'alliances militaires quelque peu anachroniques et qui nous engagent dans des guerres qui ne sont pas les nôtres. (Le Pen, citée dans Rassemblement national, 2018d).<br><br>Enfin, nous devons, États membres de l'OTAN, nous interroger sur la définition du rôle de cette alliance après la dissolution du pacte de Varsovie. Dès que la guerre Russo-ukrainienne sera achevée et aura été réglée par un traité de paix (Le Pen, citée dans France24, 2022). |
| Rejet de l'Union européenne | Affaiblissement des États-nations | 34 | 18,47 | Toute la construction européenne et tous les Traités relatifs à l'économie internationale ont été viciés dès l'origine par ce dogme du libre-échange absolu et mondial. Et la déréglementation totale des mouvements de capitaux. (Le Pen, citée dans Rassemblement national, 2016a).<br><br>L'Union européenne aura laissé la place à l'Alliance européenne des nations libres et souveraines. C'est-à-dire, en réalité, la vision qui était la vision première de l'Europe où les différents peuples européens conserveront leur souveraineté. C'est-à-dire, la liberté de décider pour eux-mêmes. Ils maitriseront, par exemple, leurs frontières et pourront décider de qui rentre et qui ne rentre pas sur leur territoire. Ils auront la maîtrise de leur monnaie, pour pouvoir adapter cette monnaie à leur économie pour pouvoir éviter de se retrouver avec cette situation, que nous connaissons, de chômage de masse et de perte de compétitivité (Le Pen, citée dans République française, 2017). |

Tableau 13: Quelques extraits des discours de Marine Le Pen sur les éléments de la dimension internationale de son programme

### 1. Pratique du Protectionnisme économique

Comme mentionné, le protectionnisme économique détient la plus importante proportion de tous les éléments. Dans ses discours, Marine Le Pen fait régulièrement référence à cette politique. Le 9 septembre 2016, elle était en déplacement aux « Assises du produire en France », à Reims, pour rencontrer les chefs d'entreprises et les acteurs économiques du « Made In France ». Organisées par l'organisation à but non lucratif *Origine et Service France Garantie*, les Assises ont pour mission de défendre et valoriser les produits de fabrication française et les entreprises qui les produisent ainsi que la promotion de la Marque France dans tous les secteurs d'activité (Assises du produire en

France, 2022). C'est donc à la deuxième édition d'un tel évènement à fort élan protectionniste, et qui a réuni environ 500 entrepreneurs que Marine Le Pen a tenu son discours sur thème le « Fabriqué en France ».

Dès le début de son discours, Marine Le Pen s'attaque au libre-échange comme étant la cause du chômage en France: « Ce chômage de masse a une cause, à savoir la libéralisation mondiale des échanges, associée à une déréglementation totale des mouvements de capitaux et au dumping monétaire et social » (Le Pen, citée dans Rassemblement national, 2016a). Elle a ajouté pour dire que « Heureusement, le peuple, lui, ne s'y trompe pas. Quand il est sondé sur le sujet de la protection ou du libre-échange, il se prononce à près de 70% pour une politique protectionniste ». Marine Le Pen s'en prend aussi aux principes fondateurs de l'Union européenne. À travers cette déclaration, elle remet en cause les pratiques de cette organisation supranationale:

> Toute la construction européenne et tous les Traités relatifs à l'économie internationale ont été viciés dès l'origine par ce dogme du libre-échange absolu et mondial. Personne ne veut donc reconnaître cette évidence : si toutes les politiques mises en œuvre depuis trente ans ont échoué, c'est que l'on a constamment refusé de s'attaquer à la racine du mal, la libéralisation mondiale excessive des échanges et la déréglementation totale des mouvements de capitaux. (Le Pen, citée dans Rassemblement national, 2016a).

Elle continue pour dire que toute forme de patriotisme économique et de protectionnisme intelligent serait impossible tant que la France sera « prisonnière de l'Union européenne et de l'euro ! ». Depuis 2001, entre le libre-échange excessif et l'euro trop cher, la France a ainsi perdu un million d'emplois industriels, a-t-elle observé. Pour elle, incontestablement, la politique de libre-échange mondialiste que mettent en œuvre l'Union européenne et les partis qui la soutiennent est la cause majeure, de loin la plus importante, du sous-emploi massif dans le pays et sa désindustrialisation. Elle demande au public d'être attentif aux discours des autres dirigeants politiques, car, selon elle, parler du Produire en France, c'est réclamer l'indépendance du pays, comme l'ont fait les Britanniques. Il va plus loin en disant que:

> Pour toutes les grandes organisations supranationales, le chômage qui se constate dans les pays développés serait dû essentiellement à leur incapacité à s'adapter aux nouvelles conditions imposées de façon inéluctable par la mondialisation. Cette adaptation exigerait que les salariés soient plus flexibles, les coûts salariaux abaissés, et tout particulièrement les rémunérations des salariés les moins qualifiés. Pour toutes ces organisations, le libre-échange

> ne peut être que créateur d'emplois et d'accroissement des niveaux de vie. La concurrence des pays à bas salaires ne saurait être retenue comme cause du développement du chômage. (Le Pen, citée dans Rassemblement national, 2016a).

À travers ce discours, Marine Le Pen s'est adressée à toute la classe politique française en l'exhortant de ne pas s'enfoncer dans le libre-échange qui est, selon elle, un « non-sens économique et un déni de démocratie ». Elle soutient que la mondialisation de l'économie ne profite qu'aux élites et que celle-ci ne peut qu'entrainer partout le chômage, les injustices, le désordre et l'instabilité; ce libre-échange serait au final désavantageux pour l'ensemble du peuple. « Le libre-échange généralisé est un échec » (Le Pen, citée dans Rassemblement national, 2016a). Pour elle:

> Cette mondialisation sauvage n'est ni inévitable, ni nécessaire, ni souhaitable. Les adversaires obstinés de tout protectionnisme, quel qu'il soit, commettent une erreur : ne pas voir qu'une économie de marché ne peut fonctionner correctement que dans un cadre institutionnel, politique et éthique qui en assure la stabilité et la régulation. Le véritable fondement du protectionnisme, sa justification majeure et sa nécessité, c'est la protection indispensable contre les désordres et les difficultés engendrées par l'absence de véritable régulation à l'échelle mondiale. Dépassons les caricatures, le choix réel n'est pas entre l'absence de toute protection d'un côté et l'isolationnisme de l'autre. (Le Pen, citée dans Rassemblement national, 2016a).

Elle a conclu son discours pour dire que le protectionnisme est « le seul moyen théorique de créer massivement des emplois ». Pour bien préparer les élections de 2017, le Rassemblement national a organisé, les 4 et 5 février 2017 à Lyon, les Assises présidentielles devant plusieurs dizaines de militants, de sympathisants et cadres du Parti. Avant le discours de Marine Le Pen, présidente du Parti à l'époque, il y a eu les discours de plusieurs cadres à savoir Jean Lin Lacapelle, Secrétaire national aux fédérations et à l'implantation, David Rachline, Sénateur-Maire de Fréjus et Directeur de campagne de Marine Le Pen à l'époque, Florian Philippot, Vice-président du Front national (Rassemblement national aujourd'hui), Nicolas Bay, Secrétaire Général du Parti, pour ne citer que ceux-là. Prenant la parole, Marine Le Pen commence par « Très chers compatriotes de métropole, de l'outre-mer ou de l'étranger ». Elle dénonce par la suite le choix du libre-échange comme politique économique du gouvernement. Elle remet en question la mondialisation dont elle affirme se développer à un double niveau:

> La mondialisation d'en bas avec l'immigration massive, levier du dumping social mondial, et la mondialisation d'en haut avec la financiarisation de l'économie. La mondialisation qui était un fait avec la multiplication des échanges, ils en ont fait une idéologie : le mondialisme économique qui refuse toute limitation, toute régularisation de la mondialisation et qui, pour

> cela, a affaibli les défenses immunitaires de la Nation, la dépossédant de ses éléments constitutifs : frontière, monnaie nationale, autorité de ses lois conduite de l'économie, permettant ainsi à un autre mondialisme de naître et croître : le fondamentalisme islamiste. (Le Pen, citée dans Rassemblement national, 2017).

Selon Marine Le Pen le mondialisme financier, incarné par l'Union européenne, est porté par une certaine classe politique en France et le mondialisme d'en bas œuvre à la disparition de la nation française. Ce mondialisme économique et financier recommande la liberté de circulation et la liberté d'installation. Avec ce mondialisme, les cultures des peuples, c'est-à-dire ce qui fait la diversité du monde, sont gommées pour faciliter la commercialisation de produits standards. Selon Marine, ce mondialisme économique avance avec le bouclier de la liberté du commerce, tandis que le second, le fondamentalisme islamiste, instrumentalise le principe de la liberté religieuse pour tenter d'imposer des schémas de pensée qui sont clairement à l'opposé des valeurs du Rassemblement national. Elle poursuit pour dire que le mondialisme économique promeut l'individualisme, l'islamisme radical et le communautarisme. Pour elle : « Le mondialisme s'appuie, sur la négation des valeurs sur lesquelles la France s'est construite et sur les principes sur lesquels l'immense majorité des Français se reconnaissent encore » (Le Pen, citée dans Rassemblement national, 2017).

Marine Le Pen a défendu son programme lors du débat télévisé de l'entre-deux-tours de l'élection présidentielle de 2017, face à Emmanuel Macron. Le débat a duré près de trois heures et a eu lieu le 3 mai 2017, face à quelques centaines de participants. Il était transmis sur plusieurs chaînes de télévision, telles France 2, TF1 et Le Monde. Plusieurs questions internationales divisaient les deux candidats de l'époque, dont l'Europe et la politique économique. Pour Marine Le Pen, l'Union européenne devrait laisser la place à l'Alliance européenne des nations libres et souveraines. Selon elle, la vision première de l'Europe, où les différents peuples européens pourront conserver leur souveraineté. C'est-à-dire que ceux-ci pourront maitriser leurs frontières, et décider de ceux qui rentrent sur leur territoire et qu'ils auront la maîtrise de leur monnaie pour pouvoir l'adapter à leur économie. Elle continue pour dire qu'avec l'Europe des nations, la France retrouvera la souveraineté économique :

> Puis surtout nous retrouverons la souveraineté économique, c'est-à-dire la liberté de faire du patriotisme économique, de donner un avantage à nos entreprises françaises dans les marchés publics, de faire du protectionnisme intelligent, c'est-à-dire de mettre en place les écluses qui sont nécessaires pour que des productions ne viennent pas nous concurrencer en faisant du dumping sanitaire, du dumping social, du dumping environnemental. Monsieur Macron, je sais que vous êtes pour le CETA, je sais que vous êtes pour le TAFTA. C'est-à-dire, en réalité, pour des accords de libre-échange qui nous sont imposés et qui ne sont pas décidés par nous, qui ont des conséquences très lourdes sur notre agriculture, sur nos éleveurs, mais aussi sur nos industries. (Marine Le Pen, citée dans République française, 2017).

Après avoir perdu le deuxième tour des élections le 7 mai 2017, Marine Le Pen revient quelques mois plus tard, plus précisément le 11 mars 2018, lors du Congrès du Rassemblement national, à Lille, devant plusieurs dizaines de partisans pour dire: « Le mondialisme et l'islamisme sont deux idéologies qui veulent dominer le monde : l'un par le commerce, l'autre par le religieux » (Le Pen, citée dans Rassemblement national, 2018c). Précisions que c'est au cours de ce 16e congrès qu'il y a eu la présentation du nouveau nom Rassemblement national, après le vote des adhérents, qui était auparavant Front national. Marine Le Pen appelle à défendre la liberté économique. Selon elle, en matière de liberté économique, la France vit une logique paradoxale. Elle affirme que d'un côté, les grands groupes jouissent de la liberté, et, de l'autre, « les petits sont soumis à des tracasseries insupportables au quotidien qui pénalisent leur développement ». Il souligne que :

> Là aussi nous devons mettre en place de nouvelles régulations empreintes de pragmatisme et du souci de l'efficacité. Les petites et moyennes entreprises françaises servent la France. Elles doivent être soutenues. Elles doivent être aidées à conquérir le monde. C'est ce que nous appelons le patriotisme économique, qui est légitime et que nous mettrons en œuvre, car, dans un contexte de guerre économique, tous les pays l'appliquent. (Le Pen, citée dans Rassemblement national, 2018c).

Quelques mois plus tard, plus précisément, le 2 juillet 2018, elle déclara au journal italien Libéro que « L'UE est en faillite, son modèle politiquement fédéraliste et économiquement libre-échangiste est à bout de souffle. Elle est discréditée par ses échecs et sa vision carcérale. À nous de définir pour les Européens un nouveau cadre de coopération des nations de notre continent » (Le Pen, citée dans Rassemblement national, 2018d). Marine Le Pen a accordé une de ses dernières interviews de campagne à cinq journalistes du quotidien Ouest-France, le 21 avril, au siège du Rassemblement national à Paris. Au cours de cette interview qui a eu lieu au lendemain du débat de l'entre-deux-tours, Marine Le Pen a promis « défendre le patriotisme économique » en :

protégeant les industriels et les agriculteurs des importations frauduleuses qui sont une concurrence déloyale. En mettant en place la suppression de la contribution foncière des entreprises qui va particulièrement aider les TPE et PME. En exonérant de C3S (contribution sociale de solidarité des sociétés) dans les zones de relocalisation. Il faut cibler particulièrement les TPE-PME. (Le Pen, citée dans Ouest-France, 2022).

Nous avons observé que Marine Le Pen met souvent en relation la liberté de circulation des produits et services, à travers le libre-échange avec l'immigration. La prochaine section analyse un autre élément important de la dimension internationale du programme de Marine Le Pen. Il s'agit de l'immigration qui constitue un des éléments de la pratique de la politique illibérale.

### 2. Le rejet de l'immigration

Comme mentionné, l'immigration est le thème de prédilection du populisme de droite et le Rassemblement national ne fait pas l'exception. En abordant le thème de la santé dans le débat de l'entre-deux-tours des élections du 3 mai 2017, Marine Le Pen a affirmé qu'« il y a surtout un énorme problème d'immigration clandestine et le système de santé est noyé par l'immigration clandestine en Guyane et à Mayotte » (Le Pen, citée dans République française, 2017). Elle soutient que, si les coûts de certains médicaments sont élevés, c'est parce que «  l'on a abandonné l'idée d'avoir des laboratoires qui soient des laboratoires français au profit des grands groupes, au nom de la mondialisation ». Après sa défaite aux élections présidentielles de 2017, Marine Le Pen avait déjà entamé, non seulement la campagne pour les élections européennes du 26 mai 2019, mais aussi les élections présidentielles de 2022 en France. Sa stratégie a porté fruit, puisqu'en mai 2019, la liste du Rassemblement national menée par Jordan Bardella est arrivée en tête des élections européennes en France, avec 23,34% des suffrages exprimés. Le Parti a ainsi obtenu 22 sièges du Parlement européen, puis 23 après la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne (Toute l'Europe, 2024a).

C'est dans ce contexte de victoire européenne que Marine Le Pen a entamé la campagne pour les élections présidentielles de 2022. Pour ce faire, elle s'est déplacée dans la région de l'Alsace-Lorraine le 24 février 2018, et a tenu un discours devant plusieurs centaines de militants. Elle s'attaquait à l'immigration en déclarant que « La nouvelle loi sur l'immigration que le gouvernement s'apprête à discuter est une nouvelle fumisterie »

(Le Pen, citée dans Rassemblement national, 2018a). Elle a par la suite observé que : comme d'habitude, comme dans un jeu de rôle bien rodé, nous allons entendre le concert des pleureuses qui sont censées crier à la loi répressive, à l'atteinte aux droits, à la violation de la tradition d'accueil de la France.

> À ce rythme-là, nous ne sommes plus dans une tradition d'accueil, mais dans un processus de dépossession. Rien sur le contrôle aux frontières de la France. Aucun moyen supplémentaire pour les reconduites à la frontière. Rien sur les pompes aspirantes de l'immigration, comme l'AME qui nous coûte plus d'un milliard par an. Rien sur la présomption de minorité qui fait de tout migrant sur simple déclaration prétendant qu'il est mineur un illégal non expulsable. (Le Pen, citée dans Rassemblement national, 2018a).

Quelques semaines plus tard, plus précisément, le 11 mars 2018, le Rassemblement national a tenu son 16e Congrès à Lille. Après avoir rappelé la genèse du Parti, Marine Le Pen déclara que « L'immigration légale et illégale n'est plus tenable » (Le Pen, cité dans Rassemblement national, 2018c). Selon elle :

> L'argent des Français doit d'abord revenir aux Français. Nous n'avons pas les moyens d'accueillir, de loger, de soigner, de nourrir la terre entière. La protection des Français, c'est aussi la protection de leur identité: en France, sauf les ecclésiastiques, on ne s'habille pas en tenues religieuses dans les villes; en France, on ne se baigne pas tout habillé dans les piscines publiques; en France, on peut croire ou ne pas croire, on choisit la religion qu'on embrasse, on peut en changer; en France, les femmes s'habillent comme elles veulent sans être importunées; en France, on serre la main aux femmes. En France, quand on est étranger, on respecte la loi; en France, quand on est étranger et délinquant, on doit reprendre l'avion (Le Pen, citée dans Rassemblement national, 2018c).

Au cours de l'interview qu'elle a accordé au journal italien Libero, Marine Le Pen a été invitée à se prononcer sur la politique d'immigration de Matteo Salvini. En effet Salvini, leader de La Ligue (ex-Ligue du Nord, parti d'extrême droite) et ministre de l'Intérieur et vice-président du Conseil des ministres italien en 2018, est aujourd'hui Vice-premier ministre (La Presse, 2024). On se souvient qu'en 2018, l'Italie avait adopté, sous l'impulsion de Salvini « un décret-loi controversé durcissant sa politique d'immigration » (La Presse, 2018). En 2024, alors Vice-premier ministre italien, il a été accusé d'avoir bloqué en mer un navire à bord duquel se trouvaient des migrants secourus en Méditerranée (La Presse, 2024). Lorsque Marine Le Pen a déclaré au cours de son interview au journal Libero italien que « Matteo est un ami et un allié et nous échangeons régulièrement toujours avec le même plaisir », on comprend qu'il existe une affinité entre les deux partis d'extrême droite. La déclaration suivante confirme davantage notre argument :

> La Lega, sous son impulsion, a développé une ligne politique et stratégique très proche du Rassemblement national avec une vision nationale souveraine et sociale. Ce qui fait de la Lega un parti frère du Rassemblement national. Nos positions en matière d'immigration sont quasiment identiques. (Le Pen, citée dans Rassemblement national, 2018d)

Marine Le Pen a affirmé que Matteo Salvini et Viktor Orbán montrent le chemin de la solution à l'immigration, car ils ont su dire non. En effet, Viktor Orbán, premier ministre hongrois depuis plusieurs années, est connu pour ses positions anti-immigration, car affirmant que la migration a un effet corrosif sur la législation de l'UE (Skujins, citée dans Euronews, 2024). Il avait déclaré en 2024, au forum de Cemobbio, dans le nord de l'Italie, que la migration allait désintégrer l'UE, en demandant de « nouvelles lois pour endiguer ce flux » (Skujins, citée dans Euronews, 2024). Au cours, de son interview, Marine Le Pen a soutenu l'argument de Viktor Orbán selon lequel l'immigration a un impact négatif sur les systèmes économiques et sociaux des États:

> L'immigration est un phénomène de grande ampleur qui emporte tout. Nous le savons puisqu'elle met en péril nos systèmes économiques, nos systèmes sociaux et nos identités. Ce que n'avaient pas prévu les immigrationnistes de l'UE c'est que cette vague va également mettre à bas leurs institutions hors sol en provoquant la révolte légitime des peuples. (Le Pen, citée dans Rassemblement national, 2018d)

Le 19 janvier 2019, Marine Le Pen a prononcé un discours au Thor, dans le Vaucluse, pour lancer sa campagne pour les élections européennes qui se sont tenues les 25 et 26 mai 2019, mais aussi pour entamer sa campagne pour les élections présidentielles françaises. Elle a estimé que l'État doit adopter plus de mesures nécessaires pour protéger le peuple : « Vous mesurez combien, il est nécessaire d'apporter à notre peuple les protections dont il a besoin, combien sont nécessaires les régulations qui permettront ce que nous appelons « le juste échange », combien le retour à une politique ferme sur l'immigration et la délinquance s'impose de manière urgente » (Le Pen, citée dans Rassemblement national, 2019d).

Au 17e Congrès du Rassemblement national à Pérignan, dans le sud de la France, à la frontière avec l'Espagne, Marine Le Pen s'est entretenue pendant plus d'une heure avec ses militants. Au cours de ce Congrès du 5 juillet 2021, qui a vu sa réélection pour un quatrième mandat, par 98,35% des voix, Marine Le Pen a annoncé aux militants la nomination de Jordan Bardella comme premier vice-président (Johannes, citée dans Le

Monde, 2021). Après avoir accusé l'Union européenne de vision impérialiste, Marine Le Pen soutient que « la souveraineté est aux Nations ce que la liberté est pour les hommes ». Pour ce faire, elle ajoute que « Nous voulons pouvoir décider par nous-mêmes de nos engagements, de nos lois, de nos modes de vie » (Le Pen, citée dans Rassemblement national, 2019d). Avec une telle posture, Le Pen réfute les engagements internationaux que prend l'UE et qui doivent s'imposer aux nations, et ce, à l'image du Pacte sur la migration et l'asile. Ce pacte qui vise à rendre le système européen de migration et d'asile plus efficace, plus résistant aux crises et plus solidaire, est dénoncé par Marine Le Pen, qui a affirmé que :

> Ce Pacte pour les Migrations de l'Union européenne, c'est la mise sous tutelle et sous contrôle des Nations européennes pour l'accueil, la répartition, et le séjour des migrants. Ce pacte pour les migrations facilitera l'apparition de nouvelles filières d'immigration ainsi que des possibilités accrues de régularisation. (Rassemblement national, 2021).

Après 2017, Marine Le Pen a affronté pour la deuxième Emmanuel Macron au cours du débat télévisé de l'entre-deux-tours de l'élection présidentielle de 2022, plus précisément le 20 avril 2022, pendant près de trois heures. Les journalistes suivants, Gilles Bouleau, journaliste et reporter à TFI et LCI, et Léa Salamé, animatrice de radio et de télévision, étaient chargés d'administrer les questions. Au cours de ce débat, Marine Le Pen a dénoncé le manque d'exécution des obligations de quitter le territoire émises à l'endroit des immigrants, arguant que cela a un impact sur le système social de l'État:

> ..puisqu'il n'y a que 10% d'exécutions des obligations de quitter le territoire,donc tout cela doit profondément changer, car l'immigration est un problème qui fait dépenser beaucoup d'énergie à notre société dans beaucoup de domaines. (Le Pen, citée dans République française, 2022).

Invitée de Christine Kelly dans l'émission « Face à l'info » de la chaîne Cnews le 5 décembre 2024, Marine Le Pen a manifesté son mécontentement à l'égard du gouvernement qu'elle a accusé de laxisme dans la gestion du flux migratoire. Selon elle, le gouvernement devrait prendre des décisions et poser des actes, et non se contenter des paroles:

> Voilà le ministère de la parole, le ministère des petits muscles qu'on montre à la télévision, des déclarations martiales, ça ne fonctionne plus. Ce que nous attendons, ce sont des actes. Or, moi, je suis navrée, mais il y a des choses que je n'ai pas entendues dans la bouche de Monsieur Retaillot. Je n'ai pas entendu la remise en cause du pacte d'immigration qui oblige

> aujourd'hui la France à accueillir dans les villages Français des migrants sous peine d'amende, je n'ai pas entendu cela. (Le Pen, citée dans CNEWS, 2024).

Lors de son discours à l'hémicycle, le 1er octobre 2024, Marine Le Pen a abordé encore une fois la question d'immigration. En effet, son discours est intervenu dans un contexte particulier de crise politique sous la cinquième République qui survient sur fond de crise sociale et de forte inflation. Après la victoire du Rassemblement national aux élections européennes, la crise débute par la dissolution de l'Assemblée nationale décidée par Emmanuel Macron en juin 2024, aussitôt suivie par des élections législatives. La présidente du groupe Rassemblement national à l'Assemblement nationale a commencé par décrire le contexte et accuser le gouvernement de n'avoir pas pu prendre les mesures nécessaires pour éviter une telle crise à la France. Elle a dénoncé par la suite la coalition mise en place par le gouvernement avec les autres partis politiques, qu'elle a qualifiés de «  vide et cynique » et dont le seul objectif ne fut pas de donner à la France un projet commun positif, mais de briser un élan démocratique qui se faisait jour, d'interdire l'alternance, l'alternance qui est pourtant la marque et la mesure de la bonne santé d'un système démocratique (Le Pen, citée dans CNEWS, 2024). Abordant la question, elle a affirmé que:

> L'immigration et l'insécurité ont atteint des niveaux records malgré un niveau de pression fiscale sans équivalent au monde, nos services publics sont en état d'urgence et ressemblent de plus en plus à une vaste opération de falsification des comptes de l'État. (Le Pen, citée dans CNEWS, 2024).

Une fois élue, Marine Le Pen annonce que les décisions prises par la France seront faites en toute souveraineté, en fonction des intérêts nationaux français. L'analyse de ces discours suivants laisse croire que les décisions seront prises de manière unilatérale, sans consultation préalable des alliés.

### 3. La pratique de l'unilatéralisme

Comme mentionné, Marine Pen  souhaitait sortir la France des engagements internationaux qui, selon elle, ne garantissent pas les intérêts nationaux du pays. Lors des assises présidentielles, tenues le 5 février à Lyon par le Rassemblement national, Marine Len a développé la notion de souveraineté comme la condition sine qua non de laquelle

dépend l'issue de toutes ses autres préoccupations: « Enfin, cette révolution de la liberté est celle de nos libertés collectives qu'on appelle pour un État la souveraineté, c'est-à-dire concrètement pour un peuple la liberté de décider pour lui-même » (Le Pen, citée dans Rassemblement national, 2017). Sans souveraineté, tout projet devient une promesse mensongère, avait-elle déclaré. Elle a continué pour dire que, sans souveraineté, l'État ne peut avoir de contrôle sur ses frontières, sur sa politique d'immigration, ni lutter contre la concurrence déloyale imposée par le libre-échange. Pour ce faire, elle a déclaré qu'en refusant de s'affranchir du carcan de l'Union européenne qui est décisionnaire sur ces sujets, aucun changement n'est possible. Elle a promis donc de sortir la France de l'UE une fois élue à la tête du pays: « Si l'Union européenne ne se soumet pas, alors je demanderai aux Français de voter au référendum pour se démettre de ce cauchemar et redevenir libre » (Le Pen, citée dans Rassemblement national, 2017).

Quelques mois après sa défaite aux élections de 2017, Marine Le Pen s'est rendue en Alsace, précisément le 24 février 2018. Elle a félicité les partisans du Brexit, car, selon elle, les fossoyeurs de l'idée européenne, ce sont les partisans de l'Union européenne. Pour elle, le Brexit est la preuve du rejet de l'UE, puisque les Britanniques, à défaut de pouvoir réorienter la construction européenne, ont préféré sortir. Le Brexit, loin donc d'être un acte de trahison de l'Europe, reste le symbole d'un échec de l'Union européenne qui n'arrive plus à susciter l'adhésion (Le Pen, citée dans le Rassemblement national, 2018a). Elle a par la suite évoqué le cas de la France en disant que : « Nous, Français, comme les Hollandais, nous avons voulu sortir par la porte du référendum de 2005 et Sarkozy nous a fait rentrer de force par le soupirail d'une décision unilatérale au mépris d'une décision démocratique » (Le Pen, citée dans Rassemblement national, 2018a).

Nous avons noté aussi que Marine Le Pen rejette le multilatéralisme. Nous avons fait ce constat à travers la défense de l'intérêt égocentrique de la France, par la promotion du bilatéralisme ainsi que par la défense de l'isolationnisme.

### 4. La défense de l'intérêt national égocentrique

La défense de l'intérêt national français constitue un point central de son programme. Comme mentionné dans la section sur le protectionnisme économique, Marine Le Pen déclarait au lendemain du débat de l'entre-deux-tours qui l'a opposé à Emmanuel Macron le 20 avril 2022 qu'elle souhaitait défendre le « patriotisme économique ». Notons que, depuis 2016, plus précisément le 9 septembre 2016, lors des « Assises du produire en France » à Reims, Marine Le Pen tenait ce discours. Selon elle, « prétendre faire du patriotisme économique en l'état des interdits imposés par l'UE est donc un vaste enfumage. C'est rigoureusement impossible, sauf à enfreindre les directives et donc la loi européennes » (Le Pen, citée dans Rassemblement national, 2016a). Lors de ces Assises à Reims, elle a souhaité un État français souverain afin d'avoir les manœuvres nécessaires pour prendre les décisions qui garantissent les intérêts nationaux du pays.

> Le retour de notre souveraineté est donc une condition indispensable pour promouvoir le « Fabriqué en France » et aider ainsi les entreprises françaises. Cette souveraineté, dans toutes ses dimensions : territoriales, législatives, économiques et monétaires, est la clé de voûte et la pierre angulaire de mon projet pour la France. (Le Pen, citée dans Rassemblement national, 2016a).

Une année plus tard, le Parti a tenu ses Assies à Lyon, plus précisément, le 5 février 2017. Lors du Congrès du Rassemblement national, le 11 mars 2018 à Lille, après avoir accusé les immigrants de vols d'emplois, Marine Le Pen a centré le discours sur la défense de l'intérêt de ses compatriotes :

> L'argent des Français doit d'abord revenir aux Français. Nous n'avons plus les moyens d'accueillir, de loger, de soigner, de nourrir la terre entière. Protéger la France c'est aussi préserver notre patrimoine naturel, nos lacs, nos rivières, nos forêts, nos côtes, tout ce qui fait de la France un pays d'une incomparable richesse. (Le Pen, citée dans Rassemblement national, 2018c).

Elle a estimé qu'« il y a trop d'UE et pas assez de France. Lors des prochaines élections européennes, ce sera l'Europe des nations contre la Commission ». Le 19 janvier 2019, au Thor dans le Vaucluse, en prélude aux élections européennes, Marine Le Pen a dénoncé le Traité d'Aix-la-Chapelle qu'Emmanuel Macron a signé avec la ville allemande d'Aix-la-Chapelle quelques jours plutard, soit le 22 janvier 2019. En effet, l'objectif du Traité est de renforcer « les liens déjà étroits entre l'Allemagne et la France, notamment dans les domaines de la politique économique, de la politique étrangère et de sécurité, de l'éducation et de la culture, de la recherche et de la technologie, du climat et de

l'environnement, ainsi qu'en matière de coopération entre les régions frontalières et entre les sociétés civiles » (Toute l'Europe, 2021). En ce qui concerne la politique étrangère et de sécurité, Allemands et Français entendaient davantage unifier leur coopération, pour s'exprimer à terme d'une seule et même voix. Marine Le Pen a remis en question un tel objectif, car, selon elle, ce Traité menacerait les intérêts nationaux français et enfreindrait à la souveraineté du pays :

> En matière de défense, ce traité aura des conséquences particulièrement dommageables : pourquoi faudrait-il demander à l'Allemagne l'autorisation d'intervenir militairement quelque part si nos intérêts sont en jeu ou au contraire accepter d'engager nos soldats dans des guerres qui ne sont pas les nôtres ? Pourquoi s'engage-t-on, par principe, à coopérer en matière militaire avec l'Allemagne alors qu'il peut être de notre intérêt de coopérer avec d'autres pays, comme la Grande-Bretagne, par exemple ? Peut-on accepter de partager avec l'Allemagne notre arme nucléaire, qui est l'instrument de la puissance et de l'indépendance de la France? (Le Pen, citée dans Rassemblement national, 2019d).

Pour Marine Le Pen, « c'est évidemment inacceptable », avant d'ajouter que :

> Le seul fil conducteur qui nous guide c'est l'intérêt national, parce que ce qui nous porte c'est l'amour de la France et des Français. Nous existons par la France, son histoire, ses couleurs, ses saveurs, et c'est par la France, sa langue et son génie propre, que nous sommes au monde et que nous allons affronter victorieusement la mondialisation. C'est cela qui rapproche dans le même élan tous les patriotes venus d'autres horizons, comme Thierry Mariani que je suis heureuse et fière d'accueillir sur notre liste de rassemblement. Nous partageons le même amour de notre Nation, la même détermination à défendre notre peuple, la même volonté de rendre à notre pays sa grandeur. Le 26 mai sera un rendez-vous historique. (Le Pen, citée dans Rassemblement national, 2019d).

À Pérignan, au Congrès du Rassemblement national du 5 juillet 2021, Marine Le Pen a une fois de plus mis en avant l'intérêt égocentrique de la France. La nation c'est l'échelon le plus protecteur, car il n'y a pas de meilleurs garants de l'intérêt des Français que les Français eux-mêmes, avait-elle déclaré. Elle a continué pour dire que la nation, c'est l'échelon qui a préservé le cadre de vie des Français et leur épanouissement individuel. Selon elle, « la nation française est aujourd'hui attaquée et, disons-le, menacée de disparition. Ébranlée à la base par le séparatisme, elle est aussi gravement attaquée par le haut par le mondialisme et son bras armé, l'Union européenne » (Le Pen, citée dans Rassemblement national, 2021). Elle a soutenu que sa candidature est celle de la restauration, de l'autorité de l'État, de la protection et de la justice pour les Français.

Marine Le Pen a donné une conférence de presse aux Salons Hoche, à Paris, pour donner sa vision sur la politique étrangère, le 13 avril 2022, face à plusieurs médias et de nombreux militants. « La France n'est pas une nation moyenne, mais une grande puissance qui compte encore », avait-elle déclaré en préambule, tout en vantant « indépendance, équidistance et constance » pour sa diplomatie (Coutausse, cité dans Le Monde, 2022a). Tel est le principe premier qui devrait sous-tendre toute action stratégique de la candidate aux élections présidentielles de 2022. Elle a par la suite ajouté que :

> Le second principe qui guidera mes pas est la défense urbi et orbi de l'intérêt national c'est-à-dire ce qui est bon, nécessaire et utile à la France. Cette conception n'est pas étriquée ni même égoïste, elle est non seulement naturelle à tous les pays, mais elle est en outre le pré requis de toute diplomatie active et entreprenante. Qu'est-ce qu'on fait une alliance si ce n'est que l'acceptation mutuelle d'un intérêt commun sans cesse rafraîchit par la réciprocité et la valeur des services rendus. Le troisième principe que je remettrai au cœur de mon action diplomatique est le retour des valeurs traditionnelles de la diplomatie française indépendante, équidistance et constance. (Le Pen, citée dans France24, 2022).

La candidate d'alors du Rassemblement national a dit aussi s'inscrire dans la tradition westphalienne des relations équilibrées entre les États souverains et dans la tradition de 1815 d'intégration de la France dans le concert européen et dans le concert des nations « sans subir ni chercher à imposer d'hégémonie, non parce que la France n'aurait plus les moyens d'exercer une quelconque hégémonie impériale, coloniale, linguistique ou commerciale, mais parce que cela au fond ne correspond pas aujourd'hui à sa vocation » (Le Pen, citée dans France24, 2022). Marine Le Pen a défendu aussi cette vision d'intérêt national française au cours du débat de l'entre-deux-tours qui l'a opposé à Emmanuel Macron le 20 avril 2022 en se demandant:

> Qu'il y a effectivement toute une série de politiques dont je me dis pourquoi la France n'arrive jamais à défendre ses intérêts. Pourquoi, moi qui ai été députée européenne j'ai vu l'Allemagnedéfendre sur des dossiers ses intérêts pied à pied. Je n'ai jamais vu les dirigeants français défendre les intérêts des Français. (Le Pen, citée dans République française, 2022).

Nous avons vu que la défense de l'intérêt national français est au cœur du programme politique de Marine Le Pen. Elle réclame un État français souverain, indépendant et équidistant afin d'avoir les marges de manœuvre nécessaires pour prendre les décisions qui garantissent l'intérêt national du pays. Elle remet aussi en question les engagements pris par le gouvernement au sein de l'UE et d'autres organismes multilatéraux. La candidate

d'alors du Rassemblement national soutient qu'elle sortirait la France de ces accords en cas de victoire aux élections présidentielles, pratiquant ainsi la politique d'isolationnisme.

### 5. **La pratique de l'isolationnisme**

Étant donné que Marine Le Pen n'a jamais exercé le pouvoir d'État, nous allons observé sa pratique de l'isolationnisme par la dénonciation et la remise en cause des engagements internationaux ou régionaux qu'on prit le gouvernement. Par exemple, lors des assises présidentielles de Lyon, tenues le 5 février 2017, Le Pen a déclaré que :

> C'est pourquoi, élue, j'annoncerai la tenue d'un référendum dans les six mois sur le maintien ou la sortie de l'Union européenne et j'engagerai immédiatement avec nos partenaires européens, dont beaucoup aspirent comme nous à la souveraineté -, une renégociation avec ce système européiste tyrannique qui n'est en l'état plus un projet, mais une parenthèse et je l'espère un jour un mauvais souvenir. (Le Pen, citée dans Rassemblement national, 2017).

Elle est allée plus loin pour dire que son objectif est de trouver dans un bref délai un compromis qui permet à la France de recouvrer ses quatre souverainetés, à savoir monétaire, économique, législative et territoriale. Elle a menacé pour dire que, si l'Union européenne ne se soumet pas, alors je demanderai aux Français de voter au référendum pour se démettre de ce cauchemar et revenir libre. (Le Pen, citée dans Rassemblement national, 2017). Lors du rassemblement au Thor dans le Vaucluse, le 19 janvier 2019, Marine Le Pen a accusé Emmanuel Macron de gouverner sans consultation du peuple. Elle a dénoncé plusieurs accords et engagements internationaux, dont elle a estimé ne pas garantir les intérêts nationaux de la France. Par exemple, elle a mentionné le Pacte de Marrakech, les engagements au sein de l'Union européenne ou encore le traité d'Aix-la-Chapelle :

> Il faut arrêter ce président qui gouverne seul et qui signe en catimini des traités, sans même en informer les Français, sans même en débattre avec qui que ce soit. Or, avec ces traités, Emmanuel Macron vend la France à la découpe. Le Pacte de Marrakech signé en décembre prévoit d'organiser plus de migrations, prévoit de renoncer aux rétentions administratives des clandestins, prévoit une portabilité des droits sociaux pour les immigrés qui quittent la France, bref, il organise la submersion et la ruine de la France. Mais dans quelques jours, le président Macron s'apprête à signer le traité d'Aix-la-Chapelle, la ville allemande d'Aix-la-Chapelle. (Le Pen, citée dans Rassemblement national. 2019b).

Adopté en 2018, le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières, appelé aussi le Pacte de Marrakech, entend assurer une meilleure protection des migrants

au plan international, tout en préservant la souveraineté des États sur leur politique migratoire (République française, 2019). Notons que le Pacte a été adopté dans un contexte où l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) annonçait que le nombre de migrants dans le monde était de 258 millions en 2018, soit 3,4% de la population mondiale. Parlant du traité d'Aix-la-Chapelle, elle a affirmé que :

> En matière de représentation diplomatique, ce traité aura des conséquences irréparables. L'article 8 du traité avance significativement sur le partage avec l'Allemagne du siège permanent de la France au Conseil de sécurité. L'idéologie est européiste, mais les réalités sont nationales. Ce traité qu'Emmanuel Macron s'apprête à signer comme celui de Marrakech, qu'il a approuvé de manière clandestine et honteuse, constituent l'illustration de son projet pour l'Europe : un projet. (Le Pen, citée dans Rassemblement national. 2019b).

Le 29 juin 2019, Jordan Bardella, vice-président d'alors du Rassemblement national, avait produit un communiqué de presse intitulé: « Accord commercial UE-Mercosur, une déclaration de guerre à l'environnement et à nos agriculteurs ! ». Dans le communiqué de presse, Bardella avait déclaré que :

> Cet accord, annoncé, ironie du sort, en pleine canicule attribuée au réchauffement climatique, est une absurdité écologique : alors que le temps devrait être au localisme, il participera de manière significative à l'augmentation des échanges commerciaux à travers la planète, et donc à la pollution et à l'émission de gaz à effet de serre. Certains pays du Mercosur sont aussi des champions des pesticides et de la déforestation! (Bardella, cité dans Rassemblement national, 2019c).

Selon lui, l'accord commercial avec le Mercosur est donc une véritable déclaration de guerre de l'UE envers « l'environnement, nos agriculteurs et les consommateurs européens. Au Parlement européen, nous refuserons bien entendu le « feu vert » à son application, et nous nous tiendrons aux côtés de nos agriculteurs, une nouvelle fois sacrifiés sur l'autel de la mondialisation sauvage » (Bardella, cité dans Rassemblement national, 2019c). Bardella avait continué pour dire que l'accord est un désastre pour les agriculteurs français, selon lui déjà fortement en crise, en ouvrant le marché européen à des quotas annuels importants pour le bœuf, les volailles ou encore le sucre. Les contreparties annoncées, concernant les fromages européens, les indications géographiques européennes, ou la création d'un mécanisme de sauvegarde temporaire, sont largement insuffisantes et ne compenseront pas les ravages chez les agriculteurs français. Rappelons que Marine Le Pen privilégie le bilatéralisme au détriment du multilatéralisme. La prochaine section analyse les discours sous le prisme du bilatéralisme.

### 6. La promotion du bilatéralisme

Comme observé dans le tableau dans le tableau 13 sur le récapitulatif des éléments de la dimension internationale du programme de Marine Le Pen, les indices du bilatéralisme apparaissent rarement dans les discours de celle-ci. En effet, le bilatéralisme représente une proportion de seulement 3,23% de l'ensemble des extraits recueillis. Un autre constat est que, pour l'ensemble des discours de Marine Le Pen analysés, seul le discours du 13 avril, tenu en conférence de presse aux Salons Hoche, à Paris, sur sa vision de la politique étrangère, a abordé les idées sur le bilatéralisme. Pendant son intervention qui a duré plus d'une heure trente minutes, Marine Le Pen avait déclaré que :

> Ma politique de restauration de la place de la France dans le concert des nations, si les Français m'élisent le 24 avril prochain, sans bien sûr renoncer au multilatéralisme, j'insisterai sur l'approfondissement du bilatéralisme aujourd'hui trop négligée au profit du multilatéralisme et qui doit être au cœur de notre action diplomatique. (Le Pen, citée dans France24, 2022).

On note que la vision des affaires mondiales et de la place de la France sur la scène internationale développée par Marine Le Pen pendant sa campagne électorale de 2022 est en rupture complète avec celle d'Emmanuel Macron sur certains sujets. La candidate d'alors du Rassemblement national aux élections de 2022 prône pour la France des relations bilatérales dans un « concert des nations » (Chesnot, cité dans France Culture, 2022). Dans son discours, l'ex-candidate du Rassemblement national de l'élection présidentielle de 2022 dit se méfier de l'expression « communauté internationale ». Elle privilégie le concept de « concert des nations », tout en mettant en avant une conception « Realpolitik » ou « wesphalienne », c'est-à-dire fondé sur la souveraineté des États et leurs intérêts nationaux (Chesnot, cité dans France Culture, 2022). Marine Le Pen souhaite restaurer une diplomatie française nationale. Pour ce faire, elle veut s'affranchir du multilatéralisme, qu'il soit européen ou onusien, qui, selon elle, affaiblis ou dilue l'influence et les intérêts de la France dans le « concert des nations ». Pour elle, l'important est le bilatéralisme entre les nations souverains, fondé sur la réciprocité, soit une «

realpolitik » du donnant-donnant (Chesnot, cité dans France Culture, 2022). Marine Le Pen justifie davantage son choix du bilatéralisme dans les termes suivants :

> Pour ma part, je renforcerai nettement cette ébauche timide de retour de notre dialogue bilatéral en Europe, qui avait pâti de la prétendue construction européenne hors sol et déconnectée, oui, déconnecté même ce que l'on nommait naguère le concert européen. Dans ce retour au bilatéralisme, permettez-moi d'illustrer mon projet par l'évocation non exhaustive de plusieurs des pays avec lesquels la France entretient des relations privilégiées. Tout d'abord, le Levant, le Liban est cher à mon cœur et constituera l'une de mes priorités. (Le Pen, citée dans France24, 2022).

Marine Le Pen rejette aussi le droit d'ingérence humanitaire et préfère le principe de non-ingérence dans les affaires intérieures des États: « Je restaurerai la diplomatie secrète, car c'est la seule qui est efficace, et rompre avec la diplomatie bavarde d'Emmanuel Macron » (Le Pen, citée dans France24, 2022). Tout en prônant « l'équidistance », elle a fait la promesse suivante :

> Une fois élue, je maintiendrai des relations avec Pékin d'égal à égal et dans le respect de notre souveraineté, y compris dans les régions d'Asie pacifique où la France est présente. Pour illustrer ma volonté de renouer avec l'expertise bilatérale de la diplomatie française dans le cadre de la réaffirmation du rayonnement de la France au sein des concerts des nations. (Le Pen, citée dans France24, 2022).

Vers la fin de son discours, Marine Le Pen a tenté de nuancer ses propos en affirmant qu'elle renoncerait complètement au multilatéralisme:

> Vous le savez, si je suis profondément attaché au bilatéralisme dans les relations internationales, il est indéniable que celle-ci comporte également une part de multilatéralisme. Si nous ne négligeons pas les G7, G20, nous voulons renforcer les relations bilatérales avec chacun des quelque 200 États avec lesquels nous entretenons des liens diplomatiques. Je souhaite promouvoir le cœur de métier de la diplomatie l'analyse la connaissance de terrain le rayonnement sur le terrain et non seulement dans les grandes enceintes multilatérales ou informelles. (Le Pen, citée dans France24, 2022).

### 7. Le rejet de l'Union européenne

Après le protectionnisme économique (27,17%), l'Europe est le sujet le plus développé par Marine Le Pen dans ses discours (18,47%). Balent (2012) a analysé les discours de Marine Le Pen, autour des années 2012, sur les relations internationales. L'auteur dissèque la vision du monde « mariniste » et met à jour les logiques électoralistes et idéologiques, dans ses prises de position en matière de politique extérieure. L'auteur résume la position de Marine Le Pen sur l'Union européenne selon l'expression suivante :

« Oui à l'Europe, non à l'Union européenne ». Dans ses discours Marine Le Pen construit deux Europe strictement opposées : d'une part, « celle qu'elle appelle de ses vœux, définie comme l'Europe des nations et de leurs peuples, des libertés et des identités »; et d'autre part, celle qui cristallise l'ensemble des discours, l'Europe « néo-totalitaire » (Balent, 2012 : 33). Elle accuse cette Europe de se construire contre les peuples et les souverainetés nationales, au profit des intérêts de la finance internationale et du projet « mondialiste ». Marine Le Pen a fait valoir cette position au cours du débat de l'entre-deux-tours qui l'a opposé à Emmanuel Macron:

> L'Union européenne aura laissé la place à l'Alliance européenne des nations libres et souveraines. C'est-à-dire, en réalité, la vision qui était la vision première de l'Europe où les différents peuples européens conserveront leur souveraineté. C'est-à-dire, la liberté de décider pour eux-mêmes. Ils maitriseront, par exemple, leurs frontières et pourront décider de qui rentre et qui ne rentre pas sur leur territoire. Ils auront la maîtrise de leur monnaie, pour pouvoir adapter cette monnaie à leur économie pour pouvoir éviter de se retrouver avec cette situation, que nous connaissons, de chômage de masse et de perte de compétitivité. (Le Pen, citée dans République française, 2017).

Comme nous le verrons dans les prochaines lignes, le Rassemblement national, à travers les discours de Marine Le Pen, rejette l'Union européenne. Pourtant, le Parti a été dans ses débuts au cours des années 1970, « très favorable à la construction européenne, et a milité très activement, au cours des années de Guerre froide, pour une Europe unie qu'il considérait alors comme le grand défi historique du continent » (Balent, 2012: 33). En effet, lors de sa première présentation à l'élection présidentielle en 1973, Jean Marie Le Pen soutenait dans son programme « le projet d'une Europe confédérée, étape nécessaire vers une Europe unie, exigée par les nécessités économiques et militaires » (Laignel Sauvage, 2024). Il regrettait aussi que la création de la Communauté européenne de défense n'ait pas été ratifiée en 1954 (Dubois, 2021). En pleine Guerre froide, le Parti voyait en une union des pays européens un rempart contre le communisme (Balent, 2012; Laignel Sauvage, 2024).

En campagne pour les élections européennes du 17 juin 1984, Jean Marie Le Pen a tenu un discours à Strasbourg devant un parterre de journalistes. Le premier président du Rassemblement national a développé un discours sur une « Europe des patries » prônant la défense de l'Occident, qui permettrait de s'opposer à « l'hégémonie soviétique » et à l'expansion démographique du Tiers monde (Sainsauveur, 1984). Au cours de cette

époque, le slogan du Rassemblement national était « Les Français d'abord en France, les Européens d'abord en Europe ». Au début des années 1990, le contexte politique européen changeait suite à l'effondrement du bloc soviétique. Les Européens s'engageaient alors dans une Union européenne avec la signature du traité de Maastricht, le 7 février 1992 entre les douze (12) États membres de la Communauté d'alors: l'Allemagne, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal et le Royaume-Uni. En parallèle, le Rassemblement national à l'instar des autres partis d'extrême droite, effectuait une percée en Europe. C'est à cette période que Jean-Marie Le Pen, et le Rassemblement national avec lui, embrassaient un discours eurosceptique. Chebel d'Appolonia (1992 : 1) résume bien les motivations des extrêmes droites au cours de cette époque:

> Alors que la construction européenne tend à s'acheminer vers l'émergence d'une communauté supranationale, évolution qui concerne à la fois la prédominance du modèle national étatique et les divers projets de communautés infra-nationales, les partis d'extrême droite se mobilisent actuellement contre le traité sur l'Union. L'analyse de leurs motivations, de leurs objectifs et des moyens qu'ils préconisent (de l'opposition légaliste à la légitimation du recours à la violence) peut être effectuée selon trois axes. On remarque, tout d'abord, un parfait parallélisme entre le discours sur "l'identité nationale en péril" et celui sur la "décadence de l'Europe" - l'Europe n'étant pour chacune des formations d'extrême droite que la projection à une échelle plus vaste de l'identité nationale telle qu'elles la conçoivent. En d'autres termes, ce qui menace la nation menace également l'Europe. Dans le même temps, l'argumentation anti-CEE présente l'Europe comme étant elle-même une menace pour les identités nationales, le traité de Maastricht inaugurant ainsi une dérive vers une entité supranationale qui passe par l'éclatement de la Nation.

Au cours d'une interview à une chaîne de télévision, en 1992, Jean-Marie Le Pen expliquait son rejet du trait de l'Union européenne :

> Ce traité signifie la fin de la France, la fin de l'histoire de France, la fin de la souveraineté de la France (...) ça signifie l'entrée massive de l'immigration incontrôlée, ainsi que de la drogue, du banditisme et le reste, c'est la mort programmée de l'agriculture et probablement plus de chômage, plus de fiscaliste. Je suis un partisan de l'Europe des patries, je suis un partisan de la construction européenne, pas de la construction d'une Europe fédérale aux ordres de la bureaucratie bruxelloise et de la Banque internationale. (Jean-Marie Le Pen, cité dans L'INA éclaire l'actu, 2024).

Dans les années qui ont suivi, le Rassemblement national maintenait ce discours associant ce nouvel euroscepticisme à la xénophobie et au populisme. À la reprise du Rassemblement national en 2011 par Marine Le Pen, l'opposition à l'Union européenne se radicalise. Aux propos provocateurs de son père, celle-ci préférait un propos plus froid et

populiste sur une « Union européenne totalitaire » (Laignel Sauvage, 2024). Au seuil de l'année 2018, plus précisément le 7 janvier, Marine Le Pen est allée à la rencontre de ses militants dans l'Orne. Bien que 2018 ne soit pas une année électorale, cela ne signifie pas qu'elle sera une année pour rien, avait-elle déclaré. Elle «  sera une année de travail, une année d'intense préparation de notre mouvement aux échéances qui ouvriront le nouveau cycle électoral. Ce cycle électoral débutera en juin 2019 avec les élections européennes » (Le Pen, citée dans Rassemblement national, 2018b). Marine Le Pen juge ces élections importantes, car, selon elle, la thématique européenne a pris une importance considérable que l'Union européenne s'immiscie dans la vie quotidienne des Français et la vie institutionnelle de la France.

Pour elle, ces élections européennes d'alors allaient achever la recomposition politique que la présidentielle de 2017 avait engagée. Pour ce faire, elle est revenue sur le débat de l'entre-deux-tours avec Emmanuel Macron pour dire que le second tour de la présidentielle a vu la qualification de deux forces alternatives: « d'une part, les mondialistes, représentés par Emmanuel Macron et d'autre part, les nationaux dont j'ai l'honneur de défendre les couleurs » (Le Pen, citée dans Rassemblement national, 2018b). En effet, elle promeut le projet de l'Union des Nations Européennes (U.N.E) contre l'Union européenne (UE):

> Nous défendrons la vraie idée de l'Europe, une idée qui repose sur des valeurs de civilisation, un territoire géographique circonscrit par notre histoire plurimillénaire, des peuples qui veulent rester eux-mêmes, des modes de coopération institutionnalisés auxquels chaque État, redevenu souverain, sera libre d'adhérer ou non sans être sanctionné pour sa décision. (Le Pen, citée dans Rassemblement national, 2018b).

Quelques semaines après sa visite dans l'Orne, Marine Le Pen, s'est rendue dans la région de l'Alsace-Lorraine, le 24 février 2018. Au cours de ce déplacement, elle a déclaré que l'Union européenne n'est pas seulement un échec économique, social, politique, démocratique et culturel; c'est aussi et plus fondamentalement la négation de l'idée européenne (Le Pen, citée dans Rassemblement national, 2018a). Selon elle, l'UE est une organisation hors-sol, le nivellement des peuples et de cultures qui composent l'Europe, « c'est leur disparition programmée ». Elle a soutenu que l'UE est une création idéologique artificielle, froide et désespérante. Pour elle, c'est un espace marchand où seule domine la

loi de l'argent, les valeurs du mondialisme des salles de marché. Elle a déduit que l'Union européenne n'est pas le fait des peuples, mais des banques ; L'Union européenne ne défend pas nos intérêts, mais les leurs, ce ne sont pas des bâtisseurs, mais des spéculateurs (Le Pen, citée dans Rassemblement national, 2018a). Lors du Congrès du 11 mars 2018 à Lille, Marine Le Pen a présenté son projet de l'Union des Nations Européennes :

> Ce projet, « l'Union de Nations Européennes », l'U.N.E décrira concrètement les institutions que nous mettrons en place. Parallèlement, pour dissiper les inquiétudes sur le passage entre l'UE et l'UNE, nous allons davantage décrire la phase de transition, ses modalités juridiques, techniques, politiques, diplomatiques. Ce projet vise à rendre leur souveraineté à chacun des états dans le cadre d'une coopération libre, révocable, et modulable. L'Europe des souverainetés nationales sera l'Europe du respect. Rassemblement national (2018c).

Le 1er mai de chaque année, l'on célèbre en France, comme dans plusieurs pays, la fête du Travail. C'est dans ce contexte que Marine Le Pen s'est déplacée à Lorraine pour s'adresser à ses partisans. L'Europe a occupé une place de choix dans son discours prononcé à cette date du 1er mai 2019. En effet, elle décrit l'UE comme un champ d'expérimentation du mondialisme, le laboratoire du mondialisme, le terrain vague du « sans-frontiérisme ». L'Union européenne s'est présentée à l'origine comme une organisation internationale : « inter.nationale » c'est-à-dire littéralement entre des nations (Le Pen, citée dans Rassemblement national, 2019a). Selon elle, l'UE est un leurre, rejetée par les peuples qu'elle a résumé de la manière suivante :

> Ne vous y trompez pas les amis, l'Union européenne, en faillite, rejetée par les peuples, continue malgré les revers et les échecs d'avancer inexorablement : elle se veut et elle se vit quasiment comme un État unitaire avec des provinces, c'est-à-dire nos pays, qui finissent par avoir moins de pouvoir que les États fédérés américains : ni les référendums français, hollandais ou irlandais, ni le Brexit, qui sont autant de clignotants rouges sur le passage du train fou de l'Union européenne, ni le précipice vers lequel elle nous mène n'ont suscité la moindre remise en cause. (Le Pen, citée dans Rassemblement national, 2019a).

L'Union européenne apparait aux yeux de Marine Le Pen comme une organisation supranationale qui se confère les attributs d'un État, à savoir une administration, une capitale (Bruxelles), un drapeau, un hymne, une constitution, et « maintenant ils veulent une armée, demain, un impôt européen et un siège au Conseil de sécurité de l'ONU, en l'occurrence un siège qu'ils ont l'intention de subtiliser à la France. Évidemment, nous ne les laisserons pas faire! » (Le Pen, citée dans Rassemblement national, 2019a). Au Congrès de Perignan, tenu le 5 juillet 2021, Marine Le Pen a rappelé que la nation française est

menacée de disparition, car elle serait ébranlée à la base par le séparatisme, et gravement attaquée par le haut par le mondialisme et son bras armé, l'Union européenne (Le Pen, citée dans Rassemblement national, 2021). Pour elle, l'UE effrite la souveraineté des États membres, et c'est ce qui motive son rejet de l'organisation, tout en proposant une alternative :

> C'est ce qui nous conduit à promouvoir une autre organisation de l'Europe en lieu et place de l'Union européenne. Cette dernière procède, en effet, d'une vision liberticide et même d'une inspiration totalitaire que nous combattons sans relâche. La vision impérialiste de l'Union européenne est sans limite. Pensez que l'Union européenne envisage aussi de supprimer le droit de véto qui permet à un État de refuser une décision lorsque ses intérêts fondamentaux sont en jeu. Comment admettre que cette organisation internationale (c'est-à-dire à l'origine une organisation entre des Nations) dont le caractère fédéral fait déjà tant de mal à notre pays, puisse évoluer vers un État jacobin centralisé ? (Le Pen, citée dans Rassemblement national, 2021).

Au terme de l'analyse de la position de Marine sur l'Union européenne, on retient que, pour l'ancienne présidente du Rassemblement national, cette organisation menace la souveraineté des nations qui la compose. Selon elle, l'UE s'arroge les attributs d'un État, affaiblissant ainsi le pouvoir de ses États membres. Elle propose donc une autre organisation qui garantirait la souveraineté de ceux-ci: l'Union des Nations Européenne (U.N.E). En somme, pour elle, la question n'est pas de détricoter l'Union européenne, mais de la réorienter. La structure européenne était une Europe des nations, elle est de plus en plus une Europe fédérale : « je veux qu'il y ait un reflux et qu'elle redevienne une Europe des nations » (Le Pen, citée dans Ouest France, 2022). Notons qu'au nom de la souveraineté, Marine Le Pen rejette autant l'Union européenne que l'Alliance atlantique. Pendant qu'elle soutient que l'UE piétine la souveraineté des États européens, elle affirme que l'OTAN est le symbole de la soumission de la France et de l'Europe à la politique américaine (Marine Le Pen, citée dans France24, 2016). La prochaine section développe davantage sa position sur l'Alliane atlantique.

### 8. La remise en question de l'OTAN

Notons que l'on ne peut analyser la position du Rassemblement national sur l'OTAN sans faire référence à la puissance américaine. Selon Balent (2012: 66), « l'attitude du Rassemblement national à l'égard de la puissance américaine offre un exemple probant du revirement radical de ses positions sous le coup de l'évolution des rapports de forces

internationaux et de reconsidérations stratégiques ». Selon lui, les États-Unis sont passés du rang de modèle à celui de contre-modèle. L'auteur rappelle que le Parti fut à l'origine un atlantiste inconditionnel, critiquant dès sa création le comportement du général de Gaulle pour son anti-américanisme, et sa décision de retirer la France du commandement intégré de l'OTAN en 1966. Balent (2012) affirme que le Rassemblement national perçoit la puissance des États-Unis comme le seul contrepoids existant face à l'armée soviétique et voit dans ses interventions extérieures une preuve de courage et d'intérêt à l'égard du monde libre.

Cependant, comment expliquer la disparition de cette admiration indéfectible au profit d'une opposition farouche à l'égard d'une puissance américaine qui incarne désormais un contre-modèle ? Balent tente de donner les raisons de ce changement subit de position :

> Ce revirement s'explique par le fait que, dès le début des années 1990, les États-Unis perdent leur vocation à protéger les nations occidentales dans un système international où les rapports de forces sont recomposés. Pour le RN, la première guerre du Golf vient apporter la preuve que que les États-Unis sont dorénavant animés d'intention hégémonique anti-nationales. Le parti s'emploie alors, pour des raisons idéologiques et stratégiques, à délégitimer cette puissance qualifiée désormais de décadente et nuisible et de nuisible aux intérêts français. (Balent, 2012: 67)

C'est sur une telle position anti-américanisme que Marine Le Pen va davantage durcir le ton et voir, en l'OTAN, l'exercice de la puissance américaine sur la France et sur l'Europe; toute chose qui, selon elle, sape la souveraineté du pays. Dans un communiqué de presse, daté du 22 janvier 2016, intitulé « Intégration toujours plus poussée de la France dans l'OTAN : l'indépendance nationale gravement menacée », Marine Le Pen clarifie davantage sa position sur l'Alliance. Notons que le communiqué intervient dans un contexte particulier de réintégration de la France dans le Commandement intégré de l'OTAN, lors du 21e Sommet de Strasbourg-Kehl (France) de l'Alliance, les 3 et 4 avril 2009 sous le gouvernement de Nicolas Sarkozy. En effet, en début d'année 2016, le gouvernement Sarkaozy a déposé un projet de loi autorisant l'accession de la France au protocole sur le statut des quartiers généraux militaires internationaux créés en vertu du Traité de l'Atlantique Nord, faisant suite à la réintégration du Commandement intégré de l'OTAN.

Ce protocole prévoit, selon Marine Le Pen, le renforcement des implantations militaires de l'OTAN sur le territoire français (Le Pen, citée dans Rassemblement national, 2016b). En considérant cette décision comme « une trahison de l'héritage gaullien », l'ancienne présidente du RN a déclaré qu'un tel renforcement serait une atteinte grave à la souveraineté et l'indépendance de la France. La déclaration suivante clarifie davantage le rejet de l'OTAN par Marine Le Pen :

> Créée à une époque qui n'existe plus, mais que certains voudraient ressusciter, L'OTAN demeure le bras armé des États-Unis en Europe et est perçue comme telle par l'ensemble des pays du monde. Plus la France se coule dans le moule atlantiste, moins elle est audible. Le gouvernement français envoie donc au reste du monde un message de soumission à la puissance américaine qui nuit gravement à l'originalité, la crédibilité et l'efficacité de la parole de la France. (Le Pen, citée dans Rassemblement national, 2016b).

Elle s'oppose avec véhémence à l'accession de la France à ce protocole qui, selon elle, masque un « inquiétant projet de soumission ». À l'image de l'Union européenne, le gouvernement français poursuit sa fuite en avant en intégrant toujours plus la France à des structures supranationales en échec et condamnées par l'histoire, avait-elle soutenu. Elle appelle la France à se dégager de l'emprise de l'OTAN et de son bras armé politique et économique, et de l'Union européenne; c'est une condition indispensable pour recouvrer sa souveraineté et son indépendance nationale. Selon elle, une telle décision permettrait le rayonnement militaire, diplomatique et économique de la nation française, « une condition indispensable à notre liberté de peuple et à la démocratie » (Le Pen, citée dans Rassemblement national, 2016b).

Marine Le Pen a été l'invitée de l'émission « Mardi Politique » de France24, le 10 octobre 2016, en présence des journalistes Roselyne Febvre pour France24 et de Véronique Rigolet pour la chaîne Radio France Internationale (RFI). En campagne pour l'élection présidentielle de 2017, elle est revenue sur la politique étrangère qu'elle mènerait si elle parvenait à la présidence de la République. L'interview intervient dans un contexte de politique internationale marqué par l'usage de la force armée par l'Occident, sous le couvert de l'OTAN. Marine Le Pen dénonce l'intervention militaire des États-Unis et de certains alliés dont la France, en Libye en mars 2011, qui, selon elle, est la conséquence immédiate de l'émergence des fondamentalistes islamiques. Elle a ajouté que : « Nous

sommes soumis à la politique américaine. On suit les États-Unis qui ,depuis un certain nombre d'années, sont dans une forme de dérive qui consiste à se prendre pour les gendarmes du monde » (Le Pen, citée dans France24, 2016).

Le contexte de cette époque, c'est aussi la guerre en Syrie qui cristallise les efforts diplomatiques des chancelleries occidentales. Alors que Washington et Paris avaient affirmé à l'époque leur volonté d'intervenir militairement, Marine Le Pen a soutenu qu'il faut « choisir le moins pire pour nos intérêts nationaux » (Le Pen, citée dans France24, 2016). Elle a jugé les États-Unis de belliqueux et que leurs interventions militaires ont non seulement créés du désordre et du chaos dans ses pays, mais aussi ont eu des répercussions dans les pays occidentaux avec les attentats terroristes. Après avoir menacé l'Union européenne par un référendum demandant la sortie de la France, Marine Le Pen, a au cours des Assises présidentielles organisées par le Rassemblement national le 5 février 2017 à Lyon, affirmé que :

> Dans le même esprit, parce que nous pensons que la France n'est grande que quand elle fait entendre sa voix, qui est celle en faveur de l'indépendance et de l'équilibre mondial, nous sortirons du commandement intégré de l'OTAN ; nous réexaminerons notre diplomatie au regard de nos intérêts nationaux et nous donnerons les moyens de notre politique intérieure et étrangère par la reconstruction de notre potentiel militaire. L'armée doit cesser d'être la variable d'ajustement des errements budgétaires de nos dirigeants. (Le Pen, citée dans Rassemblement national, 2017).

Elle a promis inscrire le seuil minimum de 2% du PIB consacré au budget de la défense dans la Constitution. Son objectif est de réarmer la France en vue de vouloir un pays libre, indépendant de la puissance américaine et remettre notre diplomatie en ordre (Le Pen, citée dans Rassemblement national, 2017). Au Congrès du Rassemblement national à Lille, tenu le 11 mars 2018, Marine Le Pen a évoqué la question de la souveraineté numérique et demande pourquoi il n'existe pas un Google français ou européen ? Elle souhaite que le pays prenne son indépendance sur cette question vis-à-vis des États-Unis:

> Pourquoi un continent comme l'Europe est-il en fonction de logiciels américains et bientôt chinois qui captent et espionnent nos activités économiques ou personnelles ? Laisser partir nos données à l'étranger est à la fois dangereux pour nos libertés, désastreux pour notre économie et suicidaire pour nos intérêts stratégiques. (Le Pen, citée dans Rassemblement national, 2018c).

Marine Le Pen a abondé dans le même sens au cours d'une interview accordée au journal italien Libera, en juillet 2018. À la question de savoir quelle position l'Europe devrait adopter par rapport à l'OTAN et aux États-Unis, elle a soutenu qu'il appartenait à chaque pays de trouver, en toute indépendance, les voies politiques de défense de ses intérêts nationaux. Elle a exprimé sa satisfaction face au succès des partis nationalistes en Europe, car, selon elle, ils défendent réellement les intérêts nationaux. Elle a rajouté que la France doit s'affranchir de la tutelle américaine et sortir de la logique d'alliances militaires quelque peu anachroniques et qui nous engagent dans des guerres qui ne sont pas les nôtres. (Le Pen, citée dans Rassemblement national, 2018d). La conférence de presse de Marine Le Pen tenue aux Salons Hoche, à Paris, a permis de connaitre davantage son positionnement sur l'OTAN, sur la guerre en Ukraine ainsi que ses rapports avec le président Vladimir Poutine. En ce qui concerne la France au sein de l'OTAN, elle a déclaré que :

> Évoquons maintenant le rôle de la France dans l'OTAN. Tandis que la Finlande et la suède semblent vouloir intégrer l'OTAN, je lis parfois dans la presse internationale qu'un déséquilibre de l'OTAN ou un désengagement français serait craint, y compris outre atlantique. Je voudrais dissiper tout malentendu. Je souhaite simplement renouer avec la politique qui fut la nôtre de 1966 à 2009, qui n'appliqua nullement une soumission à Moscou, un éloignement de nos engagements au titre de l'article 5 et jamais entre 1966 et 2009, la loyauté de la France à l'égard de l'OTAN n'a été mise en défaut. (Le Pen, citée dans France 24, 2022).

Rappelons que la souveraineté occupe une place centrale dans la politique étrangère de Marine Le Pen et elle se traduit par un refus de la supranationalité dans le traitement de questions européennes et de commerce, mais aussi dans les questions de défense (Moulin, cité dans Les Yeux du Monde, 2017). Concernant la défense, en plus de la promesse d'inscription du budget à 2% dans la constitution, Marine Le Pen envisageait d'augmenter les effectifs de 50 000 hommes, de rétablir le service militaire et de refuser une défense européenne. L'ancienne candidate du Rassemblement national étend cette notion de la souveraineté au niveau de l'OTAN et a fait la déclaration suivante :

> Je ne placerai simplement jamais nos forces armées sous un commandement qui ne relève pas de la souveraineté nationale française ni sous un commandement intégré de l'OTAN ni sous un futur commandement européen. La France est un État fondateur de l'OTAN et c'est à l'OTAN non à l'Union européenne que nous devons une paix relative sur le continent européen si l'on exclut les conditions de la dislocation de la Yougoslavie. Je ne proposerai donc pas de quitter l'OTAN, mais son commandement intégré, comme ce fut le cas de 1966 à 2009. (Le Pen, citée dans France24, 2022).

Selon Marine Le Pen, la France ne devrait pas réintégrer le commandement de l'OTAN, car les raisons qui ont poussé le général de Gaulle à sortir le pays dudit commandement en 1966 demeurent encore aujourd'hui : non-soumission à un protectorat américain exercé sur le sol européen sous couvert de l'OTAN, refus de devoir être engagé contre le gré du peuple français dans certaines guerres menées par les États-Unis. Elle a souligné au cours de la conférence qu'une fois élue, la France quitterait le commandement intégré de l'OTAN, mais ne renoncerait pas à l'application de l'article 5 du Traité de Washington sur la sécurité collective, comme ce fut le cas avant 2009, c'est-à-dire avant la réintégration du pays par Nicolas Sarkozy. Pour elle, les États membres de l'OTAN doivent s'interroger sur la raison d'être de l'Alliance après la dissolution du Pacte de Varsovie. Elle promettait également la mise en œuvre d'un rapprochement stratégique entre l'OTAN et la Russie comme cela avait été naguère envisagé, et cela serait dans l'intérêt de la France et de l'Europe (Le Pen, citée dans France24, 2022).

Pour le RN, la Russie est un partenaire attractif, car elle est perçue comme une partie de l'héritage chrétien de la civilisation européenne, mais aussi parce qu'elle s'oppose à l'influence américaine, renforce l'Europe dans le secteur de l'énergie et équilibre le rapport des forces (Domenach, 2017; International, 2022). Selon la ligne idéologique du RN, la Russie représente l'avenir, partage la vision d'une politique identitaire, prônant les racines chrétiennes, les valeurs de la famille, et ce, en opposition frontale avec les globalistes qualifiés d'élites et rejetées par le populisme. Pour Vernet (2018), la Russie trouve l'Europe des 27 inféodée aux États-Unis et à l'OTAN, et cela explique son soutien aux partis hostiles à cette ligne atlantiste. Galeotti (2017) renchérit que « ce qui est évident, c'est que Moscou encourage vivement cette vague populiste non seulement parce qu'elle remet en cause les principes de l'ordre international libéral de l'après -1945, fondé sur des valeurs libérales, mais aussi parce qu'elle fait peser une réelle menace sécuritaire sur l'Europe ». Marine Le Pen s'est prononcé aussi sur le couple Franco-Allemand, longtemps considéré comme le pilier la prospérité européenne. Elle a fait une telle déclaration au cours de cette conférence :

> Je tiens à souligner que je ne nourris aucune hostilité à l'endroit de la nation allemande. Je suis aussi bien consciente de l'interdépendance économique entre la France et l'Allemagne et des influences culturelles et civilisationnelles mutuelles dont on est parfois trop peu conscient en France ou qu'il fut bon de bon ton pardon de gommer des ouvrages scolaires en France après la guerre de 1870. (Le Pen, citée dans France24, 2022)

Selon elle, l'Allemagne s'affirme ainsi comme le négatif absolu de l'identité stratégique Française fondée sur l'indépendance, la dissuasion et un modèle d'armée et industriel complet de rang mondial. En prenant acte de ces différences de fond qui, pour elle, sont des divergences irréconciliables, elle a jugé nécessaire d'arrêter la coopération avec Berlin sur les questions stratégiques, notamment les programmes de remplacement du char Leclerc et du Rafale. Elle avait promis cesser également le soutien français à la revendication allemande d'un siège permanent au Conseil de sécurité des Nations Unies. Dans ses déclarations, Marine Le Pen a estimé que la France et l'Allemagne ont des intérêts divergents. Leurs relations avec les États-Unis ainsi que leur perception de l'OTAN semblent être le principal point de discorde entre les deux pays. « Dans le domaine de la défense, l'Allemagne a des intérêts divergents des nôtres. Elle considère l'OTAN comme le pilier naturel de sa sécurité, aujourd'hui comme hier, ce qui l'amène à acheter américain, défense sol-air, avions de patrouille maritime et avions de combat pour la mission nucléaire de l'OTAN et à ne pas s'être dotée d'un modèle d'armée complet ».

> Il est normal que Berlin défende ses intérêts que nous défendions les nôtres, ce que le président Macron fit insuffisamment et que France et Allemagne sans exclusive œuvre intérêts du continent européen, je ne laisserai pas l'Allemagne détruire l'industrie nucléaire française, par exemple, mais m'efforcerai de convaincre nos partenaires allemands comme la crise gazière actuelle le favorise du bien-fondé du modèle énergétique français, antinucléaire, bien que poursuivant paradoxalement la mission nucléaire pour le compte de l'OTAN, elle ne peut en rien comprendre le fondement de notre dissuasion, qui demeure la pierre angulaire de notre défense. (Le Pen, citée dans France24, 2022).

Au terme de cette analyse, nous retenons que les discours de Marine Le Pen revendiquent une politique étrangère autonome, indépendante, souveraine. L'ancienne candidate du Rassemblement national voit en l'Alliance atlantique un symbole de soumission à la puissance américaine, qui entraine l'Europe et la France dans des guerres qui ne sont pas toujours nécessaires pour le pays et pour le continent. Pour ce faire, elle défend l'héritage du général de Gaulle sur cette question, à savoir ne pas mettre les forces armées françaises sous le commandement d'une armée étrangère, notamment celle des États-Unis. Pour le général de Gaulle, la politique étrangère est l'expression même de la

nation sur la scène internationale. Participer à la vie du milieu extérieur est pour toute nation, et pour la France en particulier, plus qu'un droit, plus qu'un devoir; c'est l'expression normale de l'existence nationale (Vernant, 620). En décembre 1945, le premier président de la Ve république déclarait:

> Dans le monde tel qu'il est aujourd'hui, deux très grandes puissances subsistent…Il n'est que de regarder la carte pour comprendre que, dans cette situation, notre intérêt vital nous commande de nous tenir rigoureusement en équilibre. Nous prétendons par conséquent pratiquer l'amitié, dans la mesure où cela dépend de nous, vers l'Orient et vers l'Occident, les yeux ouverts et les mains libres…Nous savons que notre équilibre se confond avec l'équilibre de la paix et nous sommes bien décidés à ne point nous en départir, certains qu'après diverses oscillations, c'est sur notre propre attitude que se fera en définitive, et à l'avantage général de l'équilibre de la balance.
> (De Gaulle, cité dans Vernant, 1970: 621)

Le rôle du chef de l'État consiste à défendre au mieux les intérêts nationaux dont il a la charge et dans un système international anarchique, comportant à la fois des éléments de permanence et de changement. Dans sa conception de la politique étrangère, de Gaulle soutenait que la conduite des affaires de la France devrait être débarrassée de la pesanteur de toute-puissance extérieure. Plusieurs auteurs confirment que les discours de Marine Le Pen fragilisent davantage les valeurs cohésives de l'OTAN.

### 9. Les valeurs de l'OTAN qui sont attaquées par les discours de Marine Le Pen

Comme mentionné, l'objectif de la thèse est d'analyser le processus par lequel le populisme de droite constitue une menace pour l'Alliance atlantique. Le tableau 14 montre les valeurs de l'OTAN qui sont attaquées dans les discours de Marine Le Pen.

| Les éléments de la politique étrangère du populisme de droite | Valeurs cohésives de l'OTAN | | |
|---|---|---|---|
| | Multilatéralisme | Interdépendance économique | Identité collective |
| Rejet de l'immigration | | | X |
| Pratique de l'unilatéralisme | | | X |
| Défense intérêt national égocentrique | X | | |
| Pratique de l'isolationnisme | X | | |
| Défense du bilatéralisme | X | | |
| Protectionnisme économique | | X | |
| Rejet de l'OTAN | X | | X |
| Rejet de l'Union européenne | X | X | |

Tableau 14: Les valeurs cohésives de l'OTAN attaquées dans les discours de Marine Le Pen

Le tableau 14 montre d'une part les éléments qui composent la politique étrangère de Marine et d'autre part les valeurs cohésives qui sont fragilisées par les discours. Le multilatéralisme est l'une des valeurs les plus attaquées en raison de sa fréquence dans les discours de Marine Le Pen. En effet, comme mentionné, cette valeur comporte trois sous-catégories à savoir la défense de l'intérêt national égoïste, la promotion du bilatéralisme et la pratique de l'isolationnisme. En affirmant que « Le seul fil conducteur qui nous guide c'est l'intérêt national, parce que ce qui nous porte c'est l'amour de la France et des Français », Marine Le Pen fait le choix de la rupture avec la politique étrangère de la France, basée jusque-là sur la défense de l'ordre libéral international. Au multilatéralisme, Marine Le Pen préfère une vision bilatérale des relations internationales (David, 2022). Elle a établi une longue liste de pays avec lesquels elle souhaiterait que la France approfondisse ou redéfinisse ses relations. Avec Marine Le Pen, « l'intérêt national reste la boussole de toute action internationale » (Balent, 2012 : 15). Une telle posture éloigne le Parti de la trajectoire de la politique étrangère traditionnelle de la France basée sur la défense d'intérêts communs au sein de la Communauté transatlantique et d'autres instances multilatérales. Une remarque importante est que l'ancienne présidente du RN attaque régulièrement avec véhémence le mode de fonctionnement et la constitution de l'Union européenne au point d'envisager le «Frexit », c'est-à-dire la sortie de la France de l'Union, à l'image du Brexit.

Les attaques de l'UE par Marine Le Pen s'expliquent par le fait que l'organisation supranationale représente aujourd'hui la forme la plus aboutie du multilatéralisme. Vivet (2017: 51) soutient une telle affirmation en soulignant que « Dans un monde où le multilatéralisme fonctionne mal, l'Union européenne reste un exemple positif de délibération entre États et d'effectivité des décisions prises ». Selon Van Langenhove et Scaramagli (2013), l'UE est passée de simple observateur à l'Assemblée générale des Nations Unies à une organisation avec un droit de parole depuis à la faveur de la résolution A/RES/65/276 du 3 mai 2011 de l'Assemblée générale des Nations Unies portant sur « Participation de l'Union européenne aux travaux de l'Organisation des Nations Unies ». Une telle résolution rend l'UE comme un acteur autre que les États souverains, ce qui lui

permet de jouer un rôle important, remettant ainsi en cause la notion même de souveraineté. D'autres acteurs conçus par les États bénéficient des mêmes caractéristiques que ces derniers et de ce fait, ont vocation à intervenir au sein du système multilatéral.

De ce qui précède, on note que « le multilatéralisme est au cœur l'UE et les instruments pour achever la paix, la stabilité et la prospérité, globales, sont les fondements des politiques de l'Union » (Van Langenhove et Scaramagli, 2013). Les attaques de Marine Le Pen contre l'Union se justifient donc par le fait que l'organisation supranationale fragilise la souveraineté des États membres. Marine Le Pen argumente sa position pour dire que : « Faire évoluer l'Union européenne vers l'Union des Nations européennes, un projet de coopération européenne certes, mais qui préserve la liberté et la souveraineté de tous les peuples du continent » (Le Pen, citée dans l'Éditiondusoir, 2022). À Bruxelles, ce qu'on comprend dans la pratique multilatérale est que le pouvoir n'est pas de nature hiérarchique, comme les systèmes politiques de types présidentiels; il est diffus (Vivet, 2017: 51). On comprend dès lors que, dans un système présidentiel comme en France, où les prises de décisions se font de manière pyramidale, Marine Le Pen ne peut que remettre en cause de manière explicite le projet européen; elle qui propose une politique étrangère de la France structurée autour de trois piliers: l'indépendance, l'identité et l'ordre. Elle l'exprime clairement en ses termes suivants: « Nous existons par la France, son histoire, ses couleurs, ses saveurs, et c'est par la France, sa langue et son génie propre, que nous sommes au monde ».

Rapnouil et Shapiro (2017) affirment que Marine Le Pen rejette de façon explicite l'idée selon laquelle les valeurs occidentales devraient constituer un modèle universel qu'il faudrait imposer au reste du monde. Le rejet des valeurs occidentales (qui recommandent la pratique du multilatéralisme et le libre-échange) par l'ancienne présidente du RN signifie également la remise en question des valeurs de la Communauté transatlantique dans son ensemble. Marine Le Pen milite aussi pour un retour au protectionnisme économique dans un monde prédateur. « Reposant sur la vision d'un monde extérieur dangereux d'où proviendraient des menaces multiformes, la politique étrangère du parti promeut d'abord une action protectrice » (Balent, 2012 : 16). Pour Marine Le Pen et son parti, le système est perçu comme un espace de concurrence

économique déloyale destructrice d'emplois, et comme le lieu de provenance d'une immigration incontrôlée qui menace l'identité française. Selon Marine Le Pen, le libre-échange qui consiste à produire et consommer dans des espaces géographiques éloignés est un modèle qui menace la planète. Pour ce faire, elle construit son projet autour du « localisme » ou de la « relocalisation » des activités et de la production tout en appelant l'État à assumer une plus grande responsabilité par la limitation des importations, et en achetant que les produits français. Elle poursuit que le libre-échange est un modèle insensé qui crée le chômage en France.

## B. L'IMPACT DES DISCOURS DE MARINE LE PEN DANS LA CLASSE POLITIQUE FRANÇAISE

Cette partie vise à démontrer que les discours populistes de Marine Le Pen analysés dans la section précédente sont susceptibles d'avoir une influence sur la politique étrangère du Président Emmanuel Macron et aussi semblent avoir un écho dans une certaine classe politique de l'opposition. L'objectif est donc d'identifier des changements de position dans la politique étrangère. Pour ce faire, nous analysons les programmes des deux dirigeants. Nous prenons comme point de départ 2017, car c'est la date de la première présentation d'Emmanuel Macron à l'élection présidentielle en France, alors que Marine Le Pen était à sa deuxième tentative. Il est allé au deuxième tour avec Marine Le Pen. Mais avant, nous présentons des convergences des positions de quelques dirigeants de l'opposition au cours des dernières élections présidentielles en France avec Marine Le Pen pour montrer ses revendications vis-à-vis de l'OTAN et sur d'autres sujets de dimension internationale.

Prenons l'exemple de Jean-Luc Mélenchon, candidat de la France Insoumise, qui était présent aux deux dernières élections, 2017 et 2022. En 2017, Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon avaient des positions similaires sur les questions du multilatéralisme. Mélenchon réclame la sortie de la France de l'OTAN et de certains accords multilatéraux, dont l'Organisation mondiale du commerce (LeParisien, 2017). Jean-Luc Mélenchon adopte une position similaire à celle de Marine Le Pen sur l'avenir de l'OTAN en France et en Europe. En effet, son programme « Défense et géopolitique » pour « Une France indépendante au service de la Paix » en mars 2017, à l'Institut des relations internationales et stratégiques, à Paris, s'inscrit dans une forme d'héritage du général de Gaulle dans une vision d'une France militairement indépendante des Étata-Unis (Mélenchon, cité dans Les Échos, 2017a). Pour lui, le « seul organe légitime pour assurer la sécurité collective à l'échelle mondiale » est l'ONU. Pour ce faire, il refuse donc toute construction d'une « défense européenne » qu'il assimilie à « une guerre contre la Russie » (Barbarit, 2017).

À l'instar de Marine Le Pen, Mélenchon promettait la sortie de la France de plusieurs forums multilatéraux, dont le FMI, la Banque mondiale (pour créer un fonds d'urgence sociale et une Banque solidaire d'investissement), l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Il envisageait en revanche créer une Organisation mondiale des migrations liée à l'ONU. Pour lui, c'est à l'ONU de devenir le « seul organe légitime pour assurer la sécurité collective ». Il refuse donc toute construction d'une « défense européenne » qu'il assimile à une guerre contre la Russie. Jean-Luc Mélenchon rappelle que « le général de Gaulle s'est entendu avec Staline et également avec Mao. Par conséquent, le moment venu, je trouverais bien un moyen de m'entendre avec M. Poutine s'il s'agit d'empêcher que la guerre ait lieu sur le continent » (Mélenchon, cité dans Les Échos, 2017a). François Fillon était l'un des principaux candidats en 2017 et son programme recoupaient aussi celui de Marine Le Pen et du Rassemblement national sur certains aspects. Par exemple, l'ex-candidat avait promis de refuser des décisions européennes allant à l'encontre des intérêts économiques de la France, comme les sanctions à l'égard de la Russie qui nuisent gravement à nos entreprises. Il proposait aussi un nouveau partenariat commercial EU-Russie qui offrirait à nos entreprises de nouveaux débouchés (LeParisien, 2017). Il est vrai que Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon tiennent des discours populistes, l'objectif de la section est de montrer que les positions de l'ex-candidate du Rassemblement national sur l'OTAN ne sont pas isolées. Sur la question de la défense de la souveraineté vis-à-vis de l'Europe, nous avons montré que l'ancien candidat François Fillon partage cet aspect de la politique.

Il est important de mentionner aussi que les discours de Marine Le Pen trouvent un écho favorable au-delà des frontières nationales. Par exemple, selon Balfour *et al* (2016: 32), les positions du RN sur les relations transatlantiques ne sont pas isolées, car l'antiaméricanisme représente une plateforme de ralliement pour plusieurs partis qui souhaitent une Europe indépendante des États-Unis et que cela transcende la distinction gauche et droite. Par exemple, le leader du parti allemand *Die Linke*, Sahra Wagenknecht affirmait qu'« il faut dissoudre l'OTAN et la remplacer par un système de sécurité commun, dont la Russie fera aussi partie », car il considère l'OTAN comme une alliance militaire agressive, le bras militaire de la mondialisation néolibérale menée par les Américains. Pour

ce faire, il appelle à la création d'un cadre de sécurité collective paneuropéen autogéré et basé sur l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE). Le Mouvement 5 étoiles (M5S) en Italie est un autre exemple. Dans son programme portant sur la politique étrangère, le parti propose la sortie de l'OTAN, le rejet des Traités de libre-échange, la remise en question des politiques d'austérité imposées par l'Union européenne, la levée des sanctions contre la Russie et le retrait de toutes les armes nucléaires américaines de l'Italie.

Au terme de l'analyse, force est de constater qu'indépendamment de leurs idéologies de base (gauche ou droite), Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon ont des positions convergentes quant à leur perception de l'OTAN. Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon (responsables des partis d'extrême droite et d'extrême gauche) affirment, à l'instar de Donald Trump, que l'OTAN est obsolète depuis la disparition du Pacte de Varsovie en 1989. En revanche, ceux-ci déclarent que l'Alliance est un moyen de soumission internationale de la France et de l'Europe aux positions des États-Unis sur la scène internationale. Pour ce faire, ils militent pour une politique internationale indépendante et la sortie du Commandement intégré de l'OTAN. Selon eux, l'appartenance au Commandement intégré de l'OTAN sous l'égide des États-Unis est une entrave à la souveraineté de la France et de l'ensemble des autres États membres. Le tableau ci-dessous résume la dimension internationale des programmes de Marine Le Pen, Jean-Luc Mélenchon et d'Emmanuel Macron lors des élections présidentielles de 2017. Regardons maintenant ce que proposait Emmanuel Macron dans son programme en 2017.

Comme mentionné, l'objectif de cette section est de démontrer que les positions d'Emmanuel Macron depuis sa première participation à l'élection présidentielle en 2017 ont glissé progressivement vers le protectionnisme économique. Nous faisons l'analyse à travers son programme de gouvernement et ses déclarations qui consolident ses prises de position. Nous tenterons de montrer que ses positions ont glissé vers des tendances populistes défendues par Marine Le Pen.

| Candidats et partis | Programmes et domaines de la politique étrangère | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | Politique économique | OTAN-Armée française | Europe | Immigration | Multilatéralisme |
| Rassemblement national: Marine Le Pen | Retour à une monnaie nationale<br><br>Instauration d'un « protectionnisme intelligent » : soutien des entreprises face à la concurrence internationale déloyale<br><br>Refus des traités de libre-échange comme le Tafta ou le Ceta"<br><br>Interdiction d'importer et de vendre des produits provenant de l'étranger qui ne respectent pas les normes imposées aux producteurs français<br><br>Soutien au «fabriqué en France». Étiquetage obligatoire, clair et loyal | Sortir du commandement intégré de l'OTAN<br><br>Assurance d'une capacité de Défense autonome dans tous les domaines. Plus d'indépendance aussi grâce à l'industrie française. | Négociations avec partenaires européens et référendum en France pour un «projet européen respectueux de l'indépendance de la France et des souverainetés nationales»<br><br>pavoiser en permanence tous les bâtiments publics du drapeau français et en retirer le drapeau européen | Remise en cause des accords de Shengen et reprise des contrôles aux frontières<br><br>Suppression du regroupement familial<br><br>Limiter le nombre d'entrées légales sur le territoire français à 10.000 par an, contre environ 200.000 depuis une dizaine d'années | Sortie de l'UE<br><br>Sortie de l'OTAN<br><br>Suppression de la directive «détachement des travailleurs». Mise en place d'une taxe additionnelle sur l'embauche de salariés étrangers afin d'assurer la priorité nationale à l'emploi des Français |
| La République En marche ! Emmanuel Macron | Créer un gouvernement économique européen, doté de son propre budget | l'OTAN joue un rôle essentiel dans la défense et la sécurité de l'Europe<br><br>Cette organisation militaire est aussi une manifestation concrète du partenariat qui nous lie aux États-Unis et au Canada, auquel je suis tout particulièrement attaché.<br><br>La France restera un allié indépendant, exigeant, mais crédible, au sein de l'Alliance ; et la prochaine loi de programmation militaire sera à cet égard un jalon important pour porter à horizon 2025 les ressources de la défense à 2% de la richesse nationale. | Augmenter le budget européen.<br><br>Lancement dans toute l'Union européenne, dès la fin des élections allemandes à l'automne 2017, de conventions démocratiques, pour construire un projet politique commun ensuite soumis à la validation de tous les États membres | Réduire les procédures de demande d'asile | Lancement dans toute l'Union européenne, dès la fin des élections allemandes à l'automne 2017, de conventions démocratiques, pour construire un projet politique commun ensuite soumis à la validation de tous les États membres |

Tableau 15 : Le programme de Marine Le Pen et d'Emmanuel Macron pour la présidentielle de 2017. Source : (LeParisien, 2017)

Dans son programme de départ, Emmanuel Macron militait pour une OTAN qui jouerait un rôle essentiel dans la défense et la sécurité de l'Europe. Il promettait que la France resterait un allié indépendant, exigeant, mais crédible, au sein de l'Alliance et la prochaine loi de programmation militaire sera à cet égard un jalon important pour porter à l'horizon 2025 les ressources de la défense à 2% de la richesse nationale. Un autre point

qui figurait dans son programme est qu'il défendait que « cette organisation militaire est aussi une manifestation concrète du partenariat qui nous lie aux États-Unis et au Canada, auquel je suis tout particulièrement attaché ».

Dès le début de son mandat, Emmanuel Macron a exprimé son souhait de rompre avec le néoconservatisme d'un Sarkozy ou d'un Hollande, largement inspiré par les États-Unis, loin de l'idéologie portée par sa famille des hauts fonctionnaires (Brustier, 2017). Il fait la déclaration suivante: « Je souhaite mettre en œuvre une diplomatie claire et résolue, dans la tradition gaulliste et mitterrandienne, pour faire de la France une puissance indépendante, humaniste et européenne » (Macron, cité dans Le Mouvement, 2017). Dans un entretien accordé à huit titres de presses européennes (*Le Figaro, The Guardian, Corriere della Sera, El País, Gazeta Süddeutsche Zeitung, Gazeta Wyborcza* et *Le Temps*), à la veille de son premier sommet européen à Bruxelles, en juin 2017, Emmanuel Macron prévient que: « Avec moi, ce sera la fin d'une forme de néoconservatisme importée en France depuis dix ans. La démocratie ne se fait pas depuis l'extérieur à l'insu des peuples. La France n'a pas participé à la guerre en Irak et elle a eu raison. Et elle a eu tort de faire la guerre de cette manière en Libye. Quel fut le résultat de ces interventions? » (Macron, cité dans République française, 2017). Il fait de telles révélations pour témoigner davantage sa prise de distances avec les Néoconservateurs.

À travers cet entretien, il donne les détails de sa politique étrangère, « avec au passage une critique à peine voilée des choix de ses prédécesseurs, comme le retour dans le commandement intégré de l'OTAN en 2009 et la participation à l'opération militaire en Libye en 2011 et des réseaux d'influence qui, sous les présidences Sarkozy et Hollande, ont impulsé une politique étrangère alignée sur Washington » (Courmont, 2017: 16). Selon Courmont (2017), Emmanuel Macron s'inscrit dans la continuité de ses positions en matière de politique étrangère qui invite à réfléchir à ce que représente aujourd'hui l'atlantisme. Le Président parle de la fin du néoconservatisme, non pas parce que ce concept est l'expression de l'atlantisme, mais parce qu'il est, selon l'auteur, le meilleur révélateur des malaises d'un attachement à des « valeurs transatlantiques » qui ne semblent plus en

phase avec les enjeux politico-sécuritaires du moment, et se montrent par ailleurs dans l'incapacité d'y apporter des réponses concrètes et acceptables.

Notons que depuis plusieurs années, cette singularité française qui se caractérise par l'indépendance de sa politique étrangère a laissé place à une posture atlantiste, c'est-à-dire un alignement sur les États-Unis sous l'Administration Obama (entre 2009 et 2017). Courmont (2017: 19) affirme que « le maintien d'une posture atlantiste consisterait à donner du crédit aux choix électoraux récents de Washington et Londres, s'en démarquer permettrait de renforcer la singularité française ». Emmanuel Macron se définit comme héritier de la posture indépendante de la France en matière de politique étrangère, qualifiée généralement de « Gaullo mitterrandiste » qui désigne l'acceptation, par François Mitterrand, de certains principes de la politique étrangère du général de Gaulle, en particulier la volonté de conduire une diplomatie indépendante, la sortie du commandement intégré de l'OTAN ou la dissuasion nucléaire (Vaïsse, 2017: 77). L'on est en droit de se demander alors quelle est l'idéologie et les valeurs d'un tel concept dont se réclame Emmanuel Macron en politique étrangère ? Suite à son observation sur la campagne présidentielle de 2017, l'auteur soutient que, dans le débat français de la politique étrangère, il existe deux camps bien identifiés à savoir celui des sages et clairvoyants, qualifiés de « gaullo-mitterrandiste » et celui des militaristes et moralistes qui sont les « néoconservateurs à la française ».

Selon l'auteur, les premiers ont dominé la politique étrangère jusqu'à la fin du mandat de Jacques Chirac, tandis que les seconds auraient trahi l'héritage sous les quinquennats de Nicolas Sarkozy et de François Hollande. Boniface (2018: 25; Védrine et *al.*, 2018: 112) affirme que:

> Pour les tenants de la ligne gaullo-mitterrandiste, la France ne peut se résumer à son seul statut de pays occidental. Elle a un rôle spécifique à jouer avec les pays du tiers monde hier, émergents aujourd'hui, dans leur intérêt comme dans le sien. Cela n'est possible qu'avec une France indépendante, non-partie d'un système d'alliances figées. La France est alliée, mais non alignée. Enfermer ou résumer la France revient à en limiter l'identité et la capacité d'action. La France est large et plurielle: son identité se rattache à l'universel.

Le gaullo-mitterrandisme découle d'une conception selon laquelle la France comme pays doit dépasser son seul statut de nation occidentale. Une telle doctrine refuse le

rattachement du pays au leadership occidental des États-Unis tout en cherchant à augmenter ses marges de manœuvre à l'égard de ses alliés. En somme, elle consiste au refus de l'alignement sur un choix, quel qu'il soit (Moreau Defarges, 2019: 5). L'autonomie stratégique de la France et la possession de l'arme atomique restent les principes essentiels de cette doctrine. Pour Chevènement (2021: 94), il s'agit de garder le cap de l'indépendance à l'échelle internationale, qui consiste à ne pas laisser la France et l'Europe entrainer dans des conflits où leurs intérêts vitaux ne seraient pas engagés. L'auteur continue pour dire que la France ne doit pas être reléguée à la sous-traitance des grandes puissances mondiales: « Alliés des États-Unis ? Certes, mais pas alignés. Partenaire de la Chine et des grands pays émergents, certes, mais sur la base de nos intérêts et de nos valeurs ». La France est héritière des Lumières, et c'est ce qui fonde la légitimité d'une politique étrangère indépendante de ce pays (Chevènement, 2021).

Duclos (2021:728) tente de donner une série d'ingrédients qui pousse Emmanuel Macron à s'intéresser au gaullo-mitterrandisme et surtout à se mettre dans le sillage, « de ce grand Don Quichotte de mâtiné qu'était de Gaulle et de ce Florentin attiré par la grande histoire qu'était François Mitterrand ». Dans le cadre de sa comparaison d'Emmanuel Macron avec ces deux prédécesseurs, l'auteur recommande de tenir compte du facteur « tempérament », car il estime que le Président est « un homme qui voit grand, qui a pour éthique personnelle le courage de savoir prendre des risques ». Pour illustrer davantage cette posture gaullo-mitterrandiste, Védrine et *al*., (2018:112) s'appuient sur le refus français de l'invasion américaine de l'Irak de mars 2003, car, disent-ils, se réfère à des principes universels, notamment la primauté du droit international. Notons que les auteurs opposent l'atlantisme et le néoconservatisme a une telle posture et résument les idées en ces termes:

> La France se définit d'abord par son appartenance à une famille politique, occidentale, qui détermine ses choix stratégiques. Son principal devoir est d'en être solidaire. Mise en danger par l'URSS hier, l'islamisme ou la montée en puissance de la Chine aujourd'hui, elle doit accepter de s'inscrire dans les pas du leadership occidental. Védrine et *al*., (2018:112)

En adoptant cette posture gaullo-mitterrandiste en matière de politique étrangère, Emmanuel Macron épouse ainsi plusieurs points du RN et d'autres mouvements populistes

de la France en matière de politique étrangère. Nous avons montré que Marine Le Pen milite ardemment pour le retour aux valeurs traditionnelles de la diplomatie française, qui, selon elle s'articulent autour de trois positions : l'indépendance, l'équidistance et la constance; lesquelles valeurs sont défendues dans la posture gaullo-mitterrandiste dont se réclame Emmanuel Macron. Lors de sa conférence de presse sur sa ligne de politique étrangère en avril 2022, Marine Le Pen s'est réjouie du changement de position d'Emmanuel Macron en faveur du bilatéralisme. En effet elle avait déclaré ceci :

> Lors de la conférence des ambassadeurs d'août 2019, le président Macron à constater que le quai d'Orsay devait réinvestir le travail bilatéral, se disant frappé de voir que l'Europe avait été laissée aux spécialistes. Ce qui signifiait en fait à des technocrates d'un fédéralisme européen sans âme au détriment de nos relations bilatérales avec les autres états européens, et bien son constat était juste. Il dit avoir effectué une vingtaine de déplacements bilatéraux parmi les pays de l'Union européenne en deux ans et s'être alors aperçu qu'en visitant ces pays, que ces pays n'avaient plus été visités par des présidents français depuis 15-20 ans, et effectivement c'était le cas, par exemple, de la Croatie et de la Serbie. Il a aussi reconnu que l'Allemagne avait été beaucoup plus efficace que nous durant les 15 dernières années sur ce sujet avant d'appeler à réinvestir le dialogue avec les États baltes, les États de l'Est le Groupe de Visegrad**,** les pays de la Rive Sud de la méditerranée.

Le 27 août 2019, à Paris, Emmanuel Macron a rencontré les diplomates lors de la traditionnelle Conférence des Ambassadeurs et Ambassadrices. Il a fait la déclaration suivante qui explique le bien-fondé du bilatéralisme :

> Ce que je vous demande aussi c'est de réinvestir le travail bilatéral. J'ai parfois été frappé de voir que l'Europe avait été en notre sein, laissée aux spécialistes. Il en faut et ils sont d'immenses qualités….Mais je pense qu'il faut aussi réinvestir le dialogue bilatéral. Il est complémentaire du dialogue communautaire. Il est complémentaire parce qu'il nous redonne des marges de manœuvre. Je me permets de vous le dire parce que c'est ce que j'ai tenté de faire depuis 2 ans. J'ai fait 20 déplacements bilatéraux parmi les pays de l'Union européenne en 2 ans. Réinvestir l'action bilatérale, c'est retrouver parfois qu'on a désinvesti cette relation sure, ou le plan politique, ou le plan culturel, souvent éducatif parce que le français recule dans beaucoup de ces pays, etc. … mais c'est surtout se redonner des marges de manœuvre dans le jeu européen. Parce qu'on arrive à trouver des alliances autour de la table du Conseil quand on n'a réinvesti la relation bilatérale. Et je dois bien dire que l'Allemagne a été beaucoup plus efficace que nous durant les 15 dernières années sur ce sujet. Et je pense que c'est un élément indispensable sur lequel je vous demande de vous réengager très profondément. (Macron, cité dans Élysée, 2019).

Avec cette déclaration, Emmanuel Macron reconnait que le réinvestissement dans le dialogue bilatéral « redonne des marges de manœuvre dans le jeu politique international », dans la mesure où ce type de coopération permet aux États puissants de mieux négocier leurs intérêts, évitant ainsi les contraintes imposées par les forums multilatéraux au sein des organisations internationales. Pannier (2018 : 25-26) confirme une telle hypothèse en

soulignant que la diplomatie bilatérale, par le biais des ministères des Affaires étrangères, ambassades et consulats, reste en effet le meilleur outil pour la poursuite des intérêts d'un État. Autrement dit, la relation bilatérale permet de promouvoir l'intérêt national et structure les négociations internationales. On retient que tout l'enjeu du bilatéralisme est de parvenir à poursuivre ces intérêts par la coopération, sans pour autant porter à la souveraineté ou à la liberté d'action des deux États (Devin, 2013 : 93-94, cité dans Pannier, 2018 : 26). Tannous (2017 : 13) reconnait également l'efficacité du bilatéralisme dans la mesure où il permet la conclusion d'accords concrets et garantissent mieux les intérêts nationaux.

En effet, il convient de préciser le contexte dans lequel Macron tient son discours. Nous reconnaissons qu'Emmanuel Macront est en face des Ambassadeurs, donc des acteurs dont leur mission se résume en partie dans les actions bilatérales. En raison de ce contexte et type de public, on est tenté de dire qu'il est normal que le président Macron encense ou mette en exergue la mission des ambassadeurs, et que cela ne signifierait pas nécessairement un nouvel alignement de la politique étrangère du gouvernement. Néanmoins, pour notre part, nous estimons qu'une telle posture est en phase avec les lignes autonomistes et indépendantistes qui vise à donner davantage à la France sa grandeur dans les relations internationales qu'Emmanuel Macron tente de défendre depuis le début de son premier mandat.

Le bilatéralisme reste la forme élémentaire du jeu diplomatique et apparaît comme une condition indispensable du mode multilatéral (Gomart, 2002: 65). En examinant les liens entre le bilatéralisme et le multilatéralisme dans les relations internationales contemporaines, il ressort que, dans le jeu diplomatique, les actions posées à l'échelle régionale et internationale reposent sur une multiplicité de relations diplomatiques bilatérales qui sont renforcées par la nécessité de coordonner les politiques (Pannier, 2018 : 34). Par conséquent, toute négociation multilatérale requiert des pré-négociations et la constitution de coalitions qui se font au niveau bilatéral. En raison de ce qui précède, nous sommes en droit d'affirmer que le choix opéré par Marine Le Pen en faveur du bilatéralisme au détriment du multilatéralisme trouve sa justification dans les avantages

que procure le bilatéralisme dans les enjeux stratégiques en matière de politique internationale.

En tant que parti populiste, le Rassemblement national avait déjà de telles prises de position bien avant l'avènement d'Emmanuel Macron au pouvoir. Le Président Macron qui, depuis la 72e Assemblée générale, reconnaissait que « le multilatéralisme peine à faire face aux défis de la prolifération nucléaire, il ne parvient pas à conjurer des menaces que nous pensions à jamais révolues et qui ont réapparues brutalement » (Macron, citée dans Élysée, 2017b). Il faisait cette déclaration pour justifier l'échec des accords multilatéraux, non seulement sur l'accord nucléaire iranien, mais aussi sur l'incapacité de la communauté internationale d'empêcher les essais nucléaires de la Corée du Nord. Au cours de son discours, Emmanuel Macron a affirmé que « Pyongyang a franchi en revendiquant un seuil majeur dans l'escalade militaire » (Macron, cité dans Élysée, 2017b). On se souvient que, dans la section sur Donald Trump, on a vu que celui-ci a pu infléchir les positions des deux pays à travers des négociations bilatérales. Ce constat tente de montrer l'efficacité du bilatéralisme dans les relations entre les grandes puissances et comment celles-ci peuvent, du fait de leur position hégémonique, obtenir des résultats en faveur de leurs intérêts. Par ailleurs, Emmanuel Macron affirmait déjà son scepticisme sur l'avenir du multilatéralisme. Il se demandait si « Le multilatéralisme survivra-t-il à la période de doutes et de dangers que nous connaissons ? » (Macron, cité dans Élysée, 2018), accorde ainsi Marine Le Pen dans le choix stratégique du bilatéralisme.

On retient qu'en 2017, il y a eu une convergence de certains aspects du programme de Marine Le Pen avec certains candidats, tels Jean-Luc Mélenchon et François Fillon, les principaux candidats du deuxième tour de l'élection présidentielle de 2017. Il s'agit des positions sur le multilatéralisme, plus spécifiquement sur la sortie de l'OTAN et certains accords commerciaux multilatéraux. Au niveau de l'Europe, les trois candidats avaient promis refuser des décisions européennes qui allaient à l'encontre des intérêts économiques de la France, comme les sanctions à l'égard de la Russie qui nuisent gravement à nos entreprises. Avec Emmanuel Macron, nous avons vu que, dans son programme de départ, en ce qui concerne l'OTAN, il promettait que l'alliance jouerait un rôle essentiel dans la défense et la sécurité de l'Europe. Pourtant, l'analyse de son premier mandat laisse voir un

glissement progressif vers des tendances autonomistes, voire populistes, au point de déclarer au cours d'une conférence en décembre 2019 que l'alliance était en « état de mort cérébrale » à la suite de l'intervention turque dans le nord de la Syrie, lancée contre l'avis des autres membres de l'OTAN.

Au niveau de l'interdépendance économique, qui stipule le libre-échange entre les États membres, les discours populistes préconisant le protectionnisme économique remettent en question une telle valeur. Les arguments théoriques ont montré que le commerce international est perçu par plusieurs auteurs comme un facteur important de paix entre nations (Létourneau, 2008: 30). C'est dans cette optique que les États membres du bloc de l'Ouest ont mis en place l'alliance politico militaire qu'est l'OTAN, dont l'une des visions importantes est la pratique du libre-échange. Pour ce faire, lorsque le RN en France remet en question la pratique du libre-échange et que ses propos trouvent des échos favorables auprès du gouvernement Emmanuel Macron, l'on est en droit de défendre l'impact de ce parti sur la politique nationale. Les discours d'Emmanuel Macron qui soulignent les effets néfastes de la politique du libre-échange, attestent nos propos. En effet, à l'occasion de son discours à la conférence des Ambassadeurs et Ambassadrices en aout 2019, déclarait:

> Et donc l'économie de marché qui jusqu'à présent par la théorie des avantages comparatifs et tout ce que nous avions sagement apprit jusque-là et qui permettait de répartir la richesse et qui a formidablement marché pendant des décennies en sortant de manière inédite dans l'histoire de l'humanité des centaines de millions de concitoyens du monde de la pauvreté, a replongé et conduit à des inégalités qui ne sont plus supportables. Dans nos économies, la France l'a vécu ces derniers mois, très profondément, mais, en fait, nous le vivons depuis des années et dans le monde entier. Et cette économie de marché produit des inégalités inédites qui au fond, viennent bousculer en profondeur là aussi notre ordre politique. (Macron, cité dans Élysée, 2019).

À travers cette déclaration, il reconnaît les limites de l'économie de marché, du libre-échange, de la politique économique basée sur l'ouverture des frontières. Selon lui, ces inégalités viennent bousculer la légitimité même de cette organisation politique. Emmanuel Macron justifie sa position par le fait que les classes moyennes n'y retrouvent pas leur part. En fait, depuis le XIX$^{e}$, la Communauté occidentale vit dans des équilibres où les libertés individuelles, le système démocratique et le progrès constant des classes moyennes par le biais de l'économie du marché constituaient jusque-là les fondamentaux de ladite

Communauté. Lorsque ces classes moyennes qui représentent le socle des démocraties libérales ne sont pas prises en compte dans les projets de développement continu, celles-ci doutent et sont tentées, non seulement par les démocraties illibérales, mais aussi par la remise en cause de ce système économique. Le Président français avance que l'Occident doit trouver les moyens pour peser dans la mondialisation, mais aussi repenser cet ordre international, car les arguments selon lesquels « on expliquait aux concitoyens que la délocalisation c'est une bonne chose pour vous; que les emplois vont en Pologne ou en Chine, au Vietnam, mais c'est dans leurs intérêts, ne sont plus pertinents. Il est temps de penser à une alternative « sinon, nous tombons », affirme-t-il.

Dans la quête de l'alternative, et au regard de la problématique ci-dessus, on peut affirmer qu'Emmanuel Macron a changé depuis son arrivée à l'Élysée. En se basant sur son programme économique, Delhommais (2022) confirme qu'il n'est plus permis d'en douter, car :

> Lui qui se faisait il y a cinq ans le promoteur enthousiaste d'une « start-up nation » ouverte à la mondialisation et au libre-échange, se pose aujourd'hui en défenseur intraitable de la souveraineté et de l'indépendance économique, et il vante l'efficacité des boucliers protectionnistes. (Delhommais, cité dans Le Point, 2022).

Delhommais continue pour dire qu'en 2017, le chef de l'État, qui promettait de diminuer le poids et le rôle de l'État dans l'économie pour libérer les énergies du secteur privé, n'hésite plus désormais à faire l'éloge de la planification et va même jusqu'à évoquer des projets de nationalisation. La frontière entre la souveraineté et le protectionnisme étant mince, Jade Grandin et Vignaud (cités dans L'Opinion, 2023) soutiennent qu'Emmanuel Macron prête le flanc à ceux qui militent pour un retour du protectionnisme et vouent aux gémonies les accords de libre-échange. Ses actions sont orientées sur la reconquête de la souveraineté et il veut montrer par la même occasion que sa politique porte ses fruits et renforce l'indépendance du pays. C'est dans ce contexte que le chef de l'État a visité le site du laboratoire familial Aguettant, spécialisé dans les produits pharmaceutiques injectables en réanimation pour attester « le retour de la production en France de médicaments essentiels à nos vies ». Il annonce qu' « au-delà des médicaments, ce constat d'une dépendance excessive est vrai, après quarante ans de désindustrialisation, pour trop de nos

secteurs. La seule solution, pour c'est donc de localiser en France nos filières stratégiques » (Macron, cité dans Challenges, 2023)..

Il convient de noter que le concept de souveraineté est à double tranchant dans la mesure où il fait l'objet de récupération par la gauche radicale et par l'extrême droite pour réclamer le protectionnisme, voire le retour à l'autarcie (Jade Grandin et Vignaud, 2023). Par exemple, Mathilde Panot, présidente du groupe La France Insoumise à l'Assemblée nationale, dénonçait que :

> Un accord de libre-échange vertueux n'existe pas. Cet accord de libre-échange entre l'UE et le Mercosur prévoit des droits de douane nuls où d'énormes quantités de viande, de volaille et de bœufs circuleront. Les éleveurs français ne feront jamais le poids face à la libre concurrence brésilienne, argentine, respect des normes sanitaires ou pas. L'agriculture doit être protégée, quelles que soient les modalités d'échange. Dans un accord de libre-échange, il n'y a pas le droit, car la méthode de production est différente. (Panot, 2023).

Elle continuait pour dire que:

> Nous ne voulons pas d'aménagement avec le libre-échange […] L'heure est à la relocalisation et nous devons penser tous nos systèmes de production et de consommation en rupture avec ce qui a été fait avec le libre-échange. (Panot, 2023).

Le Rassemblement national avait dénoncé auparavant l'accord de libre-échange entre le Mercosur et l'Union européenne dans ces termes :

> Cet accord commercial avec le Mercosur est donc une véritable déclaration de guerre de l'UE envers l'environnement, nos agriculteurs et les consommateurs européens. Au parlement européen, nous refuserons bien entendu le feu vert à son application, et nous nous tiendrons aux côtés de nos agriculteurs, une nouvelle fois sacrifiés sur l'auteur de la mondialisation sauvage. Bardella (cité dans Rassemblement national, 2019).

Jade Grandin et Vignaud (2023) affirment que le Rassemblement national a qualifié de « poison » cet accord de libre-échange promu par l'Union européenne. Les déclarations ont provoqué des réactions, et les propos d'Emmanuel Macron pour rassurer les agriculteurs attestent notre position. Malgré le Mercosur, le Président affirme qu' « il n'y aura aucune réduction de nos standards de qualité, sociaux, environnementaux, ou sanitaires à travers cette négociation. Il n'y aura jamais de bœufs aux hormones en France » (Macron, cité dans Europe1, 2018).

Il poursuit pour dire que:

> 70% du cœur consommé n'est pas français. Ce n'est pas le Mercosur ! C'est notre organisation. C'est nous tous qui sommes irresponsables. Ce sont les mêmes qui ont, la main sur le cœur, font de grandes déclarations en disant qu'ils protègent leurs agriculteurs et qui n'ont pas fait ce travail. Depuis des années. Alors, on va maintenant se retrousser les manches, ensemble. Je vous promets, comme vous le sentez, que j'y prendrai ma part, mais pas à travers des mensonges. (Macron, cité dans Europe1, 2018).

Le 26 avril 2017 à Arras, en France, dans un contexte particulier, Emmanuel Macron avait tenu son dernier d'avant le deuxième tour de l'élection présidentielle. En effet, les élections présidentielles et législatives au printemps 2017 a été un naufrage pour les partis traditionnels, car elles ont fortement modifié le paysage politique en France (Choffat, 2017). On a assisté donc à une recomposition du paysage politique au cours de cette époque. Choffat résume bien le contexte :

> Depuis l'avènement de la Cinquième République en 1958, le pouvoir exécutif était resté aux mains d'un des deux grands partis, de droite d'abord (gaullistes puis Républicains indépendants à partir de 1974, RPR et UMP de 1995 à 2012), de gauche ensuite ou en alternance (Parti socialiste de 1981 à 1995 et depuis 2012). Peu à peu, le monde politique était (re)devenu bipolaire, avec une droite et une gauche. Rares étaient les moments où le schéma habituel avait été perturbé1. Les candidats « hors partis » ou « hors système » étaient voués aux échecs. Le scrutin de 2017 a largement fait évoluer la situation. Pour la première fois depuis le retour au pouvoir du général de Gaulle, un candidat non soutenu par un des partis solidement implantés, réussissait à accéder à l'Élysée. L'inédit était encore renforcé par l'élimination des partis traditionnels qui, pâtissant d'affaires personnelles ou de bilan mal assumé, obtenaient de piètres scores et ne se qualifiaient pas pour le scrutin décisif.

C'est dans ce contexte qu'Emmanuel Macron tient son discours devant plusieurs centaines de militants. Le discours d'Emmanuel Macron est aussi une « réplique à Marine Le Pen venue le provoquer le 20 avril 2017, à l'usine Whirlpool d'Amiens, qui menaçait de fermeture, laissant sur la sellette des centaines d'employés » (Poussielgue, cité dans Les Échos, 2017b). Les deux finalistes de l'élection présidentielle avaient rencontré le 20 avril, à tour de rôle, les salariés du site en grève. Marine Le Pen avait promis d'empêcher la fermeture, pendant qu'Emmanuel Macron avait dénoncé des « promesses démagogiques ». Marine Le Pen avait été bien accueillie sur le site par quelques salariés et des militants du RN. En revanche, Emmanuel Macron a avait été sifflé à son arrivée, mais avait tenté de convaincre les salariés avant de repartir (Poussielgue, cités dans Les Échos, 2017b). C'est

donc dans ce double contexte, à savoir la perte de monopole des deux partis traditionnels et la confrontation avec Marine Le Pen qu'Emmanuel Macron tient son discours du 26 avril à Arras.

Il a rappelé le contexte en disant que la France vient d'écrire une nouvelle page de son histoire politique, car « les deux grands partis traditionnels qui ont tenu le pays depuis plusieurs années ne peuvent plus structurer la vie politique des citoyens. Seulement 25% des Français se sont reconnus en eux » (Macron, 2017). Il avait déclaré que la classe politique française est structurée de la façon suivante, après le désaveu des partis traditionnels.

> D'un côté, on a le RN qui prône le repli, la haine de l'autre, la sortie de l'UE, la négation du monde et l'autre côté, une France conquérante et responsable. Le protectionnisme économique, ne vous y trompez pas, c'est le nationalisme. Le RN, ce n'est pas un parti des patriotes, c'est un parti des nationalistes et les nationalistes, c'est la guerre. Le protectionnisme, c'est la guerre, c'est un mensonge, c'est le repli. (Macron, 2017)

On note qu'avant sa première élection, Emmanuel s'était attaqué avec véhémence au protectionnisme. Alors qu'Emmanuel Macron soutenait farouchement pendant l'entre-deux-tours que le protectionnisme était « la guerre, le repli », Hausalter (cité dans Marianne, 2019) affirmait à la veille des élections européennes du 26 mai 2019 que « les candidats tiennent quasiment plus au moins tout un discours plus ou moins protectionniste, y compris dans le camp présidentiel ». Hausalter (cité dans Marianne, 2019) déclarait que :

> Même Emmanuel Macron, chantre du libéralisme économique et de l'ouverture, a changé de ton. Devenu Président, le même vante aujourd'hui en boucle une Europe qui protège. Et le programme de la liste de La République en marche, menée par Nathalie Loiseau, propose une directive pudiquement intitulée éthique des entreprises, qui interdira l'accès au marché européen à toute entreprise ne respectant pas les exigences sociales et environnementales fondamentales.

Hausalter (cité dans Marianne, 2019) est allé plus loin pour dire « tous protectionnistes ou presque ». L'auteur estime que le changement est le résultat d'une évolution générale, sans doute accentuée par la colère des gilets jaunes, qui aura retenti en France comme un cri de détresse des perdants de la mondialisation. Selon lui, « même la Commission européenne a mis un peu d'eau protectionniste dans son vin libéral, en renforçant les mesures antidumping et en mettant les investissements étrangers sous surveillance ». Un autre fait important concerne le projet d'accord de libre-échange entre

l'Union européenne et le Mercosur qui soulevait une forte opposition en France. L'on se demande si l'Union européenne peut contraindre la France à mettre en œuvre un traité qu'elle rejette ? Autrement dit, est-ce que la France peut bloquer l'accord de libre-échange? En effet, l'accord UE-Mercosur couvre essentiellement des compétences exclusives de l'Union européenne, comme le commerce, mais aussi des compétences nationales, comme l'environnement et la protection de la propriété intellectuelle (Lequeux, cité dans Toute l'Europe, 2024b).

Notons que, pour entrer pleinement en vigueur, le traité doit théoriquement être signé et ratifié par l'Union européenne, puis par l'ensemble des parlements des 27 États membres de l'UE. Oui, la France peut donc, selon Lequeux (cité dans Toute l'Europe, 2024b), en principe, bloquer le processus au cours de ces différentes étapes. Depuis plusieurs années maintenant, le président français s'oppose fermement à la signature de l'accord en l'état, qui pourrait déstabiliser le secteur agricole (Palacin, cité dans Toute l'Europe, 2024c). Une position réaffirmée par le président français dans ses échanges avec la présidente de la Commission européenne en déclarant: « Je veux rassurer tous nos agriculteurs : nous ne renoncerons pas à notre souveraineté alimentaire. La France ne soutiendra pas l'accord UE-Mercosur dans sa version actuelle » (Macron, cité dans France24, 2024).

En effet, Ursula von der Leyen, la présidente de la Commission européenne, semblait profiter d'un contexte de chaos politique en France (où Emmanuel Macron était concentré à la recherche d'un premier ministre) pour accélérer et finaliser la signature du traité de libre-échange. La présidente prenait toutefois « un énorme risque, celui d'être désavouée par les États membres, mais surtout celui d'alimenter l'euroscepticisme hexagonal dont bénéficieront le Rassemblement national et la France insoumise » (Quatremer, cité dans Libération, 2024). Emmanuel Macron est allé plus loin en cherchant à constituer une « minorité de blocage au Conseil », par le ralliement d'autres États à sa position. Précisons que :

> En vertu des traités européens, la Commission est seule négociatrice des accords commerciaux au nom des vingt-sept.. Cependant, tout texte signé avec les pays du Mercosur doit encore être ratifié au Conseil de l'Union européenne en gagnant l'approbation d'au moins 15 États membres représentant 65 % de la population de l'UE, puis réunir "une majorité au Parlement européen. L'éventuelle signature du traité ce vendredi n'est donc pas la dernière étape du processus. (Palacin, cité dans Toute l'Europe, 2024c).

Cette stratégie s'est avérée payante, car, dans son opposition à l'accord, la France a été rejointe par l'Italie et d'autres pays, comme les Pays-Bas ont marqué leur hésitation. L'attitude d'Emmanuel Macron dans l'accord UE-Mercosur est une belle illustration que le président met l'accent sur l'intérêt national de son pays avant la signature de tout accord commercial multilatéral. C'est une position qui est tenue par Marine Le Pen depuis plusieurs années qui semble avoir eu des effets sur les positions d'Emmanuel Macron.
Cet exemple confirme notre argument selon lequel, le populisme de droite en France, plus spécifiquement Marine Le Pen à travers le RN influence non seulement les positions de la classe politique nationale, mais aussi en Europe.

Dans « Oú va la France », Bayart (cité dans Le Temps, 2023a) confirme le basculement de la politique d'Emmanuel Macron vers des tendances populistes : « La France est bel et bien en train de rejoindre le camp des démocraties « illibérales » (Bayart, cité dans Le Temps, 2023a). Pour lui, le Président français vit dans une réalité parallèle et joue avec le feu. Il argumente que :

> Macron n'est ni Poutine ni Modi. Mais il prépare l'avènement de leur clone hexagonal. Au mieux sa politique est celle de Viktor Orban: appliquer le programme de l'extrême droite pour éviter son accession au pouvoir. Son exercice du pouvoir est celui d'un enfant immature, narcissique, arrogant, sourd à autrui, plutôt. 306ncompetent, notamment sur le plan diplomatique, don't les caprices ont force de loi au mépris de la Loi ou des réalités internationales. (Bayart, cité dans Le Temps, 2023a).

Pour Bayart, le Président français est le dernier avatar en date de ce que l'historien Pierre Serna nomme le « poison français » : la propension au reformisme étatique et anti-démocrtique par la voie de l'exercice centralise du pouvoir. Il soutient qu'il y a l'érosion des libertés publiques, au nom de la lutte contre le terrorisme et l'immigration. Il dénonce également les méthodes utilisées par le régime Macron pour maintenir l'ordre lors des manifestations :

> L'interdiction de l' «usage de dispositifs sonores portatifs» pour éviter les casserolades des opposants, le bouclage policier des lieux où se rend le chef de l'Etat, le lancement de campagnes de rectification idéologique contre le «wokisme», la «théorie du genre», l' «islamo-gauchisme», l' «écoterrorisme» ou l'«ultra-gauche» sont autant de petits indices, parmi beaucoup d'autres, qui ne trompent pas le spécialiste des régimes autoritaires que je suis. (Bayart, cité dans le temps, 2023a).

Quelques mois plus tard, Bayart a consolidé sa position en affirmant ceci dans « On sait mieux oú va la France » :

« Aujourd'hui, on le sait mieux. Vers l'explosion sociale, vers son inévitable répression policière puisque la fermeture des canaux démocratiques contraint la protestation à la violence émeutière, et vers l'instauration d'un régime paresseusement qualifié d'«illibéral» (Bayart, cité dans Le Temps, 2023b). Dans l'article précédent, l'auteur comparait Emmanuel Macron à Viktor Orban, Vladimir Poutine ou encore Recep Tayyip Erdoğan, tous des dirigeants considérés comme autoritaires et populistes.

Il justife sa position en affirmant que:

> Certains lecteurs de ma tribune «Où va la France?» se sont offusqués de la comparaison que j'établissais entre Macron et Orban, voire Poutine ou Erdogan. C'était mal me comprendre. Il ne s'agissait pas d'une question de personnes, bien que les qualités ou les faiblesses d'un homme puissent avoir leur importance. Il s'agit d'une logique de situation, qui me faisait écrire que la France «bascule». Or, depuis la parution de cette tribune, les signes d'un tel basculement se sont accumulés. Que l'on en juge, en vrac (Bayart, cité dans Le Temps, 2023b).

Au cours de cette section, nous avons tenté de démontrer que la politique économique et commerciale d'Emmanuel Macron qui prônait l'ouverture des frontière a glissé progressivement vers le protectionnisme économique. Nous avons produit plusieurs exemples, appuyés par des auteurs pour justifier une telle tendance. Dans le programme de 2017, nous avons tenté de montrer que certaines positions, en matière de politique étrangère de Marine Le Pen ne sont pas isolées. Elles trouvent un échos favorable, voire une convergence avec les programmes de certains candidats du deuxième tour de l'élection présidentielle de 2017, tels que François Fillion et Jean-Luc Mélenchon. Nous avons vu aussi que ces positions sont soutenues par certains partis politiques au-délà des frontières françaises. Même si ces soutiens sont issus pour la plupart du temps des partis populistes, une telle alliance est susceptible de faire bouger l'opinion publique en leur faveur. Au niveau d'Emmanuel Macron, nous avons décélé des tendances ou prises de positions populistes dès le début de son mandat, des positions défendues par le Rassemblement national et Marine depuis au moins l'élection présidentielle de 2012. Analysons les programmes et position des candidats pour l'élection de 2022 aussi bien au niveau du protectionnisme économique qu'au niveau des questions en rapport avec l'OTAN.

| Candidats et partis | Programmes et domaines de la politique étrangère | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | Politique économique | OTAN-Armée française | Europe | Immigration | Multilatéralisme |
| Rassemblement National: Marine Le Pen | Protéger notre économie de la concurrence déloyale et revoir les accords de libre-échange qui ne respectent pas les intérêts de la France.<br><br>Mettre en place le patriotisme économique pour réindustrialiser et produire les richesses en France<br><br>Privilégier les entreprises françaises dans la commande publique<br><br>S'opposer aux traités de libre-échange | que la France se retire du commandement intégré de l'OTAN, mette un terme aux coopérations industrielles engagées avec l'Allemagne en matière d'armement, menées au détriment de notre souveraineté technologique et de notre intérêt industriel | Affirmer la supériorité des lois françaises sur les lois européennes<br><br>Ne pas sortir de l'euro | c'est aux Français, et à eux seuls, de déterminer la politique migratoire que notre pays doit suivre; le séjour des étrangers en France n'est pas un droit mais doit être subordonné à la seule satisfaction des intérêts de la France.<br><br>notre pays doit retrouver la pleine maîtrise de l'immigration.<br><br>Mettre fin à l'immigration de peuplement et au regroupement familial. | Pour politique de défense des mains libres.<br><br>Notre politique de défense doit continuer de reposer sur une doctrine claire, crédible, permanente et intégralement nationale de la dissuasion nucléaire, ce qui implique la modernisation de l'ensemble de ses composantes et le retour dans le giron national des secteurs industriels abandonnés à l'étranger. |
| La République En marche ! Emmanuel Macron | Créer des filières vertes 100 % françaises | Redonner un sens à l'OTAN<br><br>Le président français qui, en 2019, estimant que l'OTAN était en état de « mort cérébrale » a revu sa position depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Cette guerre « redonne une clarification stratégique à l'OTAN en la ramenant aux conflictualités de ses origines » (Macron, cité dans Reuters, 2022) | Réformer l'espace Schengen et renforcer Frontex<br><br>Assurer la puissance de l'Europe | Réduire les procédures de demande d'asile | Lancement dans toute l'Union européenne, dès la fin des élections allemandes à l'automne 2017, de conventions démocratiques, pour construire un projet politique commun ensuite soumis à la validation de tous les Etats membres |

Tableau 16 : Le programme d'Emmanuel Macron pour la présidentielle de 2022. Source : Le Monde (2022b)

Au niveau du protectionnisme économique, notons que sur les douze candidats officiellement annoncés, sept ont fait connaitre leurs positions sur la question. Tous les sept ont des positions protectionnistes ou presque. Pour le candidat écologiste Yannick Jadot, il faut protéger les entreprises françaises de la concurrence déloyale sur le plan environnemental ou social, et permettre aux entreprise de relocaliser leur production en France, tout en « trouvant des débouchés sur des marchés européen ». Il souhaitait aussi

intégrer des critères de production locale dans les marchés publics. Le candidat envisageait également renforcer les mécanismes de contrôle des investissements extra-européens au sein de l'UE (Jadot, cité dans Le Monde, 2022b).

La candidate Valérie Pécresse avait promis créer un Haut Conseil de la souveraineté économique et numérique chargé d'autoriser les investissements étrangers en France, et de verifier les engagements des investisseurs. Elle souhaitait aussi renforcer la préférence européenne dans la commande publique, et imposer un quota de 50% de produits européens en matière de logiciel et infrastructures numériques (Pécresse, citée dans Le Monde, 2022b). Quant au candidat Nicolas Dupont-Aignan, il envisageait de favoriser la production française par plusieurs biais dont l'étiquetage obligatoire pour indiquer la part produite en France, le développement des labels régionaux, la création d'un fonds d'investissement et de relocalisation pour les produits Label tricolore dote de cinq milliards d'euros. Il voulait par ailleurs réserver 75% des marchés publics aux fabrications françaises d'ici à 2027 (Dupont-Aignan, cité dans Le Monde, 2022b).

Concernant Éric Zemmour, il souhaitait instaurer sur les produits « un patrie-score », indiquant clairement la provenance des produits. Il souhaitait protéger les entreprises françaises « en élargissent le contrôle des investissements étrangers à tous les secteurs », « en obligeant la commande publique à privilégier les produits français », et enfin « en exigeant le remboursement intégral des aides publiques reçues par les entreprises qui délocalisent » (Zemmour, cité dans Le Monde, 2022b). Pour le candidat de La France Insoumise, Jean-Luc Mélenchon, il faut instaurer des droits de douane sur des critères de pollution environementale et « une taxe kilométrique aux frontières de la France » (mesure que ne permette pas les traités européens actuels). Il proposait aussi de mettre en place « des critères sociaux pour empêcher le dunping fiscal, réglementaire et social » (Mélenchon, cité dans Le Monde, 2022b). Notons que nous comparons les positions de ces candidats en référence à celle de Marine Le Pen, nous analysons dès à présent, la position du président en exercice Emmanuel Macron sur la question du protectionisme.

Rappelons que dans la section précédente, nous avons défendu que pour son premier mandat, Emmanuel Macron a glissé vers des tendances populistes, notamment sur le

protectionnisme économique. Alors que le président français avait qualifié le protectionnisme de guerre, de mensonge et de repli, ses décisions prises lors de l'exercice de ce premier mandat avaient des visées populistes. L'argument a été soutenu, non seulement dans ses déclarations mais aussi à travers certains auteurs. Nous regardons s'il continue sur cette tendance depuis 2022, date de sa réélection. Dans son programme de 2022, Emmanuel Macron entend créer des filières 100% française, sans recours à l'exportation, dans des secteurs énergétiques et écologiques stratégiques: l'éolien, le solaire et les véhicules électriques (Le Monde, 2022b).

Du 11 au 12 avril, Emmanuel Macron était en déplacement aux Pays-Bas. Il s'est rendu à la Haye, sur invitation de l'Institut Nexus, où il s'est exprimé sur le thème de « l'Avenir de l'Europe ». Lors de son discours, Emmanuel Macron a abordé les contours d'une nouvelle doctrine économique européenne, pour protéger les intérêts et valeurs françaises et européennes, pour demeurer souverains, pour mener à bien la transition climatique, pour créer des emplois et de la croissance et préserver le modèle social (Ambassade de France en Espagne, 2023). Selon lui, la pandémie et la guerre en Ukraine ont toutes deux joué un rôle de catalyseur vis-à-vis de la souveraineté européenne. Pour ce faire, il souhaitait « approfondir ce concept, le sens qu'il revêt aujourd'hui et la signification qu'il faudrait lui donner dans notre contexte actuel » (Macron, cité dans Ambassade de France en Espagne, 2023). En décidant « de placer ce terme au centre » de son projet politique pour son deuxième mandat, Emmanuel Macron rejoint ainsi Marine Le Pen sur ce terme qui fait l'essence même du RN.

Pour le président français, « la souveraineté offre les moyens pour garantir l'essence de l'être, et permet de préserver dans son être ». Ainsi, pour être soi-même, il faut être souverain. Il déclare que les concepts souveraineté et identité sont intrinsèquement liées. Il est important de saisir cette connexion, car « si l'on accepte de perdre sa souveraineté, ce qui revient à dépendre d'autres, il devient impossible de prendre des décisions pour soi-même ainsi que de préserver et développer sa propre identité » (Macron, cité dans Ambassade de France en Espagne). Il a affirmé que la pandémie et la guerre en Ukraine ont fait comprendre que pour préserver l'identité européenne, « il nous fallait réduire notre niveau de dépendance. Celui-ci s'étendra progressivement à l'ensemble des domaines »

(Macron, cité dans Ambassade de France en Espagne). Après la souveraineté, Emmanuel Macron fait référence à « l'indépendance » un autre concept cher à Marine Le Pen et au RN. Cette déclaration d'Emmanuel Macron confirme davantage sa tendance vers les positions populistes:

> Je n'ai pas pour intention de revenir à une forme de protectionnisme, cela n'aurait aucun sens, mais d'essayer de concevoir avec vous, en quelques minutes, les éléments qui pourraient constituer cette doctrine globale en matière de sécurité économique et orienteraient l'ensemble de nos actions européennes. Je souhaite trouver un moyen de nous protéger, de préserver notre identité et de nous permettre de définir de manière autonome nos modèles actuels et futurs. (Macron, cité dans Ambassade de France en Espagne, 2023).

Selon lui, cette nouvelle doctrine (la souveraineté économique) devrait reposer sur cinq piliers, à savoir la compétitivité et l'intégration européenne, la politique industrielle européenne, la protection des intérêts stratégiques de l'Europe, la réciprocité et la coopération. Parmi ces piliers, nous retenons la protection des intérêts stratégiques de l'Europe et la réciprocité, qui représentent des concepts défendus dans la plupart du temps par le populisme. Concernant les intérêts stratéquiques européens, Emmanuel Macron avait fait la déclaration suivante :

> En effet, nous devons accepter de protéger les intérêts de nos actifs stratégiques lorsque nous estimons qu'ils sont menacés, par des actions hostiles ou des pratiques distortives. Il s'agit là d'un élément crucial. Pour la première fois, l'Union européenne s'est dotée, sur la base de critères de sécurité et d'ordre public, d'un outil permettant de bloquer ou d'interdire les participations ou les acquisitions étrangères dans certaines entreprises stratégiques. Cette décision marque un véritable tournant idéologique, puisqu'il y a peu, nous étions ouverts au monde sans aucune condition. Nous estimons désormais, à juste titre, que dans le cas de certains actifs clés, nous devons filtrer les investissements étrangers. Pendant et après la crise financière, nous avons adopté la démarche inverse en poussant certains États membres à brader des actifs stratégiques à des intérêts chinois, comme des entreprises du secteur de l'énergie ou des ports, par exemple. Nous choisissons aujourd'hui de procéder différemment. (Macron, cité dans Ambassade de France en Espagne, 2023).

Emannuel Macron avait déclaré aussi qu'en ce qui concerne les infrastructures essentielles et de cybersécurité, il fallait activer ce mécanisme de protection et mettre en place ce dispositif préventif, que la sécurité nationale et européenne est menacée. Il en allait de même pour de nombreux autres sujets, qu'il s'agisse de défense, de technologie, etc. Selon lui, l'approche de l'UE consiste toujours en une addition complexe d'intérêts nationaux. Cependant, les intérêts offensifs de certains pays divergent des intérêts défensifs

d'autres pays, avait-t-il déclaré. Le président français tente ainsi de montrer les limites de la politique commerciale visant à défendre les intérêts, étant donné qu'en réalité, ceux-ci sont divergents, attestant ainsi, la primauté des intérêts nationaux. Pour Emmanuel Macron, l'Europe et la France ont besoin de  la réciprocité, et qu'elle sera particulièrement importante pour la nouvelle génération d'accords commerciaux. Selon lui, le concept est bien connu au sein du MERCOSUR et d'autres accords multilatéraux. Même s'il affirme « croire au systéme ouvert », qui selon lui a bénéficié aux Européens et à la plupart des régions du monde, il soutient néanmoins qu'« il doit s'agir d'un commerce équitable, qui repose sur le principe de réciprocité ». « Aussi, un accord de libre-échange doit obéir à une logique qui dépasse un raisonnement purement économique ». (Macron, cité dans Ambassade de France en Espagne, 2023).

Afin de mieux soutenir son idée, Emmanuel Macron a mis en avant trois points, à savoir la soutenabilité, l'équité et l'équilibre des concessions et la clarification des intérêts stratégiques de l'accord.  En ce qui concerne la soutenabilité, il avait fait la déclaration suivante:

> Nous devons cesser de signer et d'accepter des accords commerciaux avec des pays qui ne respectent pas l'Accord de Paris et nos engagements en faveur de la biodiversité. Autrement, nous nous imposerions des contraintes, ou du moins nous imposerions des contraintes à nos producteurs conformément à nos exigences et à nos engagements, mais nous accepterions également d'importer des produits provenant de pays moins exigeants qui ne respectent pas l'Accord de Paris et les accords sur la biodiversité. Or, il y aurait là un véritable manque de cohérence, car vous participeriez à la négation de ce en quoi vous croyez et mettriez ainsi en péril votre industrie. Aussi, il convient de mettre fin à ces pratiques. À ce titre, l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et la Nouvelle-Zélande constitue une référence en la matière et devra servir de modèle pour tous les futurs accords de libre-échange. (Macron, cité dans Ambassade de France en Espagne, 2023).

Selon lui, la lutte contre les changements climatiques et le respect des engagements en faveur de la biodiversité devront ainsi constituer une clause essentielle des futurs accords de libre-échange. Une telle position confirme donc le ralliement d'Emmanuel Macron au protectionnisme écologique ou protectionnisme vert (Transactions Énergies, 2023). Le deuxième point, à savoir l'équité et l'équilibre des concessions pour « éviter tout effet préjudiciable sur l'économie et l'UE, notamment dans les secteurs les plus sensibles

» (Macron, cité dans Ambassade de France en Espagne, 2023). Avec le troisième point, Emmanuel Macron assure que

> nous devons impérativement mettre en place un dispositif et des mesures miroirs afin de veiller à imposer les mêmes contraintes aux producteurs du pays signataire de l'accord que celles que nous imposons à nos producteurs.Il s'agit là du seul moyen de rendre ces accords commerciaux durables et acceptables pour la population comme pour le secteur industriel. (Macron, cite dans Ambassade de France en Espagne, 2023).

Pour appuyer l'idée selon laquelle la politique ou les déclarations de Marine Le Pen provoquent des réactions au sein de la classe politique française, notons aussi qu'à la veille des élections européennes en France, qui se sont tenues du 8 au 9 juin 2024, l'ancienne présidente du RN avait souhaité avoir un débat avec Emmanuel Macron : « Je débattrai donc contre Emmanuel Macron s'il met sur la table sa démission ou la dissolution de l'Assemblée nationale en cas d'échec de la liste Renaissance » (Le Pen, citée dans HuffPost, 2024). Au journal LeParisien, Emmanuel Macron n'a pas tardé à réargir en disant:

> Je suis prêt à débattre maintenant avec Marine Le Pen. Si on pense que c'est une élection où se joue une partie du destin de la France, ce que je crois, il faut débattre. Je suis à sa disposition. La balle est dans son camp. Après l'élection, ce débat n'aura plus d'intérêt : je suis président de la République (Macron, cité dans LeParisien, 2024).

Cette partie tente de montrer qu'à l'instar de son premier mandat, Emmanuel Macron continue d'adopter et justifier des positions populistes, des positions défendues par Marine Le Pen depuis plusieurs années. La différence est que, contrairement au premier mandat où il reclamait la protection des intérêts nationaux français, dans son deuxième mandat en cours, le président met plutôt en avant la « souveraineté économique » de l'Europe.

Rappelons aussi que lors de cette compagne, la question des relations entre la France et l'OTAN a été abordée par tous les candidats. Un fait important est que cette campagne se déroule dans un contexte particulier de guerre sur le continent européen, précisement en Ukraine, mettant ainsi en lumière le rôle de l'OTAN, et obligeant du coup les candidats à la présidentielle de cette époque de se positionner sur la question de la présence française au sein de l'alliance. Rester ou partir? La France doit ou non quitter l'OTAN? Si elle reste dans l'alliance, doit-elle en quitter le commandement militaire intégré? Rappelons qu'en

1966, afin de retrouver une plus grande indépendance vis-à-vis des États-Unis, le général De Gaulle avait pris ses distances en quittant le commandement intégré, qui fixe les stratégies militaires et le fait appliquer sur le terrain. Dans le chapitre sur l'analyse des discours de Marine Le Pen, ainsi que dans son programme pour les élections de 2022, dans le tableau 16, nous avons démontré une position constante de l'ancienne candidate du Rassemblement national qui vise à sortir la France du commandement intégré de l'alliance.

Durant de cette campagne, on retient que quatre candidats souhaitaient rester dans l'OTAN (Emmanuel Macron, Valérie Pécresse et Anne Hidalgo, Jadot), trois souhaitaient quitter le commandement militaire intégré (Marine Le Pen, Éric Zemmour, Nicolas Dupont-Aignan), cinq souhaitaient quitter l'OTAN (Jean-Luc Mélenchon, Fabien Roussel, Philippe Poutou, Nathalie Arthaud et Jean Lassalle) (Cantié, citée dans France Inter, 2022). En sommes, huit candidats sur les douze ont manifesté dans leurs programmes, leur volonté de quitter au moins le commandement intégré de l'Alliance. Parmi ses huit, cinq ont exprimé une position radicale de sortir purement et simplement de l'alliance. Il est vrai que ses positions ne représentent pas une enquête sur l'opinion publique française sur leur perception de l'OTAN, mais elles peuvent être considérées comme des indices importants, dans la mesure où ces candidats sont soutenus par leurs militants. Nous avons montré que dans ses débuts avec Jean-Marie Le Pen, le Rassemblement national s'est construit en opposition au Gaullisme, avant de commencer à épouser sa position en matière de politique étrangère, notamment dans les relations atlantiques, et ce, sous l'impulsion de Marine Le Pen. Depuis sa première participation à l'élection présidentielle en 2012, l'ancienne présidente du Rassemblement national défend une telle position.

Pour ce faire, le fait que plusieurs autres candidats de l'élection de 2022 adoptent une telle posture peut s'expliquer comme un effet domino de la position de Marine Le Pen. En d'autres termes, la remise en question des décisions d'Emmanuel Macron en faveur de l'OTAN par Marine Le Pen alimente les débats dans la classe politique française. Par exemple, invité le 7 février 2022 par la chaîne France Inter, Éric Zemmour faisant partie des candidats qui souhaitaient retirer la France du commandement intégré de l'OTAN, affirmait :

> Il faut une sortie de la France du commandement militaire intégré de l'Otan pour retrouver une voix indépendante, tout en demeurant au sein de l'alliance atlantique : ni soumission aux États-Unis, ni asservissement à la Russie, la France doit redevenir une puissance indépendante. (Zemmour, cité dans France Inter, 2022)

Il a par la suite déclaré à l'égard d'Emmanuel Macron les propos suivants :

> Emmanuel Macron a gâché ses chances avec la Russie, il a gâché de bonnes idées. Recevoir Vladimir Poutine à Versailles était une bonne initiative, mais comme d'habitude Emmanuel Macron a tout gâché parce qu'il fait tout et son contraire. (Zemmour, cité dans France Inter, 2022).

Lors de la présentation de son programme de défense en 2022, Éric Zemmour déclarait :

> Je retirerai donc la France du commandement militaire intégré de l'OTAN. C'est un acte politique, qui nous permettra de montrer que la France redevient une puissance d'équilibre, capable de parler avec qui elle le souhaite et de manière crédible. (Zemmour, 2025)

Il a continué pour dire que l'indépendance doit redevenir le fil directeur de la politique étrangère, de défense mais aussi de sa politique économique, dans la droite ligne de l'action du général De Gaulle. Elle doit aussi conduire la France à refuser le gouvernement des juges et des institutions supranationales, au mépris de la souveraineté du peuple. Après avoir été alarmiste en décembre 2019, le Président a tenu un discours différents pendant la période de campagne en 2022 sous l'Administration Bien. En 2019, le Président français qui estimaient que l'OTAN était en état de « mort cérébrale » a revu sa position depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Cette guerre « redonne une clarification stratégique à l'OTAN en la ramenant aux conflictualités de ses origines » (Macron, cité dans Reuters, 2022). En effet, ce changement de ton de la part du président peut s'expliquer par la posture pro-atlantiste de l'Administration Biden depuis le début de son mandat janvier 2021, qui a ramené la confiance au sein de l'alliance. La déclaration d'Emmanuel Macron consolide notre argumentation développée dans la section sur l'Administration Joe Biden, selon laquelle l'OTAN a connu une période de révitalisation sous sa gouvernance.

Analysons aussi la position de ces candidats sur la guerre en Ukraine. En effet, depuis le déclenchement du conflit russo-ukrainien, plusieurs pays occidentaux ont annoncé une salve de sanctions économiques contre Moscou et une aide à l'Ukraine, mais sans intervention militaire. Nous abordons ce contexte dans la thèse, car la guerre se déroule sur le continent européen et la plupart des pays de l'OTAN ont pris position sur le sujet. C'est

dans ce contexte que les candidats à l'élection présidentielle en France, comme ce fut le cas pour plusieurs pays européens au cours de cette époque ont invité à se prononcer sur le sujet. Nous avons analysé la position de Marine Le Pen sur le conflit dans la section sur « l'analyse des discours ». Lors d'une interview exclusive accordée aux journalistes d'Ouest-France, le 22 avril 2022 au siège du parti à Paris, l'ancienne candidate du Rassemblement national n'est pas en faveur des sanctions économiques à l'égard de la Russie, car selon elle, les conséquences néfastes d'une telle décision européenne seront immédiates sur le pouvoir d'achat du peuple français (Le Pen, citée dans Ouest-France, 2022). Marine Le Pen craint aussi que de telles sanctions rapprochent davantage la Russie de la Chine.

> Et puis, j'ai exprimé aussi une crainte. J'ai exprimé unecrainte, qui est une crainte ancienne, une crainte ancienne de notre pays, ancienned'autres grandes puissances du monde qui est de faire en sorte que la Russie et la Chine deviennent des alliés si étroits qu'ils constituent demain parce que c'est ça aussi gouverner c'est prévoir les dangers d'aujourd'hui et y répondre et les dangers de demain, une superpuissance, une superpuissance économique, une superpuissance monétaire, une superpuissance peut-être même militaire qui pourrait constituer un danger absolument majeur pour l'Occident, pour l'Europe et pour la France. (Le Pen, citée dans Ouest-France, 2022).

La France, comme puissance d'équilibre et indépendante devrait faire en sorte pour créer un rapprochement entre l'OTAN et la Russie, a-t-elle déclaré. Selon elle, le plus grand danger qui pèse sur la France et l'Europe, est l'association entre la Russie et la Chine. Ils commencent à créer un système monétaire indépendant, à mettre en place des alliances militaires et économiques, susceptibles d'avoir des conséquences cataclysmiques. Marine Le Pen est aussi opposée à l'envoi de troupes françaises en Ukraine et pense qu'il faut trouver une solution diplomatique au conflit par l'intermédiaire de l'ONU. Selon elle, la seule solution pour une désescalade c'est que l'Ukraine ne rentre pas dans l'OTAN (Le Pen, citée dans Le Monde, 2022b). Sur les douzes candidatures, six ont emboîté le pas sur Marine Le Pen à ce que l'Ukraine n'adhère jamais à l'OTAN; même si l'alliance avait de toute façon écarté cette option, cela montre encore une fois que les prises de position de l'ancienne candidate du Rassemblement national ne sont pas isolées.

Pour le candidat Fabien Roussel, la France et l'UE doivent maintenir un dialogue avec les présidents ukrainien et russe pour obliger la Russie à retirer ses troupes. Il considère que cela peut passer notamment par un engagement à ne pas faire entrer l'Ukraine

dans l'OTAN, ce qui répondrait aux exigences de Vladimir Poutine (Roussel, cité dans Le Monde, 2022b). La candidate Nathalie Arthaud défend la position selon laquelle, il faut se tenir à un non-alignement de la France et ne pas fournir d'armes à l'Ukraine. Elle se dit « absolument contre les sanctions économiques » contre la Russie, car « ce sera la population qui les paiera ». Elle s'oppose aussi à l'envoi d'armes en Ukraine, car elle estime que les responsabilités de cette guerre sont partagées. Tout en déclarant être contre la guerre, elle soutient que « l'OTAN a ceinturé la Russie », et que « l'attaque de Poutine contre l'Ukraine était criminelle et la politique des grandes puissances occidentales aussi » (Arthaud, citée dans Le Monde, 2022b).

Pour le candidat Nicolas Dupont-Aignan, il faut se tenir à un non-alignement de la France et faire de l'Ukraine un État neutre. Il souhaite que la France soit un médiateur entre la Russie et l'OTAN (Dupont-Aignan, 2022b). Le candidat de la Reconquête!, Éric Zemmour affirme qu'il faut s'engager à ce que l'Ukraine ne rentre jamais dans l'OTAN. Il appelle à la signature d'un traité pour garantir que l'Ukraine n'entrera jamais dans l'Alliance ( Zemmour, cité dans Le Monde, 2022b). Le candidat de la France Insoumise, Jean-Luc Mélenchon va dans le même sens. Pour lui, il faut défendre l'idée de statut de neutralité de l'Ukraine. Il ne s'oppose pas aux sanctions contre la Russie, mais estime qu'elles « ne serviront à rien » et souligne le risque qu'elles pèsent sur le pouvoir d'achat des Français. Il est contre le fait d'armer l'Ukraine et souligne que « la guerre sur le terrain est perdue » d'avance contre la Russie. Il « exige un cessez-le-feu et le retrait des troupes russes » et enfin organise une « conférence des frontières » dans le cadre de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (Mélenchon, cité dans Le Monde, 2022b). Lors d'un meeting de campagne en mars 2022 à Lyon, il a demandé de « ne pas accepter un ordre du monde dans lequel il y aurait d'un côté, l'OTAN, et de l'autre un bloc russo-chinois ». Avant d'ajouter : « nous serions entraînés dans une guerre absurde, une compétition, une guerre froide qui n'a pas de sens ». Pour ce faire, il déclare: « Je propose la sortie de l'OTAN, organisation inutile» (Mélenchon, cité dans Les Échos, 2022).

Contrairement aux candidats ci-dessus, Emmanuel Macron, de par sa position de Président en exercice a decidé avec les autres dirigeants européens de renforcer les sanctions contre la Russie. « Nous continuerons de sanctionner la Russie à chaque fois

qu'une étape sera franchie », tout en livrant les armes à l'Ukraine (Macron, cité dans Le Monde, 2022b). Le 31 mai 2022, face à plusieurs journalistes, le Président français a défendu l'adoption d'un sixième paquet de sanctions contre la Russie, qui contient un embargo sur le pétrole russe importé par voie maritime (Bourgery-Gonse, 2022, citée dans Eurativ, 2022). Au niveau de l'OTAN, Emmanuel Macron défend l'idée selon laquelle il faut « redonner un sens à l'OTAN ». Pour rester dans la dynamique et la logique de cette position sur l'alliance pour son deuxième mandat, il s'était entretenu avec Jens Stoltenberg, Secrétaire général de l'OTAN, au Palais de l'Élysée le 28 juin 2023. Cette était intervenue en marge de la préparation du Sommet de Vilnius des 11 et 12 juillet en Lituanie.

> En effet, dans la période de forte tension que nous vivons actuellement, marquée notamment par l'agression de la Russie contre l'Ukraine, le rôle de l'OTAN est plus important que jamais. Et depuis le 24 février 2022, notre Alliance a su répondre avec unité et détermination, mais aussi avec responsabilité, au défi sans précédent que constitue le retour de la guerre à grande échelle sur le continent européen. (Macron, cité dans Élysée, 2023

Selon lui, l'OTAN joue un rôle dans la solidarité directe avec l'Ukraine. Pour ce faire, les alliés ont déployé un ensemble complet de mesures d'assistance renforcées pour « aider à la réforme des forces armées ukrainiennes, favoriser leur interopérabilité avec les forces de l'alliance et leur apporter un soutien dans le secteur non létal ». Au cours de la déclaration conjointe, Emmanuel Macron dit reconnaître le rôle central joué par le Secrétaire général pour « permettre à l'Alliance d'être à la hauteur du moment, tout en préservant l'unité des alliés alors que beaucoup pariaient sur nos divisions. Vous vous êtes investis pour assurer que l'OTAN réponde avec la fermeté nécessaire aux provocations de la Russie » (Macron, cité dans Élysée, 2023).

Il est important de rappeler que ces différentes déclarations d'Emmanuel Macron doivent être interprétées en rapport avec le contexte de la politique étrangère des États-Unis au cours de cette époque. En effet, tel que nous avons défendu dans la section sur Donald Trump, l'arrivée de l'Administration Biden a eu un rôle prépondérant dans la cohésion et l'unité de l'Alliance. Les actions prises par cette Administration ont ramené la confiance et ont permis à l'alliance de connaitre une nouvelle vie face à la menace commune extérieure qu'est la Russie. Une telle observation permet de remettre à la lumière des faits la pertinence de l'approche réaliste dans cette thèse, car rappelons que l'argument

principal de ce travail s'est construit en rapport avec la logique réaliste suivante : en raison de l'absence d'une menace commune extérieure aux membres de l'OTAN, depuis la disparition du Pacte de Varsovie, les jours de l'alliance étaient comptés (Waltz, 1993). Depuis le déclenchement du conflit en Ukraine par la Russie, l'OTAN a retrouvé un regain de vitalité sous l'Administration Biden entre 2021 et 2024. Ce constat permettra probablement d'avoir une conclusion nuancée, car rappelons que la thèse est partie de l'argument de l'approche constructiviste selon lequel : l'OTAN est restée en vie après la disparrition de la menace commune soviétique grâce à la convergence des valeurs libérales communes entre les alliés. La menace desdites valeurs fragiliserait donc la cohésion de cette alliance.

# Conclusion

La thèse tire son origine de l'argument selon lequel la prédiction de désintégration de l'OTAN annoncée par les tenants de l'approche réaliste à la suite de la disparition du bloc soviétique n'a pas eu lieu, en raison de l'existence des valeurs libérales que les Alliés ont en commun. Cette position est défendue par l'approche constructiviste depuis les années 1994, réfutant ainsi la logique réaliste. Le constat est que, tels que soutenu par plusieurs auteurs dans le chapitre I, le populisme de droite menace les valeurs libérales. Si la convergence des valeurs libérales renforce la cohésion de l'OTAN; la menace de celles-ci fragiliserait donc cette cohésion. L'objectif de la thèse a consisté à analyser le mécanisme par lequel une telle menace ou une telle fragilisation de la cohésion de l'Alliance intervient. La thèse a défendu l'hypothèse suivante : La remise en question des valeurs libérales que constituent le multilatéralisme, l'interdépendance économique et l'identité collective, qui sont rejetées par le discours populiste, fragilise la cohésion de l'OTAN.

Pour atteindre notre objectif, nous avons analysé les discours de deux dirigeants populistes, à savoir Donald Trump aux États-Unis et Marine Le Pen en France. Nous retenons que les discours populistes sur les relations internationales sont porteurs d'une certaine vision du monde qui est à l'antipode des valeurs de démocraties libérales défendues par la Communauté atlantique et qui, selon les hypothèses constructivistes, ont assuré la survie de l'OTAN en dépit de la disparition du bloc soviétique. En ce qui concerne les dirigeants, le premier a déjà exercé le pouvoir et a été réélu en novembre 2024 après l'avoir perdu en novembre 2020. En revanche, la seconde n'a jamais exercé le pouvoir d'État après trois tentatives, en 2012, 2017 et 2022.

## A. L'impact des discours de Donald Trump sur les relations transatlantiques

Comme mentionné, les discours de Donald Trump sont porteurs d'une autre vision du monde, une vision qui est axée sur la défense de l'intérêt national égocentrique, sur la pratique du bilatéralisme, du protectionnisme, de l'isolationnisme, sur la remise en cause du modèle libéral, sur les prises de décisions de manière unilatérale, voire le repli identitaire. Nous avons démontré que ces éléments de la politique étrangère du populisme de droite vont à l'encontre des trois valeurs cohésives de l'OTAN défendues par les tenants

de l'approche constructiviste. Nous avons montré aussi par les faits observables l'impact de ses discours sur les accords multilatéraux, sur les organisations supranationales et internationales. En effet, le tableau 8 nous indique que Donald Trump a retiré les États-Unis de plusieurs accords internationaux, de manière unilatérale, isolant ainsi le pays, car, selon lui, ces accords ne garantissaient pas les intérêts nationaux américains.

Par exemple, les États-Unis sous l'Administration Trump ont quitté l'UNESCO en 2019, après avoir déposé l'avis de retrait en octobre 2017; le 1er juin 2017, Donald Trump a annoncé le retrait des États-Unis de l'accord de Paris sur le changement climatique signé par 195 pays en 2016. Il a qualifié cet accord de très injuste pour son pays puisqu'il permettrait, selon lui, aux autres nations de prendre un avantage sur l'industrie américaine. En mai 2018, les États-Unis se sont retirés de l'accord sur le programme nucléaire iranien, et Trump a décidé de rétablir de manière unilatérale les sanctions économiques. Il a aussi signé l'acte de retrait de l'accord de libre-échange transpacifique, sans oublier qu'il avait décidé unilatéralement de retirer les troupes américaines de l'Allemagne.

Notons qu'en matière de politique étrangère, Donald Trump adopte la posture du réalisme hobbesien, où chaque nation constitue une entité souveraine qui ne devrait pas être violée ni soumise à des normes internationales. Les populistes mettent en avant les intérêts avant les valeurs, privilégient l'isolationniste et l'unilatéralisme, remettent en question les organisations internationales qui, selon eux, sapent une partie de la souveraineté des États. Ils privilégient le bilatéralisme au détriment du multilatéralisme (qui défend les intérêts communs), car ils estiment que les intérêts nationaux sont mieux négociés dans les relations bilatérales où les États exercent la plénitude de leur souveraineté. Les populistes n'acceptent l'action multilatérale que lorsque les intérêts nationaux de leurs pays sont garantis ou mis en jeu. En somme, on les qualifie de réalistes pragmatiques, d'isolationnistes et de souverainistes, voire de nationalistes et d'unilatéralistes sans états d'âme, et leur attitude antipluraliste s'oppose à l'expression de la diversité idéologique; ce qui est contraire aux normes de la démocratie libérale qui caractérisent la communauté transatlantique. Ils s'identifient comme les vrais et seuls représentants du « peuple ».

Nous avons observé que Donald Trump rejette le libre-échange. L'idée de libre-échange visant à favoriser le commerce transatlantique trouve son origine et sa logique dans le Plan Marshall 70 ans plutôt. Par conséquent, en rejetant le libre-échange, le président américain remettait ainsi en question la logique qui est importante dans les relations transatlantiques depuis 1947, c'est-à-dire favoriser le commerce entre les alliés. Cette logique est inscrite à l'article 2 du Traité de Washington. Il s'agit d'un vaste programme de rétablissement de l'économie européenne dévastée par les deux Guerres mondiales. Avec son programme de « America First », Donald Trump préconise le protectionnisme économique afin de mieux défendre les intérêts nationaux des États-Unis. Sous l'Administration Trump I, les États-Unis se sont soient retirés de plusieurs accords multilatéraux économiques tout en arguant que ceux-ci ne servaient pas directement les intérêts du pays. Il est donc probable que nous assistions à une intensification des querelles avec les alliés et les partenaires commerciaux des États-Unis au sujet de la sécurité, du commerce.

Concernant l'identité collective, Donald Trump a pris des décisions sans consultation préalable des Alliés. En effet, il existe un cadre de consultation avant toute prise de décision. Toutes les décisions de l'OTAN sont prises par consensus, après des échanges de vues et des consultations entre les pays de l'Alliance. Le principe de consultation entre pays membres est donc vital pour l'OTAN, et garantit un mode de fonctionnement démocratique. C'est une caractéristique qui constitue l'identité collective de l'Alliance et qui fait d'elle l'Alliance des démocraties. Toute prise de décision unilatérale viole un tel principe et met en mal la cohésion entre les Alliés. Comme mentionné, nous avons observé que le retrait des États-Unis des accords multilatéraux ci-dessus par Donald Trump s'est fait sans consultation des alliés.

En ce qui a trait l'OTAN, Donald Trump adopte une approche comptable, voire transactionnelle, qui met en avant l'augmentation du budget de défense des Alliés. S'il est vrai qu'il a obtenu des résultats concrets, cette action ne peut être interprétée comme une action positive. En effet, les discours prononcés pour exiger une telle augmentation ont suscité des mécontentements, des réactions qui ont remis en question la confiance vis-à-vis de la fiabilité de l'allié américain, dans la mesure où il considère la défense de l'Europe

par les États-Unis comme un troque, c'est-à-dire qu'en retour, les Européens devraient accorder des faveurs aux États-Unis en matière de commerce.

**La réaction des membres États et de l'UE vis-à-vis de la politique étrangère des États-Unis sous l'ère Trump I**

En Europe, l'une des conséquences de la politique étrangère *America First* est l'intensification des discussions entre les membres de l'Union européenne sur le développement de l'autonomie stratégique européenne. Il s'agit de l'idée selon laquelle l'UE devrait développer des capacités qui lui permettraient d'être autonome par rapport à d'autres puissances pour mener ses propres opérations. Par le passé, certains Européens ne considéraient pas l'autonomie stratégique comme un moyen de renforcer la relation transatlantique. Toutefois, étant donné que Trump a déclaré en 2018 que l'Union européenne était un "ennemi" des États-Unis, il est envisageable qu'une administration *America First* pousse les Européens à réfléchir à la manière de parvenir à une plus grande autonomie visant à prendre leur indépendance vis-à-vis des États-Unis.

Dans la même dynamique des réactions et face à l'attitude peu orthodoxe, anti-européenne et anti-transatlantique de Trump, Emmanuel Macron avait recommandé que les éléments de la souveraineté qui sont la défense et la sécurité « soient pensés en propre ». Pour ce faire, il ajoute que « Nous avons lancé l'Initiative européenne d'intervention (IEI) et qui s'est concrétisée : le 14 juillet dernier, nous avions ici les neuf autres États membres. Depuis, l'Italie nous a rejoint et la Grèce veut également rejoindre cette initiative. Cela montre qu'il y a une prise de conscience du sujet défense » (Macron, cité dans *The Economist*, 2019). Pour les alliés européens, il n'y a rien d'anodin dans cette succession d'évènements contradictoires. En raison de ce contexte de tensions dans les relations transatlantiques provoquées par les attaques de Donald Trump depuis sa campagne présidentielle en 2016, c'est à juste titre que l'Union européenne approfondisse davantage les projets d'intégration militaire dans le cadre de la politique de sécurité et de défense commune (PSDC), tels que la Coopération structurée permanente (CSP).

On note aussi que dès mai 2017, après avoir assisté aux sommets de l'OTAN et du G7, Angela Merkel, l'ancienne chancelière allemande, s'inquiétait ouvertement de l'avenir : « L'époque où nous pouvions dépendre entièrement des autres est, dans une certaine mesure, révolue. L'époque où nous pouvions dépendre entièrement des autres est, dans une certaine mesure, révolue», a-t-elle déclaré. « J'en ai fait l'expérience ces derniers jours. Nous, les Européens, devons vraiment prendre notre destin en main».

Nossal (2023) prédisait qu'un retour de Donald Trump à la Maison-Blanche occasionnerait le repli de l'Europe sur elle-même, susceptible de fragmenter le bloc de l'Ouest. Nous sommes en droit d'affirmer que les premières décisions de Donald Trump depuis sa réélection en 2024 donnent raison à Nossal (2023). Pour cette raison, il estime que les Européens seraient contraints de réviser leurs accords de défense face à un retrait de l'Amérique. Néanmoins Nossal souligne des obstacles à cette intégration géostratégique européenne. L'un de ces obstacles est la capacité militaire. Dans sa structure actuelle, l'Europe n'a tout simplement pas de force géostratégique sans les États-Unis. Comme l'a reconnu la première ministre finlandaise, Sanna Marin, en décembre 2022, lors d'un discours prononcé à l'occasion d'une visite en Australie : «Je dois être brutalement honnête avec vous, l'Europe n'est pas assez forte en ce moment. Nous serions en difficulté sans les États-Unis » (Sanna, citée dans Alys, 2022). Mais il est possible qu'une administration républicaine pousse enfin les Européens à une intégration politique et géostratégique sérieuse, car c'est « le meilleur moyen de prendre notre destin en main », comme l'avait préconisé Merkel en 2017.

Un autre obstacle que mentionne Nossal (2023) est la position géostratégique ambiguë du Royaume-Uni, qui est membre de l'OTAN, mais plus de l'UE. Selon lui, dans l'éventualité d'une rupture transatlantique déclenchée par une nouvelle administration à Washington et l'émergence d'une approche européenne plus intégrée de la défense, plusieurs options géostratégiques s'offriraient au Royaume-Uni, dans l'hypothèse que le royaume reste uni et ne soit pas miné par les nationalistes écossais, gallois et irlandais qui agitent la politique britannique. Une autre option serait selon Nossal (2023) de rester en dehors de l'Union européenne, mais de contribuer et de participer au développement d'une politique de défense européenne intégrée. Le gouvernement de Londres, qu'il soit

conservateur ou travailliste, pourrait profiter du retrait américain de l'Europe pour réparer les dégâts causés par le Brexit à l'économie britannique et chercher à rejoindre l'UE. Ou bien elle pourrait se transformer en une « sorte de piste d'atterrissage orwellienne, de plus en plus déconnectée de l'Europe d'un point de vue géostratégique, s'accrochant plutôt à ce qui resterait de la "relation spéciale" historique sous une administration *America First*».

Nous sommes allés plus loin pour démontrer l'impact des discours de Donald Trump sur les relations transatlantiques. Pour ce faire, nous avons effectué une analyse comparative des réactions suscitées dans le camp des alliés de la politique des Administrations Trump I et Biden sur leur vision de l'OTAN. Le tableau 11 nous indiqu'après une période de tension et de perte de confiance des alliés en l'OTAN, du fait de la politique de Trump I, ces derniers ont changé de discours dès l'arrivée de Joe Biden. L'exemple le plus pertinent est le cas du président français Emmanuel Macron qui, au cours d'une conférence en décembre 2019, sous l'Administration Trump I avait déclaré que l'OTAN était en état de mort cérébrale. Avec la victoire de Joe Biden en 2021, l'OTAN a retrouvé un regain de vitalité à cette époque et les déclarations des alliés ont confirmé davantage cette assertion.

### B. L'impact des discours de Marine Le Pen sur les relations transatlantiques

Comme mentionné, Marine Le Pen n'a jamais eu à exercer le pouvoir d'État. Néanmoins, ces discours sont tout aussi porteurs d'une autre vision du monde, qui recoupent également celle de Donald Trump. Nous avons retrouvé les mêmes éléments de la politique étrangère du populisme de droite à savoir la défense de l'intérêt national égocentrique, la pratique du bilatéralisme, du protectionnisme, de l'isolationnisme, la remise en cause du modèle libéral, les prises de décisions de manière unilatérale, voire le repli identitaire. Nous avons démontré que ces éléments de la politique étrangère du populisme de droite vont à l'encontre des trois valeurs cohésives de l'OTAN défendues par les tenants. Cependant, n'ayant pas exercé le pouvoir d'État, nous avons analysé l'impact de ses discours sur les réactions que ceux-ci ont suscité aussi bien chez le gouvernement Macron que dans le rang de classe politique française en général. Plus

précisément, nous avons analysé les positions des différents candidats en comparant leurs programmes pendant les élections présidentielles de 2017 et 2022 en France.

Nous avons fait les comparaisons sur les questions en rapport avec l'OTAN, la guerre en Ukraine, la politique commerciale ainsi que l'organisation supranationale qu'est l'UE. Pour ce qui concerne l'élection de 2017, la section sur le tableau 15 indique que plusieurs candidats partageaient les idées de Marine Le Pen sur ces questions internationales. Même Emmanuel Macron, chantre des valeurs libérales, a glissé, dès le début de son premier mandat en 2017, vers les positions populistes, notamment en ce qui concerne le protectionnisme économique. Dans ses déclarations, le président met à la lumière des faits les limites de la politique du libre-échange et estime que les arguments en faveur de l'économie du marché ne sont plus pertinents pour les citoyens dans le contexte actuel. Selon lui, lorsque ces classes moyennes qui représentent le socle des démocraties libérales ne sont pas prises en compte dans les projets de développement continus, celles-ci et sont tentées, non seulement d'épouser les valeurs des démocraties illibérales, mais aussi par la remise en cause de ce système économique (Macron, cité dans Élysée, 2019).

Au cours de son deuxième mandat, plusieurs autres attitudes du président français ont consolidé notre argument. L'un des cas les plus illustratifs est l'accord UE-MERCOSUR. En effet, Emmanuel Macron s'y est opposé fermement, car, selon lui, il pourrait déstabiliser le secteur agricole. Il dit ne pas renoncer à la souveraineté alimentaire de la France, privilégiant ainsi l'intérêt national au détriment de l'intérêt commun. Il est allé plus loin et à chercher de rallier d'autres États membres à son opposition en vue de constituer une « minorité de blocage au Conseil». Si au niveau de l'OTAN, Emmanuel Macron a changé de langage, c'est en grande partie grâce au changement intervenu à la Maison-Blanche. En effet, l'arrivée de l'Administration Biden a été un effet catalyseur dans le regain de vitalité de l'OTAN. Les actions de Joe Biden depuis ses premiers pas ont ramené la confiance et la cohésion aussi de l'Alliance des démocraties libérales.

### C. Des limites de la thèse

Les limites de la thèse peuvent être observées dans sa dimension empirique. Le fait que Marine Le Pen on ne soit pas au pouvoir n'a pas permis d'obtenir des informations nécessaires pour analyser les conséquences dans un contexte autre que national, c'est-à-dire français. Nous avons eu moins de discours disponibles pour l'ancienne Présidente du RN et la plupart de ses discours n'étaient pas traduits en version texte. Nous avons traduit littéralement les vidéos qui duraient parfois plus d'une heure. Il n'a pas été possible pour nous d'observer à la lumière des faits l'impact des discours sur les organisations supranationales et internationales, encore moins sur les accords commerciaux multilatéraux. En effet, lorsque Marine Le Pen promettait la sortie de la France de l'Euro ou de l'UE ou encore de renoncer ou de refuser certains accords de libre-échange qui ne garantissaient pas les intérêts nationaux français, nous n'avons pas pu vérifier étant donné qu'elle n'exerce pas le pouvoir d'État. Il était difficile d'évaluer les conséquences de ses prises de décisions dans la politique internationale. Pour ce faire, nous nous sommes concentrés sur les réactions au niveau des partis politiques sur le plan national.

Nous n'avons pas pu obtenir de sondage pour évaluer l'opinion publique française sur leur gouvernance ni sur l'opinion des États membres de l'OTAN vis-à-vis de la gouvernance de l'un des deux leaders populistes. Ce qui n'a pas permis de faire l'analyse de l'impact suivant le modèle des "trois effets" développés par Pardijs et Shapiro (2017). Si l'on avait le populisme au pouvoir en France à l'ère de Donald Trump aux États-Unis, les résultats seraient probablement différents.

### D. Apports théoriques

#### Le constructivisme et le néo-réalisme sont pertinents

La thèse s'est inscrite dans une perspective constructiviste en se positionnant par rapport à l'approche réaliste. En effet, les tenants de l'approche néo-réalistes ont soutenu que l'existence d'une menace extérieure commune était source de cohésion d'une alliance. Par conséquent, ceux-ci avaient prédit que les jours de l'OTAN étaient comptés à la suite de la disparition du Pacte de Varsovie, principale menace. Alors que l'Alliance ne s'est pas effondrée comme prédit. Bien au contraire, elle s'est élargie aux anciens pays de l'Est.

Partant de cette observation, les tenants de l'approche constructiviste, ont, autour des années 1994, réfuté une telle thèse néo-réaliste et défendu que si l'Alliance ne s'est pas effondrée, c'est grâce à la convergence des valeurs libérales qu'on en commun les États membres. Ces valeurs, au nombre de trois, dont le multilatéralisme, l'identité collective et l'interdépendance économique, ont permis à l'Alliance de reste en vie, en dépit de la disparition du bloc de l'Est. Telle est notre position défendue dans la présente thèse.

Néanmoins, le déclenchement du conflit russo-ukrainien nous amène à nuancer cette position. En effet, le conflit a permis aux Alliés de se confronter à la réalité de la résurgence de la menace russe. Grâce aux actions de l'Administration Joe Biden, la menace russe a renforcé la cohésion de l'Alliance. En somme, oui, la perspective constructiviste reste pertinente pour expliquer notre cadre théorique, en revanche, la guerre en Ukraine permet de confirmer tout de même la pertinence du néo-réalisme. Ce conflit nous permet de confirmer la validité explicative théorique du néoréalisme à travers Waltz (1993 : 75-76) qui affirmait que : « Without the shared perception of a severe Soviet threat, NATO would never have been born ». Dans le cadre de notre thèse, on peut affirmer aussi que sans le déclenchement du conflit en Ukraine, l'OTAN ne connaitrait pas une nouvelle vitalité sous la mandature du Président Joe Biden, entre 2020 et 2024. Considérer les discours populistes comme facteurs internes de désintégration de la communauté transatlantique et de l'OTAN reste une contribution théorique dans les études sur les facteurs de survie et de la fin d'une alliance.

La thèse permet de comprendre non seulement l'arrivée de Trump I à la Maison-Blanche n'était pas « un accident ». Elle soutient l'hypothèse selon laquelle l'idéologie trumpiste continuera et persistera encore plus longtemps. La réélection de Trump en novembre 2024 confirme davantage notre position. L'idéologie Trumpiste restera encore présente pendant plusieurs années dans le paysage politique américain.

### E.Quelques orientations pour la poursuite de la recherche

La présente thèse laisse inévitablement un certain nombre de questions dans l'ombre qui peuvent ouvrir des agendas ou axes de recherche permettant de comprendre davantage

l'impact des valeurs sur la survie de l'OTAN. Le premier axe est le conflit russo-ukrainien, qui montre le retour de la perspective néoréaliste. Le contexte de guerre en Europe, et surtout une guerre déclenchée par la Russie, soulève les questions militaires et de la protection du Vieux Continent; cela justifie la pertinence et renforce l'existence de l'OTAN. Pour ce faire, il sera intéressant d'analyser les discours Donald Trump après sa réélection pour analyser davantage sa position sur l'OTAN avec l'avènement de la guerre en Ukraine.

Le deuxième axe concerne l'élargissement de l'OTAN l'Est. En effet, l'article 10 du Traité de Washington fixe des critères d'adhésion de nouveaux membres. Il s'agit des critères politiques et stratégiques qui recommandent le respect des principes fondamentaux de l'Alliance tels que la démocratie, des libertés individuelles et de l'État de droit. Le constat est que la plupart des anciens pays du Bloc de l'Est sont en phase de transition vers la démocratie, ce qui signifie qu'ils n'ont pas véritablement les mêmes valeurs que l'OTAN, voire de la Communauté transatlantique. Par conséquent, l'on est en droit de se demander si les nouvelles ouvertures à ces pays n'engendrent pas plus de défis à l'OTAN en termes du renforcement de nos trois valeurs.

# Bibliographie


Abrams, E. (2017). Trump the traditionalist: A surprisingly standard foreign policy. *Foreign Affairs.*, *96*(10), 10-17.

Abts, K., & Rummens, S. (2007). Populism versus democracy. *Political studies*, *55*(2), 405–424.

Acemoglu, D., & Robinson, J. A. (2001). Inefficient redistribution. *American Political science review*, *95*(3), 649–661.

Acemoglu, D., Egorov, G., & Sonin, K. (2013). A political theory of populism. *The Quarterly Journal of Economics*, *128*(2), 771–805.

Actus, (2021). Le chef de l'OTAN évoque le renforcement de l'Alliance lors d'un entretien avec Joe Biden, https://www.rtbf.be/article/le-chef-de-l-otan-evoque-le-renforcement-de-l-alliance-lors-d-un-entretien-avec-joe-biden-10683413, consulté le 20 mai 2022.

Adler, E. (2013). Constructivism in international relations: Sources, contributions, and debates. *Handbook of international relations*, *2*, 112-144.

Adler, E., Barnett, M., & Smith, S. (1998). *Security communities*. Cambridge University Press, 62.

Alison, S. & Erlanger, S. (2017). Merkel, après une réunion discordante du G-7, regarde au-delà de Trump. *The New York Times* https://www.nytimes.com/2017/05/28/world/europe/angela-merkel-trump-alliances-g7-leaders.html, consulté 3 janvier 2023.

Allison, G. (2018). The myth of the liberal order: From historical accident to conventional widsom. *Foreign Affairs.*, 97, 124-133.

Allison, G. T. (2017). Destined for War? *The National Interest*, 149, 9-21.

Andersson, N. (2016). À quoi sert l'OTAN? *La Pensée*, 385(1), 71-83.

Arnorsson, A., & Zoega, G. (2018). On the causes of Brexit. *European Journal of Political Economy*, *55*, 301-323.

Asmus, R. D. (2002). L'élargissement de l'OTAN: Passé, présent, futur. *Politique étrangère*, 353-376.

Asmus, S. (1997). L'Amérique, l'Allemagne et la nouvelle logique de réforme de l'Alliance. *Politique étrangère*, 62(3). 247-261.

Aspers, P. (2015). Performing ontology. *Social Studies of Science*, *45*(3), 449-453.

Assemblée Générale des Nations Unies. (2011). Résolutions de la 65e session, https://www.un.org/fr/ga/65/resolutions.shtml, consulté le 29 janvier 2023.

Assemblée parlementaire de l'OTAN. (2017). *Forum parlementaire transatlantique : compte rendu*, https://www.nato-pa.int/download-file?filename=sites/default/files/2018-03/028%20FOR%2018%20F%20-%20RAPPORT%20FORUM%20TRANSATLANTIQUE%202017.pdf, consulté le 13 juillet 2019.

Associated Press, (2024). Résultats des élections présidentielles de 2024, https://apnews.com/projects/election-results-2024/, consulté le 9 novembre 2024.

Aujaleu, E. (1997). La sensibilité esthétique et le jugement de goût. *Tréma*, *11*, 1-17.

Austin, J. L. (1970). Quand dire, c'est faire. *Paris*, *Seuil*

Azvision (2017). Marine Le Pen : L'UE est morte, mais elle ne le sait pas encore, https://fr.azvision.az/news/33327/news.html, consulté le 07 août 2023.

Baker, P. (2017). Jackson and Trump: How Two Populist Presidents Compare. *New York Times.*https://www.nytimes.com/2017/03/15/us/politics/donald-trump-andrew-jackson.html, consulté le 12 juillet 2019.

Balent, M. (2012). Le monde selon Marine. La politique internationale du Front national entre rupture et continuité. Armand Colin. 122p.

Balfour, R., Emmanouilidis, J. A., Grabbe, H., Lochocki, T., Mudde, C., Schmidt, J., Fieschi, C., Hill, C., Mendras, M., & Niemi, M. K. (2016). Europe's troublemakers : The populist challenge to foreign policy. *European Policy Centre*. 2-77.

Barany, Z. (2009). The 2008 Freedom House Survey: NATO at Sixty. *Journal of Democracy*, *20*(2), 108–122.

Barany, Z., & Rauchhaus, R. (2011). Explaining NATO's Resilience: Is International Relations Theory Useful? *Contemporary Security Policy*, *32*(2), 286-307.

Barbarit, S. (2017). Défense : Mélenchon veut sortir de l'OTAN et parler avec la Russie, *Public Sénat*, https://www.publicsenat.fr/article/politique/defense-melenchon-veut-sortir-de-l-otan-et-parler-avec-la-russie-58102, consulté le 12 février 2023.

Barr, R. R. (2009). Populists, outsiders and anti-establishment politics. *Party Politics*, *15*(1), 29-48.

Barros, S., Arditi, B., Bowman, G., & Howarth, D. (2005). *Populism and the Mirror of Democracy*.Verso, 343p.

Battistella et al,. (2012). Équilibre des puissances, dans Dictionnaire des Relations internationales, Approches Concepts Doctrines, 3e édition, Dalloz,192-196.

Battistella, D. (2015). *Théories des relations internationales* (5e édition mise à jour.). Sciences Po les presses. 717p.

Battistella, D., Cornut, Jérémie., & Baranets, Élie. (2019). *Théories des relations internationales* (6e édition mise à jour et augmentée.). Sciences Po les presses. http://catalogue.bnf.fr/ark:/12148/cb457921589

Bayart J-F. (2023a). Où va la France? https://www.letemps.ch/opinions/debats/va-france, consulté, consulté le 20 décembre 2023.

Bayart J-F. (2023b). On sait mieux où va la France. https://www.letemps.ch/opinions/debats/on-sait-mieux-ou-va-la-france, consulté le 10 novembre 2023.

Bayley, H. (2014). Guide du citoyen sur les priorités de l'OTAN après le sommet du pays de Galles, Assemblée parlementaire de l'OTAN, https://www.nato-pa.int/download-file?filename=/sites/default/files/2019-01/GUIDE%20DU%20CITOYEN%20SUR%20LES%20PRIORITES%20DE%20L%E2%80%99OTAN%20APRES%20LE%20SOMMET%20DU%20PAYS%20DE%20GALLES%20-%20%20HUGH%20BAYLEY%20-%202014.pdf, consulté le 22 juin 2022.

Bayley, H. (2019). *L'OTAN, Une organisation indispensable. Plaidoyer parlementaire en faveur d'un renforcement des piliers transatlantiques de l'Alliance*, https://www.nato-pa.int/download-file?filename=sites/default/files/201901/L'OTAN,%20UNE%20ORGANISATION%20INDISPENSABLE%20- %20HUGH%20BAYLEY%202014.pdf, consulté le 5 juillet 2019.

BBC World Service (2017). The rise of populism and the threat to the EU and NATO. https://www.mprnews.org/story/2017/05/05/eu-trouble-in-paradise, Consulté le 10 janvier 2020.

Benchekroun, S. M. (2022). *Austin J L 1970 Quand dire c'est faire*. Éditions du seuil, Paris, 37-45, https://www.academia.edu/3731008/AUSTIN_J_L_1970_Quand_dire_cest_faire, consulté 27 octobre 2022,

Benitez, J. (2019). US NATO policy in the age of Trump: Controversy and consistency. *The Fletcher Forum of World Affairs*, 179-200.

Berger, O. (2024). De la « Réaction » au RN : une histoire de l'extrême droite, la Voix du Nord, https://www.lavoixdunord.fr/1477011/article/2024-06-26/de-la-reaction-au-rn-une-histoire-de-l-extreme-droite, consulté le 30 octobre 2024.

Berns, T. (2019). Chapitre IV - Le doux commerce. In *La guerre des philosophes*. Presses Universitaires de France, 173-180.

Berstein, S. (2017). Les ligues. *Après-demain*, *43*(3), 31-3

Bessadi, N. et Amel Lafif-Jedidi, A. (2016). *Méthodologie de la recherche scientifique pour les organisations de la société civile: réponses pratiques à des questions essentielles*, Friedrich Hebert Stiftung, 46 p.

Betz, H.-G. (2003). Contre la mondialisation: Xénophobie, politiques identitaires et populisme d'exclusion en Europe occidentale*. *Politique et Sociétés*, *21*(2), 9-28.

Bherer, M-O. (2023). « Illibéralisme », une doctrine qui défend la majorité au détriment de l'État de droit, https://www.lemonde.fr/idees/article/2023/09/06/illiberalisme-une-doctrine-qui-defend-la-majorite-au-detriment-de-l-etat-de-droit_6188018_3232.html, consulté le 2 février 2025.

Billig, M. (2003). Critical Discourse Analysis and the Rhetoric of Critique. In G. Weiss & R. Wodak (Éds.), *Critical Discourse Analysis: Theory and Interdisciplinarity*. Palgrave Macmillan UK, 35-46.

Biscop, S. (2018). The Dangerous Geopolitics of Populism, and What NATO and the EU Can Do About It. *Egmont Security Policy Brief*, 97, 1-4.

Boily, F. (2005). Aux sources idéologiques du Front national : Le mariage du traditionalisme et du populisme. *Politique et Sociétés*, *24*(1), 23-47. https://doi.org/10.7202/011494ar

Boniface, P. (2018). Le gaullo-mitterrandisme, un concept toujours pertinent. *Revue internationale et stratégique*, *1*, 22-35.

Bonzom M-C. (2024). La démocratie américaine en crise à l'aube des primaires, dans Le Devoir https://www.ledevoir.com/opinion/idees/805304/decryptage-maison-blanche-2024-democratie-americaine-crise-aube-primaires, consulté le 18 janvier 2024.

Borozna, A. (2022). The Role of Strategic Culture and Threat Perception in Foreign Policy Formation. In A. Borozna (Éd.), *The Sources of Russian Foreign Policy Assertiveness*. Springer International Publishing, 7-21.

Borzillo L. La résurrection de Lazare, ou la seconde jeunesse de l'OTAN : Les conséquences de l'invasion russe sur l'OTAN, https://ras-nsa.ca/fr/la-resurrection-de-lazare-ou-la-seconde-jeunesse-de-lotan-les-consequences-de-linvasion-russe-sur-lotan/, consulté le 20 janvier 2024.

Bosco, D. (2017). We've been here before: The durability of multilateralism. *Journal of International Affairs*, *70*(2), 9-15.

Boucher, J.-C., & Thies, C. G. (2019). "I Am a Tariff Man": The Power of Populist Foreign Policy Rhetoric under President Trump. *The Journal of Politics*, *81*(2), 712-722.

Bouillaud, C. (2001). Yves Mény, Yves Surel, par le peuple, pour le peuple. Le populisme et les démocraties. *Revue française de science politique*, *51*(1), 298-301.

Bourantonis, D., Ifantis, K., & Tsakonas, P. (2007). *Multilateralism and security institutions in an era of globalization*. Oxford, Routledge.

Bourgeois, I., Bourgeois, I., Bourgeois, I., Forget, A., Turgeon, J., André Forget auteur, & Jean Turgeon auteur. (2016). *Recherche sociale: De la problématique à la collecte des données*. Presses de l'Université du Québec. 6e édition, 670p.

Bourrieau, T. (2024). Argentine. Le populiste Javier Milei élu Président. L'Humanité. https://www.humanite.fr/monde/argentine/argentine-le-populiste-ultraliberal-javier-milei-elu-president, consulté le 12 janvier 2024.

Boussac, T. (2019). Le populisme aux États-Unis du XIXe siècle à Donald Trump, https://www.vie-publique.fr/parole-dexpert/271036-le-populisme-aux-etats-unis-du-xixe-siecle-donald-trump, consulté le 27 juillet 2021.

Bouvier-Auclair, R. (2018). L'ONU à l'ère de Donald Trump, dans Radio-Canada. https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1125938/onu-ere-donald-trump-president-etats-unis, consulté le 15 mai 2020.

Boyle, M. J. (2016). The coming illiberal order. *Survival*, *58*(2), 35–66.

Bozóki, A., & Hegedűs, D. (2018). An externally constrained hybrid regime: Hungary in the European Union. *Democratization*, *25*(7), 1173-1189.

Brands, H. (2017). The unexceptional superpower: American grand strategy in the age of trump. *Survival*, *59*(6), 7-40.

Bret, C. et Laurençon, F. (2017). La poignée de main ratée Trump-Merkel: un camouflet géopolitique, https://www.ledevoir.com/opinion/libre-opinion/495315/la-poignee-de-main-ratee-trump-merkel-un-camouflet-geopolitique, consulté le 27 juin 2020.

Brustier, G. (2017). Macron rompt avec le cœur de la conception néoconservatrice des relations internationales, https://www.slate.fr/story/147735/politique-etrangere-macron, consulté le 15 mars 2023.

Budd, B. (2019). The populist radical right goes Canadian: An analysis of Kellie Leitch's failed 2016–2017 Conservative Party of Canada leadership campaign. In *Populism and World Politics*. Springer. 137-163.

Buras, P., & Janning, J. (2018). *Divided at the center: Germany, Poland, and the troubles of the Trump era*. Jstor. 2-33.

Bustikova, L., & Guasti, P. (2017). The illiberal turn or swerve in Central Europe? *Politics and Governance*, *5*(4), 166-176.

Buzan, B. (2008). *People, states & fear: An agenda for international security studies in the post-cold war era*. European Consortium for Political Research Press, 273p.

Buzan, B. (2009). The English school and international security. *The Routledge Handbook of Security Studies*, 470.

Buzan, B., & Hansen, L. (2009). *The evolution of international security studies*. Cambridge University Press. 368p.

Buzan, B., & Hansen, L. (2010). Beyond the evolution of international security studies? *Security Dialogue*, *41*(6), 659-667.

Buzan, B., & Wæver, O. (1997). Slippery? Contradictory? sociologically untenable? The Copenhagen school replies. *Review of international studies*, *23*(2), 241-250.

Buzogány, A. (2017). Illiberal democracy in Hungary: Authoritarian diffusion or domestic causation? *Democratization*, *24*(7), 1307-1325.

Caillé, A. (2004). *Paix et démocratie: Une prise de repères*. Centre international des sciences de l'homme. 113p.

Campani, G., & Pajnik, M. (2016). Populism in historical perspectives. *Understanding the Populist Shift: Othering in a Europe in Crisis*, 13–30.

Camus, J. (2016). Le Front national et les relations internationales. *La politique étrangère du Front national*. 1-11 https://www.jean-jaures.org/publication/le-front-national-et-les-relations-internationales/, consulté le 17 octobre 2021.

Canovan, M. (1999). Trust the people! Populism and the two faces of democracy. *Political studies*, *47*(1), 2–16.

Canovan, M. (2002). Taking politics to the people: Populism as the ideology of democracy. In *Democracies and the populist challenge* (p. 25–44). Springer.

Carafano, J., Coffey, L., Gardiner, N., Lohman, W., Miller, A. T., & Spoehr, T. (2019). Preparing the US National Security Strategy for 2020 and beyond. *The Heritage Foundation,* special report, 214, 2-24.

Carlsnaes, Walter., Risse-Kappen, Thomas., & Simmons, B. A. (2002). *Handbook of international relations*. London, Sage. http://catalogue.bnf.fr/ark:/12148/cb388828424, 571 p.

Carol Giacomo, 2023, Message d'Angela Merkel à Trump, New York Times, https://www.nytimes.com/interactive/projects/cp/opinion/election-night-2016/angela-merkels-warning-to-trump, consulté le 03 août 2023.

Castaldo, A. (2018). Populism and competitive authoritarianism in Turkey. *Southeast European and Black Sea Studies*, *18*(4), 467-487.

Cha, T. (2016). The return of Jacksonianism : The international implications of the Trump phenomenon. *The Washington Quarterly*, *39*(4), 83-97.

Chapman, T. L. (2007). International security institutions, domestic politics, and institutional legitimacy. *Journal of Conflict Resolution*, *51*(1), 134–166.

Chapman, T. L. (2012). *Securing approval: Domestic politics and multilateral authorization for war*. University of Chicago Press, 148p.

Charles de Secondat Montesquieu, C.-L. (1860). *Esprit des lois.* Paris, Éditions Gallimard, 560 p. http://www.archives.ecole-alsacienne.org/CDI/pdf/1400/14055_MONT.pdf, consulté le 20 octobre 2021.

Chebel d'Appolonia, A. (1992), « Les partis d'extrême droite et l'Europe », Cultures & Conflits [En ligne], 07 automne 1992, mis en ligne le 06 janvier 2003, http:// journals.openedition.org/conflits/667, consulté le 4 avril 2024.

Chevènement, J.-P. (2021). Gaullo-mitterrandisme, mythe ou réalité. *La France, une puissance contrariée*. La Découverte. 91-94.

Chilton, P. (2004). *Analysing political discourse: Theory and practice*. London, Routledge. 240p.

Chiu, D. Y. (2003). International Alliances in the Power Cycle Theory of State Behavior. *International Political Science Review / Revue internationale de science politique*, *24*(1), 123-136.

Choffat, T. (2017). Le « macronisme » et la fin des partis traditionnels ? Civitas Europa, 161-179.

Chryssogelos, A. (2017). Populism in foreign policy. In *Oxford Handbook of Populism,* Presse universitaire d'Oxford. 679 p.

Chryssogelos, A.-S. (2010). Undermining the west from within: European populists, the US and Russia. *European View*, *9*(2), 267-277.

Clarke, M., & Ricketts, A. (2017). Donald Trump and American foreign policy: The return of the Jacksonian tradition. *Comparative Strategy*, *36*(4), 366-379.

Claude, G. (2020). *Analyse de discours: Définition générale, méthodologie et exemple*. https://www.scribbr.fr/methodologie/analyse-de-discours/, consulté le 22 septembre 2022.

CLPress (2022). Conférence de Presse de Marine Le Pen sur l'international, https://www.youtube.com/watch?v=QBy5OApx_Jk, consulté le 10 avril 2023.

Cohen, R. (1978). Threat perception in international crisis. *Political Science Quarterly*, *93*(1), 93-107.

Colantone, I., & Stanig, P. (2018). The trade origins of economic nationalism: Import competition and voting behavior in Western Europe. *American Journal of Political Science*, *62*(4), 936–953.

Commission européenne (2022). Représentation de la France, 2022, Fonds européen de la défense : 1 milliard d'euros pour renforcer les capacités de défense de l'UE et de nouveaux outils pour l'innovation dans le domaine de la défense, https://france.representation.ec.europa.eu/informations/fonds-europeen-de-la-defense-1-milliard-deuros-pour-renforcer-les-capacites-de-defense-de-lue-et-de-2022-05-25_fr, consulté le 10 janvier 2022.

Connolly, G. (2019). 70 ans de l'OTAN, pourquoi l'Alliance demeure-t-elle indispensable? *Assemblée parlementaire de l'OTAN*, 2-14 *https://www.nato-pa.int/download-file?filename=sites/default/files/2019-05/085%20PCTR%2019%20F%20-%2070%20ANS%20DE%20L'OTAN%20%20POURQUOI%20L%27ALLIANCE%20DEMEURE-T- ELLE%20INDISPENSABLE%20-%20PROJET%20CONNOLLY_0.pdf,* consulté le 14 août 2023.

Connolly, G. (2019). Contribution de Assemblée parlementaire de l'OTAN au concept stratégique de 2022 de l'OTAN, *Assemblée parlementaire de l'OTAN*. 2-8, https://www.nato-pa.int/download-file?filename=/sites/default/files/2022-03/Contribution%20AP-OTAN%20concept%20strat%C3%A9gique%202022_0.pdf, consulté le 14 août 2022.

Corbetta, R., & Dixon, W. J. (2004). Multilateralism, major powers, and militarized disputes. *Political Research Quarterly*, *57*(1), 5–14.

Coticchia, F., & Vignoli, V. (2020). Populist parties and foreign policy: The case of Italy's Five Star Movement. *The British Journal of Politics and International Relations*, *22*(3), 523-541.

Cottier, T. (2018). *Trade policy in the age of populism : Why the new bilateralism will not work*. Centre for international governance Innovation, https://www.cigionline.org/sites/default/files/documents/Brexit%20Series%20Paper%20no.12_2.pdf, consulté le 23 mai 2020.

Cottier, T. (2018). *Trade Policy in the Age of Populism: Why the New Bilateralism Will Not Work*.

Council Foreign Relation (2022). Les moments de politique étrangère de Trump, 2017-2021, https://www.cfr.org/timeline/trumps-foreign-policy-moments, consulté le 27 novembre 2022.

Council Foreign Relations (2017). Trump's Foreign Policy Moments, https://www.cfr.org/timeline/trumps-foreign-policy-moments, consulté, le 10 janvier 2020.

Council on Foreign Relations (2025). Donald Trump Wants Reciprocity in Trade: Here's a Closer Look, https://www.cfr.org/article/donald-trump-wants-reciprocity-trade-heres-closer-look, consulté le 4 mars 2025.

Courmont, B. (2017). L'atlantisme est-il un anachronisme? Le nécessaire débat sur l'avenir de la politique étrangère de la France. *Revue internationale et stratégique*, *108*(4), 16-25.

Crevier Bélanger, J. (2008). *L'unilatéralisme américain et l'avenir de la communauté transatlantique*. Mémoire de maîtrise.136p.

Csehi, R. (2019). Neither episodic, nor destined to failure? The endurance of Hungarian populism after 2010. *Democratization*, *26*(6), 1011-1027.

Csehi, R., & Zgut, E. (2021). 'We won't let Brussels dictate us' : Eurosceptic populism in Hungary and Poland. *European Politics and Society*, *22*(1), 53-68.

Culler, J. (2016). Le langage performatif. In A. Birien (Trad.), *Théorie littéraire*. Presses universitaires de Vincennes. 135-152. https://www.cairn.info/theorie-litteraire--9782842925383-p-135.htm

D'Alançon, F. (2019). Donald Trump critique l'accord sur le Brexit. *Lacroix.* https://www.la-croix.com/Monde/Europe/Donald-Trump-critique-laccord-Brexit-2019-11-01-1201057927, consulté le 22 mai 2022.

Dalton, R. J., Sin, T., & Jou, W. (2007). Understanding democracy: Data from unlikely places. *Journal of democracy*, *18*(4), 142–156.

Daniel S. Hamilton and Joseph P. Quinlan, (2013). Transatlantic Economy 2013. *Center For Transatlantic Relations* https://archive.transatlanticrelations.org/publication/transatlantic-economy-2013/, consulté le 18 mai 2020.

David, C. P. (2006). *La guerre et la paix: Approches contemporaines de la sécurité et de la stratégie*. Sciences po. 2e édition. revue. et augmentée, 1(1), 463 p.

David, F. (2007). L'alliance franco-américaine et la guerre d'Indochine, laboratoire d'une rupture. *Revue historique des armées*, 246 p.

David, R. (2022). Bilatéralisme, Russie, Union européenne… Marine Le Pen détaille sa politique internationale, https://www.publicsenat.fr/article/politique/bilateralisme-russie-union-europeenne-marine-le-pen-detaille-sa-politique, consulté le 25 janvier 2023.

De Calignon, G. (2022). Les programmes déchiffrés, Présidentielle: Marine Le Pen prête à saborder les alliances étrangères de la France, https://www.lesechos.fr/monde/enjeux-internationaux/presidentielle-marine-le-

pen-prete-a-saborder-les-alliances-etrangeres-de-la-france-1400139, consulté le 14 mai 2023.

De Cleen, B. (2017). Populism and nationalism. In C. Rovira Kaltwasser, P. Taggart, P. Ostiguy, & P. Ochoa Espejo (Eds.), Handbook of populism. Oxford University Press. 342-362.

De Cleen, B., & Stavrakakis, Y. (2017). Distinctions and Articulations : A Discourse Theoretical Framework for the Study of Populism and Nationalism. *Javnost - The Public*, *24*(4), 301-319.

De Graaff, N., & Van Apeldoorn, B. (2021). The transnationalist US foreign-policy elite in exile? A comparative network analysis of the Trump administration. *Global Networks*, *21*(2), 238-264.

De l'Eprevier J.G. & Vignaud, M. (2023). Libre-échange: les paradoxes de la souveraineté. *L'Opinion*, https://www.lopinion.fr/economie/libre-echange-les-paradoxes-de-la-souverainete, consulté le 3 juillet 2023.

De Ville, F., & Siles-Brügge, G. (2019). The impact of Brexit on EU policies. *Politics and Governance*, *7*(3), 1-6.

Decker, F. (2003). The populist challenge to liberal democracy. *Internationale Politik und Gesellschaft*, *3*, 47–59.

Deden, L. (2016). Le politicien néerlandais d'extrême droite Geet Wilders salue la Victoire de Donald Trump comme un "printemps patriotique" qui devrait inspirer l'Europe, Independent, https://www.independent.co.uk/news/world/europe/donald-trump-geert-wilders-president-win-response-patriotic-spring-europe-revolution-take-country-back-a7408931.html, consulté le 05 août 2023.

Degabriele, E et Cailie, M. (2023). Comment exploiter le pouvoir de la cohésion d'équipe dans le sport, https://sirc.ca/fr/blog/exploiter-cohesion-dequipe-dans-le-sport/, consulté le 30 août 2024.

Delhommais, P-A. (2022). La révolution protectionniste de Macron, https://www.lepoint.fr/editos-du-point/pierre-antoine-delhommais/la-revolution-protectionniste-de-macron-21-03-2022-2469043_493.php, consulté le 26 juin 2023.

Dennis, P. (2008). La pierre angulaire des opérations hors zone de l'OTAN: Son système aéroporté d'alerte et de surveillance. *Revue militaire canadienne*, 22-31.

Deo, N. (2018). What is populism? *New political science*, *40*(3), 619-623.

Deschaux-Dutard, D. (2018). Chapitre 3. La perspective constructiviste : Le rôle des idées dans l'analyse de la sécurité internationale. In *Introduction à la sécurité internationale*. Presses universitaires de Grenoble, 57-69.

Deschaux-Dutard, D. D.-B. (2012). L'approche globale des missions de l'OTAN: le cas de l'Afghanistan. Centre d'Études sur la Sécurité internationale et les Coopérations Européennes (CESICE) 1-14.

Desmonceaux, J. (2024). Élection américaine 2024: comment expliquer la popularité de Trump malgré les ennuis judiciaires? Dans BFMTV. https://www.bfmtv.com/elections-americaines/election-americaine-2024-comment-expliquer-la-popularite-de-trump-malgre-les-ennuis-judiciaires_AV-202401150018.html, consulté le 15 janvier 2024.

Destradi, S., & Plagemann, J. (2019). Populism and International Relations:(Un) predictability, personalisation, and the reinforcement of existing trends in world politics. *Review of International Studies*, *45*(5), 711–730.

Destradi, S., Cadier, D., & Plagemann, J. (2021). Populism and foreign policy: A research agenda (Introduction). *Comparative European Politics*, *19*(6), 663-682.

Desuin, H. (2018). De quoi le multilatéralisme d'Emmanuel Macron est-il le nom ? https://www.lefigaro.fr/vox/monde/2018/09/26/31002-20180926ARTFIG00279-le-multilateralisme-de-macron-n-existe-pas.php, consulté le 16 juillet 2021.

Deutsch, K. W. (1957). *Political community and the North American area*. Princeton University Press.

Deutsch, K. W., Burrell, S. A., Kann, R. A., Lee Jr., M., Lichterman, M., Lindgren, R. E. Lowenheim, F. L. and Van Read Wagenen, R. W. (1957). Political Community and the North Atlantic Area: International Organisation in the Light of Historical Expericence, Princeton: Princeton University Press, 228p.

Diego A. R. P. (2012). Deux décennies d'opérations de l'OTAN : bilan et perspectives, https://www.nato.int/docu/review/fr/articles/2012/05/07/deux-decennies-doperations-de-lotan-bilan-et-perspectives/index.html, cosulté le 14 mars 2021.

Dijk, T. V. (2006). Politique, Idéologie et Discours. *Semen. Revue de sémio-linguistique des textes et discours*, *21*, Art. 21, 1-23.

Dimitrova, A. (2020). Que reste-t-il de la relation transatlantique à l'ère de Donald Trump?, *Le Centre de recherches et d'études sur l'Europe*, https://www.robert-schuman.eu/fr/questions-d-europe/0545-que-reste-t-il-de-la-relation-transatlantique-a-l-ere-de-donald-trump, consulté le 7 janvier 2023.

Dionne, V. (20212). L'extrême droite aux États-Unis : une menace grandissante ? https://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMAnalyse/3065, consulté le 02 novembre 2024.

Dodson, M., & Dorraj, M. (2008). Populism and foreign policy in Venezuela and Iran. Journal Whitehead de diplomatie et de relations internationales, 9, 71.

Domenach H. (2017). Russie : les dessous de la visite de Marine Le Pen, *Le Point*, https://www.lepoint.fr/presidentielle/russie-les-dessous-de-la-visite-de-marine-le-pen-25-03-2017-2114668_3121.php, consulté le 21 octobre 2021

Donada E., (2022), L'OTAN avait-elle promis à la Russie de ne pas s'étendre aux anciens pays du Pacte de Varsovie? Libération, https://www.liberation.fr/checknews/lotan-avait-elle-promis-a-la-russie-de-ne-pas-setendre-aux-anciens-pays-du-pacte-de-varsovie 20220302_IBKOWYOWCNB5LFKH7PV6T5PWME/, consulté le 28 août 2023.

Downs, G. W., Rocke, D. M., & Barsoom, P. N. (1998). Managing the evolution of multilateralism. *International Organization*, *52*(2), 397–419.

Doyle, M. W. (2005). Three pillars of the liberal peace. *American political science review*, 463–466.

Drevet, J.-F. (2017). Quand le populisme dicte la politique étrangère. *Futuribles*, *420*(5), 99-107.

Drezner, D. W. (2019). Present at the Destruction: The Trump Administration and the Foreign Policy Bureaucracy. *The Journal of Politics*, *81*(2), 723-730.

Dubois, J-É, (2021). « Jean-Marie Le Pen en 1974 ou les déboires électoraux du Front national à ses débuts », Histoire Politique [En ligne], 44 | 2021, mis en ligne le 01 juin 2021, http://journals.openedition.org/histoirepolitique/1028, consulté le 7 mai 2022. 1028

Duclos, M. (2021). Macron est-il gaullo-mitterrandien ? *Commentaire SA*, 176, 724-728.

Duffield, J. (2007). What are international institutions? *International Studies Review*, *9*(1), 1-22.

Dufour, G., & Ducasse, D. (2017). La négociation des accords de libre-échange sous l'administration Trump : Les principes de réciprocité et de multilatéralisme. *Revue québécoise de droit international*, *30*(2), 51-73.

Duranton-Crabol, A.-M. (1998). L'anti-américanisme français face à La guerre du Golfe. *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, 129-139.

Duroselle, J.-B. (1955). *René Rémond, La Droite en France de 1815 à nos jours. Continuité et diversité d'une tradition politique, 1954*. https://www.persee.fr/doc/rhmc_0048-8003_1955_num_2_2_2610

Dyduch, J., & Müller, P. (2021). Populism meets EU Foreign policy: The de-Europeanization of Poland´s foreign policy toward the Israeli-Palestinian conflict. *Journal of European Integration*. 43(5), 569-586.

Edwards, J. A. (2018). Make America Great Again: Donald Trump and redefining the US role in the world. *Communication Quarterly*, *66*(2), 176–195.

Élysée (2017a). Initiative pour l'Europe - Discours d'Emmanuel Macron pour une Europe souveraine, unie, démocratique, https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2017/09/26/initiative-pour-l-europe-discours-d-emmanuel-macron-pour-une-europe-souveraine-unie-democratique, consulté le 07 décembre 2022.

Élysée (2017b). *Discours d'Emmanuel Macron devant la 72e Assemblée générale des Nations Unies*. (2017, septembre 20). https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2017/09/20/discours-d-emmanuel-macron-devant-la-72e-assemblee-generale-des-nations-unies, consulté le 17 novembre 2021.

Élysée (2018). Discours du Président de la République Emmanuel Macron à la 73e Assemblée Générale des Nations Unies, https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2018/09/26/discours-du-president-de-la-republique-emmanuel-macron-a-la-73e-assemblee-generale-des-nations-unies, consulté le 12 juillet 2022.

Élysée (2019). *Discours du Président de la République à la conférence des ambassadeurs*. (2019, août 27). https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2019/08/27/discours-du-president-de-la-republique-a-la-conference-des-ambassadeurs-1, consulté le 20 mars 2023.

Élysée (2022). Conférence de presse du président de la république à l'issue du sommet de l'otan, 30 juin, 2022, https://www.elysee.fr/front/pdf/elysee-module-19831-fr.pdf, consulté le 20 juin 2023.

Élysée (2023). Déclaration conjointe du Président de la République Emmanuel Macron et du secrétaire général de l'OTAN Jens Stoltenberg. https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2023/06/28/declaration-conjointe-du-president-de-la-republique-emmanuel-macron-et-du-secretaire-general-de-lotan-jens-stoltenberg, consulté le 20 juin 2024.

Encina, G. C. (2018). The Trump Administration's National Security Strategy. *Elcano Royal Institute*, 14, 3-26.

Engagements présidentiels Marine (2017). https://www.politique-animaux.fr/sites/www.politique-animaux.fr/fichiers/prises-de-positions/pieces-jointes/projet-presidentiel-marine-le-pen-2017.pdf, consulté 5 juillet 2019.

Esen, B., & Gumuscu, S. (2016). Rising competitive authoritarianism in Turkey. *Third World Quarterly*, *37*(9), 1581-1606.

Espejo, P. O. (2011). *The time of popular sovereignty*: *Process and the democratic state*. Penn State Press, 213p.

Espejo, P. O. (2017a). *Populism and the idea of the people*. The Oxford handbook of populism 607-628. https://academic.oup.com/edited-volume/27977/chapter/211656876, consulté le 17 février 2021.

Espejo, P. O. (2017b). Populism and the people. *Theory & Event*, *20*(1), 92-99.

Ettinger, A. (2018). Trump's National Security Strategy:"America First" meets the establishment. *International Journal*, *73*(3), 474-483.

Eurativ, (2022). Emmanuel Macron défend le sixième paquet de sanctions contre la Russie, https://www.euractiv.fr/section/politique/news/emmanuel-macron-defend-le-sixieme-paquet-de-sanctions-contre-la-russie/, consulté le 20 mai 2023.

Euronews, (2024). "On ne les laisse jamais entrer" : Orbán demande de nouvelles lois pour lutter contre l'immigration,https://fr.euronews.com/my-europe/2024/09/07/on-ne-les-laisse-jamais-entrer-orban-demande-de-nouvelles-lois-pour-lutter-contre-limmigra, consulté le 10 janvier 2025.

European Defence Agency, (2018). Capability development plan https://eda.europa.eu/what-we-do/all-activities/activities-search/capability-development-plan, consulté le 10 janvier 2023.

Fagan, M. & Poushter, J. (2020). NATO Seen Favorably Across Member States, Many in member countries express reservations about fulfilling Article 5's collective defense obligations, *Pew Resaech Center*, https://www.pewresearch.org/global/2020/02/09/nato-seen-favorably-across-member-states/, consulté le 13 janvier 2023.

Fairclough, N. (2013). Critical discourse analysis. In *The Routledge handbook of discourse analysis*. Routledge, 9-20.

Faleh Bin, F. R., (2020). Le plan américain de lutte contre le terrorisme Opportunités et défis, https://www.imctc.org/fr/eLibrary/Articles/Pages/Articles2552020.aspx, consulté le 26 novembre 2022.

FasterCapital. (2024). Comment Dedoose a revolutionné l'analyse des données pour les entrepreneurs, https://fastercapital.com/fr/contenu/Dedoose-Comment-Dedoose-a-revolutionne-l-analyse-des-donnees-pour-les-entrepreneurs.html#Pr-sentation-de-Dedoose, consulté 1er fevrier 2025.

Fauconnier, C. (2011). À quoi sert Russie unie? Conservatisme et modernisation dans les discours de légitimation du parti du pouvoir. *Critique internationale*, *4*, 145-165.

Faure, S. B. H. (2020). Une idée incertaine de l'Europe. Comprendre les ambiguïtés stratégiques d'Emmanuel Macron. *Les Champs de Mars*, *34*(1), 149-168.

Fierens, C. (1971). J. L. Austin, Quand dire, c'est faire. Traduction et introduction de G. Lane. *Revue Philosophique de Louvain*, *69*(3), 436-437.

Finnemore, M. (1993). International organizations as teachers of norms: The United Nations Educational, Scientific, and Cutural Organization and science policy. *International organization*, 565–597.

Finnemore, M. (1996). *National interests in international society*. Cornell University Press, 151p.

Finnemore, M., & Sikkink, K. (1998). International norm dynamics and political change. *International organization*, 887–917.

Flockhart, T. (2012). Constructivism and foreign policy. *Foreign policy: Theories, actors, cases*, *2*, 78-92.

Flockhart, T. (2014). *Cooperative security*: *NATO's partnership policy in a changing world*. DIIS Report, 154p.

Flockhart, T. (2015). Understanding NATO through constructivist theorising. In *Theorising NATO*, 140-160. London and New York, Routledge. https://books.google.com/books?hl=fr&lr=&id=r3j4CgAAQBAJ&oi=fnd&pg=PA140&dq=understanding+NATO+through+constructivist+theorising&ots=65NO3CQBst&sig=uSzB2zfmX2RUNccZuCGcfBTuj8w, consulté le 14 février 2019.

Flockhart, T. (2020). Is this the end? Resilience, ontological security, and the crisis of the liberal international order. *Contemporary Security Policy*, *41*(2), 215-240.

Fontanel, J. (2014). Le commerce international est-il un facteur de paix? *Politique étrangère*, 1, 55-67.

Forcari, C. (2020). Les Le Pen et de Gaulle : de la haine à la récup. Libération, https://www.liberation.fr/france/2020/06/04/les-le-pen-et-de-gaulle-de-la-haine-a-la-recup_1790312/, consulté le 31 octobre 2024.

Fordham, B., & Poast, P. (2016). All alliances are multilateral: Rethinking alliance formation. *Journal of Conflict Resolution*, *60*(5), 840–865.

Foreign Affairs, (2018). Has the Transatlantic Alliance Been Irreparably Damaged? *Foreign Affairs Asks the Experts*, https://www.foreignaffairs.com/ask-the-experts/2018-10-16/has-transatlantic-alliance-been-irreparably-damaged, consulté le 10 janvier 2023.

Fougier, E., & Dimitrova, A. (2019). Contestation de la mondialisation : Vingt ans après la « bataille de Seattle ». *Politique étrangère*, *Automne*(3), 113-127.

Foulkes, M. (2020). L'Allemagne pressée de tourner la page Trump. *TVA Nouvelles*, https://www.tvanouvelles.ca/2020/11/09/lallemagne-pressee-de-tourner-la-page-trump,consulté le 14 décembre 2022.

France Culture, (2022). Indépendance, bilatéralisme et "realpolitik" : le monde vu par Marine Le Pen, https://www.radiofrance.fr/franceculture/independance-bilateralisme-et-realpolitik-le-monde-vu-par-marine-le-pen-2265099, consulté le 17 mai 2023.

France Inter, (2022). Rester dans l'OTAN un peu, beaucoup, pas du tout : ce que proposent les candidats à la présidentielle, https://www.radiofrance.fr/franceinter/rester-dans-l-otan-un-peu-beaucoup-pas-du-tout-ce-que-proposent-les-candidats-a-la-presidentielle-9967687, consulté le 20 juillet 2023.

France24, (2023). La Russie suspend sa participation au traité New Start, mais ne s'en retire pas https://www.france24.com/fr/europe/20230221-la-russie-suspend-sa-participation-au-traité-new-start-mais-ne-s-en-retire-pas, consulté le 2 avril 2024.

France24, (2024). Mercosur : von der Leyen en Uruguay pour signer un accord jugé "inacceptable en l'état" pour Macron, https://www.france24.com/fr/info-en-continu/20241205-accord-ue-mercosur-sommet-cl%C3%A9-avec-von-der-leyen-%C3%A0-montevideo, consulté le 2 janvier 2025.

France24a, (2017). Au sommet de l'OTAN, Donald Trump fait la leçon aux "mauvais payeurs" de l'Alliance, https://www.france24.com/fr/20170525-sommet-otan-trump-fait-lecon-mauvais-payeurs-alliance-budget-militaire, consulté le 2 août 2022.

Franceinfo, (2022). Crise en Ukraine : l'OTAN est responsable des tensions avec la Russie, estime Jean-Luc Mélenchon dans "Élysée 2022", https://www.francetvinfo.fr/economie/emploi/carriere/vie-professionnelle/crise-en-ukraine-l-otan-est-responsable-des-tensions-avec-la-russie-accuse-jean-luc-melenchon-dans-elysee-2022_4954374.html, consulté le 25 février 2023.

François, S. (2018). Jan-Werner Müller, qu'est-ce que le populisme ? Définir enfin la menace. *Questions de communication*, 33, 390-392.

Freeden, M. (2003). *Ideology: A very short introduction*. Oxford University Press, 135p.

Galeotti, M. (2017). La vague populiste va-t-elle emporter l'OTAN et l'Union européenne ? https://www.nato.int/docu/review/fr/articles/2017/01/06/la-vague-populiste-va-t-elle-emporter-lotan-et-lunion-europeenne/index.html (Consulté le 6 septembre 2021)

Galston, W. A. (2018). The populist challenge to liberal democracy. *Journal of Democracy*, *29*(2), 5–19.

Gancia, G., Ponzetto, G. A., & Ventura, J. (2022). Globalization and political structure. *Journal of the European Economic Association*, *20*(3), 1276-1310.

Gartzke, E., Li, Q., & Boehmer, C. (2001). Investing in the peace: Economic interdependence and international conflict. *International organization*, *55*(2), 391–438.

Gauthier, B., & Bourgeois, I. (2021). *Recherche sociale : De la problématique à la collecte des données* (7e édition). Presses de l'Université du Québec, 761p.

Gheciu, A. (2005). Security institutions as agents of socialization? NATO and the 'New Europe'. *International Organization, 59*(4), 973-1012.

Gherghina, S., Mişcoiu, S., & Soare, S. (2013). *Contemporary populism: A controversial concept and its diverse forms*. Cambridge Scholars Publishing, 356p.

Gil I. (2023). La Turquie et la guerre en Ukraine: une position de médiateur fragile. https://www.lesclesdumoyenorient.com/La-Turquie-et-la-guerre-en-Ukraine-une-position-de-mediateur-fragile.html#:~:text=Malgr%C3%A9%20l'intensit%C3%A9%20des%20affrontements,'int%C3%A9grer%20l'OTAN%20%C2%BB, consulté le 20 janvier 2024.

Girault & L.-L. Maurice. (2022.). *Le Plan Marshall et le relèvement économique de l'Europe : Colloque tenu à Bercy les 21, 22, 23 mars 1991*. Institut de la gestion publique et du développement économique. https://books.openedition.org/igpde/14492?lang=fr, 840 p. consulté le 15 mars 2023.

Giuliani J. D. et Al., (2018). Défense: Le réveil de l'Europe, Fondation Robert SCHUMAN /Question d'Europe n°474, https://www.robert-schuman.eu/fr/doc/questions-d-europe/qe-474-fr.pdf, consulté le 10 janvier 2023.

Giurlando, P. (2021). Populist foreign policy: The case of Italy. *Canadian Foreign Policy Journal*, *27*(2), 251-267.

Godin, C. (2012). Qu'est-ce que le populisme? *Cités*, *1*, 11–25.

Gomart, T. (2002). La relation bilatérale : Un genre de l'histoire des relations internationales. *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, *65*(1), 65-68.

González-Bertomeu, J. F., & Saffon, M. P. (2017). What Is Populism? *International Journal of Constitutional Law*, *15*(4), 1231-1237.

Görener, A. Ş., & Ucal, M. Ş. (2011). The Personality and Leadership Style of Recep Tayyip Erdoğan : Implications for Turkish Foreign Policy. *Turkish Studies*, *12*(3), 357-381.

Green, M. J., Dean, P. J., Taylor, B., & Cooper, Z. (2015). The ANZUS Alliance in an Ascending Asia. *Australian National University,*1-32.

Grynspan, E. (2018). Poutine vante les nouvelles armes, « invincibles de la Russie », https://www.lefigaro.fr/international/2018/03/01/01003-20180301ARTFIG00254-poutine-vante-sa-force-nucleaire-et-met-en-garde-les-occidentaux.php, consulté le 2 décembre 2022.

Guéhenno, J.-M. (2000). L'OTAN après la guerre froide. Une nouvelle jeunesse? *Critique internationale*, *7*(1), 101–122.

Guéhenno, J.-M. (2014). La crise du multilatéralisme. *Esprit*, *8*, 49–57.

Guinet, C. (2017). Dix choses à savoir sur l'histoire de l'extrême droite en France, https://www.geo.fr/histoire/dix-choses-a-savoir-sur-l-histoire-de-l-extreme-droite-en-france-172335, consulté le 25 octobre 2024.

H.R.676-NATO Support Act, (2019).116th Congress (2019-2020), In the Senate of the United States, January 23 (legislative day, January 22), https://www.congress.gov/bill/116th-congress/house-bill/676/text, consulté le 13 janvier 2023.

Hadrien Desuin, 2018, De quoi le multilatéralisme d'Emmanuel Macron est-il le nom ? https://www.lefigaro.fr/vox/monde/2018/09/26/31002-20180926ARTFIG00279-le-multilateralisme-de-macron-n-existe-pas.php, consulté le 19 mars 2023.

Hafner-Burton, E. M., Narang, N., & Rathbun, B. C. (2019). Introduction: What Is Populist Nationalism and Why Does It Matter? *The Journal of Politics*, *81*(2), 707-711.

Hama, H. H. (2017). State security, societal security, and human security. *Jadavpur Journal of International Relations*, *21*(1), 1-19.

Hamdouni, S. (2005). Les accords de Dayton et le statut de la Bosnie-Herzégovine (Note). *Études internationales*, *29*(1), 53-69.

Hamilton, D & Quinlan, J. (2014). The Transatlantic Economy 2013, Center for Transatlantic Relations, Johns Hopkins University, School of Advanced International Studies, https://archive.transatlanticrelations.org/wpcontent/uploads/2016/09/TE2013v1.pdf, consulté le 18 novembre 2020.

Hamilton, D. S. (2017). Trump's Jacksonian foreign policy and its implications for European security. *The Swedish Institute of International Affairs*.

Hamilton, D. S., and Quinlan, J. P., (2013). The Transatlantic Economy 2013: Annual Survey of Jobs, Trade and Investment between the United States and Europe, Center *for Transatlantic Relations Johns Hopkins University Paul H. Nitze School of Advanced International Studies*, 1, 1-36, https://archive.transatlanticrelations.org/wpcontent/uploads/2016/09/TE2013v1.pdf, consulté le 5 juillet 2019.

Haugom, L. (2019). Turkish foreign policy under Erdogan: A change in international orientation? *Comparative Strategy*, *38*(3), 206-223.

Hawkins, K. A. (2009). Is Chávez populist? Measuring populist discourse in comparative perspective. *Comparative Political Studies, 42*(8), 1040-1067.

Hawkins, K. A., & Kaltwasser, C. R. (2017). The ideational approach to populism. *Latin American Research Review*, *52*(4), 513–528.

Hawkins, K. A., Aguilar, R., Castanho Silva, B., Jenne, E. K., Kocijan, B., & Rovira Kaltwasser, C. (2022). *Global Populism Database* [Jeu de données]. Harvard Dataverse. https://doi.org/10.7910/DVN/LFTQEZ

Hawkins, K. A., Aguilar, R., Castanho Silva, B., Jenne, E. K., Kocijan, B., and Rovira Kaltwasser, C. 2019. "Measuring Populist Discourse: The Global Populism Database". Paper presented at the 2019 EPSA Annual Conference in Belfast, UK, June 20-22.https://populism.byu.edu/App_Data/Publications/Global%20Populism%20Database%20Paper.pdf

Hawkins, K. A., Aguilar, R., Castanho Silva, B., Jenne, E. K., Kocijan, B., and Rovira Kaltwasser, C. 2019. Measuring Populist Discourse: The Global Populism Database. Paper presented at the 2019 EPSA Annual Conference in Belfast, UK, June 20-22. 2-17.

Hawkins, K. A., Aguilar, R., Castanho Silva, B., Jenne, E. K., Kocijan, B., & Rovira Kaltwasser, C. (2019). *Global Populism Database* [jeu de données]. Harvard Dataverse.

Hawkins, K., & Kocijan, B. (2013). Codebook for measuring populist discourse. *Project on measuring populist discourse among chief executives in CEE and Central Asia*.

Hawkins, Kirk A. (2012). Populism and Democracy in Latin America: New Data for Old Questions. Congress of the Latin American Studies Association. San Francisco.

Hegedüs, D. (2019). Rethinking the incumbency effect. Radicalization of governing populist parties in East-Central-Europe. A case study of Hungary. *European Politics and Society*, *20*(4), 406-430.

Hellmann, G., & Wolf, R. (1993). Neorealism, Neoliberal Institutionalism, and the Future of NATO. *Security Studies*, *3*(1), 3-43.

Hendrickson, R. C. (1999). The enlargement of NATO: The theory and politics of alliance expansion. *European security, 8*(4), 84-99.

Henke, M., & Maher, R. (2021). The populist challenge to European defense. *Journal of European Public Policy*, *28*(3), 389-406.

Hermet, G. (2013). Foundational Populism. *Contemporary populism: a controversial concept and its diverse forms*, Newcastle upon Tyne Cambridge: Scholars Publishing, 84–113.

Hill, M., & Hurst, S. (2020). The Trump administration: Continuity and change in US foreign policy. *Global Affairs*, *6*(1), 143-147.

Himmrich, J. (2019). *The Foreign Policy of the Radical Right: Targeting the EU's Multilateralism*. *Dahrendorf forum, debating Europe*,14, 1-27.

Hirsch Ballin, E., Dijstelbloem, H., & de Goede, P. (2020). The Extension of the Concept of Security. In *Security in an Interconnected World*. Springer, Cham. 13-39.

Hirschfeld, D.J. (2018). Trump Warns NATO Allies to Spend More on Defense, or Else. *New York Times*. https://www.nytimes.com/2018/07/02/world/europe/trump-nato.html, consulté le 17 mai 2022.

Hoffmann, M. J. (2010). Norms and social constructivism in international relations. In *Oxford Research Encyclopedia of International Studies*.

Hopf, T. (1998). The promise of constructivism in international relations theory. *International security*, *23*(1), 171-200.

Houwen, T. (2013). *Reclaiming power for the people. Populism in democracy*. Radboud University Nijmegen, 280p.

https://droit.cairn.info/revue-civitas-europa-2017-2-page-161?lang=fr, https://www.marianne.net/economie/europeennes-tiens-le-protectionnisme-est-devenu-tendance, consulté le 17 juillet 2022. https://www.transitionsenergies.com/quand-emmanuel-macron-protectionnisme-vert/, consulté le 17 août 2024. https://www.vie-publique.fr/parole-dexpert/277029-quest-ce-que-le-pacte-de-marrakech-sur-les-migrations, consulté le 20 juillet 2021.

Huffpost, (2024). Européennes 2024 : Emmanuel Macron veut un débat avec Marine Le Pen, mais pas aux conditions du RN, https://www.huffingtonpost.fr/politique/article/europeennes-2024-emmanuel-macron-veut-un-debat-avec-marine-le-pen-mais-pas-aux-conditions-du-rn_234484.html, consulté le 10 janvier 2025.

Hutton, W. (2003). Goodbye, Coke. Hello, Mecca-Cola. *The Washington Post*, 20, https://www.washingtonpost.com/archive/opinions/2003/04/20/goodbye-coke-hello-mecca-cola/77818af3-2b8a-4ebe-a4e0-98284a5e6098/, consulté 20 juillet 2022.

Hyde-Price, A. (2015). NATO and the European security system : A neo-realist analysis. In *Theorising NATO*, 41-60.

Ikenberry, G. J. (2003). Is American multilateralism in decline? *Perspectives on Politics*, *1*(3), 533-550.

Ikenberry, G. J. (2010). The liberal international order and its discontents. *Millennium*, *38*(3), 509-521.

Ikenberry, G. J. (2011). *Liberal Leviathan: The origins, crisis, and transformation of the American world order*. Princeton University Press, 128.

Ikenberry, G. J. (2014). The illusion of geopolitics : The enduring power of the liberal order. *Foreign Aff.*, *93*, 80.

Ikenberry, G. J. (2017). The plot against American Foreign Policy: Can the liberal order survive. *Foreign Affairs*, *96*, 2.

Ikenberry, G. J. (2018). The end of liberal international order? *International Affairs*, *94*(1), 7–23.

Ikenberry, G. J. (2020). The Next Liberal Order. *Foreign Aff.*, *99*, 133.

Illés, G., Körösényi, A., & Metz, R. (2018). Broadening the limits of reconstructive leadership: Constructivist elements of Viktor Orbán's regime-building politics. *The British Journal of Politics and International Relations*, *20*(4), 790-808.

Inglehart, R., Norris, P. 2016. *Trump, Brexit, and the Rise of Populism: Economic Have-Nots and Cultural Backlash.* Boston: Harvard Kennedy School, 1-51.

Inglehart, Ronald. 1990. *Culture Shift.* New Jersey: Princeton University Press.

Inkpen, A. C. (2000). A note on the dynamics of learning alliances: Competition, cooperation, and relative scope. *Strategic Management Journal*, *21*(7), 775-779.

International (2022). Moscou et Pékin s'unissent pour dénoncer l'influence américaine en Europe et en Asie, https://www.lefigaro.fr/international/moscou-et-pekin-s-unissent-pour-denoncer-l-influence-americaine-en-europe-et-en-asie-20220204, consulté le 15 mai 2023.

Irondelle, B., & Lachmann, N. (2011). L'OTAN est-elle encore l'OTAN? *Critique internationale*, *4*, 67–81.

Isabel, T. (2020), Le populisme américain du XIXe siècle, http://www.thibaultisabel.com/2015/01/parmi-tous-les-mouvements-de-revolte.html, consulté le 8 février 2021.

Ismay, L. (1956). NATO Leaders. https://www.nato.int/cps/en/natohq/declassified_137930.htm, consulté le 22 juin 2021.

Ivaldi, G. (2019). Populism in France: A Comparative Perspective. In *Populism around the world,* Sciences Po Paris, 27-47.

Jakobsen, P. V. (2017). *Doomsday Cancelled: Trump is Good News for Allies and World Peace*.

Jakobsen, P.V. & Jens Ringsmose, J. (2018). Le partage du fardeau au sein de l'OTAN : l'effet Trump ne durera pas, https://www.areion24.news/2018/07/11/le-partage-du-fardeau-au-sein-de-lotan-leffet-trump-ne-durera-pas/. Consulté le 25 novembre 2022.

Jenkins S., (2018). The Gardian, *Donald Trump is right. Nato is a costly white elephant,* https://www.theguardian.com/commentisfree/2018/jul/12/donald-trump-nato-costly-white-elephant-russia, consulté le 5 juillet 2019.

Jenne, E. K. (2021). Populism, nationalism and revisionist foreign policy. *International Affairs*, *97*(2), 323-343.

Johns, L., Pelc, K. J., & Wellhausen, R. L. (2019). How a Retreat from Global Economic Governance May Empower Business Interests. *Journal of Politics*, *81*(2), 731-738.

Joly, B. (2022). Aux origines du populisme Histoire du boulangisme (1886-1891)**,** https://clio-cr.clionautes.org/aux-origines-du-populisme-histoire-du-boulangisme-1886-1891.html**,** consulté le 2 mai 2023.

Jones, D. M., & Khoo, N. (2017). Donald Trump and the new Jacksonians. *Policy: A Journal of Public Policy and Ideas*, *33*(1), 42-49.

Journoud, P. (2016). From SEATO to the Peace Accord on Cambodia: France, Great Britain and Collective Security in Southeast Asia during the Cold War. *Relations internationales*, *168*(4), 29-46.

Kahler, M. (1992). Multilateralism with small and large numbers. *International Organization*, 681–708.

Kaliber, A., & Kaliber, E. (2019). From De-Europeanisation to Anti-Western Populism: Turkish Foreign Policy in Flux. *The International Spectator*. 1-16, http://www.tandfonline.com/doi/abs/10.1080/03932729.2019.1668640, consulté le 17 mai 2020.

Kaltwasser, C. R. (2012). The ambivalence of populism: Threat and corrective for democracy. *Democratization*, *19*(2), 184–208.

Kaltwasser, C. R. (2014). The responses of populism to Dahl's democratic dilemmas. *Political Studies*, *62*(3), 470–487.

Kaltwasser, C. R. (2015). Explaining the Emergence of Populism in Europe and the Americas. *The promise and perils of populism: Global perspectives*, 189-227.

Kaltwasser, C. R., Taggart, P. A., Espejo, P. O., & Ostiguy, P. (2017). *The Oxford handbook of populism*. Oxford University Press.

Kandel, M. (2018). Une politique étrangère populiste ? Les États-Unis à l'ère Trump. *Le Débat*, *202*(5), 36-48.

Kandel, M. (2019). *Les États-Unis et le monde, de George Washington à Donald Trump*, *IdeAs, Idées d'Amériques,*193 p

Kane, C., & McCulloch, C. (2017). Populism and Foreign Policy: Deepening Divisions and Decreasing Efficiency. *Global Politics Review*, *3*(2), 39-52.

Kant, I. (1724-1804) A. du texte. (1796). *Projet de paix perpétuelle*. https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k55798317, consulté le 17 novembre 2021.

Katzenstein, M. F. (1996). *The culture of national security: Norms and identity in world politics*. Columbia University Press, 539p.

Kauffmann, G. (2016). Les origines du Front national. *Pouvoirs*, *157*(2), 5-15. https://doi.org/10.3917/pouv.157.0005

Kaufman, J. P. (2017). The US perspective on NATO under Trump: Lessons of the past and prospects for the future. *International Affairs*, *93*(2), 251-266.

Kaufmann, S. (2017), Donald Trump à Varsovie pour redorer son blason européen, *Le Monde*, https://www.lemonde.fr/europe/article/2017/07/05/donald-trump-a-varsovie-pour-redorer-son-blason-europeen_5155908_3214.html, consulté le 06 août 2023.

Kazin, M. (1998). The Populist Persuasion: An American History. Ithaca, NY: Cornell University Press, 371p.

Kazin, M. (2016). Trump and American Populism: Old Whine, New Bottles. *Foreign Affairs*, *95*(6), 17-24.

Keohane, R. O. (1990). Multilateralism: An agenda for research. *International journal*, *45*(4), 731–764.

Keohane, R. O. (2002). International liberalism reconsidered. *Power and Governance in a Partially Globalized World*, *39*.

Keohane, R. O., & Nye Jr, J. S. (1973). Power and interdependence. *Survival*, *15*(4), 158–165.

Keohane, R. O., & Nye, J. S. (1987). Power and Interdependence revisited. *International organization*, *41*(4), 725–753.

Keohane, R. O., Macedo, S., & Moravcsik, A. (2009). Democracy-enhancing multilateralism. *International organization*, 1-31.

Kesgin, B. (2020). Turkey's Erdoğan : Leadership style and foreign policy audiences. *Turkish Studies*, *21*(1), 56-82.

Knafo, S. (2019). Équilibre des puissances, dans *Relations internationales : Théories et concepts* (Quatrième édition, revue et augmentée.). Athéna éditions. 675p.

Koivisto, M., & Dunne, T. (2010). Crisis, what crisis? Liberal order building and world order conventions. *Millennium*, *38*(3), 615–640.

Koremenos, B., Lipson, C., & Snidal, D. (2001). The rational design of international institutions. *International organization*, *55*(4), 761–799.

Krastev, I. (2007). NATO in the Age of Populism. *CROSSROADS-The Macedonian Foreign Policy Journal*, *1*(03), 194–203.

Kreps, S. (2010). Élite Consensus as a Determinant of Alliance Cohesion: Why Public Opinion Hardly Matters for NATO-led Operations in Afghanistan. *Foreign policy analysis*, *6*(3), 191-215.

Krieger, H. (2019). Populist governments and international law. *European Journal of International Law*, *30*(3), 971-996.

Kupchan, C. A., & Trubowitz, P. L. (2007). Grand strategy for a divided America. *Foreign Affairs*, *86*, 71.

Kyle, J., & Gultchin, L. (2018). Populism in Power around the World. *Tony Blair Institute for Global Change, Geopolitics & Security*, https://www.institute.global/insights/geopolitics-and-security/populists-power-around-world, consulté le 10 nvembre 2021.

L'Ambassade de France en Espagne, (2023). Discours du Président de la République à l'institut NEXUS (La Haye, 11 avril 2023), https://es.ambafrance.org/Discours-du-President-de-la-Republique-a-l-institut-NEXUS-La-Haye-11-avril-2023, consulté le 12 juillet 2023.

L'Est Républicain, (2011). L'OTAN vue par Marine Le Pen, https://www.estrepublicain.fr/elysee-2012/2012/01/08/l-otan-vue-par-marine-le-pen, consulté le 21 février 2020.

L'Express, (2017). La Turquie présentée comme l'ennemi dans un exercice de l'OTAN. https://www.lexpress.fr/actualite/monde/la-turquie-presentee-comme-l-ennemi-dans-un-exercice-de-l-otan_1961653.html, consulté le 21 mars 2022.

L'INA éclaire l'actu, (2024). Le FN puis le RN : d'une attitude pro-européenne à un euroscepticisme ferme, https://www.ina.fr/ina-eclaire-actu/rassemblement-front-national-construction-europeenne-nationalisme-euroscepticisme, consulté le 10 janvier 2025.

L'OBS (2019). *Les tensions entre Washington et deux alliés-clés ternissent les 70 ans de l'OTAN, https://www.nouvelobs.com/monde/20190403.AFP4052/les-tensions-entre-washington-et-deux-allies-cles-ternissent-les-70-ans-de-l-otan.html*, consulté le 12 juillet 2019.

L'Opinion (2018). Mercosur : Emmanuel Macron rassure (et sécoue) les agriculteurs, https://www.lopinion.fr/politique/mercosur-emmanuel-macron-rassure-et-secoue-les-agriculteurs, consulté le 19 juillet, 2023.

L'Opinion (2023). Libre-échange: les paradoxes de la souveraineté, https://www.lopinion.fr/economie/libre-echange-les-paradoxes-de-la-souverainete, consulté le 2o septembre 2023.

La Presse, (2024). Joe Biden appelle à maintenir « l'engagement sacré » dans l'OTAN https://www.lapresse.ca/international/etats-unis/2024-04-04/joe-biden-appelle-a-maintenir-l-engagement-sacre-dans-l-otan.php

La Presse, (2024). Vice-premier ministre italien Matteo Salvini non coupable à son procès pour séquestration de migrants en mer, https://www.lapresse.ca/international/europe/2024-12-20/vice-premier-ministre-italien/matteo-salvini-non-coupable-a-son-proces-pour-sequestration-de-migrants-en-mer.php, consulté le 5 janvier 2025.

La Presse, (2024). Vice-premier ministre italien Matteo Salvini non coupable à son procès pour séquestration de migrants en mer, https://www.lapresse.ca/international/europe/2024-12-20/vice-premier-ministre-italien/matteo-salvini-non-coupable-a-son-proces-pour-sequestration-de-migrants-en-mer.php, consulté le 7 janvier 2025.

Lacatus, C. (2021). Populism and President Trump's approach to foreign policy: An analysis of tweets and rally speeches. *Politics*, *41*(1), 31-47.

Laclau, E. (2005). Populism: What's in a Name. *Populism and the Mirror of Democracy*, 103-114.

Laclau, E. (2005a). On Populist Reason. London: Verso, 275p.

Laclau, E. (2005b). Populism: What's in a name? In Populism and the Mirror of Democracy, edited by Francisco Panizza. London: Verso. 32-49

Lacroix (2021). De la Libye à l'Afghanistan, le remède des interventions militaires est-il pire que le mal ? https://www.la-croix.com/Monde/Libye-lAfghanistan-remede-interventions-militaires-est-pire-mal-2021-09-10-1201174863, consulté le 20 mai 2022.

Lacroix (2018). L'OTAN coincée entre Trump et Poutine, https://www.la-croix.com/Monde/LOtan-coincee-entre-Trump-Poutine-2018-07-11-1200954196, consulté le 30 novembre 2022.

Lacroix (2019). États-Unis : l'unilatéralisme débridé de Donald Trump, https://www.la-croix.com/Monde/Ameriques/Etats-Unis-lunilateralisme-debride-Donald-Trump-2019-02-05-1201000276, consulté le 24 mai 2021.

Lai, B., & Reiter, D. (2000). Democracy, Political Similarity, and International Alliances, 1816-1992. *The Journal of Conflict Resolution*, *44*(2), 203-227.

Laignel Sauvage, R, (2024). Le Front national puis le Rassemblement national: d'une attitude pro-européenne à un euroscepticisme ferme, https://www.ina.fr/ina-eclaire-actu/rassemblement-front-national-construction-europeenne-nationalisme-euroscepticisme, consulté le 5 janvier 2025.

Langlois, L. (2018). Trump, Brexit and the Transatlantic Relationship: The New Paradigms of the Trump Era. *Revue LISA/LISA e-Journal. Littératures, Histoire Des Idées, Images, Sociétés Du Monde Anglophone Literature, History of Ideas, Images and Societies of the English-Speaking World* 2(2). 1-20

Larrère, C. (2014). Montesquieu et le « doux commerce » : Un paradigme du libéralisme. *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, 21-38.

Lastennet, J. (2024). Le populisme en Europe en 3 minutes, https://www.touteleurope.eu/vie-politique-des-etats-membres/le-populisme-en-europe/, consulté le 15 août 2024.

Le Bart, C. (2003). L'analyse du discours politique: De la théorie des champs à la sociologie de la grandeur. *Mots. Les langages du politique*, *72*, 97-110.

Le Blevennec N. (2016). Pourquoi le Front national est fasciné par la Russie, *L'OBS,* https://www.nouvelobs.com/rue89/rue89-idees-land/20120103.RUE6821/pourquoi-le-front-national-est-fascine-par-la-russie.html, (consulté le 21 octobre 2021).

Le Devoir (2017). Trump veut réduire la contribution des États-Unis à l'ONU https://www.ledevoir.com/monde/etats-unis/490106/trump-veut-reduire-la-contribution-des-etats-unis-a-l-onu? consulté le 22 juin 2022.

Le Devoir. (2023). L'adhésion de la Suède à l'OTAN soumise au parlement turc. https://www.ledevoir.com/monde/europe/800568/politique-internationale-adhesion-suede-otan-soumise-parlement-turc, consulté le 19 janvier 2024.

Le Figaro (2022). Le Pen: Le libre-échange, qui est responsable d'une grande partie des émissions de gaz à effet de serre, https://video.lefigaro.fr/figaro/video/le-pen-le-libre-echange-qui-est-responsable-dune-grande-partie-des-emissions-de-gaz-a-effet-de-serre/, consulté le 31 janvier 2023.

Le Journal de Montréal (2016). Mélenchon va « combattre » l'accord de libre-échange UE-Canada », https://www.journaldemontreal.com/2016/04/23/melenchon-va-combattre-laccord-de-libre-echange-ue-canada, consulté le 1er février 2023.

Le Journal de Montréal (2019). Trump recommande à Londres un Brexit sans accord, https://www.journaldemontreal.com/2019/06/02/trump-recommande-a-londres-un-brexit-sans-accord-1, consulté le 20 mai 2021.

Le Journal du Dimanche, (2015). Devant Merkel, Le Pen traite Hollande de « Vice-chancelier », https://www.lejdd.fr/Politique/Devant-Angela-Merkel-Marine-Le-

Pen-traite-Francois-Hollande-de-vice-chancelier-754433, consulté le 21 juin 2020.

Le Monde (2021). A Perpignan, au congrès du RN, Marine Le Pen verrouille le parti avant la présidentielle, https://www.lemonde.fr/politique/article/2021/07/05/a-perpignan-au-congres-du-rn-marine-le-pen-verrouille-le-parti-avant-la-presidentielle_6087009_823448.html, consulté le 22 juin 2022.

Le Monde (2021a). Au sommet de l'OTAN, Biden veut insister sur les menaces russes et chinoises, Macron sur le désarmement, https://www.lemonde.fr/international/article/2021/06/14/au-sommet-de-l-otan-biden-veut-insister-sur-les-menaces-russes-et-chinoises-macron-sur-le-desarmement_6084007_3210.html, consulté le 20 mai 2023.

Le Monde, (2021b). A l'issue de son 28e sommet, l'OTAN serre les rangs face à Pékin et Moscou, https://www.lemonde.fr/international/article/2021/06/14/a-l-issue-de-son-28e-sommet-l-otan-serre-les-rangs-face-a-pekin-et-moscou_6084132_3210.html, consulté le 18 juin 2022.

Le Monde (2022). Pour soutenir l'OTAN face à la Russie, les États-Unis musclent encore leur présence militaire en Europe, https://www.lemonde.fr/international/article/2022/06/30/pour-soutenir-l-otan-face-a-la-russie-les-etats-unis-musclent-encore-leur-presence-militaire-en-europe_6132637_3210.html,

Le Monde (2022a). Marine Le Pen déroule sa vision de la diplomatie, https://www.lemonde.fr/election-presidentielle-2022/article/2022/04/13/rapprochement-strategique-entre-l-otan-et-la-russie-accord-de-paris-rapport-a-l-algerie-marine-le-pen-deroule-sa-vision-de-la-diplomatie_6122032_6059010.html, consulté le 20 juillet 2023.

Le Monde (2022b). Le Programme d'Emmanuel Macron pour la présidentielle 2022. https://www.lemonde.fr/election-presidentielle-2022/article/2022/03/18/le-programme-d-emmanuel-macron-a-la-presidentielle-2022_6118070_6059010.html, consulté le 23 avril 2023.

Le Monde, 2020, Les États-Unis annoncent le retrait de près de 12 000 soldats d'Allemagne, https://www.lemonde.fr/international/article/2020/07/29/les-etats-unis-annoncent-le-retrait-de-pres-de-12-000-soldats-d-allemagne_6047639_3210.html, consulté le 20 juin 2022.

Le Mouvement (2022). Le programme d'Emmanuel Macron concernant l'international, https://en-marche.fr/emmanuel-macron/le-programme/international, consulté le 17 juin 2023.

Le Point (2017). L'OTAN s'excuse après des "incidents" ayant offensé Erdogan, https://www.lepoint.fr/monde/le-chef-de-l-otan-presente-ses-excuses-a-la-turquie-apres-un-incident-en-norvege-17-11-2017-2173153_24.php, consulté le 3 octobre 2020.

Le Point, (2022). La révolution protectionniste de Macron, https://www.lepoint.fr/editos-du-point/pierre-antoine-delhommais/la-revolution-protectionniste-de-macron-21-03-2022-2469043_493.php, consulté le 26 juin 2023.

Le Soir (2021). A l'OTAN, l'Administration Biden lance l'opération «revitalisation», https://www.lesoir.be/355810/article/2021-02-17/lotan-ladministration-biden-lance-loperation-revitalisation, consulté le 2 mai 2024.

Le Traité d'Aix-La-Chappelle : Marine Le Pen accuse Emmanuel Macron de « vendre » la France à l'Allemagne, https://www.bfmtv.com/politique/traite-d-aix-la-chapelle-marine-le-pen-accuse-emmanuel-macron-de-vendre-la-france-a-l-allemagne_AN-201901160099.html, consulté le 5 février 2023.

Lebourg, N. (2011). Anatomie de la violence «révolutionnaire» d'extrême droite, entre dynamique subversive et contre-révolution préventive (1962-1973), Revue des sciences sociales, 46(1):88-9.

Lebourg, N. (2013). Anatomie de la violence révolutionnaire d'extrême droite, *Fragments sur les Temps Présents*, https://tempspresents.com/2013/11/13/nicolas-lebourg-violence-extreme-droite-oas-ordre-nouveau-ligue-communiste/, consulté le 25 octobre 2024.

Lebourg, N. (2018a). L'affrontement des étudiants extrémistes, dans les années 1960, Revue Études,https://www.revue-etudes.com/article/l-affrontement-des-etudiants-extremistes-dans-les-annees-1960/19245, consulté le 26 octobre 2024.

Lebourg, N. (2018b). *Les extrêmes droites françaises dans le champ magnétique de la Russie* [PhD Thesis]. Carnegie council (New York).

Lebourg, N., Preda, J., & Beauregard, J. (2014). *Aux racines du FN L'histoire du mouvement Ordre nouveau*. Fondation Jean Jaurès. 117p. Jaurès Fondation https://shs.hal.science/halshs-01709289/document, consulté le 27 octobre 2024.

Lebow, R. N. (2000). Ways of War and Peace (review). *Journal of Cold War Studies*, *2*(1), 138-139.

Ledauphine (2019). Pourquoi c'est important, Quand Donald Trump répète qu'il pourrait quitter l'OTAN, https://www.ledauphine.com/france-monde/2019/01/18/quand-donald-trump-repete-qu-il-pourrait-quitter-l-otan, consulté le 14 juillet 2019.

Lefebvre, M. (2009). L'identité européenne dans l'OTAN. *Politique américaine*, *13*(1), 53-67.

LeParisien (2017). Élections, présidentielles. Le programme de Jean-Luc Mélenchon pour la présidentielle 2017, https://www.leparisien.fr/elections/presidentielle/le-

programme-de-jean-luc-melenchon-pour-la-presidentielle-2017-20-02-2017-6558453.php, consulté le 20 juin 2021.

LeParisien, (2024). Emmanuel Macron : « Je suis prêt à débattre maintenant avec Mme Le Pen » https://www.leparisien.fr/elections/europeennes/emmanuel-macron-je-suis-pret-a-debattre-maintenant-avec-mme-le-pen-25-05-2024 KZD36KDQJ5DQZDHAEXCRE56FYM.php?ts=1716647227222, consulté le 15 janvier 2024.

Les Assises du produire en France, (2022). Organisateur, https://www.assisesduproduireenfrance.fr/a-propos.html, consulté le 20 mars 2023.

Les Échos, (2017b). Macron réplique à Le Pen venue le provoquer à l'usine Whirlpool d'Amiens https://www.lesechos.fr/2017/04/macron-replique-a-le-pen-venue-le-provoquer-a-lusine-whirlpool-damiens-170597, consulté le 20 juillet 2019.

Les Echos, (2022). L'OTAN sera au côté de l'Ukraine « aussi longtemps qu'il le faudra », https://www.lesechos.fr/monde/enjeux-internationaux/lotan-sera-au-cote-de-lukraine-aussi-longtemps-quil-le-faudra-1732559, consulté le 14 juillet, 2023.

Les Yeux du Monde, (2017). Marine Le Pen : la souveraineté contre un monde hostile, https://les-yeux-du-monde.fr/actualites-analysees/europe/29210-marine-le-pen-la-souverainete-contre-un-monde-hostile/, consulté le 17 mai 2021.

Létourneau, J. F. (2008). *Les conséquences pacificatrices de l'interdépendance économique et la montée des tensions entre la Chine populaire et Taiwan au tournant du 21e siècle*, mémoire de maîtrise, 119 p. https://archipel.uqam.ca/923/1/M10187.pdf, consulté le 02 juin 2023.

Levy, J. S. (1988). Domestic politics and war. *The Journal of Interdisciplinary History*, *18*(4), 653–673.

Levy, J. S. (1994). The democratic peace hypothesis: From description to explanation. *Mershon International Studies Review*, 352-354.

Levy, J. S. (1998). The Causes Of War And The Conditions Of Peace. *Annual Review of Political Science*, *1*(1), 139-165.

Li, C., He, C., & Lin, C. (2018). Economic impacts of the possible China–US trade war. *Emerging Markets Finance and Trade*, *54*(7), 1557-1577.

Liang, C. S. (2016). Europe for the Europeans: The foreign and security policy of the populist radical right. In *Europe for the Europeans*.19-50.

Libération (2011). Mondialisation: le FN s'emmêle, https://www.liberation.fr/france/2011/04/14/mondialisation-le-fn-s-emmele_728998/, consulté le 15 octobre 2020.

Libération, (2024). Analyse Sur le Mercosur, Ursula von der Leyen tente le passage en force,https://www.liberation.fr/economie/mercosur-ursula-von-der-leyen-tente-le-passage-en-force-20241206_G4RYN4IZCBG7FEZPJOSJXQ4BG4/?redirected=1#mailmunch-pop-1122994, consulté le 17 janiver 2024.

Lind, J. (2017). Sauver l'ordre libéral de lui-même. *Politique étrangère*, *Hiver*(4), 75-87.

Liu, T., & Woo, W. T. (2018). Understanding the US-China trade war. *China Economic Journal*, *11*(3), 319-340.

Loaëc, M. (2022). Présidentielle : que proposent Emmanuel Macron et Marine Le Pen sur l'OTAN ? https://www.tf1info.fr/politique/election-presidentielle-2022-que-proposent-emmanuel-macron-et-marine-le-pen-sur-l-otan-2216624.html, consulté le 12 février 2023.

Los Angeles Times (2017). *Our dishonest President*, https://www.latimes.com/projects/la-ed-our-dishonest-president/ (Consulté le 15 septembre 2021).

Lucarelli, S. (2005). NATO and the European system of liberal-democratic security communities. In *Socializing Democratic Norms* (p. 85–105). Springer.

Lukic, R. (2000). L'antiaméricanisme des opposants à la participation française à la guerre contre la République fédérale yougoslave. *Études internationales*, *31*(1), 135-164.

Lupel, A. (2019). Two tasks to get past the crisis of multilateralism. International Peace Institute. *Global Observatory*, https://theglobalobservatory.org/2019/08/two-tasks-get-past-crisis-multilateralism/, consulté le 14, mais 2019.

Lute, D., & Burns, N. (2019). NATO at 70: An alliance in crisis. *Belfer For Science and International Affairs, Center Report*, 1-43, https://www.belfercenter.org/sites/default/files/files/publication/NATOatSeventy.pdf, consulté le 22 septembre 2022.

Luxembourgd Center for Contemporary and Digital History, (2013). Address given by Harry S. Truman on the signing of the North Atlantic Treaty (Washington, 4 April 1949), https://www.cvce.eu/en/obj/address_given_by_harry_s_truman_on_the_signing_of_the_north_atlantic_treaty_washington_4_april_1949-en-027f3878-5cc4-4708-a06b-ab741e259cb7.html, consulté le 15 octobre 2022.

MacDonald, D. B. (2019). Between populism and pluralism: Winston Peters and the international relations of New Zealand First. In *Populism and World Politics*. Springer, 227-249.

MacDonald, P. K. (2018). America First? Explaining Continuity and Change in Trump's Foreign Policy. *Political Science Quarterly*, *133*(3), 401–435.

Mackey, R. (2016). L'interdiction de voyager pour les musulmans de Donald Trump est toujours "stupide et erronée", declare David Cameron, the Intercept, https://theintercept.com/2016/05/05/david-cameron-not-sorry-calling-donald-trumps-muslim-ban-stupid-wrong/, consulté le 02 août 2023.

Macleod, A. (2004). Les études de sécurité: Du constructivisme dominant au constructivisme critique. *Cultures & Conflits*, *54*(54).

Macleod, A., & Bonditti, P. (2019). *Relations internationales : Théories et concepts* (Quatrième édition, revue et augmentée.). Athéna éditions. 675p.

Macleod, A., & O'Meara, D. (2010). *Théories des relations internationales : Contestations et résistances* (Deuxième édition, revue et augmentée). Centre d'études des politiques étrangères et de sécurité. 660p.

Macleod, A., Masson, I., & Morin, D. (2004). Identité nationale, sécurité et la théorie des relations internationales. *Études internationales*, *35*(1), 7–24.

Macron, (2017). Meeting d'Emmanuel Macron à Arras, le 26 avril 2017, https://www.youtube.com/watch?v=4nBGQh4a04o, consulté le 17 octobre 2022.

Magcamit, M. (2017). Explaining the three-way linkage between populism, securitization, and realist foreign policies: President Donald Trump and the pursuit of "America first" doctrine. *World Affairs*, *180*(3), 6–35.

Mahmood, N., & Cheema, P. I. (2018). Trump and the US foreign policy crisis. *Strategic Studies*, *38*(4), 1-18.

Maillet, J. (2018). La politique étrangère de Donald Trump: Une perspective civilisationnelle? *Revue LISA/LISA e-journal. Littératures, Histoire des Idées, Images, Sociétés du Monde Anglophone–Literature, History of Ideas, Images and Societies of the English-speaking World*, *16*(2).

Maillot, H. (2024). Présidentielle américaine : Donald Trump bat le record de voix pour un candidat républicain, https://www.lefigaro.fr/international/presidentielle-americaine-donald-trump-bat-le-record-de-voix-pour-un-candidat-republicain-20241109, consulté le 9 novembre 2024.

Maison-Blanche, (2018). *Discours du président Trump à la 73e séance de l'Assemblée générale des Nations unies*. https://ht.usembassy.gov/fr/discours-du-president-trump-a-la-73e-seance-de-lassemblee-generale-des-nations-unies/#:~:text=Notre%20arm%C3%A9e%20sera%20bient%C3%B4t%20plus,nous%20d%C3%A9fendons%20%C3%A9galement%20le%20monde, consulté le 20 mars 2023.

Malbranque, B. (2023). Les libéraux, les frontières et l'immigration. https://www.contrepoints.org/2023/11/21/467097-les-liberaux-les-frontieres-et-limmigration#:~:text=La%20pens%C3%A9e%20lib%C3%A9rale%20sur%20les,difficult%C3%A9s%20r%C3%A9elles%20qu'il%20pose.&text=Source%20%3A%20Barbara%20Zandoval%20sur%20Unsplash, consulté le 20 mai 2024.

Marianne (2019). Européennes : tiens, le protectionnisme est devenu tendance !

Marlière, P. (2019). Jean-Luc Mélenchon and France Insoumise : The Manufacturing of Populism. In *The populist radical left in Europe* (p. 93-112). Routledge.

Marmouyet F. (2016). *Les pays de l'OTAN face à l'isolationnisme version Donald Trump,* https://www.france24.com/fr/20161111-donald-trump-otan-budget-europe-securite consulté le 14 juillet 2019.

Marshall, G. (1947). Initiative européenne essentielle pour la reprise économique, https://mjp.univ-perp.fr/textes/marshall05061947.htm, consulté le 11 novembre 2022.

Martill, B., & Mesarovich, A. (2024). Foreign Policy as Compensation: Why Brexit Became a Foreign and Security Policy Issue. *International Studies Quarterly*, *68*(2), sqae014.

Martin, C. (2021). Débat BFMTV: La sortie de l'OTAN, seul point d'accord entre Mélenchon et Zemmour. https://www.bfmtv.com/politique/elections/presidentielle/debat-bfmtv-la-sortie-de-l-otan-seul-point-d-accord-entre-melenchon-et-zemmour_AV-202109230518.html, consulté le lundi 21 mars 2022.

Massicard, E. (2018). Le populisme dans la Turquie d'aujourd'hui. Center for International Studies. https://www.sciencespo.fr/ceri/en/content/le-populisme-dans-la-turquie-d-aujourd-hui, consulté le 10 juillet 2024.

Masson, I et Munier, M. (2019). Les études de sécurité. Dans *Relations internationales : Théories et concepts.* Quatrième édition, revue et augmentée. 478-499.

Mattelaer, A. (2016). *The NATO Warsaw Summit: How to Strengthen Alliance Cohesion.* Paper presented at Mattelaer, A. (2011). How Afghanistan has strengthened NATO. *Survival, 53*(6), 127-140.

Maulny, J.-P. (2019). L'initiative européenne d'intervention (IEI). Le désir d'une Europe plus autonome d'Emmanuel Macron. *L'Europe en Formation*, *389*(2), 51-66.

Maulny, J.P (2021), Échec de l'OTAN en Afghanistan: de nouveaux horizons pour la politique européenne de sécurité et de défense ? https://www.iris-france.org/160022-echec-de-lotan-en-afghanistan-de-nouveaux-horizons-pour-la-politique-europeenne-de-securite-et-de-defense/, consulté le 24 octobre 2021.

May, T., & Trump, D. (2017). Conférence de presse du premier ministre avec le président américain Trump : 27 janvier 2017, La Première ministre Theresa May et le président américainDonald Trump ont tenu une conférence de presse après leur rencontre à la Maison-Blanche., https://www.gov.uk/government/speeches/pm-press-conference-with-us-president-donald-trump-27-january-2017, consulté le 06 décembre 2022.

McCalla, R. B. (1996). NATO's Persistence after the Cold War. *International Organization, 50*(3), 445-475.

McKay, J. (2019). How transatlantic is the Trump Administration? *Journal of Transatlantic Studies*, *17*(4), 532-553.

McSweeney, B. (1996). Identity and security: Buzan and the Copenhagen school. *Review of international studies*, *22*(1), 81-93.

Mead, W. R. (2011). The Tea Party and American foreign policy: What populism means for globalism. *Foreign Affairs*, 28–44.

Mead, W. R. (2017). The Jacksonian revolt: American populism and the liberal order. *Foreign Affairs*, 96, 2-7.

Mearsheimer, J. J. (1990). Back to the future: Instability in Europe after the Cold War. *International security, 15*(1), 5-56.

Melandri, P. (1997). La rhétorique populiste aux États-Unis. *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, 184–200.

Mény, Y, & Surel, Y. (2001). Par le peuple, pour le peuple. Le populisme et les démocraties. *Revue française de science politique*, *51*(1), 298-301.

Merkel, W., & Lührmann, A. (2021). Resilience of democracies: Responses to illiberal and authoritarian challenges. In *Democratization* .Taylor & Francis. 28(5), 869-884.

Meunier, S. (2009). Quel est l'impact économique des tensions transatlantiques? *Politique étrangère*, *1*, 87–101.

Miller, S. E. (2010). The Hegemonic Illusion? Traditional Strategic Studies In Context. *Security Dialogue*, *41*(6), 639-648.

Milloy, J. C. (2006). *The North Atlantic Treaty Organization, 1948-1957: Community or Alliance?* MQUP: McGill-Queen's University Press, 265p.

Mills, C. W., & Wolfe, A. (2000). *The power elite*. Oxford University Press, 432p.

Ministère de l'Intérieur et des outre-mer (2022). Les élections en France. https://www.archives-resultats-elections.interieur.gouv.fr/resultats/presidentielle-2022/FE.php, consulté le 10 mai 2021.

Ministère de la justice, (2011). L'affaire Dreyfus, https://www.justice.gouv.fr/actualites/actualite/laffaire-dreyfus, consulté le 25 octobre 2024.

Mireur, Y. (2007). Retour sur l'antiaméricanisme. *Politique américaine*, *2*, 95-111.

Moffitt, B. (2016). *The Global Rise of Populism: Performance, Political Style, and Representation*. Stanford University Press. 240p.

Mongrenier, J.-S. (2019). L'Allemagne et l'OTAN : « What else ? ». *Herodote*, *175*(4), 41-54.

Monod, J.-C. (2017). What is Populism? *Politics, religion & ideology*, *18*(2), 232-235.

Moreau Defarges, P. (2004). Le multilatéralisme et la fin de l'Histoire. In: Politique étrangère, 3(69). 575-585.

Moreau Defarges, P. (2019), Un monde de droit? France/Allemagne : sous la belle entente...*Politique étrangère*, 84(4), 5-8. https://www.ifri.org/fr/publications/politique-etrangere/sommaires-de-politique-etrangere/un-monde-de-droit-franceallemagne, consulté le 12 avril 2023.

Morrow, J. D. (2000). Alliances: Why Write Them Down? *Annual Review of Political Science*, *3*(1), 63.

Morse, J. C., & Keohane, R. O. (2014). Contested multilateralism. *The Review of international organizations*, *9*(4), 385–412.

Motet, L. (2017). Visites, financement : le Front national et la Russie, une idylle qui dure. Le Monde, https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2016/11/18/le-front-national-et-la-russie-une-idylle-qui-dure_5033857_4355770.html, (consulté le 21 octobre 2021).

Mousseau, M. (2019). The end of war: How a robust marketplace and liberal hegemony are leading to perpetual world peace. *International Security*, *44*(1), 160-196.

Mozgawa, A. (2022). OTAN, pour un partage plus juste du fardeau : Enjeux et propositions pour une Alliance forte et solidaire. *Revue Défense nationale*, *Hors-série*(HS3), 153-167.

Mudde, C. (2004). The populist zeitgeist. *Government and opposition*, *39*(4), 541-563.

Mudde, C. (2007). The Populist Zeitgeist in Today's Europe. *Критика и хуманизъм*, *23_EN*, 109-112.

Mudde, C. (2015). Populist radical right parties in Europe today. *Transformations of Populism in Europe and the Americas: History and Recent Trends. London: Bloomsbury*, 295-307.

Mudde, C., & Kaltwasser, C. R. (2012). *Populism in Europe and the Americas: Threat or corrective for democracy?* Cambridge University Press, 199p.

Mudde, C., & Kaltwasser, C. R. (2013). Exclusionary vs. inclusionary populism: Comparing contemporary Europe and Latin America. *Government and opposition*, *48*(2), 147-174.

Mughan, A., Bean, C., & McAllister, I. (2003). Economic globalization, job insecurity and the populist reaction. *Electoral Studies*, *22*(4), 617–633.

Mullens, G. (1971). Le retrait de la France de l'O.T.A.N. *Chronique De Politique Étrangère*, *24*(3), 435-466.

Müller, J.-W. (2017). Qu'est-ce que le populisme? Définir enfin la menace. *Après-Demain*, *3*, 5–7.

Nabers, D., & Stengel, F. A. (2019). Sedimented practices and American identity in Donald J. Trump's election campaign. *Populism and world politics: Exploring inter-and transnational dimensions*, 103-135.

Nation Unies (2018). Assemblée générale des Nations Unies-73e session, https://news.un.org/fr/events/unga73/date/2018-09-25, consulté le 19 mars 2023.

Neiwert, D. (2017). *Alt-America: The rise of the radical right in the age of Trump*. Verso Books, 487p.

Nielsen, K. L., & Dimitrova, A. (2021). Trump, trust and the transatlantic relationship. *Policy Studies*, 1-21.

Nossal K.R. (2023). Canada Alone: Navigating the Post-American World. Dundurn Press, 240 p.

Nye Jr, J. S. (2017). Will the liberal order survive: The history of an idea. *Foreign Affairs*, *96*, 10-16.

O'Meara, D. (2010). Le constructivisme, dans *Théories des relations internationales : Contestations et résistances* (Deuxième édition, revue et augmentée). Centre d'études des politiques étrangères et de sécurité, 243-268.

O'Meara, D., & Sobhee, V. (2004). Grande-Bretagne: La (re) construction d'une relation privilégiée. *Études internationales*, *35*(1), 97-124.

Oliver, J. E., & Rahn, W. M. (2016). Rise of the Trumpenvolk : Populism in the 2016 Election. *The ANNALS of the American Academy of Political and Social Science*, 667(1), 189-206.

Olivier, S-F. (2019). *Tensions entre la France et l'Italie : comment expliquer cette crise diplomatique* ? Sud-Ouest, https://www.sudouest.fr/2019/02/08/tensions-entre-la-france-et-l-italie-comment-expliquer-cette-crise-diplomatique-58043566109.php, consulté le 12 juillet 2019.

Olsen, G. R. (2021). Donald Trump and "America first": The road ahead is open. *International Politics*, *58*(1), 71-89.

Oneal, J. R., Russett, B., & Berbaum, M. L. (2003). Causes of Peace: Democracy, Interdependence, and International Organizations, 1885-1992. *International Studies Quarterly*, *47*(3), 371-393.

Onuf, N. (1998). Constructivism: A user's manual. *International relations in a constructed world*, *59*.

Ostiguy, P. (2017). A socio-cultural approach. *Rovira Kaltwasser, C., PA Taggart, PA, Espejo, PO & Ostiguy, P. (Eds.), The Oxford Handbook of Populism*, 73–97.

Ostiguy, P. (2020). The socio-cultural, relational approach to populism. *Partecipazione e conflitto*, *13*(1), 29-58.

OTAN (1949). Le traité de l'Atlantique Nord, https://www.nato.int/nato_static/assets/pdf/stock_publications/20120822_nato_treaty_fr_light_2009.pdf, consulté le 20 février 2019.

OTAN (1949a). Le traité de l'Atlantique Nord, https://www.nato.int/nato_static/assets/pdf/stock_publications/20120822_nato_treaty_fr_light_2009.pdf, article 6, consulté le 17 février 2019.

OTAN (1949b). Le traité de l'Atlantique Nord, https://www.nato.int/nato_static/assets/pdf/stock_publications/20120822_nato_treaty_fr_light_2009.pdf, article 10, consulté le 17 février 2019.

OTAN (1949c). Le traité de l'Atlantique Nord, https://www.nato.int/nato_static/assets/pdf/stock_publications/20120822_nato_treaty_fr_light_2009.pdf, article 5, consulté le 17 février 2019.

OTAN (1949d). Le traité de l'Atlantique Nord, https://www.nato.int/nato_static/assets/pdf/stock_publications/20120822_nato_treaty_fr_light_2009.pdf, article 2, consulté le 20 février 2019.

OTAN (1967). The Future Tasks of the Alliance: Report of the Council (The Harmel Report), www.nato.int/archives/harmel/harmel.htm, consulté le 21 mai 2021.

OTAN (1990a). Declaration: On ATransformed North Atlantic Alliance, 5–6 July1990 www.nato.int/cps/en/natolive/official_texts_23693.htm, consulté le 15 juin 2022.

OTAN (1990b). Discours du Secrétaire général de l'OTAN, Manfred Wörner au Conseil de l'Atlantique Nord à l'occasion de l'Unification de l'Allemagne, https://www.nato.int/docu/speech/1990/s901003a_f.htm, consulté le 14 juin 2021.

OTAN (1991a). La Déclaration de Rôme sur la paix et la coopération, publiée par les chefs d'État et de gouvernement participant à la réunion du Conseil de l'Atlantique Nord,

https://www.nato.int/cps/fr/natohq/official_texts_23846.htm, consulté le 17 mai 2021.

OTAN (1991b). The Alliance's New Strategic Concept, 7–8 November, www.nato.int/cps/en/natolive/official_texts_23847.htm, consulté le 18 octobre 2021.

OTAN (1995). Étude sur l'élargissement de l'OTAN, Sommet de Madrid, 4 juillet 1997, https://www.nato.int/docu/comm/1997/970708/infopres/f-ela.htm, consulté le 19 mai 2022.

OTAN (1999). Le concept stratégique de l'alliance approuvé par les chefs d'État et de gouvernement participant à la réunion du Conseil de l'Atlantique Nord tenue à Washington les 23 et 24 avril 1999, https://www.nato.int/cps/fr/natohq/official_texts_27433.htm. Consulté le 20 mai 2022.

OTAN (2002). Déclaration du Sommet de Prague diffusée par les chefs d'État et de gouvernement participant à la réunion du Conseil de l'Atlantique Nord tenue à Prague le 21 novembre 2002, https://www.nato.int/cps/fr/natohq/official_texts_19552.htm, consulté le 20 mai 2022.

OTAN (2006). Le guide complet du Sommet de Riga (Lettonie). https://www.nato.int/docu/rdr-gde-riga/rdr-gde-riga-f.pdf, consulté le 17 juin 2021.

OTAN (2008a). Déclaration du Sommet de Bucarest publiée par les chefs d'État et de gouvernement participant à la réunion du Conseil de l'Atlantique Nord tenue à Bucarest le 3 avril 2008, https://www.nato.int/cps/fr/natohq/official_texts_8443.htm, consulté le 25 avril 2022.

OTAN (2008b). Discours du Secrétaire générale de l'OTAN, Manfred Wörner au Conseil de l'Atlantique Nord à l'occasion de l'Unification de l'Allemagne, https://www.nato.int/cps/fr/natolive/opinions_23711.htm, (Consulté le 15 mai 2021).

OTAN (2009). Protocole sur le statut des quartiers généraux militaires internationaux créés en vertu du Traité de l'Atlantique Nord https://www.nato.int/cps/fr/natohq/official_texts_17300.htm, consulté le 5 juillet 2019.

OTAN (2010). The Alliance's New Strategic Concept agreed by the Heads of State and Government participating in the Meeting of the North Atlantic Council

https://www.nato.int/cps/en/natolive/official_texts_23847.htm, (Consulté le 15 mai 2020).

OTAN (2016). L'OTAN met un terme à son opération de lutte contre la piraterie, https://www.nato.int/cps/fr/natohq/news_139420.htm?selectedLocale=fr, consulté le 18 mai 2021.

OTAN (2019). Déclaration de Londres publiée par les dirigeants des pays de l'OTAN à leur réunion tenue à Londres les 3 et 4 décembre 2019. https://www.nato.int/cps/fr/natohq/official_texts_171584.htm, consulté le 15 juin 2021.

OTAN (2021). Centre euroatlantique de coordination des réactions en cas de catastrophe, https://www.nato.int/cps/fr/natohq/topics_52057.htm, consulté le 17 juin 2022.

OTAN (2022): Hamel Report, https://www.nato.int/cps/en/natohq/topics_67927.htm, consulté le 20 novembre 2022.

OTAN (2022a). La campagne aérienne du Kosovo (mars-juin1999). Opération « Allied Force », https://www.nato.int/cps/fr/natohq/topics_49602.htm, consulté le 20 juillet 2022.

OTAN (2022b). Le processus de consultation et l'article 4, https://www.nato.int/cps/fr/natohq/topics_49187.htm, consulté le 19 novembre 2022.

OTAN (2023a). Les opérations de soutien de la paix en Bosnie-Herzégovine (1995-2004), https://www.nato.int/cps/fr/natohq/topics_52122.htm, consulté le 20 février 2023.

OTAN (2023b). Coopération avec l'Union africaine, https://www.nato.int/cps/fr/natohq/topics_8191.htm, consulté le 10 janvier 2023.

OTAN (2023c). Participation d'une délégation de l'OTAN à la huitième série d'entretiens de travail entre militaires avec l'Union africaine, https://www.nato.int/cps/fr/natohq/news_215492.htm?selectedLocale=fr, consulté le 12 juin 2023.

OTAN (2023d). Les dépenses de défense des pays de l'OTAN (2014-2022). https://www.nato.int/cps/fr/natohq/news_212891.htm, consulté le 10 août 2023.

OTAN (2023e). La défense collective. Article 5. https://www.nato.int/cps/fr/natohq/topics_110496.htm, consulté le 2 août 2023.

OTAN, (2009). Déclaration du Sommet de Strasbourg-Kehl publiée par les chefs d'État et de gouvernement participant à la réunion du Conseil de l'Atlantique Nord tenue à Strasbourg Kehl le 4 avril 2009, https://www.nato.int/cps/fr/natohq/news_52837.htm, consulté le 8 mai 2020

OTAN, (2021a). Entretien du secrétaire général de l'OTAN avec le président américain Joe Biden, https://www.nato.int/cps/fr/natohq/news_180872.htm, consulté le 21 mai 2022.

OTAN, (2021b). Communiqué du sommet de Bruxelles, publié par les chefs d'État et de gouvernement participant à la réunion du Conseil de l'Atlantique Nord tenue à Bruxelles le 14 juin 2021, https://www.nato.int/cps/en/natohq/news_185000.htm?selectedLocale=fr, consulté le 20 septembre 2022.

OTAN, (2023f). Communiqué du Sommet de Vilnius, publié par les chefs d'État et de gouvernement des pays membres de l'OTAN à l'issue de la réunion du Conseil de l'Atlantique Nord tenue à Vilnius le 11 juillet 2023, https://www.nato.int/cps/fr/natohq/official_texts_217320.htm, consulté le 22 mai 2024.

OTAN, (2023g), Retour sur le Sommet de l'OTAN de 2023. https://www.nato.int/docu/review/fr/articles/2023/07/27/retour-sur-le-sommet-de-lotan-de-2023/index.html, consulté le 4 août 2024.

OTAN, (2024). La Suède devient officiellement membre de l'OTAN, https://www.nato.int/cps/fr/natohq/news_223446.htm, consulté le 20 octobre 2024.

OTAN (1952). Lord Ismay, https://www.nato.int/cps/uk/natohq/declassified_137930.htm#:~:text=Ismay%20tried%20to%20decline%20but,Staff%20and%20the%20necessary%20committees., consulté le 18 octobre 2022.

Ouest France (2022). Présidentielle. La politique internationale de Marine Le Pen, ça ressemblerait à quoi? https://www.ouest-france.fr/elections/presidentielle/presidentielle-la-politique-internationale-de-marine-le-pen-ca-ressemblerait-a-quoi-26a9db30-bb34-11ec-9b9e-5179f805a905, consutlé le 20 juin 2023.

Ouest France, (2016). Trump : "Les pays que nous défendons doivent payer pour cette défense", https://www.ouest-france.fr/monde/etats-unis/donald-trump/trump-les-pays-que-nous-defendons-doivent-payer-pour-cette-defense-4190188, consulté le 21 mai 2020.

Outhwaite, W. (2017). *Brexit : Sociological Responses*. Anthem Press. 205p.

Özden Selcen Özmelek, 2017, Analyzing The Transformation Of Nato Through The Constructivist Theory.

Özpek, B. B., & Tanriverdi Yaşar, N. (2018). Populism and foreign policy in Turkey under the AKP rule. *Turkish Studies*, *19*(2), 198-216.

Oztig, L. I. (2020). The transatlantic alliance in the Age of Trump. *Global Change, Peace & Security*, *32*(3), 297-315.

Packer, M. J., & Goicoechea, J. (2000). Sociocultural and constructivist theories of learning: Ontology, not just epistemology. *Educational psychologist*, *35*(4), 227-241.

Pain, E. A., & Fediunin, S. Y. (2019). Populism and Elitism in Contemporary Russia. *Polis. Political Studies*, *1*(1), 33-48.

Palonen, E. (2018). Performing the nation: The Janus-faced populist foundations of illiberalism in Hungary. *Journal of Contemporary European Studies*, *26*(3), 308-321.

Pannier, A. (2018). Chapitre 1. La relation bilatérale. In *Manuel de diplomatie*. Presses de Sciences Po, 23-41.

Panot M. (2023). Nous avons voté contre la résolution du traité de libre-échange UE-Mercosur sous conditions. https://twitter.com/MathildePanot/status/1668691459686408192, consulté le 15 juillet 2023.

Paquin, S. (2013). *Théories de l'économie politique internationale*, France, Paris, Presses de Sciences Po, 360p.

Pardijs, D. & Shapiro, J. (2017). The transatlantic meaning of Donald Trump: A US-EU Power Audit. *European Council on Foreign Relations*. 3-47, https://ecfr.eu/publication/the_transatlantic_meaning_of_donald_trump_a_us_eu_power_audit7229/, consulté le 20 juillet 2021.

Paris, G. (2018). Les États-Unis quittent le Conseil des droits de l'homme de l'ONU, Le Monde, https://www.lemonde.fr/ameriques/article/2018/06/19/les-etats-unis-quittent-le-conseil-des-droits-de-l-homme-de-l-onu_5317855_3222.html, consulté le 10 octobre 2021.

Paris, G., et Mandraud, I, (2018), Vladimir Poutine domine la rencontre d'Helsinki face à Donald Trump, https://www.lemonde.fr/europe/article/2018/07/16/a-helsinki-donald-trump-en-quete-de-meilleures-relations-avec-la-russie_5332116_3214.html, consulté le 3 décembre 2022.

Passmore, K. (2013). *The right in France from the third republic to Vichy*. Oxford University Press.

Pástor, Ľ., & Veronesi, P. (2021). Inequality Aversion, Populism, and the Backlash against Globalization. *The Journal of Finance*, *76*(6), 2857-2906.

Paul, T. V., Wirtz, J. J., & Fortmann, M. (2004). *Balance of power: Theory and practice in the 21st century*. Stanford University Press.

Pécharman, M. (2002). Kant et le projet de paix perpétuelle*, Paris, Belin*. 1-2. https://psychaanalyse.com/pdf/KANT%20ET%20LE%20PROJET%20DE%20PAIX%20PERPETUELLE%20(2%20pages%20-%2090%20ko).pdf, consulté le 12 septembre 2021/

Pechous, E. J. (2008). NATO Enlargement and Beyond. *Connections*, *7*(2), 54–66.

Pedler, A. (1927). Going to the people. The russian narodniki in 1874-5. *The Slavonic Review*, 130–141.

Perron, R., (2018). *La fin du multilatéralisme : Une victoire de Donald Trump ?* Consulté 8 novembre 2022, à l'adresse https://www.diploweb.com/La-fin-du-multilateralisme-une-victoire-de-Donald-Trump.html

Peterson, J. (2018). Present at the destruction? The liberal order in the Trump era. *The International Spectator*, *53*(1), 28-44.

Peterson, J. (2018). Structure, agency and transatlantic relations in the Trump era. *Journal of European Integration*, *40*(5), 637-652.

Pichard, A. (2021). La « doctrine Trump » à l'international : L'Amérique contre le reste du monde ? *Politique américaine*, *37*(2), 61-86.

Plagemann, J., & Destradi, S. (2019). Populism and foreign policy: The case of India. *Foreign Policy Analysis*, *15*(2), 283–301.

Quessard, M., Heurtebize, F., & Gagnon, F. (2020). *Alliances and power politics in the Trump era : America in retreat?* Palgrave Macmillan, 1,1, https://public.ebookcentral.proquest.com/choice/publicfullrecord.aspx?p=6126714

Radio-Canada (2018a). Sommet de l'OTAN. Trump insulte l'Allemagne puis vante leur relation, https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1112073/sommet-otan-allemagne-russie-donald-trump-etats-unis-allies-energie-gaz, consulté le 28 novembre 2022.

Radio-Canada (2018b). *Trump demande aux pays de l'OTAN de doubler leurs dépenses militaires*, https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1112218/hausse-depenses-militaires-pib-trump-sommet-otan, consulté le 13 juillet 2019.

Radio-Canada (2019a). Donald Trump plaide pour un Brexit sans entente avec l'UE. https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1173219/donald-trump-brexit-union-europenne-sans-accord-londres-visite, consulté le 20 janvier 2021.

Radio-Canada (2019b). Donald Trump promet un accord commercial solide avec le Royaume-Uni. https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1173521/grande-bretagne-etats-unis-londres-baby-trump-visite-brexit-manifestation, consulté le 21 janvier 2021.

Raïssi, C., & Poncelet, P. (2008). Échantillonnage pour l'extraction de motifs séquentiels : Des basesde données statiques aux flots de données. *EGC*, 145-156.

Rapnouil, M. L. & Shapiro, J. (2017). Sous un discours familier, un changement radical : la politique étrangère de Marine Le Pen, https://ecfr.eu/fr/article/sous_un_discours_familier_un_changement_radical_la_politique_etrangere_de/, consulté le 25 janvier 2023.

Rassemblement national (2016). Intégration toujours plus poussée de la France dans l'OTAN: l'indépendance nationale gravement menacée, https://rassemblementnational.fr/communiques/integration-toujours-plus-poussee-de-la-france-dans-lotan-lindependance-nationale-gravement-menacee/ consulté le 5 juillet 2019.

Rathbun, B. C. (2004). *Partisan interventions: European party politics and peace enforcement in the Balkans*. Cornell University Press, 221p.

Renaud, N. (2020). L'incompréhension entre l'Allemagne et les États-Unis n'a jamais été aussi forte, https://www.lesechos.fr/monde/europe/lincomprehension-entre-lallemagne-et-les-etats-unis-na-jamais-ete-aussi-forte-1267650, consulté le 3 janvier 2023.

République française, (2017). Déclaration de M. Emmanuel Macron, Président de la République, sur l'OTAN, à Paris le 19 décembre 2017. https://www.vie-publique.fr/discours/204546-declaration-de-m-emmanuel-macron-president-de-la-republique-sur-lota, consulté le 10 octobre 2020.

République française, (2019). Qu'est-ce que le Pacte de Marrakech sur les migrations ?

Restad, H. E. (2020). What makes America great? Donald Trump, national identity, and US foreign policy. *Global Affairs*, *6*(1), 21-36.

Reuters, (2022). L'invasion de l'Ukraine par la Russie a déclenché un électrochoc à l'OTAN, dit Macron, https://www.reuters.com/article/france-election-macron-otan-idFRP6N2V5002/, consulté le 20 juin 2023.

Revise, N. (2017). L'administration Trump débarque en force dans une Europe inquiète, LaPresse, https://www.lapresse.ca/international/europe/201702/14/01-5069382-ladministration-trump-debarque-en-force-dans-une-europe-inquiete.php#, consulté le 03 août 2023.

Rewizorski, M. (2020). Multilateralism in peril? Murky protectionism and the populist backlash against globalisation. In *The Future of Global Economic Governance* Springer, 73-86.

Richard, G. (2023). 1. Les droites au pouvoir de 1815 à 1870. Trois partis contre la République. *Tempus*, 39-60.

Ringsmose, J. & Rynning, S. (2011). Introduction: Taking Stock of NATO's New Strategic Concept, In *NATO's New Strategic Concept. A Comprehensive Assessment*. DIIS Report. Copenhagen, Danish Institute for International Studies, 7-23.

Risse-Kappen, T. (1994). Ideas Do Not Float Freely: Transnational Coalitions, Domestic Structures and the End of the Cold War, *International Organisation*, 48(2): 185–214.

Risse-Kappen, T., & Risse, T. (2016). Collective identity in a democratic community. *Içinde Domestic Politics and Norm Diffusion in International Relations: Ideas do not float freely, Thomas Risse*, 78-113.

Risse, T. (2003). Beyond Iraq: Challenges to the Transatlantic Security Community. *AICGS/German American Dialoque Working Paper Series, Washington, DC: American Institute for Contemporary German Studies*.

Risse, T. (2003). Beyond Iraq: Challenges to the Transatlantic Security Community. *AICGS/German American Dialoque Working Paper Series, Washington, DC: American Institute for Contemporary German Studies*.

Risse, T. (2016). *Domestic Politics and Norm Diffusion in International Relations*: *Ideas do not float freely*. Taylor & Francis. 309p.

Risso, L. (2019). Enduring alliance: A history of NATO and the postwar global order. *Cold War History*, *19*(4), 588-589.

Rivera Escartin, A. (2020). Populist challenges to EU foreign policy in the Southern Neighbourhood : An informal and illiberal Europeanisation? *Journal of European Public Policy*, *27*(8), 1195-1214.

Robertson. (1999). Sécurité et interdépendance. *Politique étrangère*, *64*(4), 863-866.

Robinson, E, (2016). Donald Trump est-il tout simplement fou?, the *Washington Post,* https://www.washingtonpost.com/opinions/is-donald-trump-just-plain-crazy/2016/08/01/cd171e86-581d-11e6-831d-0324760ca856_story.html, *consulté le 02 août 2023.*

Robinson, E. (2017). It's time to talk about Trump's mental health, the *Washington Post*, https://www.washingtonpost.com/opinions/its-time-to-talk-about-trumps-mental-health/2017/08/21/40d86eac-86ac-11e7-961d-2f373b3977ee_story.html, consulté le 02 août 2023.

Robinson, L.P. (2016). Le premier ministre hongrois Viktor Orbán célèbre la Victoire de Donald Trump comme la fin de la " non-démocratie libérale", Indépendent, https://www.independent.co.uk/news/world/europe/donald-trump-us-election-win-hungarian-prime-minister-viktor-orban-end-liberal-nondemocracy-a7413236.html, consulté le 05 août 2025.

Rodrik, D. (2018). Populism and the Economics of Globalization. *Journal of International Business Policy*, *1*(1-2), 1–43.

Rolf, J. N. (2021). Donald Trump's Jacksonian and Jeffersonian Foreign Policy. *Policy Studies*, 1-20.

Rooduijn, M. (2013). *A populist Zeitgeist? : The impact of populism on parties, media and the public in Western Europe*. Universiteit van Amsterdam. https://pure.uva.nl/ws/files/1808798/119430_thesis.pdf, 226 p, consulté le 22 novembre 2022.

Rouleau, M-P, (2024). Comment le Make America Great Again est devenu MAGA? https://www.ledevoir.com/monde/etats-unis/822470/comment-make-america-great-again-est-devenu-maga, consulté le 10 novembre 2024. Martin, P. (2017). Donald Trump porte son message «America First» à l'ONU, https://www.journaldemontreal.com/2017/09/19/trump-porte-son-message-america-first-a-lonu, consulté le 20 mars 2024

Roy, M. & Klaver, M. (2016). Règlement des différends aux termes de l'AECG : nouveau tribunal des investissements pour le Canada et l'Europe, https://www.blakes.com/insights/bulletins/2016/dispute-resolution-under-ceta-a-new-investment-cou?lang=fr-ca, consulté le 2 février 2023.

Rueda, D. (2020). Is Populism a Political Strategy? A Critique of an Enduring Approach. *Political Studies*, 69(2), 167-184.

Ruggie, J. G. (1992). Multilateralism: The anatomy of an institution. *International organization*, *46*(3), 561–598.

Ruggie, J. G. (1993). *Multilateralism matters: The theory and praxis of an institutional form*. Columbia University Press, 496p.

Rühle, M. (2019) Une fascinante histoire de multilatéralisme politique, https://www.nato.int/docu/review/fr/articles/2019/06/19/une-fascinante-histoire-de-multilateralisme-politique/index.html, consulté le 20 juin 2021.

Rühle, M. (2019a). Une fascinante histoire de multilatéralisme, https://www.nato.int/docu/review/fr/articles/2019/06/19/une-fascinante-histoire-de-multilateralisme-politique/index.html, (Consulté le 17 mai 2020).

Rühle, M. (2019b). NATO's Response to Hybrid Threats, 448, https://nipp.org/information_series/ruhle-michael-natos-response-to-hybrid-threats-information-series-no-448/, consulté 19 septembre 2023,

Ruptures, (2017). En tête dans les sondages, le mouvement 5 étoiles muscles son programmes « souvenainiste », 107, https://ruptures-presse.fr/actu/mouvement-5-

etoiles-m5s-beppe-grillo-elections-generales-italie-programme-souverainiste-ue-euro-otan/, consulté le 06 septembre 2021.

Russett, B. M. (1971). An empirical typology of international military alliances. *Midwest Journal of Political Science*, 262-289.

Russett, B., & Oneal, J. (2001). Triangulating peace. *Democracy, Interdependence, and International Organizations, New York*.

Russia Today (2016). La victoire de Trump donne l'exemple à l'Europe, Geert Wilders, https://www.rt.com/news/366156-trump-victory-example-wilders/, consulté le 05 août 2023.

Rynning, S. (2005). *NATO renewed: the power and purpose of transatlantic coopération*, Palgrave Macmillan, https://link.springer.com/content/pdf/bfm:978-1-4039-7843-1/1?pdf=chapter%20toc, consulté le 23 septembre 2022.

Sagarzazu, I., & Thies, C. G. (2019). The foreign policy rhetoric of populism : Chávez, oil, and anti-imperialism. *Political Research Quarterly*, *72*(1), 205-214.

Saideman, S. M., & Auerswald, D. P. (2012). Comparing caveats: understanding the sources of national restrictions upon NATO's mission in Afghanistan. *International Studies Quarterly, 56*(1), 67-84.

Sainsauveur, R, (1984). Strasbourg : Le Pen au Parlement, https://www.ina.fr/ina-eclaire-actu/video/sxc00012543/strasbourg-le-pen-au-parlement, consulté le 21 mai 2024.

Sakka, C., & Önder, E. (2021). *In the framework of the release of the United States National Security Strategy (NSS) 2017, analysis of Donald Trump's strategic policies and expectations*.

Sampson, T. (2017). Brexit: The economics of international disintegration. *Journal of Economi FGN GFTc perspectives*, *31*(4), 163–184.

Sayle, T. A. (2019). *Enduring Alliance: A History of NATO and the Postwar Global Order*. Cornell University Press.

Schimmelfennig, F. (1998). NATO enlargement: A constructivist explanation. *Security Studies*, *8*(2-3), 198-234.

Schimmelfennig, F. (2005). Multilateralism in Post-Cold War NATO: Functional Form, Identity-Driven Cooperation. *AUEB International Conference on" Assessing Multilateralism in the Security Domain", Delphi. http://www. diplomatie. gouv. fr/fr/IMG/pdf/Schimmelfennig. pdf*. http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/IMG/pdf/Schimmelfennig.pdf

Schimmelfennig, F. (2015). NATO and institutional theories of international relations. In *Theorising NATO*, 93-115. London and New York, Routledge.

Schmidt, B. C. (2002). On the history and historiography of international relations. *Handbook of international relations*, *1*, 3-22.

Schmidt, U & Connolly, E. (2019), Après 70 ans de défense de la démocratie, la protection de nos valeurs est « cruciale pour l'unité de l'OTAN, *Assemblée parlementaire de l'OTAN*, https://www.nato-pa.int/fr/news/apres-70-ans-de-defense-de-la-democratie-la-protection-de-nos-valeurs-est-cruciale-pour-lunite, consulté le 10 juillet 2019.

Schoor, C. (2017). In the theater of political style: Touches of populism, pluralism and elitism in speeches of politicians. *Discourse & Society*, *28*(6), 657–676.

Schoor, C. (2019). Where the Real People Meet the Real Elite : Exploring Mixes of Populism with Elitism. *Populism*, *2*(2), 184-206.

Schrank, P. G. (2017). The Rise of Populism and the Future of NATO. *Global Politics Review*, *3*(2), 53–62.

Schwab, P-N. (2024). Six techniques de codage des données qualitatives compares. https://www.intotheminds.com/blog/techniques-codage-donnees qualitatives/#:~:text=Le%20codage%20inductif%20est%20une,une%20exploration%20ouverte%20des%20donn%C3%A9es., consulté le 7 janvier 2025.

Schweller, R. (2018). Three cheers for Trump's foreign policy: What the establishment misses. *Foreign Affairs*, *97*(5), 133-143.

Sedelmeier, U. (2017). Political safeguards against democratic backsliding in the EU: The limits of material sanctions and the scope of social pressure. *Journal of European Public Policy*, *24*(3), 337-351.

Seignour, A. (2011). Méthode d'analyse des discours. L'exemple de l'allocution d'un dirigeant d'entreprise publique. *Revue française de gestion*, *211*(2), 29-45.

Sénécat A. et Ferrer M. (2016). Comment la victoire de Trump a-t-elle pu échapper aux sondages et aux médias ? https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2016/11/09/comment-la-victoire-de-donald-trump-a-t-elle-pu-echapper-aux-sondeurs-et-aux-medias_5028104_4355770.html, consulté le 21 janvier 2024.

Seyma Uzundere S. et Taskin E. (2024). France: L'extrême droite qui ne cesse de se renforcer est devenue une alternative de gouvernement. https://www.aa.com.tr/fr/monde/france-lextr%C3%AAme-droite-qui-ne-cesse-de-se-renforcer-est-devenue-une-alternative-au-gouvernement/3097321, consulté le 21 janvier 2024.

Shapiro J et Pardijs D. (2017). *The transatlantic meaning of Donald Trump : A US-EU Power Audit*. ECFR.

https://ecfr.eu/publication/the_transatlantic_meaning_of_donald_trump_a_us_eu_power_audit7229/

Shenhav, S. R. (2005). Concise narratives: A structural analysis of political discourse. *Discourse Studies*, *7*(3), 315-335.

Sifaoui, S. et Sureau, J. (2020), Les États-Unis, l'OTAN : bilan de quatre ans de politique étrangère américaine – deuxième partie: Donald Trump et l'OTAN : La fin de l'atlantisme américain, https://nemrod-ecds.com/?p=5213, consulté le 11 janvier 2023.

Simon, D. R. (2018). *Élite deviance*. Routledge. 365 pp.

Siniver, A., & Featherstone, C. (2020). Low-conceptual complexity and Trump's foreign policy. *Global Affairs*, *6*(1), 71-85.

Sjursen, H. (2004). On the Identity of NATO. *International Affairs, 80*(4), 687-703.

Skidmore, D. (1999). Security: A New Framework for Analysis. By Barry Buzan, Ole Weaver, and Jaap de Wilde. Boulder, CO: Lynne Rienner, 1998. 239p. 19.95 paper. *American Political Science Review*, *93*(4), 1010-1011.

Snégaroff, T (2017). Histoires d'info. Et le Front national devint gaulliste, https://www.francetvinfo.fr/replay-radio/histoires-d-info/histoires-d-info-et-le-front-national-devint-gaulliste_2043381.html, consulté le 8 novembre 2024.

Snyder, G. H. (1984). The Security Dilemma in Alliance Politics. *World Politics*, *36*(4), 461-495.

Snyder, G. H. (1990). Alliance Theory: A Neorealist First Cut. *Journal of International Affairs*, *44*(1), 103-123.

Souilla, D. (2017). Les 144 engagements présidentiels. Front national. Paris, 24 p, https://www.francebleu.fr/infos/politique/marine-le-pen-presente-ses-144-engagements-son-programme-pour-la-presidentielle-1486223769, consulté le 15 mai 2021.

Soullier, L. (2020). Dans un long texte, Marine Le Pen revendique l'héritage du général de Gaulle. Le Monde, https://www.lemonde.fr/politique/article/2020/06/03/dans-un-long-texte-marine-le-pen-revendique-l-heritage-du-general-de-gaulle_6041626_823448.html, consulté le 7 novembre 2024.

Špadijer, S. (2020). L'analyse du discours des journaux de presse française à propos de la crise des migrants en France, en 2016. (s. d.). *French Cultural Studies* , Vol. 31(3) 230–245.

Sperling, J., & Webber, M. (2019). Trump's foreign policy and NATO: Exit and voice. *Review of International Studies*, *45*(3), 511–526.

Sperling, J., & Webber, M. (2019). Trump's foreign policy and NATO : Exit and voice. *Review of International Studies*, *45*(3), 511-526.

Stanley, B. (2008). The thin ideology of populism. *Journal of political ideologies*, *13*(1), 95–110.

Stavrakakis, Y., & Katsambekis, G. (2014). Left-wing populism in the European periphery: The case of SYRIZA. *Journal of Political Ideologies*, *19*(2), 119–142.

Stein, A. A. (1990). *Why Nations Cooperate: Circumstance and Choice in International Relations*. Cornell University Press, 239p.

Steinbock, D. (2018). US-China trade war and its global impacts. *China Quarterly of International Strategic Studies*, *4*(04), 515-542.

Stengel, F. A., MacDonald, D. B., & Nabers, D. (2019). *Populism and World Politics: Exploring Inter-and Transnational Dimensions*. Springer.

Stockemer, D., Stockemer, & Glaeser. (2019). *Populism around the world*. Springer.

Stokes, D. (2018). Trump, American hegemony and the future of the liberal international order. *International Affairs*, *94*(1), 133–150.

Sullivan A. et Lange. J. (2024). Trump détient une large avance dans la course à l'investiture républicaine, selon un sondage Reuters/Ipsos, dans Reuters, https://www.reuters.com/world/us/trump-holds-wide-lead-race-republican-nomination-reutersipsos-2024-01-10/, consulté le 15 janvier 2024.

Sunday Times (2019). Donald Trump interview: Send in Nigel Farage and go for no-deal Brexit, say president. June 2, 2019. https://www.thetimes.co.uk/article/donald-trump-interview-send-in-farage-and-go-for-no-deal-brexit-t2wt2zpnh, consulté le 2 septembre 2020.

Tago, A. (2017). Multilateralism, Bilateralism, and Unilateralism in Foreign Policy. In *Oxford Research Encyclopedia of Politics*.

Taguieff, P-A, (2007). *L'illusion populiste*. Flammarion, 464p.

Taguieff, P.-A. (2012). L'illusion populiste. Dans *Le nouveau national-populisme*. CNRS Éditions, 73-76.

Tannous, M.-N. (2017). Introduction. In *Chirac, Assad et les autres*. Presses Universitaires de France. 11-28 https://www.cairn.info/chirac-assad-et-les-autres--9782130789772-p-11.htm

Taş, H. (2020). The formulation and implementation of populist foreign policy: Turkey in the Eastern Mediterranean. *Mediterranean Politics*, *0*(0), 1-25. https://doi.org/10.1080/13629395.2020.1833160.

Terra Nova, 2017, Marine Le Pen et les relations internationales : ruptures et ambivalences, https://tnova.fr/democratie/international-defense/marine-le-pen-et-les-relations-internationales-ruptures-et-ambivalences/, consulté le 27 novembre 2022.

Tertrais, B. (2004). The Changing Nature of Military Alliances. *Washington Quarterly*, *27*(2), 135-150.

The Diplomatic Service of the European Union, (2022). A Strategic Compass for Security and Defence, https://www.eeas.europa.eu/eeas/strategic-compass-security-and-defence-1_en, consulté le 10 janvier 2023.

The Guardian (2017). *The Observer View on Donald Trump's Foreign Policy*, https://www.theguardian.com/commentisfree/2017/apr/15/observer-view-on-donald-trump-and-american-foreign-policy (Consulté le 15 septembre 2021).

The New York Times (2016). Donald Trump Expounds on His Foreign Policy Views, https://www.nytimes.com/2016/03/27/us/politics/donald-trump-transcript.html, consulté le 16 juin 2019.

The New York Times (2017). Trump Prepares Orders Aiming at Global Funding and Treaties. https://www.nytimes.com/2017/01/25/us/politics/united-nations-trump-administration.html?_r=0, consulté le 20 juin 2022.

The Pew Global Attitudes Project. 2001. America Admired, Yet Its Vulnerability Seen As Good Thing, Say Opinion Leaders. Washington DC: Pew Research Center for the People & the Press.

The Washington Post (2022). Trump, who as president fomented an insurrection, says he is running again, https://www.washingtonpost.com/politics/2022/11/15/trump-2024-announcement-running-president/, consulté le 20 mai 2023.

The White House (2017). The National Security Strategy of the United States of America, https://trumpwhitehouse.archives.gov/wp-content/uploads/2017/12/NSS-Final-12-18-2017-0905.pdf, consulté le 19 mars 2021.

Thérien, J.-P. (2002). Multilateral Institutions and the Poverty Debate: Towards a Global Third Way? *International Journal*, *57*(2), 233-252.

Thérien, J.-P., & Noel, A. (2000). Political parties and foreign aid. *American political science review*, *94*(1), 151-162.

Therrien, F. (2019). La construction du sens du populisme dans les journaux au Québec. *Commposite*, *21*(1), 35-71.

Thibault, J.-F. (1998). *Épistémologie de la science politique* (p. 1 online resource (x, 210 pages)). Presses de l'Université du Québec,.

Thies, W. J. (2009). *Why NATO endures*: Cambridge University Press.

Tian, H. (2006). Review of Analysing Political Discourse: Theory and Practice [Review of *Review of Analysing Political Discourse : Theory and Practice*, par P. Chilton]. *Language in Society*, *35*(2), 303-306.

Tom Batchlor, (2017). Le premier ministre hongrois Viktor Orbán fait l'éloge du nationalisme " America First" de Donald Trump, Independent, https://www.independent.co.uk/news/world/europe/donald-trump-nationalist-hungary-pm-viktor-orban-praise-america-first-a7542361.html, consulté le 05 août 2023.

Toma, D. (2018). *America First : Understanding the Trump Doctrine*. Simon and Schuster.

Tosseri, O. (2016). En Italie, les populistes saluent avec joie la victoire de Trump, le Vatican sans enthousiasme, Les Échos, https://www.lesechos.fr/2016/11/en-italie-les-populistes-saluent-avec-joie-la-victoire-de-trump-le-vatican-sans-enthousiasme-215395, consulté le 04 août 2023.

Toute l'Europe, (2021). Qu'est-ce que le traité d'Aix-la-Chapelle? https://www.touteleurope.eu/vie-politique-des-etats-membres/qu-est-ce-que-le-traite-d-aix-la-chapelle/, consulté le 2 juin 2022.

Toute l'Europe, (2024a). Elections européennes 2024 : quels étaient les résultats en France en 2019 ? https://www.touteleurope.eu/institutions/europeennes-2019-les-resultats-en-france/, consulté le 2 octobre 2024.

Toute l'Europe, (2024b). UE-Mercosur : la France peut-elle bloquer l'accord de libre-échange ? https://www.touteleurope.eu/fonctionnement-de-l-ue/ue-mercosur-la-france-peut-elle-bloquer-l-accord-de-libre-echange/, consulté le 3 janvier 2025.

Toute l'Europe, (2024c). L'accord UE-Mercosur sur le point d'être signé, la France continue de chercher une minorité de blocage au Conseil https://www.touteleurope.eu/economie-et-social/l-accord-ue-mercosur-sur-le-point-d-etre-signe-la-france-continue-de-chercher-une-minorite-de-blocage-au-conseil/, consulté le 23 janvier 2025.

Traité d'Aix-la-Chapelle (2019). Traité entre la République française et la République fédérale d'Allemagne sur la coopération et l'intégration franco-allemandes, https://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/traite.aix-la-chapelle.22.01.2019_cle8d3c8e.pdf, consulté le 18 juin 2021.

Transactions Énergies, (2023). Quand Emmanuel Macron se rallie au protectionnisme vert

Trenin, D. (2002). L'élargissement de l'OTAN vu de Moscou. *Politique étrangère*, 67(2), 377-393.

Truman, H. (1949). Allocution prononcée par Harry S. Truman à la signature du traité de l'Atlantique Nord (Washington, le 4 avril 1949), https://www.cvce.eu/obj/allocution_prononcee_par_harry_s_truman_a_la_signature_du_traite_de_l_atlantique_nord_washington_le_4_avril_1949-fr-df0d5981-f6eb-444b-8846-557329ff4dc9.html, consulté le 19 mai 2022.

Trump, D. J. (2017). *National security strategy of the United States of America*. Executive Office of The President Washington DC Washington United States.

TV5Monde (2021). La guerre commerciale américano-chinoise a démarré, https://information.tv5monde.com/info/la-guerre-commerciale-americano-chinoise-demarre-248147, consulté le 27 novembre 2022.

Vaïsse, J. (2017). Le passé d'un oxymore : Le débat français de politique étrangère. *Esprit*, *439*, 76-91.

Van Langenhove, L., & Scaramagli, T. (2013). L'Union européenne à l'heure du multilatéralisme 2.0. *The Global Local Forum*.

Varga, M., & Buzogány, A. (2020). The foreign policy of populists in power: Contesting liberalism in Poland and Hungary. *Geopolitics*, 1-22.

Varga, M., & Buzogány, A. (2021). The foreign policy of populists in power: Contesting liberalism in Poland and Hungary. *Geopolitics*, *26*(5), 1442-1463.

Védrine, H., Boniface, P., & Lequesne, C. (2018). La politique étrangère de la France en débat. *Esprit*, *3*, 103-116.

Verbeek, B., & Zaslove, A. (2017). Populism and foreign policy. In *The Oxford handbook of populism* (p. 384-405). Oxford University Press Oxford.

Vergnaud, V. (2011). La politique étrangère selon le FN, *Le Journal du Dimanche*, https://www.lejdd.fr/Politique/Politique-etrangere-les-positions-de-Marine-Le-Pen-439753-3118421, consulté le 17 septembre 2023.

Vernant, J. (1970). *Le général de Gaulle et la politique extérieure*. Politique étrangère pp. 619-629

Vernet, H. (2018). En Europe, Poutine parie sur les populistes, *LeParisien*, https://www.leparisien.fr/international/en-europe-poutine-parie-sur-les-populistes-18-03-2018-7614903.php (consulté le 6 septembre 2021).

Viggo, P. et Jens, R. (2018). Le partage du fardeau au sein de l'OTAN : l'effet Trump ne durera pas. *Magazine Défense et Sécurité internationale*, hors-série no 57. https://www.areion24.news/2018/07/11/le-partage-du-fardeau-au-sein-de-lotan-leffet-trump-ne-durera-pas/, consulté le 17 septembre 2021.

Vivez, E. (2017). Dans un monde où le multilatéralisme fonctionne mal, l'Union européenne reste un exemple positif de délibération entre États et d'effectivité des décisions prises. *Négociations*, *27*(1), 51-63.

Von Sikorski, C. (2022). Trump against Germany: Examining How News about Donald Trump's Anti-German Utterances Affect Anti-Americanism in Germany—A Moderated Mediation Model. *The International Journal of Press/Politics*, *27*(1), 263-284.

Wagner, W., Herranz-Surrallés, A., Kaarbo, J., & Ostermann, F. (2018). Party politics at the water's edge: Contestation of military operations in Europe. *European political science review*, *10*(4), 537-563.

Wallace, C.P. (1991). *Manila Senate Rejects U.S. Pact: Philippines: The 12-11 vote would bar American use of Subic Bay Naval Base. Washington supports Aquino's call for a popular referendum to overturn the action*, *Los Angeles Times*, https://www.latimes.com/archives/la-xpm-1991-09-16-mn-1690-story.html, consulté le 21 mai 2021.

Walt, S. M. (1985). Alliance formation and the balance of world power. *International security*, *9*(4), 3-43.

Walt, S. M. (1989). Alliances In Theory and Practice: What Lies Ahead? *Journal of International Affairs*, *43*(1), 1-17.

Walt, S. M. (1990). *The origins of alliance*. Cornell University Press.

Walt, S. M. (1997). Why alliances endure or collapse. *Survival*, *39*(1), 156-179.

Waltz, K. N. (1979). *Theory of international politics*. McGraw-Hill, 251p.

Waltz, K. N. (1993). The emerging structure of international politics. *International security*, *18*(2), 44-79.

Waltz, K. N. (1993). The emerging structure of international politics. *International security*, *18*(2), 44-79.

Waltz, K. N. (2000). NATO expansion: A realist's view. *Contemporary Security Policy*, *21*(2), 23-38.

Wang, Y., Almeida, W., & de Oliveira, Y. R. (2017). *The Main Causes Of BREXIT And Possible Consequences For The Future Of The Europe Union*. *8*(1), 97-113.

Waśko-Owsiejczuk, E. (2017). Is America safer today? The first changes to US foreign and security policy during the presidency of Donald Trump. *Przegląd Politologiczny*, *3*, 161–178.

Weaver, J. M. (2018). The 2017 National Security Strategy of the United States. *Journal of Strategic Security*, *11*(1), 62-71.

Weber, S. (1992). Shaping the postwar balance of power: Multilateralism in NATO. *International Organization*, 633-680.

Wehner, L. E., & Thies, C. G. (2021). The nexus of populism and foreign policy: The case of Latin America. *International Relations*, *35*(2), 320-340.

Weiller, Q. (2017). Stratégie Globale de l'UE : vers une autonomie stratégique européenne ?, https://www.touteleurope.eu/l-ue-dans-le-monde/strategie-

globale-de-l-ue-vers-une-autonomie-strategique-europeenne/, consulté le 8 janvier 2023.

Weiss, G., & Wodak, R. (Éds.). (2003). *Critical Discourse Analysis*. Palgrave Macmillan UK.

Weiss, T. (2021). De-Europeanisation of Czech policy towards Eastern Partnership countries under populist leaders. *Journal of European Integration*, *43*(5), 587-602.

Wendt, A. (1995). Anarchy is What States Make of It: The Social Construction of Power Politics (1992). In *International Theory*, 129–177.

Wendt, A. (1995). Constructing international politics. *International security*, *20*(1), 71–81.

Wendt, A. (1999). *Social theory of international politics*. Cambridge University Press, 420p.

Werly, R. (2017) Emmanuel Macron: «L'Europe n'est pas un supermarché. L'Europe est un destin commun», https://www.letemps.ch/monde/europe/emmanuel-macron-leurope-nest-un-supermarche-leurope-un-destin-commun, consulté le 17 mars 2023.

Werner. T.B. (2011). Populisme de droite en Europe: Phénomène passager ou transition vers un courant politique dominant ? *Friedrich Ebert Stiftung*.

Weyland, K. (1999). Neoliberal populism in Latin America and Eastern Europe. *Comparative Politics*, 379–401.

Weyland, K. (2001). Clarifying a contested concept : Populism in the study of Latin American politics. *Comparative politics*, 1-22.

Weyland, K. (2017). A political-strategic approach. *The Oxford handbook of populism*, 48-72.

Weyland, K. (2021). Populism as a Political Strategy: An Approach's Enduring — and Increasing — Advantages. *Political Studies*, *69*(2), 185-189.

Wilkins, T. S. (2012). « Alignment », not « alliance » - the shifting paradigm of international security cooperation: Toward a conceptual taxonomy of alignment. *Review of International Studies*, *38*(1), 53-76.

Williams, M. C., & Neumann, I. B. (2000). From alliance to security community: NATO, Russia, and the power of identity. *Millennium*, *29*(2), 357–387.

Winock, M. (2017). « Le boulangisme, un populisme prostestataire », *Apres-demain*, vol. 43, nº 3, p. 34–36, file:///Users/abelpli/Downloads/le-boulangisme-un-populisme-prostestataire.pdf, consulté le 18 octobre 2024.

Winock, M. (2017). Les populistes, Après-demain, numero 43, file:///Users/abelpli/Downloads/le-boulangisme-un-populisme-prostestataire.pdf, consulté le 18 octobre 2024.

Wojczewski, T. (2020). Trump, populism, and American Foreign policy. *Foreign Policy Analysis*, *16*(3), 292-311.

Wright Mills, C. (1969). *L'élite au pouvoir*. Agone.

Yarhi-Milo, K. (2018). After credibility: American foreign policy in the Trump era. *Foreign Affairs*, *97*, 68.

Yilmaz, I., & Bashirov, G. (2018). The AKP after 15 years: Emergence of Erdoganism in Turkey. *Third World Quarterly*, *39*(9), 1812-1830.

Yılmaz, Z. (2020). Erdoğan's presidential regime and strategic legalism: Turkish democracy in the twilight zone. *Southeast European and Black Sea Studies*, *20*(2), 265-287.

Yılmaz, Z., & Turner, B. S. (2019). Turkey's deepening authoritarianism and the fall of electoral democracy. *British Journal of Middle Eastern Studies*, *46*(5), 691-698.

Zehfuss, M. (2002). *Constructivism in international relations*. Cambridge University Press Cambridge.

Zemmour, (2022). Présentation du programme de défense, https://www.ericzemmour.fr/presentation-du-programme-defense, consulté le 7 juillet 2023.

Zima, A. (2018). L'atlantisme polonaise: d'inconditionnel à raisonné? https://regard-est.com/latlantisme-polonais-dinconditionnel-a-raisonne. *Géopolitique*, consulté le 11 mars 2022.

Zorgbibe, C. (2003). Pourquoi l'OTAN? *Études*, *398*(4), 451-464.

Zürcher E. et Lifar. L. (2023). La Turquie dans la guerre russo-ukrainienne: un acteur surtout pragmatique. https://www.open-diplomacy.eu/blog/la-turquie-dans-la-guerre-russo-ukrainienne-un-acteur-surtout-pragmatique, consulté le 19 janvier 2024.

# Bibliographie des discours analysés


ABC News, (2024). Vice President Kamala Harris and former President Donald Trump met for their firt debate of the 2024 election Tuesday night, https://abcnews.go.com/Politics/harris-trump-presidential-debate-transcript/story?id=113560542, consulté le 10 décembre 2024.

Alys D. (2022). Finland's Sanna Marin says Europe would be in trouble without US, 2 décembre 2022 Finnish PM Sanna Marin has said Europe is "not strong enough" to stand up to Russia's invasion of Ukraine on its own, and has had to rely on US support, https://www.bbc.com/news/world-europe-63838350, consulté le 31 janvier 2024.

American Rhetoric.com (2018). Donald Trump & Jens Stoltenberg Remarks at a NATO Bilateral Breakfast Meeting delivered 11 July 2018, Brussels, Belgium. https://www.americanrhetoric.com/speeches/PDFFiles/Donal%20J.%20Trump%20and%20Jens%20Stoltenberg%20-%20NATO%20Breakfast%20Meeting.pdf, consulté le 20 mars 2020.

Batchelor, T. (2017). Le premier ministre hongrois Viktor Orban salue le nationalisme « America First » de Donald Trump, January 23, 2017, https://www.independent.co.uk/news/world/europe/donald-trump-nationalist-hungary-pm-viktor-orban-praise-america-first-a7542361.html, consulté le 17 mars 2020.

BFMTV (2024). Le discours de Marine Le Pen, en meeting à Nice, en intégralité, le 6 octobre 2024. https://www.youtube.com/watch?v=grCL-BFDLmc, consulté le 8 mai 2023.

BFMTV (2024). Le discours intégral de Marine Le Pen à l'Assemblée nationale, 1er octobre 2024, édition spéciale à l'Assemblée nationale française, https://www.youtube.com/watch?v=rdZMQ-Bd-vYm, consulté le 5 janvier 2025.

Bissonnette, A. (2016). Le discours virulent de Donald Trump sur l'immigration est loin de faire l'unanimité. https://cjf.qc.ca/revue-relations/publication/article/le-discours-virulent-de-donald-trump-sur-limmigration-est-loin-de-faire-lunanimite/?srsltid=AfmBOopZS22l-b9wincCxDY30hORFPt9r_KQ7JPcU8QVfTZdSTiq086s, consulté le 20 juillet 2022.

Boston, (2024). Donald Trump's full RNC speech accepting GOP nomination, https://www.nbcboston.com/news/national-international/read-donald-trumps-full-rnc-speech-accepting-gop-nomination/3432055/, consulté le 20 août 2024.

Browne, R et Cohen, Z. (2020). US to withdraw nearly 12,000 troops from Germany in move that will cost billions and take years. CNNPolitics, July 29, 2020.

https://www.cnn.com/2020/07/29/politics/us-withdraw-troops-germany/index.html, consulté le 21 juin 2022.

Challenges (2023). En Ardèche, Macron revient sur le front de la souveraineté sanitaire. 13 juin 2023. https://www.challenges.fr/economie/en-ardeche-macron-revient-sur-le-front-de-la-souverainete-sanitaire_858442, consulté le 20 septembre 2023.

CNEWS (2024). Marine Le Pen, invitée de Christine Kelly dans "Face à l'info" sur CNEWS (05/12/2024), 5 décembre 2024, https://www.youtube.com/watch?v=Tb4EhZiejbc, consulté le 10 janvier 2025.

CNN, (2024). President Joe Biden and former President Donald Trump participated in their first debate of the 2024 election season on CNN in Atlanta Thursday, June 28, 2024, https://www.cnn.com/2024/06/27/politics/read-biden-trump-debate-rush-transcript/index.html, Consulté le 15 décembre 2024.

Élysée (2017). Initiative pour l'Europe Discours d'Emmanuel Macron pour une Europe souveraine, unie, démocratique. 26 septembre 2017. https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2017/09/26/initiative-pour-l-europe-discours-d-emmanuel-macron-pour-une-europe-souveraine-unie-democratique, consulté le 20 mars 2020.

Élysée (2018). Discours du Président de la République Emmanuel Macron à la 73e Assemblée générale des Nations unies. September 25, 2018. https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2018/09/26/discours-du-president-de-la-republique-emmanuel-macron-a-la-73e-assemblee-generale-des-nations-unies, consulté le 22 juin 2020.

Élysée (2019). Discours du Président de la République à la conférence des ambassadeurs. 27 août 2019. https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2019/08/27/discours-du-president-de-la-republique-a-la-conference-des-ambassadeurs-1, consulté le 20 mars 2023.

Europe1 (2018). Emmanuel Macron aux agriculteurs : "Il n'y aura jamais de bœuf aux hormones en France". 22 février 2018. https://www.europe1.fr/politique/emmanuel-macron-aux-agriculteurs-il-ny-aura-jamais-de-boeuf-aux-hormones-en-france-3581687, consulté le 18 juin 2021.

Fortune Editors (2016). Donald Trump gave a major economic speech on Monday at the Detroit Economic Club, August 8, 2016, https://fortune.com/2016/08/08/trump-economic-speech-detroit/, consulté le 22 mai 2020.

Fox News (2019). NATO head: Trump's tough talk has added $100B to alliance, helped deter Russia. January 27, 2019. https://www.foxnews.com/politics/nato-head-says-trumps-tough-talk-has-helped-alliance, consulté le 21 février 2021.

France 24 (2016). Marine Le Pen : "Nous sommes soumis à la politique américaine", 10 octobre 2016. https://www.france24.com/fr/20161018-mardi-politique-marine-le-pen-politique-etrangere, consulté le 18 juin 2021.

France 24 (2016). Marine Le Pen : "Nous sommes soumis à la politique américaine", 10 octobre 2016. https://www.france24.com/fr/20161018-mardi-politique-marine-le-pen-politique-etrangere, consulté le 18 juin 2021.

France 24 (2022). Diplomatie et politique étrangère : conférence de presse de Marine Le Pen, 13 avril 2022. https://www.youtube.com/watch?v=xQE7ytvf-2s, consulté le 20 octobre 2022.

France 24 (2022). Diplomatie et politique étrangère : conférence de presse de Marine Le Pen, 13 avril 2022. https://www.youtube.com/watch?v=xQE7ytvf-2s, consulté le 20 octobre 2022.

France2 (2022). Mélenchon à Élysée 2022 sur France 2, 10 février 2022. https://www.youtube.com/watch?v=12tBuZap87g, consulté le 10 mars 2023.

Global Public Affairs, (2018). President Donald J. Trump's State of the Union Address, January 30, 2018, https://2017-2021-translations.state.gov/2018/01/30/president-donald-j-trumps-state-of-the-union-address/, consulté le 23 juin 2020.

Gov.UK (2017). Prime Minister Theresa May and the American President Donald Trump held a press conference after their meeting at the White House. January 27, 2017. https://www.gov.uk/government/speeches/pm-press-conference-with-us-president-donald-trump-27-january-2017, consulté le 20 décembre 2029.

Indépendant (2022). Débat de la Présidentielle 2022: "Le libre-échange tue la planète", dit Marine Le Pen à propos du changement climatique, 20 avril 2022, https://www.lindependant.fr/2022/04/20/debat-de-la-presidentielle-2022-le-libre-echange-tue-la-planete-dit-marine-le-pen-a-propos-du-changement-climatique-10248215.php, consulté 20 juillet 2023.

L'Éditiondusoir (2022). Présidentielle. Le programme de Marine Le Pen sur l'Europe a-t-il vraiment changé depuis 2017 ? 15 avril 2022. https://www.ouest-france.fr/leditiondusoir/2022-04-15/presidentielle-le-programme-de-marine-le-pen-sur-l-europe-a-t-il-vraiment-change-depuis-2017-d1b13d22-48aa-4483-9bc1-b1900d069bde, consulté le 15 mars 2023.

La Presse (2019). L'appel de Trump à contribution des membres de l'OTAN a fonctionné. 27 janvier 2019. https://www.lapresse.ca/international/201901/27/01-5212561-lappel-de-trump-a-contribution-des-membres-de-lotan-a-fonctionne.php, consulté le 21 février 2021.

La Tribune (2017). Merkel : l'époque "où on pouvait compter les uns sur les autres est quasiment révolue. 28 mai 2017, https://www.latribune.fr/economie/international/merkel-l-epoque-

ou-on-pouvait-compter-les-uns-sur-les-autres-est-quasiment-revolue-725077.html, consulté le 20 jullet 2019.

La Tribune (2018). Trump essaie d'humilier ses alliés européens avant le sommet de l'OTAN, July 10, 2018. https://www.latribune.fr/economie/international/trump-essaie-d-humilier-ses-allies-europeens-avant-le-sommet-de-l-otan-784756.html, consulté le 20 juillet 2021.

Le Monde (2020). Donald Trump annonce réduire drastiquement les effectifs militaires américains en Allemagne. 15 juin 2020. https://www.lemonde.fr/international/article/2020/06/16/donald-trump-annonce-reduire-drastiquement-les-effectifs-militaires-americains-en-allemagne_6042963_3210.html, consulté le 22 juin 2022.

Le Monde, (2018). À la tribune de l'ONU, Donald Trump défend la « souveraineté » face au « globalisme », https://www.lemonde.fr/ameriques/article/2018/09/25/a-la-tribune-de-l-onu-donald-trump-defend-la-souverainete-face-au-globalisme_5360087_3222.html, consulté le 20 mai 2022.

Le Temps (2023a). Où va la France, 08 mai 2023. https://www.letemps.ch/opinions/debats/va-france, consulté le 14 juin 2023.

Le Temps (2023b). On sait mieux où va la France. 4 juillet 2023. https://www.letemps.ch/opinions/debats/on-sait-mieux-ou-va-la-france, consulté le 14 octobre 2023.

Les Échos (2017a). Sortie de l'OTAN, service national... Mélenchon précise son programme de défense, 30 mars 2017, https://www.lesechos.fr/2017/03/sortie-de-lotan-service-national-melenchon-precise-son-programme-de-defense-164492, consulté le 21 septembre 2021.

Les Échos (2022). Jean-Luc Mélenchon : "Je propose la sortie de l'OTAN, organisation inutile", https://www.youtube.com/watch?v=DQhldmKfveY, consulté le 24 février 2023.

Linfo (2020). Donald Trump : vers la réduction du nombre des effectifs militaires américains en Allemagne, 16 juin 2020. https://www.linfo.re/monde/amerique/d-trump-vers-la-reduction-du-nombre-des-effectifs-militaires-americains-en-allemagne, consulté le 10 juin 2022.

Londoño, E et Motoko, R. (2018). U.S. Allies Sign Sweeping Trade Deal in Challenge to Trump. https://www.nytimes.com/2018/03/08/world/asia/us-trump-tpp-signed.html, consulté le 15 juillet 2020.

Maison-Blanche (2018a). Remarks by President Trump on the United States-Mexico-Canada Agreement, October 1, 2018. https://trumpwhitehouse.archives.gov/briefings-statements/remarks-president-trump-united-states-mexico-canada-agreement/, consulté le 4 juin 2020.

Maison-Blanche (2017). Remarks by President Trump at NATO Unveiling of the Article 5 and Berlin Wall Memorials Brussels, Belgium, May 25, 2017. https://ru.usembassy.gov/remarks-president-trump-nato/, consulté le 30 septembre 2021.

Maison-Blanche (2018b). President Donald J. Trump Is Protecting the United States from Terrorism, October 4, 2018. https://trumpwhitehouse.archives.gov/briefings-statements/president-donald-j-trump-protecting-america-terrorism/?utm_source=twitter&utm_medium=social&utm_campaign=wh, consulté le 18 juin 2021.

Maison-Blanche (2019b). Remarks by President Trump on the Situation in Northern Syria, October 23, 2019. https://trumpwhitehouse.archives.gov/briefings-statements/remarks-president-trump-situation-northern-syria/. Consulté le 4 juin 2020.

Maison-Blanche, (2019a). Remarks by President Trump to the 74th Session of the United Nations General Assembly, September 25, 2019. https://trumpwhitehouse.archives.gov/briefings-statements/remarks-president-trump-74th-session-united-nations-general-assembly/, consulté le 14 juin 2020.

Marine Le Pen (2017). Grand meeting de Marine Le Pen à Paris, au nom du peule, Paris 17 avril 2017. https://www.facebook.com/MarineLePen/videos/grand-meeting-de-marine-le-pen-à-paris-17042017/1718323074850676/, 14 juillet 2021.

Marine Le Pen (2020). Convention nationale des municipales 2020 : Discours de clôture de Marine Le Pen, https://www.youtube.com/watch?v=EAapylbd1SY, consulté le 22 novembre 2023.

Marine Le Pen (2020). Convention nationale des municipales 2020 : Discours de clôture de Marine Le Pen, https://www.youtube.com/watch?v=EAapylbd1SY, consulté le 22 novembre 2023.

Marine Le Pen (2020). Discours de rentrée de Marine Le Pen à Fréjus, 06 septembre 2020, https://www.youtube.com/watch?v=_9hLaoOjT-g, consulté le 20 novembre 2023.

Marine Le Pen (2021). Discours du 1er mai 2021. https://www.youtube.com/watch?v=-anq_hBqF1I, consulté le 15 mars 2022.

Marine Le Pen (2021). Discours du 1er mai 2021. https://www.youtube.com/watch?v=-anq_hBqF1I, consulté le 15 mars 2022.

Meet the Press, (2019). President Trump's full, unedited interview with Meet the Press, June 23, 2019. https://www.nbcnews.com/politics/meet-the-press/president-trump-s-full-unedited-interview-meet-press-n1020731, consulté le 4 juillet 2020.

NBC Boston, (2024). Donald Trump formally accepted the Republican nomination for president during the fourth and final night of the Republican National Convention, https://www.nbcboston.com/news/national-international/read-donald-trumps-full-rnc-speech-accepting-gop-nomination/3432055/, consulté le 10 septembre 2024.

Normandie pour la paix (2018). Accord sur le nucléaire iranien : l'Union européenne malgré et contre l'allié américain, May 9, 2018. https://normandiepourlapaix.fr/ressources/accord-sur-le-nucleaire-iranien-lunion-europeenne-malgre-et-contre-lallie-americain, consulté le 22 avril 2021.

Oltermann, P. (2020). Regrettable: Germany reacts to Trump plan to withdraw US troops. June 2020. https://www.theguardian.com/world/2020/jun/06/regrettable-germany-reacts-to-trump-plan-to-withdraw-us-troops

ONU (2017). President Trump Gives an Address to the 72nd Session of the United Nations General Assembly, New York, September 19, 2017, https://il.usembassy.gov/president-trump-gives-address-72nd-session-united-nations-general-assembly/, consulté le 3 juin 2020.

ONU (2018). UN Secretary-General Antonio Guterres' address to the 73rd General Assembly, September 25, 2018. https://www.un.org/sg/en/content/sg/speeches/2018-09-25/address-73rd-general-assembly, consulté le 17 juin 2020.

ONU (2019). Remarks by President Trump to the 74th Session of the United Nations General Assembly, September 25, 2019. https://trumpwhitehouse.archives.gov/briefings-statements/remarks-president-trump-74th-session-united-nations-general-assembly/, consulté le 14 juin 2020.

OTAN (2018). Remarks by President Trump at press conference after 2018 nato summit in Brussels, July 12, 2018. https://nato.usmission.gov/july-12-2018-remarks-by-president-trump-at-press-conference-after-2018-nato-summit-in-brussels/, consulté le 20 septembre 2021.

OTAN (2019a). Remarks by NATO Secretary General Jens Stoltenberg and US President Donald Trump during the NATO-US bilateral meeting in the Cabinet Room of the White House, April 2, 2019. https://www.nato.int/cps/en/natohq/opinions_165349.htm?selectedLocale=ru, consulté le 2 octobre 2021.

OTAN (2019b). Press point by NATO Secretary General Jens Stoltenberg and US President Donald Trump, December 3, 2019, https://www.nato.int/cps/en/natohq/opinions_171542.htm, consulté le 2 juin 2020.

Ouest France (2016). Mélenchon va "combattre" l'accord de libre-échange UE-Canada, 24 avril 2016. https://www.ouest-france.fr/politique/jean-luc-melenchon/melenchon-va-combattre-laccord-de-libre-echange-ue-canada-4183694, consulté le 14 mai 2021.

Ouest France (2018). Allemagne « aux mains des Russes ». Merkel répond aux accusations de Trump, 11 juillet 2018. https://www.ouest-france.fr/europe/allemagne/angela-

merkel/allemagne-aux-mains-des-russes-merkel-repond-aux-accusations-de-trump-5875364, consulté le 12 octobre 2020.

Ouest France (2022). Entretien exclusif. Marine Le Pen : « Je veux défendre le **patriotism** économique », 21 avril 2022, https://www.ouest-france.fr/elections/presidentielle/entretien-exclusif-marine-le-pen-je-veux-defendre-le-patriotisme-economique-51675ac6-c176-11ec-8a48-02f9bba22954, consulté le 20 avril 2023.

Ouest France (2022). Entretien exclusif. Marine Le Pen : « Je veux défendre le patriotisme économique », 21 avril 2022, https://www.ouest-france.fr/elections/presidentielle/entretien-exclusif-marine-le-pen-je-veux-defendre-le-patriotisme-economique-51675ac6-c176-11ec-8a48-02f9bba22954, consulté le 20 avril 2023.

Pagán, M. (2017). The United States Officially Withdraws from the Trans-Pacific Partnership. January 30, 2017. https://ustr.gov/about-us/policy-offices/press-office/press-releases/2017/january/US-Withdraws-From-TPP, consulté le 20 juin 2020.

Panot, M. (2023). Nous avons voté contre la résolution du traité de libre-échange UE-Mercosur sous conditions. 13 juin 2023. https://twitter.com/MathildePanot/status/1668691459686408192, consulté le 20 septembre.

Pavy, J. (2021). Critiques envers les États-Unis et l'OTAN... Jean-Luc Mélenchon prépare la présidentielle 2022, https://fr.euronews.com/2021/08/29/critiques-envers-les-etats-unis-et-l-otan-jean-luc-melenchon-prepare-la-presidentielle-202, consulté le 18 mai 2022.

Paygne, A. (2020). A key ally of Merkel says Trump's plan to withdraw US troops from Germany is complety unacceptable. June 2020. https://www.businessinsider.com/merkel-ally-criticises-trumps-move-to-withdraw-us-troops-from-germany-2020-6, consulté le 20 juillet 2021.

Politico (2016a). On Thursday in Cleveland, Ohio, Donald Trump closed the 2016 National Republican Convention with his acceptance speech, July 21, 2016, https://www.politico.com/story/2016/07/full-transcript-donald-trump-nomination-acceptance-speech-at-rnc-225974, consulté le 21 mai 2020.

Politico (2016b). The first presidential debate between Hilary Clinton and Donald Trump, September 26, 2016, https://www.politico.com/story/2016/09/full-transcript-first-2016-presidential-debate-228761, consulté le 20 mai 2020.

Politico (2016c). The second presidential debate between Hilary Clinton and Donald Trump, October 9, 2016 https://www.politico.com/story/2016/10/2016-presidential-debate-transcript-229519, consulté le 20 mai 2020.

Politico (2016d). The third presidential debate between Hilary Clinton and Donald Trump, October 20, 2016, https://www.politico.com/story/2016/10/full-transcript-third-2016-presidential-debate-230063, consulté le 21 mai 2020.

Politico (2017). President Donald Trump's full inaugural address remarks. January 20, 2017. https://www.politico.com/story/2017/01/full-text-donald-trump-inauguration-speech-transcript-233907, consulté le 2 juin 2020.

Politico (2018a). President Donald Trump's statement to the United Nations General Assembly on September 25, 2018. https://www.politico.com/story/2018/09/25/trump-un-speech-2018-full-text-transcript-840043, consulté le 27 mai 2020.

Politico (2018b). Europe thinks Trump 'hates us': American president comes to Brussels at low ebb in transatlantic relations. July 10, 2018. https://www.politico.eu/article/donald-trump-trade-war-europe-diplomacy-nato-transatlantic-lamentations/, consulté le 18 mars 2021.

Politico (2020). Trump confirms he wants to pull thousands of U.S. troops from Germany. Juin 15, 2020. https://www.politico.com/news/2020/06/15/trump-germany-military-320560, consulté le 22 mai 2021.

Rassemblement national (2016a). Discours de Marine Le Pen lors des assises du produire en France à Reims, 9 septembre 2016. https://rassemblementnational.fr/discours/discours-de-marine-le-pen-lors-des-assises-du-produire-en-france-a-reims, consulté le 10 mai 2021.

Rassemblement national (2016a). Discours de Marine Le Pen lors des assises du produire en France à Reims, 9 septembre 2016. https://rassemblementnational.fr/discours/discours-de-marine-le-pen-lors-des-assises-du-produire-en-france-a-reims, consulté le 10 mai 2021.

Rassemblement national (2016b). Intégration toujours plus poussée d la France dans l'OTAN: L'indépendance nationale gravement menacée, 22 janvier 2016. https://rassemblementnational.fr/communiques/integration-toujours-plus-poussee-de-la-france-dans-lotan-lindependance-nationale-gravement-menacee, consulté le 22 février 2021.

Rassemblement national (2016b). Intégration toujours plus poussée d la France dans l'OTAN: L'indépendance nationale gravement menacée, 22 janvier 2016. https://rassemblementnational.fr/communiques/integration-toujours-plus-poussee-de-la-france-dans-lotan-lindependance-nationale-gravement-menacee, consulté le 22 février 2021.

Rassemblement national (2018a). Discours de Marine Le Pen en Alsace, 24 février 2018. https://rassemblementnational.fr/discours/discours-de-marine-le-pen-a-kintzheim, consulté le 21 mai 2021.

Rassemblement national (2018a). Discours de Marine Le Pen en Alsace, 24 février 2018. https://rassemblementnational.fr/discours/discours-de-marine-le-pen-a-kintzheim, consulté le 21 mai 2021.

Rassemblement national (2018b). Discours de Marine Le Pen dans l'Orne, 7 janvier 2018. https://rassemblementnational.fr/discours/discours-de-marine-le-pen-dans-lorne, consulté le 18 juin 2021.

Rassemblement national (2018b). Discours de Marine Le Pen dans l'Orne, 7 janvier 2018. https://rassemblementnational.fr/discours/discours-de-marine-le-pen-dans-lorne, consulté le 18 juin 2021.

Rassemblement national (2019a). Discours de Marine Le Pen, 1er mai 2019. https://rassemblementnational.fr/discours/metz-discours-de-marine-le-pen-1er-mai, consulté le 17 juin 2021.

Rassemblement national (2019a). Discours de Marine Le Pen, 1er mai 2019. https://rassemblementnational.fr/discours/metz-discours-de-marine-le-pen-1er-mai, consulté le 17 juin 2021.

Rassemblement national (2019b). Discours de Marine Le Pen, Présidente du Rassemblement national au Thor, dans le Vaucluse, 19 janvier 2019. https://rassemblementnational.fr/discours/reunion-publique-au-thor-84-discours-de-marine-le-pen, consulté le 21 juillet 2021.

Rassemblement national (2019b). Discours de Marine Le Pen, Présidente du Rassemblement national au Thor, dans le Vaucluse, 19 janvier 2019. https://rassemblementnational.fr/discours/reunion-publique-au-thor-84-discours-de-marine-le-pen, consulté le 21 juillet 2021.

Rassemblement national (2019c). Accord commercial UE-Mercosur: une déclaration de guerre à l'environnement et à nos agriculteurs. 29 juin 2019. https://rassemblementnational.fr/communiques/accord-commercial-ue-mercosur-une-declaration-de-guerre-a-lenvironnement-et-a-nos-agriculteurs, consulté le 20 juin 2021.

Rassemblement national (2019c). Accord commercial UE-Mercosur: une déclaration de guerre à l'environnement et à nos agriculteurs. 29 juin 2019. https://rassemblementnational.fr/communiques/accord-commercial-ue-mercosur-une-declaration-de-guerre-a-lenvironnement-et-a-nos-agriculteurs, consulté le 20 juin 2021.

Rassemblement national, (2017). Assises présidentielles de Lyon : Discours de Marine Le Pen, 05 février 2017.https://rassemblementnational.fr/discours/assises-presidentielles-de-lyon-discours-de-marine-le-pen, consulté le 23 juin 2021.

Rassemblement national, (2018c). Discours de Marine Le Pen au Congrès du Front national à Lille, 11 mars 2018, https://rassemblementnational.fr/discours/discours-de-marine-le-pen-au-congres-du-front-national-a-lille, consulté le 22 juin 2022.

Rassemblement national, (2018d). Interview de Marine Le Pen au journal italien Libero, 2 juillet 2018 https://rassemblementnational.fr/reportages/interview-de-marine-le-pen-au-journal-italien-libero, consulté le 2 avril 2019.

Rassemblement national, (2019d). Réunion publique au THOR (84) : Discours de Marine Le Pen, 19 janvier 2019, https://rassemblementnational.fr/discours/reunion-publique-au-thor-84-discours-de-marine-le-pen, consulté le 20 juin 2021.

Rassemblement national, (2021). Congrès de Perignan: Discours de Marine Le Pen, 5 juillet 2021, https://rassemblementnational.fr/discours/congres-de-perpignan-discours-de-marine-le-pen, consulté le 14 juillet 2022.

Rassemblement national, (2021). Congrès de Perignan: Discours de Marine Le Pen, 5 juillet 2021, https://rassemblementnational.fr/discours/congres-de-perpignan-discours-de-marine-le-pen, consulté le 3 4 mai 2022.

République française (2017). Entretien de M. Emmanuel Macron, Président de la République, dans "Le Figaro", "Le Soir", "Le Temps", "The Guardian", "Corriere della Sera", "El Pais", "Süddeutsche Zeitung" et "Gazeta Wyborcza" du 22 juin 2017, sur les défis et priorités de la politique étrangère de la France. 22 juin 2017. https://www.vie-publique.fr/discours/203077-entretien-de-m-emmanuel-macron-president-de-la-republique-dans-le-fi, consulté le 21 juillet 2021.

République française, (2000). Déclaration de M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national pour l'unité française, sur les exploits de Jeanne D'Arc, l'histoire de France, le bolchévisme, la chute de l'URSS, la domination économique des Etats Unis, la politique du gouvernement et les risques de l'immigration, Paris, le 1er mai 2000, https://www.vie-publique.fr/discours/157416-declaration-de-m-jean-marie-le-pen-president-du-front-national-pour-l, consulté le 10 septembre 2023.

République française, (2009). Déclaration de M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national, sur l'alignement de la France sur l'OTAN, la politique de l'immigration du gouvernement, la crise économique et les perspectives pour son parti, Nanterre le 20 septembre 2009, https://www.vie-publique.fr/discours/176579-declaration-de-m-jean-marie-le-pen-president-du-front-national-sur-l, consulté le 10 septembre 2023.

République française, (2017). Débat télévisé entre M. Emmanuel Macron, et Mme Marine le Pen, candidats à l'élection présidentielle 2017, le 3 mai 2017, sur les projets et propositions des deux candidats. https://www.vie-publique.fr/discours/203174-debat-televise-entre-m-emmanuel-macron-et-mme-marine-le-pen-candidats, consulté le 2 juillet 2021.

République française, (2022). Débat télévisé entre M. Emmanuel Macron, président de la République, et Mme Marine Le Pen, députée du Rassemblement national, candidats à l'élection présidentielle, le 20 avril 2022, sur les programmes des deux candidats,

https://www.vie-publique.fr/discours/285127-debat-televise-20042022-emmanuel-macron-marine-le-pen-candidats, consulté le 2 mai 2023.

Reuters (2016). Merkel offers to work with Trump on basis of democratic values, November 9, 2016, https://www.reuters.com/article/us-usa-election-reaction-merkel-idUSKBN13422T, consulté le 18 octobre 2021.

Rev (2019a). Turning Point USA Teen Student Summit Speech.Donald Trump spoke to a group of teenagers at a summit for the conservative group Turning Point USA. July 23, 2019. https://www.rev.com/blog/transcripts/donald-trump-speech-transcript-turning-point-usa-teen-student-summit-speech, consulté le 29 mai 2020.

Rev (2019c). United States President Donald Trump and French President Emmanuel Macron held a bilateral meeting at the NATO summit today to discuss various issues associated with NATO. December 3, 2019. https://www.rev.com/blog/transcripts/donald-trump-emmanuel-macron-nato-summit-meeting-transcript, consulté le 2 september 2021.

Rev (2020a). Donald Trump Speech Transcript at Greenville, North Carolina Rally 'MAGA' Event, July 17, 2019. https://www.rev.com/blog/transcripts/donald-trump-maga-event-speech-transcript-north-carolina-rally, consulté le 20 mai 2021.

Rev (2020b). The second and final 2020 presidential debate between Donald Trump and Joe Biden. The debate was moderated by Kristen Welker of NBC News on October 22, 2020, in Nashville, Tennessee. October 22, 2020. https://www.rev.com/blog/transcripts/donald-trump-joe-biden-final-presidential-debate-transcript-2020, consulté le 20 février 2021.

Roll Call, (2020). Donald Trump Holds a Campaign Rally in Montoursville, Pennsysvania, October 31, 2020, https://rollcall.com/factbase/trump/transcript/donald-trump-speech-campaign-rally-montoursville-pennsylvania-october-31-2020/, consulté le 7 juillet 2024.

Roll Call, (2021). Donal Trump Addresses the North Carolina GOP Convention in Greenville-June 5, 2021, https://rollcall.com/factbase/trump/transcript/donald-trump-speech-gop-convention-greenville-north-carolina-june-5-2021/, consulté le 10 juin 2023.

Roll Call, (2022a). Donald Trump Holds a Political Rally in Commerce, Georgia-March 26, 2022, https://rollcall.com/factbase/trump/transcript/donald-trump-speech-political-rally-commerce-georgia-march-26-2022/#50, consulté le 5 juillet 2024.

Roll Call, (2022b). Donald Trump Announces His 2024 Presidential Bid at Mar-a-Lago, November 15, 2022, https://rollcall.com/factbase/trump/transcript/donald-trump-speech-presidential-big-palm-beach-florida-november-15-2022/, consulté le 10 mars 2023.

Roll Call, (2023b). Donald Trump Holds a Political Rally in Manchester, New Hampshire, April 27, 2023, https://rollcall.com/factbase/trump/transcript/donald-trump-speech-political-rally-manchester-new-hampshire-april-27-2023/, consulté le 4 février 2024.

Roll Call, (2024). Donald Trump, Holds a Campaign Rally in Reading, Pennsylvania, November, 2024, https://rollcall.com/factbase/trump/transcript/donald-trump-speech-campaign-rally-reading-pennsylvania-november-4-2024/, consulté le 27 décembre 2024.

Roll Call, (2023a). Donald Trump delivers a speech at the 2023 CPAC Convention in Maryland, https://rollcall.com/factbase/trump/transcript/donald-trump-speech-2023-cpac-convention-national-harbor-maryland-march-4-2023/, consulté le 10 janvier 2024.

The American Precidency Projet, (2016a). Donald J. Trump, 45th President of the United States: 2017-2021, Remarks at the Phoenix Convention Center in Phoenix, Arizona, October 29, 2016, https://www.presidency.ucsb.edu/documents/remarks-the-phoenix-convention-center-phoenix-arizona*, consulté le 24 mai 2020.*

The Economist (2019). The French president's interview with The Economist, October 21, 2019, https://www.economist.com/europe/2019/11/07/emmanuel-macron-in-his-own-words-french, consulté le 27 novembre 2022.

The Guardian, (2016). Donald Trump arrives in UK and hails Brexit vote as 'great victory**:** Presidential hopeful says Britons exercised 'sacred right' to independence on visit to his Turnberry golf course**,** February 24, 2016. https://www.theguardian.com/us-news/2016/jun/24/donald-trump-hails-eu-referendum-result-as-he-arrives-in-uk, consulté le 16 mai 2018.

The Hill, (2016). Donald Trump's speech on national security in Philadelphia, September 9, 2016, https://thehill.com/blogs/pundits-blog/campaign/294817-transcript-of-donald-trumps-speech-on-national-security-in/, consulté le 25 mai 2020.

The Washington Post, (2016). Donald Trump's very happy victory speech, Republican presidential candidate Donald Trump addresses his supporters after winning the New Hampshire primary, february 9, 2016, https://www.washingtonpost.com/news/the-fix/wp/2016/02/09/the-anatomy-of-a-donald-trump-victory-speech/, consulté le 27 mai 2020.

Time, (2016a). Read Donald Trump's 'America First' Foreign Policy Speech, April 27, 2016, https://time.com/4309786/read-donald-trumps-america-first-foreign-policy-speech/, consulté 27 mai 2020.

Time, (2016b). Read Donald Trump's Speech Attacking His Accusers, october 14, 2016, https://time.com/4532181/donald-trump-north-carolina-accusers-speech-transcript/, consulté 27 mai 2020.

United States Trade Representative, (2017). The President's 2017 Trade Policy Agenda, 1-6,https://ustr.gov/sites/default/files/files/reports/2017/AnnualReport/Chapter%20I%20-%20The%20President%27s%20Trade%20Policy%20Agenda.pdf, consulté le 20 mai 2020.

| Discours | Date | Titre | Lieu et contexte |
|---|---|---|---|
| 1 | 27 avril 2016 | Republican presidential frontrunner Donald Trump outlined an "America first" foreign policy approach in what was billed as a major address (Time, 2016a). | *the Mayflower Hotel in Washington, D.C* |
| 2 | 21 juillet 2016 | Donald Trump closed the 2016 National Republican Convention with his acceptance speech (Politico, 2016a) | On Thursday in Cleveland, Ohio, discours de cloture à la Convention nationale des Republicains |
| 3 | 09 septembre 2016 | Donald Trump's speech on national security in Philadelphia (The Hill, 2016) | Philadelphia |
| 4 | 08 aout 2016 | Donald Trump gave a major economic speech on Monday at the Detroit Economic Club (Fortune Editors (2016) | *Detroit Economic Club* |
| 5 | 14 octobre 2016 | Donald Trump's Speech Attacking His Accusers | North Carolina |
| 6 | 29 octobre 2016 | Donald J. Trump, 45th President of the United States: 2017-2021(Time, 2016b) | *Remarks at the Phoenix Convention Center in Phoenix, Arizona* |
| 7 | 20 janvier 2017 | President Donald Trump's full inaugural address remarks (Politico, 2017) | inaugural address, Capitol in Washington, DC. |
| 8 | 1er mars 2017 | The President's 2017 Trade Policy Agenda (United States Trade Representative, (2017). | In 2016, voters in both major parties called for a fundamental change in direction of U.S Trade Policy |
| 9 | 19 septembre 2017 | President Trump Gives an Address to the 72nd Session of the United Nations General Assembly (ONU, 2017) | 72nd Session of the United Nations General Assembly, New York, |
| 10 | 30 janvier 2018 | President Donald J. Trump's State of the Union Address (Global Public Affairs, 2018) | The White House Office of the Press Secretary Washington, D.C. |
| 12 | 24 septembre 2018 | President Donald Trump's statement to the United Nations General Assembly (Politico, 2018a) | the United Nations General Assembly, New York |
| 13 | 23 juin 2019 | President Trump's full, unedited interview with Meet the Press (Meet the Press, 2019) | |
| 14 | 17 juillet 2019 | Donald Trump Speech Transcript at Greenville, North Carolina Rally 'MAGA' Event (Rev, 2019b) | |
| 15 | 23 juillet 2019 | Turning Point USA Teen Student Summit Speech.Donald Trump spoke to a group of teenagers (Rev, 2019a) | Summit for the conservative group Turning Point USA |
| 16 | 25 septembre 2019 | Remarks by President Trump to the 74th Session of the United Nations General Assembly (ONU, 2019) | 74th Session of the United Nations General Assembly |
| 17 | 3 decembre 2019 | United States President Donald Trump and French President Emmanuel Macron held a bilateral meeting at the NATO summit today to discuss various issues associated with NATO (Rev, 2019c) | meeting at the NATO summit to discuss various issues associated with NATO |
| 18 | 22 octobre 2020 | The second and final 2020 presidential debate between Donald Trump and Joe Biden. The debate was moderated by Kristen Welker of NBC News on October 22, 2020, in Nashville, Tennessee (Rev, 2020) | presidential debate between Donald Trump and Joe Biden. |
| 19 | 31 octobre 2020 | Donald Trump Holds a Campaign Rally in Montoursville, Pennsylvania - October 31, 2020 | in Montoursville, Pennsylvania - October 31, 2020 |
| 20 | 6 janvier 2021 | Donald Trump Holds a Political Rally on The Ellipse - January 6, 2021 | on The Ellipse - January 6, 2021 |
| 21 | 5 juin 2021 | Donald Trump Addresses the North Carolina GOP Convention in Greenville - June 5, 2021 | the North Carolina GOP Convention in Greenville - June 5, 2021 |
| 22 | 26 mars 2022 | Donald Trump Holds a Political Rally in Commerce, Georgia - March 26, 2022 | in Commerce, Georgia - March 26, 2022 |
| 23 | 15 novembre 2022 | Donald Trump Announces His 2024 Presidential Bid | at Mar-a-Lago - November 15, 2022 |
| 24 | 4 mars 2023 | Donald Trump Delivers a Speech at the 2023 CPAC Convention in Maryland - March 4, 2023 | in Maryland - March 4, 2023 |
| 25 | 27 avril 2023 | Donald Trump Holds a Political Rally in Manchester, New Hampshire | in Manchester, New Hampshire |
| 26 | 25 septembre 2023 | Donald Trump Holds a Campaign Event in Summerville, South Carolina - September 25, 2023 | |
| 27 | 28 juin 2024 | President Joe Biden and former President Donald Trump participated in their first debate of the 2024 election season on CNN in Atlanta Thursday | in Atlanta Thursday |
| 28 | 19 juillet 2024 | Donald Trump's full RNC speech accepting GOP nomination. Trump's RNC speech marks his first public address since he survived an assassination attemp | |
| 29 | 10 septembre 2024 | Vice President Kamala Harris and former President Trump met for their first debate of the 2024 election, in Philadelphia. | in Philadelphia. |
| 30 | 4 novembre 2024 | Donald Trump Holds a Campaign Rally in Reading, Pennsylvania - November 4, 2024 | in Reading, Pennsylvania - November 4, 2024 |

Liste des discours de Donald Trump

| Discours | Date | Titre | Lieu et contexte |
|---|---|---|---|
| 1 | 22 janvier 2016 | Intégration toujours plus poussée d la France dans l'OTAN: L'indépendance nationale gravement menacée | |
| 2 | 09 septembre 2016 | Discours de Marine Le Pen lors des assises du produire en France à Reims | lors des assises du produire en en France à Reims |
| 3 | 10 octobre 2016 | Marine Le Pen : "Nous sommes soumis à la politique américaine | À l'émission Mardi Politique sur France 24 |
| 4 | 05 février 2017 | Assises présidentielles de Lyon : Discours de Marine Le Pen | Assises présidentielles de Lyon |
| 5 | 17 avril 2017 | Grand meeting de Marine Le Pen à Paris, au nom du peuple | Grand meeting de Marine Le Pen à Paris |
| 6 | 3 mai 2017 | Débat télévisé entre M. Emmanuel Macron, et Mme Marine le Pen, candidats à l'élection présidentielle 2017. | débat télévisé de l'entre-deux-tours de l'élection présidentielle 2017, le 3 mai 2017 |
| 7 | 07 janvier 2018 | Discours de Marine Le Pen dans l'Orne | Orne, France |
| 8 | 24 février 2018 | Discours de Marine Le Pen en Alsace | en Alsace |
| 9 | 11 mars 2018 | Discours de Marine Le Pen au Congrès du Front national à Lille | Congrès du Front national à Lille |
| 10 | 2 juillet 2018 | Interview de Marine Le Pen au Journal Italien Libero | |
| 11 | 19 janvier 2019 | Discours de Marine Le Pen, Présidente du Rassemblement national au Thor, dans le Vaucluse | Thor, dans le Vaucluse, en campagne pour les élections européennes |
| 12 | 1er mai 2019 | Discours de Marine Le Pen, 1er mai 2019 | Metz-Féte du travail et de la patrie |
| 13 | 29 juin 2019 | Accord commercial UE-Mercosur: une déclaration de guerre à l'environnement et à nos agriculteurs. | Communiqué de presse du RN |
| 14 | 12 Janvier 2020 | Convention nationale des municipales 2020: Discours de clôture de Marine Le Pen | Convention nationale des municipales 2020, Maison de la Chimie, Paris) |
| 15 | 06 septembre 2020 | Discours de rentrée de Marine Le Pen à Fréjus | Discours de rentrée à Fréjus |
| 16 | 1er mai 2021 | Discours du 1er mai 2021 | Fête du travail et de la patrie |
| 17 | 5 juillet 2021 | Congrès de Perpignan : discours de Marine Le Pen | |
| 18 | 13 avril 2022 | Diplomatie et politique étrangère : conférence de presse de Marine Le Pen | Conference de presse sur les questions internationales |
| 19 | 20 avril 2022 | Débat télévisé entre Emmanuel Macron, président de la République, et Marine Le Pen, députée du Rassemblement national, candidats à l'élection présidentielle, sur les programmes des deux candidats. | |
| 20 | 22 avril 2022 | Entretien exclusif. Marine Le Pen : « Je veux défendre le patriotisme économique » | Entretien exclusive avec la presse Ouestfrance, au lendemain du débat de l'entre-deux-tours |
| 21 | 1er octobre 2024 | Le discours intégral de Marine Le Pen à l'Assemblée nationale, 1er octobre 2024, édition spéciale à l'Assemblée nationale française | Assemblée nationale française, édition spéciale |
| 22 | 6 octobre 2024 | Le discours de Marine Le Pen, en meeting à Nice | |
| 23 | 5 décembre 2024 | Marine Le Pen, invitée de Christine Kelly dans "Face à l'info" | |

Liste des discours de Marine Le Pen